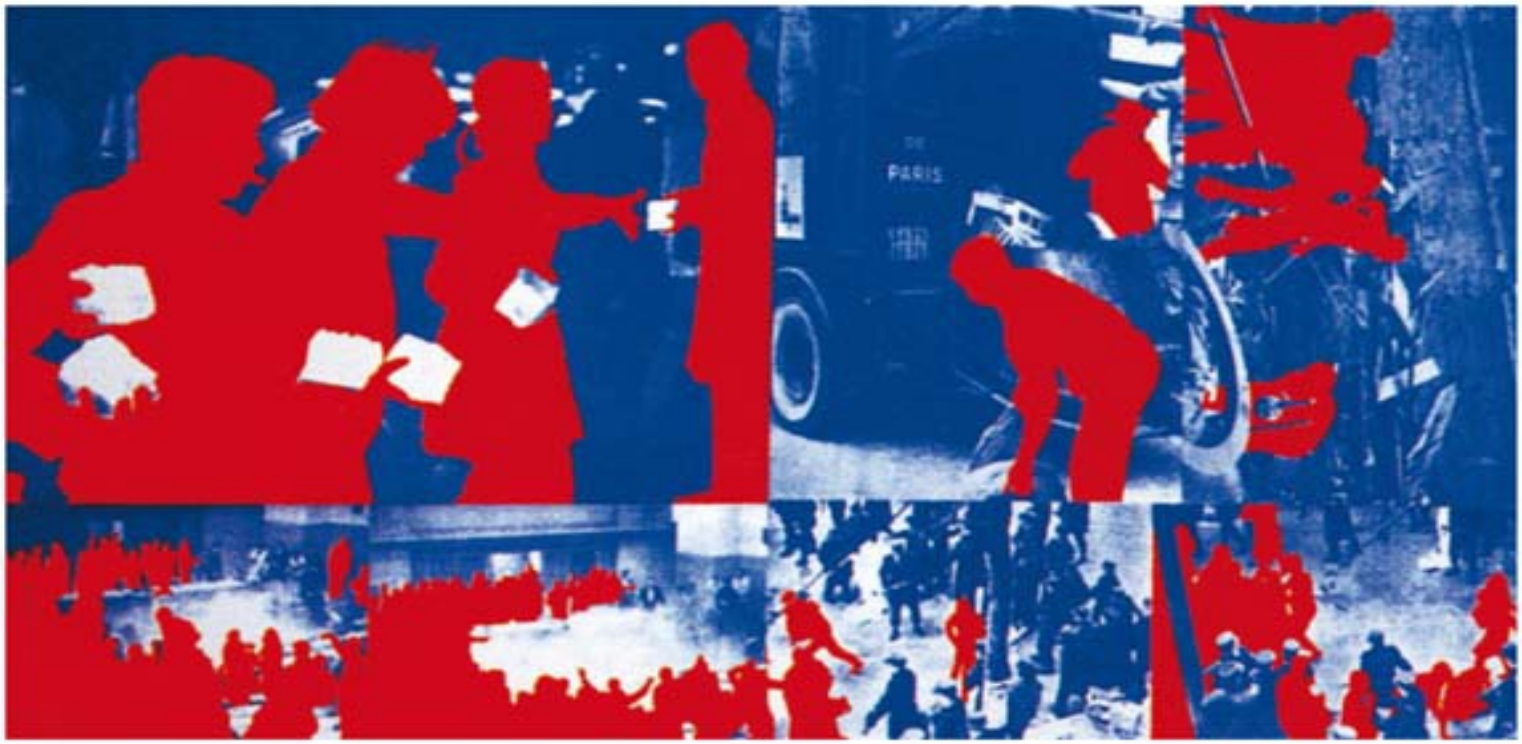
Daniel Bensaïd

UNE LENTE IMPATIENCE



un ordre d'idées STOCK

Daniel Bensïd
Une lente impatience
2004

1 - La quatrième personne du singulier

2 - Le parti des fleurs et des rossignols

3 - La force de l'habitus

4 - Les chemins buissonniers

5 - Les grandes (dés)espérances

6 - Mai Si (affaire non classée)

7 - Penser la crise

8 - L'histoire nous mordillait la nuque *9 - Le temps du « léninisme pressé »* *10 - Pleurer pour toi, Argentine…* *11 - La violence apprivoisée*

12 - Couleur Rouge

13 - Canard ou lapin

14 - Il sera une fois

15 - E agora, Zé ?

16 - Les spectres de la maison bleue *17 - Vents tourbillonnants*

18 - L'énigme du marrane

19 - La gymnastique des possibles *20 - Mille (et un) marxismes*

21 - Le tonnerre inaudible

22 - Fin et suite

23 - Et pourtant

Chronologie

1

La quatrième personne du singulier

« Une lente impatience. Enfin, quelque chose d'approchant. »
George Steiner

« Nous, dis-je, et je ne sais qui je suis en train de mettre dans cette conserve de nous. »
Erri de Luca

Longtemps, j'ai hésité à écrire ce livre, qui inscrit une trajectoire personnelle dans les avatars intellectuels et politiques d'une génération. Il y a toujours quelque impudeur à se dire, ou quelque ruse. Et je n'ai guère de goût pour les aveux et pour la confession. Il y a aussi le risque, à raconter ses souvenirs, de chaparder ceux des autres et de s'approprier indûment une expérience partagée.

En des temps (les années soixante-dix) où la remise en cause des frontières flottantes entre public et privé fut considérée comme une audace suprême, où « mettre ses tripes sur la table » passait pour un geste libérateur, j'ai préféré garder l'intime sous la ligne de flottaison. Cela m'a valu quelques mauvaises chicanes. Je n'en ai pas moins persévéré dans la conviction que la transparence, à défaut d'être transcendante (comme l'écrivit, en Mai 68, une main anonyme sur les baies vitrées de Nanterre), peut être meurtrière. A fortiori lorsque le voyeurisme électronique et télévisuel devient envahissant. Aussi longtemps que l'individu sera exposé à la brutalité, physique ou verbale, de la domination, le droit de chacun à sa part d'obscurité restera imprescriptible.

Toute confidence autobiographique porte la trace du péché et ne va pas sans quelque rouerie. Se « portraire soi-même » est mission presque impossible. « Personne ne peut dire la vérité sur son propre compte » : sans avoir été initié aux clairs-obscurs de l'inconscient, le subtil Heine n'était déjà point dupe. Sur son matelas d'agonie, il n'en écrivit pas moins des « aveux ». Cet ultime dévoilement était sans doute le signe d'un désarroi et d'un appel. Il fallut aussi que, rompu aux arcanes des convenances et de la décence, Swann fût en proie à une extrême détresse pour commettre l'indélicatesse, dans la scène cruelle des souliers rouges, de confier aux Guermantes, tout à leurs divertissements mondains, l'annonce de sa mort prochaine.

Vieil aventurier, à qui je proposais d'écrire le récit de sa vie, Raymond Molinier jugea la proposition insultante. Se raconter, c'est bon pour ceux qui raccrochent les gants ou les crampons. Tant qu'il y a de la vie, il y a de l'action. Pas de retraité en révolution ! Saisi d'une proposition analogue, Jules Fourier, vétéran du Front populaire, de la guerre d'Espagne, de la Résistance, et rescapé de Mauthausen, y sacrifia avec réticence, comme s'il commettait là une impudeur. C'étaient des hommes d'avant l'ère médiatique, d'avant le temps des apparents, aussi propice qu'une serre tropicale à l'éclosion luxuriante des ego, au besoin névrotique de reconnaissance, à la flatterie narcissique de l'image. Le *cavaliere* Silvio Berlusconi a dit un jour qu'on avait attenté à ce qu'il a de plus précieux – son image. Difficile de mieux résumer l'esprit de l'époque. Le *Bilderverbot*[1] des vieux Juifs n'était pas dénué de sagesse prospective.

Un déclic m'a décidé à risquer ce projet improbable. Le 21 janvier est le jour anniversaire de l'exécution de Louis Capet et de la mort clinique de Lénine. Ce jour-là, notre prof d'histoire en classe préparatoire du lycée Pierre-de-Fermat arborait, en vieil esthète monarchiste, une cravate de deuil noire. Nous lui opposions farouchement foulards et cravates rouges. Par une coïncidence fortuite, le 21 janvier 2001, j'ai soutenu (fort tardivement) mon habilitation à diriger des recherches en philosophie. Longtemps convaincu de l'imminence de grands chambardements, j'avais toujours négligé cette formalité.

Les figures imposées de ce patinage académique sont précisées dans les circulaires ministérielles.

Le dossier doit « fournir une synthèse de quelques dizaines de pages, qui devrait faire apparaître nettement, d'une part, le parcours scientifique du candidat, sa méthodologie et la cohérence des différentes pièces du dossier, d'autre part, les prolongements possibles de ses recherches ». En somme : ma vie (spirituelle, dépouillée de toute chair) et mon œuvre ! L'exercice flatte l'illusion rétrospective d'un parcours cohérent fondé en raison.

Comment jouer ce jeu sans introduire après coup un ordre artificiel dans des curiosités et des passions désordonnées, dans des rencontres et des tâtonnements où le hasard a sa part ? Quelle unité attribuer à un itinéraire plein de fausses pistes et de rebroussements ? Quel lien établir dans cette suite d'essais et d'erreurs, sans faire interférer les aléas biographiques, puisque – dans mon cas – les « pièces du dossier universitaire » ne sont guère dissociables du dossier militant, et puisque la « méthodologie » requise par les autorités ministérielles apparaît souvent subordonnée à des bifurcations politiques et à des choix fort peu méthodiques ?

Plus amicale que solennelle[2], la soutenance fut l'occasion d'une confrontation complice entre trajectoires intellectuelles mêlant attractions mutuelles, divergences réelles, méconnaissances et malentendus. J'en ai éprouvé le sentiment que nous appartenions à un paysage menacé de disparition. Nous avons en effet été formés, dans la séquence historique ouverte par la Grande Guerre et la Révolution russe, sur un continent presque englouti. Nos années – cinquante, soixante, soixante-dix – sont aussi lointaines, pour les têtes nouvelles du nouveau siècle, que le furent pour nous la Belle Époque, l'affaire Dreyfus, ou la geste héroïque de Teruel et de Guadalajara. Les rayons de nos astres éteints peuvent-ils encore leur parvenir ? Est-il encore temps de sauver la tradition du conformisme qui toujours la menace ?

Transmettre ? Quoi ? Et comment ? Les héritiers décident de l'héritage. Ils font le tri, et lui sont plus fidèles dans l'infidélité que dans la bigoterie mémorielle. Car la fidélité peut aussi devenir une routine banalement conservatrice, un empêchement à s'étonner du présent. Comment ne pas se méfier, d'ailleurs, de cette vertueuse fidélité, que la trahison accompagne comme son ombre ? Sait-on toujours à quoi, à qui, et si vraiment on est fidèle ?

La fidélité a un passé. Il n'est jamais certain qu'elle ait un avenir. Bien des amis, lassés sans doute d'avoir souvent dû brosser l'histoire à contre-poil, ont fait la paix avec l'ordre insoutenable des choses. Qu'elle était mélancolique, la fidélité désenchantée des quarante-huitards de *L'Éducation sentimentale !* « Rester fidèle à ce que l'on fut », c'est être fidèle à la déchirure de l'événement et à l'instant de vérité, où ce qui est ordinairement invisible se révèle soudain. C'est ne pas céder à l'injonction des vainqueurs, ne pas se rendre à leur victoire, ne pas rentrer dans leur rang. Au contraire de l'attachement canin à un passé flétri, c'est être « fidèle aux rendez-vous », amoureux, politiques ou historiques.

Les enfants voient le monde à leur échelle. Cette vision à ras de terre fut pour moi celle d'un carrelage, de craquelures dans le linoléum gondolé, de Tours de France miniatures, dont les coureurs étaient des capsules de bière ou de limonade. Un bassin nous est un océan, un jardinet une jungle, un dé à coudre une immensité. Nous gardons envers l'histoire ce rapport enfantin. Du moindre pli, nous faisons une montagne, d'une crevasse, un abîme vertigineux. Dans la « vieille Europe », fatiguée, percluse, fourbue, nos générations d'après-guerre ont connu davantage de farces et de vaudevilles que d'épopées. De tragédies vécues à distance ou par procuration, nous n'avons eu que les restes tragi-comiques. Notre théâtre de boulevard a célébré le *buffone*, le *fanfarone*, le *pantalone*, bien plus que l'héroïsme des adolescents de l'Affiche rouge. Nés d'une guerre dont on nous a parlé mais que nous n'avons pas faite, nous n'avons eu que des prises du palais d'Hiver et des batailles de l'Èbre imaginaires. De même, avant nous, Gilles Perrault avait cru poursuivre en Algérie la guerre de civilisation qu'il avait manquée ; il s'est retrouvé dans les rangs d'une armée coloniale d'occupation ; et il n'a jamais fini d'expier ce sinistre malentendu[3]. Parti à la poursuite d'une histoire qui se dérobait, Régis Debray en est revenu avec dans les cartons le *Journal d'un petit bourgeois entre deux feux et*

quatre murs, désolé de ne pas avoir écrit à trente ans une ligne qui valût un vers de Rimbaud. Nous qui étions pressés, nous avons dû nous plier, contre le temps qui toujours presse, à la rude école de la patience et apprendre la lenteur de l'impatience.

De leurs voyages en Abyssinie, beaucoup sont revenus, meurtris de déceptions et d'amertume. D'autres y sont restés. Michèle Firk, qui attendit sans surprise la venue des bourreaux. Pierre Goldmann, inconsolé de n'avoir pas croisé Marcel Rayman. Michel Recanati, frustré d'une époque à sa mesure. Dans sa vie et dans ses livres, François Maspero n'a cessé de porter en lui le spectre du frère tombé au front dans la lutte contre le nazisme.

Révolutionnaires sans révolution ? Quête suicidaire d'un idéal révolu ? Tragédies donquichottesques ? Lorsqu'il reprit sa route, « le bouclier au bras », sentant sous ses talons « les côtes de Rossinante[4] », le Che Guevara, contrairement à ce que prétend désormais une psychologie de pacotille, n'était pas suicidaire. Évoquant l'éventualité de sa mort prochaine, il écrivit dans la lettre d'adieu à ses parents : « Je ne la cherche pas, mais c'est dans le calcul logique des probabilités. » Cette logique était le simple corollaire d'un « moment illogique de l'histoire de l'humanité ».

Nos générations posthéroïques n'ont pas été avares en bonsaïs de Chateaubriand et de Malraux. On ne choisit pas son moment historique. Il faut bien se contenter des défis et des paris que l'époque propose, et « avoir la modestie de se dire que le moment où l'on vit n'est pas ce moment unique de l'histoire à partir de quoi tout s'achève et tout recommence[5] ». Quand les grandes espérances ont du plomb dans l'aile, les petites repoussent à ras de terre, dans les résistances prosaïques et les conspirations minuscules.

Comment revenir sur une histoire où l'individuel et le collectif se mêlent sans cesse ? Je ? Nous ? La première personne du singulier rate la pluralité des angles de vue, des regards croisés, des perspectives multiples. Elle se prend au piège de la complaisance et de l'autocompassion, en proie à l'illusion du sujet souverain, maître de sa vie et de sa raison.

Pris dans la glu générationnelle, le « nous » impose des promiscuités non consenties, où le cœur n'est plus. Il m'est de plus en plus difficile de me reconnaître dans cette *Génération* de vieux cabotins qui refusent de sortir de scène. Il est de plus en plus odieux, ce titre dérisoire de « soixante-huitard », porté en bandoulière comme un certificat de noblesse d'empire. La saga d'Hervé Hamon et Patrick Rotman est exemplaire de ce détournement et de cette confiscation générationnelle : une *success story* princière, aux antipodes des rigueurs de l'école des Annales[6]. Leur « génération » recomposée est prodigue en confessions truquées et avare en autocritiques sincères. Elle est gâtée au point d'en devenir gâteuse : « Nous avons inventé le tiers-monde », s'enorgueillit ainsi Jean-Pierre Le Dantec. « Nous avons découvert le tiers-monde », renchérit Bernard Kouchner[7]. D'autres avant eux avaient prétendu « découvrir » l'Amérique, comme si elle les avait attendus, comme si elle n'existait pas sans eux ; et comme si les belles inconnues ne pouvaient être tirées de leur sommeil historique que par le baiser résurrecteur de l'Occident !

Le « problème des générations » a parfois fourni un habile prétexte à substituer les classes d'âge aux classes sociales. Cette représentation biaisée des antagonismes rassure : « Ça leur passera. » Ça : la révolte, l'insoumission, la récalcitrance, puisqu'il faut bien que « jeunesse se passe ». Happy end. Tout finit par rentrer dans l'ordre et dans le rang. Question de biologie. Sagesse blasée de vieillards rassis.

Ainsi tout passe, ainsi tout lasse,
Ainsi nous-mêmes nous passons…

Pour rendre compte d'une expérience collective, il est difficile pourtant d'éviter l'usage du « nous ».

En précisant aussitôt qu'il ne s'agit pas d'un « nous » de majesté (qui serait, au mieux, une politesse, au pire, un abus de pouvoir) mais d'un « nous » effectif. Instable et incertain, il désigne tantôt un groupe défini (la Ligue communiste), tantôt une communauté invisible, dont les liens affinitaires courent sous la surface trompeuse des communautés visibles ; ou bien encore une conjuration tacite, sans adhésion formelle, sans contours ni frontières, des irréductibles à la nuque raide.

Le « nous », disait Lucien Goldmann, n'est pas le pluriel du « je », mais quelque chose d'autre. La solution serait d'écrire « à la quatrième personne », comme le propose Gilles Deleuze, citant Ferlinghetti : « La voix de la quatrième personne du singulier, par laquelle personne ne parle, et qui néanmoins existe. » Cet emploi rêvé du « on » échapperait à la majesté douteuse du « nous », comme l'orgueil suspect du « je[8] » aux prises avec ses surmoi.

On vit, on aime, on meurt…

On n'est pas sérieux, quand on a dix-sept ans…

La profondeur du « on », dit encore Deleuze, est « celle de l'événement même ou de la quatrième personne ». Car, pour accéder à sa singularité propre, il faut savoir effacer la part subjective de l'événement. Le « on » dépasse alors le récit subjectif, l'anecdotique du « trop près ». Il devient « la marque du passage, de l'entrée dans le mouvement », du déracinement de l'être dans le flux du devenir.

Je tâcherai donc de m'en tenir à une parole interstitielle, en équilibre instable entre un « je », un « nous », et ce « on » insaisissable. Dans cet intervalle incommode, où niche la « quatrième personne du singulier », le « je » ne saurait cependant s'éclipser totalement. Mais l'important, dit Heine, c'est « d'indiquer toujours sincèrement sa couleur » au lieu de prétendre à l'objectivité ou à l'impartialité du témoignage. Je l'annonce donc, une fois pour toutes. Elle sera rouge. Tant il est vrai que « l'air est rouge, comme s'il criait[9] ». Et qu'un « écrit de parti » n'est pas un acte de sectarisme, mais un gage d'honnêteté élémentaire envers le lecteur.

Au fil des ans, la conspiration des ego l'a emporté à plate couture sur celle des égaux. « Renégation », disait Guy Hocquenghem. Je n'apprécie guère la rhétorique de la trahison. Au fond, les girouettes sont fidèles à elles-mêmes et les parvenus à ce qu'ils sont devenus.

La ligne de partage passe plutôt entre les anciens et les ex. La démarcation est celle du cynisme et du ressentiment. « Ancien » garde quelque chose d'affectueux. Le mot évoque sans regret des expériences communes, une sorte d'amicale informelle. Les anciens ne regrettent rien. Ils ne sont ni reniés ni repentis. Quand le cœur n'y est plus, ils continuent autrement, par d'autres voies, sous d'autres formes.

« Ex », au contraire, tourne sèchement la page. Les ex jouent un rôle auquel ils ne croient plus. Ils « renient même leur qualité de renégat » et, « à l'opprobre de la défection, ils ajoutent encore la lâcheté du mensonge[10] ». Dans l'histoire, le phénomène est récurrent : les « ci-devant apôtres qui ont rêvé l'âge d'or pour toute l'humanité se sont contentés de propager l'âge de l'argent ; plusieurs d'entre eux sont néo-millionnaires, et plus d'un est arrivé aux places les plus honorifiques et les plus lucratives – on va vite avec les chemins de fer[11]. » Et avec l'avion supersonique, donc !

Parfois, les anciens deviennent des « ex », rejoignant ainsi le monde des âmes mortes, un monde de fantômes et de spectres, qui ne sont plus que d'avoir été. Heureusement, même si les Fameux finissent (presque) toujours par gagner, les Cronopes ne deviennent pas tous des Fameux. Ces derniers ont le goût de la victoire. Mais s'ils étaient seuls à faire l'histoire, « il n'y aurait plus d'Histoire[12] ». On

retomberait entre les griffes du Destin ou d'une Providence de sinistre mémoire, dont on a tant de mal à se défaire.

À trop se pencher sur son passé, on risque forcément d'y tomber, pour y puiser des excuses et des justifications. Des journalistes approximatifs[13] m'ont abusivement attribué la maxime selon laquelle nous aurions eu « raison d'avoir tort ». L'intention était sans doute de me faire passer pour un doctrinaire bardé de certitudes, inaccessible au doute, opposant obstinément ses chimères à la réalité. Je ne me souviens pas d'avoir prononcé une telle formule. Mais, à la réflexion, elle ne paraît ni choquante ni invraisemblable.

On peut très bien, en effet, avoir raison d'avoir tort. C'est même souvent le cas. Question de contexte et de circonstances. Tort contre qui, devant qui, et à quel propos ? En politique comme en histoire, point de jugement des flèches. Le succès inconstant ou la victoire capricieuse du jour ne prouvent rien. Le dernier mot n'est jamais dit. En dépit des apparences immédiates, Luther avait tort et Münzer avait raison. La vraie modestie consiste, selon André Suarès, à « savoir ne pas toujours se donner raison, et avoir tort à propos[14] ». Car le tort est souvent la raison des vaincus.

Le critère pragmatique de « ce qui marche » dans l'instant est bon pour Tony Blair (ou pour Deng Xiaoping[15]). Car l'efficacité est toujours relative au facteur temps. Revendiquant un réalisme pratique face à l'impuissance des principes, Régis Debray m'a dit un jour qu'il avait servi Mitterrand par souci d'efficacité. Dix ans après, cette efficacité supposée n'était déjà plus si évidente. Efficace en quoi, et pour qui ? J'imagine que Sami Naïr justifie lui aussi de s'être mis au service de Chevènement par un souci d'efficacité. De même que Luc Ferry ou Blandine Kriegel invoqueraient sans doute la volonté d'être utiles, pour ennoblir leur piteux ralliement aux raffarinades et aux sarkozyades. Cette servitude est d'autant plus méprisable qu'elle est volontaire et consentie. Sont-ils donc si convaincus d'être utiles, et à quoi ?

Question d'échelle, et de perspective. Au tribunal de Dieu ou de l'Histoire, Jeanne d'Arc, Saint-Just, Blanqui et bien d'autres ont été condamnés. Les juges leur ont donné tort. Mais, dans une histoire profane, il n'y a pas de Jugement dernier. L'appel reste toujours ouvert. À voir le monde tel qu'il va, oui, nous avons eu raison d'avoir tort contre Staline et ses procès, contre les terrifiants congrès des vainqueurs, contre les béatitudes de la mondialisation libérale célébrées par Alain Minc. Et raison de penser, à rebrousse-poil, que ce monde peut encore changer et que nous pouvons y contribuer.

Nous nous sommes parfois trompés, souvent peut-être, et sur bien des choses. Du moins, ne nous sommes-nous trompés ni de combat ni d'ennemis.

Trente ans après l'indépendance, l'Algérie est en proie à la guerre civile. Avec les charniers cambodgiens et les affrontements entre peuples hier proclamés frères, la guerre de libération indochinoise a mal tourné. Le socialisme humaniste rêvé par le Che semble évanoui. Et alors ? Est-ce une raison suffisante pour passer, avec armes et bagages, du côté des vainqueurs et s'enrôler dans les croisades impériales de George Bush et de Donald Rumsfeld ?

La « dispersion du sens » ne justifie en rien les reniements et les ralliements. Avant même la chute du mur de Berlin et l'implosion de l'Union soviétique, Jean-Christophe Bailly constatait, parlant des années soixante : « La révolution changeait de port d'attache, de continent, selon la couleur politique, mais elle venait d'ailleurs, et elle avait cette vertu irrationnelle d'une émotion liée à un lointain qu'il fallait faire venir. Mouvement sentimental sans doute, même s'il était bardé de théories, et qui prêtait beaucoup plus aux combattants réels que ce qu'ils pouvaient rendre. Aujourd'hui, le ton est à la moquerie, voire à la superbe. On se cache, ou l'on rit jaune d'avoir brandi des drapeaux, d'avoir scandé des noms. La quantité d'illusion était énorme sans doute – mais s'il n'y avait rien eu, mais s'il n'y avait pas eu ce mouvement, ce sursaut, la convergence active de tous ces refus, ne serions-nous pas alors couverts de honte, et tout autrement que pour les bévues que, dans le feu roulant des actions de soutien, nous avons

pu commettre[16]. » Il n'y a plus de tiers-mondisme, concluait Bailly, « mais la réalité à laquelle maladroitement le tiers-mondisme réagissait, demeure. »

J'en reste là. La multitude planétaire des manifestants du 15 février 2003 contre la guerre impériale lutte à son tour contre la honte qu'il y aurait à n'avoir rien fait. Sans se chercher de héros positif. Et c'est bien mieux ainsi : ni Ben Laden ni Saddam Hussein ne sont les champions du nouvel internationalisme.

Devoir accompli ? Ou service inutile ? Aussi longtemps que l'on revendique le droit de recommencer, le dernier mot n'est jamais dit. Et l'on recommence toujours par le milieu, soutient Gilles Deleuze. Ni table rase, ni page blanche : « C'est en quelque sorte l'avenir du passé qui est en question[17]. »

Ce livre n'est pas un roman. C'est cependant un livre d'apprentissage – apprentissage de la patience et de la lenteur –, inachevé, bien sûr. Il n'a d'autre ambition que de retracer un itinéraire militant et intellectuel, après le désastre du stalinisme, à l'époque de l'apothéose marchande, lorsque les hiéroglyphes de la modernité livrent leurs secrets au grand jour. Ce n'est ni une autobiographie, ni des mémoires. Comme ceux, tendres et têtus de Cadichon, les seuls mémoires qui vaillent seraient en l'occurrence ceux d'un âne. Il s'agirait donc plutôt d'un simple témoignage, pour aider à comprendre ce que nous avons fait et ce que nous voulons.

Des carnets de route ou des cahiers, dont les exergues, les ritournelles, les fragments, les citations, les controverses, les remembrances, composent une carte politique du Tendre, ou un paysage de pensée, à la manière des dessins pour enfants, où un ogre bienveillant est caché dans le feuillage[18].

1 L'interdit de l'image et de la représentation.

2 Le jury, présidé par Georges Labica, était composé de Jacques Derrida, Michael Löwy, René Schérer et André Tosel.

3 Voir Gilles Perrault, *Go !*, Paris, Fayard, 2002.

4 Ernesto Guevara, *Lettre à ses parents*, Paris, Maspero, 1967.

5 Michel Foucault, *Dits et Écrits, II,* Paris, Gallimard, « Quarto », 2002, p. 1267.

6 Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération*, Paris, Seuil, 1988.

7 Cités par Kristin Ross, *May 68 and its Afterlives*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.

8 Voir René Schérer, *Regards sur Deleuze*, Paris, Kimé, 1998.

9 André Suarès, *Valeurs et autres écrits*, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 2002, p. 337.

10 Heinrich Heine à propos de Schelling, *De l'Allemagne*, Paris, Gallimard, « Tel », 1999, p. 149.

11 *Ibid*.

12 François Maspero, *L'Abeille et la Guêpe*, Paris, Seuil, 2002, p. 200. Ce passage fait référence au livre *Fameux et Cronopes* de Julio Cortázar.

13 Christophe Nick, Philippe Cohen, Emmanuel Lemieux. Le premier a lancé le mouvement dans son livre sur les trotskistes, les autres lui ont emboîté le pas, se contentant de citer la citation.

14 André Suarès, *Idées et Visions*, Paris, Robert Laffont, « Bouquins », 2002, p. 158.

15 Dans une version, il est vrai, plus pittoresque : « Qu'importe qu'un chat soit blanc ou noir pourvu qu'il attrape des souris. » J'ai gardé la fâcheuse tendance à épouser en la matière le point de vue, rarement pris en considération, de la souris.

16 Jean-Christophe Bailly, *Le Paradis du sen*s, Paris, Bourgois, 1967.

17 Paul Valéry, *Variétés, II*, Paris, Folio, 1998, p. 336.

18 Les « hupomnemata » qui ont fasciné Foucault pourraient servir de modèle. Avant la formation de la subjectivité moderne, il s'agissait selon lui d'une mémoire matérielle et de matériaux bruts en vue d'une écriture aboutie. Des aide-mémoire, où l'on consignait des choses lues ou entendues, des actions et des exemples dont on avait été témoin, des fragments d'ouvrages : « Il s'agissait de se constituer soi-même comme sujet par l'appropriation, l'unification et la subjectivation d'un déjà-dit fragmentaire. » (Michel Foucault, *Dits et Écrits, II*, *op. cit.*, p. 1249). Je regrette en l'occurrence de ne pas maîtriser les techniques de l'hypertexte qui permettraient d'ouvrir des espaces de digression, de construire des rapprochements, d'établir des résonances, de procéder à un montage où les désordres de la mémoire viendraient troubler les agencements de l'histoire.

2

Le parti des fleurs et des rossignols

« Spontanément, l'esprit n'est jamais disposé à tenir compte de l'ordre du temps, et la révolution est un long et un lent mouvement d'impatience, patient lui-même […]. Nous vivons le temps de la lenteur révolutionnaire. Le temps de l'inévitable lenteur révolutionnaire. »
Dionys Mascolo

La foi dans la souveraineté de la raison est un péché d'orgueil intellectuel. On prétend ainsi choisir son parcours en toute conscience, en toute liberté. On parle de s'engager. La fausse modestie de la formule réflexive cache mal la suffisance d'un sujet qui se voudrait maître de lui-même et de ses actes. Comme si celui qui « s'engage » condescendait à faire don de sa personne. Comme s'il honorait de ce don la cause qu'il daigne épouser.

On a beaucoup parlé d'« intellectuels engagés ». Si le mot permet encore de distinguer les « travailleurs de pensée » des « travailleurs des choses », va pour intellectuel[1]. À condition toutefois de ne pas oublier l'asymétrie de leur rapport : dans la division sociale du travail, les savoirs théoriques et le maniement du langage jouent un rôle important, mais il n'existe pas d'activité humaine qui n'implique une intervention pensée. Le non-intellectuel n'existe pas.

C'est pourquoi peut-être « intellectuel » apparaît, selon Blanchot, comme un « nom dérisoire » ou « un nom de mauvais renom ». Désigne-t-il un statut, une distinction fonctionnelle ou hiérarchique, un ordre ou une excellence ? En tout cas, ce n'est pas un métier. Un magistère du jugement, alors ? Cette « part de nous-mêmes qui nous retourne sur ce qui se fait dans le monde pour l'apprécier et le juger[2] ». Il y aurait du juge dans l'intellectuel, une tentation du jugement, un désir secret de s'ériger en juge des juges, une envie refoulée de faire le dieu, le prêtre, ou le pitre. Une propension à sortir du rang pour se hausser en surplomb.

L'intellectuel n'est pas un spécialiste de l'intelligence. Depuis qu'ils portent ce nom, dit encore Blanchot, « les intellectuels n'ont rien fait d'autre que de cesser momentanément d'être ce qu'ils étaient ». Des intermittents, donc. Voués à une double intermittence, de la pensée et de l'action. Ils ne se contentent jamais d'être « un parmi d'autres », mais ont l'exorbitante prétention de se faire écouter comme « représentants de l'universel » et « conscience de tous ». D'où la tentation récurrente de détourner l'influence acquise dans un domaine particulier pour étendre leur autorité.

Intellectuel engagé ? L'ordre des mots chiffonne. Intellectuel d'abord, comme si l'engagement en découlait par nécessité logique, par déduction nécessaire, par simple cheminement de la raison. Comme si l'action, en somme, n'était que de l'intellect appliqué. Le concept sauvegarde ainsi l'ordre des préséances et des privilèges. Le verbe commande la chair. Reléguant au second plan la passion et les émotions, l'esprit reste premier.

À tout prendre, « engagé intellectuel » dirait mieux la fragilité des raisons et le paradoxe de la décision, en vertu duquel, « si je sais, je ne décide pas[3] ». Pourquoi s'obstiner à placer cette part de risque ou de pari sous l'autorité d'une position sociale ? Personne ne parlerait d'« ouvrier engagé » ou de « paysan engagé », d'infirmière ou d'instituteur engagés. En s'engageant, l'intellectuel, lui, semble accepter de déchoir, de déroger à la règle du métier, au devoir de réserve et à la sacro-sainte « neutralité axiologique ». En entrant en mêlée, il devient suspect de bâtardise frontalière, à cheval entre théorie et pratique, entre vérité et opinion. Trahissant aujourd'hui la bourgeoisie pour l'homme, pourquoi ne renierait-il pas demain inversement l'humanité au bénéfice des cooptations, des distinctions, des promotions et de la flatteuse reconnaissance de ses pairs ?

Figure en voie de disparition, la haute silhouette des sentinelles de l'universel se perd désormais

dans le bric-à-brac des corporations pensantes. Elle se dissout dans la massification des connaissances, dans la fragmentation sociale du travail, et dans le déclassement médiatique de son sacerdoce. Il devient alors bien futile de se demander si, à l'heure du « général intellect », la notion d'intellectuel a encore un sens, si la figure de l'engagement sartrien est toujours d'actualité, si le maître penseur généraliste est en voie d'extinction au profit de l'intellectuel spécifique foucaldien et de l'expert scientifique.

Au moment où il se dévalue, jamais titre n'aura pourtant été aussi bruyamment revendiqué, affiché, exhibé au bas des tribunes de presse ou d'innombrables pétitions. Celles qui ont fleuri (par corps de professions : cinéastes, écrivains, avocats, médecins, journalistes, universitaires…) pour soutenir les sans-papiers contre les lois Pasqua furent saluées par la presse comme une nouveauté. Elles étaient, en effet, le signe d'un double mouvement : de démocratisation des fonctions intellectuelles, d'une part ; d'une affirmation de caste corporative, caractéristique de la reféodalisation des rapports sociaux, d'autre part.

D'où viendrait la légitimité incertaine du pouvoir intellectuel ? De la compétence ou de la notoriété ? Entre les deux, le rapport est problématique. Il y a des compétences sans notoriété, et des notoriétés notoirement incompétentes. À l'heure du grand spectacle médiatique, il suffit de croire que l'un ne va pas sans l'autre, ou de faire comme si la certitude d'avoir raison dans le ciel des idées permettait de « congédier la raison dans le monde, mais aussi le monde de la raison[4] ». Ce que Péguy appelait « le parti intellectuel » a toujours tendance à s'ériger en « messager de l'absolu », en « substitut du prêtre », en confrérie supérieure, « marquée par le sacré ».

Il suffit pour le vérifier de passer en revue la galerie de nos intellectuels-prêtres. On imagine sans peine la plupart d'entre eux siégeant à un tribunal d'inquisition, les uns dans le rôle de l'évêque impitoyable sous l'embonpoint, les autres, suintant le ressentiment, en mandataires émaciés de la providence divine. Ils ne prennent pas parti dans une affaire. Ils s'érigent en glaives d'une sainte cause.

Chacun reconnaîtra les siens.

Engagé intellectuel ? Et pourquoi pas simplement *militant*, sans nul privilège d'expertise, sur un strict pied d'égalité citoyenne. Si la politique n'est ni un métier ni un savoir particulier (comme celui de l'architecte, du menuisier ou du cordonnier), s'il est vrai qu'en démocratie la compétence politique est la somme algébrique des incompétences individuelles, alors le sociologue, le physicien, le biologiste, le philosophe, lorsqu'ils prennent position, ne comptent que pour un parmi les autres. Leur qualité professionnelle ne leur confère aucune autorité hiérarchique sur la vie de la cité.

Militer ? En des temps d'individualisme sans individualité, le mot n'a pas bonne presse. Il a la couleur sépia des héroïsmes révolus. Il sent un peu trop la caserne et le troufion. S'engager ne vaut pourtant guère mieux : engagez-vous, rengagez-vous ? Dans l'armée, dans la légion, dans les ordres… ? Militer garde au moins le souci du collectif. Le militantisme n'est pas un plaisir solitaire. C'est un principe de solidarité et de responsabilité partagée. J'ai entendu définir le militant comme « un intellectuel qui ne pense pas[5] ». Et si, au contraire, un intellectuel qui ne milite pas était un idéologue irresponsable, qui n'a de comptes à rendre à personne, et qui zappe le lendemain ses lubies de la veille ?

Militer, pour Dionys Mascolo, c'est « une pensée d'actes », une éthique exigeante de la politique : « Toute activité politique est de morale, engage avec soi l'univers des valeurs morales, et relève par suite du jugement moral. » Cette exigence est aux antipodes des moralismes politiques, dont l'admonestation enfle à mesure que leur politique se démoralise et tourne au cynisme résigné.

La responsabilité militante est aux antipodes de l'irresponsabilité dilettante. Non seulement celle de l'éternel franc-tireur, qui se croit libre sous prétexte qu'il fait cavalier seul, mais encore celle du perpétuel « compagnon de route », qui prétend garder ses distances et préserver un illusoire quant-à-soi, alors qu'il se ménage seulement la possibilité de jouer, selon les circonstances, des deux mains, sur deux tableaux. Le « stalinien de l'extérieur » fut jadis le prototype exemplaire de ce sympathisant, imbu

de son indépendance et pourtant servilement pétri de préjugés. Il fut l'un des « pires sous-produits du stalinisme » et sut « tenir son rôle avec la plus coupable des innocences[6] ».

Ce « sombre cas du sympathisant » a connu bien des variantes. Compagnon de route du stalinisme, Sartre le fut aussi du maoïsme. Aragon, lui, fut le barde officiel du Parti. L'un adhérent et l'autre pas, tous deux sont pourtant restés des « sympathisants », du dedans ou du dehors. En passant de l'anticommunisme de principe au concubinage avec les pouvoirs staliniens ou maoïstes, Sartre n'a pas changé d'erreur : il a constamment « confondu le projet révolutionnaire avec le stalinisme ». Quant à Aragon, son zèle à épouser les sinuosités bureaucratiques ne l'a pas empêché de rester un sympathisant de l'intérieur.

Intellectuel engagé ? Engagé à quoi ? Il n'y a pas d'engagement tout court, indéterminé, sans adjectif, mais des engagements spécifiques. Il ne s'agit pas de se vouer à tel ou tel fétiche, d'épouser une cause sublime, mais de s'irréconcilier avec le monde tel qu'il va. Si ce monde n'est pas acceptable, il faut entreprendre de le changer. Sans certitude d'y parvenir, cela va de soi. On ne coupe pas à cette logique. Alors qu'on croit franchir souverainement, en toute liberté, le seuil solennel de l'engagement, on est déjà embarqué, la tête la première.

Car nos commencements sont toujours des recommencements.

Par le milieu, bien sûr.

La mauvaise foi prétend que le monde va bien et qu'il n'y faut surtout rien changer. La résignation murmure qu'il est consternant, mais qu'on n'y peut rien faire, tant le marché serait naturel et l'inégalité éternelle. Le cynique sénile, enfin, admet du bout des lèvres que tout n'est pas pour le mieux dans ce meilleur des mondes, mais il ajoute aussitôt que l'humanité est trop médiocre pour mériter qu'on s'évertue à modifier le cours des choses.

Pourtant, l'éternité n'existant pas, il faut bien parier sur la « part non fatale du devenir », inscrite « dans cette faculté générale de dépassement, qui se diversifie dans le rêve, l'imagination, le désir, chacun d'eux visant un au-delà des limites[7] ». La notion d'engagement évoque maladroitement ce pari logique sur l'incertain. Un pari profane, quotidien, chaque jour relancé.

Ce pari, inéluctable aussi longtemps que le nécessaire et le possible resteront désaccordés, d'innombrables inconnus de par le monde le font en toute discrétion. Le dissident polonais Karol Modzelewski, à qui l'on demandait un jour le secret de sa persévérance, en dépit des déceptions et des désillusions, répondit simplement : "La loyauté envers les inconnus. » Il y a toujours, par-delà des appartenances grégaires et des identités exclusives, ces affinités électives, ces fidélités moléculaires, cette communauté cachée du partage ; cette conspiration minuscule et cette conjuration discrète, dont le communisme était, pour Heine, le « nom secret » transmis de proche en proche. En dépit des infamies commises en son nom, c'est encore le mot le plus juste, le plus chargé de mémoire, le plus précis, le plus apte à nommer les enjeux historiques de l'époque.

Le 11 juillet 1999, à 19 heures, Roberto MacLean fut assassiné sur le pas de sa porte, à Barranquilla. Fait divers presque banal : en Colombie, les exécutions politiques se comptent chaque année par milliers. MacLean était noir et révolutionnaire. Il avait trente-neuf ans, militait depuis l'âge de quatorze ans. Il animait le Mouvement civique de sa ville. Depuis plus de dix ans, il vivait chaque jour la chronique de sa mort annoncée.

Hors sujet ? Non. Dans le vif le plus mortellement vif du sujet. MacLean est une sorte de délégué emblématique de ces inconnus auxquels une dette insoldable nous lie.

Je n'ai pas le sens religieux de la souffrance rédemptrice. Je n'ai jamais conçu mes engagements comme une ascèse ou une réparation. Je n'ai jamais prononcé des vœux de pauvreté ou de chasteté intellectuelle. Jeune communiste, j'ai aussitôt pris en aversion la bigoterie bureaucratique des prêtres staliniens et sa réplique maoïste. Les jeunes gardes rouges à la française, psalmodiant la pensée du

Grand Timonier, m'étaient odieux. Insupportables, ces moinillons faisant don de leur personne à la Cause (du peuple ou du prolétariat). La Cause ? Il ne m'est jamais venu à l'idée de sacrifier à ces idoles ventriloques. Militer est le contraire d'une passion triste. Une expérience joyeuse, malgré ses mauvais moments. Mon parti, comme celui de Heine, est "le parti des fleurs et des rossignols ».

Pendant les sombres années quatre-vingt, nous avons tenu bon sous la condescendance satisfaite des ex-ceci-cela, revenus de tout sauf d'eux-mêmes. Le sarcasme à fleur de lèvres, ils s'enquéraient, sur un ton de compassion ironique : « Alors, machin, on milite encore ?… » Comme si nous étions une espèce en voie de disparition, les derniers Mohicans d'une tribu condamnée. Comme si nous avions perdu notre temps et gâché nos talents, au lieu de gravir des échelons, de réussir des carrières et de récolter des lauriers.

Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, le fond de l'air, sans devenir écarlate, a repris des couleurs. Le ton a changé. Saisis par le doute, les « gagnants » ont mis une sourdine à leur arrogance. Car, en des temps maussades, de restauration et de contre-réforme, nous avons évité les naufrages grotesques sur « l'affreuse mer de l'action sans but[8] ».

Nous avons eu, il faut le reconnaître, la chance générationnelle d'échapper aux jeux morbides de la duplicité, des faux passeports[9] et des mensonges qui rident l'âme. Nous n'avons pas eu à philosopher en secret, en proclamant publiquement la mort de la philosophie, ni à lire en cachette des livres mis à l'index par les sacerdotes du Parti, ni à vivre clandestinement des amours interdites. Nous n'avons pas eu à subir l'usant complexe de la trahison qui, de *La Conspiration* à *Antoine Bloyé*, hante les romans de Nizan.

Non, nous n'avons pas perdu notre temps. Nous avons côtoyé nombre d'inconnus indispensables – des MacLean par centaines et par milliers. Nous avons connu les coups de foudres amicaux, les chocs résurrecteurs, propices au rajeunissement des cœurs et des âmes. Bien sûr, nous avons eu davantage de soirées défaites que de matins triomphants. Mais nous en avons fini avec le Jugement dernier de sinistre mémoire. Et, à force de patience, nous avons gagné le droit précieux de recommencer : « Nous sommes effectivement réduits pour le moment à développer un constat de défaite, et dans un même mouvement, à approfondir un refus qui doit être tel qu'il n'a pas eu, même à l'origine, à donner ses raisons : cela va de soi. C'est ensuite, s'il se peut, que viendront les propositions positives. Il n'est pas nécessaire, malgré les mises en demeure malignes, d'être capable de dire ce que l'on veut, pour savoir ce dont on ne voudra jamais à aucun prix. Cela est tout simple. Si simple, même, qu'il est possible, pour la première fois depuis longtemps, de se sentir tranquille dans cette situation. Il n'y a pas, ici, de ces risques d'erreur qui nous ont si longtemps retenus[10]. »

Nous avons été, comme il se doit, des jeunes gens pressés. L'histoire nous mordait la nuque. Comme si nous devions rattraper le temps perdu du siècle des extrêmes, comme si nous redoutions de rater nos rendez-vous, politiques et amoureux.

Dans le Livre de Job, *sabreen* désigne « ceux qui ont la patience ». Nous avons dû nous initier à cette patience biblique, à cette vieille patience juive, plus de cinq fois millénaire, transformée aujourd'hui en patience et en endurance palestiniennes. Nous avons dû apprendre la nécessaire lenteur révolutionnaire, le courage du quotidien et la volonté de chaque jour, qui sont encore une impatience retenue et dominée. Nous avons dû nous soumettre au « labeur patient qui donne forme à l'impatience de la liberté[11] ».

Comme toutes les hérésies (car « l'hérésie aussi est une forme d'impatience »), le communisme est « une rage du présent[12] », une impatience qui remonte à celle d'Amos et des prophètes, avides de hâter la fin des temps ou la venue incertaine du Messie.

Pourtant, rien n'arriva. Et il fallut apprendre « l'art de l'attente ». D'une attente active, d'une patience pressée, d'une endurance et d'une persévérance, qui sont le contraire de l'attente passive d'un miracle. Car « le miracle n'est pas de ce monde, mais les planches les plus dures peuvent être transpercées[13] ».

1 Voir Benjamin Fondane, *L'Écrivain devant la révolution* [1935], Paris, Paris-Méditerranée, 1997.

2 Maurice Blanchot, *Les Intellectuels en question*, Paris, Fourbis, 1996.

3 Jacques Derrida, in Jacques Derrida et Élizabeth Roudinesco, *De quoi demain…*, Paris, Fayard/Galilée, 2001.

4 Maurice Blanchot, *Les Intellectuels en question*, *op. cit.*

5 Par Dick Howard, lors d'un débat à Bordeaux à l'invitation du *Passant ordinaire*.

6 Voir Dionys Mascolo, *Le Communisme*, Paris, Gallimard, 1953 ; et *À la recherche d'un communisme de pensée*, Paris, Fourbis, 1993.

7 *Ibid*.

8 Alfred de Musset, *Confessions d'un enfant du siècle*, Paris, Garnier-Flammarion, 1993.

9 Voir le beau livre de Charles Plisnier, *Faux passeports*, prix Goncourt 1938, réédition Actes Sud.

10 Dionys Mascolo, « La part irréductible », 2 octobre 1958, in *À la recherche d'un communisme de pensée*, *op. cit.*

11 Michel Foucault, *Dits et Écrits, II*, *op. cit.*, p. 1397.

12 George Steiner, *Épreuves*, Paris, Gallimard, « Arcades », 1993.

13 Hannah Arendt, *La Tradition cachée*, Paris, 10/18, 1997, p. 50.

3

La force de l'habitus

« Et puis, il ne faut pas étaler ses histoires. »
Erri de Luca

Rosebud ? Il arrive un moment, dit François Maspero, où l'on a envie de parler de son enfance. Ce n'est pas très bon signe. Le signe plutôt que l'ombre a tourné. Qu'on a sa vie derrière, plutôt que devant soi. Que l'apitoiement poisseux sur soi-même gagne du terrain. Certains, comme Proust, ont su exploiter cette envie rétro avec génie. D'autres, comme Vallès ou Gorki, l'ont investie dans la passion du social. François Maspero lui-même la manipule avec la délicatesse mélancolique qui le caractérise. Philippe Caubère a su faire d'un narcissisme dévorant un feu d'artifice de drôlerie amère.

Je n'ai ni ces ambitions ni ces talents. En dépit de la sage recommandation d'Erri de Luca, je dois cependant évoquer ces années d'apprentissage, ne serait-ce que pour déjouer l'illusion selon laquelle on croit avoir choisi en toute liberté une voie qui nous était en partie tracée.

Le communisme, je suis tombé dedans.

À moins qu'il me soit tombé dessus.

Du côté maternel, on chantait rouge. D'après les registres de la préfecture de la Seine, mon arrière-grand-père Jules Léon Starck, plombier de son état, fils de Régina Starck, couturière célibataire, a épousé une noble déchue, Adèle Aimée Adolphe Bernard de Tracy ! Né le 22 septembre 1857 (date anniversaire de la République), mon grand-père Eugène Louis Hippolyte Jules était « tourneur sur bois », 4 bis passage de la Main-d'Or. Ma mère prétendait que le nom de Starck était d'origine « luxembourgeoise ». Je soupçonne qu'il était simplement germanique. Mais, après la guerre de 1870-1871 et le siège de Paris, le Luxembourg devait paraître plus présentable que l'Allemagne victorieuse. J'aime cependant imaginer que ces Starck à l'origine incertaine descendaient de ces menuisiers, charpentiers, tailleurs, immigrés rhénans, installés au cœur du faubourg rebelle Saint-Antoine. Et il me plaît de penser qu'ils ont pu participer à ces premiers cercles subversifs que Marx et Engels fréquentèrent en 1844, lors de leur séjour parisien.

Sous la Commune, Hippolyte était un « titi parisien » (disait-il) de quatorze ans. À cet âge, on était alors quasi adulte. Pendant le siège de Paris, il a mangé du rat. Après la semaine sanglante, sa famille proscrite dut se replier à Blois. Il revint s'y établir comme brocanteur ou chiffonnier benjaminien. De ses tribulations communardes, il avait conservé un portrait de Jean-Baptiste Clément qui trônait solennellement dans la salle à manger. Tous les ans, le premier dimanche de mai, la tablée familiale devait se lever pour entonner en chœur, la gorge nouée, *Le Temps des cerises*.

Mal léché, d'humeur souvent sombre, Hippolyte ne fut pas tendre avec son entourage. Ma mère lui accordait les circonstances atténuantes d'une enfance miséreuse. Comme la Françoise de Proust, il était capable de s'apitoyer sur le sort de l'humanité la plus lointaine et de traiter ses proches avec une dureté frisant la cruauté. En revanche, ses yeux s'embuaient de larmes pour évoquer un certain Carle Marx (*sic*), dont je doute qu'il ait jamais pu lire la moindre ligne. Cette confusion des sentiments caractérise souvent la sensibilité populaire. Ma mère pouvait aussi s'apitoyer sur un chat écrasé et pleurer à chaudes larmes en me lisant une page de *Sans famille* ou des *Misérables*, mais elle n'était pas du genre à « s'écouter ».

D'une vingtaine d'années plus jeune qu'Hippolyte, ma grand-mère Mathilde travailla comme brodeuse à la restauration des tapisseries du château de Blois. Elle s'y est usé la vue et a fini sa vie presque centenaire et pratiquement aveugle. Elle avait aussi perdu un bras au champ du labeur, amputée après une mauvaise piqûre d'aiguille infectée.

Ma mère était la cadette de trois enfants. Hippolyte en avait eu trois autres d'un premier lit. Gazé à

l'ypérite, l'oncle Alfred était revenu des tranchées avec des poumons en lambeaux. Dès le congrès de Tours, il se déclara communiste, « pour ne plus jamais voir ça ». À quatorze ans, certificat d'études en poche, ma mère fut placée dans un atelier comme apprentie modiste. Elle livrait des chapeaux de fête ou de cérémonie dans les beaux quartiers. En 1931, à sa majorité, « première ouvrière », elle partit faire le tour du monde en vivant de son travail. Première étape : Oran, où ses patrons blésois lui avaient trouvé un emploi. Elle y a rencontré mon père. La grande aventure planétaire s'est arrêtée là. Au moins avait-elle essayé de s'envoler.

Dans le petit milieu colonial des Français métropolitains (fonctionnaires, militaires en garnison, commerçants), épouser un Juif, divorcé de surcroît, était mal vu. On tenta de la dissuader. On lui promit des maladies vénériennes et des enfants anormaux. Elle n'était pas du genre à se laisser intimider. Elle devint philosémite, au point d'arborer l'étoile de David et de s'inventer par défi des origines improbables dans un yiddishland imaginaire.

Sa sœur aînée, ma tante Hélène, tenait une épicerie-buvette à Blois, à l'angle de la rue du Puits-Châtel et de la place Ave-Maria. La clientèle consommait à crédit et réglait l'ardoise au mois, le jour de paie. La population de ces ruelles insalubres, au pied des degrés Saint-Louis, ressemblait encore à celle de *L'Assommoir*. La buvette accueillait un petit peuple d'ouvriers, tapant le carton et buvant sec de la vinasse bon marché. La boutique était imprégnée d'une vague odeur du petit blanc qui accompagnait les casse-croûte matinaux. Les femmes travaillaient aux chocolateries Poulain et elles devaient se soumettre à la fouille corporelle à la sortie de l'usine, au cas où elles auraient chipé une tablette de chocolat. En début d'après-midi, ma tante retirait le bec-de-canne et fermait boutique. C'était son moment à elle. Elle le consacrait aux mots croisés, ou à savourer avec gourmandise quelques pages de Proust.

Mes cousins Jean et Philippe devinrent ouvriers, électromécanicien et tôlier auto. Tous deux communistes, cela va de soi. L'été, je passais une semaine chez ma tante. Jean me bourrait le crâne en m'infligeant les cours de formation de la CGT sur l'exploitation. J'en profitais pour puiser dans la maigre bibliothèque les classiques de base : Hugo, Dumas, Zola, Vallès, Aragon, quelques Simenon ; et les œuvres cartonnées, à forte odeur de colle de poisson, des éditions de Moscou : *Le Chemin des tourments* d'Alexis Tolstoï, *Et l'acier fut trempé*, de Nicolas Ostrovski.

Les lectures de jeunesse forment la sensibilité. Ma mère avait plutôt l'émotion exubérante. Hugo, Eugène Sue, Balzac étaient les piliers de son panthéon intime. Elle évoquait Cosette ou le Chourineur avec des trémolos dans la voix. Elle puisait dans ses évangiles républicains une morale populaire de probité et de labeur :

Et quand on a bien travaillé, et qu'on a le cœur content,
On ne peut jamais être tout à fait malheureux…

Mon père, en revanche, avait l'émotion discrète. Suivant un code social rigoureux, il ne s'autorisait à l'extérioriser que dans l'obscurité d'une salle de cinéma. *Autant en emporte le vent* ou *Meurtres* lui tiraient des larmes. Sans doute ces effusions cachées étaient-elles compatibles à ses yeux avec les canons d'une virilité sans faiblesse.

La vie quotidienne était émaillée de petits rites de sociabilité. Si un quignon de pain traînait dans le caniveau, il fallait le ramasser, l'embrasser et le poser respectueusement sur le rebord d'une fenêtre. Si une miche était posée à l'envers sur la table, c'était le pain du bourreau ; il fallait le remettre soigneusement à l'endroit. Quand elle préparait son couscous ou son gâteau de marrons, ma mère mettait de côté la part du pauvre, qui venait rarement la réclamer. Après une journée de convoitise, cette part réservée finissait la plupart du temps dans mon assiette. Mais il arrivait aussi que le pauvre se manifestât, sous forme d'un vieux marchand de tapis arabe, jovial et édenté, qui avait chez nous table

ouverte.

Du côté paternel, le poids de l'héritage idéologique était des plus légers. Les Juifs pauvres de Mascara ne coupaient pas le Talmud en quatre et n'étaient guère portés sur le concept. La situation professionnelle de mon grand-père Élie ne m'a jamais paru très claire : vaguement taste-vin (dans la piquette de Mascara !), pompier volontaire, et réputé chaud lapin jusqu'à sa mort. Les jours de pénurie, la grand-mère Zora faisait bouillir de l'eau pour faire croire aux voisins qu'un festin mijotait dans la cheminée. Ils eurent six enfants, cinq garçons et une fille, la tante Julie.

Quatrième des garçons, mon père quitta l'école à sept ans pour des raisons obscures. Adolescent, il s'embaucha à Oran comme garçon de café et débuta une carrière pugilistique prometteuse. La boxe offrait aux Juifs d'Afrique du Nord une possibilité de promotion sociale. Alphonse Halimi, Robert Cohen et bien d'autres ont suivi cette voie. Champion d'Afrique du Nord amateur chez les welters, mon père aurait pu devenir un bon boxeur. Il est probablement monté sur le ring du Central Boxing Club de la rue Fondouk, évoqué par Camus dans *L'Été* : « Dans cette caisse rectangulaire, respirent un millier d'hommes et deux ou trois femmes – de celles qui, selon mon voisin, tiennent toujours à se faire remarcher. Tout le monde sue férocement. En attendant les combats d'espoirs, un gigantesque pick-up broie du Tino Rossi. C'est la romance avant le meurtre. » Ces combats impitoyables opposaient des Arabes et des Juifs, des marins et des dockers, des Algérois réputés truqueurs et des Oranais réputés sauvages.

Les rigueurs de l'entraînement étaient peu compatibles avec le travail de nuit dans les boîtes du même nom. Adieu donc les gants et le mirage d'une carrière professionnelle. Pour s'en consoler, mon père me tirait bébé de mon berceau en pleine nuit et me collait l'oreille sur un poste de radio nasillard pour écouter les combats légendaires de Cerdan en Amérique contre Tony Zale. Sans doute espérait-il ainsi éveiller en moi une vocation. Le bombardier marocain fut en effet ma première idole sportive. Plus tard, après que ma mère m'eut appris, pendant une primo-infection, à déchiffrer les syllabes dans la méthode *En riant* (« *Ri-ri ti-re la va-che*… »), je m'exerçai à la lecture avec *L'Équipe*. Ma carrière dans le noble art s'est cependant limitée à quelques leçons d'initiation et à des séances de saut à la corde et de *shadow boxing* devant l'armoire à glace, ma mère ayant décrété que j'avais les mains trop fragiles (des mains d'intellectuel !) pour ce genre d'exercice. Elle n'avait pas pondu un fils pour qu'il aille se faire écraser le nez par des brutes !

Autant que de ma famille, je suis un rejeton du bistrot. Fait prisonnier pendant la drôle de guerre, mon père s'était évadé. Grâce à un prête-nom, il avait acheté un petit café à la sortie de Toulouse sur la route de Narbonne. J'ai mis longtemps à comprendre par quel miracle bureaucratique, raflé par la Gestapo le 29 décembre 1943, il avait pu échapper au sort de ses frères Jules et René, expédiés vers les camps de la mort. Grâce aux démarches et à la pugnacité de ma mère, il est resté en sursis à Drancy jusqu'à la Libération. Elle produisit en effet des papiers de complaisance obtenus grâce à la générosité de monseigneur Salièges, exhuma des copies des registres de paroisse du faubourg Saint-Antoine. Le livre de Maurice Rajfus sur Drancy a fini par éclairer ma lanterne. La terreur totalitaire elle-même a ses règles et ses procédures. Je leur dois d'exister. Et ma sœur d'avoir survécu. Lorsque les hommes de la Gestapo vinrent arrêter mon père, ils ont examiné son sexe. Garçon, ils l'auraient déportée. Fille, ils l'ont dédaignée.

Le comptoir du bistrot fut ma première école et mon premier observatoire sociologique. Un comptoir est une sorte de confessionnal profane, un divan du pauvre, où viennent se confier les existences cabossées. Dans les années cinquante, notre troquet n'avait ni télé ni flipper. Juste un billard à plots, sur lequel je m'exerçais des après-midi entiers, et de moelleux tapis de cartes aux couleurs de Dubo-Dubon-Dubonnet, de Byrrh ou de Cinzano, sur lesquels se déroulaient de furieuses parties de belote, de rami ou de poker. Virtuose du carton, mon père prenait un plaisir évident à battre les cartes, à les distribuer, à déployer millimètre par millimètre l'éventail de la bonne (ou mauvaise) fortune.

En lisière de la ville, aux confins d'un quartier qui venait mourir au pied des coteaux, dans ce qu'on appelait la demi-campagne, le Bar des Amis accueillait une clientèle populaire, mêlant réfugiés espagnols, maçons portugais, antifascistes italiens, ouvriers de l'Onia (la future AZF) ou de la poudrerie, postiers et cheminots, mécaniciens auto et petits commerçants. Dès l'ouverture, les facteurs cassaient la croûte matinale arrosée de blanc sec et de café-calva. Le soir, à l'heure de l'apéro, les ouvriers débarquaient à Solex, s'extrayaient de leur ciré, posaient leurs gants à sécher sur le radiateur. La boisson vedette était le pastis maison, fabriqué illégalement avec les sachets d'anis cachés dans la cheminée et l'alcool non dénaturé fourni par un pharmacien complice. La mominette coûtant deux fois moins cher que le Ricard ou le 51, chacun pouvait y aller généreusement de sa tournée. Cet échange à somme nulle était une sorte de potlatch populaire. C'était bon pour le commerce, pas pour la santé.

De tournée en tournée, les clients ressassaient jusqu'à pas d'heure leurs misères professionnelles ou domestiques. J'ai beaucoup appris de ces propos de comptoir. J'ouvrais grand mes oreilles aux récits épiques de la guerre d'Espagne ou aux prouesses si proches encore d'Achille Viadieu ou de Marcel Langer. Pierrot, un habitué, restait souvent silencieux, les yeux dans le vague, tournés vers ce passé qui restait, dans la grisaille quotidienne de son boulot de magasinier, le moment intense de sa vie. La rumeur lui attribuait l'exécution d'un collabo du quartier (peut-être celui dont la dénonciation avait expédié mon père à Drancy). Des rescapés de la guerre civile espagnole, des anciens des Brigades internationales ou de la MOI, évoquaient ainsi, autour du dernier verre avant la route, ces temps obscurs où, malgré tout, ils avaient eu l'impression de tutoyer l'Histoire.

Le bistrot était rouge vif. Le dimanche, après le match du Téfécé[1], la salle faisait le plein. Tony Garcia, un accordéoniste espagnol, sortait son piano à bretelle et l'assemblée reprenait en chœur le répertoire populaire : *La Môme caoutchouc* – « … ç'qu'on peut faire avec elle, hein, c'est fou… » –, *Prosper yop-la-boum* – « … c'est le roi du macadam… » –, *Je suis le maître à bord* – « … moi seul, je suis le maître… » –, et l'inoubliable *Manon* :

Et, soudain, tout se tait quand apparaît Manon,
Manon c'est la beauté, l'ineffable jeunesse…

J'attendais avec délices ces apparitions de Manon. Je l'imaginais,

Et, soudain, tout se tait quand apparaît Manon,

au milieu des chansons, des rires et des filles,

dans un Montmartre où le champagne pétillait joyeusement. Ces histoires de naufrages, de mauvais garçons et d'amours malheureuses me ravissaient. Si la fête était réussie, mon père sortait de sa réserve pour fredonner une vieille chanson arabe ou andalouse. Il montait sur un guéridon et entraînait ma mère dans une valse – à l'envers, s'il vous plaît ! Le dimanche, c'était jour de *kémia* : bigorneaux et petits crabes ébouillantés, fortement épicés pour entretenir la soif. Le lundi matin, la salle, jonchée de coquilles, de carapaces et de peaux de lupins, ressemblait à un champ de bataille ou aux Qlipoth de la Kabbale.

La cellule communiste du quartier tenait au bistrot ses réunions annuelles de remise des cartes. L'Union des femmes françaises y organisait des goûters de solidarité pour de bonnes causes. Pour le réveillon du nouvel an, on déballait charcuterie, fromages et poulets froids. On poussait les tables pour danser le paso, la valse ou le tango. Les plus agiles s'exerçaient aux danses russes de l'Armée Rouge. Au petit matin, on éventrait des bourriches d'huîtres surgies de nulle part et on chantait à tue-tête, en

levant haut le poing, une *Internationale* tonitruante :

… *sera le genre humain !* Tsoin-tsoin !

Il régnait dans ces assemblées un petit air *Rouge Baiser*. On vibrait aux exploits d'Emil Zatopek ou Vladimir Kuts. Le Spoutnik, la chienne Laïka et Youri Gagarine annonçaient une ère nouvelle et une terre promise. En 1956 pourtant, le soulèvement de Budapest m'a scotché au poste de radio. Non, bien sûr, par fervente sympathie envers les conseils ouvriers insurgés dont je n'avais pas la moindre idée, mais d'anxiété quant au sort de la glorieuse équipe magyare (Puskas, Czibor, Kocsis « Tête d'or », Hidegkuti), dont on était sans nouvelles.

Grande affaire de ces années, la guerre d'Algérie ne parvint même pas à semer la zizanie parmi cette amicale de « Joyeux Pescofis » (la société de pêcheurs, qui fut prétexte à banquets et à concours de cartes, plutôt qu'à des sorties champêtres). Mon père n'avait guère la nostalgie du sol natal. Il en gardait un souvenir plutôt ennuyeux. Jamais très loquace sur la question algérienne, il entretenait une sorte de complicité tacite avec ses clients arabes et coiffait à l'occasion un képi de facteur pour se lancer dans une imitation du général de Gaulle. Un jour, il a chassé son cousin Henri, grand benêt sympathique qui fricotait avec l'OAS et prétendait entreposer chez nous une valise de quincaillerie meurtrière.

Entre sphère privée et sphère publique, le bistrot traçait une ligne de partage originale. Entre la salle et la cuisine, où nous prenions nos repas, la porte était toujours ouverte. Les clients avaient une vue plongeante sur notre intimité domestique et nous pouvions poursuivre avec eux une conversation sans lâcher le couteau et la fourchette. Je n'ai donc jamais connu la famille close contre laquelle Gide lançait ses imprécations : « Foyers clos, portes refermées, possession jalouse du bonheur… » La mienne fut grande ouverte sur le monde.

Avec la famille et le bistrot, l'école fut bien sûr le troisième ingrédient de l'habitus. D'un naturel plutôt sociable, j'ai beaucoup aimé l'école. Comme j'ai aimé plus tard le lycée ou la colo. Je n'y suis jamais allé à reculons. Bien au contraire. À trois ans, assigné à résidence par une primo-infection, je fus condamné à faire des siestes interminables sous la surveillance d'une femme de ménage à qui j'imposais, sous peine de m'agiter pour faire monter la fièvre, de jouer au docteur : j'exigeais qu'elle remonte ses jupes pour me montrer ses cuisses et ses porte-jarretelles. Elle s'exécutait, terrorisée à l'idée que mon père puisse la surprendre dans une situation aussi scabreuse. À la sortie des écoles, je collais mon nez à la vitre embuée et regardais avec envie les enfants qui déambulaient avec leurs bonnets et leurs cartables bourrés comme des cornes d'abondance de plumiers, d'ardoises, de cahiers.

J'ai réclamé d'aller à la maternelle. J'ai encore dans l'oreille le crissement des feuilles de marronnier foulées à l'automne, et sous les doigts la nervure des feuilles de platane. J'ai copié avec zèle les sentences d'instruction civique, calligraphiées chaque matin au tableau noir par de bons maîtres drapés de vertu républicaine. J'ai vibré à l'histoire édifiante des vies exemplaires de courage, de dévouement, de persévérance : Bayard, le chevalier d'Assas, Bernard Palissy, Pasteur, Bara et Viala (dont le sort, bien sûr, faisait envie !). J'ai aimé les leçons de choses où se dévoilaient les mystères de la bougie et de la stéarine, les prodiges de l'aimant, et le magnétisme du bâton d'ébonite frotté à la peau de chamois. Et j'ai adoré l'atmosphère Grand Meaulnes des cours de récré, les encriers de porcelaine enchâssés dans les pupitres, l'odeur d'encre violette, les plumes Sergent-Major, les cartes colorées de l'Europe accrochées au mur et le crissement de la craie sur le tableau noir.

J'allais à l'école annexe de l'école normale Saint-Agne. Les instits y étaient chargés non seulement de leurs élèves, mais de former les élèves-maîtres qui assistaient aux leçons. Le maître du cours élémentaire incarna à mes yeux la sévérité des justes. Ancien résistant au profil d'oiseau de proie, M. Villeroux était un militant laïque, adepte de la méthode Freinet. Il nous faisait composer au plomb nos rédactions pour imprimer sur une presse à main artisanale un petit journal titré *Briques roses*.

Le jeudi, c'était tantôt la séance de ciné-club, tantôt la sortie des « francas », toujours prêts à livrer aux « talas » une interminable bataille, digne de *La Guerre des boutons*[2]. Mes parents ne prenant pas de vacances – petit commerce oblige –, je passais six semaines l'été dans une colo (de la CGT !) à Ussat-

les-Bains. Je n'ai jamais compris, dans les années soixante-dix, le mépris soixante-huitard envers « la colo », dénoncée comme une sorte de bagne ou de camp de concentration pour enfants. Après un mois de juillet étouffant à traîner dans le quartier en attendant la retransmission des arrivées d'étape du Tour, c'étaient mes vacances et je m'y plaisais.

À l'automne 1957, je suis entré en sixième au lycée (pilote !) Bellevue. Les « événements » d'Algérie divisaient les élèves. Mon jeune prof de français, M. Le Bihan, était un Breton catholique, féru de Maurras, de Barrès et de poésie parnassienne. Du moins n'était-il point antisémite. Il me prit en affection et entreprit de me cultiver, m'infligeant des lectures extrascolaires, m'abreuvant de Péguy, de Claudel, de Brasillach. Plus tard, il suivit de loin mon parcours militant. Conscient de l'antagonisme de nos convictions, il s'en consola à l'idée qu'un amoureux de Jeanne d'Arc ne pouvait être foncièrement mauvais.

Peu avant sa mort, il m'envoya une dernière lettre, datée du 27 décembre 1995, accompagnée de mes vieilles copies : « Je vous prie de m'excuser du larcin que j'ai commis en soustrayant à la surveillance générale où elles n'auraient servi de rien trois copies que vous aviez composées en sixième et cinquième, juste en une heure sous ma surveillance. Vous voudrez bien m'excuser aussi de vous les remettre si tard un peu maculées et maltraitées : c'est qu'elles ont eu beaucoup de lecteurs. Je ne vous avais pas perdu de vue, mais j'étais à des années-lumière de votre constellation que je ne citerai pas pour ne rien envenimer. La parole la plus indulgente qu'ait dite Pierre Boutang, c'était que nous pouvions devenir marxistes à la condition d'être immortels… Vous maîtrisez parfaitement la langue française, mais, pour être franc, vous ne maîtrisez pas, ou pas encore, ce fichu caractère de la révolution […], et vous savez que Renan prétendait que la France était devenue folle depuis la décapitation de son roi. Mais un homme de chez nous, élevé à Bellevue, a rencontré le nœud de la tragédie française et est remonté à ses sources (êtes-vous allé à Domrémy[3] ?). Je vous en fais tous mes compliments, et malgré vos blasphèmes, vous écrivez des phrases que Brasillach aurait pu écrire. »

Affectueux, mais redoutable hommage !

En 1989, lors d'un débat sur le bicentenaire de la Révolution française, Pierre Chaunu, qui se vantait de cracher en passant devant le lycée Carnot, me dit que, bien qu'étant des bords les plus opposés, nous avions du moins en commun le mépris des « gros-gras » et des bourgeois bourgeoisants. Douteuse connivence. Que je me serais bien gardé de confier à ma mère, fort pointilleuse lorsqu'il s'agissait de la République. Un jour où la télé diffusait un reportage sur la cour d'Angleterre, mon beau-frère commit l'imprudence d'émettre un doute sur le bien-fondé du régicide. Pendant plus de dix ans, elle ne lui a plus adressé la parole. Réhabiliter la royauté, sous son toit ! Il y a des choses sur lesquelles maman ne transigeait pas !

1 Toulouse Football Club.

2 Les « francas » (francs camarades) étaient l'organisation de jeunesse laïque, toujours prête à en découdre avec les « talas » (ceux qui vont « tala » messe).

3 Ma passion de Jeanne d'Arc ne m'a jamais conduit jusqu'à Domrémy. Mais j'ai suivi le chemin des batailles : Orléans, Patay, Jargeau, La Charité-sur-Loire. Et celui du supplice : Saint-Valéry-sur-Somme, Compiègne, Rouen.

4

Les chemins buissonniers

« Une erreur de la politique civilisée est de compter pour rien le plaisir, d'ignorer qu'il doit entrer pour moitié dans toute spéculation sur le bonheur social. C'est la morale qui fausse ainsi les esprits sur ce point, et qui les engage dans cette politique simple, spéculant sur l'utile sans y joindre l'agréable. »
Charles Fourier

En juin 1960, mon père est mort d'un cancer. Sa disparition précoce m'a probablement épargné les conflits d'adolescence. Elle m'a en revanche plongé dans une période de méditation morbide et fait prendre conscience de la précarité matérielle. Ma mère, avec mon aide sporadique, allait devoir tenir seule le café pour payer mes études. Lorsqu'en 1966 je partis pour Paris, elle vendit son petit fonds de commerce mais dut continuer à faire des ménages pendant une dizaine d'années pour décrocher les annuités d'une maigrissime retraite.

Le coup d'État gaulliste, les barricades d'Alger, l'OAS semèrent la zizanie dans le lycée. Une lutte s'instaura, sourde d'abord. Puis une guerre ouverte. Certains adoptaient des allures martiales pour entonner virilement le Chant des Africains. J'ai choisi l'autre camp. Influences familiales, amicales, affectives ? Qu'importe. On s'engage, et puis on voit.

Mes copains se répartissaient en deux catégories bien distinctes : le quartier et le lycée. La bande du quartier écumait les balloches[1], faisait pétarader des mobylettes sans pot d'échappement, se crêpait méticuleusement les cheveux, portait des santiags et des jeans délavés. Ceux du lycée étaient pour la plupart de familles cossues. Des apprentis ou des collégiens du technique, d'un côté ; les gagnants de la reproduction sociale, de l'autre. À cheval sur ces deux mondes, j'eus la chance de pouvoir fréquenter le second sans rompre avec le premier. Avantageuse, cette bâtardise sociale permet de rêver aux étoiles tout en gardant les pieds sur terre.

De la communale au lycée, mon ami le plus proche, Bernard, était le fils de notre médecin de famille, le docteur Salomon Tauber, dit « Roger » dans la Résistance. C'était un Juif roumain, conseiller municipal communiste, et administrateur de l'hôpital Varsovie fondé pour soigner les réfugiés espagnols de la guerre civile. Je passais souvent mes jeudis chez les Tauber. Après la mort de mon père, ils m'amenaient en vacances dans leur maison de Cavalaire. La mère, « Camo », avait été dirigeante du Parti et membre du Comité central à la Libération[2]. Sans aller jusqu'à émettre ouvertement des critiques iconoclastes, elle éprouvait une franche hostilité envers Jeannette Vermeersch et son moralisme nataliste. En 1961, la maison des Tauber fut plastiquée par l'OAS, à la suite de quoi certains de nos profs organisèrent une garde de nuit armée.

À l'automne 1961, mon copain Bernard entreprit de m'évangéliser en me donnant à lire le *Manifeste communiste*, dont il me remit solennellement un exemplaire. J'eus le plus grand mal à franchir l'obstacle des multiples préfaces. Le texte lui-même ne m'apporta pas la révélation escomptée. Triomphant de mes hésitations, Annette se montra plus convaincante que Bernard. Elle aussi avait des parents communistes. Notre idylle, débutée en cinquième, se prolongea jusqu'en terminale, ponctuée de brouilles et d'intermittences. Elle me fit lire *Les Thibault*, écouter Aragon par Ferré, découvrir la *Journée d'Ivan Denissovitch*. Le jeudi, je délaissais les entraînements du Téfécé, pour démarcher en sa compagnie des commerçants du centre-ville, à qui nous proposions des publicités modiquement payantes dans le journal du lycée, *L'Allumeur du Belvédère*. Le mercredi, nous étions assidus à la séance de ciné-club animé par Raymond Bordes et par les responsables de son excellente cinémathèque. Pour nous, c'était d'abord une séance de flirt. Puis, l'inévitable débat éducatif sur le film nous offrait une tribune d'agitation politique sans grand souci de l'esthétique cinématographique.

Aux beaux jours, Annette montait en amazone sur ma bicyclette bleue, au guidon de course retourné « à la papa », pour la frime. Je pédalais, le nez voluptueusement chatouillé par sa queue de cheval

brune, qui s'agitait à la manière des pompons espiègles que l'on balade au-dessus des bambins dans les manèges de foire. Nous poussions, par la côte de Pechbusque, jusqu'à la baignade au confluent de la Garonne et de l'Ariège. Le maillot deux-pièces vichy d'Annette me tournait quelque peu la tête.

Si je n'avais pas encore entendu parler des ratonnades d'octobre 61, les morts de Charonne, en février 1962, me révoltèrent et me firent sauter le pas.

Dès le lendemain de cette journée, nous avons créé au lycée un cercle des Jeunesses communistes. Cette entrée en politique mit définitivement fin à ma carrière footballistique en même temps qu'à ma carrière théâtrale. Avec quelques copains et copines, familiers des coulisses du Grenier de Toulouse, nous avions en effet entrepris de monter une pièce de Synge, bénéficiant pour l'occasion des conseils de Roger Blin, venu mettre en scène *Godot*. Solitaire, il nous consacrait gentiment ses matinées dominicales. Entre deux répétitions, tirant sur sa pipe d'écume, il demandait distraitement si nous avions entendu parler du groupe Octobre. Fans de Prévert, nous ne pouvions ignorer cet épisode culturel du Front populaire. Blin ne précisait pas que lui-même, Raymond Bussières et quelques autres avaient alors sympathisé avec l'Opposition de gauche. À l'époque, on avait encore l'hérésie discrète.

Communiste orthodoxe au-dessus de tout soupçon, une tante d'Annette me glissa un jour entre les mains un exemplaire de *La Voix communiste*. Elle prétendait me montrer ainsi de quelles calomnies la presse anticommuniste, camouflée en presse oppositionnelle, pouvait être capable. Était-elle sincère ? Était-ce un stratagème pour me tester ? Le fait est que la lecture ne m'a pas scandalisé. Le ton des articles, leur insolence envers la prêtraille dirigeante du Parti, la critique de sa tiédeur sur la question algérienne me furent plutôt sympathiques. Je ne pouvais pas savoir que, derrière l'anonymat et les pseudonymes, se trouvaient des Félix Guattari, des Lucien Sebag, des Denis Berger et autres Gabriel Cohn-Bendit.

Les efforts conjugués d'Annette et de Bernard finirent donc par m'enrôler dans leur conspiration. Nous avons pris nos cartes de la JC, « promotion Daniel Féry », du nom du jeune typo communiste tombé à Charonne. Nous n'avons guère tardé à entrer en dissidence. Alors que notre lycée pilote était mixte, le puritanisme prolétarien en vigueur s'opposait alors au mélange des sexes. Les garçons étaient affiliés aux Jeunesses communistes, les filles confinées dans le gynécée de l'Union des jeunes filles de France (*sic*). Alors que nous partagions les mêmes cours, les mêmes sorties, les mêmes bus scolaires, le Parti prétendait nous imposer une ségrégation claustrale. Dès la première réunion, un vent de fronde se leva. Première (modeste) victoire contre le despotisme bureaucratique : nous obtînmes (par dérogation !) de constituer un cercle mixte. Il n'aurait plus manqué que nous fussions, Annette et moi, séparés le jeudi au nom du catéchisme rouge !

Cette intimité conquise de haute lutte ne nous a pas empêchés d'éplucher consciencieusement les *Principes élémentaires de philosophie* de Politzer, de dévorer les brochures de Duclos ou de Waldeck-Rochet, ni, bien sûr, de vibrer à la lecture édifiante de l'immortel *Fils du peuple*, attribué au camarade Maurice. La bigoterie feutrée et la méfiance jésuitique qui flottaient au siège fédéral de la rue Pargaminières nous pesaient pourtant déjà. Dès les premières réunions, je m'entendis poser d'une voix blanche et hésitante, les questions sacrilèges : « Et la Hongrie ? Et Budapest ? Que dit le Parti sur cette affaire ? »

À peine encartés, nous avions l'esprit candidement contestataire.

De l'insoumission à la conspiration, il n'y avait qu'un pas.

La rencontre avec Armand Gatti, en 1962, fut une bouffée d'oxygène. Il venait de tourner à Cuba *L'Autre Cristobal*, avec Jean Bouise. Le Grenier de Toulouse montait, « en première mondiale », ses *Chroniques d'une planète provisoire*. Après les représentations, Gatti se laissait volontiers entraîner dans l'arrière-salle du café Tortoni (aujourd'hui transformé en McDo !) qui était notre quartier général. Perché sur le dos d'une chaise, volubile, il parlait jusqu'au milieu de la nuit sous un feu roulant de questions. De Cuba, de Michaux, du cinéma, du théâtre. Ses mains volaient autour de lui comme des oiseaux magiques et bariolés. Son souffle libertaire nous emportait. Nous puisions dans ces nuits

enfumées et alcoolisées un sentiment de grand large, un goût de révolte et de poésie, loin de l'atmosphère confinée du local où les bonzes du Parti restaient grisement tapis.

Nous recevions parfois la visite de Gérard (de) Verbizier (dit Verjat). Côté dynastique, il était casher. En dépit de la particule, sa généalogie politique pouvait se prévaloir d'un grand-père délégué pour la Haute-Garonne au congrès de Tours en compagnie de Vincent Auriol. Le futur président avait choisi de garder la vieille maison avec Léon Blum. Le grand-père « Ver » avait voté pour les Soviets. Descendant de gentilshommes verriers ariégeois (un des métiers que les nobles pouvaient exercer sans déroger), Gérard avait dans la région des attaches familiales et amicales. Sa frêle silhouette d'étudiant dostoïevskien surgissait de temps en temps, furtivement, sous les arcades de la place du Capitole, comme s'il cachait quelque machine infernale sous son pardessus élimé. Ce n'étaient pourtant que brochures et grimoires ronéotés, qu'il nous glissait aussi discrètement que s'il s'était agi de curiosités pornographiques. Le complot était en marche.

En 1964, je suis entré en classe préparatoire au lycée Pierre-de-Fermat (celui du fameux théorème). Dans leur grande majorité, les khâgneux étaient farouchement « bolchos ». Pensionnaires pour la plupart, ils débarquaient de l'Aude, de l'Ariège, du Gers, de l'Aveyron ou du Tarn. Radicalisés par la guerre d'Algérie, la révolution cubaine et la guéguerre éternelle avec les fascistes d'Occident, ils ne dédaignaient cependant pas de porter la faluche et de chanter *Pétronille* « avec l'accent de Carcassonne », s'il vous plaît. Notre cercle d'étudiants communistes compta vite une quarantaine de membres.

En ces années de conflit sino-soviétique, de *Déclaration de La Havane* et de *Discours d'Alger*, le tiers-mondisme avait le vent en poupe. François Maspero éditait Frantz Fanon avec la fameuse préface de Sartre. Le *Socialisme et l'Homme* du Che, célébrant un socialisme humaniste, lyrique et chevaleresque, aux antipodes des tribunes pétrifiées des bonzes du Kremlin, nous enthousiasmait. En 1965, *Pour Marx* et *Lire le Capital* nous parvinrent de Paris, porteurs de redoutables révélations sur l'antihumanisme théorique et la détermination en dernière instance. Nous dévorions avec dévotion ces textes nimbés par les jaquettes grises de la collection « Théorie » d'une austère sobriété, sans renoncer toutefois à notre droit de critique, ayant été initiés par la lecture d'Henri Lefebvre à un marxisme non-conformiste : son passage à Toulouse, au lendemain de la guerre, avait laissé un souvenir ému.

Verbizier nous tenait au courant des dernières péripéties des batailles picrocholines parisiennes qui ravagèrent l'UNEF et l'UEC à la fin de la guerre d'Algérie. Il déchiffrait, pour les provinciaux éberlués que nous étions, les arcanes de confrontations historiques opposant orthodoxes normalisateurs (cornaqués par Roland Leroy), « Italiens capitulards » (dirigés par Philippe Robrieux et Alain Forner) et authentiques oppositionnels de gauche (rangés derrière Alain Krivine et Henri Weber). Habilement, il nous encouragea à créer un cercle d'études plus ou moins clandestin, qui réunirait des étudiants « désireux de se former » et des intellectuels du Parti ayant manifesté des velléités d'indépendance critique (parmi lesquels l'historienne Rolande Trempé, le psychiatre politzérien Rodolphe Roellens, et le docteur Jean Garripuy, ancien membre du cabinet Billoux au ministère de la Santé). L'expérience fut aussi brève que concluante. Dès la deuxième séance, consacrée à la lecture commentée du livre d'André Gorz *Stratégie ouvrière et Néocapitalisme*, Bernard Tauber demanda comment il était encore possible, un demi-siècle après Octobre, que Nikita Khrouchtchev fût renversé par une révolution de palais, sans le moindre débat démocratique. Enhardis, nous avons aussi exprimé des doutes sur le déroulement du procès des écrivains Siniavski et Daniel. Nous avons même poussé l'audace jusqu'à nous étonner que le Parti ne réédite pas Trotski ou Rosa Luxemburg, « pour s'informer, même si on n'est pas d'accord ».

Nos questions sentaient le soufre. Malgré les précautions oratoires, c'était déjà trop. Garripuy s'est fâché tout rouge. Nous étions des irresponsables, des arrogants, des morveux. Tout juste s'il ne nous traita pas, à la manière de Jean Ferrat, de « pauvres petits cons ». Les Russes avaient fait la Révolution et vaincu le nazisme ! Ils n'avaient pas de leçons à recevoir. Il n'y eut pas d'autres réunions. Notre expérience d'oppositionnels tempérés avait tourné court. Mais elle avait rempli sa fonction pédagogique.

Méfiant envers les turbulences parisiennes, notre cercle dépêcha deux délégués au congrès de l'UEC

du printemps 1965, avec pour mission de s'informer et de chercher à y voir clair. Ils revinrent convertis à l'Opposition de gauche, nous assurant que Krivine et ses potes étaient ouverts, pas dogmatiques, pas sectaires (c'était notre premier souci). Nous restions cependant sur nos gardes provinciales. Les Parisiens sont beaux parleurs, mais la tchatche ne fait pas le moine, ni le bolcho. Nous avions pourtant confiance en la sagacité de nos émissaires. L'adhésion enthousiaste de Bernard Tauber, héritier d'une dynastie partisane au-dessus de tout soupçon, offrait une sorte de caution rassurante.

Va donc pour l'Opposition de gauche.

La rentrée universitaire de 1965 fut agitée par la préparation de l'élection présidentielle de décembre. Notre opposition dénonçait le ralliement du Parti à la candidature de Mitterrand dès le premier tour. Nous étions également exaspérés de la tiédeur du soutien à la lutte du peuple vietnamien, le prudent « Paix au Vietnam » restant bien en deçà de notre slogan : « FNL vaincra ! » L'engagement à reculons en faveur du FLN algérien était encore dans les mémoires. Et nous comptions parmi nous quelques anciens « porteurs de valises ».

Il y eut bientôt de l'exclusion dans l'air. À la Toussaint 1965, quelques semaines avant le vote, Henri Weber vint animer un stage à Pointis, ancien fief des Verbizier, au fin fond de l'Ariège rugueuse. Il s'agissait de nous initier, en formation accélérée, à l'histoire du stalinisme et de la contre-révolution bureaucratique. *L'Histoire du parti bolchevique*, de Pierre Broué, prit place parmi nos livres de chevet, avec le *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel. Ces rudiments de culture historique nous semblaient cependant un peu fades et pauvrement narratifs, comparés aux luxueuses constructions conceptuelles des althussériens qui semblaient nous toiser du haut du sanctuaire de la rue d'Ulm et des prestigieux *Cahiers pour l'analyse*.

Et puis, nous n'envisagions pas l'exclusion du Parti de gaieté de cœur. Le père Tauber et son ami Stéphane Barsony (Juif hongro-roumain, ancien des Brigades internationales, résistant de la MOI et médecin des pauvres) nous mettaient en garde contre les manipulations dont nous pouvions faire l'objet et contre les déviations qui avaient si souvent fini dans les poubelles de l'Histoire. Ils nous rappelaient les mauvais exemples de Doriot ou de Lecœur. Rompre avec le Parti, c'était à l'époque comme s'exiler de la classe pour s'embarquer dans une aventure sans issue d'intellectuels renégats. Weber parvint pourtant à apaiser nos doutes en dévoilant la tactique machiavélienne de l'entrisme. Il s'agirait seulement de constituer une organisation de jeunesse indépendante pour nous aguerrir en faisant librement notre propre expérience. Après quoi, nous retournerions au bercail du Parti, plus forts que jamais, pour y renverser les bureaucrates. Ce plan invraisemblable nous paraissait pourtant raisonnable, tant nous avions envie d'y croire. Plus raisonnable, en tout cas, que de défier, à une poignée d'étudiants, le cul entre deux classes, le grand parti des fusillés !

Le congrès de l'Union des étudiants communistes se tint à Nanterre, en pleine banlieue rouge, à Pâques 1966. Bastion de l'Opposition de gauche, le secteur lettres de la Sorbonne avait été préventivement exclu. Sa réintégration était pour nous une question préalable aux débats du congrès. La délégation toulousaine comptait quelques dissidents, principalement issus du cercle prépa, dont Antoine Artous et moi-même. Aux abords du congrès, nous avons croisé l'état-major des exclus. Ils déambulaient en redingote cintrée et costume austère, fièrement cambrés, spectres romantiques des insurgés des Trois Glorieuses ou de *L'Éducation sentimentale*. Nous croyions deviner en eux de futurs Enjolras et de futurs Hussonnet, sans deviner que, deux ans plus tard, nous dresserions bel et bien nos propres barricades.

Dans le grand gymnase de Nanterre, sous la haute surveillance d'un service d'ordre composé de gros bras du Parti et d'employés municipaux, la bataille fut brève. Chargés de la normalisation, Guy Hermier et Jean-Michel Catala menèrent l'affaire rondement. Nos porte-parole non encore exclus eurent cependant accès au micro. Catherine Samary secouait avec véhémence sa chevelure blonde. Pierre Rousset défiait bravement les anciens procureurs de son père David. Les délégués de Caen annoncèrent crânement qu'ils rejoindraient sans regret les révolutionnaires authentiques interdits de congrès. Orateur

des « ulmards », Robert Linhart fit une intervention probablement brillante, en évitant soigneusement de prendre notre défense. Sans doute songeait-il déjà à la scission maoïste consommée dès l'automne suivant. En somme, les althussériens nous abandonnaient aux foudres de l'orthodoxie. La messe bureaucratique était dite. Il ne nous restait qu'à quitter le congrès (et le Parti) la tête haute, un foulard rouge noué par défi autour du cou. Je sortis d'un pas peu assuré. Les interventions enflammées de mes camarades m'avaient moyennement convaincu du sérieux de l'aventure dans laquelle nous étions embarqués. D'émotion, j'en oubliai ma valise et je dus revenir sur mes pas demander penaudement aux cerbères municipaux de me la restituer.

Le concile historique de notre dissidence, baptisée Jeunesse communiste révolutionnaire (pour faire bonne mesure), se tint dans une salle minuscule, au premier étage du café de la place Saint-Sulpice. L'endroit ne doit guère contenir plus d'une cinquantaine de personnes bien tassées. À côté du grand parti des prolétaires, de ses syndicalistes légendaires, de ses résistants héroïques, de ses poètes couverts de lauriers, notre conjuration juvénile était bien microscopique. Qu'importe : nous avions le sentiment de vivre un de ces moments historiques, de ces actes de fondation promis à faire date, une sorte de séparation entre la salle Lancry et celle des Gravilliers, ou un congrès de Tours en miniature.

Alain Krivine sut nous donner du cœur au ventre. Il expliqua le plus sérieusement du monde que les partis traditionnels, parti communiste compris, avaient perdu toute influence auprès de la jeunesse rebelle. La voie était libre. À nous les grands espaces et les grandes espérances. Nous allions voir ce que nous allions voir. Notre complot comptait pourtant deux cents conjurés à peine, dont les plus âgés (Alain lui-même) n'avaient pas plus de vingt-sept ans (j'en avais vingt tout rond, et « je ne laisserai personne dire… »). Mais nous étions convaincus que les heures du stalinisme étaient comptées (plus lentement que nous ne l'imaginions) et que les vents de l'Histoire tournaient à notre avantage. Dans notre nouveau journal, *L'Avant-Garde jeunesse* (dont le titre fidèle à la tradition contrastait avec l'apolitisme neuneu et faussement branché de la nouvelle publication orthodoxe, *Nous les garçons et les filles*), une caricature illustra notre esprit de conquête. Un colosse condescendant y toisait un bonhomme minuscule : « C'est vous, la JCR ? » demandait le colosse au nabot. Et le nabot de répliquer crânement en redressant la tête : « C'est vous, le parti communiste ? »

Le retour au bercail fut éprouvant. À l'aller, la délégation toulousaine était montée avec un billet collectif. Il fallut bien repartir avec. Châteauroux, Limoges, Brive, Uzerche, Gourdon, Cahors, Montauban : près de sept heures interminables de soupe à la grimace. Nos camarades nous regardaient sournoisement comme des âmes en perdition, sans encore oser croire que nous étions passés à l'ennemi de classe. Il n'empêche : nous étions suspects de désertion, sinon de trahison, et nous éprouvions déjà un vague sentiment d'exil ou de quarantaine.

À Toulouse, je déjeunai chez Jean Cariven, un camarade dont la famille appartenait à l'establishment communiste de la ville : à Tours, son grand-père avait fait le bon choix. Rendant compte du congrès, un entrefilet du *Monde* annonçait notre dissidence et notre départ en fanfare. Le père Cariven nous traita de petits cons manipulés (allez savoir par qui). Étranger à la nomenklatura locale du parti, j'étais forcément le mauvais génie de l'affaire. Mon ami prit courageusement ma défense. Père et fils étaient des sortes de géants approchant les deux mètres. La scène s'acheva en apothéose. Les deux titans se dressèrent de toute leur taille. Les cris fusèrent. Les assiettes volèrent. Leurs silhouettes projetaient sur le mur des ombres titanesques. J'ai fondu en larmes au milieu de la vaisselle brisée.

Malgré ces adieux larmoyants, je quittai sans regret le meilleur des mondes bureaucratiques possibles. Ce qui me chagrinait, c'était le sentiment de rompre du même coup avec un univers et sa mythologie, avec une part de mon enfance et de moi-même : les récits héroïques de la guerre d'Espagne, les prouesses de la MOI, l'accordéon musette de Tony Garcia, l'hospitalité des Tauber, mes cousins prolos, et les milliers de Pierrot rêvant du fond de leur routine quotidienne d'oriflammes écarlates et de levers de soleil magnifiques. Je n'avais pas de comptes à rendre aux dirigeants du Parti, mais j'étais peiné de pouvoir passer pour un traître aux yeux de précieux inconnus. La clientèle communiste du bistrot ne fit pas de commentaires. Mais les silences étaient éloquents, presque résignés : je faisais des

études et, bien sûr, je passais de l'autre côté. Aspiré par l'ascension sociale promise, je devenais un transfuge de classe. Ils n'en étaient pas étonnés. Seulement attristés.

Sciemment entretenu par les directions du Parti, le complexe de la trahison des intellectuels remonte à loin. Il suffit de lire les mémoires du communard Gustave Lefrançais pour en comprendre l'origine. Le prolétariat français a fait très tôt l'expérience de la félonie des classes dirigeantes. Les expériences fondatrices de Juin 1848, du siège de Paris et de la Commune ne s'oublient pas. Elles ont révélé non seulement la sauvagerie dont sont capables les possédants, mais aussi la lâcheté et la déloyauté dont sont capables les alliés républicains ou démocrates de la veille. D'où une méfiance tenace envers les politiques parlementaires, les cooptations sociales, les retournements de veste. Le syndicalisme révolutionnaire des Sorel et des Pelloutier s'en est nourri. Elle s'est perpétuée dans le radicalisme de la CGTU et dans la récurrence du thème « classe contre classe ». Profondément enracinée, cette méfiance fut d'autant plus vive que le système scolaire et universitaire a constitué en France une formidable machine de promotion sociale et d'écrémage des élites populaires. Elle rejaillit sur les intellectuels, considérés comme des mutants sociaux, fluctuant entre les classes au gré des rapports de force. Par réaction, s'est développé un ouvriérisme endurci, dont les directions syndicales et politiques ont su jouer, se présentant comme l'incarnation exclusive d'un prolétariat ventriloque. Ce jeu pervers a réduit bien des intellectuels français au rang d'intelligences serviles, pétitionnaires utiles à l'occasion, ornements courtisés des tribunes dominicales, mais tenus en suspicion et intériorisant eux-mêmes une culpabilité sociale indéfinissable, digne du *Procès* de Kafka. Aragon fut le prototype même de cette figure ambiguë[3].

En guise de coup de grâce, je reçus un billet de mon cousin Jean, écrit sur le papier quadrillé d'un cahier d'écolier. Je l'ai encore : « Si vraiment tu fais campagne contre Mitterrand, c'est que tu es un dogmatique, un révisionniste, un déviationniste, un ouvriériste (ce qui est étonnant !), en fin de compte un *renégat*. Tu en restes à l'époque des minorités agissantes si sévèrement condamnées par Lénine et qui nous ont fait tant de mal dans le parti. » C'était le vocabulaire de l'époque. Le mot m'a peiné. Malgré son ridicule, la sincérité du cousin cégétiste ne faisait aucun doute. Aujourd'hui retraité, il est devenu un sympathisant actif de la LCR. Il ne faut désespérer de rien.

Mes deux années de classe préparatoire furent davantage occupées par l'apprentissage de la dissidence politique que par la préparation des concours. Je voulais surtout décrocher les Ipes[4], qui assureraient mon indépendance financière en faisant de moi un élève professeur mensualisé. Mais je n'aspirais guère à intégrer une grande école. Au lycée Fermat, les succès étaient rares, les boîtes à concours parisiennes se taillant la part du lion. Et puis, je n'avais pas grande envie d'émigrer vers la capitale.

En dépit de leur dispersion, les activités « extrascolaires » n'étaient pas une perte de temps. Elles élargissaient le champ des curiosités et donnaient une méthode de travail. Chargé d'un exposé sur la naissance du sentiment national dans la littérature française, je m'étais taillé en classe de seconde un franc succès en appliquant scrupuleusement la dialectique politzérienne à la lecture de Du Bellay, de Ronsard, et de *La Henriade*. Le militantisme fut également bénéfique à mes études. Exclus des étudiants communistes, nous avons formé des « groupes d'étude et de recherche » (sur Roland Barthes et la nouvelle critique, sur Maurice Godelier et la critique de la rationalité économique, sur Lévi-Strauss et le structuralisme). Ce fut une sorte d'université autonome éphémère et un contrepoids critique au bachotage des concours. Les voies de la radicalisation sont sinueuses, sinon impénétrables.

Au bistrot, je continuais à faire la plonge et le service à l'heure de l'apéro ou pour les coups de feu dominicaux. Ma mère voyait d'un mauvais œil la naissance d'une passion politique qui me détournait du travail. Nous ne pouvions pas nous permettre ce luxe. Elle n'en manifesta pas moins une solidarité sans faille dans l'adversité. En 1962, lorsque le dirigeant communiste espagnol Julian Grimau fut exécuté par le régime franquiste, je participai à ma première manifestation violente sous le drapeau républicain de la guerre civile (à Toulouse, les jeunes communistes espagnols étaient encore aussi nombreux que leurs

homologues français). Le jour de l'exécution, ma mère a accroché un portrait de Grimau derrière le comptoir, tiré le rideau de fer et placardé une affichette manuscrite : « En grève, pour cause de solidarité contre la répression franquiste. » Ce fut le seul commerce fermé de toute l'avenue.

Pendant les années de prépa, un commando d'extrême droite distribua un jour un tract antisémite à la sortie du lycée, me dénonçant comme un trublion bolchevique. Le proviseur, un fieffé réac au regard bleu horizon, grand protecteur des cyrards, avait coutume de présider en gants blancs une cérémonie annuelle pour l'anniversaire d'Austerlitz. Il prit prétexte de l'incident pour convoquer ma mère.

Ce monsieur L. pensait sans doute pouvoir l'intimider et la convaincre de faire pression sur moi. J'étais boursier, donc vulnérable. La veille de la confrontation, j'ai lourdement chapitré ma mère sur les relents antisémites de l'affaire. Sur ce point sensible, elle partait au quart de tour. D'humeur belliqueuse, elle se rendit à la convocation résolue à en découdre. Face au danger, elle aimait se donner du cœur au ventre en citant Hugo : « … Tu trembles, carcasse ! Si tu savais où je te mènes… » Dans les cas les plus extrêmes, elle préférait lancer un cri de guerre moins poétique, à la tournure vertement rabelaisienne : « De toute façon, ils me feront pas un trou au cul : j'en ai d'jà un ! » Face à une sagesse aussi irréfutable, « ils » n'avaient qu'à bien se tenir, qu'ils soient nazis, antisémites, ou autres ostrogoths.

Monsieur L. n'a pas eu le temps d'ouvrir la bouche. Attaquant bille en tête, elle l'a acculé dans les cordes : « Des cocos de votre espèce, j'en ai connu d'autres sous l'occupation, etc. » L'homme aux gants blancs s'attendait à plus d'humilité contrite. Il fut désarçonné par cette charge. Son œil bleu horizon se mit en berne.

Nous sommes sortis la tête haute :

« T'as vu, ton L., comment je lui ai volé dans les plumes ! Il croyait m'impressionner avec ses airs de faux témoin. Il en est resté coi, tout tendu, comme Brutus…

– Brutus ?

– Brutus le lion…

– … ?

– Il avait la peau si tendue que, quand il fermait la bouche, il ouvrait le trou du cul… »

Dépourvus d'élégance académique, ces propos scatologiques ne manquaient pas d'une efficace vigueur.

Au printemps 1966, j'ai passé sans conviction les concours de l'ENSET[5] et de Saint-Cloud. L'admissibilité me suffisait : elle donnait droit aux Ipes. Admissible à l'ENSET, j'échouai donc sans regret à l'oral, après une piteuse et pitrale prestation en anglais (l'accent toulousain s'accommode fort mal de la langue de Shakespeare). Qu'importe ! L'avenir matériel était assuré. Nous sommes partis camper en bande (dont mon condisciple et futur recteur Jean-Paul de Gaudemar) à Saint-Pierre-la-Mer. La convocation à l'oral de Saint-Cloud m'y rattrapa. Cette aubaine apparut avant tout comme l'occasion d'une joyeuse virée à « Pantruche ». Bernard Tauber et Jean-Pierre Millet furent ravis de m'escorter dans cette expédition. Le séjour ne fut guère studieux. Le matin, mes compères récupéraient voluptueusement de nuits tumultueuses, pendant que j'allais plancher sur les sonnets de Louise Labé ou déchiffrer les mystères géodésiques d'une carte d'état-major. Je n'eus pas la curiosité d'aller voir l'affichage des résultats. Mon prof de philo m'informa par téléphone de mon admission.

À bord de la vaillante « dedeuche », nous avons directement repris la route pour Bressuire, où se tenait le premier stage national de la Jeunesse communiste révolutionnaire. La perspective de « monter à Paris » ne m'emballait guère. C'était laisser derrière moi un univers d'amitiés et d'amourettes, clore un chapitre heureux : les bulles savonneuses éclatant joyeusement sur le trottoir lavé à grande eau par ma mère, le rayon de soleil rebondissant gaiement sur les guéridons chromés, les vibrations de chaleur au bout de l'avenue surchauffée d'où surgissaient les camions de primeurs de Cavaillon, de Perpignan ou de Clermont-l'Hérault, les billes de glace bleutées déposées sur le pas de la porte par le livreur, l'ombre rafraîchissante du bistrot protégé par la toile épaisse de la marquise, aux couleurs rouge et

verte de la bière Monplaisir, les chevauchées de Bobet dans l'Izoard escorté de ses fidèles écuyers Barbotin et Deledda, les paris dominicaux sur les cracks du trot – Jamin ou Gélinotte –, les ailes coupées du Téfécé lorsque Brahimi et Bouchouk partirent rejoindre le FLN…

Mes années d'apprentissage au comptoir ont eu le mérite de me vacciner contre les mythologies qui ont fleuri autour de 68. Je ne me suis pas reconnu dans le culte religieux du prolétaire rouge, dans les génuflexions des moinillons maoïstes et dans les psalmodies de la pensée Mao Zedong (pas plus, d'ailleurs, que dans la vie édifiante de saint Maurice ou de saint Jacques). Le peuple de mon enfance n'était pas imaginaire, mais charnel. Il était capable du meilleur comme du pire. De la dignité la plus noble comme de la plus consternante servilité. Pierrot, le résistant communiste flingueur, était ainsi subjugué par son patron au point de conduire gratis, le dimanche, la camionnette transportant ses chevaux sur les champs de course ! Les mêmes individus étaient, selon les circonstances, capables du plus surprenant courage ou de la plus désolante lâcheté. Ce n'étaient pas des héros. Plutôt des personnages tragi-comiques, pleins de plis, de contradictions, de naïvetés et de roueries.

Mais c'étaient « les miens ». J'étais embarqué à leur côté.

Très tôt, j'ai choisi mon camp. Par un mouvement du cœur, d'abord. Restaient à trouver les raisons de ces passions. Dans le rétroviseur, on pourrait avoir l'impression d'une trajectoire rectiligne, d'une seule coulée. Pourtant, combien de hasards, d'accidents, d'événements, de rencontres, de bifurcations faut-il pour tracer un parcours ? Une foule de contingences, une trame de petits riens qui nous font devenir, poussés par la force de l'habitus, le chaos déterminé mais imprévisible que nous sommes. De ces riens, d'un bric-à-brac d'exemples, de récits, de lectures, de parfums et de sons, je me suis fabriqué un surmoi vissé sur mes parts d'ombre comme un couvercle de Cocotte-Minute. Lorsque la pression monte, je laisse échapper un jet de vapeur. Le couvercle tient bon.

Et puis, il ne faut pas étaler ses histoires…

Sous prétexte de prouver qu'on ne choisit pas sa liberté, me voilà, en dépit de cette sage recommandation, pataugeant en pleine saga des origines. Dès qu'on lui lâche un tant soit peu la bride, l'ego s'échappe à sauts et à gambades. Il faut sans cesse le reprendre en main.

1 Les fêtes foraines annuelles dans le Midi, comme les ducasses dans le Nord.

2 Pour une évocation tendre et drôle des familles Tauber et Barsony, voir Piotr Barsony, *Ça va s'arranger*, Paris, Seuil, 2003.

3 Sur Aragon, lire le témoignage accablant d'André Thirion, dans *Révolutionnaires sans révolution* (Arles, Actes Sud, 1999), et le pamphlet au vitriol de Jean Malaquais, *Aragon ou l'intelligence servile* (réédition Paris, Syllepse, 1999). Cela n'enlève rien à la virtuosité d'écriture d'Aragon. On y trouve parfois, comme dans *La Semaine sainte*, le souffle de Chateaubriand ou de Tolstoï, un peu gâché par un lyrisme artificiel proche de la grandiloquence.

4 Ipes : sorte de présalaire étudiant obtenu par concours en échange d'un contrat de dix ans passé avec l'Éducation nationale.

5 École normale supérieure de l'enseignement technique, à Cachan.

5

Les grandes (dés)espérances

« Nous ne nous sentons pas hors de notre époque, au contraire, nous ne cessons de passer avec elle des compromis honteux. Ce sentiment de honte est un des plus puissants motifs de la philosophie. »
Gilles Deleuze et Félix Guattari,

Qu'est-ce que la philosophie ?

« Défiler en orage, en nuées qui s'entrechoquent ! c'est chose inconnue en civilisation, où l'on n'a jamais perfectionné les évolutions en ligne courbe comme l'orage, la fourmilière, le serpentage, les vagues brisées… »
Charles Fourier

À l'automne 1966, j'ai débarqué du train de nuit en gare d'Austerlitz, avec une unique malle contenant ma garde-robe et mes livres les plus chers. Sur un cliché pris au Trocadéro par un photographe ambulant, sanglé dans un blazer bleu, j'ai tout l'air d'un rugbyman du terroir monté disputer une finale.

Dans une des dernières notes de la Fondation Saint-Simon, Philippe Raynaud m'a qualifié de « philosophe rustique ». L'intention est méprisante, mais l'adjectif me convient. Il évoque la « rudesse plébéienne » chère à Heine : « Pour fendre des souches grossières, il fallait quelquefois un coin grossier[1]. »

Quant à « philosophe », en ces temps malades où la philosophie apparaît parfois comme la médecine générale des âmes, le titre permet parfois d'engranger un petit capital symbolique. Je ne le prends guère plus au sérieux que mes cousins de Toulouse qui se demandaient à quelle sorte de marché noir pouvait bien servir un métier aussi exotique. Le mot devrait être réservé aux auteurs qui ont donné leur nom propre à un événement de pensée. Ils ne courent pas les rues. Je suis simplement devenu, par le jeu des circonstances, « enseignant en philosophie » et hussard rouge de la République. « D'abord, se nourrir et se vêtir », disait Hegel.

La philo n'est donc pas pour moi une vocation ou un sacerdoce. Trop d'abstractions, de concepts et de systèmes. J'ai davantage la fibre littéraire. Après avoir passé les concours des grandes écoles en option lettres modernes, j'ai bifurqué par refus de la division intellectuelle du travail et par intérêt pour les sciences humaines. En somme, j'ai choisi la discipline philosophique pour son indiscipline. Quelques décennies plus tard, sa définition me demeure aussi incertaine. D'après Deleuze, « Qu'est-ce que la philosophie ? » n'est pas une question inaugurale. Elle serait plutôt de celles par lesquelles s'achève une œuvre parvenue à maturité. J'ai renoncé à me la poser.

Peut-être la philo contemporaine est-elle seulement ce qui reste quand on en a effeuillé tout le reste (la théologie, la physique, l'esthétique, les sciences dites exactes, puis celles dites humaines – comme si les autres étaient inhumaines). Prenant au sérieux la thèse de Marx sur le dépérissement de la philosophie, Henri Lefebvre appelait ce reste non plus philosophie, mais « philosophisme ». Deleuze, quant à lui, voyait dans la philo « une pensée qui se méfie de la pensée » pour faire, autant que possible, reculer la bêtise. Fausse modestie ! Tâche herculéenne !

Je suis entré dans la carrière à une époque où l'on se passionnait davantage pour Lévi-Strauss, pour Lacan, pour Saussure, pour Freud, pour Braudel, pour Foucault, que pour les classiques Vrin. Le « degré zéro de l'écriture » tendait alors au degré zéro de la littérature, du moins de la littérature romanesque, sous nos latitudes. C'était la confirmation de la théorie lukacsienne du roman. Exprimant le conflit de la modernité entre un nouvel individualisme et une société en proie au dédoublement généralisé de la valeur, le genre aurait connu son âge classique au XIXe siècle. Après une salve de grands romans existentiels ou métaphysiques (Proust, Musil, Kafka, Lowry, Blanchot), annoncés dès la mondialisation victorienne par les épopées théologiques de Melville ou de Conrad, la veine romanesque européenne semblait à bout de souffle, réduite à une phénoménologie appliquée et à des

subjectivités flottantes. Elle paraissait vouée, désormais, à produire en série de l'anecdote et des scènes de ménage dans un placard à balais. Particulièrement en France. À l'instar du cinéma intimiste de Rohmer, le roman devenait, à quelques brillantes exceptions près, le miroir narcissique des classes moyennes, la mise en phrases et en pages des petites annonces sentimentales ou sexuelles du *Nouvel Observateur* : « Jeune cadre sportif, bac+×, cultivé, aimant voyages, cherche âme sœur, belle, bac+y, ayant de la conversation et de l'esprit… » Une cohue de malades du siècle, le lyrisme de Goethe ou de Musset en moins. Cet égotisme médiocre annonçait le cynisme répugnant de la génération Houellebecq-Dantec, consensuellement encensée, des *Inrocks* au *Monde des livres*.

Les foyers de création avaient migré sous d'autres cieux ou sur d'autres scènes, avec le roman féminin (Woolf, Duras, Lessing), le roman antitotalitaire (Boulgakov, Grossmann, Soljenitsyne), le roman postcolonial baroque (Garcia Marquez, Alejo Carpentier, Vargas Llosa, Lezama Lima, Guimarães Rosa, les écrivains antillais). Reconverti à la philo par déception envers la littérature, j'admirais d'autant plus les inventeurs d'écriture comme Perec[2] ; les pionniers, à la manière des maîtres du polar américain (de Hammet à Crumley), d'une sociologie noire de la modernité ; les serviteurs du texte et découvreurs de formes comme Maurice Nadeau ; les travailleurs de la langue comme Jean-Christophe Bailly ou Serge Pey, et, bien plus tard, Michel Surya[3].

J'ai peut-être voulu me consoler de mes frustrations en plongeant à corps perdu dans les grandes architectures conceptuelles. Mais, tard venu à la culture philosophique, je suis resté en la matière un autodidacte découvrant en désordre les classiques. Ce manque de fondamentaux ne se rattrape guère. C'est l'une des raisons, mais non la principale, pour lesquelles je me suis toujours tenu à l'écart de la confrérie philosophante des colloques, des séminaires et des grand-messes académiques.

L'année 1966-1967 fut plutôt morose. C'était la préhistoire. Les flics avaient encore des bicyclettes et des pèlerines, et les rues des pavés, les passages cloutés des clous. Les routes n'étaient pas encore truffées de ronds-points anglais et de gendarmes couchés. Les téléphones trapus, d'ébonite noire, tressautaient de surprise à chaque sonnerie. Les vélos avaient des dérailleurs à manettes et des selles en cuir, moulées sur le postérieur du propriétaire. Le cliquetis des vieilles Underwood battait la mesure d'œuvres symphoniques immortelles. Voyager en avion était encore un événement. Il fallait sept à huit heures, en train de nuit, pour se rendre à Avignon ou à Toulouse depuis Paris. Une lettre était une lettre, avec son enveloppe et son timbre, et non un courriel télégraphique. Les ouvriers et les ouvrières n'étaient pas encore devenus des « gens » indifférents. C'était le temps d'avant, ni meilleur ni pire, simplement d'avant.

À l'ENS de Saint-Cloud, je partageais une chambre sans âme avec un agrégatif maniaque et maoïsant (encore irradié par le grand soleil rouge aperçu de loin, lors d'un récent voyage initiatique à Pékin). C'était un personnage d'une raideur prussienne, gominé et amidonné, la lèvre ornée d'une fine moustache clairsemée. Le week-end, heureusement, il retournait dans le Nord dont il était originaire. Le bocal de l'École avait quelque chose d'étouffant. Dans cette atmosphère raréfiée de couveuse régnait une torpeur mélancolique. Nombre de condisciples étaient guettés par l'*acedia* des anciens monastères. Les ambitions romanesques et les fantasmes sexuels y mijotaient à huis clos, au bain-marie. Certains peaufinaient en secret leur premier roman maudit. D'autres rêvaient du prochain bal de Sèvres ou de Fontenay, où ils rencontreraient l'âme sœur avec laquelle partager l'aventure exaltante d'un premier poste à Béthune, à Homécourt ou à Romorantin. Ni la glaciale compétence d'Alexis Philonenko sur la philosophie allemande, ni la savante jovialité et le sourire plissé de Jean-Toussaint Desanti, se jouant des « idéalités mathématiques », ne parvinrent à me convaincre d'assister assidûment aux cours. Réfractaire à cette serre à neurones, je partais à la moindre occasion me ressourcer à Toulouse. Je devenais, en somme, un intermittent du concept.

Intellectuellement et politiquement, Saint-Cloud souffrait d'un complexe d'infériorité face à la prestigieuse rue d'Ulm. Les élèves se voyaient eux-mêmes comme des « petits choses » provinciaux, exilés du Quartier latin, où le vent d'Est de la Grande Révolution culturelle prolétarienne (GRCP) se

levait en rafales, avec le triste bourbier nanterrois en guise de Sorbonne. Les Écoles normales supérieures étaient alors des pépinières communistes. Pour l'élection législative de 1967, une pétition de soutien au Parti communiste recueillit plus de la moitié de l'effectif cloutard. Ulm devint le grand quartier général de la dissidence maoïste. Saint-Cloud se contenta d'emboîter le pas. En 1967, alors même que la normalisation s'abattait sur la Commune de Shangai, les nouveaux gardes rouges firent vœu de pauvreté intellectuelle, peut-être même de chasteté. Comme saint François se dénudant et se déchaussant, ils entreprirent de se dépouiller des attributs de culture bourgeoise, en commençant par les volumes compromettants de la Pléiade. Omar Diop[4] venait dans ma piaule confier les tourments que lui créaient ces renoncements imposés.

Dans ce climat fanatique, j'étais pris entre deux feux, piégé dans un no man's land, entre les orthodoxes purificateurs du parti et le zèle exalté des adorateurs du Grand-Timonier-Soleil-rouge-de-notre-cœur (*sic*). Lecteur appliqué des réquisitoires stéréotypés publiés dans *Pékin Informations* contre le révisionnisme yougoslave, comme des élégies à la gloire d'Enver Hodja, je ne pouvais gober les fables selon lesquelles les chirurgiens chinois accomplissaient des miracles en pratiquant des interventions sans bloc opératoire grâce à l'inspiration de la seule pensée Mao Zedong.

Dès les premiers cours à Saint-Cloud, j'ai repéré un escogriffe hilare et anguleux, aux cernes bleutés et au poil blond-roux (qu'il prétendait « vénitien »). Son allure de Pierrot lunaire décalé tranchait bizarrement parmi la faune de ces lieux et faisait désordre dans l'austérité ambiante. Je flairai l'énergumène, le déviant en puissance, un travailleur du négatif en délicatesse avec la norme.

Camille Scalabrino avait un accent franc-comtois prononcé et il ponctuait ses arabesques rhétoriques de « vains dieux ! » tonitruants. Il se déclarait vampire. Le fait est qu'il somnolait des journées entières et ne s'animait qu'au soir venu, tantôt pour une expédition cinéphilique ou musicale, tantôt simplement pour passer une nuit blanche à méditer sur quelques pages (jamais plus d'une demi-douzaine) de Sartre ou de Merleau-Ponty. Au chant du coq, il retournait sous sa couette.

Ayant eu Pierre Lantz comme prof à Besançon, il se proclamait fièrement « sartrien », affrontant à contre-courant la déferlante althussérienne. J'entrepris de le convaincre de rompre avec le Parti. Bien qu'exclu moi-même, je l'accompagnais dans les ventes au porte à porte dominicales de *L'Huma-Dimanche* dans les cités de Suresnes ou de Puteaux. Il se révéla coriace. Citant *Les Communistes et la Paix*, il soutenait que le Parti, lesté comme un toton par sa composition sociale, finissait toujours par retomber sur ses pattes, quels que fussent ses errements. Notre complicité amicale finit néanmoins par former le noyau d'un complot confidentiel auquel s'agrégèrent quelques conjurés[5]. Face aux bataillons en rangs serrés de l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes et à leurs prestigieux Gédéons[6], c'était léger.

La vraie vie, pour nous, n'était certainement pas à l'École. À Pâques 1967 se tint rue des Horticulteurs le premier congrès solennel de la JCR. J'y fus élu (coopté ?) à la direction nationale. Notre misérable local délabré, rue Servan, n'avait même pas l'électricité. On tournait la ronéo à la manivelle. La chandelle qui éclairait les soirées projetait sur le mur des ombres inquiétantes, donnant aux conciliabules nocturnes une dimension épique. J'appartenais au cercle « socio-philo ». Il se réunissait la plupart du temps rue Boissonnade, dans la cave de David Rousset[7]. Courant d'une manifestation sur le Vietnam à une assemblée de l'UNEF, nous trouvions encore le temps de rédiger *L'Avant-Garde jeunesse*, notre modeste « irrégulomadaire », imprimé chez Simon Blumenthal, un ancien des réseaux d'aide au FLN. Après quoi nous pouvions savourer avec le sentiment du devoir accompli un film noir rue Champollion, engloutir un couscous rue de la Huchette et finir la soirée à La Joie de lire, ouverte jusqu'à minuit. Quand je ratais le dernier train de 1 h 07 pour Saint-Cloud, je trouvais refuge sur le canapé du compère Verbizier. Il logeait rue Scheffer, dans une chambre sous les combles, à laquelle on accédait par un ascenseur préhistorique, dont le contrepoids s'actionnait en tirant vigoureusement sur une corde.

La JCR était dirigée par un courant lié à la IVe Internationale dont Alain Krivine, Henri Weber et Gérard Verbizier étaient les principaux animateurs. Il y avait aussi, autour de François Fourquet, un petit groupe de Sciences-Po, issu de l'ancienne *Voix communiste* et lié au *Bulletin de l'Opposition de*

gauche animé par Félix Guattari. Enfin, une mouvance incertaine, incarnée par Janette Habel, aurait pu être qualifiée approximativement de guévariste. C'est d'elle que je me sentais le plus proche.

Les dimanches à Saint-Cloud étant plus tristes encore que ceux de Ville-d'Avray, je préférais accompagner Fourquet ou Verbizier à l'hôpital de La Borde, à Cours-Cheverny. Ces séjours m'ont initié à la psychothérapie institutionnelle. Ils m'ont aussi permis de découvrir le personnage de Félix Guattari. Malgré la déconstruction revendiquée de la hiérarchie et de l'architecture hospitalière, il était le centre géométrique et le pivot charismatique de cet univers prétendu a-centrique et rhizomatique, sur lequel il exerçait une autorité antiautoritaire incontestée.

L'année universitaire 1967 commença sous de tout autres auspices. Le fond de l'air était électrique. Mais peut-être n'est-ce là qu'une illusion rétrospective.

Lors du deuxième stage d'été de la JCR à Bressuire, j'avais retrouvé Martine, une étudiante toulousaine en socio, rencontrée jadis sous les arcades de la place du Capitole. Elle était dorée comme un croissant chaud et avait un regard ironiquement absent, à la Marie Trintignant. Bal du 14 Juillet, flonflons, émois, nuit étoilée. Nous avons décidé d'emménager ensemble dès la rentrée. Alain Brossat et Denise Avenas cherchant aussi à se loger, nous formerions donc un embryon de commune ou de soviet dans un appartement loué aux confins de Garches et de Saint-Cloud. Fini la piaule sinistre de l'ENS, adieu le cothurne psychorigide, terminé les petits déjeuners sur le qui-vive, où je gardais à portée de main les lourdes cruches de lait bouillant pour faire face à l'agression éventuelle d'un garde rouge fanatique levé du mauvais pied.

Avec Alain Brossat, nous avons bouclé notre licence en arrachant le dernier certificat à la session d'automne. Pendant que nous faisions la queue dans les couloirs de Nanterre, en attendant de plancher devant Mikel Dufrenne sur l'esthétique transcendantale, nous avions la tête ailleurs. La presse annonçait à la une la mort du Che en Bolivie. Incrédules, nous refusions de l'admettre. Un mythe est immortel. Nous n'en scrutions pas moins avec perplexité les photos de sa dépouille christique, cherchant en vain dans les courbes du front ou l'implantation de la barbe un démenti factuel. Cette tragédie était la nôtre. Le Che était notre meilleur antidote à la mystique maoïste. Janette Habel avait ramené de Cuba et traduit *Le Socialisme et l'Homme*. Nous découvrions dans le *Discours d'Alger* une dénonciation audacieuse de l'égoïsme bureaucratique soviétique. Le message testamentaire à la conférence Tricontinental fut le Manifeste internationaliste de notre génération. Nous ressentions la « tragique solitude » du peuple vietnamien. Elle nous dictait un impératif catégorique de solidarité : « Créer deux, trois, plusieurs Vietnam ! » Face à ceux, hiérarques soviétiques et chinois, qui se livraient à une fatale « guerre de crocs-en-jambe » dont les peuples indochinois faisaient les frais, nous nous sentions investis d'une mission internationaliste et nous cherchions notre voie du côté de l'Organisation latino-américaine de solidarité (l'OLAS[8]).

Notre meeting d'hommage au guérillero héroïque fit salle comble à la Mutu. De retour de La Havane, où il avait assisté à la conférence de l'OLAS, Maurice Nadeau prit la parole. Ernest Mandel traça un portrait du Che tel qu'il l'avait connu lors du débat économique de 1964 sur les stimulants moraux et matériels. La gorge nouée, on entonna le *Chant des martyrs* (*Vous êtes tom-om-ombés*…) ou, plutôt, on accompagna le disque d'une voix hésitante, reprenant vigoureusement le refrain, pour se donner du cœur au ventre :

Mais l'heure a sonné, et le peuple vainqueur…

La rentrée 67 sentait la poudre. Les bombardements américains sur le Vietnam s'intensifiaient. En France, les ordonnances gaullistes provoquaient une montée d'agitation sociale. Après la grève emblématique de la Rhodiaceta, celles de Caen et de Redon tournèrent à l'émeute. Nous militions à

temps plein sur le campus de Nanterre, où la JCR était bien implantée[9].

Nanterre-la-Folie méritait bien son nom. La presse de l'époque a souvent décrit le no man's land boueux du campus, coincé entre les bidonvilles photographiés par Élie Kagan pendant la guerre d'Algérie et les barres de HLM encore clairsemées. La baraque qui tenait lieu de gare avait des allures de station délabrée du Far West, perdue aux portes du désert. Une fois sur le campus, on passait la journée entre cafétéria, resto U et résidence, sans beaucoup fréquenter les amphis. Les réunions s'enchaînaient. La plupart du temps, nous faisions cause commune avec la bande des anars animée par Jean-Pierre Duteuil et Daniel Cohn-Bendit. Lorsqu'un commando facho d'Occident débarquait de Paris pour une incursion sauvage sur notre territoire (presque) libéré, Xavier Langlade et Jacques Tarnero organisaient l'autodéfense de ce sanctuaire inexpugnable. Quand, dérogeant aux principes des franchises universitaires, le doyen Grapin autorisa la police à intervenir à l'intérieur des bâtiments, elle subit le même sort que les envahisseurs nazillons et fut promptement boutée hors les murs.

Ces activités aussi variées que débordantes ne laissaient guère de loisir pour l'étude. Brossat et moi nous étions inscrits en maîtrise sous la direction d'Henri Lefebvre. Alain s'attaqua bravement à « la notion de changement de terrain » chez Althusser et Foucault. Inspiré par un sixième sens politique, j'ai choisi pour sujet « La notion de crise révolutionnaire chez Lénine ». Lefebvre accepta avec bienveillance de diriger ces « recherches » hétérodoxes. Nous devions suivre parallèlement le séminaire de Paul Ricœur sur Cassirer et les formes symboliques. Nous avions d'autres chats à fouetter que de folâtrer dans ces subtilités herméneutiques, d'autant que Ricœur apparaissait alors comme la butte témoin d'un âge philosophique révolu, condamné aux poubelles de la préhistoire par l'hégémonie structuraliste.

Le peu que nous avons appris, cette année-là, le fut « au coin du feu ». Brossat sortait sa bêche à concept pour s'attaquer au changement de terrain. Denise Avenas annotait studieusement *Le Capital* pour initier un groupe lycéen de Rueil à la théorie de la valeur-travail. Entre la lecture de *L'Attrape-Cœur* de Salinger et *Les Choses* de Perec, Martine s'adonnait avec modération à la sociologie, de préférence sous l'angle du roman policier. Quant à moi, à la manière de l'autodidacte de *La Nausée*, je lisais dans l'ordre chronologique les *Œuvres* presque complètes de Lénine, achetées par tranches de cinq, chaque fin de mois, à la librairie Racine.

Le mouvement étudiant prenait de l'ampleur en Italie et en Allemagne. À une poignée (JCR et anars encore), nous avons protesté sur l'esplanade déserte et glaciale des Invalides, contre la répression dont étaient victimes Modzelewski et Kuron en Pologne. Nous diffusions leur *Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais*, traduite et ronéotée par nos soins. En février 1968, nous sommes partis *nach Berlin* manifester pour le Vietnam. Les manifestations internationales n'étaient pas encore monnaie courante. Avec son « université critique » animée par les étudiants du SDS, Berlin faisait figure de capitale de la contestation, à cheval entre les deux Europe. Le nom d'Adorno ne nous évoquait pas grand-chose. De Marcuse, nous connaissions tout juste *Éros et Civilisation*, traduit par Boris Fraenkel pour les éditions de Minuit. *L'Homme unidimensionnel* ne paraîtrait en français qu'à l'automne 1968. En revanche, nous connaissions l'influence exercée par Lefebvre et sa critique de la vie quotidienne sur l'Internationale situationniste.

Nous avons rempli un car de Nanterrois pour l'expédition berlinoise. Manuel Castells, alors assistant en socio, Paolo Paranagua, tout jeune surréaliste, fils d'un diplomate brésilien, Sophie Petersen étaient de la partie. Le voyage à travers les plaines enneigées de janvier dura plus de vingt-quatre heures. Pour tuer le temps, nous répétions des chants révolutionnaires et suivions au transistor les exploits de Jean-Claude Killy aux Jeux de Grenoble. À la frontière est-allemande, prévenus que nous nous rendions à Berlin pour une juste cause, les *vopos* nous firent plutôt bon accueil. Alain Krivine avait noué avec le SDS des liens privilégiés. Rudi Dutschke, son leader charismatique, nous fit l'honneur d'une visite la veille de la manif. Le charme magnétique de ce petit homme débordant de malice joyeuse joua à plein. Le lendemain, un demi-siècle ou presque après l'assassinat de Rosa Luxemburg, nous défilions par dizaines de milliers sur le Kurfürstendamm. La foule juvénile scandait avec bonne humeur : « *Wir sind eine kleine, radicale Minderheit*[10] *!* »

De retour à Paris, cette « petite minorité radicalisée » redoubla d'ardeur. C'est dans cette effervescence que Xavier Langlade fut arrêté lors d'une manifestation contre le siège d'American Express. Le lendemain, autour du café-crème matinal, Brossat suggéra une action de solidarité en rupture avec la routine habituelle. Au lieu de déployer sagement des banderoles, nous exercerions nos talents pour les graffitis à l'intérieur des halls et des amphis. En des temps où les pochoirs et les tags ne faisaient pas encore fureur, cette simple transgression scripturale d'inspiration situationniste fit l'effet d'un détonateur. On vit apparaître sur les grandes vitres intérieures des maximes propices à la méditation, comme « La transparence n'est pas transcendante ». La main anonyme qui a tracé ces mots ignorait que, trente ans plus tard, l'idéal de transparence deviendrait le mantra du panopticon médiatique et que le « désir de transparition[11] » consumerait la grande confrérie des apparents. N'empêche : l'explosion poético-murale de Mai était lancée.

De fil en aiguille, de défi en escalade, la journée s'acheva en apothéose par la profanation symbolique de la salle du conseil occupée. Une soixantaine de mutins et mutines y fêtèrent l'événement jusqu'au petit matin. Servitude militante oblige, je fus privé de ce joyeux dénouement : j'animais ce soir-là une réunion de jeunes travailleurs à Levallois. Sur la lancée de cette journée mémorable, nous avons organisé une journée portes ouvertes à la fac. Le soleil en fut complice. Les commissions batifolaient sur les pelouses galeuses. Le mouvement du 22 mars naquit de ces cabrioles. Il se définit comme anti-impérialiste (solidaire des peuples indochinois et cubain), antibureaucratique (solidaire des étudiants polonais et du printemps de Prague), anticapitaliste (solidaire des ouvriers de Caen et de Redon).

La JCR profita de la trêve pascale pour tenir conclave. Nous fûmes à deux doigts de nous assommer à coups de chaise à propos d'une question mineure concernant les élections à la Mutuelle étudiante. Soutenu par les partisans d'un syndicalisme étudiant traditionnel (parmi lesquels Guy Hocquenghem et Henri Maler), Henri Weber reprochait à notre commune nanterroise son alliance compromettante avec les libertaires. Les faux frères (ennemis) lambertistes m'accusèrent même d'avoir traité les syndicats de bordels et l'UNEF de putain. C'était pure calomnie. Sans prétendre être un fervent féministe de la première heure, ce n'était pas mon vocabulaire.

Les choses en étaient là, lorsque nous parvint la nouvelle de l'attentat contre Rudi Dutschke, abattu par un tireur alors qu'il circulait à bicyclette dans les rues de Berlin. Il était dans le coma, entre la vie et la mort. Nous le revoyions, plein d'entrain, galvanisant la manif de Berlin pour le Vietnam. Avec les anars, nous sommes partis aussitôt manifester devant l'ambassade d'Allemagne. Le petit cortège rechignait à se disperser. Une consigne transmise de proche en proche fixa un nouveau rendez-vous sur le Boul'Mich. Là, la police voulut s'interposer. Son intervention mit la petite troupe en fureur. À l'angle de la rue des Écoles, on fit projectile de tout : à la terrasse du Sélect Latin, verres, tasses, carafes, chaises, guéridons se mirent à voler. Les panneaux de signalisation furent renversés, les grilles de fonte arrachées au pied des arbres. C'était un de ces moments imprévisibles où la peur du képi et de la matraque s'évapore comme par enchantement. On se sent soudain invulnérable. On ne comprend qu'après coup ces signes imperceptibles qui annoncent un changement imminent du fond de l'air. La manifestation de Berlin apparaît ainsi a posteriori comme une sorte de prologue à Mai 68, et les échauffourées pascales du Quartier latin comme la préfiguration des barricades de la rue Gay-Lussac.

Après cette flambée, l'année universitaire semblait devoir s'achever en roue libre. Il était temps de songer à rédiger mon mémoire sur Lénine et la crise. Avec Martine, nous partîmes en stop pour une retraite studieuse dans le cabanon de ma mère, à Saint-Pierre-la-Mer. De passage à Toulouse, nous avons harangué un amphi bondé de la faculté Albert-Lautman (du nom du grand logicien – tonton d'Alain Krivine – exécuté par les nazis), en relatant par le menu l'épopée nanterroise. Remonté à bloc, l'auditoire partit en manif, balayant au passage un groupe d'Occident (où figurait sans doute Bernard Antony, le futur « Romain Marie » du Front national). Petit frère du « 22 mars », le Mouvement du 25 avril était né.

Nous sommes partis pour la côte audoise avec le sentiment du devoir accompli. Le temps était magnifique. Nous passions de longues heures à rôtir dans les rochers en annotant les encombrants

volumes de Lénine. Le matin, je trottinais jusqu'au petit port de Brossolette pour acheter *Le Monde*. Un beau jour, les manchettes annoncèrent que la Sorbonne était investie par la police et que le Quartier latin était en émeute. Nous avons illico remballé Lénine, les maillots de bain et les crèmes bronzantes.

La JCR avait judicieusement réservé la grande salle de la Mutu pour un meeting européen le 9 mai. Je devais y intervenir comme militant du « 22 mars », aux côtés d'Ernest Mandel, de Massimo Gorla (futur député italien), de Paolo Flores d'Arcais (l'un des animateurs avec Nanni Moretti des *girotondi* contre Berlusconi), d'Henri Weber. L'après-midi, eut lieu un sit-out improvisé place de la Sorbonne, où Dany Cohn-Bendit traita vertement Aragon de crapule stalinienne. L'heure tournant, nous commencions à nous inquiéter du sort de notre meeting. Weber eut alors l'idée de l'offrir au mouvement en ouvrant la tribune et en retirant (par une opération *No Logo* innovante) les sigles qui décoraient la salle. Cohn-Bendit se joignit aux orateurs initialement prévus. Le lendemain, ce fut la nuit bleue des barricades.

Partie du vieux lion de Denfert, la manifestation de protestation contre la fermeture de la Sorbonne parvint au carrefour du Luxembourg, où elle hésita sans se résoudre à la dispersion. Soudain, des coups sourds. On dépavait. Provocation ? Innovation ? Répétition symbolique spontanée d'un geste évoquant les glorieux précédents de la rue Saint-Merri, de la rue de la Fontaine-au-Roi (défendue par Varlin, Ferré et Jean-Baptiste Clément), de la rue Ramponeau (où Lissagaray fit le coup de feu), du carrefour Ledru-Rollin (où tomba le député Baudin) ? Plusieurs fois, on eut le sentiment que la fougue allait s'éteindre avec la tombée de la nuit. Des tronçonneuses avaient pourtant surgi d'on ne savait où. Des arbres étaient abattus. Des voitures retournées, transformées en remparts, avec meurtrières et mâchicoulis. Les barricadiers rivalisaient d'imagination comme s'ils participaient au concours du plus bel édifice subversif, décorant les pavés de pots de fleurs, de calicots, de pièces de brocante. La barricade la plus généreusement inutile fut, par une sorte d'ironie, volontaire ou non, dressée devant… l'impasse Royer-Collard ! Ses défenseurs n'en affichaient pas moins une détermination réfractaire à toute idée de reddition.

Au petit jour, nous nous sommes retrouvés, avec Alain Krivine et un quarteron de rescapés exténués, les yeux rougis et larmoyants, dans la cour de l'ENS d'Ulm. Quelques normaliens maoïstes qui étaient partis, la veille au soir, se coucher en dénonçant cette tocade de « jardinage petit-bourgeois » émergeaient tout penauds de leurs rêves écarlates.

Mai 68 avait commencé.

Inutile de revenir sur les péripéties de ce mois vécu au jour le jour dans une confusion comparable à celle de Fabrice à Waterloo[12]. Nous avons marché sous les murs de Renault-Billancourt, comme s'ils devaient s'effondrer, à l'instar des murailles de Jéricho, au son de nos mégaphones enroués. Expédié propager la bonne parole à Bruxelles, j'ai été expulsé de Belgique et interdit de séjour après un meeting enfumé à la brasserie du Maillot jaune. Une colonne motorisée de militants belges escorta la voiture du maire du faubourg Saint-Gilles qui me reconduisit en France. Nous avons tenu en Sorbonne des réunions régulières de formation et publié un modeste bulletin recto verso quotidien, intitulé simplement *Aujourd'hui*. J'en assurais la plupart du temps la rédaction avec Henri Weber et Guy Hocquenghem. La nuit où la Bourse brûla, nous avions voulu, Krivine, Weber et moi, lever la tête du guidon pour réfléchir à la suite des événements. Nous sentions bien, ce 24 mai, que le mouvement était à un tournant. À peine étions-nous arrivés à son appartement de la rue Saint-Georges, Alain alluma la radio en ouvrant une boîte de sardines. On se battait encore au Quartier. Henri y voyait la confirmation que l'imagination s'essoufflait et que le mouvement commençait à se mordre la queue. Toujours activiste, Alain voulut repartir au milieu de la nuit faire le tour des dernières barricades. Furieux de cette agitation fébrile, Henri partit se coucher. Il n'avait probablement pas tort. Boulevard Raspail, Alain et moi avons été soudain enlevés par des gros bras et jetés dans une camionnette banalisée au capitonnage inquiétant. Nous nous attendions à subir un mauvais sort. Ce ne fut qu'une intimidation.

Fin juin, la JCR fut dissoute par décision du gouvernement, en même temps que d'autres

organisations, dont La Voix ouvrière (aujourd'hui Lutte ouvrière). Une dizaine de camarades, dont Pierre Rousset, Isaac Joshua, Alain Krivine (trop connu déjà pour n'être pas encombrant en situation de clandestinité) se retrouvèrent à la Santé, tandis que quelques camarades femmes, dont Pierrette Chenot, étaient incarcérées à la Roquette. L'été fut mis à profit pour renouer les liens distendus entre les groupes locaux, pour mettre sur pied des boîtes aux lettres et des liaisons fiables, pour jeter les bases d'une structure clandestine et préparer une rentrée en fanfare.

Par l'entremise de Jean Labib, Weber et moi avions trouvé refuge au 5, rue Saint-Benoît, chez Marguerite Duras. Question sécurité, cette retraite peu discrète au cœur de Saint-Germain-des-Prés était absurde. Impossible de descendre acheter une baguette au marché de Buci sans tomber sur une connaissance. Aussi restions-nous la plupart du temps claquemurés. Le mois de juillet fut caniculaire. Nous nous étions engagés par contrat à fournir dès l'automne aux éditions Maspero un livre sur Mai, écrit à chaud, sans recul, sans documentation ni archives, et surtout sans expérience d'écriture. Dubitative, Marguerite eut la délicatesse de ne pas nous décourager. Pour soutenir nos ardeurs graphomanes, nous avons découvert sous l'évier une réserve de pisse-dru. Travaillant sur un tournage, elle ramenait à la maison les reliefs du buffet de plateau dont nous faisions festin. Un jour, en son absence, nous avons reçu la visite d'un groupe de « Katangais » patibulaires, venus rançonner « la vieille » (*sic*) au nom du prolétariat. Nous avons éconduit les intrus. Pas mécontente d'avoir à domicile deux dévoués gardes du corps, Marguerite fit installer un œil-de-bœuf.

Pendant que nous nous échinions laborieusement à notre pensum de vacances, elle recevait souvent la visite vespérale de Dionys Mascolo, de Robert Antelme et de Maurice Blanchot. Ils animaient le Comité Étudiants-Écrivains dont le manifeste, publié par les *Lettres nouvelles*, s'engageait imprudemment à renoncer aux signatures d'auteur. À notre grande honte, nous n'avions pas encore lu *L'Espèce humaine* d'Antelme, ni *Le Communisme* de Mascolo, et pas grand-chose de Blanchot, en dehors de *Thomas l'Obscur*. De Marguerite, Henri connaissait *Un barrage contre le Pacifique*. J'entrepris de combler mes lacunes en extrayant des rayonnages *Dix heures et demie du soir en été* ou *L'Après-Midi de monsieur Andesmas*. Tout à nos urgences militantes, nous avons cependant manqué de curiosité, ne prêtant guère attention aux conciliabules de nos hôtes. Je regrette encore, aujourd'hui, d'être passé à côté de cette précieuse rencontre.

Pendant un temps, Marguerite accepta de servir de boîte aux lettres et de recevoir le courrier de la Ligue. J'allais relever ce courrier en lui tenant compagnie pendant qu'elle déjeunait d'œufs au plat à la brasserie du Pré aux Clercs.

En août, Henri et moi avons poursuivi séparément nos travaux d'écriture, avant de nous retrouver du côté de Vauvert, dans un mas de la famille Lamour. Compagne de l'économiste Michel Gutelman, spécialiste des questions agraires, Catherine Lamour venait d'adhérer à la Ligue. Entre une abrivade et une daube de taureau gardiane, nous organisions des expéditions pour badigeonner au goudron (pratiquement indélébile) des : « Libérez Krivine et Rousset ! »

Pendant ce temps, Jean Labib et Michel Rotman arpentaient l'Hexagone pour rétablir les communications avec les sections locales et mettre sur pied un système de cotisations dont nous avions un besoin pressant. Malgré une direction nationale partiellement décapitée par les arrestations, les sections répondaient par leurs propres moyens aux exigences de la situation. Il en fut de même lors de notre seconde dissolution, en juin 1973. En dépit de sa réputation léniniste, notre organisation réticulaire se passait assez bien de ses dirigeants. Une bombe aurait pu anéantir son comité central sans qu'elle cesse de fonctionner, chaque militant(e) étant une conjuration à lui (elle) tout(e) seul(e).

Les compères Rotman et Labib ont bien fait les choses. Dès la fin août, nous pouvions réunir à Bruxelles notre direction nationale au grand complet (à l'exception des bagnards de la Santé), après un passage discret de la frontière à travers les champs de betteraves et de houblon. Retrouvailles, émotions, effusions, récits… Conclusion pratico-théorique : Mai 68 n'était qu'un début, « une répétition générale », une pâle copie de Février. Il fallait s'atteler sans tarder aux préparatifs d'Octobre. Les droits

versés par Maspero aux coauteurs de *Mai 68, répétition générale* financeraient le lancement de notre *Iskra*, un journal à la fonction d'« organisateur collectif » qui annonçait fièrement sa couleur, *Rouge*, titre choisi sur les conseils de Jean Chalit.

Notre séjour bruxellois fut assez long pour nous rendre compatissants envers ces pauvres Marx, Hugo, et tous ceux qui, au fil des péripéties répressives, durent chercher un jour refuge en Belgique. La généreuse hospitalité de nos camarades belges n'est pas en cause, bien au contraire. Nous étions hébergés dans un local clandestin de la section belge de la IVe Internationale, au milieu de piles de revues et de journaux invendus, sentant le moisi et le tabac froid. Mais rien, dans cette ville, ne pouvait contredire l'aversion qu'elle inspira à Baudelaire. La place de Brouckère avait perdu le charme qu'elle avait encore pour les aïeux de Jacques Brel. Les chopes fraîches ingurgitées sur la place de l'Hôtel-de-Ville (près de la maison où Marx séjourna en 1846) et les moules-frites de Chez Léon (qui n'était pas devenu la chaîne internationale spécialisée dans le mollusque et la frite molle) ne suffirent même pas à égayer notre exil miniature.

Étant donné la composition sociale, à grande majorité lycéenne et étudiante, de notre organisation, la rentrée universitaire était la grande échéance. À Bruxelles, nous avons reçu la visite d'une délégation du PSU, conduite par Marc Heurgon et Jacques Sauvageot, alors président de l'UNEF en exercice. Nos pourparlers sur l'avenir du syndicalisme étudiant s'enlisèrent. Le PSU entendait garder le contrôle de son microappareil et nous sous-estimions les enjeux financiers des batailles autour de la gestion de la MNEF. Quelques mois plus tard, le congrès de Marseille de l'UNEF s'acheva, la veille de Noël, par une bataille nocturne de procédure, au cours de laquelle les avocats sauvèrent la direction sortante, en invalidant pour vices de forme administratifs les grosses sections locales dont la majorité avait basculé à gauche sous la pression du mouvement. Au petit jour, la bouche pâteuse, grugés et meurtris, nous formions un dernier carré sur le parvis de la fac Saint-Charles (dont Samuel Johsua, Sami Naïr, Joanny Hocquenghem). Nous avons regardé se lever le pâle soleil de décembre, en ruminant cette cuisante leçon de manœuvre bureaucratique.

Déjà pourtant l'UNEF perdait de son importance. La police mexicaine tirait sur les manifestants de la place Tlatelolco. Les étudiants se soulevaient au Pakistan. Des poings gantés de noir se levaient sur le podium olympique des Jeux de Mexico. La planète semblait se couvrir de brasiers, dont nous ne voulions voir que la lumière.

L'histoire nous mordait la nuque.

Le temps n'était pas encore venu de la lente impatience.

1 Heinrich Heine, *De l'Allemagne*, *op. cit.*, p. 75.

2 Ou plus tard, et dans un genre différent, François Bon, artisan d'une prose poétique du temps, des machines, de la matière et du paysage.

3 Jean-Chirstophe Bailly fut militant de la Ligue communiste à Nanterre après 68. Il dit l'avoir quittée lorsque des cauchemars sur une hypothétique fusion avec Lutte ouvrière commencèrent à inhiber son imagination poétique. Serge Pey, qui rejoignit la Ligue après 68, est toujours un ami et un poète, internationalement reconnu, d'une intarissable inventivité.

4 Qui apparaît dans *La Chinoise* de Jean-Luc Godard. Il fut tué quelques années plus tard dans une prison sénégalaise.

5 Comme Jean-Luc Painaut, Michel Tourneux, Gilbert Vaudey-Jederman (prémuni par sa culture surréaliste et par sa passion pour les poètes du *Grand Jeu* contre le catéchisme maoïste bêtifiant) ou Jean-François Petillot (devenu depuis traducteur de Stefan Zweig).

6 Gédéons : les « grands dirigeants », selon la formule rapportée par Gilles Châtelet dans *Vivre et penser comme des porcs* , Paris, Exils, 1998.

7 Outre Pierre Rousset, le fils de David, hôte de ces lieux, le cercle réunissait notamment Henri Weber, Pascale Werner, Dominique Mehl, Bertrand Marie, Bertrand Prouet, Josette et Jeanine Trat, Philippe Mussat, Jean-Michel Gerassy. Marc Sautet, le futur gourou des cafés philo, y fit quelques apparitions. Seul ulmard parmi nous, Guy Hocquenghem apparaissait par intermittence, auréolé de sa différence, toujours grinçant et étrangement beau. Il venait d'un autre monde où il incarnait en solitaire notre dissidence dans la dissidence.

8 Constiuée cette année-là à La Havane à l'initiative des Cubains. François Maspero venait d'en éditer les documents dans un numéro spécial de la revue *Partisans*.

9 Notre cercle comptait notamment dans ses rangs Xavier Langlade, Bernard Conein, Jean-François Godchau, Nicole Lapierre, Marc Sandberg, Alain Frappard, Dominique et Florence Prudhomme, Scalabrino, Brossat, Denise Avenas, Martine et moi-même. En cours d'année, se joignirent à nous Aron Barzman (fils d'un scénariste américain victime du maccarthysme), Pierrette Bourgoin (la fille du colonel), Sophie Petersen (future conseillère à l'Élysée sous Mitterrand), Raymond Piskor, Danièle Schulman, Jacques Rzepsky, Manuel Castells (réfugié espagnol, militant d'Action communiste, alors jeune chargé de cours de socio), Èvelyne Haas (la compagne de Serge July qui cosigna avec Geismar et lui le mémorable *Vers la guerre civile*). Brigitte Jacque et Pascal Bonitzer firent des apparitions furtives.

10 « Nous sommes une petite minorité radicale ! »

11 Michel Surya, *De la domination*, Tours, Farrago, 1999, p. 33.

12 Voir Daniel Bensaïd et Henri Weber, *Mai 68 : une répétition générale*, Paris, Maspero, 1968 ; et Daniel Bensaïd et Alain Krivine, *Mai Si !*, Paris, La Brèche, 1988.

6

Mai Si (affaire non classée)

« Nous croyons qu'une révolution est une solution nette, et nous savons que cela non plus n'est pas exact. Ce sont là des simplifications grossières des choses. »
Paul Valéry, Variations, II

« Cherchant à expliquer le présent par le passé, on reconnaît en même temps comment le passé est rendu intelligible par le présent et quelle lumière il emprunte à chaque nouvelle journée ; ce dont nos faiseurs de manuels historiques n'ont eu jusqu'ici aucun soupçon. Ils croyaient que les actes de l'histoire de la révolution étaient clos, et déjà ils avaient prononcé leur jugement définitif sur les hommes et sur les choses. »
Heinrich Heine,

De la France

Assez de ressassements soixante-huitards, de glu générationnelle, de souvenirs de chambrée sublimés en plus bel âge de la vie. On en a trop dit, et trop fait. Une montagne, de ce qui fut un pli ou une bosse sur une morne plaine, mais point une cime historique s'élançant à l'assaut du ciel. Nous ne sommes pas nés à l'action politique en 68, et nous ne sommes pas otages de cette naissance imaginaire[1].

Comme tout événement authentique, « l'affaire 68 » n'est pourtant pas classée. La sociologue américaine Kristin Ross[2] a démonté récemment le laborieux travail de « gestion mémorielle » qui, en trente années de célébrations et de commémorations, finit par réduire la grève générale la plus importante de l'histoire à un monôme juvénile ou à un banal « nettoyage de printemps ».

Cette entreprise de déminage a trouvé son aboutissement dans la formule du sociologue allemand, soutenant qu'« il ne s'est rien passé en 1968 en France[3] ». Un événement en trompe-l'œil aurait seulement masqué l'événement authentique du printemps de Prague. Soucieux de justifier leur trajectoire ultérieure, nombre d'« acteurs de Mai » ont généreusement contribué à cette révision, accompagnant et nourrissant de leur témoignage autorisé la réaction libérale des années quatre-vingt. Dès 1977, Gilles Deleuze avait perçu, dans la haine et la rancœur montante des nouveaux philosophes envers Mai 68, le signe irréfutable d'une élévation du « seuil habituel de la connerie[4] » !

Il s'agissait bien d'une entreprise de dépolitisation et de déshistorisation. Loin d'ouvrir un champ inédit de possibles, l'événement est réduit à un simple maillon, inséré dans un long processus de modernisation et d'aggiornamento culturel. Au lieu de révéler les contradictions du capitalisme contemporain, l'explosion sociale n'est plus qu'un accélérateur permettant « l'accomplissement de ses désirs les plus profonds » : « Suivant cette téléologie du présent, l'histoire officielle élimine ainsi la mémoire des alternatives passées, où se laissèrent entrevoir d'autres dénouements possibles que ce qui est effectivement advenu[5]. » La rupture temporelle s'efface alors dans la répétition du même. Rien ne s'est passé qui ait pu déranger l'ordre immuable des travaux et des jours.

Un an après les journées de Juin 1848, qui cassèrent en deux le cours de l'histoire moderne, Auguste Comte publia son *Calendrier positiviste* ou *Calendrier général de commémoration publique*. Il attribuait à la commémoration la fonction de « développer profondément chez la génération actuelle le sentiment de continuité », afin de « faire convenablement prévaloir l'esprit organique sur l'esprit critique » et de contribuer à ce qu'« ordre et progrès » l'emportent définitivement sur « les utopies subversives » : « Quand le sacerdoce de l'Humanité aura ainsi fait librement adopter sa théorie du passé, il aura, par cela même, pris possession de l'avenir. » Emporté par sa passion normative et par son souci de conjurer les tumultes révolutionnaires, Comte prophétisait « l'avènement social de la seule philosophie [la sienne] qui puisse terminer la révolution occidentale ». Conformément à cette logique d'engrenage denté, Rousseau fut exclu du calendrier positiviste, pour cause d'« esprit critique ». Le cher

Blanqui voyait juste, pour qui le positivisme n'était qu'une « doctrine exécrable du fatalisme historique », selon lequel « ce qui arrive est bien, par cela seul que cela arrive[6] ».

En 1998, les officiants médiatiques des cérémonies du trentenaire ont fait du positivisme sans le savoir, devançant la trouvaille du baron Seillière pour qui « le nouveau positivisme » constitue désormais le discours apologétique adéquat du nouvel ordre libéral. Les soixante-huitards fourbus et repentis entendaient cultiver à leur tour le sentiment de continuité, et faire prévaloir sur les utopies subversives d'antan le progrès à pas de tortue de la démocratie de marché. À leur tour, ils ont cru pouvoir, en s'appropriant le passé, apprivoiser l'avenir. Conjurant les spectres de Mai, ils ont voulu consacrer la victoire de l'esprit organique du capital sur l'esprit critique de la rue, et en finir une fois pour toutes avec l'interminable révolution occidentale.

Avec le poids des ans, de renégations en compromissions, les rebelles d'hier, recyclés dans le rose bonbon et le vert pâle, ou reconvertis dans la pitrerie médiatique, en étaient rendus, réduisant l'événement politique à un banal dépit amoureux ou à une grosse blessure narcissique, à considérer leurs propres émois de jeunesse avec la condescendance attendrie de l'âge mur et adulte, adultement vieillis et mûrement rancis.

L'asphalte n'avait pas encore recouvert les pavés que, dès l'automne 68, le mythe avait déjà bondi sur les épaules de l'Histoire. Il y eut « la révolution introuvable », exercice d'exorcisme à chaud exécuté avec un certain talent par Raymond Aron. Il y eut le mai assagi et laborieux « des prolétaires », revu par Georges Séguy pour doucher froidement les ardeurs lyriques du printemps. Il y eut, à l'opposé, les rodomontades martiales d'Alain Geismar et de Serge July dans leur mémorable essai *Vers la guerre civile*. Petit livre rouge au poing, André Glucksmann célébrait la victoire définitive du « Vent d'Est » sur le vent d'Ouest. Il n'est guère étonnant que ces prédicateurs de la nouvelle résistance populaire aient été par la suite effrayés de leurs propres pulsions totalitaires. Ils n'ont guère tardé à se métamorphoser alors en nouveaux croisés de l'Occident, surfant sur le vent réellement dominant, le vent d'Ouest bien entendu. Prudemment retiré de la scène en attendant son heure, Mitterrand se contentait de peaufiner sa « part de vérité ».

Plus sobrement, nous parlions de « répétition générale ». C'était encore exagéré, sans doute. Mais certainement moins délirant que les envolées lyriques des futurs ex-nouveaux philosophes.

En 1978, la voiture-balai de l'Union (et de la désunion) de la gauche était passée par là : « Une seule solution, le Programme commun ! » avaient scandé, six ans durant, les cortèges Nation-Bastille-République et retour. Corollaire logique : plus de programme commun = plus de solution. Deuil des grandes espérances et enterrement sans grande pompe du changement annoncé.

Le dixième anniversaire fournit encore l'occasion d'une controverse stratégique. Les dictatures étaient tombées en Grèce, au Portugal, en Espagne. En France, malgré sa division, la gauche avait frôlé la victoire aux élections législatives de mars. Rivalisant avec la démocratie chrétienne, le parti communiste italien avait atteint en 1976 son apogée électoral. Les partis communistes du sud de l'Europe tentaient leur rénovation eurocommuniste. On débattait passionnément du coup d'État au Chili, de la révolution portugaise des œillets, de la transition monarchique négociée en Espagne. On polémiquait avec ardeur sur le pouvoir populaire, la grève générale, l'autogestion, les zones libérées et l'insurrection armée. Les vents avaient pourtant commencé à tourbillonner. L'ère Tina (*There is no alternative*) allait débuter dans l'Angleterre de Thatcher et dans l'Amérique de Reagan.

En France, la droite giscardienne était au pouvoir. Mués en conseillers virtuels du prince, les prétendants de 68 rongeaient encore leur frein dans les antichambres, un pied glissé, déjà, dans l'entrebâillement de la porte. Excédé par l'emphase d'une geste soixante-huitarde observée à distance, Régis Debray annonçait les célébrations postmodernes de Mai : « La république bourgeoise avait fêté dans la prise de la Bastille sa naissance, elle fêtera un jour sa renaissance dans la prise de parole de 1968. » Le mouvement de contestation apparaîtrait rétrospectivement comme un rattrapage culturel consistant à « donner des mœurs à l'industrialisation[7] ». Ce mouvement aurait en effet contribué à

bousculer et ébranler les valeurs collectives qui freinaient la nouvelle expansion du capital, « les deux religions solidaires de la nation et du prolétariat ». Après Mai, et grâce à lui, « le privé mange le public » : « La communion des ego sur les barricades est devenue égocentrisme généralisé, le don de soi culte du moi, l'exaltation des libertés entérinement des inégalités. » Ce dénigrement ressentimental annonçait à front renversé la réaction contre la « pensée 68[8] », sur le thème : « C'est la faute à 68 et aux soixante-huitards ! » Il anticipait aussi, avec un sens aigu de l'opportunité, sur la réinterprétation autojustificative de Mai par les ralliés au mitterrandisme victorieux.

En 1988, changement de décor. 68 fêtait ses vingt ans, et ce n'était certainement pas son plus bel âge. Mitterrand entamait un second septennat. Le soixante-huitard avait la quarantaine grisonnante et bourgeoisante. Riches et enfin célèbres ! Dans un style de telenovela – « amour, gloire et beauté ! » – la *success story* de Hamon et Rotman offrit à cette génération comblée son roman d'apprentissage. Le bleu de chauffe était passé de mode. L'histoire sociale aussi. Les masses et les classes étaient gommées de la photo souvenir. L'heure était aux intrigues de cour, aux princesses et aux princes charmants de la Mitterrandie.

Nous l'avions tant aimée[9]*…*

Variante narcissique :

Nous nous sommes tant aimés…

Adieux aux amours et aux armes.

Place à la realpolitik !

Après l'imagination au pouvoir, « l'imagination dans le bon sens[10] » !

En pleine réaction libérale reaganienne et thatchérienne, les cérémonies du vingtième anniversaire prirent l'allure d'une bataille de mémoire, divisant une génération partagée – inégalement – entre rebelles et repentis. L'ascenseur social de la promotion Mitterrand et l'appétit de pouvoir avaient fait leur œuvre. Il était convenable, désormais, de réduire Mai 68 à un phénomène générationnel et culturel, à un soulèvement de la jeunesse contre les archaïsmes d'un État jacobin centralisateur, contre les pudibonderies d'un ordre moral suranné et contre la rigidité des hiérarchies sociales établies. Sa poussée modernisatrice aurait eu pour vertus principales la promotion d'un individualisme hédoniste, la libération sexuelle, et une aspiration à la décentralisation. Autrement dit, une rénovation libérale du bon vieux capitalisme. Régis Debray pouvait enregistrer avec satisfaction cette confirmation de ses sombres prophéties.

Sur le plan international, le désenchantement du tiers-mondisme et de ses illusions lyriques faisait son chemin. Pascal Bruckner s'employait à déculpabiliser l'homme blanc, en l'invitant à ravaler ses sanglots longs. Les nouveaux philosophes, qui avaient découvert (tardivement) le goulag à travers Soljenitsyne (faute d'avoir lu à temps David Rousset, Ante Ciliga ou Victor Serge), tenaient le haut du pavé éditorial. Sur l'écran des idéologies, l'opposition binaire entre totalitarisme et démocratie (sans adjectif) remplaçait la lutte des classes et l'anti-impérialisme. Il fallait que la révolution fût « déclarée impossible, uniformément et de tout temps[11] ».

1998. Trente ans, déjà…

Coucou, et caetera.

Sans devenir franchement écarlate, le fond de l'air reprenait des couleurs. En France, bien sûr, avec les drapeaux et les braseros de l'hiver 1995. En Europe plus largement, avec l'euro-marche des chômeurs de 1997 à Amsterdam. Après les euromarchés, les eurodevises et l'euromonnaie, venait le temps des eurogrèves, des euromarches, des eurorévoltes, et des euromanifestations de Nice (2000), Gênes (2001), Florence (2002). Dès 1999, la mobilisation de Seattle contre l'Organisation mondiale du commerce allait donner un nouvel essor aux mouvements de résistance à la mondialisation libérale.

Dans un livre publié à l'occasion du trentième anniversaire, Henri Weber, converti en 1986 au socialisme fabiusien, caractérisait « les événements » de Mai par leur dimension internationale, par leur dynamique principalement générationnelle (« sa force motrice n'est pas une classe sociale, mais une classe d'âge ») et par leur visée « démocratique et libertaire[12] ». Ce triptyque ne permet guère de comprendre ce qui, dans ces « événements » (au pluriel), a fait du Mai français un événement singulier de portée internationale. Les caractéristiques en question sont en effet communes à tous les grands mouvements étudiants des années soixante, des États-Unis à l'Allemagne, en passant par le Mexique, le Japon, la Pologne ou le Pakistan. La « modernisation des mœurs » s'inscrit dans une tendance lourde qui a fini par s'imposer, de la Suède social-démocrate à la movida postfranquiste en Espagne, sans qu'on en fît toute une histoire.

Le regard porté sur l'événement déterminait le bilan que, trente ans après, on prétendait en tirer. Pour Weber, il était « largement positif » : « Au milieu des années 70, la société française est devenue beaucoup plus libérale, plus démocratique, plus hédoniste, plus solidaire, plus égalitaire. » Le virage libéral était pris, en effet. Mais, loin de conforter la solidarité et l'égalité, il allait les anéantir méthodiquement, et les deux septennats de François Mitterrand n'y ont pas peu contribué. Weber déplorait en revanche « le vif retour de flamme », après les grèves de l'hiver 1995, « de la culture révolutionnaire et de l'anticapitalisme de principe », ainsi que « le regain de l'idéologie de la lutte des classes » et « les rigidités introduites dans l'économie » par les acquis sociaux ! Est positif ce qui favorise l'accès des classes moyennes à l'élite dirigeante, sont négatives les « rigidités » qui entravent le fonctionnement performant du capitalisme libéralisé. Jugement socialement typé !

Kristin Ross récuse les deux discours qui concourent à la neutralisation politique de Mai 68. D'une part, la « confiscation biographique » réduirait l'événement à un « drame générationnel », pour mieux conjurer le spectre de la lutte des classes au profit d'un conflit récurrent de générations. Il faut bien, dit le dicton, que jeunesse se passe[13]. Ce tour de bonneteau permet du même coup d'instituer les porte-parole médiatisés de la génération en interprètes autorisés des années soixante : en vertu d'une loi biologique implacable du vieillissement, qui entraînerait un progrès nécessaire dans l'ordre de la sagesse et de la raison, les bohèmes insoumis se métamorphoseraient en bobos rassis et en parvenus déniaisés. L'ordre peut alors régner dans le meilleur des mondes capitalistes possible.

« L'anesthésie sociologique » constituerait l'autre forme de neutralisation de l'événement. Cette récupération à prétention savante dissout sa singularité dans les tendances lourdes, la longue durée et la quantification statistique. Elle répète, à moindre échelle, l'effacement politique infligé à la Révolution française à l'occasion du bicentenaire. Alors qu'un processus de modernisation inéluctable était en cours, un accident (les mauvais conseils prodigués à Louis Capet en 1789, ou les maladresses policières en 1968) aurait fait déraper la situation et ouvert une fâcheuse parenthèse, avant que l'histoire reprenne son cours normal et le progrès sa marche en avant. Cette théorie du dérapage ou de la déviation[14], escamote la bifurcation événementielle et dissout la pluralité des possibles dans la fatalité du fait accompli[15] : après un détour malencontreux ou un regrettable contretemps, le grand fleuve de l'histoire retrouverait tranquillement son lit.

Non contents de banaliser l'événement, ces discours lui imputent la responsabilité des archaïsmes et des « retards » accumulés par la société. Contrariant la force des choses, la Révolution française aurait ainsi créé un pays de petits propriétaires ruraux, avec ses centaines de fromages et de vins, retardant

une urbanisation et une industrialisation libératrices. De même, Mai 68 aurait renforcé les « rigidités sociales » (lire : les droits sociaux conquis !) et entravé une réforme libérale naturellement inscrite dans le sens de l'histoire. Alors que Marx fut souvent injustement accusé de déterminisme économique, ce déterminisme historique et technologique constitue la trame profonde de la rhétorique néolibérale.

Cette relecture idéologique de Mai participe du « tournant culturel » qui s'est opéré dans le champ intellectuel vers la fin des années soixante-dix. Sous l'effet du reflux, la « critique artiste » se détache alors de la « critique sociale[16] ». Dans les années soixante, la revendication de justice sociale et la critique de l'aliénation marchande allaient au contraire de pair.

En mai 1998, un magazine branché, *Technikart*, publiait un numéro anniversaire sous une couverture racoleuse : *Mai 68 était-il bidon ? Enquête sur un mythe français*. L'ensemble du dossier illustrait, sans fioriture, le plus platement et le plus clairement du monde, la dépolitisation libéralo-libertaire : « Mai 68 n'était pas politique, mais culturel. Il n'était pas révolutionnaire, mais contestataire, pas utopiste mais hédoniste. Mai 68 n'était pas les années 70, il était les années 90. Mai 68 ne s'est même pas passé au mois de mai, mais en mars [à l'université de Nanterre]. »

Exit la grève générale. Retour à la case départ de la « commune étudiante », et à ses stars.

Mai 68 contre mars 68 ? La ringardise ouvrière contre la modernité universitaire ? La contre-révolution prolétarienne contre la révolution juvénile ? Pour avoir su revenir à temps de ses émois de jeunesse et sur son « obsession du lien avec la classe ouvrière », Serge July avait droit aux félicitations chaleureuses des techni-encartés. Refoulée, la grève, trop lourde, trop peuple, pas assez light, pas assez fun. Conclusion techni-branchée : « Ils essaient de nous faire avaler un 68 politique qui nous ennuie, le nôtre est social, culturel, c'est celui du 22 mars. »

Cette opposition entre la pesanteur archaïque du social et l'insoutenable légèreté de la culture est apparue clairement en 1997, lorsque Jacques Julliard et Romain Goupil ont opposé le « sociétal » au social, la couleur vive hollywoodienne du mouvement contre les lois Pasqua au sépia suranné des piquets de grève, la modernité triomphante des créateurs d'images au conservatisme borné et corporatif des cheminots.

Péroraison des nouveaux vieux de *Technikart* : « Être un traître heureux ou un pauvre type sans le sou, voilà l'alternative excitante que nous a léguée la génération de 68. […] Les années 90 ont mis en œuvre un programme révolutionnaire : se réapproprier sa propre vie. Une insurrection souterraine et silencieuse qui – au désespoir des vieilles ganaches et des romantiques faisandés – n'a pas eu recours à de quelconques barricades. À la logique de rupture, de la table rase, sur laquelle se sont tant excités les révolutionnaires léninistes de Mai 68, succède un imaginaire d'alliance. Ne plus remplacer un monde et ses califes par un autre, mais au contraire, accepter celui qui nous est légué en héritage et l'habiter au mieux. »

Après la génération Mitterrand, la génération cocoon. Après la renégation, la résignation à l'ordre immuable des choses. Demain, les chiens (de garde) ! Et à chacun sa niche !

Triste époque.

S'il ne s'était agi que d'une fièvre étudiante, Mai 68 figurerait pourtant en modeste place dans la chronique des révoltes de campus, nombreuses cette année-là. Rien n'aurait justifié son rayonnement international durable et sa portée symbolique universelle. La libéralisation des mœurs, le droit à la contraception et à l'avortement, l'individualisme sans individualité se sont imposés, à quelques années d'écart, dans toutes les sociétés développées.

Si la singularité française de 68 fait encore couler de l'encre, cela tient, pour une large part, au contexte international : la simultanéité du printemps de Prague, de l'offensive du Têt au Vietnam, des soulèvements étudiants au Mexique ou au Pakistan.

Et surtout, à la grève générale la plus puissante du XXe siècle. Sous les pavés, la grève ! La dernière d'un cycle, l'épilogue de l'épopée ouvrière du XIXe siècle, son bouquet final, l'ultime soubresaut d'un

monde sur le point de disparaître, symbolisé par un vieux philosophe grimpé sur un tonneau devant la forteresse ouvrière de Billancourt ? Ou bien la première grève civique d'un nouveau cycle, une levée en masse contre la réification marchande, dans un pays urbanisé, où le salariat représente plus de 80 % de la population active, un soulèvement social généralisé préfigurant les luttes du XXIe siècle ? Il y a probablement des deux : du nouveau en train de naître, et de l'ancien qui n'en finit pas de mourir.

Une irruption générale, entre déjà plus et pas encore.

Kristin Ross a le mérite de resituer la brève séquence de Mai (entre l'explosion étudiante du 3 mai et le discours de De Gaulle du 30 mai, annonçant les élections générales) dans ses conditions spatiales et temporelles. Elle rappelle le rapport entre la radicalisation de 68, la guerre d'Algérie et la décolonisation. Elle insiste sur le rôle des éditions Maspero, sur l'influence des livres de Fanon, de Sartre, de Nizan. Elle convoque le contexte international : la mort du Che, la révolution cubaine, la guerre d'Indochine, la révolution culturelle en Chine. Ce contexte met en relief l'événement. Il en fait un moment de cristallisation des possibles et lui donne sa véritable portée politique.

Un moment rare, où se combinent les effets du démantèlement des empires coloniaux, une rébellion massive du travail contre le capital (en France, en Italie, en Argentine notamment), des guerres de libération (Vietnam, colonies portugaises) et des mouvements de masse pour l'indépendance politique (Tchécoslovaquie), des mobilisations démocratiques de la jeunesse sur tous les continents, la montée de mouvements antiracistes et antiguerre aux États-Unis même. Sans doute ce faisceau de phénomènes ne suffit-il pas à porter une sérieuse menace au cœur même du système. Sans doute s'agit-il encore de ruptures à la marge ou dans les marges. Sans doute, l'année 68 a-t-elle connu son dénouement provisoire dans la reconduction symbolique du partage de Yalta : Lyndon Johnson se retirant dans son ranch pendant que les chars soviétiques écrasaient le printemps de Prague, et Leonid Brejnev tournant le dos au soulèvement parisien pour se prélasser dans sa datcha. En Chine aussi, le virage thermidorien était amorcé.

Il n'empêche. Le temps d'un éclair printanier, le mythe fugace a resurgi, cette « illusion très ancienne et pourtant très moderne », cette « étoile de toutes les renaissances », dont parlait le révolutionnaire péruvien José Carlos Mariategui, dans un essai des années vingt précisément intitulé *La Lutte finale* : « Le millenium messianique ne viendra jamais. Car l'être humain n'arrive que pour repartir. Il ne peut cependant se passer de croire que son nouveau voyage sera le dernier. Aucune révolution ne peut prévoir la révolution suivante, bien qu'elle la porte déjà en germe dans ses entrailles. »

La légende dorée post-soixante-huitarde des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix s'est au contraire employée à dissoudre la figure ouvrière (et dans une moindre mesure celle du militant anticolonialiste) au bénéfice du leader étudiant. Dans leur livre, publié au début des années quatre-vingt-dix, Hamon et Rotman proposaient ainsi une histoire anecdotique et biographique, où les apparents tiennent le premier rôle. Cette historiographie ahistorique met simplement hors jeu ce qu'Adolfo Gilly appelle « la politique du peuple » ou la politique de l'opprimé[17].

Si la critique de Kristin Ross est décapante, la repolitisation qu'elle appelle de ses vœux ne va cependant guère au-delà de généralités contestables. Ainsi, le sens politique de 68 tiendrait principalement à « la rencontre du colonisé », à la déconstruction des identités sociales, à « l'ouverture à l'altérité ». Jamais elle n'aborde la situation sous l'angle des stratégies, des rapports de force réels, des débats d'orientation sur la grève générale et son issue. Le dédain du travail sociologique, insuffisant certes mais non moins nécessaire, lui joue ainsi un mauvais tour. Ignorant superbement nombre d'enquêtes circonstanciées, elle nourrit son propos de témoignages parcellaires souvent superficiels, finissant par donner une image estropiée de la réalité. La critique idéologique du discours idéologique ne parvient plus alors à rétablir la dimension politique de l'affaire.

Si l'activité d'une nouvelle gauche radicale annonçait bien des modifications à l'œuvre sur le long

terme, la scène politique de 68 restait largement dominée par les organisations de la gauche traditionnelle, notamment par le Parti communiste. Il ne suffit pas de constater que les conquêtes de la grève générale sont restées inférieures à celles de 1936 ou de 1945 et relativement limitées par rapport à l'ampleur sans précédent de la mobilisation. Les compromis passés par les directions syndicales lors des négociations de Grenelle, leur volonté affichée de ne pas élargir la dynamique revendicative à l'affrontement politique, en portent une large part de responsabilité. La question demeure de savoir pourquoi ces résultats, non négligeables mais bien en deçà des possibilités, n'ont pas suscité de fractures plus importantes dans les syndicats et les partis majoritaires. Rien n'est advenu, en effet, de comparable, proportionnellement, à la crise provoquée par les grèves de Renault en 1947.

Au lieu de donner à la question stratégique du pouvoir toute son importance, Kristin Ross y voit au contraire le signe du reflux : elle n'apparaîtrait qu'à partir du moment où l'élan initial retombe et où l'événement devient cendre. Renvoyant dos à dos Raymond Aron et Pierre Goldmann (qui vit dans l'absence d'affrontement armé l'illustration des limites inhérentes à la conjoncture concrète), Ross affirme que « la question réelle était ailleurs, étrangère aux paramètres d'une révolution, manquée ou pas : pourquoi quelque chose s'est-il passé plutôt que rien ? » La thématique de la lutte pour le pouvoir ou pour le changement de gouvernement serait donc restée prisonnière d'un « récit déterminé par la logique de l'État ». La représentation d'une opposition entre un Lénine imaginaire et une Rosa Luxemburg tout aussi imaginaire ne dépasse pas les clichés et les platitudes ordinaires[18]. Subtil lorsqu'il s'agit de déchiffrer les symptômes culturels, le récit de Ross finit ainsi par opposer un mode de dépolitisation à un autre, réduisant la question stratégique de Mai à une rencontre manquée entre ouvriers et étudiants.

Elle glisse de la réhabilitation légitime de l'événement à son hypostase fétichisée, empruntant à Alain Badiou la formule magique de ce « quelque chose qui arrive par excès, au-delà de tout calcul[19] ». Cette inversion théologique, qui éternise l'instant du miracle au lieu d'y chercher un modeste fragment d'éternité, ne prépare guère à comprendre la trajectoire des différents courants politiques, tout au long des années soixante-dix et au-delà. Comme si, réduite à son moment critique, la politique devait s'éteindre avec lui.

Le problème n'est pas de chercher comment commémorer 68 autrement, mais d'admettre qu'il n'y a pas un « esprit de Mai » unique, mais des esprits au pluriel, leur Mai et le nôtre, qui s'oppose à sa confiscation libérale comme à son dénigrement régressif.

Libérale ou sociale-libérale, la « gestion mémorielle de 68 » s'abandonne d'autant plus volontiers aux effusions nostalgiques et narcissiques qu'elle se réjouit encore de cette « fausse révolution » qui nous aurait « définitivement guéris du grand soir » en préparant l'avènement d'une « gauche gestionnaire et consensuelle[20] ».

Symétriquement, la restauration républicaine à la mode Finkielkraut rend 68 responsable du relâchement des mœurs et du recul de la cohésion sociale. « Que nous est-il arrivé ? Oui, qu'arrive-t-il à la France trente ans après Mai 68 ? » s'interrogeait ainsi le futur néochiraquien Alexandre Adler à l'occasion des cérémonies du trentenaire[21]. Les « difficultés de 68 à faire souche » et les « racines lointaines » des difficultés présentes remonteraient selon lui à la défaite du gaullisme. Au mythe libéral d'un après-68 hédoniste et individualiste, il oppose l'antimythe gaulliste d'une Résistance une et indivisible. À explication courte, réponse simple : le salut par l'union sacrée républicaine, autoritaire et sécuritaire. À défaut d'un tandem Pasqua-Chevènement, remontant bras dessus bras dessous les Champs-Élysées avec sur leurs talons les fantômes de Malraux et de Debré (père), l'ex-stalinien retourné se convertit aux sarkozyades sécuritaires.

« Si les générations heureuses, concluait Henri Weber, sont celles qui ont réalisé au moins en partie les idéaux de leur jeunesse, la génération de 1968 n'a pas trop lieu de clamer sa douleur[22]. » Cette autosatisfaction repue fait écho aux béatitudes mondialisées d'Alain Minc et à l'euphorie perpétuelle de Bruckner. Le même genre de ritournelle accompagne généralement les retournements et les

revirements : ce n'est pas nous qui changeons, c'est la vie, c'est le vent, c'est l'air du temps…

Elle a bon dos, la vie. Il a bon dos, le vent.

Nous voulions un monde où le droit à l'existence l'emporte sur le droit de propriété, le pouvoir populaire sur la dictature marchande, la logique des besoins sur celle des profits, le bien public sur l'égoïsme privé. Le social-libéralisme au pouvoir sous Fabius, Rocard, Bérégovoy, Jospin a rigoureusement abouti à l'inverse. Nous avons crié : « Les frontières, on s'en fout ! » et « Nous sommes tous des Juifs allemands ! » Et la gauche gouvernante a fait la chasse aux sans-papiers. Et leur Europe libérale s'est bardée de nouvelles « zones d'attente » et autres centres de rétention. Nous nous étions réjouis de voir la Bourse flamber dans un feu de joie, et les soixante-huitards recyclés indexent désormais leur humeur sur la courbe du CAC 40.

« Les agnostiques et les sceptiques, les modérés et les pondérés, les prévoyants et les prudents ont sans doute dit et fait moins de bêtises, c'est surtout parce qu'ils ont moins fait », soupire nostalgiquement Weber. Les modérés et les pondérés, les prudents et les prévoyants d'aujourd'hui sont précisément nos régents et nos gérants, nos arrivés et nos parvenus (mais dans quel état !). Des jeunes gens rangés. Leur utopie du moindre mal n'est pas la moindre des utopies.

Ce n'était pourtant qu'un début. L'important, c'est la suite. Et la fin, bien sûr, qui n'en finit pas.

1 Pour une réévaluation critique de Mai 68, voir Daniel Bensaïd et Alain Krivine, *Mai Si !, op. cit.*

2 Kristin Ross, *May 68 and its Afterlives*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.

3 Wolf Lepenies, répondant à une conférence de Kristin Ross, Princeton, Institute of Advanced Study, 1999 : « Mais rien n'est arrivé en France en 68. Les institutions n'ont pas changé, l'université n'a pas changé, la condition des travailleurs n'a pas changé. En réalité, 68 c'est Prague, et Prague a renversé le mur de Berlin. » (Cité in Kristin Ross, *May 68 and its Afterlives, op. cit.*, p. 19.)

4 Gilles Deleuze, *Deux régimes de fous* [1977], Paris, Minuit, 2003, p. 131.

5 Kristin Ross, *May 68 and its Afterlives, op. cit.*, p. 6.

6 « Auguste Comte n'a rien découvert en quoi que ce soit. Il a classifié, nomenclaturé, pédantisé. Ce prétendu fondateur de la science positive s'est jeté brusquement dans les extravagances du mysticisme. Ce destructeur de dogmes a improvisé la religion de l'humanité avec sacrements et sacerdoces. Pourquoi ? Le coup d'État l'a terrifié. Il y a vu le triomphe soudain et inattendu du passé. Pour le fléchir et le séduire, il lui a offert une religion ultra-aristocratique, le système des castes, l'asservissement des masses, la domination absolue des riches, toutes les folies accumulées du Brahmanisme et du Christianisme. » (Auguste Blanqui, *Carnets*, 1er avril 1869 in *Instructions pour une prise d'armes*, Paris, Éditions de la Tête de Genille, 1972.) L'idéologie aussi a son comique de répétition.

7 Régis Debray, *Modeste contribution aux cérémonies officielles du dixième anniversaire*, Paris, Maspero, 1978.

8 Voir Luc Ferry et Alain Renaut, *La Pensée 68*, Paris, Gallimard, 1985.

9 Titre d'un livre de Daniel Cohn-Bendit publié en 1988 pour le vingtième anniversaire, Paris, Seuil, 1988.

10 Formule éloquente du Crédit agricole pour une campagne publicitaire des années quatre-vingt-dix.

11 Gilles Deleuze, *Deux régimes de fous, op. cit.*, p. 131.

12 Henri Weber, *Que reste-t-il de Mai 68 ?*, Paris, Points Seuil, 1998.

13 S'inspirant de Karl Mannheim, Kristin Ross démonte efficacement la fonction du concept de génération qui crée une solidarité fictive dans une classe d'âge. Dans sa *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary* (Paris, Albin Michel, 1986), Guy Hocquenghem s'insurgeait contre la complicité supposée de cette amicale des ex.

14 Dans sa *Réponse à John Lewis*, Althusser soutint lui aussi la thèse, aux lourds présupposés normatifs, de la « déviation stalinienne ».

15 « Le fait accompli a une puissance irrésistible. Il est le destin même. L'esprit en est accablé et n'ose se révolter. Terrible force pour les fatalistes de l'histoire, adorateurs de ce fait accompli ! Toutes les atrocités du vainqueur sont froidement transformées en évolution régulière inéluctable. » (Auguste Blanqui, *op. cit.*)

16 La distinction entre « critique artiste » (portant principalement sur l'aliénation) et « critique sociale » (portant sur l'injustice sociale) est développée par Luc Boltanski et Ève Chiapello dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

17 Voir Adolfo Gilly, *El Siglo del Relampago. Siete ensayos sobre el siglo XX*, Mexico, Ediciones La Jornada, 2002.

18 Kristin Ross, *May 68 and its Afterlives, op. cit.*, p. 73-75. Cette approche de la question du pouvoir est au diapason de celles de Toni Negri dans *Empire* ou de John Holloway dans *Changer le monde sans prendre le pouvoir*.

19 *Ibid.*, p. 26.

20 Bernard Guetta, *Le Nouvel Obervateur*, 23 avril 1998.

21 *Le Monde*, 20 mai 1998.

22 Henri Weber, *Que reste-t-il de Mai 68 ?, op. cit.*

7

Penser la crise

« Dans l'histoire du monde, un événement n'est pas toujours de façon directe le résultat d'un autre, et les événements influent plutôt les uns sur les autres par intermittence. »
Heinrich Heine,

De l'Allemagne

« Toute l'histoire humaine, en tant qu'elle manifeste la pensée, n'aura peut-être été que l'effet d'une sorte de crise. »
Paul Valéry,

Variétés, I

« Je ne m'intéresse pas à ce qui ne bouge pas, je m'intéresse à l'événement. L'événement n'a guère été une catégorie philosophique. »
Michel Foucault,

Dits et Écrits, II

Dans la paisible somnolence d'une classe préparatoire provinciale, le *Pour Marx* de Louis Althusser atterrit en 1965 comme un météore venu d'une lointaine planète. Sa lecture semblait élever notre activité brouillonne vers des sommets conceptuels. La sobre gravité de la jaquette grise promettait des trésors insoupçonnés. Nous ouvrant la découverte d'un « continent histoire », une science nouvelle nous invitait au voyage vers des archipels inexplorés. Nous étions pourtant perplexes à l'idée que cette noble connaissance ne fût pas plus historique que celle du sucre n'était sucrée. La réduction du foisonnement historique à l'ordre immuable des structures ne risquait-elle pas de rendre la révolution impensable, sinon improbable[1] ?

L'époque en pinçait, il est vrai, pour les grandes cohérences structurales. Les khâgnes se passionnaient pour la linguistique saussurienne et pour les structures élémentaires de la parenté. À l'opposé des figures évanescentes de la modernité, ce qui était stable et solide paraissait la seule matière digne d'un savoir proprement scientifique. Entre Althusser et nous, s'établit d'emblée un malentendu. Nous soupçonnions son antihistoricisme militant d'édifier un paradis conceptuel purifié de toute historicité. Son dédain de l'histoire charnelle lui permettait ainsi d'éluder un bilan sérieux de la période stalinienne. Prenant fait et cause pour l'ordre bureaucratique dans le conflit qui nous opposait à l'appareil du parti, son article polémique sur les « problèmes étudiants » ne pouvait que renforcer notre défiance[2].

Notre différend était bel et bien politique. Nous ne menions pas, vis-à-vis du Parti, la même querelle. Résolument antistaliniens, convaincus que l'Union soviétique avait connu depuis belle lurette une contre-révolution bureaucratique, nous ne croyions plus aux possibilités d'autoréforme tranquille. Nous n'avions pas davantage d'illusions quant aux capacités de régénérescence du Parti lui-même. La rupture était donc inévitable.

La pensée d'Althusser servit de caution au dogmatisme maoïste naissant dans le cloître de la rue d'Ulm. Nous avons cherché ailleurs les munitions qui nous aideraient à résister à ce vent d'Est. Notre hétérodoxie fit flèche de tout bois : les cours de Gérard Granel à Toulouse, les expérimentations psychiatriques de Tosquelles et de Guattari, les traductions de Marcuse ou celles, pirates, de Wilhelm Reich[3], les essais de Lucien Goldmann. Nous en tirions des arguments disparates contre les ravages d'un marxisme positiviste et autoritaire. L'essai de Daniel Guérin sur les mouvements populaires sous la Révolution française nous fournissait un antidote à l'orthodoxie jacobine dominant l'historiographie communiste, de Mathiez à Soboul. Bien que, comparée à l'ascèse althussérienne, la prolixité d'Henri Lefebvre parût suspecte de dilettantisme, sa curiosité touche-à-tout nous encourageait à quitter les

sentiers battus et rebattus. En marge du provincialisme théorique hexagonal et à l'écart du marxisme philosophique occidental, Ernest Mandel nous initiait à la critique de l'économie politique et nous faisait découvrir un marxisme ouvert, cosmopolite et militant, méconnu en France.

À l'heure où, après les grandes turbulences de la Résistance et de la guerre d'Algérie, l'histoire semblait suspendue dans un hoquet, la rhétorique structurale restait cependant hégémonique dans les milieux intellectuels. Sous couvert de « coupure épistémologique », la prétention à faire science conférait aux petits maîtres de la connaissance un statut social éminent, en même temps qu'elle les auréolait de respectabilité académique. Elle permettait ainsi aux apprentis mandarins rouges de concilier un projet subversif bruyamment proclamé avec l'héritage positiviste dominant de l'Université française.

Henri Lefebvre dénonçait (il fallait, à l'époque, un certain culot) cette « idéologie structuraliste » comme « une idéologie de pouvoir », et comme « la naissance d'une idéologie sous couvert de lutte contre l'idéologie[4] ». Le formalisme du vide produisait une vision appauvrie du réel au détriment du possible. Si une théorie est « une gymnastique du possible », une réalité fétichisée, amputée de ses possibles, impose des codes entérinés sans critique. Elle tend à justifier l'ordre bureaucratique établi, à Moscou, à Pékin, ou au sein même du Parti. Elle ne laisse guère de place au désordre et à la crise.

Un marxisme glacial, sans style ni passion, ramené à un objectivisme scientifique sans subversion critique, se réduisait de plus en plus à un squelette prêt à enfiler la livrée de nouveaux dogmatismes. L'inertie des structures finissait par légitimer de curieux compromis entre une intransigeante radicalité en théorie et un réalisme résigné en pratique. Touchés par la grâce maoïste, les forts en thème pouvaient ainsi concilier au mieux une révolte générationnelle antihiérarchique avec un solide appétit de puissance et de promotion sociale. Le maoïsme français n'allait guère tarder à périr de cette contradiction.

Opposée aux impuretés obscures de l'idéologie, la pureté lumineuse de la science conduisait en effet à un programme de dépolitisation. « On dédramatise », constatait Lefebvre, pour mieux se protéger des tumultes de l'époque. L'ordre de la reproduction capitaliste et son double bureaucratique semblent alors s'imposer comme le nouvel « horizon indépassable de notre temps ». L'histoire finit pourtant par se rebiffer. La preuve par 68, ou par le 11 Septembre.

Intégrer en octobre 1966 le sanctuaire de l'ENS de Saint-Cloud, c'était plonger dans un curieux bouillon de culture. Le vent d'Est de la « Grande Révolution culturelle prolétarienne » soufflait en rafales. Le Grand Timonier tenait bon la barre dans la tempête. Son « soleil rouge » illuminait le front radieux des catéchumènes normaliens. Il ne leur manquait plus que le missel rouge. Il arriva par cargaisons entières à l'automne 1966. L'esprit de corps en vigueur dans la retraite conventuelle des écoles normales était propice à la diffusion de cette nouvelle liturgie.

Pris dans le tourbillon des courants, des tendances, des fractions, je n'ai pas mesuré la chance que m'offraient la joviale intelligence de Touki Desanti, la compétence austère d'Alexis Philonenko, les séminaires de Pontalis ou de Nicolas Ruwet. Après une licence expédiée à la session d'automne 1967, je m'attelai au mémoire de maîtrise sur « La notion de crise révolutionnaire chez Lénine ». L'intitulé n'était pas très académique. À l'époque, il ne paraissait pourtant pas philosophiquement incorrect, du moins pas à Nanterre. Lefebvre lui-même avait publié un livre (injustement oublié) sur la pensée de Lénine, et Althusser venait de prononcer en Sorbonne sa conférence iconoclaste sur *Lénine et la Philosophie*. Va donc pour Lénine !

Le sujet se révéla d'une explosive actualité. À la relecture du mémoire, rédigé à la sauvette en septembre 68, aussitôt après avoir bouclé le manuscrit de *Mai 68, répétition générale*, le choix apparaît révélateur des interrogations du moment. Comment échapper à l'éternité morbide des structures ? Comment s'extraire des nappes voluptueuses de la longue durée ? Comment mettre en perce le cercle vicieux de l'infernale répétition ? Comment entrouvrir la porte étroite par laquelle pourrait surgir un jour un spectre souriant ou un messie intempestif ? Comment articuler théoriquement

l'événement révolutionnaire à ses conditions historiques ?

La notion de « crise » nommait ce qui fait trou, le dérèglement de l'ordre régnant, la discontinuité et la rupture. Elle maintenait cependant l'inscription historique qui distingue l'événement du miracle religieux. Elle instituait ainsi une distance entre le sacré et la politique profane. Quant à Lénine, il donnait son nom propre à l'irruption d'une subjectivité historique : la classe opprimée en lutte, ou le parti léniniste comme forme enfin trouvée de la subjectivité révolutionnaire. Nourris de la lecture d'*Histoire et Conscience de classe*, nous répondions ainsi à la tyrannie de la structure impersonnelle par une subjectivation (allant jusqu'à un volontarisme proprement gauchiste). À la froideur savante des structures ventriloques, par la parole jaillissant des « groupes en fusion ».

À la recherche de cette subjectivité créatrice, je puisais en vrac dans la psychanalyse, dans l'épistémologie, dans la linguistique, des analogies discutables, comparant le rapport entre histoire et événement à la façon dont Bachelard conjugue l'onde et le corpuscule. La topologie freudienne d'*Au-delà du principe du plaisir* servait d'argument contre la dialectique de l'en-soi et du pour-soi, selon laquelle la pleine conscience « pour-soi » du Parti émergerait des ténèbres inconscientes de la classe « en-soi ». Pour faire bonne mesure, j'empruntai la formule freudienne popularisée par Lacan du « *Wo es war, soll ich werden*[5] », pour décrire le mouvement d'autotransformation ou d'autoémancipation conduisant le prolétariat aliéné vers sa propre vérité. Le parti se distinguait alors du « ça » bouillonnant de pulsions, comme du « moi » tyrannique de la censure. Il s'identifiait à l'effort par lequel le prolétariat, prenant conscience de son être de classe latent, s'arracherait à une immédiateté ectoplasmique[6].

Mais la mode était surtout aux références linguistiques. Greimas proposait de considérer les transformations du langage comme le résultat de l'action du rythme sur la structure, ou de la parole sur la langue. Il ouvrait ainsi la possibilité de brèches diachroniques dans l'immobilité synchronique. La politique révolutionnaire devenait, elle aussi, une question de rythmes et d'arythmies.

Ces tentatives d'articuler l'événement à la structure supposaient encore la médiation hypothétique d'un sujet insaisissable. Le temps lui-même tendait ainsi à devenir une sorte de dieu séculier ou de subjectivité sans sujet, l'agent providentiel de toute métamorphose qui tire en ricanant les ficelles du pantin histoire. Confronté à cette difficulté, je cherchai du renfort chez Gustave Guillaume, qui voyait le présent comme « l'image par laquelle une parcelle de futur se résout incessamment en parcelle de passé[7] ». J'en tirais la conclusion aventureuse que la crise révolutionnaire est aussi, à sa façon, la forme sous laquelle se résout au présent la double détermination du passé et du futur.

Sur la dimension politique de la crise, le mémoire de maîtrise partait des définitions classiques de Lénine dans *La Faillite de la Deuxième Internationale* et de Trotski dans son *Histoire de la révolution russe*. Le premier souligne l'interaction entre divers éléments d'une situation critique : lorsque ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant ; lorsque ceux d'en bas ne le supportent plus ; lorsque cette double impossibilité se traduit par une entrée en scène des masses. Reprenant ces critères descriptifs, Trotski souligne sur leur « réciprocité conditionnelle[8] ». La condition ultime de la crise, qui combine ses éléments en une conjoncture propice, c'est alors l'intervention d'une avant-garde unie par une volonté stratégique commune. Lénine en fait le trait distinctif entre une simple situation révolutionnaire et une crise révolutionnaire, susceptible de connaître un dénouement victorieux : « La révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs énumérés, s'ajoute un changement subjectif, à savoir la capacité pour la classe révolutionnaire de mener des actions de masse assez vigoureuses pour briser complètement l'ancien gouvernement qui ne tombera jamais, même à une époque de crise, si on ne le fait pas choir. » Cette capacité s'affirme par un processus, au cours duquel la puissance des dominés s'accroît de l'affaiblissement réciproque de leurs ennemis. La crise ne serait alors pensable que du point de vue du sujet en capacité de la résoudre. Encore faut-il déterminer de quoi, au juste, la crise est crise[9].

Ainsi prenait forme un dispositif combinant la catégorie du présent, comme temps spécifique de

l'action politique, et la représentation de la crise, comme nœud de temporalités désaccordées. De ce rapport surgissait la possibilité événementielle du bouleversement dans la structure. Cette lecture, sans doute forcée, de Lénine était fortement influencée par celle de Lukács. Affirmant que les crises dites économiques remplissent *in fine* une fonction de régulation et permettent de corriger les déséquilibres récurrents du cycle d'accumulation, ce dernier estime que « seule la conscience du prolétariat pouvait ouvrir une issue à la crise du capitalisme ». La différence entre la crise qui fait la décision et les crises régulatrices ne réside pas dans son extension ou dans sa profondeur particulières, pas même dans une transformation de la quantité en qualité, mais en ceci : que le prolétariat cesse d'en être l'objet subalterne, pour déployer activement l'antagonisme inscrit au cœur de la production capitaliste. Lorsque sa subjectivité rebelle se dresse face à l'objectivité pétrifiée du capital et de l'État, alors seulement la crise peut devenir effectivement révolutionnaire.

En rupture avec le « socialisme hors du temps » qui dominait le mouvement ouvrier réformiste, cette accentuation du côté subjectif des choses a sans nul doute favorisé, dans l'après-68, une passion excessive de la volonté et certaines pulsions gauchistes. Elle avait du moins le mérite de secouer les chaînes de la fatalité structurale et d'interpeller la responsabilité de chacun.

Je n'avais guère conscience, en revanche, du piège auquel risquait de conduire cette dialectique négative du sujet, aboutissant à un déconcertant jeu de cache-cache entre, d'un côté, un sujet théorique aussi absent qu'abstrait (un prolétariat virtuel inscrit dans la structure formelle du mode de production) et, de l'autre, le sujet pratique d'une avant-garde représentant le prolétariat « pour-soi », enfin conscient du sens de l'histoire et de son propre rôle dans cette théodicée profane. Ce « pour-soi » pouvait être affublé de prudents guillemets, il n'en tendait pas moins à faire du parti l'équivalent de l'esprit absolu hégélien, à l'abri des flux et reflux de la « conscience de classe[10] ».

Cette lecture de Lukács constituait pourtant bien le fondement théorique de notre volontarisme politique, galvanisé par l'illumination encore active de l'événement. La notion de crise révolutionnaire permettait ainsi de réconcilier, dans une sorte d'épiphanie historique, le sujet pratique avec son fantôme théorique. Dans la déchirure d'un moment propice, l'esprit et le corps se rejoignaient pour fusionner : le sujet virtuel, investi d'un potentiel stratégique, et le sujet politique qui l'actualise. La notion de projet stratégique devenait ainsi le nœud liant entre elles les notions de crise, de présent et de parti, en tant que catégories spécifiques de la politique. La lutte des classes ne pouvait en effet se réduire à une combinatoire de rapports et de fonctions sociales. Elle devait se penser comme un affrontement stratégique permanent.

Bien des années plus tard, certaines pages de Foucault sont venues conforter cette intuition : « Les sociologues raniment le débat à n'en plus finir, pour savoir ce qu'est une classe, et qui y appartient. Mais, jusqu'ici, personne n'a examiné, ni approfondi, la question de savoir ce qu'est la lutte. Ce dont j'aimerais discuter, à partir de Marx, ce n'est pas du problème de la sociologie des classes, mais de la méthode stratégique concernant la lutte[11]. » On ne saurait mieux dire ce que fut, dès avant 1968, notre préoccupation constante : penser stratégiquement, et non pas sociologiquement, la formation des rapports sociaux antagoniques ; penser la lutte des classes, non comme fondement ultime des jeux de pouvoir, mais comme la condition des stratégies en présence. Encore fallait-il débarrasser cette pensée stratégique des représentations classiques d'un sujet acteur et maître de ses actes, comme de leurs conséquences[12].

La formule althussérienne définissant l'histoire comme « un procès sans sujet ni fin » semblait noyer la subjectivité révolutionnaire dans un fatalisme objectiviste. Nous n'étions cependant pas (encore) prêts à tirer toutes les conséquences d'une notion de stratégie articulée à un procès historique sans juge ni Jugement dernier. Sans doute le contexte polémique des lendemains de 68 y faisait-il obstacle. Après l'élection d'une chambre gaulliste introuvable, les militants, écartelés entre enthousiasme et déception, avaient le plus grand mal à admettre que la crise fût cicatrisée et l'ordre rétabli. Si ce n'était vraiment qu'un début, le combat devait continuer[13]. L'éblouissement de la grève générale, brisant soudain le

cercle de fer des aliénations quotidiennes, l'expérience de la couardise routinière des appareils, le contraste entre la créativité de la rue et l'inertie des représentations électorales, tout semblait encourager la quête d'une spontanéité populaire rédemptrice.

Les plus cultivés cherchèrent chez Rosa Luxemburg la caution théorique à ce primat du mouvement sur l'organisation, de la spontanéité sur la conscience. En Italie, Rossana Rossanda célébrait les vertus régénératrices du mouvement social, affirmant que le centre de gravité de la lutte s'était déplacé « des forces politiques vers les forces sociales ». Lorsque les voies de la transformation politique semblent fermées, la formule a forcément sa part de vérité : par défaut, l'issue apparaît alors du côté du social. On a retrouvé, après 1995, cette opposition du social au politique, qui recoupe celle, implicite, entre la pureté (du social) et les impuretés (du politique). Un fétichisme chasse ainsi l'autre : l'« illusion du social » remplace ce que Marx appelait « l'illusion politique », sans parvenir pour autant à dépasser leur antinomie formelle.

Dans son *Histoire du bolchevisme*, rééditée en 1967, Arthur Rosenberg avance une théorie générale de la conscience, selon laquelle les principes d'organisation seraient directement fonction de l'état sociologique et du développement historique du prolétariat[14]. Centrale dans le *Que faire ?* de Lénine, la distinction entre le parti et la classe apparaît alors comme l'expression d'un développement encore embryonnaire des classes modernes. Ce serait la raison pour laquelle les cercles intellectuels et les sociétés conspiratives jouaient encore, au début du XXe siècle, un rôle pionnier. Au fur et à mesure que les rapports marchands se développent et que le capital étend sa domination impersonnelle, la croissance et la concentration du salariat produiraient en revanche une conscience de classe adéquate. Ce déterminisme socio-historique oppose aux incertitudes stratégiques la tranquille certitude d'une évolution organique. En butte au conservatisme bureaucratique de l'appareil social-démocrate allemand, Rosa Luxemburg a en effet développé une dialectique de la conscience, selon laquelle le prolétariat aliéné parvient, à travers sa propre expérience historique, à l'accomplissement de son concept. Chaque défaite, chaque erreur, chaque revers deviennent alors autant de moments nécessaires d'un parcours initiatique. Rosa en concluait, contre la prétention du parti et de ses chefs à diriger, que « le seul sujet auquel incombe le rôle dirigeant est le moi collectif de la classe qui revendique le droit de faire elle-même les fautes[15] ». Elle affirmait ainsi une foi inébranlable dans « un renforcement croissant de la conscience de classe » et dans un mouvement socialiste, qui serait simplement « le mouvement propre de la classe ouvrière ». Elle reprenait ainsi l'idée, répandue au début du XXe siècle (avant même la diffusion des théories freudiennes), selon laquelle le parti serait l'interprète conscient d'un processus inconscient.

À la différence de Lénine, pour qui il n'y a pas identité spontanée entre le politique et le social, entre le parti et la classe, chez Rosa Luxemburg l'organisation est un produit quasi organique de la lutte. Le parti se contenterait alors, en bon pédagogue, d'en expliciter « simplement la conscience politique ». Bien que fustigeant « l'inaction méthodique » de l'appareil social-démocrate de son temps, elle flirte ainsi avec une interprétation mécanique du cheminement de l'inconscient au conscient[16]. C'est ce « luxemburgisme » vulgaire des épigones que visait Lukács dans son petit livre sur Lénine : « Ce serait se bercer d'illusions que de s'imaginer que la conscience de classe, vraie et susceptible de conduire à la prise du pouvoir, puisse naître au sein du prolétariat, sans heurts ni régressions, comme si le prolétariat pouvait peu à peu se pénétrer idéologiquement de sa vocation révolutionnaire[17]. » Penseur de la crise, Lukács accorde inversement trop peu d'importance au développement inégal des formes de conscience et d'organisation[18].

Critiquant la confusion « désorganisatrice » entre le parti et la classe, Lénine fut bien l'un des premiers à concevoir la spécificité du champ politique comme un jeu de pouvoirs et d'antagonismes sociaux transfigurés, traduits dans un langage propre, plein de déplacements, de condensations et de lapsus révélateurs. Poursuivant cette analogie, on pourrait voir un parti dans le rôle d'un analyste à l'écoute du social, dont il interpréterait rêves et cauchemars. Conçue non sur le mode du reflet, mais sur

celui de la transposition, cette relation du politique au social détermine la possibilité des alliances et fonde la notion même d'hégémonie.

La crise révolutionnaire apparaît alors comme l'opérateur d'une vérité événementielle, qui s'écoute mais ne s'énonce pas.

Un texte fameux de Lacan, publié d'abord dans les *Cahiers pour l'analyse*, repris en 1967 dans le premier volume des *Écrits*[19], présentait l'objet de la science comme le sujet « en exclusion interne à l'objet ». Il eut un grand retentissement dans le landerneau universitaire. Il représentait le rapport de la science au savoir par le nœud borroméen dont les surfaces s'interpénètrent. L'image fit fureur. La théorie ne disait donc pas le vrai sur le vrai, mais la vérité des possibles parlait, à qui savait l'entendre, à travers la théorie. Pour la société, pour la classe, pour le parti, la crise pouvait se concevoir, à proprement parler, comme « heure de vérité » : « Ce qui importe, en temps de crises, c'est qu'elles manifestent ce qui, jusque-là, était latent, rejettent ce qui est secondaire, superficiel, secouent la poussière de la politique, mettent à nu les ressorts véritables de la lutte de classes telle qu'elle se déroule réellement[20]. » La politique s'y révèle non comme arithmétique, mais comme algèbre. Son langage est irréductible aux déterminations sociales immédiates, présupposées par les notions de reflet ou de superstructure. Sa « nécessité » est d'un autre ordre, « beaucoup plus complexe » que celui de revendications directement déductibles du rapport d'exploitation. Car, contrairement à ce qu'imaginent les marxistes mécanistes pris pour cible par Lénine, la politique « ne suit pas docilement l'économie ». Et ses objectifs stratégiques ne sauraient être directement déductibles des luttes économiques.

Cette idée originale de la politique traverse de part en part la pensée de Lénine, des polémiques de jeunesse contre les courants populistes, ou contre le « marxisme légal » de Strouvé, à celles de 1921 contre le corporatisme de l'Opposition ouvrière. Dès 1968, elle nous servit de fil à plomb contre le néopopulisme maoïste et les diverses variantes d'ouvriérisme. Elle détermina notre compréhension du rôle spécifique que pouvait jouer le mouvement étudiant dans une conjoncture particulière. La division en classes, écrivait Lénine à propos des luttes étudiantes en Russie, est certes « l'assise la plus profonde des groupements politiques », c'est elle qui « détermine en fin de compte ces groupements, mais cette fin de compte, c'est la lutte politique seule qui l'établit ». C'est pourquoi « l'expression la plus vigoureuse, la plus complète et la mieux définie de la lutte politique des classes, c'est la lutte des partis[21] ». La politique n'est donc pas le reflet du social. Elle en est la transposition, dans la syntaxe et dans la grammaire spécifiques d'un conflit global.

La crise apparaît ainsi comme le moment de rupture où la théorie peut se muer en art stratégique[22]. Lénine en déduit la nécessaire disponibilité des révolutionnaires à l'impromptu de l'événement où se dévoile la réalité occultée des rapports sociaux. Puisque « nous ne savons pas, et ne pouvons pas savoir quelle étincelle peut allumer l'incendie dans le sens d'un réveil particulier des masses », nous devons « préparer tous les terrains, y compris les plus anciens, les plus amorphes, les plus stériles en apparence ». Car « le communisme surgit de tous les points de la vie sociale, il éclot partout : que l'on bouche avec soin une issue, la contagion en trouvera une autre, parfois *la plus imprévisible*[23] ».

Cultiver tous les terrains !

Se tenir à l'affût des issues les plus imprévisibles !

Contre la fausse humilité d'un populisme voué à « servir le peuple », ce fut pour nous parole d'or. Trente ans plus tard, dans le contexte de réaction et de restauration libérales, la controverse sur les philosophies de la résistance et de l'événement reconduit aux mêmes interrogations sur la notion de crise stratégique, sur les rapports entre nécessité et contingence, entre histoire et événement, et sur la singularité de la politique. Si, comme le déplorait Foucault, l'événement n'a guère été travaillé comme catégorie philosophique, c'est précisément parce qu'il s'agit d'un concept stratégique.

1 La contribution d'Étienne Balibar à *Lire le Capital* allait conforter cette inquiétude : « L'intelligence du passage d'un mode de production à un autre ne peut jamais apparaître comme un hiatus irrationnel entre deux périodes qui sont soumises au fonctionnement d'une structure. La transition ne peut être un moment, si bref soit-il, de déstructuration. Elle est elle-même un mouvement soumis à une structure qu'il faut découvrir. » (*Lire le Capital*, tome 2, Paris, Maspero, 1965.)

2 Louis Althusser, « Problèmes étudiants », in *La Nouvelle Critique*, janvier 1964. Althusser n'a jamais autorisé la réédition de cet article.

Voir Daniel Bensaïd, *Résistances*, Paris, Fayard, 2001, p. 104. Voir aussi l'ouvrage collectif *Contre Althusser pour Marx*, Paris, Éditions de la Passion, 2000.

3 *La Fonction de l'orgasme ou la lutte sexuelle des jeunes*, traduite et diffusée sous le manteau par Boris Fraenkel et Jean-Marie Brohm.

4 Henri Lefebvre, *L'Idéologie structuraliste*, Paris, Anthropos, 1971. Au lieu de parler de quelque chose, le structuralisme comme idéologie lui semblait se contenter de « discourir sur le discours », chaque langage réclamant son métalangage.

5 Que l'on pourrait traduire en suivant les suggestions de Lacan lui-même par : « Là où ça était, là dois-je devenir. » Non pas survenir ou advenir, mais « venir au jour de ce lieu même en tant qu'il est lieu d'être ». Sur l'interprétation par Lacan de cette formule, voir Jacques Lacan, *Écrits, I*, Paris, Seuil, 1967, p. 416-417.

6 J'empruntai aussi, à la critique sartrienne de la raison dialectique, la définition du projet, tendu entre ses conditions nécessaires et l'horizon ouvert des possibles, comme « l'unité mouvante de l'objectivité et de la subjectivité ».

7 Voir Gustave Guillaume, *Langage et Science du langage*, Laval, Presses de l'université de Laval, 1964.

8 « Plus le prolétariat agit résolument et avec assurance, et plus il a la possibilité d'entraîner les couches intermédiaires, plus la couche dominante est isolée, plus la démoralisation s'accentue chez elle ; et, en revanche, la désagrégation des couches dirigeantes porte de l'eau au moulin de la classe révolutionnaire. »

9 Dans *Pouvoir politique et Classes sociales*, paru chez Maspero en 1968, Nicos Poulantzas combinait l'abstraction théorique des « modes de production » à la réalité empirique des « formations sociales », au sein desquelles ils se chevauchent et s'articulent. Leur point d'articulation était le lieu même de surgissement de la crise dans une conjoncture déterminée. Elle devenait ainsi une catégorie spécifiquement politique. Il ne s'agissait plus de contempler la succession mécanique de modes de production, mais de penser la crise révolutionnaire d'une formation sociale concrète, dont les contradictions s'actualisent par la lutte des classes.

10 Cette lecture unilatérale du Lukács d'*Histoire et Conscience de classe* devrait aujourd'hui être corrigée à la lumière de sa défense rédigée en 1926, *A Defense of History and Class Consciousness*, Londres, Verso, 2000.

11 Michel Foucault, *Dits et Écrits, II, op. cit.*, p. 606. Voir, dans *Marx l'intempestif*, la deuxième partie sur « Marx critique de la raison sociologique ».

12 Si la stratégie permet à la bourgeoisie d'exercer sa domination, cela ne signifie pas, en effet, qu'elle agisse comme le sujet souverain de sa propre histoire, car « le pouvoir bourgeois a pu élaborer de grandes stratégies sans qu'il faille pour autant leur supposer un sujet » (Michel Foucault, *id.*, p. 310).

13 Lotta Continua devint le nom d'une des principales organisations révolutionnaires en Italie.

14 Arthur Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*, Paris, Grasset, 1967.

15 Rosa Luxemburg, « Questions d'organisation de la social-démocratie russe » (réponse à *Que faire ?*), article paru dans la *Neue Zeit* et dans l'*Iskra* en 1904. Édition française sous le titre *Marxisme contre dictature*, Paris, Cahiers Spartacus, 1946. Voir aussi *Grève de masse, parti et syndicats*, Paris, Maspero, 1968, ainsi que les deux articles repris dans Henri Weber [éd.], *Socialisme, la voie occidentale*, Paris, PUF, 1983.

16 Auquel Freud lui-même a achoppé, comme en témoignent ses remaniements « topologiques », de l'*Introduction à la psychanalyse* à *Métapsychologie* et *Au-delà du principe de plaisir*.

17 Georg Lukács, *Lénine*, Paris, EDI, 1969.

18 Penseur de l'événement, il légitime ainsi en théorie le gauchisme illustré par l'action insurrectionnelle désastreuse de mars 1921 en Allemagne. Dans le contexte de l'après-Mai 68, ce gauchisme théorique, hanté par l'effet d'exemplarité (illustré notamment par l'épopée tragique de Guevara) ou par l'étincelle susceptible d'incendier la plaine, n'était pas pour nous déplaire.

19 Jacques Lacan, *Écrits, I*, *op. cit.*

20 Lénine, *Œuvres, XXXI*, Moscou, Éditions de Moscou, p. 99.

21 Lénine, *Œuvres, VII*, Moscou, Éditions de Moscou, p. 287.

22 « L'histoire en général, et plus particulièrement l'histoire des révolutions, est toujours plus riche de contenu, plus variée, plus multiforme, plus vivante, plus ingénieuse, que ne le pensent les meilleurs partis, les avant-gardes les plus conscientes des classes les plus avancées. Et cela se conçoit puisque les meilleures avant-gardes expriment la conscience, la volonté, la passion de dizaines de milliers d'hommes, tandis que la révolution est un des moments d'exaltation et de tension particulières de toutes les facultés humaines - l'œuvre de la conscience, de la volonté, de la passion, de l'imagination de centaines de milliers d'hommes aiguillonnés par la plus âpre lutte des classes. » (Lénine, Œuvres, XXI, p. 91).

23 Lénine, *Œuvres, XXXI*, *op. cit.*, p. 91.

8

L'histoire nous mordillait la nuque

« Dans le procès du passé devant l'avenir, les mémoires contemporains sont les témoins, l'histoire est le juge, et l'arrêt est presque toujours une iniquité, soit par la fausseté des dépositions, soit par leur absence ou par l'ignorance du tribunal. Heureusement, l'appel reste ouvert, et la lumière des siècles nouveaux, projetée au loin sur les siècles écoulés, y dénonce le jugement des ténèbres. »
Auguste Blanqui

« Il faut avoir la modestie de se dire que le moment où l'on vit n'est pas ce moment unique, fondamental ou irruptif de l'histoire, à partir de quoi tout s'achève ou tout recommence. »
Michel Foucault, 1983.

Pour Michel Foucault, « l'urgence à poser autrement la question du sujet » est le point sur lequel se rejoignent des auteurs comme Althusser, Lacan ou lui-même, tous taxés de « structuralisme » malgré leurs dénégations. Il s'agissait, selon lui, de contester la suprématie du sujet souverain qui régnait alors sur la philosophie européenne à travers la phénoménologie ou l'existentialisme.

Avec la grève générale, ce sujet refoulé par la structure se rebiffait et revenait soudain en force. Par un basculement spectaculaire, l'intérêt se portait à nouveau sur les flux insaisissables d'une subjectivité désirante. Grand déconstructeur du sujet classique, Foucault s'attacha lui-même à explorer la manière dont le sujet se constitue à travers ses résistances aux « pratiques d'assujettissement[1] ».

Après un siècle de défaites et de trahisons, les vaincus de toujours auraient enfin droit à la revanche et aux réparations :

Oui mais ça branle dans le manche
Les mauvais jours finiront
Et gare à la revanche
Quand tous les pauvres s'y mettront…

Les « conditions objectives » étant désormais réunies, nous n'avions plus qu'à résoudre au plus vite la question des conditions subjectives, sous peine de rechutes vertigineuses dans une barbarie dont le siècle offrait déjà maints exemples. Nous étions pressés. Dans un débat de la Ligue, j'ai résumé ce sentiment d'urgence en une phrase : « L'histoire nous mord la nuque ! » La formule eut un succès imprévu. Elle devint la maxime de notre impatience révolutionnaire. L'heure était propice à l'emphase et à la grandiloquence. Il eût été plus sobre et plus exact de dire que l'histoire nous mordillait la nuque.

Mai 68, répétition générale ? Il ne nous restait qu'à préparer la grande première.

Si Mai 68 n'était qu'un début, la suite restait à écrire. Il fallait préparer le congrès de fondation de notre nouvelle organisation. Lancer un nouveau journal. Se doter de statuts et de documents programmatiques. Dès septembre, parut le premier numéro de *Rouge*, quinzomadaire, avec à la une un énorme marteau et une redoutable faucille stylisés, qui allaient devenir notre sigle (on ne parlait pas encore de « logo ») facilement reconnaissable.

À l'automne 1968, libéré de prison, Alain Krivine partit aussitôt sous les drapeaux, en garnison à Verdun ! Rue René-Boulanger, l'appartement de Janette Habel, dont j'étais sous-locataire, était tout proche de nos minuscules locaux, rue du Faubourg-Saint-Denis et rue du Faubourg-Saint-Martin. Il en devint l'annexe. Certaines nuits sans sommeil, il prit des allures de Smolny.

Après avoir remis à Maspero le manuscrit du livre écrit avec Henri Weber et soutenu chez Henri Lefebvre, rue Rambuteau, la maîtrise sur la notion de crise révolutionnaire, j'en ai extrait avec la collaboration de Sami Naïr un article sur Lénine et Rosa Luxemburg, pour la revue *Partisans*. Tranchant comme une lame, ce disciple de Lucien Goldmann et de Serge Mallet venait de débarquer de Marseille. Il avait des allures de jeune loup affamé, monté à l'assaut de la capitale. Notre article[2] devint la référence théorique d'un (ultra) léninisme, obnubilé par le moment paroxystique de la prise du pouvoir.

L'adhésion de la nouvelle organisation à la IVe Internationale était la question la plus polémique du débat de congrès. Durant notre retraite estivale, Henri Weber et Charles Michaloux, déjà membres de la minuscule section française, avaient entrepris de me convaincre de leur grand projet. Notre dissolution était l'occasion d'un nouveau départ. Il fallait oser rompre avec les routines groupusculaires. En commençant par réunir dans une même organisation les anciens du Parti communiste internationaliste et les jeunes de la JCR, avant d'ouvrir une discussion sérieuse avec Lutte ouvrière. Ces perspectives me laissèrent perplexe. Des Black Panthers aux Zengakuren[3], des guérillas guévaristes aux mouvements de libération indochinois, les nouvelles têtes, prophétisées par André Breton en 1953 dans ses *Prolégomènes à un troisième manifeste surréaliste*, émergeaient enfin. Sans éprouver la moindre hostilité envers le trotskisme (j'avais le plus grand respect envers les vétérans qui avaient traversé sans renoncer le « minuit dans le siècle » évoqué par Victor Serge), je sentais que, l'histoire pressant le pas, il fallait tourner la page, aller à la rencontre du nouveau en train de naître, et envisager une Ve Internationale inédite.

Le débat du congrès sema la zizanie dans les rangs[4]. Dès avant 68, la plupart des dirigeants de la JCR se définissaient comme trotskistes[5], mais ils n'avaient jamais cherché à me recruter. Gêne ? Timidité ? Ou bien syndrome élitaire du « peuple élu » peu enclin au prosélytisme (l'élection ne fait pas très bon ménage avec la conversion) ? Peut-être mes camarades pensaient-ils tout simplement que mon statut singulier d'« indépendant » leur était utile comme gage de l'autonomie effective de la JCR par rapport à l'Internationale et au Parti communiste internationaliste, sa section française. Au fil des controverses, je finis par me décider, en partie par réaction négative face aux arguments des opposants à la IVe Internationale[6]. Les raisons positives me furent fournies par Sami Naïr. Au lieu d'insister, comme le faisait Ernest Mandel, sur un inventaire improbable des forces existantes, il s'en tenait à une démonstration de pure logique. Le capitalisme est un système mondial d'exploitation et de domination, régi par la loi du développement inégal et combiné ? D'accord ? Pour le combattre, il faut une organisation révolutionnaire internationale ? D'accord ? Il en existe une, certes minuscule, mais elle a subi sans trahir ni démériter les épreuves d'un siècle terrible. Toujours d'accord ? *Ergo* : à nous de la rejoindre, de la transformer, d'en faire l'outil dont nous avions besoin. Qu'objecter à cette implacable logique ?

Trois semaines avant le congrès, un texte, signé par les « a-trotskistes » de notre direction provisoire[7], prenait fermement position en faveur de l'adhésion. Pour entraîner les hésitants, il suffisait de cesser d'hésiter soi-même. L'élan devint irrésistible. Pour éviter d'envenimer les choses, nous envisagions un compromis dilatoire de dernière minute. L'enthousiasme juvénile des nouveaux militants nous déborda. Il fallait savoir conclure un débat !

À Pâques 1969, se tint le congrès de fondation de la Ligue communiste. Du fait de l'interdiction toujours en vigueur en France, il dut se tenir clandestinement à Mannheim, avec l'aide hospitalière de nos camarades allemands. Pour acheminer discrètement les délégués, Michel Rotman organisa un ingénieux jeu de piste et de saute-frontière géant. Les deux cents congressistes couchaient dans un gymnase à même le sol. Le matin, ils se bousculaient pour une toilette sommaire autour des rares lavabos. Pour des apprentis en révolution, rêvant de guérillas et de maquis, c'était le moindre des inconvénients. Après trois jours de polémiques enflammées, les statuts, dont l'article premier entérinait l'adhésion de la Ligue communiste à la IVe Internationale, étaient votés par 80 % environ des délégués.

Au retour à Paris, loin de ces envolées lyriques, la politique hexagonale prosaïque nous a rattrapés. De Gaulle préparait son référendum sur la réforme des institutions. À nos yeux, un plébiscite devait être forcément favorable à celui qui en prenait l'initiative. Pourtant, Henri Weber, qui avait la tête politique (déjà, le sénateur perçait sous le trublion !), eut une révélation en défrichant la pile de journaux délaissés pour cause de congrès : « Ils sont en train de lâcher le vieux ! » La lecture du *Figaro* laissait en effet prévoir la défaite du général lâché par Giscard. Drapé dans sa dignité, de Gaulle partit arpenter la lande irlandaise. Sa démission entraînait automatiquement l'organisation d'une élection présidentielle.

La direction nationale récemment élue fut convoquée d'urgence à la cité universitaire d'Antony. Michel Rotman passa me prendre. En route, il suggéra prudemment que nous pourrions songer à présenter un candidat. Pour une organisation d'un millier de membres et d'une moyenne d'âge ne dépassant pas les vingt-quatre ans (à vingt-huit ans, Alain Krivine faisait figure de vénérable doyen ; j'en avais moi-même vingt-trois !), c'était plutôt culotté. Henri Weber fut réticent. Non sans raisons : nous n'avions pas un sou en caisse, aucune expérience des médias, et nous ne connaissions même pas la loi électorale. Nous allions nous casser le cou en étalant notre amateurisme au grand jour. Ce discours dissuasif s'achevait sur une des maximes de sagesse exotique qu'affectionnait le futur sénateur : « Plus le singe grimpe haut dans l'arbre, plus il montre son cul ! » Cette forte sentence ne suffit pas à doucher notre enthousiasme intrépide. Restait à trouver le ou la candidat(e) ayant, comme l'exigeait la loi, vingt-cinq ans révolus. On songea d'abord à Jean-Michel Krivine, respectable chirurgien, encore membre du Parti communiste, puis à André Fichaut et à Janette Habel[8]. La solution jaillit enfin avec la force de l'évidence. Le hic, c'est qu'Alain Krivine, absent de cette réunion, était à Verdun sous les drapeaux, et nous doutions qu'un troufion eût le droit d'être candidat. C'était manquer de foi dans les vertus de la démocratie bourgeoise. Perplexe mais discipliné, Alain accepta, sans bien mesurer encore les conséquences durables de ce choix. Va pour Bidasse candidat !

Trente-cinq ans plus tard, on peut dire que la pioche était bonne, la meilleure sans doute.

Avec ses lunettes studieuses et sa « kravate » (objet de la dérision libertaire), il avait un look romantique doctrinaire. Il ne faut pas se fier aux apparences. Alain est plutôt un pragmatique hyperactif, animé d'une vocation et d'une authentique passion pour la politique. Il s'est révélé matériellement, médiatiquement, moralement incorruptible. La campagne présidentielle de 1969 était seulement la seconde à bénéficier de la médiatisation télévisuelle. Il n'est pas sûr qu'un autre candidat aussi jeune aurait aussi bien résisté aux flatteries et aux séductions de la personnalisation. Formé dans la lutte contre toutes les formes de bureaucratie, Alain était une sorte de grand frère rassurant et un exemple de rigueur égalitaire, toujours prêt à prendre sa part de corvée, toujours disponible, y compris en pleine nuit, pour voler au secours d'un camarade en rade dans un commissariat, toujours prêt à se régaler du casse-croûte le plus frugal ou de se satisfaire de l'hospitalité militante la plus inconfortable.

Ce lot de qualités a, bien sûr, sa contrepartie de défauts. Par rejet viscéral de tout privilège et de toute relation hiérarchique, Alain a toujours répugné à organiser le travail des autres. Rebuté par les logiques de pouvoir, il est un prototype insolite de dirigeant qui refuse de diriger. Sans doute ce travers vaut-il mieux que l'inverse. Il n'empêche que ce type de direction non dirigiste a souvent eu des effets désorganisateurs, entravé le travail collectif, entretenu le bricolage organisationnel auquel se sont usées quantité d'énergies et de bonnes volontés. Si Alain a donné le ton, nous avons tous eu, bien sûr, notre part de responsabilité dans ces traits constitutifs de notre courant.

Alain ne pouvant bénéficier d'une permission exceptionnelle qu'après avoir recueilli les cent signatures de maires requises à l'époque par la loi électorale, j'ai dû assurer la conférence de presse annonçant son entrée en lice dans la campagne présidentielle. La gent journalistique ne se bouscula pas. Mais l'audace a payé. *Rouge* est passé de quinzo à hebdo[9]. Nous avons disposé de plusieurs heures de télévision et de radio, dont nous ne savions pas toujours que faire. L'appartement de la rue René-Boulanger s'est transformé en quartier général et en bivouac permanent. Nous passions des nuits blanches à rédiger discours, tracts, brochures, affiches. Un sympathisant mit à notre service un petit avion de tourisme pour les meetings de province. Celui de Marseille fut fertile en émotions. Un vaillant

matelot, recrue récente, chargé de nous accueillir à l'aéroport, ému par l'importance de sa mission, se mit à jouer les as du volant. Après deux virages sur l'aile, nous sommes carrément partis en tonneaux. Nous extirpant de la carcasse par le pare-brise pulvérisé, nous avons roulé aux pieds d'un automobiliste ébahi qui nous avait évités de peu. Il lança avec l'accent du Vieux-Port : « Viens voir, Gilberte, c'est monsieur Krivine ! » La trombine d'Alain s'étalait alors quotidiennement sur les affiches et les écrans de télé. Son apparition rampante au milieu des gravats et des éclats de verre ne manquait certainement pas de sel.

Encore sous le choc, nous sommes montés à la tribune couverts de poussière et criblés de gravillons. Comme dans le fameux « grand métingue du métropolitain », il se fit soudain un tapage au fond de la salle. Notre service d'ordre vigilant eut tôt fait de neutraliser les perturbateurs qui cherchaient à « troubler le métingue », et de les expédier *manu militari* dans le caniveau. Le metteur en scène Daniel Mesguich m'apprit bien plus tard, et sans rancune, que, jeune conseilliste, il était au nombre des trublions et qu'il avait subi le rappel à l'ordre musclé de notre garde rouge.

La popularité du candidat bidasse, reconnu dans la rue, assailli de témoignages de sympathie, commença à nous griser d'illusions électorales. Nous nous sommes pris à rêver d'un score surprenant. Il le fut. Pas dans le sens espéré. Derrière Pompidou et Poher, restés seuls en course pour le deuxième tour, Jacques Duclos obtint environ 20 %, le tandem Defferre-Mendès à peine 5 %, Michel Rocard environ 3 %, et Alain 1 %. Il était même devancé par un certain Ducatel. Un an après la grève générale, l'expérience nous a édifiés sur la lenteur glaciaire des phénomènes électoraux. Le résultat n'était pas déshonorant. Il nous conforta néanmoins dans l'idée que les élections étaient décidément bien le « piège à cons » que nous dénoncions l'année précédente lors des législatives, et que la révolution ne passait pas par la « farce électorale[10] ».

Pendant la campagne, j'étais notamment chargé de répondre au courrier du candidat. Des centaines de lettres de doléances évoquaient pêle-mêle les frustrations de la grève générale inachevée, mais aussi des litiges de mitoyenneté, des griefs administratifs, des querelles de ménage, des chats restés perchés dans des arbres faute d'une intervention rapide des pompiers… J'en ai tiré une leçon définitive. Si un résultat électoral est bien un indicateur statistiquement significatif, les motivations individuelles sont fort erratiques.

Les voies des urnes sont parfois aussi impénétrables que celles du Seigneur.

L'Amérique latine était dans notre imaginaire politique une sorte de continent jumeau. Cuba s'était proclamée premier territoire libéré du Nouveau Monde. Le Che avait renoncé à l'exercice du pouvoir pour se consacrer à la permanence de la révolution. Qu'importe où le surprendrait la mort… Ce fut dans un village perdu et désolé de Bolivie. Ils furent nombreux, au Chili, au Venezuela, en Argentine, en Uruguay, à vouloir prendre les armes qu'il leur avait léguées par son message testamentaire à la Tricontinental. Par un jeu de miroirs générationnel, nous reconnaissions nos semblables dans les jeunes militants du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) chilien, du MLN-Tupamaros uruguayen, *a fortiori* du Parti révolutionnaire des travailleurs argentins (section de la IVe Internationale). Ces organisations étaient nées dans la décennie de l'onde de choc provoquée par les révolutions algérienne, cubaine et vietnamienne.

En avril 1969, le 9e Congrès mondial de la IVe Internationale décida une campagne de solidarité avec la Bolivie. Les frères Peredo se préparaient en effet à reprendre le combat interrompu par l'assassinat du Che. Nous avons lancé une collecte de fonds explicitement destinés à l'achat d'armes pour la guérilla. Dans les collèges de France et de Navarre, des lycéens intrépides se mirent à grimper sur les toits, à déployer des banderoles écarlates réclamant des armes pour un pays que la plupart auraient eu du mal à situer sur une carte, malgré les écoles de formation studieuses où nous exposions, chiffres à l'appui, l'importance stratégique de la production d'étain et retracions l'épopée héroïque des mineurs de Siglo XX et de Huanuni.

Pour la Bolivie toujours, nous réunîmes chez Delphine Seyrig un cercle de sympathisants comédiens

ou chanteurs. Parmi eux, Paul Crauchet et Jacques Charbit (fils du syndicaliste révolutionnaire compagnon de Monatte et de Rosmer), anciens des réseaux d'aide au FLN algérien. Il y avait aussi la toute jeune Coline Serreau. Un inconnu coinça Alain Krivine dans un coin pour l'entretenir du pactole que lui rapportait *Un homme et une femme*. Peu cinéphile, Alain imagina quelque traite des blanches et autres trafics illicites. Guère physionomiste, il n'avait pas reconnu Pierre Barouh.

Sans nous décourager, nous nous sommes lancés dans un cours magistral sur le rôle stratégique de la Bolivie, sur la révolution de 1952, sur le pillage des ressources minières, sur la théorie de la révolution permanente. L'auditoire commença rapidement à donner des signes de fatigue et de distraction. Nos hôtes attendaient poliment de pouvoir bavarder autour du buffet où se desséchaient les olives et où se morfondaient les boissons.

Notre zèle didactique ne faiblit pas pour autant. Nous refusions de reproduire avec nos sympathisants le rapport de manipulation utilitaire qui a souvent caractérisé la relation du Parti communiste avec les intellectuels compagnons de route, cantonnés dans un rôle de pétitionnaires et de potiches décoratives pour tribunes électorales. Nous tenions à ce que leur aide soit fondée sur une information circonstanciée et sur des convictions raisonnées. C'était peut-être naïf. Mais, après tant d'années où les intellectuels avaient plutôt servi de chair à pétition, nos scrupules étaient respectables[11].

Après la discussion, Delphine Seyrig me glissa de sa voix mystérieuse et caressante, où j'entendais vibrer les échos envoûtants de *Baisers volés*, qu'elle tiendrait une chambre à la disposition de nos mineurs boliviens en transit.

La préparation d'un congrès n'avait pas que des servitudes. Parente éloignée de Jane Fonda, Alexandra était une jeune Américaine de dix-sept ans. En 68, pendant l'occupation de la Sorbonne, elle débarquait au stand de la JCR sur une paire de patins à roulettes, en cuissardes et en jupe minimaliste. Elle en repartait un paquet de tracts sous le bras, pour aller évangéliser les machinistes de l'Opéra et les ouvriers bronziers. Je suis tombé sous le charme de son œil gourmand, de sa vitalité débordante, de son accent délicieusement hollywoodien. Elle alliait une fausse naïveté yankee et une drôlerie juive new-yorkaise. Collecteur de fonds pour Israël et ami de Ben Gourion, son grand-père avait fait une silhouette dans *Exodus*. Amie d'Aimé Césaire et de René Leibovitz (signataire du Manifeste des 121), sa mère Mary-Jo habitait rue Saint-Guillaume le même immeuble que Catherine Deneuve. On pouvait croiser dans l'escalier la Belle de jour en conciliabule galant avec le beau Marcello. Le compagnon de Mary-Jo était un pittoresque Judéo-Américano-Autrichien, débrouillard et bréviligne, qui ressemblait comme un frère au Costello d'Abbot et s'occupait des réseaux d'aide aux déserteurs américains du Vietnam.

Outre son précieux bilinguisme, « Alex » avait la rare compétence de savoir taper à la machine avec dextérité. Elle lui valut d'être mobilisée plus souvent qu'à son tour pour frapper les bulletins intérieurs du débat préparatoire au congrès de fondation. Un soir de janvier 1969, las du crépitement de la machine et des polémiques sur les principes d'organisation ou la « dialectique des secteurs d'intervention », nous nous sommes offert une escapade dansante au Roméo Club. Ce fut le début d'une romance qui dura deux belles années. Comme dans les chansons d'amour, elle finit plutôt tristement.

En ces années de libération des mœurs et de procès contre la sanctuarisation de la vie privée, les militants se voulaient émancipés des préjugés surannés sur le couple et la fidélité. Malgré les proclamations solennelles de libération partagée, les êtres ne sont pourtant toujours pas égaux devant la jalousie et les misères du cœur. On ne se dépouille pas facilement du vieil homme (ou de la vieille femme). Si l'on peut espérer renverser d'un assaut les pouvoirs établis ou révolutionner les rapports de propriété par décision législative, on n'abolira pas par décret le complexe d'Œdipe ou la tentation de l'inceste. La transformation des mentalités et des cultures est une affaire de (très) longue durée.

Je voulais vivre à fond ma passion avec Alex, mais je ne pouvais (ni ne désirais) rompre avec Martine, grande dame névrosée et anorexique : dilemme d'une affligeante banalité romanesque. Si, conformément au slogan de l'époque, nous nous acharnions à « vivre sans temps mort », ce n'était pas

toujours compatible avec le vœu de « jouir sans entraves ». En plus des manifestations à répétition et des réunions interminables, nous déployions sous la houlette de Clovis Versa, instituteur exclu du PCF à Cannes, une activité d'agit-prop débordante. En témoignent, outre la collection du journal, la quantité impressionnante de brochures publiées en deux ans, tantôt dans la collection « Classiques rouges », tantôt dans une série de formation, ou encore dans des pamphlets écrits du tac au tac en réponse aux discours de Nixon ou aux projets gouvernementaux de criminalisation des drogues. Cinéphile laconique, Clovis était animé d'une sorte de génie pédagogique allié à un sens aigu de l'opportunité. Il fut pour beaucoup dans la qualité et la quantité de notre prolifique littérature.

Emporté dans un tourbillon d'activités trépidantes, je me trouvais ainsi écartelé entre deux amours et empêtré dans des emplois du temps aussi baroques que le palais du Facteur Cheval. Ces années de double vie m'ont laissé, si ce n'est des regrets, un goût pénible et amer.

Début 1971, j'envisageais donc avec soulagement le départ au service militaire qui me forcerait à trancher ces nœuds devenus étouffants. Mes camarades décidèrent que je devrais me faire réformer. Malgré la réédition par nos soins des classiques de l'antimilitarisme révolutionnaire, dans la collection des « Classiques rouges » chez Maspero, « On te donne un fusil, prends-le ! » n'était pas encore devenu un commandement intangible. La classe 46 était pléthorique et le soixante-huitard trop indocile pour la grande muette. Le ministère de la Défense n'était pas mécontent d'écrémer l'effectif au moindre prétexte. Après quelques semaines en observation à l'hôpital militaire Larey de Toulouse, les autorités compétentes me notifièrent mon exemption, en me faisant bien comprendre qu'elles n'étaient pas dupes de ma simulation[12]. Pendant cette retraite hospitalière forcée, pour lutter contre l'avachissement de journées vides passées sur un lit de camp, je m'adonnais à la lecture hilarante de *La Mort à Venise* et du *Pavillon des cancéreux*. Sombres méditations.

La dispense de service armé en aurait réjoui plus d'un. Je l'accueillis pourtant avec un sentiment mitigé. Faute d'encasernement, mes amours restèrent en sursis quelques mois, jusqu'à ma première affectation comme professeur certifié au lycée de Condé-sur-Escaut. Tout à nos grandes espérances, nous ne faisions guère de plans de carrière. En 1969, les épreuves d'agrégation de philo ont tourné à la farce. Un comité de lutte s'était formé, contre les concours en général et l'agrégation en particulier. Le jour des épreuves écrites, craignant un boycottage actif, la police montait bonne garde autour de la bibliothèque Sainte-Geneviève. Alors que la confusion régnait dans les travées et que la discussion était vive sur le fait d'accepter ou non de composer, des canons de mousquetons apparurent au-dessus des rayonnages : « On ne passe pas l'agreg avec un fusil dans le dos ! » Avec Alain Brossat, nous avons soufflé de bon cœur sur les braises de la sédition, au grand désespoir de nos studieux condisciples. Il y eut des cris, des larmes, des grincements de dents. La session fut reportée à l'automne.

L'année suivante, le concours tombait le jour du centenaire de la mort de Lénine. La Ligue n'a pas manqué l'occasion de célébrer l'événement par un meeting à la Mutu. Il eut lieu la veille de la dernière épreuve. La soirée s'acheva joyeusement, mais fort tard, autour d'un tartare à L'Épi d'or. Le lendemain, je n'étais guère fringant pour affronter l'épineuse question de « Dieu chez Leibniz ». J'avais fait l'impasse totale sur la monadologie et la théodicée. Tout mon imaginaire théologique ne suffit pas à me tirer de ce guêpier. Peu importait. Le vieux monde était à l'agonie. Ernest Mandel nous promettait une révolution en Europe avant cinq ans. Au diable l'agreg ! Ce n'était même plus la peine de remplir ses feuilles d'impôts. J'en persuadai Henri Weber, qui s'est retrouvé un beau jour avec son mobilier sur le palier et des scellés d'huissier sur sa porte.

Cette même année 1970-1971, j'ai effectué mon stage de Capes à Jean-Baptiste-Say (où le lycéen Michel Field, militant de la Ligue, se révélait un agitateur plein d'avenir), puis à La Fontaine (où ma costagiaire n'était autre qu'une certaine Sylviane Agacinski), et à l'école normale d'Auteuil (où je fis équipe avec Patrick Viveret, jeune rocardien prometteur). À la rentrée de septembre, je reçus ma feuille de route. J'avais formulé des vœux modestes, tels que Gourdon (pratique, sur la ligne Paris-Toulouse) ou Vendôme (en hommage à Ronsard) et, sans y croire, Sète, où le sable est si fin. Condé-sur-Escaut ! Je n'avais pas la moindre idée de la situation géographique de la charmante bourgade, mais l'Escaut

m'évoqua aussitôt une humidité brumeuse :

Avec de l'Italie qui descendrait l'Escaut,
Avec Frida la Blonde, quand elle devient Margot…

Mais rien ne rebute un hussard noir – ou rouge –, sans peur et sans reproche, de la République. Politzer avait bien été nommé à Cherbourg. Nizan avait atterri à Bourg-en-Bresse, Lefebvre à Clermont. Je pouvais me contenter modestement de Condé. Le lycée recrutait les élèves à une trentaine de kilomètres à la ronde, dans des familles ouvrières de la mine ou de la métallurgie. Je louais une chambre minuscule au-dessus d'une station-service. Le soir, je dînais dans un restoroute. Les habitués avaient un casier pour leur serviette de table à carreaux. Le patron mettait un tampon sur l'addition. Dix tampons donnaient droit à un repas gratuit. Le temps s'écoulait ainsi sinueusement sur les rives de l'Escaut.

Le lycée de Condé n'avait guère été ébranlé par la secousse de 68. Lors de la réunion de rentrée des enseignants, un proviseur thermidorien annonça, dans un boniment d'une enflure hugolienne, qu'il se tenait « au centre de tout, comme un écho sonore ». Il déconseillait fortement la lecture du *Monde* en salle des profs. Une collègue d'anglais fut même rappelée à l'ordre pour avoir fait écouter du folk à ses élèves. Les collègues voyaient d'un mauvais œil la formation d'une section syndicale susceptible de semer la discorde dans leur petite communauté. L'activité principale de leur « amicale » corporative était consacrée à l'organisation des sorties échevelées du samedi soir pour aller déguster un couscous royal de l'autre côté de la frontière belge ! Toute une aventure ! La vie à Condé s'annonçait follement pimentée de harissa et de plaisirs défendus.

Quelques jours après la rentrée, « l'écho sonore » me tança vertement pour avoir recommandé aux élèves d'épargner à leurs familles l'achat du fameux manuel en deux volumes de Huisman et Vergès. Ce manuel officialisant le divorce entre l'Action et la Connaissance n'augurait rien de bon. Son acquisition me semblait d'autant plus facultative que le *Manifeste du parti communiste* figurait officiellement au programme. Son achat serait plus économique et plus profitable. Spécialisé dans la revente des manuels d'occasion, le libraire local resta donc avec son stock de livres invendus sur les bras. Mon arrogance parisienne avait interrompu le cycle annuel de son négoce et l'accumulation patiente de son (petit) capital commercial. L'admonestation dont je fis l'objet était le résultat de sa plainte auprès du proviseur. Un entrefilet dans *Minute* annonça l'arrivée de la chienlit philosophique parisienne dans la paisible cité de Condé.

Mon expérience pédagogique y fut de courte durée. J'y tins pourtant bravement mon poste, comme la sentinelle du *Désert des Tartares*, pendant que la guerre civile grondait à l'arrière. Mes camarades trouvaient que je perdais mon temps. Je désertai donc, avec pour seul regret ces élèves, encore ensommeillés le matin, qui vivaient pour la plupart dans des cités ouvrières, sans cinéma ni bibliothèque, avec la télé pour seule lucarne sur le monde. Les filles portaient des jupes plissées bleu marine et des pulls raccommodés aux coudes, bien loin des corsages et des minijupes sexy des lycéennes aguicheuses de La Fontaine. Après les cours, les élèves tuaient le temps dans un troquet en attendant le bus de ramassage. Je préférais leur compagnie aux parties de baby-foot avec mes collègues rassis avant l'âge. Nous faisions des parties épiques de 7-14-21, arrosées d'horribles Viandox-grenadine, Fernet-Branca-limonade, et autres breuvages plus dégueulasses les uns que les autres. Quand je les ai quittés pour préparer le grand soir, ils m'ont offert un exemplaire relié des *Chants de Maldoror*, couvert de touchantes dédicaces. Des mois plus tard, ils m'écrivaient encore des lettres adolescentes, pleines de tendre détresse et d'interminable ennui.

L'exil éphémère sur les rives de l'Escaut fut l'occasion de mettre un terme à mes désordres amoureux.

Le dimanche soir, je prenais le train pour Valenciennes et revenais à Paris le jeudi après-midi. Il restait peu de temps pour mes multiples réunions et mes deux amours. L'activisme pédagogique, politique, affectif et sexuel devenait insoutenable. Avec Alex, le désamour était en marche. La séparation n'en fut pas moins pénible. Je tentais d'apaiser une indéfinissable tristesse en lisant, au rythme saccadé du chemin de fer, le *Roman inachevé* et *Les Yeux d'Elsa*. D'autre part, Martine tomba enceinte d'un ami commun. Elle partit avorter en Angleterre. Au retour, elle reçut de plein fouet la mort d'une de ses meilleures amies dans un accident de la route. Elle se mit à boire. Elle ressemblait de plus en plus à un écureuil écorché. De mésaventure sentimentale en désastre conjugal, d'échecs professionnels en petits boulots, sa galère devint un interminable chemin de croix.

Martine est morte à l'hôpital de Montpellier en janvier 2000, quelques jours avant son cinquante-quatrième anniversaire. Jamais je n'aurais imaginé qu'elle aurait la force de traîner jusque-là sa mourante vie. Ses obsèques furent à l'image grinçante et désolée de son existence déglinguée. À Saint-Bauzille-de-Montmel, où elle s'était retirée, elle a étrenné le tout nouveau cimetière. Le jour des obsèques, une tempête de neige s'était abattue sur le village. Sa tombe solitaire et béante faisait un trou sombre sur la neige vierge. Ni fleurs, ni couronnes : le fleuriste s'est trompé d'adresse et a livré l'église d'un village voisin. Nous étions une vingtaine[13] à grelotter et à battre la semelle, en attendant un improbable corbillard égaré dans la tourmente. Le cercueil finit par être avalé par la terre gelée. Miraculé d'une enfance chaotique, David, le fils de Martine, prononça des paroles d'adieu. Je lus quelques extraits de vieilles lettres, pleines de détresse et d'humour noir. Martine a toujours exercé sur son entourage une attraction magnétique et suscité des dévouements d'une infinie patience. Elle ne témoignait en retour d'aucune reconnaissance. Comme si cette société ne pourrait jamais lui rendre qu'une infime part de son dû. Comme si ce n'était qu'un moindre retour des choses.

Entre conflits sociaux, mobilisations étudiantes et lycéennes, campagnes de solidarité avec le Vietnam, règlements de comptes sur les marchés avec les groupes d'extrême droite, 1970 et 1971 ont filé à tire-d'aile. Il nous arrivait d'organiser jusqu'à trois actions d'éclat en une seule journée, de l'accrochage d'une banderole sur un monument à l'occupation d'une ambassade ou d'un consulat. En janvier 1972, à l'occasion de l'investiture de Richard Nixon, l'ambassade américaine organisait une réception dans les salons d'un grand hôtel. Nous connaissions par cœur le testament du Che : harceler partout l'ennemi, que nulle part il ne se sente en sécurité. Nous avons édité de faux cartons d'invitation et introduit, parmi les invités triés sur le volet, un groupe de militants « banalisés ». Ils avaient enfilé pour la circonstance le costard-cravate empesé au-dessus de tout soupçon. La cérémonie a tourné à la partie de tartes à la crème, genre Marx Brothers.

En janvier 1972, je suis parti à Toulouse animer la campagne de défense de trois camarades[14] arrêtés à la frontière espagnole, la nuit du nouvel an, avec des liasses de littérature clandestine dissimulées dans les portières trafiquées de leur véhicule. Satisfait d'avoir su tourner la double page de mes amours défuntes, je replongeai aussitôt à corps perdu dans les jeux de l'amour et du hasard. Ce nouveau désordre allait de pair avec une fuite en avant politique.

Nous répétions à longueur de temps que « le problème du pouvoir était posé ». Sous l'impulsion de Gérard Guégan, les éditions Champ libre rééditaient les classiques de la stratégie. J'étais responsable, avec Robert March, des relations avec les premiers noyaux, en Catalogne et à Madrid, de ce qui allait devenir notre organisation sœur dans l'État espagnol. À la même époque, nous avons eu, à Bayonne et à Bordeaux, plusieurs rencontres avec les dirigeants de l'ETA « VIe Assemblée ». Majoritaires lors du dernier congrès de cette organisation, ils avaient évolué, sous l'influence de la révolution cubaine, du nationalisme basque traditionnel vers un internationalisme guévariste. Quatre d'entre eux, dont José Iriarte « Bikila », entreprirent au printemps 1972 une grève de la faim dans l'église Saint-Lambert. Roulés dans leur duvet, ils recevaient de nombreuses visites de soutien, dont celles de Simone de Beauvoir et de Gisèle Halimi.

Cette nouvelle direction d'ETA avait pondu un manifeste crânement intitulé « Euskadi, Cuba de

l'Europe ». Elle fut accusée d'« espagnolisme » par les nationalistes irréductibles pour avoir organisé une collecte de solidarité avec les travailleurs du bâtiment en grève en Andalousie. Nous imaginions nos nouveaux amis influencés par le maoïsme. Aussi leur avons-nous proposé d'inscrire à l'ordre du jour de nos réunions un bilan de la Révolution culturelle chinoise, en échange d'un exposé de leur part sur la question nationale. Se souciant du maoïsme comme d'une guigne, ils n'ont pas très bien compris pourquoi nous tenions à leur parler de la Chine. Ils n'en prirent pas moins des notes studieuses qui fournirent la matière d'un article dans leur organe clandestin, *Zutik*.

En ce printemps 1972, nous étions également fiers des prouesses de notre organisation sœur, le PRT argentin. En 1969, elle avait défrayé la chronique de la presse internationale par son rôle dans les soulèvements populaires de Córdoba et de Rosario, puis par des évasions spectaculaires, enfin par l'enlèvement et l'exécution du directeur général de Fiat en Argentine. Un jour, un quinquagénaire tiré à quatre épingles s'est présenté au guichet fortifié de notre local du 10, impasse Guéménée. Il était envoyé par la multinationale afin d'entrer en contact avec « nos amis argentins » pour négocier préventivement une sorte d'immunité en faveur des cadres de son entreprise dans le pays.

À Pâques, je fis mon premier voyage conspiratif à Barcelone. Au petit jour, ces noms des villages catalans défilèrent comme autant de lieux hantés par les personnages fantômes des *Sept dimanches rouges* de Ramón Sender, ou des romans d'Arturo Barrea ou de Juan Marsé. Muni d'un manuel d'*Espagnol en 90 leçons* et de quelques exemplaires de *Mafalda*, je m'efforçais de raviver mes souvenirs de conjugaison latine et de maîtriser le maniement de *ser* et d'*estar*. Lorsque le Talgo traversa dans l'aube grise les petites gares de Massanet et de Fornells, je saluai la mémoire de Francisco Sabaté Llopart. Le 6 janvier 1960, dans cette station, il a arrêté, les armes à la main, le train de 6 h 20 pour Barcelone. Combattant d'arrière-garde d'une guerre perdue, blessé, il fut abattu à San Celoni. Son odyssée figurait dans *Les Bandits*, d'Eric Hobsbawm, que venait d'éditer Maspero[15].

J'avais rendez-vous dans un bar obscur du Paseo de Gracia, face à la maison de Gaudí. Tout droit sorti des pages de *L'Espoir*, un petit moustachu se présenta comme « Agustin ». C'était un jeune ouvrier métallurgiste, noiraud et teigneux, semblable à ceux qui apparaissent dans les bandes d'actualité de mai 1937, vêtus d'un mono bleu et d'un béret, la cigarette aux lèvres et le doigt sur la gâchette, défendant la Telefonica de la Plaza Cataluña.

Notre conclave discret se tint dans une cité populaire de l'Hospitalet de Llobregat. Ces réunions avaient alors un petit air de fête. La plupart de nos camarades vivaient dans les catacombes de la clandestinité. Jesus Idoyaga « Petxo » resta ainsi reclus une année durant dans un appartement de Pampelune, d'où il rédigeait la presse clandestine d'ETA-6. L'organisation lui offrit généreusement une bicyclette d'intérieur pour entretenir son souffle et dépenser son énergie débordante (après une grève de la faim à Bayonne, Petxo engloutit gargantuesquement, sous nos yeux effrayés, une bonne vingtaine de côtelettes). Les réunions étaient donc l'occasion de retrouvailles chaleureuses et d'une amicale décompression. On y échangeait mille anecdotes. On s'informait du moindre signe de rébellion contre le régime. On s'affairait autour de la cheminée où rôtissaient des *butifarras* ruisselantes de graisse. Fils de paysans catalans à la parole mesurée, Enrique était l'âme du groupe[16].

Lors de cette réunion pascale de 1972, les Madrilènes eurent la vedette. Ils préparaient un 1er Mai historique, inspiré des schémas de mobilisation expérimentés en France : rendez-vous secondaires, parcours chronométrés, groupes mobiles et cocktails Molotov. L'opération était audacieuse. Malgré les arrestations, ce fut un succès. Après la répression de 1969 contre le mouvement étudiant, elle confirmait une remontée de la combativité et représentait une (modeste) victoire morale.

Celui qui, croquis en main, exposa le plan de bataille fut présenté comme le Moro. Natif de Melilla, le Maure avait une tête d'oiseau de proie, le verbe tranchant et le sens de l'efficacité. Au fil des ans, nous sommes devenus les meilleurs amis du monde. En 1973, après une vague d'arrestations à Madrid (notre appareil, « l'appa », n'y tenait guère jamais plus d'un an), la direction de la LCR-ETA-6 (devenue section de la IVe Internationale dans l'État espagnol à l'issue de la fusion entre la Liga et ETA-6) dut déménager à Barcelone. Le Moro y partageait avec deux camarades basques, Petxo et Xirri, un logement près du vieux quartier populaire de Pueblo Seco et du Molino. Lorsque la télé retransmettait

un match de l'Atletico Bilbao, la révolution mondiale suspendait son pas de cigogne. Les bières glacées sortaient du frigo. Nous formions une joyeuse tribune, scandant « At-le-ti-co ! At-le-ti-co ! » pour saluer les exploits d'une équipe 100 % basque, dont certains joueurs (comme le gardien Iribar) étaient réputés sympathisants d'ETA[17].

Avant de reprendre le train pour Montpellier, je passai mes dernières heures à rôder aux abords de l'hôtel Falcon, siège légendaire de la direction du POUM en 1937, à déambuler sur les traces du personnage paumé de *La Marge* de Mandiargues, et à déguster Plaza Real des *churros* saturés d'huile, accompagnés d'*horchata de chufa*.

Les camarades montpelliérains étaient au cœur des turbulences du Midi viticole. Avant 1968, le chanteur occitan Claude Marty et le cultivateur Claude Rives étaient membres de la JCR à Carcassonne. Lorsque les sbires d'Occident menacèrent de perturber les représentations des pièces d'Armand Gatti au Grenier de Toulouse, Maurice Sarrazin nous distribua des places gratuites, à charge pour nous de neutraliser les trublions. Nous avons appelé Marty en renfort. Il a débarqué avec son club d'haltérophiles audois, aux avant-bras sanglés d'impressionnants poignets de force. Aux premiers cris des muscadins – « Shakespeare, pas Gatti ! » –, notre robuste garde occitane imposa le silence aux énergumènes, surpris de cette défense musclée de la culture populaire.

Réveillant les glorieux souvenirs de Marcellin Albert et des braves « pioupious du 17e », le Midi rouge s'ébrouait. Marty chantait *La Commune de Narbonne*. Claude Rives et Jean Huillet organisaient des « comités d'action viticoles » capables de mobiliser en quelques heures des centaines de viticulteurs en n'importe quel point de l'Aude ou de l'Hérault. Aujourd'hui conseiller régional socialiste et pilier de la Convention pour la VIe République, notre camarade Paul Alliès animait des *Cahiers Occitanie Rouge* de fort bonne tenue et disputait aux régionalistes le terrain de l'occitanisme.

Stimulés par l'agonie annoncée du franquisme, inspirés par les soulèvements viticoles, solidaires de la lointaine guérilla argentine, Paul Alliès, Antoine Artous, Armand Creus et moi avons signé au printemps 1972 une contribution au débat préparatoire au 3e congrès de la Ligue. Elle était intitulée : « Le problème du pouvoir est posé ? Posons-nous-le ! » Elle suscita l'indignation des uns et l'enthousiasme des autres. Le « BI-30 » (bulletin intérieur numéro 30) devint une sorte de manifeste du gauchisme dans nos rangs. À défaut de sens politique, il n'était pas dépourvu de logique formelle. En 1969, le 9e congrès mondial avait adopté une orientation de lutte armée pour l'Amérique latine. Au Chili de l'Unité populaire, les menaces de coup d'État se précisaient. En Espagne, le franquisme n'en finissait pas de finir. De « Mais rampants » en « automnes chauds », l'Italie était en ébullition permanente. Dans les statistiques des grèves, l'Angleterre disputait à l'Italie le haut du tableau. Ernest Mandel pronostiquait des irruptions révolutionnaires imminentes en Europe. Fatale confusion entre l'énoncé performatif d'une prophétie stratégique conditionnelle et une prédiction divinatoire !

On ne pouvait pourtant pas prétendre indéfiniment que « les conditions objectives » mûrissaient au point de devenir blettes, et se contenter de déplorer l'absence de « facteur subjectif » à la hauteur de la tâche ou de dénoncer les éternelles trahisons des directions bureaucratiques. Il fallait d'urgence corriger ce strabisme divergent entre sujet et objet. D'autant que notre presse dénonçait hebdomadairement la « marche à l'État fort » et la mise en place de législations d'exception qui feraient pâle figure à côté des politiques sécuritaires d'un Sarkozy et des législations d'exception « antiterroristes ». Le combat s'annonçait donc dramatiquement inégal. L'hypothèse plausible d'un scénario à la chilienne, en cas de victoire électorale de la gauche, posait le problème d'une accumulation de forces militaires. Nos classiques préconisaient un travail subversif dans l'armée. Nous nous y sommes mis[18], en créant un mystérieux « Front des soldats, marins, aviateurs révolutionnaires ». Nous étudiions aussi les expériences classiques d'insurrections urbaines, décortiquées sous le pseudonyme collectif de Hans Neuberg dans le livre du Komintern sur *L'Insurrection armée* (réédité alors par François Maspero), ou celle du soulèvement des Asturies rapportée par Manuel Grossi.

L'insurrection urbaine est un affrontement de décision rapide. Nous ne voyions pas très bien

comment, dans un État moderne à forte tradition institutionnelle et parlementaire, accumuler des forces dans la durée. La France n'était pas la Chine. Elle ne disposait pas des vastes étendues sur lesquelles tablait le jeune Mao dans sa fameuse brochure de 1927, *Pourquoi le pouvoir rouge peut exister en Chine*. Une paysannerie rebelle n'en constituait pas moins un milieu plus favorable que les usines à l'accumulation primitive d'expériences militaires et d'armes artisanales. Le précédent légendaire du maquis limousin animé par Georges Guingoin sous l'occupation allemande en témoignait. Enfin, la petite fabrique d'armes montée par Michel Pablo à la frontière marocaine pour aider le FLN algérien occupait une place de choix dans la légende dorée de la IVe Internationale[19]. Nous envisagions même de rééditer l'opération au service de nos camarades basques et espagnols, dans la perspective d'une chute proche du régime franquiste. La question n'était donc pas purement théorique[20].

Ce fut le temps du « léninisme pressé », selon une formule de Régis Debray dans *La Critique des armes*, à ceci près que le « foquisme », dont il fut le théoricien, était bel et bien pressé, mais bien peu léniniste[21]. Notre fébrile impatience s'inspirait d'une phrase de Trotski souvent citée dans nos débats : « La crise de l'humanité se résume à la crise de sa direction révolutionnaire. » Si tel était le cas, rien n'était plus urgent que de résoudre cette crise. Chacun, à la mesure de ses moyens, devait contribuer de sa faible force à trancher l'alternative entre socialisme et barbarie. Il dépendait donc en partie de lui que l'espèce humaine s'abîme dans un avenir crépusculaire ou s'épanouisse dans la société d'abondance. Cette vision de l'histoire chargeait nos frêles épaules d'une responsabilité écrasante. Devant cette implacable logique, les misères sentimentales ou les ambitions professionnelles ne pesaient plus très lourd. Chacun devenait personnellement responsable du sort de l'humanité.

Redoutable fardeau.

1 André Glucksmann, pourfendeur dès avant 68 d'un « structuralisme ventriloque », s'est alors fait l'écho du tournant subjectiviste : dans une revue de 1969 intitulée *Vent d'Est*, qui n'a jamais dépassé le seul et unique premier numéro, il prétendait qu'il suffirait de « chasser le flic de notre tête » pour que s'écroulent les murailles du Jéricho capitaliste.

2 Je découvris en débarquant à Porto Alegre en 1980 que, traduit et ronéoté, il était devenu un classique de la formation de nos camarades dans la clandestinité.

3 Mouvements étudiants radicaux au Japon dans les années soixante.

4 Ce débat animé a été publié, dès 1969, sous forme de trois grosses brochures de la collection *Cahiers rouges* (éditions Maspero), sous le titre général *Construire le parti, construire l'Internationale* : 1. Théorie et système d'organisation ; 2. La dialectique des secteurs d'intervention ; 3. De l'internationalisme à l'Internationale.

5 Alain Krivine, Henri Weber, Charles Michaloux, Gérard Verbizier, Jean Labib, Jean-Marc Rosenfeld, Catherine Samary.

6 Isaac Johsua et Henri Maler, d'une part ; d'autre part, Guy Hocquenghem soutenu par André Glucksmann qui, sans être membre de l'organisation, contribuait en coulisse aux documents minoritaires. Indécis, Bernard Guetta ne parvint pas à prendre position.

7 Camille Scalabrino, Michel Recanati, Michel Rotman et moi-même. Voir le document « Pourquoi nous avons adhéré », in *De l'internationalisme à l'Internationale*, *Cahiers rouges*, *op.cit.*, n° 8-9.

8 André Fichaut, ouvrier à l'EDF à Brest, militant trotskiste depuis 1947. Voir ses mémoires, André Fichaut, *Sur le pont, souvenirs d'un ouvrier trotskiste breton*, Paris, Syllepse, 2003.

9 Aujourd'hui directeur de la publication de *Politis*, Jean-Pierre Beauvais remplissait déjà *de facto* un rôle analogue pour *Rouge* et assurait les négociations avec notre petit imprimeur de la rue du Faubourg-Montmartre, par ailleurs spécialisé dans la presse turfiste.

10 Titre d'un essai théorique impérissable publié par Alain Krivine (avec le concours de Jeff Pétillot, aujourd'hui traducteur de Stefan Zweig sous le pseudonyme de Claude Niemetz) aux éditions du Seuil animées par Claude Durand.

11 Un cercle de chanteurs et comédiens sympathisants prit bientôt le relais de cette réunion. Il se réunissait dans une salle du café Le Tambour à la Bastille. Jeune comédien du Théâtre du Soleil, Philippe Caubère en faisait partie.

12 Une simulation sophistiquée fondée sur une albuminurie imaginaire compliquée d'une allergie à l'iode interdisant un examen radiographique sous peine de risquer un œdème de Quincke. Le dossier était parfaitement ficelé.

13 Dont les fidèles Olivier Cogis et Odile Recklin, qui ont eu la patience de la soutenir et de supporter pendant près de trente ans ses caprices, Jacques Treiner et Françoise, Edwy Plenel venus de Paris.

14 Jacques Giron, Gilles Marquet, Gilbert Dufour.

15 Eric Hobsbawm, *Les Bandits*, Paris, PCM, 1972.

16 Je fus hébergé lors de ces séjours à Barcelone par un jeune couple de militants. La camarade était enceinte. À sa naissance, le bébé hérita, en guise de prénom officiel, de mon pseudonyme de l'époque, Jebrac. Ce nom dont j'avais hérité sans l'avoir choisi ne figurait bien sûr à aucune nomenclature d'état civil. Un gamin catalan fut donc affublé de ce prénom exotique, aux sonorités vaguement gasconnes. Je n'ai jamais rencontré ce filleul inconnu. Il est mort en 2003, à l'âge de trente ans, dans un accident de moto.

17 Ces effusions antifranquistes à huis clos auraient été de nature à déchaîner les foudres de Jean-Marie Brohm, critique fondamentaliste du sport de compétition.

18 Sous la responsabilité notamment de Jean-François Vilar, d'Alain Brossat, de Bernard Cohen, de Jean-Yves Potel, puis de Jean-Louis Enet et Gilbert Paulat.

19 Voir Sylvain Pattieu, *Les Camarades des frères*, Paris, Syllepse, 2002.

20 D'une hospitalité inconditionnelle et indéfectible, les parents de Paul Alliès ne se doutaient pas que leurs vignes et le paisible Clos de la Reine Claude accueillaient parfois d'inquiétants conjurés.

21 Régis Debray, *La Critique des armes*, tome I, Paris, Seuil, 1974.

9

Le temps du « léninisme pressé »

« Toute société secrète comporte une arrière-société, encore plus secrète, soit qu'elle perçoive le secret, soit qu'elle le protège, soit qu'elle exécute les sanctions de sa divulgation. […] Toute société secrète comporte son mode d'action, lui-même secret, par influence, glissement, insinuation, suintement, pression, rayonnement noir, d'où naissent les mots de passe et les langages secrets. »
Gilles Deleuze et Félix Guattari

En février 1972, le militant maoïste Pierre Overney fut abattu par un vigile, devant Renault-Billancourt. Partie de la gare de l'Est pour escorter la dépouille jusqu'au Père-Lachaise, la manifestation fut imposante. Couvert d'oriflammes écarlates, frappées de la faucille et du marteau, le cortège de la Ligue était précédé d'une gerbe hérissée de piquants. Sophie était chargée de la porter. Le froid était vif. J'en pris prétexte pour lui prêter chevaleresquement mes gants.

Sophie avait rejoint la Ligue pendant l'été 1968. Elle disparut presque aussitôt. Son époux helvétique avait été expulsé en tant qu'étranger, lors d'une rafle policière à la sortie d'une réunion. Condamnée à un exil forcé en Suisse, elle faisait de rares apparitions à Paris pour rencontrer ses avocats et suivre des démarches visant la levée de l'expulsion. Lors d'un de ces brefs passages, nous nous sommes croisés chez Henri Weber. Sous une chapka, son regard bleu des profondeurs lui donnait un air d'héroïne tolstoïenne ou de princesse des steppes. Ce fut un éblouissement. Un coup de foudre. Comme si la Manon de mon enfance faisait irruption dans ma vie :

… Et soudain tout se tait, quand apparaît Manon
Manon c'est la beauté, l'ineffable jeunesse…

Cette brève rencontre sans paroles fut aussi, hélas, sans lendemain. À l'automne 1970, Sophie réapparut. Lorsque sa silhouette et sa taille de défi, fièrement cambrée, se découpaient à contre-jour, dans la lumière aveuglante de la ruelle, sur le seuil du troquet Chez Robert où nous déjeunions, je piquais du nez dans l'assiette. Séduit, émerveillé, intimidé.

Elle s'isolait parfois, l'après-midi, pour rédiger la feuille « Taupe rouge » destinée à l'usine Nord-Aviation de Châtillon. Elle avait déserté le lycée bien avant le bac pour une carrière de comédienne interrompue par la grande secousse de Mai. Sans diplôme scolaire, elle s'était révélée virtuose dans l'art de rédiger des tracts limpides, pleins de trouvailles pédagogiques, et sans la moindre trace de langue de bois. Cette réputation lui valut d'être sollicitée pour donner des leçons de « feuille taupe » à certains universitaires huppés, incapables de développer une argumentation convaincante sur les « augmentations salariales égales pour tous » ou de plaider la cause de l'Airbus contre la coûteuse opération de prestige du Concorde. Malgré ses vingt-trois ans et un naturel réservé, Sophie n'hésitait pas à se lancer, aux portes de la Snias, dans des joutes polémiques avec les permanents syndicaux, stupéfaits du culot de cette amazone juvénile. D'autant que sa voix, cultivée dans les cours d'art dramatique, lui permettait de tenir en échec leurs mégaphones nasillards.

L'épisode des gants fut entre nous le premier signe annonciateur d'une intrigue galante. La confusion de mes sentiments allait déjà au-delà d'une tendre inclination, mais je respectais (jusqu'à un certain point) l'institution conjugale, et m'enlisais dans ma timidité naturelle : trop belle pour moi ? Et puis, à vrai dire, je n'étais pas pressé de rechuter dans les désordres amoureux. Je croyais vouloir jouir le plus longtemps possible des charmes retrouvés d'une vie d'aventurier célibataire.

Les obsèques de Pierre Overney furent souvent interprétées comme le chant du cygne de Mai 68. Ce fut, en effet, une sorte d'apothéose mélancolique et d'adieu aux illusions lyriques. Après la manifestation, nous avons regagné l'impasse Guéménée. Chez Robert, le patron, visiblement perturbé, nous annonça que nous étions attendus. Surprise : Michel Piccoli se morfondait sur une banquette au fond de la salle déserte. À l'époque, la Ligue tenait chez lui des réunions autour d'un bulletin, *Télé 7-Rouge*, destiné aux personnels de la radio et de la télévision. Percuté par les événements récents, il voulait s'engager davantage. Il évoqua même la possibilité de devenir permanent de la Ligue. Il fallut lui expliquer avec ménagement que ce n'était pas si simple. Bolchevisme oblige : avant d'être éligible à un poste de permanent par sa cellule de base, on était d'abord, pendant au moins un an, militant stagiaire, puis titularisé, etc. Notre pédagogie dissuasive l'a convaincu sans trop de difficultés. Deux ans plus tard, il a donné sa caution financière pour l'achat à crédit du matériel de photocomposition nécessaire au lancement de *Rouge Quotidien*. C'était un geste généreux et courageux. Les organisations de la gauche révolutionnaire étaient fort instables et rarement solvables. Mais nous avons toujours eu à cœur d'honorer ponctuellement les traites de cette dette, morale autant que financière.

En 1972, les obsèques de Pierre Overney symbolisèrent un changement du paysage politique. Le nouveau parti socialiste était né l'année précédente au congrès d'Épinay. Tout à notre agitation pressée, nous n'avions guère prêté attention à ce que nous percevions comme des péripéties politiciennes hexagonales. Il fallut pourtant se rendre à l'évidence. Fin juin 1972, le Programme commun fut signé par François Mitterrand pour le parti socialiste, Georges Marchais pour le parti communiste, et Robert Fabre (qui se souvient du pharmacien de Rodez ?) pour les radicaux de gauche. Nous avons répliqué du tac au tac en rédigeant dans la nuit une brochure prophétique : *Quand ils seront ministres* ! Au fur et à mesure que je les écrivais, les feuillets étaient directement dactylographiés, puis mis en page par Sophie.

Au petit jour, convaincus d'avoir sauvé notre âme en servant au mieux les intérêts historiques du prolétariat, nous avons pris, en tête à tête, notre premier café crème à la gare d'Austerlitz. Puis nous sommes rentrés sagement, chacun chez soi. La flèche de Cupidon était tirée. Le taxi qui nous emporta sembla décoller vers les étoiles. Lorsqu'elle en descendit, place Saint-Sulpice, Sophie prit ma pudeur par surprise, en glissant sur mes lèvres un baiser doux comme une promesse. S'il fut porteur de bien des déceptions, le Programme commun aura au moins eu, à défaut d'avoir changé le monde, cet effet collatéral bénéfique.

Comme dans une carte du Tendre sophistiquée, les manœuvres d'approche avaient commencé quelques semaines auparavant. Un dimanche de mai, désœuvré, je passai au local en fin d'après-midi corriger les épreuves d'un bulletin intérieur. J'eus l'heureuse surprise d'y trouver Sophie, occupée à ronéoter sa feuille de boîte. Nous avons dîné au Procope. Son sourire oblique posait au coin de ses lèvres une touche de curiosité amusée. Elle semblait dire : « Toi, mon lascar, je te vois venir… » Sophie a des yeux revolvers, prompts à se charger d'orages, de foudre, d'insolente ironie, ou de soudains éclats de rire solaire. Leur azur intense est une invitation à plonger à corps perdu dans des profondeurs mystérieuses, à la recherche de pistoles, de doublons et de trésors engloutis. Leur gravité sévère et moqueuse à la fois, me transperçait comme une lame. Pétrifié, je bafouillais sans reprendre mon souffle, comme si le moindre silence pouvait être fatal. Pris de panique, incapable de soutenir le regard d'acier qui s'amusait de mon désarroi, je cherchais dans les stucs et les moulures du vénérable café les failles et les craquelures où je pourrais, si besoin, trouver refuge et disparaître.

Deux jours après la mémorable nuit du Programme commun, après un meeting antifranquiste à Toulouse, je vins rôder, comme par hasard, dans le local, souvent désert le samedi. Comme par hasard aussi, Sophie était à sa table de maquette. Comme c'était curieux ! Comme c'était bizarre ! Et quelle coïncidence… Je me contorsionnais dans un fauteuil club défoncé, sans savoir comment conduire notre feuilleton vers son heureux dénouement. Nous avons fini, sur le ton de la fausse improvisation, par décider d'un air désinvolte de « nous faire un ciné ». Ce fut *2001, l'odyssée de l'espace*. Avant de nous envoler vers cette immensité sidérale, nous avons dîné prosaïquement sur le pouce dans une brasserie.

Les sets en papier donnaient un horoscope du mois. Les augures ne pouvaient être plus favorables. Tous deux Bélier, les astres s'accordaient évidemment à nous prédire les meilleures fortunes sentimentales. Le lendemain, Sophie vint se percher dans mon sixième sans ascenseur, rue Ernest-Renan. Comme pour signifier prudemment qu'il s'agissait d'un essai de vie commune, et non d'une installation à durée indéterminée, son bagage se réduisait à une petite valise.

Ce provisoire dure encore. Nous ne nous étions pas trompés d'histoire d'amour.

La suite de l'année 1972 a filé comme une romance. Après la grande manifestation de juillet dans le Larzac, nous sommes partis avec Paul Alliès et Geneviève (« Patchou ») pour un *road movie* sur les routes d'Espagne. Nous avons déambulé dans le Barrio Chino, encore fidèle à sa légende, et dans Barceloneta, pas encore sacrifiée aux dieux de l'Olympe. Nous avons fait étape à Alcoy, hantée par les fantômes de la guerre civile. Nous avons salué au passage les arènes de Ronda et les palmeraies d'Elche. Nous sommes entrés à Grenade en fredonnant Lorca. Nous avons filé vers Séville, assisté à une médiocre corrida, écumé les caves à flamenco pour touristes. Nous sommes remontés par Alcaraz, Albacete (où rôdait encore par la lourde silhouette d'André Marty), puis Poblet et Urgel. Pendant que les kilomètres défilaient, nous révisions notre répertoire de chants révolutionnaires, de *La Butte rouge* à *La Semaine sanglante*. Nous reprenions en chœur, avec une ardeur vengeresse, *Los de Oviedo* :

À leur cigarettes allumant la mèche
De leurs grenades de fer-blanc,
Ceux d'Oviedo, d'un splendide élan,
Ont rejeté soudain leur carcan…

Au pied de Jaén, nous n'avons pas manqué bien sûr de saluer avec déférence les *aceituneros altivos* :

Andaluces de Jaén, aceituneros altivos
Decidme en el alma ? de quien ?
De quien son esos olivos…

Pendant les routes de nuit, Patchou reprenait le répertoire de Piaf avec son accent et sa gouaille nîmoise. En guise de rappel, je lui redemandais, encore une fois, *Manon*. L'air désuet me replongeait dans les soirées enfumées et joyeusement mélancoliques du bistrot familial.

Au milieu des chansons, des rires et des filles,
À Montmartre le soir, le champagne pétille
Au milieu des chansons, des rires et des filles,
Et soudain tout se tait…

Pour me faire plaisir, Patchou, enchaînait avec *Loulou* :

Tu le sais bien, Loulou,
Tu es bien trop jolie
Tu aimes les bijoux,
La grande vie t'appelle,
Loulou tu es trop belle
Et moi j'en suis jaloux

Au retour, nous avons jeté l'ancre à Pézenas, dans la demeure familiale de Paul, 1, rue Albert-Paul-Alliès (du nom du grand-père historien de la ville de Molière). Le dimanche, la famille au complet transhumait pour le repas dominical sous le tilleul du Clos de la Reine Claude, un mas au milieu des vignes à la sortie de la ville. Ces journées longues et lentes obéissaient à un cérémonial parfaitement réglé : l'apéro sous la glycine, les petits pâtés de Pézenas en préambule gastronomique, la cargolade ou la caponate de Lucienne, les vins choisis par Albert, le trou occitan à la fine pour tenir la distance avant les pelardons et les desserts.

Au fil des ans, Pézenas et le Clos sont devenus un amical refuge. L'accueil de Paul et de ses parents, leur table toujours ouverte allaient bien au-delà d'une généreuse hospitalité. C'était un curieux mélange de potlatch précapitaliste et d'économie du don postcapitaliste, où les rapports monétaires seraient abolis. Comme dans les romans de la comtesse de Ségur, le fermier déposait sous la tonnelle de glycine, selon la saison, des melons, des tomates, des abricots. Le quotidien obéissait à un rituel de sociabilité aux antipodes des routines et des automatismes marchands. Chaque geste était voué à la recherche d'un plaisir ou à l'éveil d'une saveur : la bûche pour le feu de cheminée était choisie en fonction du parfum singulier qu'elle donnerait en se consumant. L'élection d'un vin dans le cellier, la figue cueillie à point sur l'arbre pour accompagner le jabougo, les reines-claudes du jardin, rien n'était laissé à l'indifférence. L'ordinaire prenait un air de fête permanente.

Depuis plus de trente ans nous dégustons ces instants précieux, sous le signe d'une amitié que les désaccords politiques et les polémiques tonitruantes de fin de repas n'ont pas ébranlée, malgré les foudres d'un Paul tonnant comme un Jupiter sur l'olympe domestique. Paul, c'est une énergie pratique toujours en mouvement, un art de vivre hédoniste, une générosité sans limites et une hospitalité affectueusement despotique. C'est aussi l'amitié scellée par un pacte invisible, dont Saint-Just songea à faire une des institutions républicaines, cette amitié qui résiste à l'épreuve des discordes et des disputes. Ce « rapport sans dépendance, sans épisodes, où entre cependant toute la simplicité de la vie », dont parle Maurice Blanchot.

La tête encore ensoleillée de notre escapade ibérique, le dégrisement brutal nous attendait à Paris. Emprisonnés au pénitencier de Rawson, au fin fond de la Patagonie, nos camarades argentins avaient planifié avec leurs codétenus une audacieuse évasion collective. Soigneusement chronométré, leur plan prévoyait une mutinerie coordonnée avec un appui militaire de l'extérieur. Des gardiens étaient soudoyés. À la sortie, des camions d'appui devaient acheminer les fugitifs vers l'aéroport, d'où ils détourneraient un vol à destination du Chili de l'Unité populaire. Le 17 août, le plan fut mis à exécution. Il a fonctionné à l'infime détail près qui, dans ces opérations, transforme soudain le triomphe en tragédie. Le camion fut retardé. Détenu lui-même, maître d'œuvre du plan, Mario Roberto Santucho, le dirigeant historique du Parti révolutionnaire des travailleurs, « réquisitionna » une voiture de passage et sélectionna une demi-douzaine de dirigeants des différents mouvements partie prenante de l'évasion[1]. Ils réussirent à s'envoler vers Santiago, d'où ils purent gagner Cuba.

Robi Santucho ne pouvait prévoir que les dix-sept camarades restés derrière lui à Rawson étaient condamnés. Parmi eux sa propre compagne Anna Maria Villareal « Sayo », si délicate et si frêle, et Pedro Bonnet, jeune homme sympathique, rencontré à Paris en compagnie de Luis Pujals (assassiné en 1972 dans un commissariat de Buenos Aires). Le 22 août, les militants repris furent froidement abattus

sans autre forme de procès dans l'enceinte de la prison de Trelew par les tueurs de la dictature. Le Cuarteto Cedrón consacra aux victimes du massacre une cantate, chantée en avant-première à Paris lors d'un grand meeting de la Ligue au Palais des Sports.

Impatient de rentrer clandestinement en Argentine après un passage à Cuba, Santucho fit étape à Bruxelles. Nous avons eu avec lui une longue discussion au domicile d'Ernest Mandel, rue Josse-Impens[2]. Il y avait dans sa personnalité une force magnétique : la petite quarantaine, des cheveux noirs en ailes de corbeau, un nez fin et un profil légèrement indien, une volonté tendue comme un arc vers un but final. Originaire de la région sucrière de Tucumán, il venait du nationalisme révolutionnaire et s'était radicalisé, comme toute une génération latino-américaine, sous l'influence de la révolution cubaine et du Che, avec qui il s'était lié lors d'un séjour à Cuba. Il émanait de lui une passion à soulever les montagnes. Mon imaginaire de jeune militant croyait y retrouver la détermination de Lénine, caché dans sa hutte de Finlande à la veille de l'insurrection d'Octobre.

La réunion fut pourtant désagréable, pesante, empreinte d'un étrange malaise. Nous discutions dans un petit salon aux meubles garnis de coquets napperons en dentelle de Bruges. Dans la bibliothèque, s'alignaient, en rangs serrés, les lourds volumes reliés de la *Neue Zeit*, de Kautsky et de Rosa Luxemburg. Il régnait une atmosphère de musée du mouvement ouvrier européen. Robi Santucho venait d'un autre monde. Il s'était retrouvé dans la IVe Internationale presque par accident, au gré des fusions entre groupes argentins, sur la base d'un accord avec Nahuel Moreno pour préparer la lutte armée. On imaginait, pendant que nous parlions, les fantômes de Sayo et de ses compagnons sacrifiés penchés sur son épaule. Il avait l'idée fixe de retourner le plus vite possible au pays pour reprendre le combat, peut-être pour y régler un contentieux personnel avec les assassins. Et nous lui demandions des comptes quant aux positions de Fidel Castro sur le printemps de Prague et sur le Mai français ! Vue de Rawson, Prague était loin. Pour continuer sa guerre, Robi Santucho avait besoin de l'appui des Cubains. Il croyait aussi pouvoir s'adosser au grand arrière du « camp socialiste ». À la guerre comme à la guerre. Pour lui, le monde se divisait en deux camps, amis ou ennemis. Même si tout n'allait pas pour le mieux dans le meilleur des mondes socialistes possible, il fallait donc faire bloc avec ce qu'il considérait comme des « alliés stratégiques ». Ce « campisme » faussement réaliste était aux antipodes de la tradition de l'Opposition de gauche au stalinisme. Mais nous avions beau tenter de le convaincre que ce faux réalisme à courte vue avait un prix exorbitant, il n'entendait plus : la IVe Internationale, combien de divisions ?

En 1981, j'ai retrouvé ce même « réalisme » illusoire, teinté d'un zeste de cynisme, lors des événements de Pologne. Un camarade, qui avait été proche pendant son exil parisien et qui militait alors en clandestinité dans les rangs du MIR chilien, me dit toute sa sympathie envers les grévistes de Gda"nsk. La naissance de Solidarno's'c apportait une justification éclatante à nos critiques du stalinisme et des dictatures bureaucratiques. Mais, les travailleurs polonais n'ayant « aucune chance de l'emporter » dans le monde tel qu'il était pour relancer la construction d'un socialisme démocratique, mieux valait que les Soviétiques y mettent bon ordre le plus rapidement possible, sous peine de voir le « camp socialiste » affaibli et divisé face à l'« ennemi principal » impérialiste. C'était d'autant plus urgent, selon lui, que la dictature chilienne donnait des signes d'usure et que les mobilisations populaires montaient à nouveau dans tout le cône Sud. Ce discours, de la part d'un camarade formé et informé, me laissa pantois.

Pas le moindre cynisme chez Santucho. De plus, la zizanie qui avait éclaté dans les rangs du PRT le préoccupait. La régionale-sud de Buenos Aires était entrée en dissidence. Il nous soupçonna probablement d'avoir profité de son absence pour l'encourager, si ce n'est pour la susciter. À dix mille kilomètres de là, les reliques du mouvement ouvrier européen, le thé et les spéculos devaient lui paraître irréels.

Le 19 juillet 1976, Robi Santucho a été tué avec sa nouvelle compagne, Liliana Delfino, dans l'assaut des militaires contre une « maison opérationnelle » où il s'était retranché, quelques jours avant de s'exiler à Cuba. Avec sa dizaine de morts et de disparus, l'arbre généalogique de la famille Santucho peut se lire comme un martyrologe de la lutte populaire des années soixante-dix en Argentine[3].

Au printemps 1973, j'ai fait à Toulouse la campagne des élections législatives, dans une circonscription convoitée par Jean-Jacques Servan-Schreiber. Le parti communiste présentait René Piquet. Je l'avais connu, lors de mes vacances blésoises, jeune secrétaire fédéral du Loir-et-Cher promis à un brillant avenir à la direction du parti. Dans une circonscription voisine, le candidat de la Ligue était le vétéran Jules Fourrier. Républicain breton, libre-penseur laïcard, peintre en bâtiment, syndicaliste libertaire, il avait rejoint le parti communiste au début des années trente, en pleine « troisième période », par goût, disait-il, de la « bagarre de classes ». Il incarnait bien cet « héroïsme bureaucratisé » des années trente évoqué par Isaac Deutscher. En 1936, élu dans la circonscription du quai de Javel où se trouvaient les usines Citroën, il était le plus jeune député communiste dans la Chambre du Front populaire. En 1937, il fut agent de liaison d'André Marty dans les Brigades internationales à Albacete. Déboussolé par le pacte germano-soviétique, il fit partie des députés communistes qui votèrent les pleins pouvoirs à Pétain. Cette tache dans sa « bio » lui colla à la peau comme le sang sur les mains de Lady Macbeth. Pourtant, il n'a pas tardé à surmonter ce moment d'égarement. Vivant avec une militante de famille poumiste rencontrée en Espagne, déporté comme résistant à Buchenwald, il a rompu avec le Parti et créé, dans les années cinquante, le cercle Germinal (un courant de gauche au sein du PSU). Après 1968, il a participé au lancement du Secours rouge, puis rejoint en 1969 la LCR, comme on rentre chez soi.

Avec son accent breton, son œil malicieux, sa forte tête hilare, Jules était un personnage. Notre génération avait alors tendance à croire que les campagnes électorales se joueraient désormais essentiellement dans les médias. Lui avait été formé dans les années trente à l'école d'agit-prop du Parti, à une époque où on colportait *L'Huma* à bicyclette dans les villages. Les adeptes du Tupperware et de la cage d'escalier n'ont rien inventé. Jules ne parlait pas de militantisme de terrain. Il appelait ça simplement « faire de la poussière ». Il nous recommandait de passer dans chaque hameau, dans chaque quartier, de placarder sur la mairie ou le troquet du coin une ou deux affichettes annonçant une réunion publique. Il ne viendrait que deux, trois ou six personnes. Ce serait un début. Il faudrait persévérer. Il en viendrait le double la fois suivante. Malgré des jambes malades, qui lui rappelaient douloureusement le camp, au lieu de prendre le bus, une fois par semaine, Jules partait du local, un paquet de tracts sous le bras, pour faire les boîtes aux lettres en rentrant chez lui à pied. Il s'étonnait que les jeunes militants n'en fassent pas spontanément autant. Ce n'était pourtant pas compliqué ! Une fois par semaine ! La « poussière » finirait bien par payer.

Dans la « bagarre de classes », chaque pouce de terrain compte !

La question du Concorde était la grande affaire de la campagne électorale toulousaine. Le parti communiste défendait l'avion de prestige au nom des retombées technologiques escomptées et de la « grandeur française ». Ce n'était pas encore le « Produisons français » de sinistre mémoire, mais le ton était donné. Nous portions systématiquement la contradiction dans les réunions de Servan-Schreiber (protégé par des nervis d'extrême droite) ou de René Piquet. Rompant la trêve électorale, une grève exemplaire, avec un comité de grève élu, éclata aux usines Ruggieri. Nos camarades y jouaient un rôle de premier plan. Exaspérés par nos interpellations, les dirigeants communistes locaux n'osèrent même plus tenir leurs réunions de libre parole, sur le modèle des « Dites-moi, monsieur Marchais », organisées alors à l'échelle nationale. Au décompte des suffrages, notre résultat fut pourtant maigre.

Aussitôt tournée la page électorale, nous partîmes en bus pour Milan, où devait se dérouler une grande manifestation internationale de soutien aux peuples indochinois. Elle s'acheva en apothéose sur la piste de bois légendaire du Vigorelli, vibrant encore des exploits de Fausto Coppi, Jacques Anquetil, Roger Rivière dans leurs courses au record de l'heure. Précédé d'une fanfare (dans laquelle Sophie maniait joyeusement le tambourin), le cortège de la Ligue avait fière allure. Comme il pénétrait pour un tour de piste triomphal sur le vélodrome où se tenait le meeting final, des hordes de mao-staliniens fanatiques dégringolèrent des gradins aux cris de « Vive Staline ! », bien décidées à casser du trotskiste. C'était sous-estimer la *furia francese* de notre service d'ordre, résolu à venger la mémoire des victimes des procès de Moscou. L'affaire se termina par une bataille rangée médiévale à coups de

hampes de drapeaux au milieu de la pelouse, sous les regards d'un public ébahi de ce spectacle imprévu.

Au retour à Paris, les préparatifs de la manifestation du 21 juin contre le meeting raciste d'Ordre nouveau à la Mutualité battaient leur plein. L'affaire sentait la poudre. De manifestation en manifestation, notre contact avec les forces de l'ordre devenait de plus en plus musclé. L'année précédente, une manifestation nocturne contre un meeting raciste d'Ordre nouveau au Palais des Sports avait tourné à l'émeute. Pour protéger les distributions de tracts à la porte des usines Citroën de Rennes contre les sbires du syndicat jaune maison, nous devions envoyer plusieurs camionnettes de renforts parisiens et imposer à coups de cocktails Molotov le respect de la démocratie syndicale. À l'université de Nice, une guerre civile larvée opposait nos militants aux fascistes locaux. Les escarmouches se multipliaient sur les marchés d'Aligre ou de la Convention. C'était l'escalade.

La préparation de la manif du 21 juin fut un modèle du genre. Pressentant qu'elle serait importante mais minoritaire, nous avons stocké, des jours à l'avance, quantité de cocktails et de barres de fer dans des caisses de chantier, disséminées en différents points de la Capitale. Michel Recanati, Charles Michaloux et moi étions chargés de la direction des opérations. Le matin du 21, l'affaire prenait une tournure inquiétante. Si la Ligue était la principale force organisatrice, l'initiative rassemblait les différentes familles de l'extrême gauche. Dans cette émulation martiale, aucune ne voulait prendre la responsabilité d'une reculade. Nous avons donc essayé en vain d'imaginer quelques coups d'éclat qui permettraient de relativiser la manifestation du soir.

Les militants avaient des rendez-vous de cellule secondaires précis sur des quais de métro. Ils avaient reçu des parcours chronométrés à la minute près, pour jaillir de façon parfaitement synchronisée aux abords de la Mutualité. En fin d'après-midi, les « chefs de groupe » se réunirent pour recevoir les dernières consignes. Les visages étaient tendus, un peu pâlichons. Je présentai un plan d'une simplicité biblique. D'après les informations des estafettes chargées de communiquer les derniers renseignements sur le dispositif policier, nous devions pouvoir former un cortège de quelques milliers de militants, tous casqués et munis de barres de fer, à la hauteur de la place Monge. Nous chargerions aussitôt en direction de la Mutualité. Ensuite, la consigne était simplement de « tenir la rue jusqu'au dernier métro ». Le silence perplexe et les regards interrogateurs qui accueillirent cette harangue en disaient long.

Cette charge héroïque a fait couler depuis beaucoup (trop) d'encre[4]. Après le premier assaut et le premier rideau de flamme, la peur dominée se mua en fureur. Comme un ressort qui se détend, l'audace des manifestants devenait inversement proportionnelle à la trouille qui avait précédé. Jamais nous n'avons vu un tel sauve-qui-peut de policiers détalant, se bousculant, roulant dans le caniveau, avec des manifestants déchaînés sur leurs talons. Pendant que les premières lignes chargeaient, des groupes mobiles latéraux les bombardaient de cocktails. Christophe Aguiton et ses voltigeurs faisaient merveille. Sous son drôle de casque, Edwy Plenel avait la moustache en ordre de bataille. De lapins, nous étions devenus chasseurs. Le cortège finit par refluer et se tronçonner. Après une dernière ruée contre les cars de police stationnés place Edmond-Rostand, le contingent principal se replia vers la Seine et traversa le pont d'Austerlitz. Au passage sur la place de la Bastille, les manifestants exténués n'avaient plus de banderoles. Ils n'avaient même plus la force de crier des mots d'ordre. On n'entendait que le raclement métallique des barres de fer sur le bitume. Le dernier carré de cette horde fourbue descendit la rue du Faubourg-Saint-Antoine vers le local d'Ordre nouveau qui fut pris d'assaut. Mission accomplie. Dispersion.

Ce soir-là, la réunion de debriefing fut jubilatoire, malgré de vagues inquiétudes quant aux suites de l'affaire. Dès le lendemain, à l'issue du Conseil des ministres, le verdict faisait la une des infos. La Ligue communiste était dissoute. Ses responsables passibles, selon le ministre de l'Intérieur Marcellin, de poursuites pour tentative de meurtre sur les agents de la force publique. Déjà sous le coup d'une condamnation avec sursis, Pierre Rousset avait été dispensé de manif et chargé de la garde du local de l'impasse Guéménée. Il y fut arrêté pendant la nuit. Il fut décidé qu'Alain Krivine se laisserait arrêter

après une conférence de presse tenue sous la protection de François Mitterrand : il serait plus utile en prison que dans une clandestinité encombrante. Et puis, les slogans au goudron indélébile de l'été 68, encore visibles – « Libérez Krivine et Rousset ! » –, pourraient resservir !

Le 21 juin a suscité bien des commentaires, comme si, à défaut de vrais combats, la manifestation avait pris au fil des ans des proportions épiques dans la mémoire d'ex-militants rangés. Au lendemain de la dissolution, notre situation était bizarre. En Argentine, nos camarades avaient aussitôt organisé, en guise de représailles, un mitraillage de l'ambassade de France. On sentait bien que les propos exagérément menaçants de Marcellin manquaient de sens politique. Les dirigeants de la Ligue étaient recherchés. Mais, liberté de la presse oblige, *Rouge* restait légal. Suivant la législation française, il est plus difficile d'interdire un journal qu'une organisation. Pas une semaine il ne cessa donc de paraître. Il retrouva la fonction traditionnelle de la presse révolutionnaire d'« organisateur collectif », autour duquel se réunissaient des cercles de diffuseurs et de lecteurs. Responsables de la publication, Alain Bobbio et moi avions trouvé refuge, dans un coin perdu du treizième arrondissement, chez le comédien Paul Crauchet, absent pour cause de tournage. Des agents de liaison relevaient les articles dans des boîtes aux lettres mortes. *Libé* et *Politique Hebdo* prêtèrent leurs claviers de photocomposition et leurs tables lumineuses de maquette.

Stratégiquement discutable, l'action du 21 juin fut plutôt populaire dans les entreprises. Les ouvriers ne sont jamais fâchés de voir Guignol rosser le gendarme. Et puis, la cause – une manifestation antiraciste en défense des travailleurs immigrés (ce n'était que le début d'une campagne d'extrême droite fascisante, dont on a vu depuis la suite) – était légitime. Des centaines de personnalités, d'intellectuels, de syndicalistes, d'artistes, signèrent contre la dissolution de la Ligue un appel, largement édité en affiche et généreusement collé. Malgré sa phobie antigauchiste, le parti communiste fut même obligé de prendre notre défense et de participer (en la personne de Jacques Duclos !) à un meeting de solidarité au Cirque d'Hiver. Une grande première !

Fin août, les camarades belges de Mouscron nous firent passer la frontière à travers champs pour tenir à Gand la première réunion de direction nationale après la dissolution. Les retrouvailles furent joyeuses. Certains avaient pris prétexte de clandestinité pour se laisser pousser des moustaches fantaisistes, des barbes fleuries, ou pour se teindre les cheveux au henné. Maîtres d'œuvre de la réunion, Jacques Rzepsky et Olivier Martin arboraient des cravates voyantes, qui leur donnaient des allures de maquignons flamands. L'ambiance n'en était pas moins électrique. Les responsables du secteur entreprise étaient remontés contre les dérives gauchistes. Ils estimaient que la mésaventure nous désorganisait à un moment crucial pour notre implantation ouvrière. Directement comptable du 21 juin, la troïka formée par Recanati, Michaloux et moi-même n'était guère encline à l'autocritique. Nous avons reçu le renfort inespéré de nos anciens : celui de Pierre Frank, qui a toujours voué à Auguste Blanqui une admiration affectueuse, et celui de Michel Lequenne, pour qui les nombreux témoignages de solidarité en faveur de la Ligue justifiaient *a posteriori* nos dérapages militaires.

Marcellin avait escompté que la Ligue subirait le même sort que les maos de la Cause du Peuple, qui ne s'étaient jamais remis de sa dissolution en 1970. C'était manquer de jugeote et se méprendre sur notre enracinement social et sur la réalité des rapports de forces. Nous étions moins isolés qu'il ne le croyait. Dès septembre, Krivine et Rousset durent être relâchés. Certes, les vicissitudes liées à l'épisode de semi-clandestinité nous ont compliqué un peu la vie, mais ce n'était pas grave.

Sauf pour Michel Recanati.

Recherché comme le principal responsable du 21 juin, « Ludo » s'est livré à la police à l'automne après un bref séjour à l'étranger. La libération de Krivine et Rousset laissait en effet espérer un séjour relativement bref à la Santé. Cela vaudrait mieux que de s'enfoncer dans une spirale de clandestinité à l'issue incertaine. Le passage par la case prison fut pour lui l'occasion de faire le point sur sa jeune vie et d'affronter ses fêlures intimes. Il avait appris récemment que celui qu'il avait toujours pris pour son père, et qu'il admirait, n'était pas son vrai père. Il avait revisionné à la lumière de cette révélation le film de son enfance et de son adolescence. Pendant notre été de cavale, nous avons souvent discuté, sans aborder ce sujet de front. Il se contenta de l'évoquer, un soir où nous dînions dans un restau russe

de Clignancourt, en prétendant qu'il avait eu en Russie une aventure amoureuse d'où serait né un enfant. Je n'ai jamais su s'il s'agissait d'une fable, destinée à tester nos réactions, ou d'un traumatisme réel : il aurait reproduit son propre abandon paternel.

À sa sortie de prison, Ludo avait changé. Quelques mois plus tard, il vint me trouver en tant qu'ami et responsable des questions de sécurité. Il venait d'entamer une psychanalyse et se sentait obligé de prendre un « congé d'organisation » *sine die*. J'ai tenté en vain de l'en dissuader, lui conseillant de prendre le temps de souffler sans décrocher, de s'occuper un peu de lui et de la reconversion professionnelle qui lui tenait à cœur. Mais, moine soldat, Ludo se vivait comme un chef militaire. Méticuleux, consciencieux à l'extrême, il lui arrivait de vomir nerveusement avant le départ d'une manif ou le début d'un meeting. Il avait le sentiment, en se confiant à un psy, de trahir nos secrets. Il en éprouvait une irrépressible culpabilité. Sa cure était bloquée.

Il s'est éloigné. Ses apparitions se firent plus rares. Il ne répondait plus aux invitations, aux propositions de sortie. Il fuyait la discussion. Puis il disparut. Nous n'avons appris son suicide, survenu en 1979, que bien plus tard. Ludo était d'abord un homme d'action, intelligent, charismatique, dur et fragile à la fois. Une blessure profonde affleurait dans son éclat de rire brisé ou dans son sourire crispé, comme s'il s'agissait d'une manifestation de faiblesse déplacée. À travers le film de Romain Goupil, *Mourir à trente ans*, son suicide est souvent perçu comme le symbole d'une tragédie générationnelle et le point final d'une période où l'histoire nous mordait la nuque. Sait-on jamais de combien de fils croisés, noués, rompus, conduisent au suicide ? Peut-on jamais réduire cet instant de décision extrême, dénouement singulier d'une histoire singulière, à un simple enchaînement causal ou à l'illustration édifiante d'une aventure collective ?

Le film de Goupil vaut par la spontanéité des images d'amateur, par l'authenticité de la jeunesse, par la présence de Michel, surtout. La réalité y excède la fiction. Comme la fresque de Hamon et Rotman, il produit cependant un effet loupe narcissique sur le microcosme militant. L'histoire apparaît alors comme un jeu tragique de farces et attrapes pour une bande d'adolescents qui se cabrent devant l'entrée dans la vie. Nombre d'anciens militants désenchantés ont pu se reconnaître dans la nostalgie grinçante des récits d'Olivier et de Jean Rolin. Pourtant, ce n'était pas « pour de rire », comme disent les gamins. Du moins, pas pour tout le monde. Ludo, lui, prenait les choses terriblement au sérieux. Au cours de l'été 1972, il avait pris l'habitude de demander, dans un départ de rire aussitôt étranglé : « À quoi bon ? » C'était devenu une sorte de mot de passe complice, un simulacre de distance ironique, indiquant que nous faisions sérieusement ce que nous pensions devoir faire, sans toutefois nous prendre (trop) au sérieux ; et que nous étions bien conscients du côté parodique de nos remakes de *L'Affiche rouge*.

« À quoi bon ? » Il est clair, après coup, que Ludo ne (se) posait pas la question au deuxième degré. Elle avait commencé à le tarauder pour de bon. La « colonne absente » autour de laquelle il avait bâti sa jeune et fuyante vie chancelait dangereusement.

Comparée aux générations précédentes, nous n'avons guère connu – en France du moins – que des épreuves bénignes. Nous étions pourtant embarqués, à travers nos liens internationaux notamment, dans une aventure commune avec nos camarades basques, boliviens, chiliens, argentins, mexicains, brésiliens. Plusieurs n'ont pas survécu. J'ai en mémoire des dizaines de visages soudain effacés. Nous devons à ces visages disparus la loyauté revendiquée par Karol Modzelewski envers les inconnus auxquels une dette insoldable nous lie. Par fidélité envers eux. Par respect envers nous-mêmes. Rien n'est plus dégoûtant que ces photos, prises à la sortie de banquets commémoratifs ou de congrès socialistes, où une brochette de vétérans rassis lèvent le poing en entonnant par dérision la *Jeune Garde* ou *L'Internationale*. Comme pour dire : « On était jeunes ! On s'est tout de même bien amusés ! » Ou encore : « Nous avions tout faux, mais quel pied nous avons pris ! »

C'est *Nous nous sommes tant aimés*, dans la version Narcisse vieillissant…

La farce ne fut pourtant pas la même pour tous. Elle eut aussi ses dindons.

« On peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui », dit Pierre Desproges.

Cette même année 1973, François Maspero a fait une tentative de suicide.

1 Dont le *pelado* Gorriaran, organisateur, une douzaine d'années plus tard, de l'exécution spectaculaire du dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza dans les rues d'Asunción où il avait trouvé refuge après la révolution sandiniste.

2 Outre Ernest, Hubert Krivine et moi, était également présent le « vieux » Marcos, militant argentin qui avait travaillé dans la fabrique d'armes organisée par la IVe Internationale à la frontière marocaine pour aider le FLN algérien. Après le coup d'État de Boumédiène, il était resté en Algérie. C'est par lui, rencontré sous le nom d'Elbio, que le jeune Edwy Plenel établit son premier contact avec le mouvement trotskiste.

3 Voir notamment le chapitre sur « La famille Santucho » dans le livre émouvant de Marta Diana, *Mujeres Guerilleras. La militancia de los setenta en el testimonio de sus protagonistas femininas* (Buenos Aires, Editorial Planeta, 1996). Sur les rapports entre la Ligue communiste et le PRT, j'ai eu la surprise de découvrir sous la plume du psychiatre Miguel Benassayag (in *Che Guevara, du mythe à l'homme*, Paris, Bayard, 2003, p. 103-105) une affabulation aussi rocambolesque que calomnieuse.

4 Ainsi occupe-t-elle une place disproportionnée dans le gros livre de Christophe Nick, *Les Trotskistes*, Paris, Fayard, 2002.

10

Pleurer pour toi, Argentine…

« Tous les prophètes ont été violents par douceur. »
André Suarès,

Idées et Visions

Le 10e Congrès mondial de la IVe Internationale s'est tenu en janvier 1974 sur une plage pluvieuse de Rimini. On s'y déchira sur le bilan de la lutte armée en Amérique latine, sur l'imminence de la révolution en Europe, sur l'exécution, par un commando basque, de Carrero Blanco, successeur désigné de Franco. Deux blocs s'étaient formés. L'un, majoritaire, regroupait la plupart des sections européennes et une partie des sections latino-américaines ; l'autre, minoritaire, s'était rassemblé autour du Socialist Workers Party des États-Unis et du Parti socialiste des travailleurs d'Argentine, dirigé par Hugo Bressano, dit Nahuel Moreno. Au cours du débat préparatoire, chaque courant pouvait statutairement présenter ses positions dans les différentes sections. Grâce à *Mafalda*, à *L'Espagnol en 90 leçons*, et aux *Siete domingos rojos*, j'avais fini par me débrouiller en espagnol. Je fus donc expédié en Argentine défendre notre orientation.

Dans l'histoire des trotskismes latino-américains, l'Argentine est une terre chaude. Après guerre, deux courants s'y sont affrontés. Celui de Juan Posadas voyait dans le populisme nationaliste de Juan Perón un élément progressiste. Celui de Nahuel Moreno considérait au contraire le péronisme comme une sorte de préfascisme de pays sous-développé. Après le renversement de Perón, en 1955, la tendance posadiste commença à péricliter. Son gourou finit dans les années soixante par développer des positions plus proches de la paranoïa critique selon Dalí que de la théorie de la révolution permanente. Moreno revint en revanche sur ses positions antérieures pour se lier à la résistance péroniste. Il comprit l'impact de la révolution cubaine sur le continent et envisagea, dès le début des années soixante, d'engager son organisation dans la lutte armée. Il initia dans cette perspective un rapprochement avec le groupe de Tucumán dirigé par Mario Roberto Santucho. De ce processus, naquit le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) argentin. À contretemps.

Dès 1965, avec le débarquement des marines à Saint-Domingue, les vents avaient commencé à tourner. De la mort du Che en 1967, de l'échec des guérillas péruvienne, colombienne, guatémaltèque, Moreno tira la conclusion qu'un nouveau virage s'imposait. Santucho persévéra au contraire dans le projet initial. Au 9e Congrès mondial de 1969, le PRT se présenta donc divisé en deux délégations : le PRT-*Combatiente* (de Santucho) d'une part, le PRT-*La Verdad* (de Moreno) de l'autre. Quelques semaines après le congrès, des soulèvements urbains, le *Cordobazo* et le *Rosariazo*, éclatèrent en Argentine. La ville de Cordoba était un fief du PRT-Combatiente, mais le PRT-La Verdad y comptait aussi une implantation syndicale solide : son candidat à l'élection présidentielle de 1973 y était ouvrier dans l'industrie automobile. Moreno tira argument de ces explosions urbaines pour prôner un retour aux formes classiques de grèves et de soulèvements urbains contre un fétichisme de la guérilla rurale inspiré de la révolution cubaine (ou de sa légende). Santucho en déduisit la nécessité de renforcer la préparation militaire dans la perspective de transformer ces luttes spontanées en mouvements insurrectionnels organisés.

Trente ans et une hécatombe plus tard, la controverse peut paraître sinistrement dérisoire. Dans le contexte, elle ne l'était pas. Entre 1970 et 1973, le cône Sud de l'Amérique latine était en irruption permanente. Le Chili était gouverné par l'Unité populaire de Salvador Allende. En Uruguay, les Tupamaros multipliaient les coups d'éclat. En Bolivie, les coups d'État militaires alternaient avec les soulèvements de mineurs soutenus par la puissante centrale syndicale. Des milliers de vies étaient en jeu. La tragédie chilienne, les trente mille disparus argentins, les geôles uruguayennes allaient le confirmer. En quelques semaines, entre juin et septembre 1973, la dictature militaire s'imposa en

Uruguay et au Chili. La douloureuse expérience de la « voie chilienne » était dans toutes les têtes.

L'Argentine se distinguait par une tradition de violence sociale extrême, par l'existence d'un mouvement ouvrier sous hégémonie péroniste, par l'activité d'importants courants péronistes de gauche armés (comme les Montoneros) et par la présence d'une gauche révolutionnaire influencée par le castrisme. Un essai d'Ernest Mandel soulignait les faiblesses structurelles des bourgeoisies nationales dépendantes sur le continent ; il en déduisait un rapport organique quasi immédiat entre les tâches démocratiques et la dynamique socialiste de la révolution. C'était sous-estimer le fait que, à la fragilité des classes dominantes, faisait écho une faiblesse symétrique des classes dominées, encadrées plus durablement et plus solidement que nous ne l'imaginions par des formations nationalistes et populistes. La capacité du péronisme à se survivre, malgré les pires compromissions et une corruption galopante, n'avait pas fini de nous étonner.

Lorsque je débarquai à Buenos Aires, en octobre 1973, le continent était sous le choc du coup d'État de Pinochet, de la chute de la Moneda, du suicide de Salvador Allende. En Argentine même, la situation était paradoxale. Un an auparavant, la dictature militaire avait été balayée par la mobilisation populaire. Le président Cámpora assurait l'intérim en attendant le retour d'exil triomphal de Perón. Il régnait dans le pays une extraordinaire liberté de circulation, d'expression, de réunion. Les kiosques étaient couverts de publications aux jaquettes écarlates. Le portrait du Che trônait partout. Au carrefour de Callao et Corrientes, on croisait toutes sortes de figures de la subversion continentale : des Brésiliens attendant la chute de leur propre dictature, des conspirateurs boliviens en transit, des Uruguayens venus en voisins, des réfugiés chiliens qui n'imaginaient pas encore que ce puisse être si long, quelques Paraguayens avec leur nécessaire à maté. Pourtant, la presse quotidienne était pleine de faits divers violents, d'escarmouches armées, de *tiroteos*[1], d'enlèvements et de demandes de rançon. Pour distribuer le moindre tract à la porte d'une usine, il fallait souvent une encombrante protection armée, autant d'ailleurs contre les bureaucrates syndicaux à la gâchette facile que contre la police.

La délégation chargée de représenter les positions majoritaires de l'Internationale formait un attelage pittoresque. Heda Garza, une Juive new-yorkaise quadragénaire, ne passait pas inaperçue, avec ses chapeaux excentriques, son maquillage bariolé et ses jupes minimalistes. Son exubérance yankee nous valait invariablement de nous faire escroquer par les chauffeurs de taxi, sans même pouvoir protester – discrétion oblige : fréquentant des camarades clandestins, nous ne pouvions risquer d'attirer l'attention par un incident stupide. Notre troisième équipier, Ramiro del Valle, était un brillant linguiste mexicain, d'une imperturbable placidité.

Ma première visite fut pour les camarades de la Fraction rouge du PRT-Combatiente. Cette dissidence avait été exclue par Santucho à son retour au pays. Les désaccords portaient aussi bien sur des points d'orientation et de fonctionnement que sur les questions internationales. Présente principalement dans la zone sud de Buenos Aires, la nouvelle organisation entendait à la fois manifester sa fidélité envers la IVe Internationale et prouver qu'elle était capable, en matière de lutte armée, de rivaliser en courage et en détermination avec le PRT historique, alors à l'apogée de sa puissance. Ayant accumulé un coquet pécule grâce à quelques *secuestros* (enlèvements) réussis, nos camarades venaient d'éditer à des milliers d'exemplaires un volumineux numéro de leur nouvelle revue, *Cuarta Internacional*, fièrement titrée « *Si, trotskistas !* », pour défier la chasse aux sorcières orchestrée par les staliniens du cru, mais aussi un antitrotskisme sournoisement distillé par les dirigeants cubains. À mon arrivée, cette revue était exposée en bonne place dans tous les kiosques.

La direction de la Fraction rouge était composée pour partie de Brésiliens qui avaient rejoint la Ligue française pendant leur exil parisien : Paolo Antonio Paranagua, le jeune surréaliste nanterrois devenu après Mai 68 l'animateur de notre cellule de Renault-Billancourt, sa compagne Maria-Regina « Neneca », Flavio Koutzii dit « René[2] ». En 1971, ce groupe d'exilés projetait un retour au pays pour y reconstruire une organisation. Le premier à rentrer, Luiz Eduardo Merlino, fut arrêté et assassiné dès le lendemain de son arrivée. Les autres durent alors bifurquer, les uns vers le Chili de l'Unité populaire,

les autres vers l'Argentine, pour acquérir une expérience militaire et s'aguerrir auprès de la section sœur.

Un beau matin, je me présentai donc, dès potron-minet, dans une étrange pension de famille, où Paolo et Neneca louaient une piaule en soignant leur réputation d'étudiants étrangers studieux et sans histoires. Malgré l'heure matinale, Paolo était déjà parti sur le sentier de la guerre. Rayonnante, Neneca m'informa autour d'un petit déjeuner des dernières péripéties, ponctuant son récit d'une joie de vivre communicative. C'est elle qui me pilota dans des réunions d'étudiants de La Plata, armés jusqu'aux dents. Neneca n'était pas une tueuse. Simplement une étudiante qui aurait pu se dorer tranquillement sur les plages de Leblon en sirotant des *batidas de melão*. Mais elle avait atterri dans ce cul-de-basse-fosse, au milieu des fauves. Elle y tint bravement sa place, jusqu'à l'arrestation, la prison, la torture. Elle en est revenue avec un éclat de rire à jamais fêlé.

En un mois, j'ai pu visiter toutes les cellules de la Fraction rouge. Frustrés d'informations pour cause de cloisonnement, les camarades étaient avides de renseignements sur la situation européenne, de discussions théoriques, de détails sur notre épopée du 21 juin. Ils avaient pris la fâcheuse habitude d'enregistrer les réunions pour faire circuler les cassettes auprès des absents et des membres de l'appareil privés de réunion pour raisons de sécurité. Ces archives sonores leur ont coûté cher lors des arrestations de 1975.

À La Plata, Buenos Aires ou Córdoba, les réunions commençaient par une distribution d'armes et de munitions dans l'éventualité d'une intrusion hostile. Pendant qu'on préparait le maté, un(e) responsable exposait le plan d'évacuation des lieux. Je m'assurais plutôt deux fois qu'une du bon fonctionnement du cran de sûreté, en priant les bonnes fées prolétariennes pour que l'apparition d'un képi de postier ou d'employé du gaz ne déclenchât pas une guerre civile meurtrière. Il fallait tourner des heures dans des banlieues interminables, à bord de camionnettes bâchées, avant de pouvoir entrer à reculons dans les « maisons opérationnelles », dont certaines étaient dotées d'une « prison du peuple ». Nos camarades étaient jeunes, intrépides, pleins de confiance en l'avenir socialiste de l'humanité. Trois ans plus tard, la moitié de ceux que j'ai connus au cours de ces réunions avaient été arrêtés, torturés, assassinés.

Il était clair que nous faisions fausse route. L'écart était trop grand entre l'activité légale, d'un côté, et les conspirations de catacombes, de l'autre. La situation du pays était certes précaire, instable, incertaine. On pouvait profiter de l'ouverture démocratique, si éphémère fût-elle, pour accumuler des forces, tout en maintenant prudemment un appareil qui permettrait, si nécessaire, de replonger dans la clandestinité. Rebaptisée Parti socialiste des travailleurs, l'organisation de Moreno ouvrait ainsi partout des locaux publics et recrutait à tour de bras. À Mar del Plata, de tout jeunes marins-pêcheurs me firent fièrement visiter, dans le quartier du port, le petit cabanon de bois arborant les sigles du parti qui leur servait de local. Au siège central de Buenos Aires, Moreno me montra, derrière son fauteuil, les impacts d'une rafale tirée de la rue (semblable à ceux qui zèbrent la chambre de Trotski à Coyoacàn) et le parapet du balcon rehaussé depuis cette agression pour faire un angle mort.

La *plenaria* du PST préparatoire au Congrès mondial réunit à Buenos Aires un bon millier de militants. Moreno insista pour que nous comptions ensemble les présents afin de signer un constat en bonne et due forme. Je m'indignai de ces formalités paperassières entre camarades de parole. Il insista, alléguant les mauvais tours que lui auraient joués jadis les Européens *tramposos*. Je dus accepter le procès-verbal préalable à l'ouverture du débat. En fait de discussion, ce fut plutôt un procès. Comme dans un mauvais péplum, une camarade vint jeter au pied de la tribune un mystérieux paquet. Il contenait une collection complète de *Rouge*. La camarade se lança dans une véhémente diatribe théâtrale, accusant les camarades français de jouer les Robin des Bois le 21 juin, alors qu'ils ne faisaient rien pour la défense des travailleurs immigrés ou contre le colonialisme français aux Antilles. J'étais indigné de cette harangue démagogique. Nous intervenions sur les foyers Sonacotra et nous venions précisément de mener campagne contre la répression de jeunes lycéens guadeloupéens. J'ouvris le paquet de journaux, trouvai sans peine les articles concernés. Je parcourus les gradins en les brandissant sous le nez des participants impassibles. Un zeste de nationalisme aidant, les visages se fermaient au passage de « l'étudiant du Barrio Latino » venu faire la leçon aux colonisés.

À Córdoba, ce fut pire encore. Un dirigeant de la Fraction rouge, dont la rumeur faisait l'un des principaux acteurs de l'enlèvement et de l'exécution du directeur de Fiat Argentine, se proposa de m'accompagner. Córdoba, selon lui, c'était le Far West. Le PRT y était bien implanté. Le contentieux de la scission était encore brûlant. La visite d'un représentant de l'Internationale en ces lieux n'était pas sans danger. Le camarade étant l'un des hommes les plus recherchés du pays, nous avons pris deux vols séparés. Je l'attendis dans la cafétéria de l'aéroport. Lorsqu'il apparut sur la passerelle du vol suivant, j'eus l'impression de tourner dans un remake d'*État de siège*, le film de Costa-Gavras alors à l'affiche des cinés argentins : blazer bleu, Ray Ban fumées, l'œil aux aguets, des bosses suspectes sous la veste. Il trimballait sa paire de *fierros* pour m'escorter au siège du Parti socialiste des travailleurs où avait lieu l'assemblée de débat. L'accueil des responsables locaux fut glacial. Ils commencèrent par s'étonner de la présence à mes côtés d'un « provocateur » (*sic*) inconnu. Je fis valoir qu'il était membre comme eux de l'Internationale, qu'il assisterait à la réunion sans intervenir. Ils furent inébranlables : plutôt annuler la réunion que céder. Je ne voulais pas reculer non plus. La situation était bloquée et je risquais d'avoir fait dix mille kilomètres pour des prunes. Le camarade me tira d'embarras en proposant courtoisement d'aller m'attendre le temps nécessaire au bistrot du coin – avec sa pesante artillerie de campagne.

Le débat fut cauchemardesque. Deux cents militants m'expliquèrent qu'ils n'avaient pas besoin d'aumônes (le PRT procédait à des distributions nocturnes de lait et de couvertures devant les logements ouvriers) mais de syndicats. Comme dans un jeu radiophonique, une longue table était dressée où s'empilaient les œuvres complètes de Léon Trotski. À chacune de mes interventions, une demi-douzaine de préposés aux archives plongeaient fébrilement dans les grimoires pour pêcher la citation qui tue et faire passer une antisèche à l'intervenant suivant. Comble de disgrâce, je fus pris d'affreuses douleurs intestinales (dues à la nourriture ou au stress). Soucieux de ne pas perdre la face, je ne voulais pas me ridiculiser en demandant une pause pour me rendre aux toilettes. Je passai donc trois heures interminables à me contorsionner et à me dandiner, inconfortablement assis sur le dossier de ma chaise. L'organisateur de cette mémorable séance, un certain César, fut abattu deux ans plus tard à la sortie d'une réunion[3].

Ma soirée à Córdoba ne fut guère plus gaie. Les camarades de la Fraction rouge n'étaient dans la ville qu'une petite demi-douzaine, avides de discussion et ravis de l'aubaine. Nous avons passé la nuit entière à palabrer dans un pavillon reculé de banlieue. Le litige était stratégique. Convaincus que le FLN algérien avait remporté une victoire militaire, ils défendaient un projet de guerre populaire prolongée, dont le modèle était vietnamien plutôt que cubain. J'avais beau m'efforcer de les détromper, expliquant que la lutte de libération algérienne avait bien été une victoire politique mais une défaite militaire, ils n'en démordaient pas. Au point du jour, un bruit de moteur suspect se fit entendre (une voiture de voirie). Aussitôt, nous fûmes sur le pied de guerre, prêts à en découdre. Il n'aurait plus manqué qu'une bavure grotesque pour que la journée s'achevât en mortelle déroute.

Ces péripéties tragi-ridicules étaient pourtant l'écume d'une affaire sérieuse. Le PRT de Santucho avait pris acte de l'ouverture démocratique pour développer certaines activités légales ou semi-légales. S'il se considérait en état de trêve avec la police (à dominante péroniste), il restait en état de guerre contre l'armée golpiste. Le raisonnement (inspiré par les précédents du Guatemala et de Saint-Domingue) était qu'une situation révolutionnaire en Argentine serait aussitôt confrontée à une intervention américaine directe (le Chili était proche !). Le PRT concevait donc la lutte comme une guerre de libération nationale par anticipation. D'où la double référence symbolique, à José Martí pour la libération nationale, au Che pour la libération sociale. Mais lutter contre un occupant effectif est une chose ; c'en est une autre de déclarer la guerre à l'armée nationale d'un État réellement existant, au nom de la résistance à un occupant virtuel.

Nous allions contre un mur à tombeau ouvert. Nos camarades de la Fraction rouge voulaient rivaliser militairement avec le PRT, en disposant de moyens beaucoup plus limités et sans bénéficier de la même logistique internationale. Ils entendaient prouver ainsi que le désaccord qui les avait conduits à la rupture ne portait pas sur la lutte armée, toujours considérée comme le discriminant principal entre

révolutionnaires et réformistes. Chronique d'un suicide annoncé ! En moins de trois ans, le groupe fut décimé. Pratiquement toute sa direction fut arrêtée. Les portraits de nos camarades en terroristes étrangers (brésiliens), les traits tirés, la barbe hirsute, les cheveux en bataille, firent la une des journaux. Sur les clichés anthropométriques, les femmes – la pulpeuse Nora, la joyeuse Neneca – avaient les cheveux défaits, les yeux cernés, des visages farouches de viragos ou de pétroleuses communardes. Les survivants ne s'en sont pas remis. Paolo a tourné la page pour se consacrer au journalisme et à la cinéphilie. Neneca vit dans les environs de Porto Alegre avec une demi-douzaine de chats. Le sourire est toujours aussi éclatant, mais le cœur n'y est plus. Sorti de prison aussi amaigri qu'un rescapé des camps, Flavio s'est patiemment reconstruit, au prix d'un long travail de deuil. Malgré ses « éclats de morts dans le cœur[4] », il est l'un des rares à avoir gardé, grâce à son militantisme dans les rangs du Parti des travailleurs, un engagement politique actif.

En 1985, cette tragédie argentine a encore fait, dans le petit cercle des Brésiliens, une victime à retardement. J'avais rencontré Celso Castro en 1973 à Buenos Aires. Au milieu des années soixante-dix, après avoir connu successivement les coups d'État du Brésil, du Chili, d'Argentine, il a atterri en France où il fut permanent technique de la Ligue. Rentré au pays après des péripéties rocambolesques au Venezuela (où il croisa Pierre Goldmann), je l'ai retrouvé à São Paulo dès mon premier séjour, en 1980. Nous avons passé de longues soirées dans les bars de Pinheiros à boire des caipirinhas en évoquant le vieux temps, pas si bon que ça. Plus d'une fois, je l'ai vu s'éloigner dans la nuit, sa massive carcasse à la démarche chaloupée secouée d'une toux grasse, par la rue de la Consolação(!). En 1985, avec un compagnon, il fit irruption en plein jour, à Porto Alegre, chez un ancien consul du Paraguay d'origine allemande, au passé nazi avéré. Les voisins alertèrent la police. Celso et son compère abattirent le consul et sa femme. Puis, suivant un pacte mortel convenu d'avance, ils se sont tués d'une balle plutôt que d'aller en prison. On suspecta un assassinat policier déguisé en suicide. Mais les amis les plus proches se sont convaincus de la version officielle. C'était comme si, me confia Flavio, quelqu'un qui aurait reçu une bombe atomique sur la tête en 1975 en Argentine en était mort seulement dix ans plus tard au Brésil. Peut-être Celso n'était-il jamais parvenu à évacuer le sentiment de culpabilité pour avoir, à la différence de tant d'autres, échappé à la torture et à la mort.

Que de visages effacés.

Que de rires éteints.

Que d'espérances massacrées.

Éprouvant sur le coup, l'épisode argentin reste rétrospectivement une expérience désolée. Les organisations clandestines respectant une sorte de couvre-feu, je passais seul la plupart des soirées. Le soir venu, cloisonnement oblige, c'était chacun chez soi, et on ne savait où. J'étais hébergé chez des militants du Parti socialiste des travailleurs qui m'adressaient à peine la parole. Je dînais d'un morceau de fromage agrémenté de *dulce de leche*. J'avais tout le temps de m'initier à la musique d'Astor Piazzola ou Gato Barbieri, aux tangos classiques d'Homero Manzi et d'Anibal Troilo, de me repaître des succès – *Mi Buenos Aires querida* (sans la moindre ironie, bien sûr !) – de mon compatriote Carlos Gardel (que leur idole fût natif de Toulouse taquinait le chauvinisme de mes hôtes !).

Dans cette grisaille morbide, il y eut des éclaircies. Parmi les rameaux emmêlés des scissions du trotskisme argentin, s'était détaché du tronc du PRT un Groupe ouvrier révolutionnaire (GOR), animé par le « Che » Daniel Pereyra, le délégué du PRT-*Combatiente* au 9e Congrès mondial. D'une galanterie charmeuse, le regard bleu enjôleur, cet ancien ouvrier métallurgiste était une légende. Dans les années soixante, Moreno l'avait expédié au Pérou assurer la logistique matérielle et financière d'un projet insurrectionnel échafaudé autour d'Hugo Blanco (gagné au trotskisme en Argentine dans les années cinquante), dont la popularité était grande parmi les paysans de la vallée de la Convención. Daniel avait été arrêté et emprisonné après une série d'expropriations réussies[5]. Libéré, il était rentré en Argentine en 1967, au moment de la rupture entre Moreno et Santucho. Il fit alors partie des « vieux » trotskistes (fort jeunes en réalité) restés au PRT-Combatiente. Son inaltérable allégresse, sa gentillesse,

son humour, son élégance chevaleresque n'ont pas peu contribué à gagner notre soutien à l'orientation de lutte armée.

Au fur et à mesure que les intentions stratégiques de Santucho devenaient plus précises, de nouvelles divergences surgirent. Il ne s'agissait plus simplement d'une pétition de principe abstraite en faveur de la lutte armée, conçue comme la ligne de partage absolue entre révolutionnaires et réformistes et comme la conclusion logique de l'injonction testamentaire du Che – « Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution » –, mais de traduire cette généralité en stratégie concrète. Le schéma développé par Santucho avec une indéniable suite dans les idées s'inspirait des théories vietnamiennes de la guerre populaire prolongée, plutôt que du foquisme guévariste. La création de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), le projet de territoires libérés (dans la région rebelle de Tucumán), les attaques de casernes en plein centre de Buenos Aires pour se procurer de l'armement lourd s'inscrivaient dans cette perspective[6]. *Porteno* jusqu'au bout de ses chaussures, Pereyra était très rat des villes, et très peu rat des champs. Peu convaincu de ces plans mirobolants sur la comète, il constitua le GOR avec quelques camarades.

Les ambitions du groupe étaient fort modestes. Ses dirigeants ne rêvaient pas de se lancer à l'assaut du Palais d'Hiver. Ils se contentaient de tenir humblement leur place dans un combat dont ils n'étaient qu'un petit rouage. Le GOR limita son activité à une propagande armée : protection des interventions aux portes des entreprises, expropriations visant à assurer les bases économiques et logistiques du groupe (la vie clandestine coûte cher), etc. L'enlèvement du psychiatre en chef du quartier de haute sécurité à la prison de Villa Devoto fut l'un de ses hauts faits d'armes. Le traitement psychiatrique des prisonniers politiques s'apparentait en effet à de la torture blanche. Enregistrée, la confession du psy fut publiée sous forme d'un petit livre à fort retentissement. Après quoi, le bourreau des âmes fut relâché indemne, comme pour adresser un pied de nez aux autorités carcérales.

Le trio dirigeant du GOR avait son quartier général dans une vraie-fausse boutique de jouets. Derrière une vitrine opaque de crasse, un train électrique poussif et poussiéreux tournait interminablement en rond. Le négoce n'était qu'une – fragile – couverture. On n'y trouvait guère de chevaux de bois, d'ours en peluche, ou de lapins-tambours. Au sous-sol, un atelier de métallurgie artisanale était doté de l'outillage nécessaire pour transformer des armes ordinaires en armes automatiques munies de silencieux. Les camarades vivaient frugalement. À l'heure du repas, Daniel ou Nestor allaient chercher une pizza royale et une bouteille de vin chilien en l'honneur du camarade français. Nous partagions les anchois et les olives de l'amitié. Ce furent les moments les plus chaleureux de mon expédition argentine.

Quelques mois plus tard, Nestor, petit homme au regard myosotis et poète plein de sensibilité, s'est pendu dans sa cellule. Daniel a une nouvelle fois échappé à la dictature. Il vit aujourd'hui à Madrid où il a publié un livre sur la lutte armée en Amérique latine[7]. Il a bon pied, bon œil, et bon moral. Toujours aussi dynamique et enjoué, il a traversé les années maussades du postfranquisme sans se rendre, attentif à la moindre repousse d'espérance, fidèle à ses engagements, à ses compagnons, et à ses morts.

Hasta siempre, « Che » Pereyra !

Au cours de la tournée des popotes argentines, j'eus un rendez-vous dans une arrière-salle obscure avec Raymond Molinier, autre légende du mouvement trotskiste. Toute sa vie est un roman. Omniprésent dans les querelles et les scissions de l'Opposition de gauche des années trente, il semblait avoir disparu après la guerre du côté de l'Amérique latine. L'historien Pierre Broué écrivait qu'il était parti de Lisbonne pour une destination inconnue en tant que Monsieur Loyal d'un cirque ambulant. On l'avait cru mort, le confondant peut-être avec son frère Henri, tombé pendant la libération de Paris. Raymond refit surface lors du Congrès mondial de 1969 à Rimini… en tant que délégué de l'Uruguay ! Comme un

jeune camarade espagnol, féru d'archéologie trotskiste, évoquait la vie rocambolesque d'un aventurier disparu du nom de Molinier, un vieux monsieur distingué se présenta simplement : « Je suis Molinier. » Ce fut comme l'apparition d'un revenant aux douze coups de minuit.

L'été suivant, nous passions quelques jours dans la maison familiale des March, à Foxa, près de Gérone. Un jour, au retour de la plage, un voisin nous prévint que nous avions eu la visite de notre oncle Raymond. Méfiance ! L'Espagne vivait sous une dictature et nous ne voyions pas de quel oncle il s'agissait. Le lendemain, une guimbarde, tout droit sortie de *Fantasia chez les ploucs*, surgit dans un nuage de poussière sur le chemin de terre : Molinier ! Il avait décroché un job de quelques mois dans une agence immobilière de la Costa Brava. Son boulot consistait à distribuer des prospectus sur les plages pour la vente d'appartements en bord de mer. Il avait ainsi accès à une ronéo et à une machine à alcool, une véritable aubaine dans l'Espagne franquiste où ces machines étaient rares et tombaient fréquemment lors des perquisitions.

Raymond avait obtenu notre adresse par Pierre Frank, qui passait ses congés à Collioure. Commentaire impitoyable de ce vieux bolchevik mal léché de Molinier : « Quand on est fatigué, on dort ! Est-ce que la bourgeoisie suspend la lutte de classes pour prendre des congés ? » Il proposa de se mettre au service de la section espagnole. Section, c'était beaucoup dire ! Le petit noyau militant ne comptait encore que quelques dizaines d'affidés. Avant de repartir pour l'Argentine, Raymond « expropria » la ronéo et la machine à alcool de son employeur pour les offrir aux camarades catalans.

Avant son départ, il nous fixa (à Robert March et à moi), un mystérieux rendez-vous au crépuscule sur le petit port de Sa Riera. Adossé à une barque, il retira précautionneusement sa chaussure, dévissa le talon, exhuma comme une précieuse relique une feuille de papier pelure soigneusement pliée. C'était l'une des dernières lettres du Vieux, se réconciliant peu avant sa mort avec ceux qu'il appelait « ses neveux », les turbulents Frank et Molinier. Peu informés des péripéties fractionnelles de l'entre-deux-guerres, Robert et moi ne savions rien de l'excommunication qui avait frappé les deux compères. Raymond, lui, était convaincu que le document valait absolution et réhabilitation. Il le remit avec dévotion dans le talon de sa chaussure.

En Argentine, Molinier devint au début des années soixante-dix l'homme de confiance de Santucho. Sous une fausse identité d'ingénieur français résidant à Montevideo, il acheminait la presse clandestine du PRT à l'aéroport d'Ezeiza dissimulée dans des œufs de Pâques géants. C'est encore lui qui apporta de la trésorerie fraîche à Santucho, en stand-by à Santiago après son évasion de Rawson. Interpellé par les douaniers chiliens en possession d'un attaché-case bourré de dollars et de pesos, il déclara d'un air entendu : « Téléphonez de ma part au président Allende » (qu'il connaissait en effet personnellement). À l'automne 1973, il avait fondé son propre groupe et tenait une permanence au fond d'un bistrot borgne, où il recevait sa poignée de conjurés et d'où il distribuait son bulletin *Patria socialista*. Curieux patriote argentin que ce vieux forban cosmopolite, vétéran d'innombrables conspirations défaites.

Avec Molinier, la réalité dépassait toujours la fiction. Il surgissait où on ne l'attendait pas. On avait du mal à suivre la logique de ses récits, pleins d'étonnantes coïncidences. On pouvait croire qu'il affabulait, jusqu'à ce qu'un détail précis vînt authentifier son improbable fable. Avant la guerre, il avait fait avec Frank de la carambouille pour assurer la logistique de l'organisation. Le fameux cirque avec lequel il était parti de Lisbonne aurait été une filière d'évacuation de résistants recherchés. Son ancienne compagne française vivait en Argentine avec un des bourreaux d'Oradour. Sa jeune compagne allemande (à soixante-dix ans passés, Raymond restait un séducteur impénitent), fille d'honorables pasteurs luthériens fort surpris de se découvrir un tel « gendre », fut enlevée et assassinée par les militaires argentins. À la fin des années quatre-vingt, après la chute de la dictature, il put récupérer son cadavre martyrisé aux yeux énucléés. Il prétendait avoir déposé avant la guerre, au Musée social d'Amsterdam, de précieuses archives, que nous avons crues imaginaires, jusqu'à ce qu'elles réapparaissent un jour, retrouvées dans la réserve où elles somnolaient depuis une quarantaine d'années. En feuilletant un magazine pendant un voyage transatlantique, il eut un jour l'idée d'organiser un import-export de pull-overs en poil de lama, achetés au prix de gros dans les coopératives péruviennes, et revendus au prix fort dans les boutiques de Saint-Germain-des-Prés (au profit de la

cause, bien sûr). De retour en France, approchant des quatre-vingts ans, il fit l'acquisition d'un casque intégral pour participer aux charges héroïques du service d'ordre de la Ligue. Le souffle un peu court, il était distancé lorsque le cortège accélérait. Il prenait alors le métro pour rejoindre la tête de manif deux ou trois stations plus loin. Il joua même les intermédiaires dans l'achat par des émirs de châteaux Renaissance de deuxième catégorie, démontés pierre à pierre et reconstitués, dans une version pétrolière du *Fantôme à vendre* de René Clair.

Entre révolution et aventure, conspiration et escroquerie, la vie de Molinier fut un roman à multiples scènes et multiples temporalités, plein d'agents doubles et de faux passeports. Le plus étonnant, c'est qu'il parvint à ne pas s'égarer dans ses propres labyrinthes et à rester, tant bien que mal, fidèle à sa cause. Il est mort pauvre, sans la moindre trace d'enrichissement ou de confort personnel.

En 1973, mon retour à Paris fut, à l'unisson du séjour, une sorte de coup de grâce grotesque. À l'embarquement du vol, je tombai sur Jean-Edern Hallier. Nous nous étions vaguement renontrés au lendemain de 68. Il vint s'installer à mes côtés. Dix-sept heures de vol, dont deux escales, à Rio et à Lisbonne, flanqué de cet histrion ! Terrorisé par les décollages et les atterrissages, il se donnait du cœur au ventre en absorbant force whiskys tassés qui dopaient sa grossièreté libidineuse envers les hôtesses. Mégalo intarissable, il prétendait que l'Europe était un continent épuisé, que plus rien d'intéressant ne s'y passerait, qu'il était envoyé en reportage sur l'Amérique latine par un journal du soir, qu'il venait d'être reçu par Banzer en Bolivie, qu'il avait visité le Chili de Pinochet, que sa notoriété internationale égalait désormais, voire dépassait, celle de Sartre. Il rapportait de son voyage les matériaux d'un livre, *Le premier qui s'endort réveille l'autre*, où devaient figurer certaines confidences pittoresques de Molinier. Pour échapper à cette envahissante, (et compromettante) compagnie, j'étais obligé de feindre un sommeil profond.

J'appris plus tard que le matamore avait détourné au passage des fonds de solidarité destinés à la résistance chilienne. Dire que le microcosme mondain de l'Hexagone aura fait une renommée littéraire à cette pitoyable imposture ! Hallier n'a jamais payé au photographe Élie Kagan des clichés publiés dans *L'Idiot international*. Colosse à la barbe rousse, baroudeur rescapé des camps, Élie était l'auteur des précieuses photos du massacre des Algériens d'Octobre 61. Il avait aussi mitraillé les scènes de barricades du Quartier latin. Fuyant ses demandes pressantes, Jean-Edern Hallier a aggravé son cas en commettant l'imprudence de proférer des insultes antisémites du fond des toilettes de son appartement (rue de Birague) où il s'était retranché. Élie s'est alors juré de ne jamais rater l'occasion de le gifler en public. Un jour de meeting à la Mutu, il l'attendit au pied de la tribune, appareil photo en bandoulière, pour lui administrer une claque retentissante. Par la suite, d'aussi loin qu'il apercevait la barbe rousse de Kagan, Jean-Edern Hallier détalait comme un lapin sans demander son reste. Merci Élie, pour cet acte de justice populaire immanente.

Ma mission initiatique en Argentine m'a vacciné contre une vision abstraite et mythique de la lutte armée. J'y ai constaté que les armes ne sont pas une frontière infranchissable entre réforme et révolution, et qu'il peut exister un réformisme armé : la longue histoire du populisme latino-américain en offre maints exemples. Sous l'impact de la révolution cubaine, la lutte armée a pu apparaître comme une ligne de partage des eaux. Elle ne définissait pas pour autant une stratégie. Guerre populaire prolongée, insurrection armée, propagande armée : bien des projets différents, bien des pratiques pouvaient se nicher sous un même vocable.

Les armes ont leur logique. Pour le PRT-ERP, les militants étaient d'abord des combattants de l'ombre. Soldats de la nuit, ils se faisaient souvent passer le jour pour des travailleurs apolitiques ou indifférents, au prix d'une douloureuse schizophrénie si des conflits sociaux venaient à éclater dans leur entreprise. Un appareil militaire génère ses propres besoins. Une part considérable de l'énergie mobilisée et des risques encourus par les militants du GOR ou de la Fraction rouge était consacrée à l'entretien de leur propre (micro) appareil. Acheter des armes, les stocker, les entretenir, louer des

maisons opérationnelles, maintenir les militants clandestins coûte cher. Il faut de l'argent. Pour se le procurer, il faut exproprier des banques. Pour exproprier des banques, il faut des armes. Dans cette spirale, de plus en plus de militants sont professionnalisés et socialement déracinés. Au lieu de se fondre dans un milieu social comme un poisson dans l'eau, leur existence dépend de plus en plus d'un appareil en expansion.

À son apogée, le PRT aurait eu un budget comparable à celui d'un (petit) État africain. La vie des dirigeants oscille alors entre deux possibilités : une existence dangereuse, mais matériellement confortable, d'aventuriers à la limite du banditisme social, ou bien l'ascèse morale d'une discipline monacale. Santucho s'efforça de maintenir la seconde option, ainsi qu'en témoigne le manuel de règles de vie, *Moral y proletarizacion*, dont il dota son organisation[8]. Homme le plus recherché d'Argentine, il déambulait encore, dit-on, dans les rues de la capitale vêtu d'un misérable poncho sous lequel il dissimulait ses armes. Mais peut-être la légende dépasse-t-elle la réalité.

Nos petites histoires s'inscrivaient tant bien que mal dans l'histoire tout court, même si, comme Fabrice dans la mêlée de Waterloo, ou comme le peintre Géricault ballotté dans la confusion de *La Semaine sainte*[9], nous avions du mal à en déchiffrer les lignes de force. Un cycle politique touchait à sa fin. Celui initié par la révolution cubaine, par les conférences de l'OLAS, par le message du Che à la Tricontinental. Libéré des geôles boliviennes, Régis Debray a tiré en 1974, dans *La Critique des armes*, un bilan des thèses développées huit ans plus tôt dans *Révolution dans la révolution*. Ce retour critique entrait en résonance avec nos propres interrogations. Il soulignait la complexité des pays latino-américains, rangés par les textes de la Tricontinental parmi les pays coloniaux, au même titre que des pays d'Afrique et d'Asie soumis à des formes directes de dépendance. Or, leur souveraineté, même en partie formelle, n'était pas sans conséquences stratégiques. Ainsi « la guerre révolutionnaire en Amérique latine » était-elle « à cheval sur deux classicismes historiques, inconfortable vertige : mêlant certains traits de la guerre civile révolutionnaire à ceux de la lutte populaire de libération, elle doit combiner le court et le long terme, l'insurrection populaire dans les centres industriels (grève générale révolutionnaire) et la formation d'une armée populaire ou paysanne à la campagne, le travail au sein de l'armée (comme en Russie) et la construction d'une armée nouvelle (comme en Chine) ». Élégante façon de conjuguer théoriquement les classicismes. La pratique fut autrement problématique.

Cette situation singulière poussait les révolutionnaires à télescoper les rythmes et à bâtir leur projet en prenant pour hypothèse de départ ce qui n'était encore qu'un scénario possible. En donnant pour certaine une future occupation étrangère, Santucho considérait ainsi comme acquis, au risque de compromettre les tâches de l'heure en les subordonnant à d'hypothétiques tâches futures, ce qu'il s'agissait précisément de démontrer : la possibilité d'une guerre populaire en Argentine.

Même si nous avons toujours gardé nos distances envers sa théorie du *foco*, nous ne pouvions pas ne pas nous reconnaître, au moins en partie, dans le retour (auto)critique de Debray sur les illusions d'un « léninisme pressé ». Nous devions faire, nous aussi, notre examen de conscience. La lutte armée votée au 9e congrès mondial ? Une généralité à contretemps. La tragédie de l'Unité populaire chilienne ? Une leçon pour la gauche européenne.

« Beaucoup mourront, victimes de leurs erreurs », avait prophétisé le Che. Beaucoup étaient morts, en effet, à commencer par lui-même. Beaucoup, parmi lesquels le paysan bolivien Thomas Chambi, Luiz Merlino, Nestor le poète, le légendaire Jo Baxter[10], Pedro Bonnet, Luis Pujals, Celso Castro, le nègre MacLean, les Chiliens Bautista van Schouwen, Miguel et Edgardo Enriquez, Robi Santucho et « Sayo » de Villareal, Benito Urteaga, Domingo Mena, Liliana Delfino, les camarades de la Fraction rouge…

Tous ces vaincus auxquels une dette nous lie.

Bien que bref, l'épisode argentin reste le plus douloureux de ma vie militante. Il est sans doute constitutif du surmoi, qui dicte l'impératif de continuer, de ne pas renoncer au moindre bobo, de ne pas céder au premier coup de vague à l'âme. Contrairement à l'évocation qu'en font parfois les ex blasés, notre lutte n'était pas un jeu (ni un badinage intellectuel, ni une curiosité dilettante, ni un détour

initiatique avant l'inévitable retour au bercail des enfants prodigues). Du moins, pas pour tout le monde.

1 Échanges de coups de feu.

2 Rentré au Brésil au milieu des années quatre-vingt, Flavio est devenu une figure du Parti des travailleurs au Rio Grande do Sul, où il a notamment été élu sénateur avant de devenir membre du cabinet gouvernemental de l'État sous la présidence d'Olivio Dutra.

3 J'ai retrouvé, en 2002 à Porto Alegre, certains participants à cette réunion. Nous avons fraternellement célébré ces retrouvailles. Bien de l'eau et du sang avaient coulé sous les ponts.

4 Flavio Koutzii a publié au Brésil sous ce titre (*Pedaços de morte no coraço*) un livre sur son expérience des prisons argentines.

5 Ses aventures péruviennes ont fourni la matière d'un film et d'un livre, *Avisa los companeros, pronto* (« Préviens vite les camarades »).

6 Le projet de Santucho s'inscrivait en fait dans la continuité de celui du Che en Bolivie. Cette guérilla bolivienne, loin des bastions de la lutte des mineurs, semble totalement déraisonnable. Comme l'ont établi des témoignages ultérieurs (dont celui de Benigno), il s'agissait en réalité d'un plan ambitieux d'un foyer de guérilla au carrefour de la Bolivie, du Pérou, de l'Argentine, du Chili, dans une perspective bolivarienne de libération à l'échelle continentale. La Junte de coordination du cône Sud entre l'ELN de Bolivie, le PRT argentin, le MIR chilien et les Tupas uruguayens participait aux yeux de Santucho d'une optique semblable.

7 Daniel Pereyra, *Del Moncada a Chiapas, Historia de la lucha armada en America latina*, Buenos Aires, Editorial Canguro, 2000.

8 On peut y lire par exemple : « Le couple ne peut être fondé que sur une relation intégrale entre ses membres, et sur la base matérielle de leur activité sociale, du rôle concret qu'ils jouent dans la société, celui de militants révolutionnaires. Leur relation sera harmonieuse et positive dans la mesure où ils contribuent à développer en tant que révolutionnaires les camarades du couple, et à enrichir leurs rapports à l'organisation révolutionnaire, à la classe ouvrière, au peuple, et à l'ensemble du processus révolutionnaire. Le couple aussi est une activité politique. »

9 Voir le roman d'Aragon, *La Semaine sainte* [1958], Paris, Gallimard, 1988.

10 Militant d'origine péroniste à la réputation militaire sulfureuse, Baxter avait rejoint la IVe Internationale et s'était notamment lié d'amitié avec Luis Pujals. Après l'assassinat de ce dernier, responsable de la régionale de Buenos Aires, il donna la consigne aux groupes militaires de tirer à vue sur les policiers. Exilé au Chili pendant les derniers mois de l'Unité populaire, il prit l'avion dès qu'il apprit l'interdiction de la Ligue à Paris, pour nous apporter son soutien matériel et logistique. C'est à l'arrivée de ce voyage qu'il est mort brûlé dans le crash d'un avion de la Varig lors de l'atterrissage à Orly.

11

La violence apprivoisée

« Nous les pouvons donc bien appeler barbares, eu esgard aux règles de la raison, mais non pas eu esgard à nous, qui les surpassons en toutes sortes de barbaries. »
Montaigne

« Le monde sauvage l'avait très vite percé à jour et avait tiré une terrible vengeance de sa fantastique invasion. Je crois qu'il lui avait murmuré à l'oreille des choses qu'il ignorait sur son propre compte, des choses dont il n'avait aucune idée avant son tête-à-tête avec cette grande solitude – et que ce murmure avait exercé sur lui une irrésistible fascination. Il éveilla en lui un écho sonore, parce qu'il était creux au plus profond de son être. […]

J'essayai de rompre l'enchantement muet du monde sauvage – qui semblait l'attirer en éveillant des instincts brutaux endormis, en ravivant le souvenir de passions monstrueuses et assouvies. C'est cela seul, j'en étais convaincu, […] qui avait tenté son âme de hors-la-loi en lui faisant franchir les limites des aspirations légitimes. »
Joseph Conrad

Auschwitz et Hiroshima hantent l'inconscient des générations d'après-guerre. À cette hyperviolence, sont venues s'ajouter les révélations non sur l'existence (connue, pour qui voulait bien ouvrir les yeux) mais sur l'ampleur du phénomène concentrationnaire, sur les hécatombes du goulag, sur les massacres coloniaux, sur les guerres civiles du Congo ou d'Indonésie, sur les « disparitions » dans l'Argentine des généraux. Le siècle des extrêmes s'est achevé avec les massacres ethniques des Balkans ou du Rwanda, et le retour des guerres de religion.

J'ai adhéré à quinze ans aux Jeunesses communistes sous le coup de l'émotion suscitée par la découverte de la violence à domicile. Du moins les manifestants tombés au métro Charonne avaient-ils un nom. Leurs obsèques furent suivies par un cortège immense. Il aura fallu, en revanche, bien du temps pour que les morts anonymes du 17 octobre 1961 prennent place dans la mémoire collective[1].

L'escalade des violences physiques et sociales semblait, dans les années soixante et soixante-dix, donner une légitimité indiscutable aux résistances armées de l'opprimé. Celles, anciennes et mythiques, des milices de Max Hölz dans la Ruhr, des Brigades internationales, de l'Affiche rouge, du maquis Guingouin, des francs-tireurs et partisans célébrés par Charles Tillon dans ses souvenirs. Celles, plus proches, des Aurès, de la guerre du peuple selon Giap, du passage à l'arme selon le Che. La nouvelle gauche révolutionnaire développa une rhétorique de la violence libératrice innocente.

L'iconographie du Che illustre cette violence emblématique sans états d'âme. Il symbolise en effet un souci éthique dans le recours à la violence physique. Dans les années quatre-vingt, la repentance générationnelle a voulu faire de lui l'exemple morbide d'une violence révolutionnaire fétichisée. Il y a sans doute un fond de « passion triste » dans les slogans déclinés sur le mode de « la patrie ou la mort » ou « la libération ou la mort ». Encore faut-il distinguer ces alternatives du nihilisme mortifère d'un Milan-Astray, qui érigeait la mort en vertu sacrificielle suprême[2]. La tragédie du Che s'inscrit dans ce qu'il a décrit lui-même comme « un moment illogique de l'histoire de l'humanité », au moment où la lutte de la libération vietnamienne apparaissait « tragiquement seule » et abandonnée par un prétendu « camp socialiste ». Sa mort solitaire en Bolivie fut le reflet pathétique de cette « solitude vietnamienne » ou palestinienne. Et son injonction de « créer deux, trois Vietnam » signifiait un terrible réquisitoire posthume contre tous ceux qui avaient « hésité à faire du Vietnam une partie inviolable du territoire socialiste ».

Le fait que Guevara ait personnellement exécuté un agent de la dictature infiltré dans la guérilla est parfois présenté comme la preuve d'une pulsion sadique. Personne ne sait quelles parts troubles et inquiétantes de soi-même peut mettre en mouvement l'exercice de la contrainte physique, *a fortiori* lorsqu'elle engage le droit de vie et de mort. On peut discuter à l'infini de l'état d'exception en cas de

guerre ou de guerre civile, ou de la relation entre l'exception et la règle. Tous les mouvements de résistance furent confrontés à ces dilemmes. Merleau-Ponty, qui n'avait rien d'un sanguinaire, pouvait admettre l'exécution d'occupants ou de collabos dans le feu de l'affrontement, mais il récusait la peine capitale infligée *a posteriori*. Quant à Robespierre et à Saint-Just, opposés par principe à la peine de mort, ils soutinrent le régicide au motif que celui qui se concevait comme l'intercesseur entre Dieu et les hommes ne pouvait entrer dans la citoyenneté commune.

Le Che a exécuté un ennemi venu en assassin. Au lieu de spéculer sur des interprétations psychologiques de cet acte, il y aurait à méditer sur le choix d'en assumer la responsabilité, plutôt que de se retrancher derrière la chaîne anonyme du commandement et de se défausser sur des subordonnés. Il est sans doute difficile ou impossible de démêler la dimension politique d'une décision aussi extrême, de sa part psychiquement obscure. Mais réduire la première à la seconde, la décision dans une situation limite, à une tendance suicidaire ou autodestructrice, comme c'est désormais le cas dans l'antilégende du Che (et comme ce pourrait l'être pour un Marcel Rayman ou un colonel Fabien), c'est la carte de la dépolitisation. Cette psychologie de pacotille, c'est en effet ce qui reste quand on a enlevé le haut et le bas de la politique.

Lors de leur procès, les assassins du préfet Érignac ont avancé pour leur défense le fait d'avoir visé un symbole de l'État oppresseur, et non l'homme privé. Le problème, c'est que les deux sont indissociables. Il faut faire avec. Savoir si l'exécution d'un occupant ou d'un collabo est légitime relève d'une décision politique difficile, forcément fragile, au risque de l'erreur et de l'injustice. Quoi qu'en aient dit les accusés, la Corse n'est pas la France sous l'occupation allemande, Érignac n'était pas un Obersturmfüher, et son assassin n'est ni Marcel Rayman, ni Thomas Elek. Question de jugement politique. On n'y échappe pas.

L'affaire est d'autant plus importante que la justification du nouveau militarisme impérial au nom de la lutte « antiterroriste » fait de l'acte terroriste une catégorie indéterminée et indéfinissable. Dans la rhétorique des cerveaux fertiles du Pentagone, la menace terroriste a commencé à supplanter le danger totalitaire bien avant le 11 Septembre, dès la fin des années quatre-vingt-dix. On a souvent souligné le vague de ce mot-valise[3]. Dans un long discours du 25 octobre 1984(!), George Schultz, alors secrétaire d'État à la Défense, s'est essayé au jeu risqué des définitions, caractérisant tautologiquement le terrorisme comme une « barbarie moderne que nous appelons terrorisme », ou encore comme une « forme de violence politique », enfin comme une « menace pour les valeurs et pour la civilisation occidentale ». Malgré l'abondance des formules et un flou bien peu artistique, Schultz concluait péremptoirement : « Il n'y a pas de doute sur notre capacité à utiliser la force où et quand il le faut pour combattre le terrorisme. » En 1984, comme s'il s'agissait d'un exercice de novlangue orwellienne !

Plus subtils, les manuels de l'armée américaine définissent le terrorisme comme « l'usage calculé de la violence à des fins d'intimidation et de coercition pour atteindre des objectifs politiques, religieux, idéologiques, ou autres ». Ou autres ? Une définition aussi élastique s'appliquerait parfaitement aux guerres coloniales et aux expéditions impériales qui ont marqué la fin du XIXe et l'ensemble du XXe siècle.

Si l'on retient l'effacement de la distinction entre belligérants et populations civiles comme un critère permettant de mieux définir le terrorisme, il en résulte que le terrorisme est caractéristique de notre époque en tant qu'époque de la guerre globale[4]. Des guerres nationales à la guerre « hors limites » prêchée par George Bush, en passant par la « guerre totale » des stratèges allemands de l'entre-deux-guerres, l'extension constante du domaine de la guerre (dans le temps et dans l'espace) tend à inclure les populations civiles dans le calcul stratégique : tout civil devient ainsi un ennemi (de fait ou potentiel).

L'évolution des armements est conforme à cette tendance historique. Walter Benjamin s'inquiétait déjà, dans les années trente, de cette logique implacable des armes[5]. Il prévoyait que, avec la guerre des gaz, le dénouement d'une guerre ne connaîtrait plus les mêmes bornes : « Avec la distinction entre population civile et population combattante, s'effondre la base la plus importante du droit

international. » Il ne pouvait pourtant pas imaginer que les victimes civiles, qui représentaient 10 % des victimes de guerre au début du XXe siècle, en représenteraient 90 % au début du XXIe, généralement comptabilisées à la rubrique des « dommages collatéraux ». Benjamin pressentait que le « simple jeteur de bombes », seul avec soi-même et avec son dieu dans la solitude des hauteurs, aurait désormais procuration de son chef gravement malade, l'État : « Et là où celui-ci appose sa signature, l'herbe ne repousse plus. » Les acteurs des attentats contre les tours de Manhattan sont bien la réplique de ce jeteur de bombes. Eux aussi, dans la solitude des hauteurs, furent seuls avec leur dieu. Pour eux aussi, les employés des tours jumelles n'étaient plus que des insectes sans visage.

Les bombardements de terreur, de Guernica, de Dresde, *a fortiori* d'Hiroshima, apparaissent ainsi comme les actes fondateurs du grand terrorisme d'État moderne. Le terrorisme artisanal des irréguliers en tout genre en est, somme toute, le reflet inversé et non moins répugnant.

Ces tendances montrent à quelles impasses mène la croisade manichéenne du Bien contre le Mal. Comment distinguer le « bon » terrorisme tchétchène du mauvais terrorisme d'Al-Qaida ? le « bon » terrorisme d'État israélien du mauvais terrorisme des kamikazes palestiniens ? Le terrorisme, comme l'enfer, ce serait les autres ? Les « terroristes » de la veille, ceux de l'Affiche rouge, du FLN algérien, de l'Irgoun et de la Haganah sous le mandat britannique, se transforment parfois le lendemain en résistants, en libérateurs, en héros et en martyrs. Affaire de regard et de jugement politique, auquel nul formalisme moral (qui n'est, dit Alain Badiou, qu'une « théologie dégradée ») ne peut se soustraire. Comme l'écrit Aijaz Ahmad : « Le terrorisme qui tourmente les États-Unis, c'est celui qui arrive lorsque la gauche communiste et le nationalisme anticolonialiste laïque ont été défaits, lorsque les problèmes créés par la domination impérialiste sont plus aigus que jamais. La haine prend alors le pas sur les idées révolutionnaires. La violence privatisée et la vengeance remplacent les guerres de libération nationale, les candidats millénaristes au martyre, les révolutionnaires organisés. Lorsque la raison est monopolisée par l'impérialisme et détruite dans ses formes révolutionnaires, la déraison gagne du terrain[6]. »

Dans le contexte des années soixante et des luttes de libération nationale, Mai 68 témoigne d'une étonnante retenue réciproque. Après qu'on eut fait de la nuit des barricades au Quartier latin un récit épique, et qu'on eut imaginé un massacre d'étudiants (tous les « morts » recensés finirent par se faire connaître), l'histoire révisée y a vu au contraire un simulacre de guerre sociale et une sorte de violence « pour rire » : la preuve que rien ne s'était passé qui méritât le titre d'événement, comme si la portée d'un événement se mesurait nécessairement au nombre de cadavres. Valmy ne fut qu'une modeste canonnade. Elle représenta pourtant, aux yeux de Goethe et de l'Europe moderne, un choc fondateur. On ne saurait au demeurant oublier que, s'il y eut peu de morts en Mai, par rapport à l'ampleur de la secousse sociale, il y en eut tout de même, de significatives : outre celle du lycéen maoïste Gilles Tautin, noyé à Flins, celles des ouvriers Blanchet et Beylot tués dans l'enceinte des usines Peugeot à Montbéliard.

Tout s'est cependant passé comme si, du côté des manifestants comme du côté de la police, on s'était fixé implicitement la limite à ne pas franchir. Les mémoires du préfet Grimaud illustrent ce souci de gestion intelligente de la crise. À quelques mois près, avec Papon, le boucher d'Octobre 61, à la Préfecture, le scénario aurait pu tourner tout autrement. De leur côté, les manifestants n'allaient pas au-delà de la violence théâtralisée des barricades et de l'usage d'armes artisanales, s'arrêtant au seuil de l'arme à feu. On peut y voir le signe d'une représentation symbolique ou d'une parodie d'insurrection « à blanc », d'une comédie du pouvoir à laquelle on joue sans vraiment y croire. Plus prosaïquement, cet équilibre de la violence retenue révèle sans aucun doute les limites d'une dualité de pouvoir émergente, mais embryonnaire.

Toute société développe une culture spécifique de la violence. L'ère du capital et des conquêtes coloniales a vu naître ce que Marx et Engels perçurent aussitôt, à propos de la guerre de Sécession, comme une « industrie du massacre[7] ». Préfigurant ce qu'on appelle aujourd'hui les « catastrophes

humanitaires », les génocides coloniaux et l'holocauste victorien sont la face d'ombre de la modernité[8].

La Première Guerre mondiale a marqué le franchissement d'une nouvelle étape dans les pratiques de la mort sérielle. Les camps d'extermination de la seconde ont révélé une relation insoupçonnée de l'espèce humaine à sa capacité d'autodestruction. L'arme atomique inaugure alors un âge nouveau de la terreur, où s'effacent les frontières entre civils et belligérants, où se défont les lois de la guerre qui prétendaient introduire une régulation dans la lutte à mort conçue comme la forme paroxystique du conflit. Dans le premier volume de sa trilogie sur *Les Origines du totalitarisme*, Hannah Arendt a vu dans « le temps de l'impérialisme » la préfiguration des phénomènes totalitaires du XXe siècle et « le germe des catastrophes[9] ». Le moteur de l'idée impérialiste est en effet « l'expansion en tant que but politique permanent et suprême ». Il n'est pas besoin de creuser bien loin cette logique expansionniste pour trouver celle de l'accumulation élargie du capital, sa boulimie d'espace et sa fuite éperdue devant ses propres contradictions, sa violence systémique impersonnelle[10].

Observateur lucide, mais nullement trublion, Paul Valéry a bien résumé, au lendemain de la Grande Guerre, la dynamique expansive des empires marchands. Sa loi motrice est celle du maximum : maximum de besoins, maximum de travail, maximum de capital, maximum de rendement, maximum d'ambition, maximum de modification de la nature extérieure, maximum de relations et d'échanges… Il ne manque à cette énumération que le maximum de profit, mais on ne saurait demander au respectable Valéry d'aller aussi loin ! Cet ensemble de maxima est, dit-il, l'image même de l'Europe. Confronté à l'essor conquérant de la mondialisation maritime et à la naissance de l'impérialisme moderne, Joseph Conrad, savait déjà, vingt ans avant Valéry, que « toute l'Europe avait contribué à produire Kurz ». Il prévoyait l'ensauvagement des conquérants ensorcelés par leur conquête, et le franchissement des limites de ce qu'il évoquait décemment comme « les aspirations légitimes ».

Un demi-siècle plus tard, dans *Un Américain bien tranquille*, Graham Greene évoquerait les bombardements (français) sur le Vietnam : « Le canon envoya un seul obus traçant et le sampan vola en miettes qui tombèrent en une averse d'étincelles ; nous n'attendîmes même pas, afin de voir nos victimes se débattre pour essayer de survivre. Nous remontâmes et prîmes le chemin du retour. » Ce sampan pulvérisé, ces morts civils anonymes, qui ne comptent plus et qu'on ne compte plus, ces êtres sans visage, déshumanisés et miniaturisés à l'échelle d'insectes, préfigurent l'avenir des guerres asymétriques, les « dommages collatéraux », la criminalisation et la bestialisation de l'ennemi, exclu de l'espèce humaine au nom du Bien terrassant le Mal absolu[11].

Il n'est guère surprenant que, par un effet boomerang, cette vieille Europe, minuscule sur la mappemonde, ait aussi connu, au cours du siècle, le « maximum » de violence et la plus forte concentration de morts violentes au mètre carré : deux guerres mondiales, la révolution et la contre-révolution russes, la guerre civile espagnole, les guerres balkaniques, la résistance grecque, le judéocide…

Difficile de faire plus.

Les violences ont leur histoire et leurs technologies, du pieu et de la fronde aux armes de destruction massives, atomiques, chimiques ou biologiques, en passant par le chassepot antiémeute, le canon hausmannien, le sous-marin de combat. Les armées ont les leurs, de la tortue romaine aux forces de déploiement rapide, en passant par l'ordre oblique de Frédéric II, l'artillerie napoléonienne, les colonnes blindées de la Wehrmacht ou la guerre aérienne selon Giulio Douhet. L'histoire des doctrines stratégiques ordonne et combine ces éléments. Dans la mesure où elle tend par nécessité à penser la totalité et à dépasser le cloisonnement des connaissances, la grande théorie militaire est passionnante.

Nous entrons probablement aujourd'hui dans une nouvelle mutation des moyens et des modalités du conflit extrême, dans une métamorphose de la notion même de guerre. Officialisée en 2002 par l'Administration étasunienne, la doctrine de la guerre préventive malmène une grande partie des principes sur lesquels est édifié le droit international interétatique. La « guerre asymétrique » brise la réciprocité du risque encouru et dédramatise la décision (il n'est plus question de « déclaration »)

d'entrée en guerre de la part de celui qui en prend l'initiative. Cette asymétrie n'est pas seulement celle des forces et des moyens engagés, elle réside aussi dans l'estimation des pertes et des coûts : les victimes se comptent par unités du côté des puissants, par dizaines ou centaines de milliers du côté des dominés (quand on se soucie encore de les compter). La nouvelle guerre globale ou impériale s'affranchit ainsi allègrement des contraintes du droit international existant, sans qu'un nouveau code des usages de la violence ait été défini. C'est pourquoi elle cherche ses justifications dans des valeurs d'un ordre supérieur. Proclamée « éthique » ou « humanitaire », elle s'arroge ainsi la prétention exorbitante de tracer une nouvelle frontière entre l'humain et le non-humain ; d'où la rechute dans une nouvelle forme de guerres saintes et de guerres raciales, et la diabolisation de l'ennemi.

La privatisation généralisée du monde ne saurait se limiter aux marchandises, aux biens, aux services. Elle s'étend inéluctablement à la privatisation de la violence, au dépérissement du monopole d'État sur son exercice légitime, à la dissémination de ses moyens et à la prolifération d'acteurs « irréguliers » (milices, bandes, mafias). La mise en scène délibérément confuse par la rhétorique impériale d'un terrorisme obscur et insaisissable s'appuie sur ces tendances bien réelles pour bâtir, sur la peur et l'angoisse, la vision d'un monde assailli de barbares[12]. Elle masque le fait que cette barbarie n'est nullement étrangère à la civilisation : elle en est l'envers et le revers. C'est *sa* barbarie.

Dans nos soirées latino-américaines, un Noir rigolard de Saint-Domingue se taillait un franc succès en racontant avec un fort accent caraïbe la fable du lion et du nègre marron. Le nègre puni est condamné à affronter le lion dans l'arène. Le lion le poursuit et lui lacère le dos d'un coup de griffe. Mais le nègre, dans un ultime coup de reins, réussit à lui échapper. Le lion le rattrape, fait claquer sa mâchoire et arrache des lambeaux de chair au pauvre nègre, qui parvient encore à s'échapper. Octavio avait l'art de faire durer l'histoire et de tenir son public en haleine. Dans un sursaut désespéré, le nègre réussit à prendre le lion à revers, à saisir sa queue, et à la mordre jusqu'au sang. Le lion se tord de douleur. La foule indignée se dresse alors dans les gradins : « *Pelea sucia, negro !* » Combat déloyal ! Entre les oppresseurs et les opprimés, la lutte a toujours été asymétrique !

Mais l'évolution récente des techniques et des stratégies invite à se poser la question – absente des débats des années soixante ou soixante-dix – d'une anthropologie de la violence. La tradition révolutionnaire était en effet accoutumée à une certaine insouciance, opposant la violence des dominants à celle des dominés, comme s'il n'y avait entre elles aucune part d'ombre commune. Attestée en maintes circonstances, la cruauté ressentimentale des opprimés était la plupart du temps considérée comme le produit d'une contamination passagère par la brutalité d'en haut. « Ils ont fait de nous des barbares », s'écriait amèrement Babeuf devant ce qu'il caractérisa comme le « populicide » de Vendée. Plus généralement, la gauche révolutionnaire s'en est tenue, sans chercher plus loin, aux métaphores classiques de la violence comme « accoucheuse » ou « locomotive » de l'histoire. Cette violence justicière était censée s'exercer inéluctablement dans le sens du progrès. Les réflexions de Georges Sorel ou de Walter Benjamin sur la dialectique du droit et de la force n'ont pas eu les prolongements et les approfondissements qu'elles appelaient.

Dans ses articles sur Tolstoï, rédigées de 1911 à 1938, André Suarès s'en tient à une stricte interprétation des racines sociales de la violence : « La violence est le seul rapport de deux classes ennemies, irréductiblement. » Elle apparaît alors légitime et « positive » : « Elle prendra toutes les formes, depuis l'union des ouvriers contre les patrons, jusqu'à la guerre civile. » Suarès avance cependant une hypothèse qui élargit le propos : « La richesse est le signe de la violence, à tous les degrés. » Cette violence, à l'œuvre dans la guerre, existe aussi entre les sexes, « par la volonté et le désir », comme elle existe entre les hommes « par le fait de la fortune » : « Celui qui possède, qu'il le veuille ou non, avilit l'objet de sa possession, le ruine, ou le tue. La propriété, c'est la violence[13]. »

Alors que cette violence a connu, au fil du siècle, des mutations et des transformations quantitatives et qualitatives, sa perception par la gauche radicale n'a pas, dans les années soixante, en dépit des grandes protestations contre l'arme atomique, évolué parallèlement. D'autant que la légitime défense des colonisés, célébrée dans les écrits de Fanon préfacés par Sartre, confortait l'image d'une violence libératrice légitime de la part des opprimés. Cette justification a parfois dérivé, dans certains milieux

maoïstes notamment, vers un inquiétant fétichisme de la violence.

On n'a guère vu cependant, en France, de théorisations explicites de la violence comme catalyseur nécessaire de la subjectivité révolutionnaire, rien en tout cas de comparable aux écrits du groupe Baader-Meinhof en Allemagne, ou de certains développements de l'« opéraïsme » italien[14]. Fort heureusement, l'inénarrable *Vers la guerre civile*, signé par Alain Geismar et Serge July au lendemain de 68, n'a pas marqué l'époque et il eut peu d'influence. La Nouvelle Résistance populaire a vérifié au-delà des prévisions que, lorsque l'histoire bégaie, elle se répète en farce : le *Tigre en papier* d'Olivier Rolin en témoigne pathétiquement. Finalement, s'il y eut une contribution à la réflexion sur la violence, elle est plutôt à chercher, au cours de ces années, dans le catalogue des éditions Champ libre, qui ont publié, sous l'impulsion de Gérard Guégan, nombre de classiques et de documents sur la stratégie et l'art militaire.

La pratique de la violence physique dans les années soixante-dix fait aujourd'hui l'objet d'une double mise en scène. Pour certains acteurs de l'époque, revenus aux affaires courantes, elle cristallise, à défaut des guerres et des révolutions qu'ils n'ont pas connues, le moment fantasmatique du grand frisson. Elle fait alors l'objet d'une exagération et d'une enflure lyriques, inversement proportionnelles à la résignation prosaïque désormais triomphante. Pour d'autres, ouvertement ou obliquement repentis, le goût délibéré de la violence constituerait la seule ligne de démarcation entre un réformisme de gauche tempéré et la poursuite mythique d'une improbable apocalypse. La Violence majuscule apparaît alors comme la matrice originelle des tentations terroristes et sanguinaires. Cette (mauvaise) galéjade est devenue le leitmotiv polémique des dirigeants socialistes en panne de projet face à la gauche révolutionnaire. Dans le théâtre de la cruauté du siècle passé, les révolutionnaires ont pourtant été victimes plus souvent que bourreaux, et souvent doublement victimes – persécutés par les dictatures militaires ou fascistes comme par les bureaucrates staliniens ou les agents de la Guépéou. Les sociaux-démocrates, en revanche, ont été de toutes les guerres coloniales qu'il ne fallait pas faire, et absents de celles qu'il aurait fallu faire, en défense de la République espagnole ou de l'indépendance algérienne. Sans oublier leur part de responsabilité dans l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, inaugural des pratiques criminelles au sein du mouvement ouvrier.

On est frappé, rétrospectivement, par le côté parodique de la violence exercée par une organisation comme la Ligue dans les années soixante-dix. Une partie de l'Europe vivait encore sous la botte de dictatures. Dans plusieurs pays se mettaient en place des législations et des polices d'exception[15]. En Italie, la stratégie de tension d'une droite extrême semait la confusion dans une mêlée sociale et nourrissait un jeu pervers de manipulations propices au règne des soupçons réciproques[16]. En France, le ministre de l'Intérieur Marcellin était un dangereux maniaque de l'ordre. Le Chili, enfin, était proche.

Dans ce contexte, ce qui ressort à l'évidence, c'est notre souci de « faire comme si », de montrer ce que nous aurions pu faire si nous ne nous étions fixé à nous-mêmes les limites à ne pas franchir, pour des raisons tant morales que politiques. Ainsi étions-nous attentifs à la conjoncture, aux rapports de force, et à ce que nos actions soient justifiables et compréhensibles parmi les travailleurs.

La visite à Paris du général Ky, dictateur sud-vietnamien, fantoche des États-Unis, en est un bon exemple. Ses déplacements officiels étaient surprotégés, non seulement par les services français mais par la présence de sa garde prétorienne personnelle. Nous avons voulu prouver que, malgré ce luxe de précautions, nous aurions été en mesure de l'abattre. Monté sur le toit de l'École polytechnique, un groupe de service d'ordre réussit à expédier avec précision une bombe de peinture sur sa voiture officielle. Démonstration réussie : ç'aurait pu être aussi bien une grenade ou un coup de feu ; ce n'était qu'un pied de nez. Pour réussir ce qui apparaît comme une simple farce, les risques pris étaient réels (et peut-être démesurés) : les gardes du corps du général n'étaient pas équipés de pistolets à bouchon. Ils ont dégainé à la première éclaboussure et ils auraient fort bien pu tirer, si nos artilleurs bondissants n'avaient déjà promptement disparu sur les toits.

L'action contre la Banque d'Espagne, la veille de Noël 1970, en est un autre exemple. Les peines de

mort prononcées par le tribunal de Burgos contre Izko et une demi-douzaine de militants nationalistes basques étaient exécutoires de façon imminente. Ce fut une attaque de banque comme on n'en voit guère dans les westerns, pas même dans les passages burlesques de *Butch Cassidy et le Kid*. Paris était couvert de neige. Nous avons réuni, dans le quartier des Halles, une quarantaine de bandits masqués. Notre irruption en masse dans la banque paraissait tellement insolite et non conforme aux scénarios cinématographiques habituels que les caissières, croyant à une farce, ont commencé par pouffer de rire. Les responsables de l'opération leur ont expliqué brièvement qu'il s'agissait d'une action politique, que nous n'en voulions ni à leurs personnes, ni même à leurs liquidités, mais que nous allions tout mettre à sac pour protester contre l'injustice franquiste. Comme elles continuaient à sourire sans avoir l'air de comprendre, un lampadaire brisé tout net sur le comptoir donna le signal du saccage. Ce fut fait dans une telle fureur désordonnée que nous avons fini par déclencher le signal d'alarme en pulvérisant de l'intérieur la vitrine blindée. Il s'ensuivit une magnifique pagaille. Les caissières ne riaient plus. Elles hurlaient au milieu du fracas des barres de fer, des tiroirs vidés, des archives répandues. Il n'y eut pas la moindre arrestation. Mais, cette fois encore, un geste de panique d'un vigile armé aurait pu déclencher une fâcheuse bavure. À la sortie de la banque, comme les assaillants retiraient leurs foulards en se fendant la pêche, nous avons avisé un touriste scandinave qui se constituait un pittoresque trombinoscope en filmant la scène. Pellicule confisquée ! Il ne remporterait pas le précieux souvenir de son escapade parisienne.

Notre sens du spectacle était indéniable. Le soir même de l'attaque de la banque, nous avions prévu d'occuper le Sacré-Cœur, et de nous y barricader pour la nuit de Noël. Nous avions acheminé une camionnette de vivres en quantités suffisantes pour soutenir un siège de plusieurs jours. La police aurait ainsi le choix entre tolérer cette crèche de combat ou déloger les occupants, au risque d'échauffourées peu compatibles avec la bonne nouvelle de la Nativité. À 19 heures 30, plusieurs centaines de militants partis de cinq points différents montaient en file indienne à l'assaut de la butte Montmartre comme des fourmis dans la neige. Au moment où nous nous rassemblions sur le parvis de la basilique expiatoire des « crimes de la Commune », les transistors annoncèrent que les condamnés basques venaient d'être graciés. Nous étions soulagés mais, avouons-le, un peu déçus de n'avoir pu faire retentir le tocsin du Sacré-Cœur dans la nuit de Noël.

Quelques années plus tard, nous avons organisé une nouvelle action contre la peine de mort, prononcée cette fois contre deux militants basques, Garmendia et Otaegui, qui furent effectivement exécutés. Déguisés en touristes, appareils photo en bandoulière, une centaine de militants investirent les tours de Notre-Dame. Lors d'un repérage préalable, un guide nous avait expliqué, non sans fierté, qu'en cas de panne électrique on pouvait encore actionner le bourdon avec la corde, comme à l'époque de Quasimodo. Ce n'était pas tombé dans l'oreille de sourds. Le matin, nous avons fait le tour des pharmacies pour rafler un stock de boules Quies, afin de ménager les tympans des futurs sonneurs. Dévalisés, les apothicaires trouvaient étrange cette soudaine surconsommation. Nous avons également rempli aux abattoirs un nombre respectable de jerricans de sang de bœuf. Croyant à une farce de carabins, le vendeur s'étonna de cette quantité inhabituelle.

En fin de matinée, nous avons occupé la plate-forme entre les deux tours, obstrué les escaliers en colimaçon avec du fil de fer barbelé, versé le sang dans les gargouilles et actionné la grosse cloche pour sonner le tocsin. Les sonneurs, casqués et les tympans protégés, durent s'y mettre à plusieurs pour ébranler l'énorme cloche, dont le guide fanfaron nous avait assuré qu'il s'entendait à dix kilomètres à la ronde. Lorsque la police entreprit de nous déloger, il fallut négocier un repli en bon ordre et sans arrestations. Ni les pandores ni nous n'envisagions de gaieté de cœur une bataille rangée entre les tours, à des dizaines de mètres au-dessus du parvis, où les touristes véritables, réduits à la dimension de misérables insectes, levaient des yeux étonnés vers ce qu'ils prenaient sans doute pour une mise en scène à grand spectacle. L'équilibre de la terreur a fonctionné. Nous avons eu gain de cause. Nous pûmes descendre par une tour, pendant que les policiers montaient par l'autre, en se dépêtrant des barbelés. Mais l'affaire aurait aussi bien pu déraper.

L'imagination hollywoodienne des dirigeants du service d'ordre n'était jamais à court. Pour la visite d'un chef d'État américain (Nixon, sans doute) nous avons voulu organiser une spectaculaire action

symbolique de solidarité avec le Vietnam. Nous avons imaginé d'envelopper la statue de la Liberté (sa réplique, bien sûr) de draps imbibés d'essence et de la transformer en torche éclairant la nuit. Il s'avéra compliqué d'escalader la statue pour passer par-dessus son épaule le filin permettant de hisser le drap. La solution consista à accrocher le filin à une flèche décochée du pied du socle. Nos archers s'entraînèrent consciencieusement au tir à l'arc au bois de Vincennes. La deuxième flèche fut la bonne. Malheureusement, le filin ne tarda pas à céder sous le poids du drap alourdi de combustible. Il ne resta que le tas de pneus au pied de la statue, dont la flambée dégageait une épaisse fumée noire au passage des bateaux-mouches.

Bien d'autres anecdotes confirmeraient ce détournement ironique d'une violence symbolique[17]. Une retenue et une autodérision comparables ont existé chez les maos. Mais Geismar, Glucksmann, Benny Lévy ou Serge July n'ont jamais été de grands humoristes. Confrontés au test crucial du passage à l'acte (la possible exécution du cadre de Renault, Nogrette, enlevé en guise de représailles après l'assassinat de Pierre Overney), ils ont sagement fait machine arrière. Les exécutions effectives de Tramoni (le vigile assassin d'Overney), de l'agent américain Ray, de l'agent du Mossad Barsimontov, ou du P-DG de Renault par Action directe furent bien postérieures. Elles s'inscrivaient déjà dans un contexte de reflux et furent liées, pour deux d'entre elles, à des conflits internationaux.

Les observateurs se sont interrogés sur la différence entre la dynamique comparée des violences des années soixante-dix en Italie, en Allemagne et en France, l'Espagne étant un cas à part du fait de la répression franquiste. Certains pensent que la spirale de l'escalade fut brisée en France grâce à l'influence sur le microcosme de la nouvelle résistance maoïste d'intellectuels humanistes comme Sartre. Il y a bien d'autres raisons, sociales et culturelles.

En Allemagne, la violence armée fut très minoritaire et s'est pratiquement achevée avec la tragédie de Stammheim. Les textes d'Andreas Baader et d'Ulrike Meinhof indiquent clairement son lien étroit à l'héritage traumatique et à la « culpabilité » du passé allemand. Le pays qui a connu « la plus vaste jeunesse insurgée » de l'Europe moderne et les manifestations violentes les plus intenses fut sans conteste l'Italie : « une longue saison de subversion politique et sociale », de 1969 à 1980[18]. La violence y a pris les proportions d'un phénomène social à grande échelle. Les 24 000 procès et les 5 000 condamnations sanctionnant ces années de plomb en témoignent. De 1969 à 1980, sur 12 690 actes violents recensés (dont une part non négligeable imputable à l'extrême droite), plus de 40 % ont visé les entreprises et leur encadrement, 30 % les appareils étatiques. Parmi les inculpés en Italie du Nord pour « tentatives de subversion de l'ordre constitutionnel », les militants originaires du Sud sont surreprésentés.

Les spécificités de la situation italienne tiennent peut-être à la genèse d'un État-nation tardif, imposé d'en haut à la société, au traumatisme du fascisme, à l'importance de l'antifascisme dans la gauche radicale, aux intrigues d'un appareil d'État mafieux (largement confirmées depuis par les révélations sur le réseau Gladio et par les opérations « mains propres »), à la souveraineté limitée imposée par l'OTAN, au poids d'un prolétariat industriel récent et d'une immigration intérieure venue des régions rurales du Sud (ces ouvriers désignés comme les *terroni* ou « péquenots »), aux effets d'une urbanisation brutale, à une tradition catholique fervente réinvestie dans une gauche radicale justicière.

En janvier 1976, j'assistai au premier congrès de Lotta Continua. C'était à l'époque l'organisation la plus importante de la gauche extraparlementaire. Les *Thèses* présentées au nom de la direction par Adriano Soffri exprimaient timidement l'intention de rompre avec certaines naïvetés gauchistes : « L'histoire de ces dix dernières années a montré comment la revendication du droit à la violence révolutionnaire, qui a eu et conserve une valeur subjective, ne peut être prise comme discriminant stratégique et s'avère impuissante à fonder une ligne politique réellement autonome. » Le fétichisme des formes de lutte, et de la violence en particulier, commençait à être perçu comme l'expression d'une impatience juvénile : « La théorie de l'exemplarité de l'action armée, la théorie du parti comme détonateur, le culte du fusil sont les traits sous lesquels la déviation militariste se présente aux marges

du mouvement. »

L'engrenage, malgré tout, était en marche. Alors que le congrès de janvier 1976 marquait l'apogée de Lotta Continua, et que son leader charismatique jouissait d'une autorité incontestée (allant jusqu'à des manifestations de culte de la personnalité choquantes à nos yeux), dès l'automne suivant elle allait s'autodissoudre, après une seconde session apocalyptique du congrès. Soffri s'y décrivit comme un pianiste de saloon, essayant de jouer comme si de rien n'était, pendant que les chaises volent, que les balles fusent et que le décor s'effondre autour de lui. Lotta Continua n'avait pas réussi à négocier le virage amorcé. Elle avait même perdu le contrôle politique de son service d'ordre, dont bien des militants vinrent, à partir de 1977, grossir les rangs des groupes armés.

L'apparition de ces groupes et leur montée en puissance, entre 1977 et 1980, intervient juste après que le parti communiste eut atteint, en 1976, son apogée électoral, jusqu'à faire, avec 35 % de voix, pratiquement jeu égal avec la démocratie-chrétienne. Mais sa ligne du « compromis historique » s'est vite révélée être une impasse. Le compromis social (connu comme compromis de l'EUR, du nom de l'édifice où eut lieu la négociation) conclu par les syndicats s'est soldé par des frustrations, des divisions, et un reflux du mouvement initié par l'automne chaud de 1969. Paradoxalement, la perspective insurrectionnelle, qui tenait lieu de projet stratégique pour Lotta Continua, entretenait de fait une relation subalterne avec le « compromis historique » dont elle était censée préparer le débordement. En 1977, les deux orientations, concurrentes et complémentaires à la fois, sont entrées en crise parallèlement.

Alors que le nombre des « attentats et violences » était évalué à 600 environ, en moyenne annuelle, de 1969 à 1976, il s'est soudain élevé à plus de 2 000 en moyenne pour les années 1977 à 1979. Les attentats mortels « attribués » à la gauche sont passés de 3 ou 4 par an, dans la première moitié des années soixante-dix, à 25 en moyenne entre 1979 et 1981. Vint ensuite le temps de la rétrologie, de la dissociation et des repentis, le temps de la vengeance d'État contre l'ennemi inavouable et vaincu. Un quart de siècle plus tard, « ce pays conserve ce temps avec une rancune intacte dans une icône de haine », constate amèrement Erri de Luca[19].

En France, les émeutes du Mans, de Caen ou de Redon à la veille de 68, les luttes du Joint français en 1971 ou de Lip en 1973 illustraient à nos yeux la tendance d'un jeune prolétariat d'origine rurale à rompre avec le légalisme des grandes organisations syndicales. Les actions violentes de masse restaient cependant souvent le fait de mouvements ruraux comme les comités d'action viticoles[20]. Après la dissolution de la Gauche prolétarienne et la débandade des « nouveaux partisans », la Ligue communiste aurait certainement été la plus apte à se doter d'un projet militaire et à s'engager dans une voie comparable à celle de l'extrême gauche italienne. L'efficacité de ses actions parodiques témoigne d'une discipline et d'une méticulosité prometteuses. Sa culture politique et ses choix ont certainement joué un rôle de garde-fou dans l'évolution du paysage de la gauche radicale en France.

Cette culture se caractérisait d'abord par une conception non-militariste de l'autodéfense. Elle venait en partie de ce que certains de ses cadres (dont Henri Weber) avaient été influencés par l'organisation sioniste de gauche Hashomer Hatsaïr. Recruté sur des critères politiques, et non pas physiques ou techniques, notre service d'ordre fut conçu dès sa formation comme une tâche militante parmi d'autres, plutôt que comme un commando permanent spécialisé de supermen et superwomen. Ses membres étaient élus tous les ans par les cellules de base. Dès 1971, loin du cliché de la bande de soudards aux gros bras, il était mixte, y compris dans son équipe dirigeante. À l'époque, ce n'était pas courant dans les organisations de gauche et ce ne fut pas sans conséquence sur une certaine désacralisation de la violence physique. Enfin, le S.O. est toujours resté sous la responsabilité directe de la direction politique, dont deux à trois membres en étaient personnellement responsables. Ce lien étroit a contribué efficacement à brider les dérives à l'italienne et les tendances des « militaires » à s'autonomiser. Dans le cas de Lotta Continua, cette autonomisation, accélérée par la crise de l'organisation, a lourdement contribué aux dérapages militaristes et à la fuite en avant[21].

La Ligue a aussi bénéficié de sa participation à des expériences internationales fertiles en enseignements pratiques. Le rôle de certains militants dans l'affaire argentine, l'implication dans la lutte antifranquiste en Espagne et en Euzkadi, la participation à l'expérience portugaise entre avril 1974 et novembre 1975 fournirent une précieuse matière de réflexion sur les logiques de la violence et sur des erreurs politiques à ne pas commettre. À la fin des années soixante-dix, l'étude comparative des processus chilien et portugais occupèrent notamment une place centrale dans nos stages et nos écoles de formation[22].

Enfin, notre effort d'implantation dans les entreprises et le bon sens de nos vétérans ouvriers constituaient un principe de réalité qui contrebalançait heureusement les tentations gauchistes. À la différence des organisations surgies de Mai 68 sans tradition organisationnelle ni mémoire stratégique, la Ligue avait ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier. Elle se nourrissait des débats des années trente, dont elle avait à cœur de s'approprier l'héritage, non seulement par la relance de l'antimilitarisme révolutionnaire, mais aussi par l'assimilation des grandes controverses sur « les leçons d'Octobre », sur l'action de mars 1921 en Allemagne, sur l'insurrection de Hambourg en 1923, sur l'échec de la résistance à la Marche sur Rome, sur la résistible ascension du nazisme en Allemagne, sur l'insurrection des Asturies en 1934 ou sur Mai 37 à Barcelone. Ces références historiques constituaient, sinon des modèles, du moins de précieux repères stratégiques[23].

Tous ces garde-fous n'auraient cependant pas suffi à empêcher de possibles dérapages après le 21 juin 1973. La dissolution marquait en effet les limites des formes de violence légales. La dynamique d'affrontements avec l'extrême droite dans laquelle nous étions engagés risquait de tourner à une sorte de petite guerre privée. Le coup d'État chilien nous incitait à réfléchir aux scénarios possibles en cas de victoires électorales de la gauche, en France ou en Italie, *a fortiori* dans l'hypothèse plausible (après le grand mouvement contre le procès de Burgos et la grève générale de Pampelune) d'un renversement brutal de la dictature franquiste. Nous avons donc envisagé de franchir un nouveau palier, en différenciant la structure légale publique du service d'ordre, d'un appareil conspiratif chargé de se préparer à un durcissement éventuel de la situation. Or, un tel appareil ne peut rester indéfiniment dormant ou se contenter d'exercices à blanc. Il tend inévitablement à développer sa propre logique et à exercer une pression pour passer à l'action réelle. En 1973, l'horizon encore éloigné d'une victoire électorale de la gauche en 1978 nous donnait le temps de voir venir.

Les tâches prioritaires de la nouvelle structure étaient l'organisation du travail dans l'armée et la mise en place de divers services techniques. À partir de revendications démocratiques de type syndical (comme les transports gratuits pour les conscrits, l'incorporation à proximité du domicile ou l'augmentation de la solde), nous avons lancé un appel public signé par cent soldats de toutes les armes, connu comme « l'appel des cent ». Ces cent ont rapidement fait école et sont devenus plusieurs milliers. Les comités de soldats poussèrent comme des champignons. Nous avons alors mis sur pied un réseau logistique de correspondants civils chargés du courrier, de l'impression des feuilles de caserne, de l'acheminement du matériel, du soutien juridique. Ce mouvement connut son apogée à l'automne 1974, lorsque les soldats du contingent sortirent en uniforme manifester en masse dans les rues de Draguignan et de Karlsruhe. C'était du jamais vu. Ces deux manifestations furent animées par des militants de Ligue, Robert Pelletier à Draguignan et Luc Bénières à Karlsruhe. Nous redoutions une condamnation lourde, mais le procès des bidasses de Draguignan tourna au triomphe. Robert Pelletier y fit une défense politique exemplaire. Il reçut le renfort, au titre de témoins de moralité, de David Rousset et de deux futurs ministres des armées, Charles Hernu et Jean-Pierre Chevènement[24] !

La fin des années soixante-dix a marqué, à l'évidence, un tournant tant politique que culturel. Une série d'événements contribua alors à la prise de conscience que la violence physique, *a fortiori* armée, si bien intentionnée soit-elle, n'est pas la simple continuation de la politique par d'autres moyens. Elle met en branle quelque chose d'obscur qu'on n'est jamais sûr de pouvoir contrôler, dont on perçoit les prémices dans les petites choses quotidiennes. Ainsi, nous avions pris l'habitude d'organiser lors des stages de formation une soirée « spécial police ». C'était une sorte de jeu de rôle. Des militants arrêtés

en situation délicate étaient soumis à un interrogatoire au cours duquel ils étaient censés mettre en pratique les enseignements contenus dans une brochure fort didactique sur « ce qu'un révolutionnaire doit savoir de la répression ». Quelques dirigeants jouaient les enquêteurs. Ces séances connaissaient un grand succès, mais elles permettaient invariablement de vérifier deux choses. D'une part, la facilité avec laquelle un individu pourtant averti peut s'embrouiller dans ses mensonges et révéler des failles intimes. D'autre part, le sadisme latent de certains « policiers », enfilant avec tant de zèle leur rôle d'un soir qu'on sentait avec effroi s'éveiller le « tchékiste » qui sommeille parfois à notre insu au plus profond de notre inconscient.

Qui sait le mélange de dégoût et de trouble jouissance que certains ont pu éprouver en pratiquant la « jambisation » en Italie ou, dans une version soft, en brisant à la barre de fer les genoux d'un adversaire ? Dans les années quatre-vingt, au Mexique, Mario Payeras, l'un des fondateurs des guérillas guatémaltèques[25], nous a raconté comment, avec la croissance de la guérilla et le recrutement de combattants tout juste adolescents, la force armée avait commencé à s'écarter de ses finalités politiques. Et comment une représentation manichéenne de la lutte sociale, disposant de la force des armes, pouvait basculer dans des horreurs dont le polpotisme cambodgien n'a pas le monopole. Il en tirait la conclusion d'un nécessaire retour à des formes plus classiques d'organisation et au primat du politique sur le militaire, sans lequel la logique de la violence s'emballe et risque de devenir incontrôlable.

Ayant lu Victor Serge, Ante Ciliga, Trotski, David Rousset, nous n'avons pas découvert le goulag avec Soljenitsyne. Au fil des années quatre-vingt, la lecture des *Récits de la Kolyma*, du *Tchékiste* de Zazoubrine ou des journaux d'Isaac Babel nous a davantage marqués que celle de *L'Archipel*[26]. Sans doute parce que ces auteurs (tout comme le Pilniak de *L'Année nue*) avaient été des acteurs de la révolution, engagés du côté des rouges dans la guerre civile contre les blancs. Leurs récits portent sur la période antérieure au Thermidor soviétique. Ils témoignent des dérives policières et bureaucratiques à l'œuvre dès cette époque de la guerre civile dans les pratiques de l'appareil et de la Tcheka. Ils montrent que la logique despotique du pouvoir est irréductible à ses déformations et à ses abus. Elle ne justifie pas pour autant d'établir une simple continuité entre le bagne politique des îles Solovki, ouvert dès le début des années vingt, et les grandes déportations des années trente. Le changement d'échelle, quantitatif et qualitatif, souligné par Trotski et par Hannah Arendt, aujourd'hui confirmé par le témoignage des archives et par les travaux d'historiens comme Moshe Lewin ou Eric Hobsbawm, constitue bien une véritable rupture contre-révolutionnaire[27].

Le déclenchement, après la libération de l'Indochine, des conflits entre la Chine, le Vietnam et le Cambodge a porté, à la fin des années soixante-dix, un coup terrible au mythe de la solidarité entre les peuples. Les premières révélations sur les charniers cambodgiens soulevèrent des questions cruciales quant aux dérives possibles d'une violence (celle de la « planche à clous » face à l'ordinateur, chère à Armand Gatti) dont nous avions contribué à magnifier les vertus libératrices. Des informations de plus en plus nombreuses et précises commençaient aussi à confirmer nos soupçons sur la face cachée de la Grande Révolution culturelle chinoise et sur son coût humain : des millions de morts[28].

Certains instruisirent alors le procès du tiers-mondisme, d'autres se résignèrent à en faire plus discrètement leur deuil. Les victimes ne méritaient de compassion qu'à la condition de rester dans leur rôle. Qu'elles s'avisent de vaincre et elles ne tarderaient pas à enfiler la défroque des bourreaux. Parallèlement à la contre-réforme initiée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, *Le Sanglot de l'homme blanc* de Pascal Bruckner allait bientôt couronner cette entreprise de déculpabilisation de l'homme blanc, d'effacement de la mauvaise conscience coloniale, de réhabilitation des valeurs occidentales[29]. Conscients de la « déchirure » en train de se produire dans le grand récit de l'émancipation, nous préférions encore la sobre réponse du reporter américain mis en scène dans les *Killing Fields* de Joffé[30]. Au journaliste qui l'interroge sur son aveuglement devant la cruauté dont s'étaient montrés capables les « libérateurs » khmers rouges, il dit avoir surtout sous-estimé les effets de la barbarie infligée aux peuples dominés par des années de guerre, de défoliants, de napalm,

d'humiliations quotidiennes, s'ajoutant aux images accumulées d'un siècle d'hyperviolence ensauvagée. Ce partage des responsabilités ne dédouane pas les opprimés de leur propre part. Il ne saurait justifier l'injustifiable. Il a cependant le mérite de rappeler que la dialectique de la violence se joue (au moins) à deux, et que le rapport, comme dans les guerres du même nom, y est asymétrique.

Au début des années soixante-dix, les armes brandies et la lumière des brasiers semblaient encore chargées d'espérance. Au seuil des années quatre-vingt, l'horizon s'était considérablement assombri. Certains libérateurs étaient devenus criminels. La force propulsive de droits nouveaux avait perdu son innocence. Violence et progrès ne marchaient plus ensemble, d'un même pas, dans le sens supposé de l'histoire. La réflexion sur le totalitarisme obligeait à reconsidérer le sens des massacres de masse et des génocides, non comme des accidents aberrants, mais comme des révélateurs de la « banalité du mal », dont l'espèce humaine est capable. La révolution iranienne rendait problématique l'idée même de révolution.

En 1975, parut en français l'essai de Norbert Elias sur *La Dynamique de l'Occident*. Cette fresque historique aboutissait à un monopole d'État militaire et policier, garantissant l'apparition « d'espaces pacifiés et de champs sociaux à l'intérieur desquels l'emploi de la violence ne saurait être que l'exception ». Dans les sociétés modernes, le monopole de la violence physique était censé mettre les individus « à l'abri d'une attaque subite ou d'une atteinte brutale à leur intégrité physique ». Ils étaient contraints en échange de « refouler leurs propres passions et pulsions agressives poussant à exercer une violence sur leurs semblables[31] ». Cette utopie sécuritaire du dépérissement du risque participait encore des illusions du progrès. Un quart de siècle plus tard, la tendance à la privatisation de la violence et à sa dissémination s'accélère. Purifications ethniques et massacres religieux se multiplient. Le monde s'enfonce dans l'hyperviolence de la mondialisation armée. L'horizon d'une société décente et pacifiée recule. La « société du risque » se rebiffe.

Cette évolution crépusculaire pose à nouveau avec force la question de la dialectique des fins et des moyens et de la régulation éthique des violences. Contrairement à la plupart des lecteurs pressés, qui lisent à contresens la brochure de Trotski, *Leur morale et la nôtre*, comme un bréviaire du cynisme politique, ce texte, écrit en 1938 en réponse aux procès de Moscou et aux interpellations de John Dewey, est un plaidoyer contre le sens commun bureaucratique et sa maxime, selon laquelle « on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs ». Trotski soutient au contraire que « la fin qui justifie les moyens soulève aussitôt la question de savoir ce qui justifie la fin », puisqu'elle aussi « a besoin de justifications ». « La grande fin révolutionnaire » exclut donc nécessairement de ses moyens « les procédés et les méthodes indignes, qui dressent une partie de la classe ouvrière contre les autres, qui tentent de faire le bonheur des masses sans leur concours, qui diminuent leur confiance en leurs propres forces en leur substituant l'adoration des chefs ».

Ces critères contraignants impliquent notamment un rejet catégorique de l'arme de destruction massive qui ne fait plus de différence entre civils et combattants. Ils s'opposent par principe aux guerres de races ou de religions. Ils condamnent sans appel, pour des raisons tant politiques que morales, des attentats comme ceux du 11 Septembre. Bien sûr, la règle ne peut répondre à toutes les situations concrètes. Du moins permet-elle de désigner et de circonscrire l'exception au lieu de la banaliser[32].

La disproportion de plus en plus criante des moyens techniques et logistiques de la violence armée, l'asymétrie croissante des armes en présence, la « contradiction béante », relevée dès 1933 par Walter Benjamin, « entre les gigantesques moyens de la technique et son infime éclaircissement moral », poussent à concevoir des formes de luttes elles-mêmes asymétriques[33]. Étienne Balibar envisage ainsi de conjuguer Lénine et Gandhi pour opposer « l'impuissance » à la quête mortifère de la puissance à tout prix.

L'extinction de la violence sociale et physique dans les sociétés n'est, hélas, pas pour demain. Aussi longtemps que le rapport social demeurera un rapport de force, l'opprimé ne saurait renoncer à exercer la force de son droit. L'hypothèse d'un retournement dialectique, par lequel la douceur viendrait « dans

le cœur des grands violents par une vue de la vanité de toute chose[34] », demeure, pour un temps encore indéfini, trop hasardeuse pour fonder une politique. C'est d'ailleurs pourquoi on peut être résolument pacifique sans verser dans l'illusion d'un pacifisme angélique.

À défaut de pouvoir éradiquer la violence dans un avenir prévisible, du moins faut-il s'efforcer de la discipliner et de l'apprivoiser, ce qui suppose de développer une nouvelle culture juridique et une culture de la violence elle-même. On apprend à goûter les vins sans devenir alcoolique. On peut aussi apprendre à fumer sans devenir toxico. À conduire sans devenir un fou du volant. Pourquoi serait-il impossible de développer une culture de la violence dominée ? Certains codes militaires et certains arts martiaux ont esquissé quelques pas dans cette direction. Sous péril d'autodestruction collective, notre époque a la responsabilité d'inventer à son tour de nouvelles régulations et de nouvelles mœurs.

1 En dépit des photos de Kagan et des films de montage projetés alors clandestinement dans les mouvements de solidarité.

2 Milan-Astray, général phalangiste de la guerre civile espagnole qui se rendit célèbre par le mot d'ordre « Vive la mort ».

3 Voir Eqbal Ahmad, « Des terrorismes », *ContreTemps*, n° 3, février 2002.

4 Voir Qiao Liang et Wang Xiangsui, *La Guerre hors limites*, Paris, Rivages, 2003.

5 Voir notamment sa recension du livre d'Ernst Jünger, *Guerres et Guerriers*. L'article de Benjamin, « Théories du fascisme allemand », est repris dans le deuxième volume des *Œuvres,* Paris, Folio, 2000.

6 Aijaz Ahmad, « A Task which never ends », *Indian Frontline Journal*, octobre 2001.

7 Lord Byron annonçait prophétiquement « cet âge spécialisé dans les inventions nouvelles, destinées à tuer les corps et à sauver les âmes, toutes propagées avec les meilleures intentions ».

8 Voir Mike Davis, *Génocides tropicaux*, Paris, La Découverte, 2003.

9 Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme, L'impérialisme*, Paris, Points Seuil, 1984, p. 11.

10 Sur la « violence structurelle » inhérente à la logique intime du capital, voir notamment Bernard Guibert, *La Violence capitalisée*, Paris, Cerf, 1986.

11 Pyle, l'Américain bien tranquille de Graham Greene, incarne cette redoutable bonne conscience : « Il n'entendait même pas ce que je disais ; il était déjà absorbé par le dilemme de la démocratie et la responsabilité de l'Occident. Il était résolu - je l'appris très vite - à faire du bien, non à une personne en particulier, mais à un pays, un continent, un monde. Eh bien, maintenant il était dans son élément avec l'univers entier à perfectionner. » La croisade illimitée prêchée par George W. Bush ne date décidément pas du 11 septembre 2001.

12 Sur l'évolution de la guerre totale à la guerre globale, voir Daniel Bensaïd, *Walter Benjamin sentinelle messianique* (1991), *Le Pari mélancolique* (1997), *Contes et légendes de la guerre éthique* (1999), *Le Nouvel Internationalisme* (2003).

13 André Suarès, *Idées et Visions, op. cit.*, p. 440.

14 Voir ma critique du livre de Toni Negri, *Marx au-delà de Marx*, dans *La Discordance des temps*, Paris, Éditions de la Passion, 1995.

15 Le dossier de *Rouge* recensant ces tendances liberticides, publié à la veille du 21 juin 1973, était titré « Bruits de bottes sur l'Europe ».

16 Voir Paolo Persichetti et Oreste Scalzone, *La Révolution et l'État*, Paris, Dagorno, 2000.

17 En 1970, les syndicats de policiers, las d'être pris à partie, organisèrent une journée d'explication auprès de la population. Nous avons répliqué aussitôt en disant que, réciproquement, nous irions nous expliquer avec la police. C'est ainsi qu'une manifestation clandestine tenta d'investir la caserne Beaujon. Les premiers rangs réussirent à pénétrer dans l'enceinte. Mais, quelles que fussent les intentions de l'opération, c'était de fait une attaque de caserne, où il y avait des armes, etc. Dès l'alerte donnée, les soldats de l'ordre affluèrent de toute part et chargèrent sans sommation. Comme nos renforts tardaient à arriver du métro, notre avant-garde chargée de maintenir grandes ouvertes les portes de la caserne a subi une raclée mémorable.

18 Paolo Persichetti et Oreste Scalzone, *La Révolution et l'État, op. cit.*

19 L'ignoble extradition de Paolo Persichetti en août 2002, au mépris de la parole donnée au nom des autorités françaises par François Mitterrand et Lionel Jospin, illustre cette « rancune intacte ».

20 Au début des années 70, l'affrontement des viticulteurs avec la gendarmerie fit un mort à Montredon-Corbières.

21 Daniel Bensaïd, « Les avatars d'un certain réalisme. Le Congrès de Lotta Continua », in *Quatrième Internationale*, nouvelle série, n° 21-22, printemps 1975. Cet article revenait, à la lumière du congrès de Lotta Continua, sur le rôle de la violence révolutionnaire.

22 On retrouve l'écho de ces questions dans mon livre, *La Révolution et le Pouvoir* (Paris, Stock, 1976), ainsi que dans un livre collectif de 1975, *Portugal : la révolution en marche* (Daniel Bensaïd, Michaël Löwy, Charles-André Udry, Paris, UGE, 1975).

23 Dans nos bibliothèques figuraient en bonne place, outre le livre de Hans Neuberg sur *L'Insurrection armée*, ceux de Manuel Grossi sur l'insurrection des Asturies en 1934, de George Orwell sur la Catalogne en mai 1937, de Jan Valtin sur l'insurrection avortée de Hambourg en 1923, d'Angelo Tasca sur la montée du fascisme, d'Emilio Lussu sur *La Théorie de l'insurrection*, de Max Hölz sur les milices ouvrières de la Ruhr au début des années vingt, ainsi, bien sûr, que les écrits militaires de Trotski, de Giap, du Che.

24 Les actes du procès de Draguignan ont été publiés dans un livre, *Le Procès de Draguignan*, Paris, 10/18, 1975.

25 Mario Payeras a écrit deux livres sur son expérience de la lutte armée rurale et urbaine au Guatemala : *Los Dias de la Selva* et *El Trueno en la Ciudad*.

26 Voir les *Chroniques de l'an 1918* et le *Journal de 1920*, d'Isaac Babel, Arles, Actes Sud, 1997 ; *Le Tchékiste*, de Vladimir Zazoubrine, Paris, Bourgois, 1990 ; ou encore *L'Année nue*, de Boris Pilniak, Paris, Autrement, 1998.

27 Voir notamment Moshe Lewin, *Le Siècle soviétique*, Paris, Fayard, 2003.

28 Voir le récit d'une garde rouge, Hua Linshan, *Les Années rouges*, publié dix ans plus tard, Paris, Seuil, 1987.

29 Pascal Bruckner, *Le Sanglot de l'homme blanc*, Paris, Seuil, 1983.

30 *La Déchirure*, 1984, film de Roland Joffe, Joffe parent de l'Abraham Joffe suicidé en 1927.

31 Norbert Elias, *La Dynamique de l'Occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, p. 188-190.

32 Ce que ne faisait pas *Terrorisme et Communisme*, livre écrit en pleine guerre civile au début des années vingt.

33 Cette tendance est clairement perceptible dans les pratiques du mouvement altermondialiste et dans l'usage des méthodes d'autodéfense passive.

34 André Suarès, *Idées et Visions*, *op. cit.*, p. 420.

12

Couleur *Rouge*

« La couleur qui était dedans, et qui sort. »
Paul Claudel,

Conversations dans le Loir-et-Cher

Dans la bousculade incessante des années soixante-dix, nous sommes restés tiraillés entre une impatience bohème d'en découdre et le patient fouissement de la taupe. Nourris de classiques du mouvement ouvrier, nous n'avons jamais eu la naïveté de croire que le mouvement étudiant pût se substituer à la force stratégique de la classe. Dès l'automne 1968, corriger le déséquilibre (le mot est faible) sociologique de notre implantation apparut comme une question de survie politique. Nous ressentions la volatilité de la radicalisation dans la jeunesse et redoutions d'être balayés avec elle, si nous ne parvenions pas à nous enraciner dans le quotidien des rapports sociaux.

Les premiers « groupes taupes » se formèrent. Librement croquée par Pierre Wiaz et Piotr Barsony, la taupe devint par la suite notre fétiche rigolard, ventru et facétieux. Il y eut des taupes postières (sacoche en bandoulière), métallurgistes (en salopette), cheminotes (juchées sur les locomotives fumantes de l'histoire), infirmières (seringue au poing). Leur museau, mutin et farouche à la fois, illustrait nos « feuilles de boîte », au grand dam des bureaucrates staliniens, rêvant de tordre le cou au petit animal pelucheux qui semblait les narguer[1].

Je saisis ici l'occasion de saluer affectueusement la poignée de militants ouvriers qui ont, au lendemain de 68, subi les travers exaspérants d'une organisation à grande majorité étudiante, les réunions interminables, les discussions oiseuses, la théâtralité de débats souvent inutiles. Qu'il s'agisse des anciens (comme André Fichaut, Jack Houdet, Roland Vacher[2]), des premières recrues de la nouvelle génération (comme le cheminot-poète Patrick Seignon, « inventeur » des groupes taupes, Isidore Garcia ou Jo Malet à Toulouse et Jean Laferrière à Montrouge), ou des nouveaux établis, tous ont dû faire preuve pour résister à pareil régime d'une endurance admirable, d'une robuste conviction et d'une insatiable curiosité. Qu'hommage soit ici rendu à leur patience de taupes obstinées[3].

Après avoir tourné la page du militantisme étudiant, versé dans diverses cellules d'entreprises, j'ai eu la chance d'entreprendre à leur côté un second apprentissage des plus formateurs. Lors de son adhésion au parti communiste, André Breton avait été affecté chez les gaziers et électriciens. Pour moi, ce furent la Compagnie des compteurs de Montrouge, la cellule de la gare de Lyon (distribuer la "taupe » dans les vestiaires en compagnie de Rico Lajous[4], n'allait pas sans risque), la cellule de l'hôpital Saint-Antoine. Après la dissolution de 1973, le « tournant ouvrier » négocié par la Ligue se traduisit par une vague de formations professionnelles, d'embauches industrielles, de mutations géographiques. Dans la foulée, fut lancée une publication mensuelle, *Les Cahiers de la Taupe*, dont Sophie devint, après Suzette Triton, l'éditrice. Nous avons passé en tête à tête bon nombre de week-ends studieux à réfuter les articles de la presse syndicale sur les augmentations de salaires, à décortiquer des expériences de contrôle ouvrier, à commenter les statistiques du dernier recensement socio-professionnel, à éplucher les chiffrages successifs du Programme commun, à rompre des lances sur les nationalisations, à étudier la législation sur les comités d'entreprise et sur la Sécurité sociale. Ce fut une bonne école. La collection des *Cahiers* peut encore en témoigner.

Au printemps 1974, Pompidou est mort. Il fallut se lancer dans la chasse aux signatures de maires pour une seconde candidature d'Alain Krivine. La campagne bricolée de 1969 avait été portée par l'élan de Mai. Celle de 1974 eut lieu à contretemps et en porte-à-faux. Dans nos interventions télévisées, il ne manquait pas le moindre bouton de guêtre de la future armée rouge : des comités de soldats pour

subvertir la grande muette, des conseils ouvriers pour en finir avec le despotisme patronal et, en guise d'apothéose, l'insurrection armée pour écraser les bandes armées du capital ! Ces discours incendiaires, à faire trembler les chaumières, faisaient intrusion dans les paisibles foyers à l'heure du repas, entre la poire et le fromage. Nous considérions évidemment avec condescendance la première campagne d'Arlette, qui nous semblait faire profil bas en flattant démagogiquement le petit commerce.

La sanction fut cinglante : Krivine, 0,36 % ! Nous n'allions pas nous laisser démonter pour autant par les péripéties de la « farce électorale ». Wiaz dessina à la une de *Rouge* un Krivine chevelu en James Bond 00,36… Même si nous n'en avions pas conscience, ce verdict des urnes n'en marquait pas moins la fin de l'épisode post-68.

La campagne électorale de 1974 nous donna l'occasion de publier pendant un mois un *Rouge quotidien*. À la lumière de cette expérience, l'idée d'un quotidien révolutionnaire fit son chemin. *Libération* était né l'année précédente. Il existait en Italie trois quotidiens de la gauche radicale (le *Manifesto*, *Lotta Continua*, et *Avanguardia Operaia*). Il en existait un en Angleterre. La situation paraissait donc propice. Au Portugal, la dictature venait d'être renversée pendant la campagne présidentielle en France. En Espagne, les jours de Franco étaient comptés et la chute de la dictature était imminente. L'Angleterre et l'Italie étaient secouées par de puissantes vagues de grèves.

La situation portugaise, surtout, évoluait vers une ébauche de dualité de pouvoir. Notre section sœur avait tenu son congrès de fondation en janvier 1974, trois mois seulement avant la révolution des œillets. En octobre 1974, j'ai été invité à une tournée de meetings pour l'anniversaire de la Révolution russe. Lisbonne avait des allures désuètes de vieille métropole coloniale décadente. Sous les arcades de la vénérable place du Commerce, à l'enseigne *Almoços e Jantares*, où Pessoa avait ses habitudes, on pouvait encore l'imaginer conversant avec son banquier anarchiste. Lors d'un meeting à Coimbra, je fis la connaissance d'un jeune lycéen de dix-sept ans, Chico Louça[5], grave et élégant, qui allait devenir un ami de plus de trente ans. Je retournai à Lisbonne en avril 1975, au lendemain du coup d'État manqué de mars et de la chute de Spinola. Les occupations d'usine se multipliaient. Des officiers du Copcon se mettaient au service du peuple pour aménager des crèches de quartiers. Des comités de soldats se formaient dans les casernes. À Setubal, une assemblée populaire réunissant tous les organes de contre-pouvoir populaire apparaissait comme un embryon de soviet[6]. Pendant l'été, des blindés sortirent des casernes pour se joindre aux manifestants dans les rues de Lisbonne. C'était une grande première en Europe. Et, bien sûr, cela ne pouvait durer très longtemps.

Nous comptions sur une synchronisation entre la situation portugaise et une radicalisation imminente de la situation espagnole. En octobre, Franco était mourant, mais l'agonie traînait en longueur. La presse espagnole publiait des informations cliniques circonstanciées, croquis médicaux à l'appui. Le patriarche ne semblait tenir que par des tubes et des tuyaux. Début novembre, les camarades basques organisèrent un stage dans une ferme du col de Roncevaux. Il faisait un froid glacial. La soupe mijotait en permanence sur la cuisinière de la salle commune. En quatre jours, tout en suivant heure par heure l'agonie du dictateur à la radio, nous avons fait, comme on révise ses leçons à la veille d'un examen, le tour complet des expériences révolutionnaires du siècle : la révolution allemande, la guerre civile espagnole, les fronts populaires, l'expérience chilienne.

Le 25 novembre, cinq jours à peine après la mort de Franco, le coup d'État des commandos d'Amadora donnait le coup d'envoi de la normalisation au Portugal. La synergie espérée n'aurait pas lieu. Grâce aux camarades de Montpellier et aux talents d'organisateur de Paul Alliès, nos camarades de l'État espagnol purent tenir en Languedoc leur ultime congrès clandestin en juillet 1976. Certains y vinrent légalement, d'autres avec de faux papiers, d'autres encore – plus confiants dans les vieux sentiers de passeurs que dans la fiabilité d'une documentation falsifiée – en traversant la frontière par monts ou par mer. Après un grand jeu de piste de rendez-vous secondaires, les retrouvailles furent pleines d'émotion. Beaucoup sortaient des catacombes. Les prisonniers basques, récemment libérés, découvraient leur nouvelle organisation. La confiance et l'enthousiasme paraissaient irrésistibles.

Tandis qu'Adolfo Suares assurait la transition, nous partîmes[7] pour les fêtes d'Ondarroa, le petit port de Biscaye où nos camarades jouissaient d'une solide implantation. Nous nous retrouvions à près de

deux cents, dans les hangars de pêche, pour nous régaler de thon grillé en écoutant les joutes vocales des *bertxolaris*[8]. À la sortie d'un bar, des cortèges se formaient aux cris de « *Presoak Kalera ! Euzkadi Azkatuta !* » Une de ces manifestations spontanées finit par une bataille rangée avec la garde civile. J'ai tenté d'arracher la carabine des mains d'un garde au bicorne de cuir bouilli. Mal m'en prit. Je dus franchir une haie d'honneur pour recevoir une avalanche de coups de crosse dans le bas du dos. C'était bien le moindre des châtiments et la preuve irréfutable que la dictature n'était déjà plus ce qu'elle avait été.

En France, la victoire de l'Union de la gauche aux élections législatives de 1978 semblait probable. Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski polémiquaient sur l'attitude à suivre face à l'éventuelle entrée des communistes français ou italiens au gouvernement. Nous tablions pour notre part sur l'hypothèse d'un scénario à la chilienne. Dans cette éventualité, la droite traditionnelle ne manquerait pas de saboter l'expérience, à l'instar des grèves patronales et des *caserolazos* de l'automne 1972 à Santiago. L'extrême droite se lancerait vraisemblablement dans une stratégie de tension à l'italienne. Il fallait donc se préparer sans tarder à cette accélération des affrontements de classes.

Le projet du quotidien *Rouge* a vu le jour dans cette effervescence. Lénine définissait l'*Iskra* de 1903 comme un « organisateur collectif » pour soulever toute la Russie. Au printemps 1975, nous avons lancé une souscription nationale pour acheter une imprimerie. Le peintre Matta donna une toile à peine sèche. Yves Montand sortit de sa poche une liasse de coupures qu'il remit à un Krivine bredouillant sans même les compter. Michel Piccoli se porta caution financière du leasing contracté pour l'achat de l'appareil de photocomposition. Nous eûmes, Alain et moi, la troublante mission de solliciter Delphine Seyrig. Un après-midi entier nous avons discuté des misères du monde sans oser aborder l'épineuse question du nerf de la guerre. À la fin de ce languissant entretien, elle qui nous prit à contre-pied, en sortant un carnet à souche pour une vague coopérative d'imprimerie (derrière laquelle se cachait une minuscule organisation maoïste !).

Avec Sartre, les choses étaient plus faciles. Il recevait les solliciteurs dans son appartement du boulevard Raspail selon un rituel bien réglé. Avec Alain (on ne change pas une équipe qui perd !), nous lui avons présenté notre boniment. Il parrainait déjà *La Cause du Peuple* et *Libération*. Après une petite demi-heure de timides assauts de notre part, Simone de Beauvoir fit son apparition (à croire que ces entretiens étaient soigneusement chronométrés). Sartre sortit alors un chéquier de son sous-main en nous demandant tout de go combien nous voulions. Nous nous enlisions dans des balbutiements emberlificotés, mais il avait probablement ses tarifs.

Michel Rotman organisa une rencontre avec Jean-Luc Godard. Le réalisateur du *Mépris* et de *Pierrot le fou* m'intimidait au point que j'étais plein d'indulgence envers ses lubies maoïstes. Après m'avoir laissé m'empêtrer dans la présentation alambiquée de notre projet, il déclara abruptement qu'un journal était forcément une entreprise fasciste. Visiblement ravi de ma perplexité, il expliqua que le mouvement d'une caméra était comme une caresse autour de l'image, alors que le geste mécanique du journaliste qui ramène brutalement à la ligne le chariot de son Underwood ou de sa Remington était celui que l'on fait pour gifler un enfant. Il n'y avait rien à ajouter.

En novembre 1975, les préparatifs du quotidien ont abouti en apothéose à une grande fête rouge à la grande halle de la Villette. Sur les conseils d'amis architectes, nous avons imaginé d'égayer l'immense structure métallique par un faux plafond coloré et ondoyant. Une semaine durant, les équipes militantes se sont relayées pour gonfler des milliers de ballons multicolores. Cinquante mille personnes affluèrent aux débats et aux spectacles. Le programme était somptueux. Dr Feelgood, Captain Beefheart, Paco Ibañez, Catherine Ribeiro et bien d'autres se succédaient sur la scène principale, tandis que Jacques Higelin ou Guy Bedos se produisaient à des heures impossibles sur des scènes annexes. Plus de sept cents camarades montèrent, trois jours et trois nuits durant, une garde transie et grelottante autour des braseros improvisés sur le canal de l'Ourcq. Les camarades latinos ont préparé une entière baignoire de *feijoade* géante qui donna d'inquiétants signes de fermentation. Les Bretons fournirent un camion d'huîtres. Les Montpelliérains, une citerne de vin et un stock de pelardons.

Promu grand ordonnateur de l'ensemble, Edwy Plenel vibrionnait en tous sens, se chamaillait sur la facture avec l'entreprise de sonorisation, appelait en renfort un groupe de service d'ordre pour escorter la recette, se désespérait d'une défaillance de bloc électrogène susceptible de provoquer une intoxication alimentaire fatale pour l'avant-garde ici rassemblée.

Sans expérience technique et journalistique, nous avons tout fait à l'envers. Une fois prise la décision de lancer un quotidien, l'intendance était censée suivre. C'était encore, appliqués cette fois à la guérilla journalistique, une manifestation du volontarisme guévariste et un acte de foi dans les vertus de l'action exemplaire. Nous avons acquis une rotative, mais nous n'avions pas de rotativiste. Nous avons acheté un matériel de photocomposition, mais nous n'avions pas de clavistes. Nous avons installé des télex et mis en chantier un journal, mais l'équipe ne comptait guère de journalistes professionnels (à l'exception de Bertrand Audusse et de Jean-Paul Besset, venu de *La Montagne* de Clermont-Ferrand). La rotative enfin en état de marche et les claviers livrés *in extremis*, nous n'avons pas eu le temps d'imprimer un numéro zéro. Le soir du premier tour des élections cantonales de mars 1976, paraissait directement le premier numéro de *Rouge quotidien* : les artistes travaillent sans filet !

Au risque de se rompre le cou. Ce dimanche historique tourna au vaudeville. Personne ne maîtrisait le système de corrections sur bandes perforées, dont les rouleaux pendaient au mur comme des serpentins un jour de foire. Pris de compassion envers notre armée *brancaleone*, le vendeur des machines passa près de vingt-quatre heures d'affilée dans un cagibi, les yeux rivés sur l'écran de correction, d'où il finit par émerger, les yeux écarlates et exorbités. Bombardés directeurs de publication, Alain Krivine et moi courions, un sèche-cheveux à la main, pour accélérer le séchage des bromures par-dessus l'épaule des maquettistes occupés à tendre les derniers filets. À la tombée de la nuit, les camionnettes des messageries s'alignèrent devant le local comme celles des frères Rapetou dans l'attente de la précieuse livraison.

Autour de la rotative, le public des militants retenait son souffle. À l'apparition des premières feuilles vaguement maculées, ce fut une explosion de vivats, aussi fervente que si nous venions de remporter le Mondial ou de marcher sur la Lune. Hélas, les plaques de photogravure n'étaient pas à la bonne dimension. Lorsque la machine atteignit sa vitesse de croisière, elles se détachèrent des rouleaux et se mirent à planer dangereusement, comme de vulgaires frisbees, sous les regards consternés. Les kiosques parisiens furent pourtant livrés en temps et en heure. En revanche, les militants marseillais ou toulousains sautèrent du lit pour des prunes : nous avions « raté la province », et ce ne serait pas la dernière fois. Nous étions partis pour près de trois années de course contre la montre, rythmée par le crépitement familier des télex.

Hebdo ou quotidien, *Rouge* apparaît *a posteriori* comme une école de journalisme au moins aussi performante que les institutions agréées. Avant 1974, Hervé Chabalier, Bernard Guetta, Michel Field, Patrick Rotman, Dominique Pouchin y avaient fait une partie de leur apprentissage. L'effectif du quotidien n'a jamais atteint la trentaine de rédacteurs[9].

Obligé de travailler avec des moyens aussi limités, le journal devint notre univers et notre horizon indépassable. Après le bouclage, nous partagions le repas du soir dans une gargote jusqu'à une heure avancée de la nuit. Après six jours de cavalcade et de course au bouclage, nous nous retrouvions le samedi pour jouer au foot au parc de Sceaux. Au début, inhibés par la critique brohmienne du sport de compétition, nous ne prétendions qu'à un exercice ludique entre des équipes (presque mixtes !) : il n'était pas question de compter les buts. Quand il devint évident que chacun(e) en tenait fourbement dans sa tête une scrupuleuse comptabilité, l'esprit de compète, officiellement banni, reprit le dessus et les parties devinrent acharnées.

Cette vie de bocal n'était pas sans danger politique. Celui de voir le monde à travers les titres de une et de perdre le contact avec la réalité. Quand vint l'heure de tirer le bilan de notre intervention dans la campagne législative de 1978, il apparut, de polémiques en malentendus, que les militants et leur journal n'avaient pas vécu la même histoire. Notre mémoire de rédacteurs avait retenu les unes, les

titres, les sous-titres. Celle des militants avait plutôt retenu les actions, menées ou ratées, les tracts distribués, les pétitions signées, les manifestations et les discours de meeting. Mémoire de papier et mémoire de l'agir : deux visions sensiblement différentes, deux registres temporels désaccordés, deux régimes de réalité.

Au printemps 1976, je suis parti pour Madrid avec Henri Weber interviewer Fernando Claudin sur l'eurocommunisme. La nouvelle de la légalisation du parti communiste est tombée pendant notre séjour. Lucia Gonzales et Jaime Pastor nous entraînèrent à la petite réception organisée à cette occasion. Santiago Carrillo fit une brève allocution, puis apparut une sorte de gâteau d'anniversaire géant enrobé de sucre rose, pareil à ceux qui, dans les films américains, peuvent dissimuler un gangster avec sa mitraillette. Dans le partage de cette pyramide patissière, Henri réussit à s'emparer de l'énorme faucille de massepain, amoureusement enlacée à son inséparable marteau, qui trônait au sommet de l'édifice. Il la brandit triomphalement, comme si croquer ce symbole à belles dents constituait une modeste revanche sur les crimes staliniens pendant la guerre civile.

Cette fois, la guerre était bel et bien finie. Le pacte de la Moncloa n'allait pas tarder à enterrer la République et son drapeau, au nom d'une transition instaurant la monarchie tempérée de Juan Carlos et ménageant l'héritage franquiste. Un an plus tard, je suis retourné à Madrid, couvrir pour *Rouge* avec Michel Rovère les premières élections générales sous la monarchie. Les résultats définitifs ne furent connus qu'un mois après le vote. Les organisations militantes de la résistance à la dictature, parti communiste et extrême gauche, furent marginalisées au profit d'un renouveau socialiste venu de nulle part. Le *desencanto* commençait.

Au Portugal, la séquence révolutionnaire d'avril 1974 à novembre 1975 était elle aussi refermée. En Angleterre, les grèves de 1974 avaient clos un cycle de lutte et la contre-offensive libérale était en gestation. En Italie, le parti communiste atteignit son apogée aux élections de 1976. Après les affrontements spectaculaires contre la construction de l'aéroport de Narita, une répression brutale s'abattit sur la gauche révolutionnaire japonaise ; elle ne s'en est jamais vraiment remise, ses deux principaux courants, Chukaku et Kakumaru, finissant par s'entretuer (au sens propre) et se discréditer. Notre section japonaise, durement frappée par les emprisonnements et les amendes, entra également en crise.

En France, la gauche unie autour du Programme commun de gouvernement partait favorite pour les élections législatives du printemps 1978. Cette perspective maintint un sursis illusoire dans le contexte de reflux européen. Les élections municipales du printemps 1977 avaient enregistré une percée aussi significative qu'inattendue des listes unitaires d'extrême gauche. Cela contribua à alerter le parti communiste sur le danger que pourrait signifier pour lui une victoire électorale apparaissant comme l'effet différé de Mai 68. Dès l'été 1977, sa direction ouvrit la polémique avec le parti socialiste sur le chiffrage du Programme commun. Ce n'était qu'un prétexte. La désunion aboutit à l'échec électoral de mars 1978. Pour François Mitterrand, ce n'était que partie – avantageusement – remise : suivant la logique institutionnelle de la Ve République, alors qu'une victoire législative l'aurait laissé captif de ses alliés, un succès à l'élection présidentielle lui permettrait de modeler à sa guise la majorité parlementaire. En 1981, son élection surviendrait dans un contexte nouveau, après que le mouvement ouvrier aurait subi des défaites majeures (comme celle de la sidérurgie), après le « recentrage » syndical de la CFDT, après le début de la contre-offensive libérale aux États-Unis et en Angleterre.

La victoire de la droite en 1978 représentait en revanche un coup mortel pour *Rouge quotidien*. Dès les premières réunions de la rédaction, on évoqua la crise qui venait de frapper les organisations de la gauche italienne. Le lancement du journal avait été une sorte de pari sur la conjoncture que pourrait inaugurer une hypothétique victoire de la gauche. Les ventes tournaient autour de 10 à 12 000 exemplaires. Ce n'était pas ridicule, mais la dépression postélectorale risquait de rendre le déficit insupportable. Les évolutions techniques en cours dans la presse allaient porter le coup de grâce et balayer les espoirs de survie des plus acharnés. Avec l'apparition des fac-similés, l'impression de la presse nationale se décentralisait ; les messageries n'assuraient plus l'acheminement de nuit depuis

Paris. Alors que nous imprimions le journal à moindre coût, grâce à l'auto-exploitation consentie des militants journalistes, rotativistes, clavistes, maquettistes, imprimer quelques centaines d'exemplaires à Marseille, Toulouse ou Brest devenait prohibitif[10].

Il fallait savoir arrêter un quotidien. La mort dans l'âme.

C'était admettre une défaite politique et symbolique, mais aussi financière. Une chose est de récolter de l'argent pour un projet enthousiasmant, une autre, bien plus difficile, d'en chercher pour éponger les dettes. Il fallut (auto)licencier la quasi-totalité des rédacteurs. Même dans une situation où la peur du chômage ne pesait pas aussi lourd qu'aujourd'hui, la dispersion de l'équipe n'allait pas sans angoisses individuelles. Elle contribuait à la morosité et à l'abattement ambiants.

Dans le local de Montreuil, hier encore bourdonnant, les télex se turent, comme un cœur qui s'arrête soudain de battre. Pendant une année de sinistre mémoire, j'ai été chargé d'assurer la reconversion du quotidien au nouvel hebdo et de coordonner la gestion des sociétés (de presse, d'imprimerie, de librairie, d'édition), toutes en situation critique. L'ensemble menaçait de s'effondrer comme un château de cartes. La réunion hebdomadaire des gérants consistait à organiser la cavalerie pour éviter la faillite, en bouclant les fins de mois à coups de souscriptions exceptionnelles ou de prêts militants, et en transférant les échéances d'une société sur l'autre. La situation était si tendue que le responsable des éditions ou celui de la librairie « oubliaient » parfois de signer leur chèque à l'imprimerie, pour gagner quelques jours et faire patienter d'autres créanciers.

Une époque s'achevait.

Une autre commençait, pleine d'incertitudes.

Il allait falloir imaginer de nouveaux projets.

L'impulsion vint de l'équipe dirigeante de l'Internationale[11]. Sa logique était simple. Après un long détour par la révolution coloniale, « l'épicentre de la révolution mondiale » revenait au cœur de l'accumulation capitaliste où elle retrouverait ses formes « classiques ». Héritières des premiers congrès de l'Internationale communiste, les sections devaient y être comme des poissons dans l'eau. À deux conditions : œuvrer au rassemblement de la diaspora trotskiste, et transformer radicalement leur composition sociale.

Cette orientation, pour l'unité des mouvements trotskistes et pour une prolétarisation volontariste (baptisée « tournant vers l'industrie » dans le jargon des camarades américains), ne souleva pas un enthousiasme unanime dans la Ligue. Une partie de la direction s'inquiéta de la démagogie ouvriériste qui commençait à souffler, et plus encore d'un éventuel rapprochement avec le courant lambertiste, présenté comme les retrouvailles naturelles d'une famille trop longtemps divisée[12].

L'affaire était mal engagée. Affaiblie par l'arrêt du quotidien, la Ligue cuvait une sorte de gueule de bois. Pour nombre de militants, l'heure de l'entrée dans la vie professionnelle avait sonné. L'organisation lambertiste rivale avait développé dans nos rangs une colonne entriste de plusieurs dizaines de militants, pilotée de l'extérieur par Jean-Christophe Cambadélis[13]. Dans ces conditions faussées, une fusion eût été mortelle. La révolution nicaraguayenne de juillet 1979 nous évita ce scénario catastrophe. Dans la tradition de la Ligue, le premier réflexe consiste à s'identifier avec une révolution en cours et à la soutenir à fond, en dépit de ses limites, de ses défauts ou des critiques envers sa direction. Ce réflexe joua à plein. François Sabado, l'un des plus fervents partisans parmi nous de l'unité du mouvement trotskiste, revint d'un séjour à Managua en août 1979, farouchement sandiniste. L'événement impromptu mettait ainsi nos discussions doctrinaires à l'épreuve de la réalité. Lors de la conférence préparatoire au 11e Congrès mondial, tenue à l'automne dans le gymnase de L'Haÿ-les-Roses, des délégués représentant environ quatre cents militants quittèrent théâtralement la Ligue. Certain(e)s à reculons. De vieilles complicités se brisaient dans cette mauvaise imitation de grandes ruptures historiques. Présents dans les gradins à titre d'observateur invité, Cambadélis et Luis Favre pouvaient contempler les dégâts avec satisfaction. L'hémorragie aurait pu en effet nous être fatale. Elle

provoqua au contraire un sursaut salutaire.

Ce fut l'épilogue d'une décennie au cours de laquelle nous avions réalisé des prodiges, en nous épuisant à courir plus vite que notre ombre. La Ligue y avait certes gagné un début d'implantation sociale qui lui permettrait de résister aux sinistres années quatre-vingt. Elle avait accumulé des expériences de lutte, fait son apprentissage syndical. Elle s'était frottée à l'appareil bureaucratique dans la CGT, avait contribué à la construction d'une gauche dans la CFDT, avait renoué avec les traditions de la vénérable École émancipée dans le syndicalisme enseignant. Emporté par le tourbillon activiste des actions exemplaires ou obnubilé par l'heure fatidique du bouclage du quotidien, notre petit groupe de « conspirateurs professionnels » n'avait cependant pas partagé pleinement cette mutation encore partielle. Et nous étions restés à la marge des bouleversements culturels en cours, des querelles éditoriales, des modes musicales.

Sous la pression d'une urgence en partie imaginaire, les années soixante-dix furent plus fertiles en polémiques politiques qu'en réflexion théorique, plus occupées par les stratégies de lutte pour le pouvoir que par la patiente critique de l'économie politique.

En 1975, les éditions Stock m'ont proposé d'écrire avec Henri Weber un livre sur « la révolution et le pouvoir ». Leur directeur de collection, Jean-Claude Barreau, imaginait sans doute un texte vif, ramassé, pamphlétaire. Henri ayant déclaré forfait, je livrai un pavé touffu, dont Régis Debray me dit qu'il était gros de trois livres (au moins !) : une réflexion sur les rapports institutionnels de pouvoir, un bilan du stalinisme dans le siècle et un essai de synthèse des expériences stratégiques. Avant de me perdre dans la quotidienneté en miettes du journal, j'ai probablement essayé de tirer le bilan d'une décennie tumultueuse et l'inventaire du bagage disparate accumulé au fil de ces années.

La première partie de ce pavé indigeste atteste l'influence de Michel Foucault. *Surveiller et punir* venait de paraître. Le premier tome de *L'Histoire de la sexualité* était annoncé pour l'automne 1976. Le *Rhizome* de Deleuze et Guattari, avant-première des *Mille plateaux*, parut la même année. La distinction entre État, « effets de pouvoir », « jeux de pouvoir », « relations de pouvoir » imprégnait l'air du temps. Dès les premières lignes de *La Révolution et le Pouvoir*, le ton était donné : « La première révolution prolétarienne a apporté sa réponse au problème de l'État. Sa dégénérescence nous a légué le problème du pouvoir. L'État est à détruire et sa machinerie à briser. Le pouvoir est à défaire, dans ses institutions, dans ses ancrages souterrains (la division du travail notamment). Comment la lutte par laquelle le prolétariat se constitue en classe dominante peut-elle y contribuer ? Il nous faut reprendre l'analyse des cristallisations du pouvoir dans la société capitaliste, suivre leurs résurgences dans la contre-révolution bureaucratique, chercher, dans la lutte des classes exploitées, les tendances par lesquelles la socialisation (le dépérissement) du pouvoir peut l'emporter sur l'étatisation de la société. » S'ensuivait un parcours à travers les diverses formes du maillage institutionnel : l'école, l'armée, la justice, la presse, la famille. Certains gardiens d'une orthodoxie imaginaire me reprochèrent de vouloir dissoudre la question de l'État (à briser) dans celle d'un réseau de pouvoirs à détricoter.

La quinzaine de pages (sur 430) du dernier chapitre, intitulé « L'inquiétude militante », me valut bien plus de disputes encore. Sous la pression du féminisme radical et du mouvement homosexuel naissant, la crise de « l'idéal militant[14] » devenait un sujet de préoccupation. Sous prétexte que « tout est politique », un nouveau discours normatif prétendait abolir par décret la distinction entre public et privé, et dicter impérativement le comportement libéré du militant et de la militante exemplaires. Je reconnaissais, bien sûr, qu'un militant qui renoncerait à changer la vie, à commencer par la sienne propre, « ne porterait pas en lui la révolte nécessaire pour aller au bout de son choix ». Mais je soupçonnais aussi, derrière la rhétorique des machines désirantes, l'annonce des avachissements postmodernes : « On dit aujourd'hui s'éclater : aspiration dérisoire de l'homme écartelé qui s'émerveille de voir voler en l'air ses propres morceaux. »

Dans un portrait quelque peu héroïsé du militant aventurier, je reprenais à mon compte un passage des *Rendez-Vous manqués*[15], dans lesquels Régis Debray rendit hommage à Pierre Goldmann : « Un

militant ne raconte pas sa vie. Entre le vécu et le dicible, entre le personnel et le politique, il y a une barre immémoriale. Accessible ou bien abrupt, le militant avance dans la vie – y compris la sienne – comme un iceberg : l'essentiel est sous la ligne de flottaison. » Ce ton, très « *lonesome cowboy* », me valut une volée de bois vert (méritée) de la part des camarades féministes, au premier rang desquelles la brillante Frédérique Vinteuil[16], raillant impitoyablement mes nostalgies et mes clairs-obscurs de macho éclairé (à la bougie).

Elle avait plutôt raison. Je n'avais pas tout à fait tort. Un bon quart de siècle plus tard, je reste convaincu qu'il y avait une illusion, souvent douloureuse et parfois mortelle, à prétendre déshabiller par décret « le vieil homme » (ou la jeune femme) pour les exposer, nus comme des vers, aux lumières blafardes de l'époque. Excité par l'inflation de l'image, le redoutable désir narcissique de « transparition » et de « visibilité » était en marche[17]. Les plus robustes résistent assez bien à cette mise à nu. D'autre n'y ont pas survécu.

La formule discrètement totalitaire du « tout est politique » a sa (petite) part de vérité, à condition de préciser aussitôt : dans une certaine mesure et jusqu'à un certain point. Le partage entre privé et public est certainement la marque de l'aliénation propre à une société marchande de dédoublement et de duplicité généralisés : chaque individu est fendu de l'intérieur, à l'instar de la marchandise (dédoublée en valeur d'usage et valeur d'échange) ou du travail (dédoublé en travail concret et abstrait). Mais ce clivage intime est aussi une protection contre les agressions quotidiennes, contre les rapports de soumission et de dépendance personnelle, contre les formes totalitaires de contrôle et de domination.

Mes trois années d'hibernation dans le cocon du quotidien *Rouge* ont commencé avec *La Révolution et le Pouvoir*. Elles se sont achevées par la publication en 1979 de *L'Anti-Rocard ou les haillons de l'utopie*. Je tentais d'y débusquer la logique néolibérale à l'œuvre dans la rhétorique moderniste de la « deuxième gauche » rocardienne qui, recentrage syndical et propulsion médiatique aidant, prétendait triompher sur les décombres de la première. La manœuvre était cependant prématurée. Lors du congrès de Metz du parti socialiste, Mitterrand sut la déjouer habilement avec le concours de Jean-Pierre Chevènement. Doué d'un meilleur sens de l'histoire que ses challengers pressés, il avait compris que les rapports de force ne permettaient pas (encore) de s'émanciper de l'union de la gauche, du moins pas avant d'avoir réduit le parti communiste à la portion congrue et de l'avoir définitivement ramené à une position subalterne. Ce qui fut fait après 1981.

Avec ses développements sur l'État, l'eurocommunisme, la démocratie de marché, la notion d'hégémonie, *L'Anti-Rocard* bouclait le cycle des polémiques stratégiques des années soixante-dix. Contrairement aux prédictions d'André Glucksmann dans sa période d'apologie béate de la Révolution culturelle, le vent d'Ouest l'emportait désormais sur le vent d'Est. Il commençait même à souffler en bourrasque, aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Pour déchiffrer les hiéroglyphes du présent, l'heure était donc venue de remonter de Trotski et de Lénine à la « critique de l'économie politique ». De lire (ou de relire) Marx, pour soumettre les fondations théoriques à l'épreuve du changement d'époque.

1 Voir Daniel Bensaïd, *Résistances, essai de taupologie générale*, livre pour lequel Wiaz a amicalement accepté de redessiner des taupes.

2 Le livre superbe d'André Fichaut, *Sur le pont, Souvenirs d'un ouvrier trotskiste breton*, *op. cit.*, témoigne merveilleusement des qualités humaines et morales, de la curiosité intellectuelle, du courage politique de ces militants, à une époque où, socialement minoritaires dans leur propre mouvement, ils devaient affronter dans leur milieu professionnel à la fois le harcèlement patronal et l'ostracisme stalinien.

3 La Ligue a connu deux vagues d'établissement dans l'industrie : une première en 1973, une seconde à partir de 1979.

4 Loubard toulousain, poète, chanteur, plasticien, vrai-faux Gainsbourg et faux-vrai Bashung, Rico, rencontré à Carcassonne en 1968, n'a jamais fait la moindre concession aux bienséances et au bon goût. Lorsque ses poumons défaillants l'empêchèrent de chanter, il s'improvisa plasticien. Ne sachant pas manier le pinceau, il composa des œuvres de récupération. Il eut ses périodes : les poupons calcinés, les mickeys crucifiés, les vaches qui rient, les paquets de gitanes, les macadams… Il poussa le mauvais goût jusqu'à sombrer dans un coma irréversible à l'occasion d'une anesthésie bénigne. Salut l'artiste. (Voir Daniel Bensaïd, « En flânant sur les macadams », in *La Discordance des temps*, *op. cit.*).

5 Aujourd'hui économiste distingué, député du Bloc socialiste, et toujours membre de la IVe Internationale.

6 Une équipe militante composée de Michel Rotman, Michel Lequenne, Romain Goupil et Daniel Edinger réalisa sur cette expérience un film militant.

7 Sophie et moi, avec Johan et Sarah Alexander (la chanteuse israélienne) dans un combi aménagé.

8 Les *bertxos* sont des chants improvisés où les chanteurs se répondent par quatrains.

9 Jean-Paul Besset, Bertrand Audusse, Dominique Bouchet, Gilles Suze, Xavier Langlade, Bernard Alleton ont assuré successivement le secrétariat de rédaction ; Jean-Yves Potel, Denis Pingaud, Philippe Pignarre (qui a créé depuis les Empêcheurs de penser en rond), Madeleine Verdi, Michel Samson, Michel Spagnol formèrent l'équipe de la rubrique politique ; Isabelle Richet, Jacques Rozenblum, Frank Tenaille, Georges Marion, Michel Rovère, la rubrique internationale ; Suzette Triton, Nicole Geneste, François Blanc, Marc Lagoutte, Thomas Coutrot, la rubrique sociale. Patrick Mars et Bernard Cohen tenaient la rubrique « armée ». Quant aux rubriques « culture » et « société », elles se répartissaient entre Jean-François Vilar, Marc Corti, Alain Brossat, Jeanne Vandale, Denise Avenas, Danièle Ohayon, Yann Plougastel, Gabriel Culioli, Denis Caron. Affecté aux questions d'éducation, Edwy Plenel travaillait en solo dans un bureau minuscule. De mars 1976 à janvier 1979, Alain Krivine, Alain Bobbio, Gérard Filoche et moi avons assuré par rotation la responsabilité de la publication. Plus tard, Anne Tristan, Paul Benkimoun, Patrick Roger passèrent à leur tour par *Rouge Hebdo*.

10 Nous aurions pu peut-être obtenir un sursis grâce aux marchés décrochés par notre imprimerie Rotographie. *Libération* nous confia notamment le tirage d'un supplément de dessins réalisé hebdomadairement par le groupe Bazooka. Dès le premier numéro hélas, les camarades rotativistes arrêtèrent les machines, en refusant d'imprimer des caricatures jugées sexistes. Il s'ensuivit un débat tumultueux sur l'exercice du contrôle ouvrier sur la presse et l'information (qui faisait écho à celui de l'affaire *Republica* au Portugal). Nous avons, bien sûr, perdu le marché.

11 Composée essentiellement à l'époque d'Ernest Mandel, Livio Maitan, Charles-André Udry, Charles Michaloux, Jean-Pierre Beauvais, Isabelle Richet.

12 Voir Daniel Bensaïd, *Les Trotskysmes*, Paris, PUF, 2002.

13 Et de l'intérieur par Christian Féline, Daniel Glückstein (candidat pour le Parti des travailleurs à l'élection présidentielle de 2002), Pierre Dardot, etc.

14 François Fourquet venait de publier sous ce titre un numéro spécial de la revue *Recherches*. Notre revue *Critique communiste* publia en décembre 1976 un numéro (n° 11-12) sur « Militantisme et vie quotidienne ». C'est dans ce numéro que figure l'article de Frédérique Vinteuil, « Militer sans mythologie ». Dans le même numéro figure aussi un article de Jean Nicolas sur la question homosexuelle. Des camarades de la Ligue furent alors parmi les initiateurs et initiatrices de la revue *Masques*, puis du Cuarh (Comité d'Urgence anti-répression homosexuelle). À la fin des années soixante-dix, alors que les hommes politiques ne se bousculaient pas encore pour être sur les photos de la Gay Pride, Alain Krivine participa indéfectiblement par solidarité envers les manifestations du Cuahr, dont nos camarades Jean Cavaillès et Jacques Fortin étaient parmi les principaux animateurs. Sur les origines du nouveau mouvement féministe en France, des militantes de la Ligue (dont la gynécologue Irène Bortein et Alexandra Weisgal) avaient participé dès 1970 aux numéros pionniers de la revue *Partisans* sur la libération des femmes. Au cours des années soixante-dix, les militantes de la Ligue ont participé à la création de cercles (le cercle Flora Tristan) ou de revues (*Les Pétroleuses*, *Remue-Ménage*, en attendant les *Cahiers du féminisme*). *Critique communiste* a publié plusieurs numéros-dossiers, dont « Féminisme, famille, sexualité » (n° 4, décembre 1975), avec des articles de Denise Avenas, Sophie Oudin, Frédérique Vinteuil, Catherine Samary ; puis « Femmes, capitalisme, mouvement ouvrier » (n° 20, décembre 1977), avec des articles d'Antoine Artous, Frédérique Vinteuil et Jacqueline Heinen. J'ai publié pour ma part un long article sur « Corps, parole et marchandise » dans le n° 17 de septembre 1977.

15 Régis Debray, *Les Rendez-Vous manqués*, Paris, Seuil, 1975.

16 De son vrai nom Monique Saliou, elle a été depuis chef de cabinet de Jean Glavany au ministère de l'Agriculture sous le gouvernement Jospin.

17 Voir Michel Surya, *De la domination*, Tours, Farrago, 1999. Pour lui, la transparence est la plus grande opération de justification idéologique et surtout « la plus grande opération de police » (au sens foucaldien du terme) jamais engagée. Économe de ses apparitions, Henri Michaux l'était tout autant de curiosité, puisque, disait-il, voir, c'est aussi risquer d'être vu. Pour vivre dignes, soyons donc invisibles ?

13

Canard ou lapin

« Ils voulaient des faits. Des faits ! Ils lui demandaient des faits, comme si les faits pouvaient expliquer quelque chose. »
Joseph Conrad

« Il est admirable que de faits incertains on tire des opinions certaines. »
André Suarès

« Dieu n'existe que pour les éditorialistes. »
Graham Greene

Convaincu que chaque époque possède ses formes d'écriture propres et choqué par le mépris des écrivains envers le reportage, le critique russe Tetriakov considérait le journal comme l'épopée de notre temps. Il voulut hisser « la littérature non inventée du fait » au-dessus des belles-lettres inventées. Le journalisme serait au présent « ce que fut la Bible pour le paysan du Moyen Âge, ou le roman didactique pour l'intelligentsia russe libérale ». Quinzomadaire, hebdomadaire ou quotidien, *Rouge* s'est contenté d'ambitions plus modestes. Sans rivaliser avec les modèles du genre que furent les *Cahiers* de Péguy ou *Le Flambeau* de Kraus, il s'est efforcé de rester un « antijournal » et de résister à l'émiettement du monde.

Une publication périodique peut biaiser avec son statut de journal. Elle échappe plus difficilement à son destin de marchandise. Elle se vend et s'achète. C'est la loi du marché aux opinions. Ainsi, *Rouge quotidien* ne s'est pas éteint faute de talents. Ce fut au contraire une pépinière de vocations, une école expérimentale, dont les élèves apprirent à faire des prodiges avec des bouts de ficelle. Sans publicité ni sponsors, sans autre capital que le dévouement de ses rédacteurs, une presse militante survit sous une épée de Damoclès financière, écartelé en permanence entre les stéréotypes d'une langue de plâtre propagandiste et un mimétisme servile envers la presse dite de référence.

En dépit d'une méfiance tenace envers les dérives professionnelles du « parti journalistique[1] », j'ai toujours gribouillé pour des feuilles marginales, de *L'Allumeur du Belvédère*[2] à *Rouge*, en passant par *Inprecor*[3]. La confidentialité des tirages protège des tentations de la notoriété. Mon premier entretien dans *L'Allumeur*, en 1963, fut avec Jacques Maritain, vieux monsieur frileusement enveloppé d'un plaid mallarméen, retiré à Toulouse dans un couvent de frères dominicains. Nous avons parlé de son itinéraire spirituel et de la guerre d'Algérie. Le papier fut sous-titré *Un parterre de myosotis sur un fleuve de pétrole*. Pas de quoi faire grimper les ventes !

Mes réserves envers les pratiques journalistiques ne visent pas les risques du métier le plus souvent dénoncés : corruption matérielle, effets de connivence et de promiscuité, jeu des apparences. Elles concernent plutôt la logique impersonnelle de la production de l'information, les équivoques de la temporalité journalistique, la course au scoop, la frénésie du zapping, la dilution de l'histoire dans l'actualité. La périodicité quotidienne pousse en effet à confondre le fait divers avec l'événement, l'anecdotique insignifiant avec l'élément inaperçu destiné à prendre du relief avec le temps. Kraus ironisait sur le fait que, l'actualité changeant tous les jours, le journalisme aurait une vérité pour chaque jour. La pensée, comme la vérité, a ses rythmes. La réflexion, ses lenteurs. Elles s'accommodent mal de la chasse à l'exclusivité et de l'hystérisation du bouclage. Elles ont leur propre profondeur de champ, qui ne fait guère bon ménage avec la mise à plat des unes racoleuses.

Edwy Plenel a fait son apprentissage à *Rouge quotidien*. Après son service militaire, il a choisi en 1979, en entrant au *Matin* puis au *Monde*, la carrière pour laquelle il éprouvait une irrésistible vocation. Disposant d'indiscutables talents de vivacité, de mémoire, d'écriture, amplement confirmés

depuis, il se disait capable de faire ce métier sans succomber à ses mirages. Vingt ans après, nous avons tenté de tirer le bilan de ce pari dans un petit livre dialogué, titré *Le Canard et le Lapin. Le journalisme et ses critiques*[4]. Le livre était aux deux tiers terminé, composé, mis en page, et annoncé chez les libraires lorsqu'un incident de parcours intempestif y mit prématurément un terme. Il n'est jamais paru. Peu importent les péripéties. Ce projet ne pouvait tout simplement pas aboutir. En vingt ans, l'écart s'était creusé entre deux visions du monde et deux formes d'engagement. Une vieille complicité faite de bien des choses et de secrets partagés ne suffisait plus à le combler. Du moins l'exercice nous a-t-il fourni l'occasion de chercher les racines du différend.

L'exécration intellectuelle envers le pouvoir médiatique ne date pas d'hier. Si elle revêt aujourd'hui une virulence nouvelle, c'est probablement en raison de la puissance croissante de ce pouvoir, de plus en plus indexé sur celui de la richesse. La perception de sa fonction sociale ne cesse pourtant d'osciller encore entre l'héroïsation du journaliste justicier, empêcheur vertueux de fripouiller en rond, et le ressentiment envers les plumes et les voix serviles d'un magistère à la légitimité douteuse.

Entre le « pouvoir intellectuel » du philosophe, maître de vérité, et le « pouvoir médiatique » du sophiste, démagogue vénal et batteur d'estrade sur le marché aux opinions, le conflit est ancien. Il n'est pas près de s'apaiser. Si le sophiste entretient avec le commerce une relation suspecte, il n'en défend pas moins, face à une vérité aristocratique et potentiellement tyrannique, les conditions d'une pluralité démocratique. Si le philosophe est tenté par l'exercice autoritaire du savoir, il n'en rappelle pas moins que le nombre et le tirage n'ont pas grand-chose à voir avec le souci de vérité. Gide prétendait déjà qu'au-delà du millier de lecteurs il y avait forcément un malentendu.

La nouveauté des controverses passionnelles sur les responsabilités de la presse et des médias ne tient donc pas à la vivacité des polémiques. Elle tient plutôt à la collusion explosive entre une critique intellectuelle, émanant du monde universitaire, et une critique militante, exaspérée par l'anémie de l'espace public et par l'inégalité croissante devant la production et la diffusion de l'information.

La critique élitiste est apparue à l'aube de la modernité, en réaction contre l'irruption de la « masse » dans les domaines réservés de la politique et de la culture. Souvent antidémocratique, elle n'en débusquait pas moins, à l'état naissant, certains vices promis à de glorieuses prospérités. Les encyclopédistes virent dans le journalisme « la plus vile des littératures ». Balzac y perçut un embourgeoisement et une « usure quotidienne de la pensée ». Asservi au fétiche de la chose écrite, l'auteur tendait déjà à se muer en simple « marchand de phrases ». Sous le Second Empire, avec la nouvelle alliance « de l'encre et de l'argent[5] » (de la presse et de la Bourse), prit forme une nouvelle configuration de l'espace public. Information et spéculation apparaissaient désormais organiquement liées. Et Mallarmé pouvait s'insurger contre le despotisme du tirage, annonçant celui, plus tyrannique encore, du sondage et de l'audimat.

Dès 1909, la *Nouvelle Revue française* appelait à « lutter contre le journalisme, l'américanisme, le mercantilisme et la complaisance de l'époque envers soi-même ». Karl Kraus et la critique viennoise dénonçaient alors, dans le lien intime tissé entre l'opinion publique et le marché, la source d'une subjectivité inauthentique, circulant comme une marchandise frelatée parmi bien d'autres. Musil se désolait de voir les journaux devenir des bourses et des magasins, au lieu de « stations d'essai de l'esprit ». Il dénonçait l'invasion de l'esprit journalistique dans le roman, et la prolifération des journalistes-romanciers, vendant leur signature autant que leur œuvre. « Le journalisme, résumait sèchement Kraus, pense sans le plaisir de la pensée. »

Ambivalentes à l'instar des critiques romantiques de la modernité, ces polémiques féroces mêlent confusément une critique sociale pertinente de la marchandisation de l'esprit et une « critique artiste », nostalgique d'une aura et d'une distinction perdues[6].

Le ressentiment du « pouvoir intellectuel » envers le pouvoir médiatique n'obéit plus aujourd'hui tout à fait aux mêmes ressorts. Il exprime surtout les frustrations d'une petite noblesse de robe ou d'un bas clergé universitaire, qui ressentent la massification du travail intellectuel comme un déclassement, voire

une humiliation. À la figure emblématique de l'intellectuel législateur, qui faisait ou inspirait la loi, Zygmunt Bauman oppose ainsi l'intellectuel plébéien prolétarisé, simple manipulateur déqualifié de signes.

Les journalistes se plaignent parfois que le procès intellectuel intenté à la presse adopte le ton d'une littérature policière du soupçon. Si désagréable soit-il, ce procédé, mettant l'accent sur les réseaux de connivence, sur les fréquentations intéressées, sur les affinités de circonstance, sur la petite phrase qui en dit plus long qu'elle ne le voudrait, sur le montage artificiel d'éléments disparates qui finissent par faire système, ne fait que retourner contre les médias leur frénésie investigatrice : « Toute la vérité sur ce qu'on prétendait vous cacher ! » Si le journaliste s'indigne alors d'être la cible d'une police intellectuelle sans règles ni code, le sociologue critique peut légitimement rétorquer que le journaliste fait de la sociologie au quotidien, sans les « règles de la méthode », de la politique sans rendre compte aux électeurs ou aux militants, de la philosophie spontanée sans se soumettre au pénible travail du concept.

Rendant hommage à Karl Kraus, représentant typique de « l'intellectuel à l'ancienne » menacé par l'irruption des « intellectuels nouvelle manière », Pierre Bourdieu constatait : « Comme aujourd'hui, les limites entre le champ journalistique et le champ intellectuel étaient alors en train de se déplacer. » Les critiques imprécatrices ne contribuent guère à éclairer la logique et les enjeux de ces déplacements. Il en résulte une confusion inextricable entre une critique aristocratique conservatrice et une critique sociale radicale de l'institution.

Kraus ou Wittgenstein furent, en leur temps, traités de conservateurs. C'est, soutient Jacques Bouveresse, « parce qu'ils ont choisi délibérément d'être en retard sur leur époque, qu'elle ne les a pas encore rattrapés aujourd'hui[7] ». Ironie du développement inégal et combiné, ou ruse du contretemps et du retournement, transformant l'arrière-garde en avant-garde ! Il arrive ainsi que les derniers soient les premiers. Quand il s'agit de sauver la tradition du conformisme qui la menace, conserver n'est pas un péché. Toute la question est de savoir ce que l'on entend sauver et ce que l'on compte en faire.

L'ambivalence de la critique des médias peut en effet receler une critique biaisée de la démocratie et de la politique en général. La ligne de partage des eaux ne passe pourtant pas entre des intellectuels ringards, jaloux de leur capital symbolique dévalué, et une gent journalistique intrépide, abordant sabre au clair les terres inconnues d'une époque nouvelle. György Lukács ne se contentait pas de dénoncer banalement la corruption de la pensée par l'argent et le pouvoir. Sans en ignorer les grandeurs intermittentes, il inscrivait les misères du journalisme dans les formes générales du travail abstrait et de la réification marchande. Encore sous-estimait-il la façon dont cette absence de conviction peut se vêtir d'intransigeance péremptoire et d'éclectisme dogmatique, ou dont elle peut trouver une compensation dans le fétichisme du détail[8].

La polémique et la dénonciation pamphlétaire peuvent avoir leur utilité. Elles ont aussi leur limite. Le pamphlet de Nizan contre *Les Chiens de garde* tirait à boulets rouges sur l'institution philosophique et sur les ours savants du pouvoir académique. Il ne s'embarrassait guère de subtilités sur la philosophie de Bergson ou sur celle de Brunschvicg. Mais il ne dispensait pas de les lire… Il y a de bons et de mauvais journalistes, comme il y a de bons et de mauvais professeurs. Mais la logique institutionnelle de l'école ou du journalisme est irréductible à la somme algébrique de leurs vertus et de leurs vices, irréductible aux intentions et aux qualités des agents.

Si certaines critiques véhémentes du journalisme trahissent aujourd'hui un doute sur les fondements mêmes de la démocratie, c'est que cette démocratie est bel et bien malade. Les frustrations à l'égard des médias en sont un symptôme parmi d'autres, dont l'abstention électorale, la désaffiliation sociale, le dénigrement de la politique[9]. La vie démocratique donne des signes de langueur et souffre de vertiges. Elle est victime de la privatisation généralisée du monde et de l'anémie de l'espace public. Son formalisme procédural dissimule de plus en plus mal, derrière les vertueuses professions de foi démocratiques, la réalité d'un système d'oligarchie plébiscitaire. Vidé de ses enjeux, le débat public devient un mirage d'apparences et de leurres, un simulacre de délibération sans pouvoir de décision.

La mise en scène spectaculaire d'un choix en trompe-l'œil, réduit à l'expression d'une subjectivité

individuelle capricieuse – « C'est mon choix ! » – est significative. La formule pourrait servir de maxime à l'antipolitique postmoderne.

Chacun son choix ! Et chacun chez soi !

Puisque des goûts, des couleurs et des choix, on ne saurait discuter.

Plutôt que de s'indigner ou de se désoler des abus de pouvoir médiatique (ou judiciaire), mieux vaudrait mettre en perspective l'évolution historique, parallèle à celle du sens commun et de l'opinion publique, de leur rapport incestueux avec l'argent et la politique. La Révolution française a institué un nouvel espace public. On a pu décrire la révolution belge de 1830 comme « une révolution de la presse ». Au début des années 1840, le jeune Marx voyait dans la presse libre « l'œil partout ouvert de l'esprit d'un peuple », « le miroir spirituel où un peuple se regarde ». Cette réflexivité critique lui apparaissait comme la première condition de la sagesse politique. La philosophie s'introduisit ainsi dans le journalisme pour se faire correspondante de presse et percer à jour, par « l'exercice public de la raison », les prodiges et les fantasmagories de la marchandise[10].

Ce qui fit alors de la presse « le plus puissant levier de la culture », ce fut sa capacité à « transformer le combat matériel en combat d'idées ». Subsistait cependant une incompatibilité irrésolue, entre la liberté de parole et d'écrit régissant en théorie l'espace public, d'une part, et, d'autre part, l'absolutisme despotique de la propriété privée qui s'exerce pratiquement. Cette contradiction fondatrice n'a cessé depuis de se résoudre à l'avantage du second.

Critique à l'époque des Lumières, le sens commun devint apologétique au fur et à mesure que s'institutionnalisait l'espace public postrévolutionnaire. On considère volontiers aujourd'hui grossier ou malpoli de parler de presse bourgeoise ou de démocratie bourgeoise, comme si l'adjectif était une marque d'infamie. Il n'a rien, pour sûr, d'un vibrant hommage, mais il n'implique pas nécessairement un jugement de valeur. Il y a bien une presse bourgeoise, par ses conditions de production (matérielles, financières, idéologiques), comme il y a une presse syndicale ou militante. Le rappeler n'empêche en rien de distinguer une presse bien faite d'une maculature, une bourgeoisie éclairée d'une bourgeoisie obscurantiste, un ennemi compétent comme Raymond Aron d'idéologues de pacotille comme Jean-François Revel ou Bernard-Henri Lévy. Si tous les journaux étaient du même gris, on ne se donnerait plus la peine de les lire (ni surtout de les acheter).

Dès la fin du XIXe siècle, la concentration du marché de l'imprimerie et de l'édition a mis en relief, aux États-Unis notamment, le concubinage entre l'argent et l'information, soumettant de plus en plus la presse à un critère de rentabilité. Dans *The Brass Check*, publié en 1919, Upton Sinclair s'insurgeait déjà contre le fait que le journalisme devînt un des moyens par lesquels « l'autocratie industrielle exerce une mainmise sur la démocratie politique ». Bien que le *New York Times* eût refusé de citer le livre, fût-ce sous forme de publicités payantes, il s'est vendu à plus de cent cinquante mille exemplaires. Considérant le journalisme comme une institution de classe, Sinclair soulignait la dérive d'une presse critique vers une entreprise d'information. Il espérait que cette tendance lourde pourrait encore être contrecarrée par le contre-pouvoir des syndicats de journalistes et de travailleurs de l'imprimerie. Il prit même l'initiative d'une souscription afin de fonder un « hebdomadaire honnête » et indépendant, le *National News*.

Dans l'entre-deux-guerres, la principale résistance aux noces barbares du capital et de l'information fut la revendication du professionnalisme et de l'objectivité, illustrée par maints personnages de romans noirs. Cet idéal héroïque du redresseur de torts, frère jumeau du privé solitaire en butte à une institution policière corrompue, se nourrissait de l'espoir que puisse (encore) être brisé le lien entre la logique d'entreprise du propriétaire et la logique rédactionnelle du journaliste. Gravant dans le marbre les règles du métier, les codes de déontologie illustrent ce catéchisme positiviste appliqué à la fabrication de l'opinion[11]. Après la guerre froide et l'épisode maccarthyste, cette défense du professionnalisme a connu certains succès. Les vents ont à nouveau tourné dans les années soixante-dix. Avec l'amorce de la contre-offensive libérale, la critique néoconservatrice entreprit alors de dénoncer l'emprise exorbitante

des journalistes sur l'information et leur responsabilité dans la débâcle étasunienne au Vietnam. Cette mise en accusation traduisait une fusion croissante des enjeux politiques et financiers.

L'explosion des technologies de communication confère en effet au pouvoir médiatique une puissance telle que les moyens de contre-information (presse militante, radios, livres, réseaux alternatifs) semblent devenir dérisoires. Le « quatrième pouvoir » entretient avec le pouvoir du capital un rapport si étroit qu'on a de plus en plus de mal à imaginer des contre-pouvoirs à sa mesure. *L'Humanité* de Jaurès pouvait encore prétendre lutter à armes (presque) égales avec *L'Aurore* ou *Le Figaro* de l'époque. La doctrine de la guerre asymétrique ne s'applique plus seulement aux armements de destruction massive. Le sort de la plupart des radios libres, la difficulté chronique de la presse partisane, le taux de mortalité des bulletins et gazettes éphémères illustrent aujourd'hui le déséquilibre structurel des forces en présence en matière d'information. Si fragiles et vulnérables soient-ils, les contre-pouvoirs, subalternes au pouvoir qui les domine en attendant de les écraser, sont toujours aussi nécessaires. À condition de ne pas se faire d'illusions sur leurs limites.

En 2000, AOL a racheté Time Warner pour 160 milliards de dollars (plus du tiers du budget de défense annuel des États-Unis, le double du budget militaire chinois !). Tout comme il existe un complexe militaro-industriel, la masse des capitaux investis dans la production médiatique contribue désormais à la formation d'un complexe médiatico-financier. À l'interface des affaires et de la communication, la double appartenance des Lagardère, Bouygues, Dassault et autres Pinault tisse des liens opaques entre ces deux complexes boulimiques. Ceux qui ont fait fortune dans la tuyauterie et le commerce lucratif de l'eau s'intéressent naturellement au câble et à la fibre optique. C'est toujours du réseau[12].

Accédant à la direction d'un « important groupe de presse », le « sauveur » de Toyota, Georges Ghosn, ne prenait pas de gants : « La presse écrite est un métier d'épicerie, il suffit de lui appliquer des recettes simples. » Vendre, cibler, investir, se tailler des parts de marché : le jargon du *marketing* envahit cet univers impitoyable. La concentration capitaliste des médias a, bien évidemment, des effets en retour sur l'organisation de la profession et sur ses pratiques. Dans une étude sur la profession de journaliste, le sociologue Alain Accardo parle d'une « nouvelle prolétarisation » et d'« intelligentsia précaire ». En 1998, sur 29 000 cartes de presse, les pigistes représentaient déjà plus de 20 %, en progression de près d'un tiers depuis le début des années quatre-vingt-dix. L'apparition des journaux gratuits ne peut que renforcer cette tendance. La frustration professionnelle qui en résulte est d'autant plus douloureuse que le métier demeure auréolé d'un prestige social révolu.

À société du spectacle, médias spectaculaires !

Il serait naïf, bien sûr, d'imaginer un rapport de dépendance directe entre logique financière et logique rédactionnelle. En tant que marchandise, l'information doit concilier sa fonction utile et sa rentabilité commerciale. Une presse de pure propagande, qui se contenterait d'inculquer une idéologie d'État ou d'entreprise, deviendrait vite idéologiquement inutile. Si les lecteurs la lisaient encore, faute de mieux, ils la déchiffreraient à la manière de la novlangue orwellienne, comme ce fut souvent le cas dans les pays de l'Est soumis à la censure bureaucratique : en retournant le message. Le rapport entre le contenu de l'info et ses conditions économiques de production relève plutôt de la causalité structurale que de la causalité linéaire, du conditionnement plutôt que du commandement. C'est le secret même de la puissance du capital. Sa domination est d'autant plus absolue qu'elle est impersonnelle.

À l'heure de la mondialisation libérale, peut-être est-il inévitable de passer avec la loi du marché des compromis de plus en plus compromettants. Au lieu de les occulter en se drapant d'une déontologie de plus en plus malmenée, mieux vaudrait alors les assumer clairement, fût-ce au prix d'un certain cynisme. Cela permettrait au moins de discuter au grand jour les limites de l'acceptable.

L'argument selon lequel le journalisme peut rester un honnête artisanat, avec ses règles, ses observances, ses formats, ses obligations, tout ce qui fait une communauté professionnelle, un compagnonnage, ou une corporation au sens ancien du terme, n'est guère convaincant. Kraus a très tôt

débusqué, dans la profession de foi du journalisme artisanal, une hypocrisie inconsciente : « Il est remarquable de voir à quel point les journalistes se font une idée modeste de leur métier quand on l'attaque, et avec quelle effronterie ils se pavanent comme la sagesse du monde quand ils se recommandent aux lecteurs et croient être seuls avec eux[13]. »

S'attribuant les vertus artisanales de la rempailleuse de chaises, le journalisme revendique des servitudes et des qualités dont le militantisme serait dépourvu. Le militant serait en proie à la routine du prêt-à-penser et de la répétition doctrinaire ; le journaliste, lui, resterait disponible à l'épreuve de la nouveauté et attentif aux interpellations du réel. Il aurait sur le premier l'avantage de pouvoir encore s'étonner des mystères du monde et de se laisser surprendre par l'inattendu.

Le parallèle est boiteux. Journalisme (lequel ?) et militantisme (lequel ?) ne relèvent ni des mêmes pratiques ni des mêmes critères. Reprocher au second de tenir le réel à distance pour protéger ses certitudes, alors que le premier, vierge de tout préjugé dogmatique, affronterait sans mode d'emploi un univers rendu à sa nudité première, est dans le meilleur des cas naïf, si ce n'est carrément malhonnête. Il s'agit plutôt de deux approches distinctes, de deux représentations du réel, de deux manières de le construire et de le déconstruire. Les oppositions, entre le journaliste professionnel et le publiciste militant, sont ailleurs. Le premier se contente toujours d'interpréter le monde. Le second s'efforce aussi de le changer. C'est toute la différence entre une lecture spéculative du réel et une critique exposée à l'épreuve de sa propre pratique.

Elles ne relèvent ni du même ordre ni des mêmes critères. Prendre ses distances avec le monde militant (et les certitudes doctrinaires qu'on lui prête), c'est aussi se libérer de ses contraintes, sans se rapprocher pour autant du réel. Croire faire souverainement un journal et le dominer, c'est rester dans l'illusion du sujet cartésien, maître et possesseur de son objet, alors que c'est lui qui vous fait. C'est « l'effet rivière Kwaï ». Dans le roman de Pierre Boulle, le colonel Nicholson veut faire le plus beau pont possible. Il pense pont et rêve pont, mais il ne sait plus très bien pour qui et pour quoi il met autant de soin à le construire. En proie à la manie du métier, le journaliste veut faire le meilleur journal. Il ne collabore pas avec un occupant. Il a seulement le souci du travail parcellaire bien fait. Il devient un fétichiste du journal, comme Nicholson fut un fétichiste du pont, ou Bérégovoy un fétichiste du franc fort. Son travail reste certes utile au lecteur – sans quoi il ne serait plus lu –, mais il sert *aussi* au transport des divisions et des munitions idéologiques, comme le pont au transport de troupes.

Nous touchons là au cœur de la fabrique idéologique. Le « réel » ne va jamais de soi. Il ne trouve pas dans les mots, fussent-ils imprimés, son reflet fidèle. Un monde où le journal et la réalité ne feraient qu'un serait rigoureusement paranoïaque. Il serait tout près de céder à la grande inversion selon laquelle, comme dans la chanson satyrique de Karl Kraus, au commencement était la presse :

La presse était aux premiers temps
Et puis, le monde est arrivé…

Ce qui irrite, au fond, dans la fausse modestie de l'artel journalistique, c'est la prétention exorbitante à représenter une totalité sans concept, à s'arroger le point de vue de Dieu sans la puissance de création. Il y a quelques années, une campagne publicitaire révélait involontairement, dans une sorte de lapsus communicationnel géant, cette incommensurable arrogance. Les affiches grand format placardées dans les couloirs du métro proclamaient : « Quand on ne sait pas tout, on ne sait rien ! » Que de mépris social dans cette formule ! Que de dédain envers les petits savoirs parcellaires et les savoir-faire quotidiens ! Le travailleur somnambule qui attend le métro ne saura jamais tout. Il ne saura donc jamais rien. Il n'a plus qu'à rentrer penaudement la tête dans les épaules et à raser les murs.

Le « réel » est multiple, et hautement problématique. Il existe une réalité empirique, immédiate,

tautologique, celle des faits qui « sont les faits », celle des « faits aussi nus que des faits puissent l'être », dit Conrad. Cette réalité autoritaire, devant laquelle il n'y aurait plus qu'à s'incliner, ne se discute pas. Il existe aussi une réalité scientifique, où les faits sont construits et font sens à la lumière d'une théorie. Il y a encore des réalités symboliques, esthétiques, sans compter celles des possibles, qui ne sont pas irréels. La réalité nue, que présuppose l'objectivité journalistique, est celle de l'empirisme idéologique. Détachée de la totalité de ses déterminations, une donnée immédiate de la conscience journalistique n'est qu'une mauvaise abstraction qui se pousse du col et se fait passer pour du concret. Démêler l'écheveau de la totalité, ce n'est pas, comme on l'entend parfois, « déréaliser » l'obscénité des faits mis à nu, pour mieux les réviser ou travestir à sa guise. C'est, au contraire, s'embarquer dans une périlleuse traversée des évidences. Au-delà du miroir, il y a toujours d'autres réels possibles et d'autres possibles réels.

La querelle sur le sens du réel et celle sur le fétichisme du fait ne font qu'un. La psychologie des formes utilise le test bien connu du canard et du lapin. Si l'on regarde un dessin sous un certain angle, on y voit apparaître un lapin aux grandes oreilles dressées. Si on le regarde sous un autre angle, il devient un canard au bec entrouvert. Canard ou lapin ? Canard et lapin ! Les angles de vue divergents sur le réel s'accordent difficilement. C'est le fondement même de l'incertitude politique. Le monde est ceci, et cela, et bien d'autres choses encore. Sinon, tout serait simple, limpide, transparent, fidèlement reflété par un discours univoque, lavé de toute ambiguïté.

L'illusion du « petit fait vrai » et de l'évidence factuelle est nécessaire à la bonne conscience journalistique. Wittgenstein brocarda cette « volupté du fait ». Foucault disait en revanche, en 1978, avoir été « saisi par la colère des faits ». Il se proclama alors journaliste et déclara la guerre aux systèmes conçus pour tout absorber et tout digérer sans se laisser troubler ni surprendre. Son attitude était révélatrice d'une période de transition, d'ébranlement des repères, de crise politique et intellectuelle. Il devenait urgent de « libérer l'action politique de toute forme de paranoïa unitaire et totalisante[14] ». À peine deux ans plus tard, le même Foucault se moquait aussi du cliché des « petits faits vrais contre les grandes idées vagues » et du « chevalier de l'exactitude empêtré dans ses propres approximations ».

Il y a bien, dans la temporalité en miettes du journalisme, une tendance récurrente au fétichisme des faits, bêtes et têtus comme des faits. C'est cette bêtise des faits, incapables de rien expliquer, qui accable Lord Jim et le rend muet devant ses juges lors du procès sur le naufrage du *Patna*. L'établissement et le recoupement des faits ont certes une importance cruciale, tant il est vrai que le discours a toujours des comptes à rendre au réel. Mais l'enquête (au sens méthodique que lui a donné John Dewey) est tenue à un travail non seulement d'enregistrement mais d'agencement, de montage, d'évaluation. Pas plus qu'un plat cuisiné n'est la somme de ses ingrédients, le journal n'est un collage factuel agrémenté d'un supplément d'âme éditorial. Comme la controverse judiciaire ou la présentation d'une expérience scientifique, il relève d'une mise en scène. Y contribuent la une, la titraille, la hiérarchie de l'information, l'illustration et sa légende, le choix et la place des tribunes d'opinion ou du courrier des lecteurs. Les effets de déformation et d'occultation qui en résultent ne relèvent pas de la machination ou du complot. L'inconscient médiatique est autrement subtil. En dépolitisant le fait accompli, la production de l'information fabrique de l'opinion à haute dose.

Une « communauté scientifique » se reconnaît comme telle dans la mesure où elle parvient à s'accorder sur certains faits et sur leur théorie. La politique relève d'un autre registre, où règne la discorde. Aussi n'est-il guère possible de définir une « communauté politique » ou une « communauté journalistique ». L'opposition irréductible des intérêts et des visions est au fondement même de la pluralité constitutive du champ politique. Car la politique est l'espace d'un conflit concernant précisément le statut et l'interprétation des faits.

Tetriakov rêva d'un « journalisme d'en bas », qui briserait le corporatisme de la « caste esthétique » au profit d'un « artel littéraire » et d'une « littérature du fait », produite par des « écrivains factuels ». Brecht affirma lui aussi n'avoir plus rien à attendre des « Tolstoï rouges », puisque « nous avons notre épopée : le journal ». En prétendant balayer les vieilles hiérarchies de l'esprit et des lettres, ces

énoncés trahissent la nostalgie d'une petite production de l'écrit. Ils flirtent avec l'illusion, alors répandue dans le mouvement socialiste, d'un dépérissement rapide de l'art au profit d'une littérature prolétarienne. Ils cherchent les sources d'un renouveau dans l'expérience des tracts et des bulletins d'entreprise, des correspondants ouvriers, de la presse syndicale ou partisane. Ils misent sur les cent fleurs d'une « information d'en bas », destinée à des lecteurs qui seraient eux-mêmes des rédacteurs et des acteurs.

À l'ère de la concentration des capitaux, la presse militante n'a pourtant cessé de perdre du terrain au profit de l'entreprise de presse. *L'Unita*, c'est fini. *L'Humanité* est en sursis précaire. Comment célébrer les vertus du pluralisme et vanter les mérites de l'espace démocratique, tout en s'accommodant – concurrence marchande oblige – de ces disparitions ? Le monde n'est pas à vendre ? Le monde n'est pas une marchandise ? La culture doit bénéficier d'un statut d'exception pour échapper à l'appétit des marchands du Temple ? Et le journal ? Que deviendrait une démocratie sans partis, et sans moyens d'expression indépendants des puissances d'argent ?

La figure tutélaire d'Albert Londres est emblématique d'une époque du journalisme critique, celle des Tintin et des Rouletabille, du reporter indépendant et intrépide, frère jumeau de l'aventurier ou du privé solitaire. À l'époque du crime organisé, les Sam Spade et les Marlowe se sont fondus dans la machinerie bureaucratique de la police scientifique et des services étatiques spéciaux. Quelques îlots de journalisme à l'ancienne surnagent. Leur survie est aussi réconfortante que celle des confitures ou des moutardes à l'ancienne. Mais le journalisme multimédia est d'ores et déjà une grande entreprise capitalistique et un appareil idéologique de marché.

L'école et la presse sont constitutives de la démocratie représentative et de la citoyenneté moderne. Toutes deux ont contribué à tracer de nouveaux partages entre sphère publique et sphère privée. Avec l'apparition des nouvelles techniques de communication et l'emprise croissante des marchés sur la politique, leur fonction critique dépérit au profit d'une fonction apologétique ou d'un rôle de divertissement. Le partage entre le privé et le public évolue lui aussi, suivant un double mouvement de privatisation de l'espace public d'un côté, d'étalage spectaculaire de la vie privée de l'autre. C'est pourquoi la question de l'éthique du journalisme devient aujourd'hui si passionnelle. De même que l'inflation du discours éthique compense l'affaissement du politique et que la rhétorique de la « guerre éthique » ennoblit la guerre tout court, cette éthique professionnelle, si bien intentionnée soit-elle, ne parviendra pas à contrebalancer les tendances lourdes de la communication marchandisée.

À l'instar de l'école, menacée elle aussi par la logique marchande, la presse n'en continue pas moins à remplir des fonctions contradictoires. En même temps qu'elle contribue à reproduire la division sociale du travail et les rapports de domination (entre classes et entre sexes), l'école transmet un savoir socialisé et forme la future force de travail. C'est au nom de cette contradiction que nous avons toujours rejeté, au lendemain de 1968, l'utopie pédagogique de l'école libératrice, aussi bien que l'aveuglement gauchiste prônant la destruction de l'école au nom de la lutte contre l'embrigadement scolaire. En tant qu'espace de conflit, écartelé entre des missions qui se contrarient, l'école publique est à défendre. De même l'institution médiatique remplit-elle une double fonction, d'information nécessaire à la vitalité de l'espace public d'une part, de reproduction et de diffusion de l'idéologie dominante d'autre part. C'est pourquoi la défense inconditionnelle de sa diversité, de son indépendance relative, de sa liberté contre toute censure, est une question de principe.

Par-delà des similitudes entre ces institutions et ces champs, il y a cependant une différence essentielle. L'école est (encore) un service public. Le savoir qui s'y transmet et qui y circule n'est pas (encore) majoritairement une marchandise. En revanche, les grands appareils médiatiques sont des entreprises privées qui produisent des marchandises destinées à un marché et à des consommateurs. Les élèves et les étudiants ne sont pas (encore) des clients de l'école ou de l'université. Si l'on appliquait à l'éducation les critères de la concurrence, de l'Audimat ou de la courbe des ventes, il y a bien longtemps que la philosophie aurait disparu des programmes (il n'est d'ailleurs pas exclu que ce soit prochainement son sort). Cette différence a permis, en pleine réaction libérale des années quatre-vingt,

que subsistent à l'université des enseignements et des recherches critiques sur les lectures du *Capital*, des cours de Deleuze, des séminaires de Badiou ou de Derrida. Ces études, donnant lieu à des diplômes validés, n'auraient jamais, faute de rentabilité, survécu à une logique marchande, si ce n'est peut-être sous forme d'un luxe livré aux caprices du mécénat éclairé.

L'écartèlement du journalisme entre sa mission d'information et les jeux d'opinion est une vieille histoire. Au cours de notre dialogue interrompu, Edwy Plenel m'a fait remarquer que la scène fondatrice du *Serment du Jeu de paume*, immortalisée par David, présente deux types de journalistes. Installé au milieu des députés, Barère rédige son point du jour, simplement sous-titré *Recueil de ce qui s'est passé la veille à l'Assemblée nationale*. Perché dans les gradins, tournant le dos à la salle, Marat rédige son *Ami du peuple*. L'un représenterait le journalisme sobrement factuel du compte-rendu objectif ; l'autre, le journalisme militant et polémique. Barère serait au cœur de l'action. Marat, en surplomb, dans la posture avantageuse du passeur, entre la foule qui gronde au-dehors et le dedans solennel de l'institution.

Barère au cœur de la mêlée, et Marat à distance ?

L'interprétation dépend de la manière de percevoir la scène de l'action : le rapport entre la rue, qui veut dire son mot, et l'enceinte où le pouvoir se retranche. Barère et Marat ne symbolisent plus alors deux conceptions idéales d'un métier, mais deux politiques qui s'affrontent.

1 Par analogie avec ce que Péguy appelait « le parti intellectuel ».

2 *L'Allumeur du Belvédère* était le journal des élèves du lycée Bellevue, à Toulouse. J'en fus, de 1962 à 1964, l'un des animateurs avec, entre autres, Jean-Paul de Gaudemar.

3 Dont le nom évoque l'organe du Komintern, *Internationale Presse Korrespondenz*.

4 Destiné à la collection « Conversations » des éditions Textuel.

5 Voir Jules Vallès, *L'Argent, par un homme de lettres devenu homme de Bourse*. À la même époque, Jean Richepin décrivait le journalisme comme une « Bourse des lettres ». On trouve l'écho de préoccupations analogues chez Maupassant ou Zola.

6 Sur la distinction entre « critique sociale » et « critique artiste », voir Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, *op. cit.*

7 Jacques Bouveresse, *Schmock ou le Triomphe du journalisme*, Paris, Seuil, 2001.

8 « Cette structure se montre de façon la plus grotesque dans le journalisme, où la subjectivité même, le savoir, le tempérament, la faculté d'expression deviennent un mécanisme abstrait, indépendant de la personnalité du rédacteur : l'absence de conviction des journalistes ne peut se comprendre que comme point culminant de la réification capitaliste », écrit Lukács dans *Histoire et Conscience de classe*. Le journaliste mis en scène par Arthur Schnitzler dans *Les Journalistes*, qui rédige simultanément deux versions contraires de la même actualité pour deux journaux concurrents, est la caricature de ce procès d'abstraction marchande, par lequel le journaliste devient l'organe et l'appendice du journal qu'il croit faire.

9 Exprimées aux États-Unis comme en France par le succès d'une critique imprécatrice, par les forts tirages des pamphlets de Serge Halimi sur *Les Nouveaux Chiens de garde*, ou de Pierre Bourdieu *Sur la télévision*, par les tumultes éditoriaux sur l'évolution du *Monde*.

10 Voir l'expérience de la *Gazette rhénane* dont Marx prit la direction en 1842. Il est intéressant de noter comment, dans une autre période de transition, le journalisme servit d'issue de secours de l'institution et de passerelle entre philo et politique pour Nizan comme pour Politzer.

11 1. Le premier devoir du journalisme est la vérité ; 2. Il a d'abord un devoir de loyauté envers les citoyens ; 3. Il a pour essence le devoir de vérification ; 4. Ses acteurs doivent veiller à préserver leur indépendance envers ceux dont ils ont à traiter ; 5. Le journalisme doit être un surveillant vigilant indépendant du pouvoir ; 6. Il doit constituer un forum pour la critique publique ; 7. Il doit avoir le souci d'une information compréhensible et proportionnée ; 8. Ses acteurs doivent pouvoir faire jouer leur clause de conscience, etc.

12 Bouygues, c'est TF1 et LCI. Lagardère est présent dans Europe 1, Hachette, *Le Journal du dimanche*, *Paris Match*, *Le Monde* ; Vivendi dans Canal+ et dans M6 ; L'Oréal dans *Marie Claire ;* Louis Vuitton dans *La Tribune ;* les Chargeurs réunis dans *Libération*. Ces investisseurs ne sont pas, à proprement parler, des philanthropes désintéressés.

13 *Die Fackel*, n° 613-621, 1923.

14 Au lendemain de la Grande Guerre, Valéry ressentait déjà le même besoin, mais il ajoutait prudemment la question qui fâche : « Mais qu'est-ce qu'un fait ? »

14

Il sera une fois

« C'est la désirabilité de la révolution qui fait aujourd'hui problème. »
Michel Foucault, 1977

Au début du siècle, les mots de communisme, d'internationalisme, de lutte de classes semblaient pouvoir éclairer l'avenir de leur torche lumineuse. Dans *Le Camion*, Marguerite Duras déplorait leur obscurcissement. À l'épreuve des désillusions, ils avaient perdu leur éclat en route. Dès 1977, Michel Foucault doutait carrément que la révolution fût encore « désirable ». L'année suivante, après la division et l'échec électoral de la gauche, ce doute s'est propagé parmi les soixante-huitards trentenaires, confrontés à une « entrée dans la vie » (professionnelle), le plus longtemps possible différée.

Sous le choc du crépuscule maoïste, de la déchirure indochinoise, du reflux social en Europe, de la flétrissure des œillets portugais, de l'adoubement de la monarchie espagnole, de l'assassinat d'Aldo Moro en Italie, de l'élection de Karol Wojtyla à la papauté, de la révolution islamique en Iran, quelque chose se fêlait et se brisait. *Libération* devenait « Libéralisation ». Orchestré par les nouveaux philosophes, l'effet Soljenitsyne symbolisait ce tournant. Pour nous qui avions lu Victor Serge, Anton Ciliga, Trotski, David Rousset, Kravtchenko, *L'Archipel du goulag* (et, plus encore, les *Récits de la Kolyma* de Chalamov) fut la confirmation d'un désastre plutôt que sa révélation.

L'arrêt de *Rouge quotidien*, en janvier 1979, a scellé symboliquement la fin d'une époque et donné le signal de la diaspora militante. En Italie s'ouvrait l'ère mortifère des dissociations et des repentances. L'insurrection sandiniste victorieuse de juillet 1979 parvint cependant à ranimer les braises et à réchauffer un temps les enthousiasmes tiédissants. Ce retour de flamme ne pesa pas lourd face à la contre-réforme libérale en marche en Angleterre et aux États-Unis.

En France, après vingt ans de règne sans partage de la droite, le mitterrandisme ouvrait les carrières aux appétits de promotion générationnelle. Ravis de pouvoir enfin faire l'ange, après avoir trop fait la bête, les déçus du maoïsme se recyclaient pour partie, sous couvert de défense des droits de l'homme et de croisade démocratique contre les périls totalitaires, dans l'anticommunisme militant. D'autres s'adonnèrent aux délices tempérés de la « pensée faible ». Alors que nous avions grandi sous le compromis social des Trente Glorieuses, nous nous trouvions plongés brutalement dans la vague glacée de réaction libérale.

Dans ses *Confessions d'un enfant du siècle*, Musset évoquait ce je-ne-sais-quoi, de vague et de flottant, qui accompagna, sous la Restauration, le passage incertain entre un passé révolu et un avenir indéchiffrable. Une génération désenchantée traversait alors l'époque, « serrée dans le manteau des égoïstes ». À défaut de grandes promesses et de grandes espérances, l'heure, sur « l'affreuse mer de l'action sans but », était aux menus plaisirs et aux petites vertus. Arrivant à Paris en 1832, Heine raillait lui aussi les « ci-devant apôtres, qui ont rêvé l'âge d'or pour toute l'humanité, et se sont contentés de propager l'âge de l'argent » : « Le mercantilisme jubile, l'égoïsme est en liesse, et les meilleurs des hommes doivent prendre le deuil. C'est la contre-révolution. Il règne maintenant une terreur du juste milieu. »

Confrontés aux restaurations libérales et à la terreur mitterrandienne du juste milieu, allions-nous faire naufrage, à notre tour, sur cette sinistre mer d'huile sans horizon d'attente ? Après avoir rêvé d'épopées et d'aventures héroïques, allions-nous succomber au piège des mirages et des apparences, être réduits au minimalisme et à la miniature postmodernes ?

Les écrits posthumes de Louis Althusser évoquent les années soixante-dix comme celles où un

« univers de pensée » s'abolit. Sans doute existe-t-il un lien douloureux entre cet effondrement d'un monde et la tragédie domestique du 16 novembre 1980, où le maître étrangla sa compagne. Adossé à une autre vision de l'histoire, nourri d'un héritage différent, notre univers de pensée ne s'est pas écroulé. Il fut néanmoins mis à rude épreuve. La crise était triple : crise théorique du marxisme, crise stratégique du projet révolutionnaire, et crise sociale du sujet de l'émancipation universelle. Dans une consternante débâcle intellectuelle et morale, les adieux se multiplièrent : adieux aux armes, au marxisme, à la révolution, au prolétariat. Débarqués des rutilantes locomotives de l'histoire, les passagers regardaient s'éloigner l'espérance, dans un écoulement de morve et dans un concert étouffé de reniflements.

Mon cœur, qu'il était triste, ce triste quai de gare…

Tirez les mouchoirs !

La brutalité de la bifurcation apparaît clairement chez Foucault. Rentrant en 1978 d'un voyage au Japon, il déclarait le marxisme frappé d'une crise indiscutable, elle-même encastrée dans une crise, plus vaste encore, de la pensée occidentale et du concept moderne de révolution. En contradiction flagrante avec son souci de penser le multiple et de pluraliser les phénomènes historiques, sociaux, idéologiques, il prétendit alors instruire le procès du marxisme (au singulier !). Il le condamnait en gros (et en grossiste), sans préciser s'il s'agissait spécifiquement du marxisme orthodoxe – de parti ou d'État. Il ignorait ainsi superbement le mascaret tumultueux de ses courants chauds et de ses courants froids. Reprochant à une tradition réputée marxiste d'avoir trop souvent confondu un pronostic historique (appuyé sur une nécessité mécanique) avec une prophétie stratégique ou performative, il portait malgré tout le fer au vif le plus saignant de la plaie.

Tout en reconnaissant aux trotskistes le mérite d'un « travail considérable » sur la question de la bureaucratie et de l'Union soviétique[1], Foucault proposait d'inverser la question habituelle : interroger le marxisme à partir du goulag, au lieu d'interroger le goulag à partir de Marx et de Lénine. Sans traiter pour autant Marx comme un chien crevé, il entendait seulement l'alléger de « la dogmatique de parti qui l'a brandi et enfermé pendant si longtemps ». Ce programme de recherche, à la rencontre d'un Marx sans isme[2], a donné depuis bien des résultats précieux, dans les domaines les plus divers.

Parallèlement aux interrogations de Foucault, Lucio Colletti publiait en 1980 son *Déclin du marxisme*[3]. Il prenait acte de « l'échec du sauvetage althussérien » du marxisme. Le maoïsme n'avait été, selon lui, que la dernière tentative de penser le changement de sujet révolutionnaire, à l'époque où la croyance en la grande épopée prolétarienne était déjà tarie, et où les fausses idoles chinoises et soviétiques tombaient en poussière. Dans les années soixante et soixante-dix, l'hégémonie culturelle apparente du marxisme n'aurait été, en réalité, qu'un trompe-l'œil, prélude à sa crise finale. Renonçant aux promesses de la théodicée terrestre, Colletti prêchait donc un retour à Kant et à Kelsen, pour qui la confusion entre faits et valeurs, science causale et théorie éthico-politique, fins et moyens, constituait le péché originel (et mortel) du marxisme.

D'une crise, l'autre : derrière celle du marxisme théorique, celle de la pratique et de la stratégie révolutionnaires. Les écrits de Foucault de cette période sont profondément imprégnés de l'éclipse crépusculaire des attentes. C'est la première fois depuis cent vingt ans, constatait-il tristement dès 1977, qu'il n'y avait plus sur terre « un seul point d'où pourrait jaillir la lumière d'une espérance ». Il n'y avait « plus d'orientation », « pas un seul pays socialiste » dont on puisse encore dire : « C'est comme cela qu'il faut faire. » Foucault en tirait la conclusion que « nous sommes renvoyés à l'année 1830, c'est-à-dire qu'il faut tout recommencer ». Recommencer ? Sans doute. Mais pas de zéro. Pas à partir de rien, d'une page blanche ou d'une table rase.

On recommence toujours par le milieu…

Le siècle des extrêmes a eu lieu.

On ne saurait l'effacer ou le mettre entre parenthèses. On ne repartira pas de 1830, de 1875, ou de 1917, sans s'expliquer et sans solder les comptes. C'est bien « l'âge des révolutions », et non tel ou tel seulement de ses avatars, qui est devenu problématique. Depuis deux siècles, disait encore Foucault, l'espérance révolutionnaire « a surplombé l'histoire, organisé notre perception du temps, polarisé les espoirs ; elle a constitué un gigantesque effort pour acclimater le soulèvement à l'intérieur d'une histoire rationnelle et maîtrisable ». La Révolution française a inauguré un nouveau paradigme de l'action politique, mis en scène de nouveaux acteurs, introduit de nouvelles légitimités et de nouvelles représentations, posé de nouvelles équations stratégiques. Si Juin 1848 et la Commune de 1871 ont tracé de nouvelles lignes d'affrontement entre classes, elles n'en restaient pas moins inscrites, tout comme la révolution d'Octobre, comme la révolution allemande manquée, ou comme la guerre civile espagnole, dans un même paradigme historique.

Au fil des défaites et des désillusions, la question soulevée naguère par Horkheimer était devenue lancinante : « Est-elle donc si désirable, cette révolution[4] ? » À la lumière de la révolution iranienne, elle revêtait, pour Foucault, un sens nouveau. Qu'est-ce donc qu'une révolution qui affiche aussitôt son attribut spécifiquement islamique ? Qu'advient-il, au soir du XXe siècle, du rapport entre révolution et religion ? Il était tentant – nous n'avons pas échappé complètement à cette tentation – d'interpréter le processus iranien de 1979 et le renversement du shah comme la répétition de scénarios connus, avec les imams dans le rôle du pope Gapone en 1905. Le premier acte religieux de la pièce ne serait alors qu'un prélude à l'acte décisif de la lutte des classes et à son dénouement heureux.

« Est-ce si sûr ? » demandait Foucault. Il s'agissait, en effet, de bien autre chose que d'une plate répétition. Du signe, peut-être, que la « sémantique des temps historiques », inaugurée par la Révolution française, se défaisait à son tour[5].

L'affaissement des horizons d'attente débouchait sur une inquiétante postmodernité : renoncement aux grands récits, résignation à l'émiettement du sens, perte de perspective historique, rétraction de la temporalité sur un présent immédiat, volupté de l'éphémère et du zapping, esthétisation des révoltes[6]. Cette rhétorique postmoderne tire argument des technologies de la communication, de la fluidité des réseaux, du développement des « immatériaux », de la dissolution des modes de socialisation caractéristiques de la modernité. Sa nouveauté n'est pourtant pas aussi absolue qu'elle le prétend. Dès la crise de 1929, Paul Valéry déclarait ouverte « l'ère du provisoire ». La « superstition du lendemain » (et son souci) étant abolie, nous étions condamnés à devenir « instantanés » : « Tout nous paraît si précaire et si instable en toutes choses, si nécessairement accidentel, que nous en sommes venus à faire des accidents de la sensation et de la conscience la moins soutenue, la substance de bien des ouvrages. »

Dans ce climat de renoncements, de reniements, et de repentances, la révolution tendait à se réduire à une affaire de désir. Les machines désirantes de Lyotard ou le « désir de révolution » célébré par Jean-Paul Dollé[7] apparaissent, dès le début des années soixante-dix, comme les prémices du « tournant linguistique » ou culturel dans les sciences humaines[8], et du repli sur la pure subjectivité désirante. Vaguement post-soixante-huitard, et faussement juvénile, ce désir pathétique de révolution dégage un parfum âcre de fleur fanée jetée sur une tombe. L'envie tout court, c'est ce qui reste lorsque s'épuisent l'élan et la ferveur de la première fois : une velléité sans volonté, une convoitise sans appétit, un caprice érotique ou un fantôme de liberté. Une subjectivité asservie au sentiment non pratique du

possible.

Ce désir, que l'on s'obstine à croire libéré des besoins, n'est en fait que leur envers consumériste. Car la machine désirante est d'abord une machine à consommer, le reflet inversé de la marchandise en vitrine, qui racole d'une œillade aguicheuse le chaland subjugué.

La substitution du désir au besoin est une vieille histoire. Dès 1874, dans les *Éléments d'économie* de Léon Walras, elle correspondait au remplacement néoclassique de la valeur-travail par la « valeur-désir ». Selon la subjectivation marginaliste de la valeur, l'objet surgissait en effet du désir. Pour mesurer la valeur, Charles Gide (l'oncle d'André) proposait alors d'éliminer le terme d'utilité, trop objectif à ses yeux, au profit de la « désirabilité » (*sic*).

À la fin des années soixante-dix, la dissolution des besoins dans l'acide du désir était à nouveau au goût du jour. Dès 1972, Baudrillard affirmait, dans sa « critique d'une économie politique du signe », qu'« une théorie des besoins n'a pas de sens ». Il récusait catégoriquement la possibilité d'une théorie du « concept idéologique » de besoin. Publié en 1980, le petit livre de Georges-Hubert de Radkowski, *Les Jeux du désir*[9], développa une version sophistiquée du renversement du besoin en désir. Il proposait de se mettre « à l'écoute de cette puissance abyssale du désir » et de la façon dont « il nous travaille ». En s'appuyant sur le concept de besoin, l'économie classique aurait donc fait fausse route. Sous sa transparente simplicité, ce concept véhiculerait une « radicale ambiguïté ». La satisfaction des besoins ne renverrait en effet à aucune finalité et ne constituerait en aucun cas une raison d'être. Le besoin serait un « spectre hallucinatoire », « parfaitement inutile », incapable de rien expliquer.

Totalement investi dans la reproduction du même, et opérant au niveau du minimum vital, le besoin, poursuivait Radkowski, serait « conformiste, conservateur, contre-révolutionnaire », entièrement du côté de l'histoire subie, et non de l'histoire agie. Il ne pourrait donc pas offrir un principe de transformation ou de subversion, mais seulement un principe de soumission et d'adaptation au milieu. L'homme des besoins serait essentiellement un *homo œconomicus*, une « coquille vide », le creux stérile laissé par une subjectivité perdue. Le sujet retrouvé se manifesterait, au contraire, par une « fausse note », répondant à l'appel du manque et à son insatisfaction féconde : « Il n'est de sujet que là où surgit le désir qui lève les écrous de la nécessité. »

S'établit ainsi une étroite connivence entre désir et révolution. Dans le besoin, tout serait refus de l'altérité et répétition du même : « Bienheureuse innocence du besoin, impersonnel, impassible, désintéressé, objectif. » Le désir, au contraire, serait du côté de la faute, du péché, de la transgression. Transformant une existence assujettie en existence autonome, il serait essentiellement révolutionnaire, dans l'exacte mesure où il défataliserait la nécessité du milieu, et agirait comme une force de désadaptation. Il « changerait la vie, en changeant de vie ».

Ce désir libérateur serait cependant condamné à « s'avancer masqué ». La société humaine n'opèrerait qu'avec le désir, mais seulement après l'avoir « travesti en besoin », naturalisé et domestiqué, capturé dans les rets de la discipline économique.

Au-delà de cette polémique contre l'économie des besoins, Radkowski opposait en fait à la critique sociale une ontologie ou une théologie du désir. Explicitement parfois, implicitement toujours, c'est Marx qui était dans sa ligne de mire.

Agnès Heller est l'une des rares philosophes à avoir tenté d'expliciter une théorie des besoins à partir de Marx. Alors qu'il joue « un rôle caché de première importance » dans la critique marxienne de l'économie politique, ce concept demeure en effet mal déterminé[10]. Il est clair cependant que les catégories du besoin, démultipliées dans le texte de Marx, ne sont plus celles de l'économie politique classique, qui confond besoin social et demande solvable. Contrairement à ce que prétend Radkowski, ce besoin historicisé n'est pas la marque d'un assujettissement résigné à la nécessité naturelle de la reproduction simple. Si « la genèse de l'espèce n'est autre que la genèse des besoins », ces derniers se différencient, à travers transformations et métamorphoses, en besoins naturels, physiques et nécessaires, et besoins dynamiques socialement produits. Ces besoins en mouvement ne sont plus alors ce désir

objectivé et pétrifié, dénoncé par Radkowski. N'en déplaise aux préjugés de l'individualisme méthodologique, ils deviennent, au contraire, l'expression concrète du désir socialisé.

Ainsi déterminé, le besoin n'est pas une « passion triste », impuissante à combler un manque irréductible, mais la passion joyeuse d'une révolution en permanence. Il laboure le champ des possibles pour nouer amoureusement l'événement et la durée, les incertitudes politiques aux déterminations historiques. Il souligne, sans s'y plier, les limites des catégories économiques, qu'il déborde de toutes parts. La notion spécifique de « besoin naturel » se contente alors de rappeler les conditions élémentaires de reproduction de l'espèce, et l'impératif écologique de penser les seuils et les limites.

« Part non fatale du devenir », la révolution profane ne relève pas d'une dynamique compulsive des désirs, mais d'une dialectique subversive des besoins. Elle répond à l'impératif raisonné de changer le monde – de le révolutionner – avant qu'il s'effondre, dans le fracas des idoles de cendre.

À partir de la Révolution française, l'idée de révolution fut associée à celles d'accélération, de perfectionnement et de progrès. Elle est devenue le nom propre des vieux rêves d'avenir meilleur. Promue « locomotive de l'histoire », elle fonçait vers le futur de toute sa puissance métallique, jusqu'à ce que sa ruée machinique s'abîme dans le déraillement des wagons à bestiaux.

En dépit de sa modernité revendiquée, cette révolution profane nimbait encore l'événement d'une aura miraculeuse. Un patient travail de sécularisation – toujours contrarié, et sans cesse recommencé – fut nécessaire pour passer de la transcendance sacrée (avec son cortège de tentations et de péchés) à l'immanence triviale des besoins sociaux. Au fil des expériences et des épreuves, le projet politique a cependant fini par l'emporter sur le mythe. La révolution, par descendre du ciel sur la terre.

Tout se passe, aujourd'hui, comme si ce mouvement de sécularisation était épuisé et menaçait de s'inverser. L'idée révolutionnaire perd alors sa substance explosive, au profit d'une posture esthétique ou éthique, ou d'un acte de foi, voire d'un jugement de goût subjectif. Elle est écartelée, entre un impératif catégorique de résistance sans perspective de contre-attaque et l'attente d'un improbable miracle rédempteur, entre un purificateur pèlerinage aux sources et un désir crépusculaire de révolution conservatrice. Ce n'est pas le moindre paradoxe, en effet, que de voir les néoconservateurs libéraux revendiquer désormais le drapeau du dynamisme et du mouvement, face à une gauche tétanisée, immobile, et à son réformisme sans réformes. Si le « meilleur des mondes marchands » devait suivre ce cours, les voleurs d'espérance auraient réussi le hold-up historique parfait.

Non seulement le casse du siècle, mais celui de l'histoire tout entière.

Face à cette contre-réforme, l'espérance révolutionnaire s'est repliée, dans les années quatre-vingt, sur une ligne de résistance stoïque. L'obstination à ne pas céder, à ne pas se soumettre à la force du fait accompli, à continuer malgré tout s'est payée parfois d'un fétichisme de l'événement, attendu comme le *deus ex machina* d'une histoire déboussolée. Ceux qui, à l'instar d'Alain Badiou, de Jacques Rancière ou de Michel Surya, refusèrent de s'abandonner au sens du courant, de plier sous les rafales des vents dominants et de brosser l'histoire dans le sens du poil, n'y ont pas toujours échappé.

C'est pourtant moins la nécessité de changer le monde qui est désormais en cause que les moyens d'y parvenir. La crise du marxisme et le brouillage de l'idée révolutionnaire ramènent alors, « en dernière instance », au vide laissé par la disparition du grand sujet mythique, auquel André Gorz fit ses adieux, l'année même où Colletti proclamait le déclin du marxisme[11]. Bien d'autres leur ont depuis emboîté le pas. Pourtant, 1980 fut aussi l'année du soulèvement ouvrier de Gda"nsk et de la grève des métallurgistes de São Paulo, qui sonna le glas de la dictature militaire.

Devant l'effritement du granit prolétarien, Gilles Deleuze conseillait d'apprendre à lire, sous la reproduction des classes et la simplification binaire de leur lutte, « la carte variable des masses ». Plutôt que d'adieux au prolétariat, il s'agissait selon lui d'une déconstruction philosophique du grand sujet classique de l'émancipation et du pouvoir unifiant de sa raison souveraine. Foucault rappelait

aussi que le pouvoir bourgeois avait pu élaborer de grandes stratégies « sans qu'il faille leur supposer un sujet ». Paraphrasant Althusser, il avança l'hypothèse d'une « stratégie sans sujet[12] ». L'affaiblissement sociologique de la classe exploitée ne le conduisait pas pour autant à renoncer au concept. Il en soulignait au contraire fortement la portée politique et performative : « Les sociologues raniment le débat à n'en plus finir pour savoir ce qu'est une classe, et qui y appartient. Mais, jusqu'ici, personne n'a examiné, ni approfondi, la question de savoir ce que c'est que la lutte. Qu'est-ce que la lutte, quand on dit lutte des classes ? Ce que j'aimerais discuter à partir de Marx, ce n'est pas le problème de la sociologie des classes, mais la méthode stratégique de la lutte[13]. »

Soit donc la lutte des classes, conçue comme concept stratégique.

Avec le déclin patent des « citadelles ouvrières » (la sidérurgie lorraine, les chantiers navals, les mines, la désindustrialisation de Bilbao ou de Liverpool), ont repris vigueur des catégories descriptives, qui ressuscitent l'image du petit peuple précapitaliste. Le populisme agraire revisité par Soljenitsyne y a, bien sûr, contribué, ainsi que le chômage de masse et l'expérience de nouvelles exclusions et de nouvelles précarités. Foucault est cependant resté réticent à l'usage de la notion de plèbe. Il voyait bien le danger d'en faire le fond permanent ou la substance première d'une histoire éternelle, le foyer jamais éteint de toutes les révoltes[14].

La contre-réforme libérale des années quatre-vingt a renforcé la tendance séculaire à une division accrue du travail, à une complexité croissante de la société, à une individuation individualiste. La conscience d'appartenances multiples, complémentaires ou contradictoires, et la reconnaissance de « l'être pluriel » ont trouvé de nouveaux instruments d'analyse dans la problématique bourdieusienne des champs sociaux. Les classes sociales ne se dissolvent pas pour autant dans le potage postmoderne. Elles se transforment et se métamorphosent – comme elles n'ont d'ailleurs jamais cessé de le faire, des tisserands silésiens de 1844 et des tailleurs, ébénistes, joailliers, cordonniers parisiens de 1848 aux forteresses ouvrières de Billancourt ou de Mirafiori, en passant par le mineur de *Germinal* ou le cheminot de *La Bête humaine*.

La « condition ouvrière » n'avait pas disparu, constataient les sociologues Stéphane Beaud et Michel Pialoux en 1999, au terme d'une enquête de dix ans sur le bassin industriel de Montbéliard. Elle était devenue invisible. Ou, plus exactement, on l'avait rendue invisible. Les médias et les sciences humaines y ont contribué, en se désintéressant de ces tribus en voie de disparition, buttes témoins d'une époque révolue. Les mêmes qui exaltaient naguère avec lyrisme le « prolétaire rouge » ne furent pas les derniers à prononcer son oraison funèbre. Il fallut les grèves de l'hiver 1995, et le coup de tonnerre électoral du 21 avril 2002, pour que le landerneau autiste s'intéressât à nouveau à ces mondes occultés (et méprisés).

Par-delà les effets de mode, s'exprimait cependant une interrogation légitime, quant aux agents et aux acteurs de la transformation sociale, quant à leur aptitude à subvertir l'ordre établi malgré les sortilèges envahissants du fétichisme marchand, quant aux conditions actuelles des alliances tactiques et des convergences stratégiques.

Dans un entretien publié en 1992 par *Le Nouvel Observateur*, Marguerite Duras affirmait que la lutte des classes était à ses yeux « la valeur de gauche » à rétablir d'urgence. Cette profession de foi laissa l'intervieweur pantois. Elle n'était pourtant pas dénuée de sens politique. En 1983, le tournant de la rigueur a en effet préparé l'irruption dans le paysage électoral de l'inquiétante silhouette lepéniste. Les adieux désinvoltes au prolétariat, le dénigrement des perdants (à une époque où les gagnants, modèle Tapie, battaient l'estrade) ne pouvaient profiter qu'à la renaissance de populismes rances.

Dénonçant la logique d'une « terrifiante solidarité négative », Hannah Arendt avait bien vu comment le mensonge nazi de la communauté *volkisch* répondait à « l'effondrement de la société de classes européenne ». La transformation des classes en masses fut, à ses yeux, la précondition nécessaire de la domination totale, car les mouvements totalitaires sont des « organisations massives d'individus atomisés et isolés ». Cette atomisation s'exprime à la fois sur le plan social (par la répression,

l'individualisation, la flexibilité, la concurrence généralisée) et sur le plan discursif (par un travail sur le vocabulaire). Walter Benjamin fut lui aussi sensible au fait que l'Allemagne nazie devint le pays où il était interdit de nommer le prolétariat par son nom.

Les « adieux au prolétariat » ne relèvent donc pas seulement d'un constat sociologique hasardeux. Ils contribuent aussi à une débâcle politique et morale. Sur les décombres des solidarités de classe, fleurissent paniques identitaires, liens grégaires, mythes des origines, sectes et tribus.

Au seuil des années quatre-vingt, il était clair que la lutte finale n'était pas pour demain, ni même pour après-demain. Face à la triple crise (théorique, sociale et stratégique) des politiques d'émancipation, alors que s'éteignaient les lampions de 68 et que s'éloignait le crépitement des armes, le temps était venu de (re) lire Marx. Non dans la piété d'un éternel retour aux textes fondateurs, mais comme un détour nécessaire vers notre présent, par des chemins buissonniers, sur lesquels on pourrait croiser des compagnons ignorés, découvrir des affinités électives cachées et des attractions astrales déconcertantes.

« Crise du marxisme » ? Le « marxisme », affirme Eustache Kouvélakis, est lui-même, constitutivement, « pensée de la crise[15] ». De la *Décomposition du marxisme*, diagnostiquée par Sorel, à son *Déclin* selon Colletti, son histoire est, de part en part, celle de cette crise. Elle a débuté dès que le nom propre de Marx fut affublé de son suffixe doctrinaire. Révélée par les grandes controverses stratégiques qui agitèrent le mouvement ouvrier à la veille de la Grande Guerre, cette crise récurrente n'annonçait pas une disparition pure et simple, mais une arborescence, une extension rhizomatique, une mise au pluriel. En réponse aux défis de l'époque, des tendances opposées n'ont cessé depuis de se disputer l'héritage.

La crise des années quatre-vingt présente bien des traits communs avec les précédentes. Une fois encore, le programme de recherche de Marx fut soumis aux doutes et aux interrogations nés d'une période d'expansion et de transformation du capitalisme. Une fois encore, les formes et les pratiques des mouvements sociaux furent mis à l'épreuve des métamorphoses du travail et de son organisation. La profondeur singulière de cette crise tient donc plutôt à ce qu'elle s'inscrit dans l'effondrement des sociétés et des orthodoxies d'État, présentées, plus d'un demi-siècle durant, comme l'incarnation terrestre du spectre communiste.

Le long jeûne théorique de la période stalinienne a aiguisé les appétits. La chape de plomb d'un marxisme officiel et l'expérience des excommunications inquisitoriales ont nourri le goût d'une pensée libre, dont les « grands hérétiques » furent les précurseurs (trop) souvent solitaires[16]. Eustache Kouvélakis souligne le risque inverse, que l'éclosion de « mille marxismes » n'aboutisse aujourd'hui à un émiettement ou à une coexistence polie d'écoles et de chapelles, dans un paysage consensuel apaisé d'où aurait disparu, par magie, le besoin fécond de créer du différend. Jacques Derrida s'inquiétait dès 1993, dans ses *Spectres de Marx*, de cette tendance à jouer un Marx académique et assagi contre un Marx révolutionnaire, et de neutraliser par l'exégèse son appel subversif à l'action politique.

À la charnière des années rouges et des années grises, l'heure était venue en 1980 de prendre du recul, géographique et théorique, pour se mettre à l'écoute de ces mille (et un) marxismes, racontés jusqu'à l'aube par une Schéhérazade aussi patiente qu'irréductible. Sans s'éloigner le moins du monde de l'action immédiate, il s'agissait de fouiller à nouveau les raisons d'une passion, pour en mieux ranimer la flamme ; de passer au crible de la critique les motifs toujours aussi impérieux de se révolter ; de tracer de nouveaux partages entre l'essentiel et l'accessoire, l'histoire et la péripétie. Sans plan préétabli, ce travail de reconstruction allait emprunter trois chemins, tantôt parallèles, tantôt croisés, dont il était impossible de dire à l'avance s'ils finiraient par se rejoindre : celui d'un inventaire de l'héritage et de sa pluralité ; celui de la piste marrane et de la raison messianique ; celui, enfin, d'un Marx libéré des carcans doctrinaires qui l'ont trop longtemps tenu captif.

1 Michel Foucault, *Dits et Écrits, II*, *op. cit.*, p. 408. Il pensait probablement aux travaux du groupe Socialisme ou barbarie (Castoriadis, Lefort, Lyotard), ou au rôle de Félix Guattari ou de Lucien Sebag dans la mouvance de *La Voix communiste* à la fin des années cinquante.

2 Voir Francisco Fernandez Buey, *Marx (sin ismos)*, Barcelone, Editorial Viejo Topo, 1998.

3 Lucio Colletti, *Le Déclin du marxisme*, Paris, PUF, 1980.

4 Michel Foucault, *Dits et Écrits, II*, *op. cit.*, p. 791 (« Inutile de se soulever ? », *Le Monde*, 11 mai 1979).

5 Voir Reinhart Koselleck, *Le Futur passé*, Paris, EHESS, 1990.

6 Pour un critique des rhétoriques de la postmodernité, voir Daniel Bensaïd, *Les Irréductibles*, Paris, Textuel, 2000.

7 Voir Jean-Paul Dollé, *L'ordinaire n'existait plus*, Paris, Léo Scheer, 2001.

8 Sur cette controverse, mal menée en France, voir notamment : Fredric Jameson, *Postmodernism. The Cultural Logic of Late Capitalism* (Londres, Verso, 1992), *The Cultural Turn* (Londres, Verso, 1998) et *A Singular Modernity* (Londres, Verso, 2002) ; David Harvey, *The Condition of Postmodernity* (Oxford, Blackwell, 1991) ; Perry Anderson, *The Origins of Postmodernity* (Londres, Verso, 1998) ; Terry Eagleton, *The Illusions of Postmodernism* (Oxford, Blackwell, 1996) ; Alex Callinicos, *Against Postmodernism* (Cambridge, Polity Press, 1989) ; Ellen Meiksins Wood, *The Retreat from Class* (Londres, Verso, 1986) ; et Ellen Meiksins Wood et John Bellamy Foster (eds), *In defense of History. Marxism and the Postmodern Agenda* (New York, Monthly Review Foundation, 1996).

9 Georges-Hubert de Radkowski, *Les Jeux du désir*, Paris, PUF, « Quadrige », réédition, 2002.

10 Agnès Heller, *La Théorie des besoins chez Marx*, Paris, 10/18, 1978.

11 André Gorz, *Les Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée, 1980.

12 Cette remarque mêle imprudemment deux questions distinctes. Celle, d'une part, de l'usage même de la notion de sujet appliquée au processus historique ; celle, d'autre part, d'une analogie structurelle entre les révolutions bourgeoises (ou simplement des conditions dans lesquelles la bourgeoisie développe et établit son hégémonie) et les révolutions sociales (où les classes opprimées subissent le cercle de fer de l'aliénation et de la réification marchande).

13 Michel Foucault, *Dits et Écrits, II*, *op. cit.*, p. 606.

14 Il n'y a « sans doute pas de réalité sociologique de la plèbe », écrivait-il, mais il y a bien un mouvement centrifuge : « La plèbe n'existe pas, mais il y a de la plèbe, cette part de plèbe… » (*Dits et Écrits, II*, *op. cit.*, p. 421.) Le concept de multitude popularisé par Toni Negri se réclame de l'héritage de Deleuze et de Foucault (et, au-delà, de Spinoza). Il s'inscrit dans une formation discursive où la multitude est la nouvelle plèbe du nouvel empire.

15 Eustache Kouvélakis, in *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, 2001.

16 Trotski, Antonio Gramsci, José Carlos Mariategui, Karl Korsch, Ernst Bloch, le dernier Lukàcs, le dernier Althusser, mais aussi Henri Lefebvre, Lucien Goldmann ou Ernest Mandel.

15

E agora, Zé ?

« En 1979, le monde a continué de tourner, mais Billy ne s'en est pas aperçu. »
Dennis Lehane,

Un dernier verre avant la guerre

« Meus amigos foram as ilhas

Ihlas perdem o homem

Entretanto alguns se salvaram et trouxeram a noticia

De que o mundo, o grande mundo esta crescendo todos os dias,

Entre o fogo e o amor.

Então, meu coraçao tambem pode crescer

Entre o amor e o fogo

Entre a vida e o fogo,

Meu coraçao cresce dez metros é explode.

– O vida futura ! Nos te criaremos[1]. »
Carlos Drummond

Pas de retour sans (longs) détours.

Ulysse en fit la lente expérience.

En 1980, l'Europe entrait dans une décade mortifère. Les conditions exceptionnelles ayant permis la croissance des « Trente Glorieuses » étaient épuisées. La base économique des pactes sociaux (keynésiens, populistes ou bureaucratiques) de l'après-guerre se dérobait. Aux États-Unis et en Angleterre, le mouvement ouvrier subissait ses premières grandes défaites sociales. L'avènement de Margaret Thatcher refermait le turbulent chapitre ouvert en 1968. L'heure de la contre-offensive libérale sonnait.

E agora, José[1] ?
E agora, José ?
A festa acabou,
A luz apagou,
O povo sumiu,
A noite esfriou,
E agora, José[2] ?

Porté par les alizés vers des rives lointaines où routiers et capitaines partaient jadis, « ivres d'un rêve héroïque et brutal », l'espérance prenait à nouveau les chemins de la découverte ou de l'exil. En Europe, le cycle des attentes ouvert par 68 s'achevait. En Amérique centrale, en revanche, les dés semblaient relancés avant que ne soit totalement épuisée sur le continent la force propulsive de la révolution cubaine. L'insurrection sandiniste victorieuse de juillet 1979 entrebâillait la porte étroite des

possibles.

L'Amérique latine connaît en effet des conditions historiques et sociales particulières. À la différence du monde arabe, elle a une longue tradition de résistances paysannes, de luttes ouvrières, de soulèvements et d'insurrections, qui ont leur origine dans les épopées de libération nationale du XIXe siècle. La proximité menaçante du « colosse du Nord » a nourri une conscience anti-impérialiste ne laissant guère de place aux illusions qui ont pu exister en Europe de l'Est sur le rôle libérateur de l'oncle Sam. En dépit d'un régime bureaucratique de plus en plus sénile, la résistance cubaine au blocus yankee symbolise la continuité de l'épopée bolivarienne. Enfin, l'industrialisation brésilienne, la résistance de paysanneries rebelles aux effets de la mondialisation capitaliste, les revendications des peuples indigènes nourrissent de puissants mouvements sociaux.

L'onde de choc des années quatre-vingt n'avait là-bas rien d'imaginaire. L'extension de la révolution nicaraguayenne au Guatemala et au Salvador parut à plusieurs reprises imminente. Des soulèvements populaires eurent lieu en Bolivie et à Saint-Domingue. Entre 1980 et 1985, les dictatures militaires du Brésil, d'Uruguay, d'Argentine tombèrent comme des dominos. La combinaison des grandes grèves ouvrières et des révoltes agraires au Brésil esquissaient de nouveaux rapports de force sociaux.

Cet élan fut brisé. Après une guerre de dix ans en Amérique centrale, la double défaite électorale, des sandinistes au Nicaragua et de Lula à l'élection présidentielle, referma en 1989 cette séquence prometteuse. La guerre de « basse intensité », menée par la « contra » nicaraguayenne avec l'aide financière et militaire des États-Unis, avait contraint ce petit pays à consacrer plus de la moitié de son budget à la défense. Les mouvements révolutionnaires salvadoriens et guatémaltèques n'avaient plus seulement à affronter des dictatures militaires vermoulues, mais les conseillers militaires sophistiqués formés par Israël ou Taïwan. Selon la doctrine prônée par leurs ambassadeurs aux Nations unies, Jane Kirkpatrick ou John Negroponte, les stratèges du Pentagone s'employaient désormais à éviter un nouveau cycle de coups militaires en soutenant des « démocraties autoritaires ».

À l'échelle planétaire, l'implosion du prétendu « camp socialiste » bouleversait les rapports géopolitiques, éliminant le grand arrière imaginaire sur lequel nombre de révolutionnaires latino-américains avaient cru pouvoir s'appuyer malgré tout. Au Brésil, le Parti des travailleurs avait développé des rapports non seulement avec Cuba, ce qui est assez logique, mais avec l'Allemagne de l'Est, où ses cadres effectuaient régulièrement des stages de formation[3].

Au tournant des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, l'évolution des coordonnées internationales allait entraîner la démoralisation et la social-démocratisation de secteurs de la gauche, y compris parmi les composantes du Front Farabundo Martí au Salvador. La dégradation des rapports de forces au profit de l'hyperpuissance impériale allait se traduire par un procès de recolonisation continentale, concrétisé ultérieurement par le Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord, puis par le plan Puebla-Panama, par le redéploiement de la puissance militaire étasunienne dans le cadre du plan Colombie, et plus généralement par le projet de grande zone de libre-échange des Amériques, l'Alca). Le choc de la mondialisation libérale allait également précipiter une crise des bourgeoisies et des élites nationales, gagnées lors des décennies précédentes aux perspectives « développementistes[4] ».

Le soulèvement zapatiste du 1er janvier 1994, le jour même où l'Alena entrait en vigueur, a cependant donné le signal d'un nouveau cycle de luttes, marqué par l'émergence de nouvelles figures populistes (Chavez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie, Guttierez en Équateur), par le soulèvement populaire argentin de 2001 et 2002, par la banqueroute financière et morale de ce pays (pourtant élève modèle aux yeux des docteurs du Fonds monétaire international), par l'espérance née de la victoire de Lula à l'élection présidentielle brésilienne de 2002.

Vu d'Europe, l'avenir, en 1979, s'annonçait plutôt plombé, en dépit du soulèvement des travailleurs polonais. L'expérience de *Rouge quotidien* à peine terminée, la débâcle financière plus ou moins maîtrisée, la gauche occupée à lécher les plaies de ses divisions, alors que la crise commençait à frapper durement certains secteurs industriels (comme la sidérurgie, le textile ou la construction

navale), la direction de la Ligue m'expédia à la direction de l'Internationale, avec pour tâche prioritaire le suivi de l'expérience brésilienne naissante.

En janvier 1980, le premier voyage dans ces nouvelles fonctions eut pour destination New York. Le fameux questionnaire de moralité politique préalable à l'obtention d'un visa était encore en vigueur. Bien que sachant pertinemment qu'il fallait mentir en répondant « non » à la question sur l'appartenance à une organisation communiste, j'ai répondu « oui » par défi. Gêné, le consul m'a reçu dans son bureau. Le mandat présidentiel de Jimmy Carter touchait à sa fin. L'heure était aux envolées lyriques sur les droits de l'homme. J'ironisai donc sur l'anachronisme de ce délit d'opinion. Courtois, mais très embarrassé, mon interlocuteur finit par me demander carrément si j'étais membre du parti communiste. J'ai déclaré que j'en avais été exclu depuis longtemps, et que je pouvais être considéré plutôt comme trotskiste. Il parut soulagé, prétendant que l'adjectif communiste signifiait un lien avec des puissances étrangères hostiles (Union soviétique, Chine ou Cuba), alors que le trotskisme était une opinion politique. Il m'accorda un visa dérogatoire de quinze jours, sous prétexte d'un voyage « commercial » à des fins de négociations éditoriales !

New York était alors sous le choc de la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran. La presse et les télés étaient déchaînées. Je découvris une brutalité médiatique bien différente des perfidies policées françaises ou britanniques. De plus, l'Union soviétique venait tout juste d'envahir l'Afghanistan. Avec une détermination quasi sacrificielle, nos camarades américains prenaient systématiquement le contre-pied des discours officiels. Soumis à un rouleau compresseur idéologique, ils avaient tendance à adopter la fâcheuse formule selon laquelle les ennemis de nos ennemis seraient nécessairement nos amis. Ainsi arboraient-ils crânement, à contre-courant (c'est peu de le dire !), des tee-shirts à la gloire de la révolution iranienne, ornés de la barbe provocante de l'ayatollah Khomeiny. La posture était courageuse, sans aucun doute, mais politiquement discutable : en Iran, nos camarades rentrés d'exil étaient déjà emprisonnés et menacés de la peine de mort.

Nos critiques alambiquées d'Européens sur l'intervention soviétique en Afghanistan apparaissaient aux amis américains comme des états d'âme de « *bullshiters* » petits-bourgeois, claudiquant devant la dure réalité du monde. En vertu de la redoutable logique binaire du tiers exclu, il fallait savoir, disaient-ils, « choisir son camp ». La détermination sans nuance de la classe dominante et ses simplifications arrogantes tendent ainsi, par un jeu spéculaire pervers, à se refléter dans la rhétorique des opprimés.

Si nous dénoncions les visées de l'impérialisme dans la région du Golfe (sans en prévoir, bien sûr, les conséquences à retardement vingt ans après), nous refusions de voir dans la politique soviétique, relevant d'intérêts géostratégiques régionaux, le moindre aspect progressiste. À force de finasseries, nous nous sommes cependant pris les pieds dans le tapis afghan des subtilités dialectiques. Nous dénoncions l'intervention soviétique comme réactionnaire, mais nous ajoutions aussitôt que le conflit changeait d'échelle à partir du moment où les grandes puissances s'y affrontaient par tribus interposées. Il ne s'agissait plus seulement d'une guerre civile afghane. La résistance à l'occupation bureaucratique s'enchâssait dans la confrontation des puissances de la guerre froide. Invoquant fort mal à propos des textes de Trotski sur l'invasion de la Finlande par Staline, nous refusions de reprendre le mot d'ordre de retrait immédiat des troupes soviétiques défendu par une minorité de l'Internationale[5].

Une réunion organisée par la Ligue à la Mutualité m'a laissé le plus amer souvenir de toutes mes prestations oratoires. Un meeting est une sorte de dialogue entre la tribune et la salle. Loin de s'adresser à une masse muette, l'orateur distingue des visages, interprète les mimiques et les silences, croise des regards dans lesquels se lisent l'approbation ou la perplexité. À mesure que je m'enlisais dans les méandres de notre argumentation, j'ai senti, ce soir-là, s'abattre sur l'assemblée un voile d'incompréhension. Des points d'interrogation récalcitrants semblaient s'allumer et clignoter au-dessus des têtes. Pour la première fois depuis 68, le courant ne passait vraiment plus.

C'était un signe confirmant que les vents avaient tourné. Nous n'étions plus portés par le souffle de l'époque. Pour la première fois, notre génération gâtée, nourrie aux mythes progressistes de l'après-guerre, promise à voler de succès en victoire, devait apprendre à brosser l'histoire à rebrousse-poil.

C'est, et non l'inverse, la condition ordinaire de la lutte révolutionnaire.

Nao veio a utopia
... A noite esfriou,
O dia não veio,
O bonde não vei,
O riso não veio
Nao veio a utopia
E tudo acabou
E tudo fugiu
E tudo mofou
E agora, José[6] *?*

En mars 1980, j'ai atterri à l'aéroport de Rio. Le pays était encore sous le joug de la dictature militaire sénile du général Figueiredo, un homme qui éprouvait autant de tendresse envers ses chevaux que l'empereur Caligula. Les grèves ouvrières de l'année précédente, les velléités d'indépendance de syndicats subordonnés à l'État par une loi du travail inspirée de la législation mussolinienne, la popularité croissante d'un métallurgiste charismatique de la banlieue pauliste sonnaient le glas du régime. Des espaces démocratiques s'ouvraient. Une presse militante renaissait. C'était un temps de clair-obscur, entre semi-légalité et semi-clandestinité.

Enthousiaste, Ernest Mandel voyait alors le Brésil comme la terre de toutes les renaissances et de toutes les espérances. Le « miracle économique » des années soixante-dix avait engendré un prolétariat industriel massif et concentré. Le triangle industriel de l'ABC (São André, São Bernardo et São Caetano) comptait à lui seul plus d'ouvriers que la Ruhr légendaire. On était loin des 27 000 salariés industriels (essentiellement dans des petites entreprises) du minuscule Nicaragua. Ce géant social brésilien commençait à s'ébrouer. Portés par les mouvements grévistes de 1978 et 1979, des dirigeants syndicaux, qualifiés d'« authentiques » par opposition aux « *pelegos* » du syndicalisme officiel[7], envisageaient la création d'un parti des travailleurs.

Le Brésil n'avait jamais connu de parti ouvrier de masse. Le parti communiste était plutôt issu du nationalisme révolutionnaire des années trente (illustré par la chevauchée légendaire de la colonne Prestes). Cherchant une issue à la dépendance, de jeunes officiers avaient alors trouvé dans le développement soviétique, autoritaire et bureaucratique, un modèle possible. Sous les régimes populistes des années cinquante et soixante, la vie politique était restée dominée par les caciques régionaux et leurs pratiques clientélistes. En l'absence de partis politiques modernes, l'armée et l'Église demeuraient les deux grandes institutions de dimension nationale.

Formée dans la résistance clandestine à la dictature, une nouvelle gauche radicale émergeait des catacombes, politiquement fragmentée et géographiquement morcelée. Elle constituait une mosaïque de petites organisations, pour la plupart maoïsantes ou trotskisantes. La reprise des mobilisations démocratiques, la montée des luttes syndicales, la renaissance du mouvement étudiant, la crise agraire chronique, tout concourait à faire converger ces groupes en quête d'une réponse globale à la crise du pays.

Armé d'un rationalisme sociologique inébranlable, Ernest voyait dans le Brésil une sorte d'équivalent tropical de l'Allemagne bismarckienne, berceau du mouvement ouvrier européen moderne. Il était persuadé que nous pourrions y développer rapidement une organisation révolutionnaire de plusieurs milliers de militants. Ayant noué des amitiés solides avec les camarades brésiliens exilés en France ou en Argentine, capable de baragouiner en portugnol, j'étais tout indiqué pour cette aventure.

Je débarquai donc à Rio, avec un gros sac de marine en bandoulière.

Estou sozinho na America [...]
Nesta cidade do Rio,
De dois milhões de habitantes,
Estou sozinho no quarto
Estou sozinho na America [...]
De dos milhões de habitantes !
E nem precisava tanto…
Precisava de um amigo[8]*…*

En 1980, l'ancienne capitale carioca ne comptait plus deux, mais huit millions d'habitants. À ma descente d'avion, j'allais trouver non pas un, mais deux amis, João Machado et Joaquim Soriano. Jeune « critique de l'économie politique » (et non pas économiste, insistait-il), fan de Hegel et de Milton Nascimento, João, un *minero*[9] laconique à la barbe de conquistador portugais, était l'avocat convaincu et convaincant de l'adhésion de la jeune organisation encore sans nom à la IVe Internationale. Malin, volubile, portant une barbe hirsute à la Lula, *nordestino* plein d'entrain, Joaquim faisait à Rio ses études d'agronomie. Nous avons pris un petit déjeuner matutinal dans un studio de Copacabana prêté par un sympathisant. Notre conspiration embryonnaire n'avait rien de mélancolique. J'appris que nous ne comptions à Rio que trois camarades, dont une, pendant son exil en France, avait été permanente de la Ligue. Ce rapport de force abyssalement défavorable ne décourageait pas Joaquim. Il énumérait sans sourciller la quantité de tâches herculéennes qui nous attendaient : construire le Parti des travailleurs, construire une Centrale unique des travailleurs, construire la section brésilienne de la IVe Internationale. À côté de ces défis historiques, le « À nous deux, Paris » balzacien manquait décidément d'envergure.

Question d'échelle, d'espace et de volume.

C'était le Brésil. Plus qu'un pays, un continent.

Deux ans auparavant, nos camarades avaient créé avec des alliés, parmi lesquels Eder Sader et Marco Aurelio Garcia, le journal *Em Tempo*[10]. Ils occupaient un petit local dans le quartier étudiant de Pinheiros, à São Paulo. Le noyau du groupe était originaire du Minas Gerais, berceau réputé de la politique et des politiciens brésiliens. Le *minero*, à l'instar du Normand, a la réputation de n'être « ni pour ni contre, bien au contraire ». De leur région minière, nos camarades avaient gardé le verbe économe, ponctué de prudents « peut-être » et de dictons populaires à l'éloge de la lenteur : « Mollo avec la procession, car les saints sont en argile… »

Les possibilités étaient certes immenses. Les précautions, les délais, les retards dans la prise de décision m'ont souvent exaspéré. Mes nouveaux camarades étaient pourtant sages. Venus d'expériences, de cultures régionales, de courants différents, ils évitaient de conclure prématurément leurs discussions par un vote, avant d'avoir cherché aussi longtemps que nécessaire un large et patient consensus. Cette pratique de la démocratie bantoue, de préférence à la démocratie majoritaire des cultures parlementaires, leur faisait gagner en cohésion ce qu'ils perdaient en temps.

Parachutée dans la métropole pauliste, cette petite équipe de *mineros* discrets et opiniâtres était aux antipodes de l'exubérance carnavalesque véhiculée à propos du Brésil par l'imagerie d'Épinal. Habitué aux réunions où l'on se dispute âprement la prise de parole, leurs conciliabules méditatifs me déconcertaient. Ils pouvaient rester silencieux de longues minutes, durant lesquelles, lissant doctement des barbiches postcoloniales, ils semblaient chercher l'inspiration dans les craquelures hiéroglyphiques du plafond. Je craignis parfois que leur silence n'exprimât une réticence à parler en présence d'un étranger. La crainte était infondée. Il s'agissait simplement d'un rythme de pensée et de réflexion,

préférable à bien des bavardages pressés.

Le groupe prit le nom de Démocratie socialiste, en référence au document programmatique du même nom, adopté en 1979 par le 11e Congrès mondial de la IVe Internationale. Il était surtout implanté à Belo Horizonte et à Porto Alegre. Le contraste entre les deux villes était saisissant. Les « gauchos » dévoraient d'impressionnants *churrascos* et préféraient le vin au *guarana*. Raul Pont était le jeune vétéran et le dirigeant paterfamilial incontesté du groupe. Descendant d'immigrés catalans, sa haute carcasse débonnaire partait souvent d'un rire bon enfant. On l'imaginait fort bien, le maté fumant à la main, parcourant de grandes étendues où paissent les troupeaux. Il est la bonté généreuse et la rectitude incarnées. Militant dès les années soixante d'un petit groupe sympathisant de l'Internationale[11], il ne s'était pas exilé pendant la dictature. Enclin, en cas de désaccord, à jouer de la démagogie ouvriériste, Lula le prit parfois pour cible, lors des premières rencontres du PT, en jouant le métallo contre l'intello. Sans succès : Raul avait connu la prison à une époque où Lula était encore un dirigeant syndical officiel tardivement radicalisé, ce que les animateurs de l'opposition métallurgiste de São Paulo ne manquaient pas de lui rappeler[12]. Le futur président de la République n'a jamais pu exercer sur Raul le moindre ascendant moral.

À Porto Alegre, l'accueil fut des plus chaleureux. Je m'y découvris, dans notre cénacle militant, une notoriété inattendue. L'article de *Partisans* sur Lénine et Rosa Luxemburg, édité en portugais, figurait parmi des classiques de formation du bolchévisme gaucho[13]. Raul et sa compagne Éliane me firent découvrir le port et le vieux marché couvert (non encore réhabilité). J'y acquis l'indispensable attirail à maté, *calabasse* et *cimarrao*. Raul parlait affectueusement de sa ville comme de sa maison. Il était loin d'imaginer qu'il en serait un jour le député-maire : comment songer alors, émergeant tout juste des catacombes de la clandestinité, que l'expérience du budget participatif deviendrait une référence mondiale, et Porto Alegre la capitale symbolique des résistances à la mondialisation marchande ?

À l'automne 1980 (qui correspond à notre printemps), la grande grève des métallurgistes de l'ABC sonnait le glas de la dictature. Un dimanche matin, mon vieux complice Celso Castro, lui aussi permanent de la Ligue pendant son exil, me conduisit à une assemblée de 80 000 travailleurs, réunis dans le stade de São Bernardo do Campo. Les talents d'agitateur populaire de Lula faisaient merveille. L'archevêque de São Paulo, dom Evaristo Arns, apporta son soutien aux grévistes, leur ouvrant les églises pour y organiser la solidarité et la distribution de nourriture. Il proposa à la foule de prier pour le succès de la lutte. En l'absence de traditions propres au mouvement ouvrier, ce recueillement collectif prenait valeur de serment solennel. Peu nombreux furent ceux qui, comme nous, s'abstinrent de cet acte de foi. Les drapeaux rouges et *L'Internationale* apparurent bien plus tard, au fil des années quatre-vingt.

Le samedi soir, le petit monde militant de la mouvance pétiste et du syndicalisme « authentique » se retrouvait au Paulistano da Gloria, un dancing au parfum années trente, où des musiciens noirs tirés à quatre épingles jouaient des sambas généreusement arrosées de bière et de caipirinha. Entre deux morceaux, circulaient les derniers potins syndicaux et des bribes de conjuration partaient en fumée. En ce début de décennie, Chico Buarque chantait en duo avec Maria Bethania. Milton Nascimento honorait *Minas* et *Gerais*. Gal Costa évoquait dans *India* un Paraguay mélancolique. Egberto Gismonti jazzait des musiques de cirque. Rita Lee levait, avec *Lança Perfume*, l'étendard du rock au pays de la bossa-nova. Sympathisante du PT, la merveilleuse Ellis Regina faisait ruisseler les *Aguas de março*. J'aimais les cheveux de maïs de Sivuca et les musiques nordestines de Valdir Azevedo. Je ne sais par quel subtil métissage africain le rugueux chuintement de la langue portugaise s'était ainsi métamorphosé en caresses solaires.

Un certain docteur Socrates faisait alors les beaux jours de l'équipe des Corinthians. Sympathisant du PT, il exhortait ses coéquipiers à se mettre en autogestion pour résister à l'exploitation de leur force de travail imposée par des entraîneurs-contremaîtres. L'International de Porto Alegre (aux couleurs rouges et noires en souvenir des émigrés libertaires italiens qui ont fondé le club) flambait sous la conduite de

Falcao. Tout cela me rappelait mes émois de jeune ramasseur de balles : lors d'un mémorable Téfécé-Botafogo au Stadium de Toulouse, j'avais eu le privilège d'entrer dans les vestiaires pour m'imprégner de l'odeur d'imbrocations au camphre des légendaires Didi et Garrincha, vainqueurs de la France de Kopa et Fontaine, en demi-finale du Mondial 1958.

Au début des années quatre-vingt, telle une voie Appienne à la gloire du capital, l'Avenida Pauliste alignait ses édifices bancaires triomphants aux vitres fumées comme si toute la plus-value extraite des banlieues pauvres et des latifundia était thésaurisée là, dans le verre et le béton. De loin en loin, une villa coloniale rachitique survivait encore, comme une herbe folle dans les interstices de l'asphalte, écrasée par cette prétentieuse modernité. En Amazonie, comme par contraste, une foule de *garimpeiros* à l'allure d'esclaves égyptiens dépenaillés montait à l'assaut de l'or, sur les falaises abruptes de la Serra Pelada. À des milliers de kilomètres de là, les nouvelles pyramides de l'Avenida Pauliste s'édifiaient sur la sueur et le sang des chercheurs de ce nouveau Klondike, où les accidents mortels étaient fréquents.

En 1983, le pays communia dans la ferveur, à la mort de Tancredo Neves, le premier président élu de l'après-dictature, décédé à quelques heures de son investiture. Le peuple brésilien apprit à cette occasion à fredonner son hymne national, chanté solennellement par Fafa de Belém, drapée d'un immense drapeau orné de la devise positiviste célébrant le progrès dans l'ordre (l'ordre, surtout !). Pour me familiariser avec la langue, je passais mes moments de solitude à lire les *Sertaõs* d'Euclides da Cunha, à suivre les « vies sèches » et désolées de Graciliano Ramos, à me perdre dans la luxuriance de Guimarães Rosa. J'apprenais les histoires de Tiradentes et d'Antonio Conseilhero, l'épopée du grand Lampião et de Maria Bonita[14] : ils me rappelaient les *Cangaceiros* de mon ciné-club de quartier. Pour comprendre la mystique populaire et les racines de la fameuse commune de Canudos, résistant au système décimal et aux expéditions meurtrières de la République positiviste, je me plongeais dans *Cangaceiros e Fanaticos*, de Rui Faco[15].

J'ai passé des heures et des jours à palabrer avec des groupes minuscules, émergeant péniblement de leur hibernation dictatoriale, et à suivre l'éclosion prometteuse du Parti des travailleurs. J'allais rendre visite, dans son local vétuste, à Paulo Skromov, président du petit syndicat des travailleurs du cuir. Trotskiste de formation, il fit partie du noyau de dirigeants syndicaux qui ont initié en 1978 la fondation du PT. C'était un colosse en rondeur tranquille. Il recevait dans son capharnaüm des ouvriers efflanqués et édentés. Il était secondé par une sorte de père Joseph, un jeune étudiant à la curiosité insatiable, emmitouflé dans une écharpe rouge, qui parlait du nez en se dandinant curieusement d'un pied sur l'autre, comme un rabbin devant le mur des Lamentations[16].

En raison sans doute de la faible tradition stalinienne, les préjugés antitrotskistes étaient plus faibles au Brésil que dans bien d'autres pays. À la création du PT, la carte de membre n° 1 fut symboliquement réservée à Mario Pedrosa, le seul Latino-Américain à avoir assisté en 1938 au congrès de fondation de la IVe Internationale et à avoir été membre de sa direction, au début de la guerre, en compagnie du Jamaïcain CLR James[17] et de Max Schachtman. Un jeune militant typographe du Pernambouc, Paulo Roberto Pinto, dit « Jeremias », était également célèbre pour son rôle dans la formation de milices paysannes. Assassiné le 8 août 1963 dans une embuscade de latifundistes, sa courte vie était encore chantée dans les prisons espagnoles, dans les années soixante-dix.

Lo mataron en tempe, latifundistas asesinos
Cuando marchaba al frente de quinientos campesinos
Camarada Jeremias, tu muerte sera vengada…

Le Parti des travailleurs exprimait avant tout un fort sentiment de classe. Son essor rapide traduisait le développement d'un prolétariat industriel massif, résultat de la croissance impétueuse des années

soixante-dix. Mais il parvint aussi à étendre son implantation à la campagne, grâce aux communautés chrétiennes de base, influencées par la théologie de la libération. Fédérant une myriade de groupes et de courants, son unité et sa cohésion se sont forgées autour du noyau syndicaliste initial. En 1983, à l'exception de São Paulo, où il obtint environ 10 % grâce au prestige personnel de Lula, le résultat électoral du parti parut décevant : autour de 3 % en moyenne nationale. Certains en conclurent prématurément que le projet était mort-né. Avec une persévérance *gaucha*, Raul expliqua au contraire qu'il fallait savoir s'armer de patience, mesurer l'absence de traditions partisanes dans le pays, vaincre l'obstacle considérable que représentaient les caciques locaux et les rapports clientélistes. Il avait raison. Nos camarades s'accordèrent sur le fait que la construction de leur propre courant était organiquement liée à celle du Parti des travailleurs, conçue non comme une simple opportunité tactique mais bien comme une orientation stratégique. Il s'agissait en effet de doter la classe travailleuse brésilienne, pour la première fois de son histoire, d'un grand parti de classe, pluraliste et démocratique. Les définitions programmatiques et idéologiques viendraient au fur et à mesure des expériences collectives.

La formation du PT venait pourtant à contretemps dans le paysage de la gauche internationale. Non seulement elle était contemporaine de la contre-offensive libérale en Europe et en Amérique du Nord, mais elle précédait de peu les premiers signes de désindustrialisation dans certains pays latino-américaines. Cette « exception brésilienne » a contribué au rayonnement du PT sur le continent, où un nouveau mouvement social se remettait lentement des défaites et de la répression exercée par les dictatures militaires. Si la plupart de ses dirigeants furent logiquement influencés par la révolution cubaine, le PT acquit dès l'origine une culture pluraliste transmise par des courants antistaliniens. Aussi, à la différence des partis communistes traditionnels et de nombre de courants de la gauche latino-américaine, n'a-t-il pas encaissé la chute du mur de Berlin et l'implosion soviétique comme une mise en cause de sa propre histoire.

Dix ans à peine après les premiers pas du nouveau parti, Lula fit la course en tête pour l'élection présidentielle de 1989, avant d'être battu sur le fil par un aventurier éphémère, Collor de Melo. La même année, les sandinistes perdaient les élections au Nicaragua. Ce tournant ouvrait, pour le parti brésilien, une période de redéfinitions.

Entre 1980 et 1990, j'ai fait au Brésil deux à trois séjours par an. Par rapport au cauchemar argentin des années soixante-dix, l'expérience fut gratifiante. Avec mes nouveaux amis, s'établit une sorte de négoce militant équitable. J'amenais de la moutarde à l'ancienne ou de l'armagnac du terroir (préféré, bien sûr, au cognac d'exportation). Je ramenais en échange les derniers disques, du *guarana* en poudre, et de la *caxaça*. Joaquim cherchait à améliorer les finances misérables de notre jeune section. Il me demanda d'apporter, à chacune de mes visites, une cargaison de henné (à la mode, mais introuvable à Rio). Il le mettait en petits sachets pour le vendre à prix d'or sur les plages de Copacabana et de Leblon.

En 1985, il m'a présenté Isaac Axelrud, ancien militant communiste et journaliste réputé. Son utopie céleste s'était fracassée en 1956 avec les révélations du rapport Khrouchtchev. Il avait alors songé au suicide. Comme bien d'autres Juifs internationalistes revenus du stalinisme, il crut pouvoir se reconstruire grâce à un pèlerinage aux sources. Il espérait trouver en Israël un socialisme pionnier. Il s'y découvrit colon. Il reprit alors le chemin du Brésil, avec la résignation d'une âme morte. La naissance du Parti des travailleurs ranima en lui les braises de l'espérance. Sa rencontre avec les camarades de Démocratie socialiste et la lecture tardive de Trotski lui permit, disait-il, de redonner sens à sa vie militante. Il racontait son long *Bildungsroman* avec des yeux azur d'éternel enfant, agrandis par la curiosité du monde, la fidélité et l'innocence. Il fut l'un des premiers à saisir l'importance du mouvement naissant des sans-terre et à tenir sur le sujet une chronique dans *Em Tempo*. À soixante-quinze ans, il partait, tôt le matin, mégaphone en bandoulière, pour la Rodoviaria d'où un autobus inconfortable le conduisait sur les terres occupées.

Isaac appartient au cercle de ces militants auxquels une loyauté non négociable nous lie[18]. Lors de

notre première rencontre, il m'a offert un petit livre, publié l'année précédente, sur les origines du conflit au Moyen-Orient. La dédicace dit simplement : « Camarade Daniel, si j'avais le temps, je l'écrirais un peu différemment. » Mais Isaac était pressé. Sentant venir la fin de sa vie irréprochable, il avait d'autres urgences. La misère des sans-terre ne pouvait pas attendre.

En 1988, eut lieu, à Porto Alegre, une fête pour les dix ans d'*Em Tempo*. Le PT allait bientôt conquérir la municipalité. Sous le patronage de Raul Pont, Olivio Dutra, ancien leader du syndicat des employés de banque, futur maire et gouverneur de l'État, prit la parole, ainsi que Flavio Koutzii, notre vieille connaissance, rescapé du désastre argentin. L'ami mexicain Sergio Rodriguez[19] et moi complétions cette tribune amicale. La soirée s'est poursuivie avec un *churrasco* et un guinche. Je dansai avec Neneca, la « negra » de La Plata, elle aussi survivante de notre tragédie porteña, des rocks à couper le souffle. Ce fut une sorte d'épilogue symbolique de la décennie.

A festa acabou… ?
… E agora, José ?

De 1990 à 2002, je ne suis plus retourné au Brésil. Je me suis contenté de suivre à distance les évolutions du PT, consécutives notamment à l'échec de la deuxième campagne de Lula, en 1994. Je suis seulement revenu à Porto Alegre en janvier 2002 et 2003, pour le deuxième et le troisième Forum social mondial. Depuis ma première visite en 1980, les choses avaient bien changé. Le PT administrait la ville depuis douze ans déjà. Raul en avait été maire de 1996 à 2000. Miguel Rossetto était vice-gouverneur du Rio Grande do Sul. De jeunes militants bardés de badges conduisaient les visiteurs à son bureau avec des sourires complices.

Après les lourdes défaites subies par les peuples latino-américains, la ferveur bon enfant du Forum mondial témoignait d'une vigoureuse renaissance des mouvements sociaux et de l'émergence d'un nouvel internationalisme planétaire, à la mesure des défis posés par la mondialisation capitaliste. Une semaine durant, Porto Alegre se transformait en capitale mondiale des résistances, hérissée de calicots et de drapeaux rouges. L'université catholique se muait en vaste souk, avec son entrelacs d'échoppes, d'ateliers et de séminaires. La propagande la plus austère y côtoyait les produits du commerce équitable, dans un amoncellement de tee-shirts et de bonnets, dominé bien sûr par l'effigie du Che. Écrasé de chaleur humide, le campement de la jeunesse rassemblait une vingtaine de milliers de militants venus d'Amérique latine, d'Inde, du Japon, d'Europe, d'Amérique du Nord, de Corée du Sud… Au centre du camp, une batterie d'ordinateurs branchés sur Internet, abrités dans une grange en torchis construite par des paysans écolos (mélange étonnant de modernité technologique et de savoir-faire traditionnel !), formait une tour de Babel électronique aussi active qu'une salle de presse officielle des Nations unies ou des Jeux olympiques.

En circulant dans les rues surchauffées, on pouvait constater la fierté des chauffeurs de taxi, vantant la propreté de leur ville. Comme je demandais sournoisement à l'un d'eux s'il s'agissait bien d'une municipalité pétiste, il me répondit : « Oui, mais PT de gauche ! » Mis en confiance, je lui dis que je connaissait Raul Pont. « *O Raul e um santo !* » s'écria-t-il pieusement. Les choses se gâtèrent lorsque, croyant lui faire plaisir, j'évoquai le talent de Ronaldinho. En s'expatriant à Paris, l'idole locale avait trahi son public. Le sujet était tabou.

D'une taille comparable à Marseille, Porto Alegre est très étendue (ce qui pose à la municipalité de coûteux problèmes de voirie), mais le centre-ville est petit. Les dizaines de milliers de participants aux forums ne cessent de se croiser, dans les cafétérias, les hôtels, aux abords du vieux marché. Il s'y déroule de joyeuses retrouvailles, sur lesquelles flotte un léger parfum de dernier bal chez les Guermantes. On y croise, vingt ou trente ans après, les vétérans de bien des combats désespérés, les survivants de campagnes perdues, des revenants aussi de quelque exil idéologique. Les crânes sont

parfois dégarnis, les dos un peu voûtés, le poil terni, le pas moins alerte. Mais le cœur y est encore, malgré les cicatrices de l'âme. Ceux-là, du moins, n'ont pas jeté l'éponge : les gauchos, Raul, Miguel, Lucio, Ubiratan, Tarcisio, mais aussi les globe-trotters des années soixante-dix, qui ont traîné leurs rossinantes par mille chemins incertains : Adolfo Gilly, Emir Sader, Flavio Koutzii, Hugo Blanco (descendu de sa vallée péruvienne de la Convention), Livio Maitan, Michel Warschawski, Tariq Ali, Luis Zamora, Armand Mattelart, Luciana Castellina,… On échange désormais des adresses électroniques. Dans ce tourbillon de révolutionnaires non repentis, les notables social-libéraux font triste figure. Ils se contentent d'apparitions furtives, pour pouvoir dire qu'ils « y étaient ».

En 2002, j'ai croisé Jean-Pierre Chevènement, escorté de deux fidèles : le journaliste Philippe Cohen (un ex de la Ligue) et mon vieux compère Sami Naïr, recyclé lui aussi dans le tricolore républicain. J'étais en compagnie d'Olivier Besancenot, parfaitement inconnu quatre mois avant l'élection présidentielle d'avril 2002. Je présentai notre (encore virtuel) candidat facteur au commandeur belfortain, qui caracolait alors au-dessus de 10 % dans les sondages et commençait à croire en son destin national. De son perchoir historique, le républicain des deux rives nous tendit une main condescendante. Agacé par ce complexe de supériorité, je lâchai sur un ton badin qu'il en était à son dernier tour de piste, alors que, dans cinq ans, le jeune facteur serait toujours là. C'était pure rodomontade. Nous n'étions même pas sûrs d'obtenir les cinq cents signatures d'élus requises pour la candidature d'Olivier. Je ne croyais pourtant pas si bien dire. Le 21 avril 2002, la courbe ascendante de Besancenot faillit croiser celle, descendante, du lionceau de Belfort. Ce n'était, sans doute, que partie remise.

En janvier 2003, l'ambiance du troisième Forum fut sensiblement différente de celle de 2002. Le PT venait de perdre le gouvernement du Rio Grande do Sul, tandis que Lula avait remporté l'élection présidentielle avec plus de 60 % des suffrages. En vingt ans de marche, somme toute pas si longue, le métallo de São Bernardo devenait le premier ouvrier président d'Amérique latine. Sa victoire était celle du PT, parti surgi de rien à la fin des années soixante-dix. C'était aussi, pour une part, notre victoire. Le nouveau gouvernement était un gouvernement de coalition. Les pétistes s'y taillaient la majeure part, mais ils étaient flanqués d'alliés encombrants et compromettants. D'anciens trotskistes (de la variante lambertiste) figuraient à des postes clés dans le premier cercle luliste : Antonio Palocci, ministre de l'Économie ; l'ancien syndicaliste Luiz Gushiken, ministre de la Communication ; Clara Ant, pionnière du lambertisme brésilien, secrétaire personnelle du président Lula. Et notre vieille connaissance Luis Favre, l'ancien compère et complice de Jean-Christophe Cambadélis, filait le parfait amour avec Marta Suplicy, l'élégante mairesse de São Paulo. Notre camarade Miguel Rossetto endossait la lourde responsabilité du ministère du Développement rural et de la Réforme agraire, coexistant avec un ministère de l'Agriculture attribué à un représentant direct de la grande propriété rurale.

L'essentiel du séjour fut consacré aux réunions avec nos camarades brésiliens qui se retrouvaient pour la première fois depuis la formation du gouvernement. Chez certains, l'heure était encore aux illusions électorales, au demeurant compréhensibles. Mais la victoire ambiguë était grosse de contradictions. Alors que les luttes sociales urbaines étaient en sourdine depuis dix ans et que le PT venait d'enregistrer des revers inquiétants (dont la perte du Rio Grande do Sul), Lula l'avait emporté haut la main sur la base d'une campagne fortement personnalisée, grâce surtout à l'usure des partis bourgeois. Pour rassurer alliés et marchés, il avait mené une campagne modérée, donnant des gages préventifs au Fonds monétaire international, et s'entourant de personnages rassurants pour les entreprises. Certains camarades croyaient cependant voir dans son gouvernement une sorte de double pouvoir institutionnel, entre les ministères économiques et financiers (sous influence libérale) d'un côté, et les ministères sociaux de la Réforme agraire, de la Ville, de l'Environnement, de l'autre. Un gouvernement à deux têtes et à deux âmes ?

En moins d'un an, il est apparu clairement qu'entre ces deux âmes le rapport était plus qu'asymétrique. Des intellectuels prestigieux n'ont pas tardé à retourner la formule de la campagne présidentielle

promettant la victoire de l'espérance sur la peur : la peur l'emportait à nouveau sur l'espérance.

Après la clôture du Forum social mondial 2003, nos camarades ont organisé sous le patronage de la fondation Axelrud un séminaire dans lequel intervinrent les invités européens[20] et latino-américains (boliviens, argentins, paraguayens, mexicains), mais aussi des intellectuels brésiliens dont le sociologue Chico de Oliveira ou le philosophe Paulo Arantes. La plupart ont découvert à cette occasion la personnalité explosive de « la sénatrice » Heloísa Helena. Acclamations, autographes, photos de groupe : son arrivée au forum n'est pas passée inaperçue.

Sénatrice d'Alagoas, dans le Nordeste, Heloísa est militante du PT et de la tendance Démocratie socialiste depuis le début des années quatre-vingt. Militante passionnée et intransigeante, ancienne (mais jeune) porte-parole du groupe sénatorial du PT, elle est devenue extraordinairement populaire à l'échelle du pays. D'abord pour avoir renoncé en 2002, alors que la victoire lui semblait promise, à être candidate à la charge de gouverneur de son État : elle refusait d'assumer localement les alliances nationales conclues par le PT autour de la candidature présidentielle de Lula. Il est vrai que des partis qui, vus de Rio ou de São Paulo, ont l'air de formations parlementaires ordinaires, sont souvent liés organiquement, dans les États du Nordeste, à l'oligarchie mafieuse. Dès l'ouverture de la session parlementaire de janvier 2003, Heloísa refusa aussi de ratifier la nomination de l'ancien directeur de la Banque de Boston à la tête de la Banque centrale. Elle a également refusé de voter, comme l'exigeait la direction du PT, pour l'ancien président José Sarney à la présidence du Sénat. Dans les deux cas, la direction du parti lui proposa de s'absenter au moment du vote sans faire de déclaration publique. Le compromis fut divulgué par une presse friande de *boatos*[21]. Lorsque Heloísa apparut donc sur les écrans de télé, encadrée par deux présidents du PT, l'ancien et le nouveau, elle resta muette, mais deux grosses larmes ont roulé sur ses joues. Tout le Brésil a pleuré avec Heloísa.

Attachée au parti dont elle a contribué, vingt ans durant, à « faire briller l'étoile », Heloísa n'est guère portée sur le clair-obscur, la demi-teinte, l'arrangement consensuel dont est faite souvent la politique quotidienne. Chez elle, dirait Péguy, la politique n'a pas éclipsé la mystique. Si elle triche, c'est par simplicité. Elle affirme d'ailleurs haut et fort appartenir à « la tendance Jeanne d'Arc » plutôt qu'à la tendance Galilée. Elle veut bien traiter avec les institutions temporelles, mais les voix de sa conscience premières servies.

Oratrice incendiaire, cette pétroleuse tropicale sait embraser les foules. Comme la Jeanne de son autel intime, elle doit affronter le sexisme grossier de la gent parlementaire. Toujours vêtue d'un jean et d'un tee-shirt, elle apparut exceptionnellement à la séance d'investiture présidentielle vêtue d'une robe écarlate qui tombait à hauteur des genoux. Des sénateurs graveleux en firent des gorges chaudes. Elle menaça d'embrocher un élu avec un coupe-papier. Cette autodéfense martiale fit grimper son prestige auprès des femmes, qui n'ont que trop l'expérience des violences sexistes[22].

En 2003, je suis retourné au Brésil à trois reprises, dont une en juillet, en compagnie de Chico Louça. Comme vingt-trois ans auparavant, João Machado et Joaquim Soriano sont venus nous accueillir à l'aéroport. Belle fidélité. L'Avenida Pauliste avait déjà perdu de sa superbe. Ses immeubles prétentieux donnaient des signes de décrépitude. On ne connaissait plus guère le Paulistano da Gloria (existe-t-il encore ?). Chico Buarque se faisait rare. Les Tribalistas et Lenin tenaient la vedette. La voix soyeuse de Maria Rita ressuscitait celle de sa mère, Ellis Regina, prématurément disparue. Au croisement d'Ipiranga et de São João (chanté par Caetano Veloso), le vieux café Brahma survivait, vestige du São Paulo début de siècle où Adoniran Barbosa chantait le *Muro da casa Verde* , d'une voix éraillée par la *caxaça*. Au fond du café, un pianiste fatigué égrenait encore, dans l'indifférence, la musique mélancolique de *Fascinaçao*. On pouvait croire entendre le spectre d'Ellis Regina fredonner :

Et je n'ai rien fait pour chercher à te plaire,
On s'est rencontrés, simplement,

Et je n'ai rien fait pour chercher à te plaire,
Je t'aime pourtant, d'un amour ardent
Dont je ne pourrai jamais plus me défaire…

Chanson hypocrite !

Bien sûr, qu'il (elle) a cherché à lui plaire. Et réciproquement.

Politiquement aussi, le pays avait changé. Lula siégeait au Planalto, où trônaient naguère les généraux. Depuis 1994, ses conseillers en communication avaient entrepris de lui façonner une image respectable. Fini, les tenues débraillées et le poil en bataille. Qualifié ironiquement de « transgénique » par les dirigeants des sans-terre, le président Luiz Inácio était désormais habillé sur mesure et portait la barbe soignée. Les ex-trotskistes de son entourage, ralliés au modèle libéral, étaient aussi tirés à quatre épingles.

Parmi nos camarades, les discordances du début d'année s'étaient apaisées. Six mois avaient suffi à mettre en évidence la logique dominante du gouvernement : stabilité d'abord – vaincre l'inflation et rassurer les marchés ! Ensuite seulement, selon une imprudente formule présidentielle, pourrait commencer « le spectacle de la croissance ». Du haut de son chariot, le Père Noël applaudit, et Dieu lui-même s'étonne de ces prodiges annoncés. En réalité, des taux d'intérêt records, l'objectif d'un excédent commercial astronomique, les engagements contractés auprès du FMI, le paiement des intérêts de la dette, tout concourait à asphyxier l'économie. Il n'y avait pas un real en caisse pour la campagne « faim zéro », pour la réforme agraire ou pour des investissements publics. Au grand soulagement des marchés, la continuité l'emportait sur le changement.

Le 15 décembre 2003, avec trois autres parlementaires, notre camarade Heloísa a été exclue du Parti des travailleurs par 55 voix contre 27, formellement pour n'avoir pas respecté la discipline du parti lors du débat sur la réforme des retraites. Ce verdict concluait un procès de plus de huit mois. Le lendemain du verdict, nombre de militants arborèrent en signe de deuil une étoile noire en lieu et place de l'étoile rouge du PT. Des intellectuels renommés, pétistes de la première heure, claquèrent publiquement la porte du parti[23].

Le sens de ces exclusions n'a rien d'anecdotique. En un an d'exercice du pouvoir, le « New PT » a attiré quantité de carriéristes sans passé militant s'est transformé en courroie de transmission de la politique gouvernementale, au lieu de représenter en toute indépendance les mouvements sociaux auprès d'un gouvernement de coalition. L'orientation générale s'est affirmée clairement néolibérale (nomination à la tête de la banque centrale d'un ancien directeur de la Banque de Boston, acceptation de la dette, accords avec le FMI, compromis sur l'Alca, réforme des retraites, taux d'intérêt astronomiques supérieurs à 20 % en moyenne annuelle, recherche obsessionnelle d'un excédent commercial de 4,5 %). Dans ces conditions, le chômage n'a cessé de grimper, le travail des enfants a augmenté, et les grandes réformes sociales. « Faim zéro » sont restés au point mort[24].

En tant que porte-parole du groupe pétiste au Sénat, Heloísa avait combattu en première ligne les politiques analogues des deux précédents gouvernements. Elle ne pouvait, sans se renier, y souscrire de la part d'un gouvernement pétiste. Question de conviction et de conscience.

Petit ou grand, théologique ou politique, un procès est toujours révélateur de l'état moral d'une société ou d'un groupe. De Socrate à Jésus, de Jeanne à Uriel da Costa, de Louis Capet à Boukharine, qui est le juge ? Exorbitant pouvoir de juger. Devant un tribunal de prêtres et de docteurs, Jeanne en vint peut-être à se demander si elle n'était pas hérétique pour de bon. À douter de sa cause. Comment prétendre avoir raison seule, contre l'Église, contre le parti ?

Qui t'a fait juge ? Du procès de Jeanne à celui de Boukharine, c'est toujours la même question de la culpabilité objective aux yeux de la raison d'Église ou de la raison d'État. Au tribunal de Dieu ou de

l'Histoire, la dissidence est forcément une hérésie, ou une trahison « objective ». En appeler de l'Église visible à l'Église invisible, de la loi écrite à la loi non écrite, du parti à la classe, de l'État à l'humanité, c'est aggraver son cas, c'est ajouter au délit d'insoumission un impardonnable péché d'orgueil.

Face au tribunal bureaucratique de la raison cynique, Heloísa n'a écouté que ses voix. Elle n'a pas reçu pour autant le jugement avec indifférence. Une exclusion reste une exclusion. Si tu peux voir détruit l'ouvrage de ta vie… Il faudra donc rebâtir. Reconstruire un projet socialiste et démocratique. Recommencer. Par le milieu, bien sûr, puisqu'on ne part jamais de rien.

À l'heure où sont écrites ces lignes, nul ne peut prédire comment tournera l'expérience du gouvernement Lula. L'enjeu est de taille. Si le pays le plus puissant du continent n'est pas capable, sous un gouvernement de gauche, de tenir tête à ceux qu'Heloísa appelle « les gigolos du FMI », d'entreprendre une réforme agraire radicale, de desserrer le carcan de la dette, que peuvent espérer les Boliviens, les Équatoriens, les Uruguayens ?

Lors du trentième anniversaire du coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili, des médias européens se sont risqués à un exercice comparatif entre « voie chilienne » et « voie brésilienne ». Ancien militant du mouvement de la gauche révolutionnaire au Chili, aujourd'hui conseiller personnel du président Lula, Marco Aurelio Garcia déclarait à cette occasion que « la principale leçon » de la tragédie chilienne serait qu'« un projet de transformation politique a besoin d'un système d'alliance fort[25] ». Sa comparaison entre Salvador Allende et Lula se concluait à l'avantage du second, qui aurait eu la sagesse, avant même la victoire électorale, d'amadouer les marchés et les créanciers internationaux, et de rassurer alliés nationaux et patronat. Marco Aurelio regrettait rétrospectivement que l'alliance envisagée entre la démocratie chrétienne et l'Unité populaire ait échoué, comme si la responsabilité en incombait à une « fuite en avant » et à une radicalisation irresponsables de la gauche chilienne.

Une mémoire aussi défaillante oblige à quelques rappels. L'Unité populaire a remporté l'élection présidentielle du 4 septembre 1970 avec 36,4 % des suffrages. Salvador Allende a pris ses fonctions le 4 novembre de la même année, après que la majorité parlementaire démocrate-chrétienne eut conditionné l'investiture au double engagement de respecter la propriété et de ne pas toucher à l'armée. Ayant initié la réforme agraire, l'Unité populaire a remporté les élections municipales d'avril 1971 avec 50 % des voix. Dans la foulée, elle a nationalisé les mines de cuivre, d'où le pays tirait 80 % de ses devises.

En juin 1972, les négociations entre l'Unité populaire et la démocratie chrétienne sur la délimitation des trois secteurs de l'économie (mixte, privé, public) furent rompues à l'initiative de la seconde. En août, débutait une grève patronale des camionneurs et des commerçants contre le régime. La presse démocrate-chrétienne exposait alors sa stratégie en termes crûment militaires : « Pratiquer la retraite stratégique, laisser l'ennemi s'enfoncer au cœur du territoire ami, le paralyser et l'affaiblir par la politique de la terre brûlée, le couper de ses arrières, puis passer à la contre-offensive, l'encercler et le détruire ! » Le 11 octobre 1972, l'état d'urgence était proclamé dans vingt-quatre des vingt-cinq provinces placées sous contrôle militaire. Cette « crise d'octobre » se dénouait avec la formation d'un gouvernement dans lequel trois généraux faisaient leur entrée. La direction du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) soulignait alors que « l'incorporation des généraux au cabinet changeait substantiellement le caractère du gouvernement » et que « les partis populaires cessaient d'en constituer l'axe politique ».

En mars 1973, l'Unité populaire recueillit encore 44 % des voix aux élections législatives, au grand dam de l'opposition qui misait sur l'usure du régime. Le 2 juin, un régiment de blindés se soulevait à Santiago. Allende appelait alors les travailleurs à défendre le gouvernement et la centrale syndicale les invitait à occuper les entreprises. Après l'échec de ce « *tankazo* », les négociations entre l'Unité populaire et la démocratie chrétienne ont abouti le 9 août à la formation d'un nouveau cabinet comprenant les généraux commandant les trois armes. Dès le 18 août, ces derniers quittaient le gouvernement pour y revenir en force une semaine plus tard. Les perquisitions dans les usines et les

locaux syndicaux se multipliaient. La répression s'intensifiait dans l'armée contre les soldats antifascistes.

« Quand étions-nous les plus forts ? » demandait, dès la fin juillet, le dirigeant miriste Miguel Enriquez[26] : au lendemain du *tankazo*, avec la réaction sur la défensive, la droite divisée, ses activistes obligés de se cacher ? ou après l'accord de coalition avec les militaires, qui obtenaient en échange l'autorisation de désarmer les organes de pouvoir populaire et la possibilité de préparer leur coup d'État au sein même du gouvernement ?

Le 4 septembre encore, 800 000 personnes manifestaient devant le palais présidentiel pour célébrer le troisième anniversaire de la victoire de l'Unité populaire. Le 11 septembre, c'était le coup d'État annoncé d'Augusto Pinochet. Salvador Allende trouvait la mort dans la Moneda assiégée.

Cette brève chronologie rappelle qu'à plusieurs reprises l'Unité populaire a tenté de répondre au sabotage de la bourgeoisie chilienne et aux complots de la CIA (le plan Condor confirmé depuis par les archives) par un élargissement de ses alliances en direction de la démocratie chrétienne et de la hiérarchie militaire. Après le coup d'État avorté de juin et la formation du cabinet de coalition avec les militaires, le secrétaire général du parti communiste, Luis Corvalan, se voulait rassurant : « Il ne fait aucun doute que le cabinet où sont représentées les trois branches des forces armées constitue une digue contre la sédition. » Le même, il est vrai, avait imprudemment décrété que, « conformément à la Constitution, l'armée ne fait pas de politique[27] » (*sic*).

Ces alliances passées comme un nœud coulant au cou de l'Unité populaire avaient bien sûr pour contrepartie des concessions en matière d'ordre public ou de réformes sociales susceptibles de désorienter les milieux populaires et de désarmer leur vigilance. D'après Marco Aurelio Garcia, la gauche révolutionnaire aurait alors commis la faute de « se cantonner dans une position erronée, voulant constituer une alternative absolue au lieu d'être la composante critique de l'Unité populaire ». Ce bilan rétroactif a, bien sûr, valeur d'avertissement au présent. Marco Aurelio sait pourtant parfaitement, pour en avoir été membre, que le MIR a soutenu sans y participer le gouvernement Allende, allant jusqu'à assurer la garde personnelle du président. Il doit aussi savoir que le MIR commença en 1972 à négocier sa participation au gouvernement, mais qu'il dut y renoncer devant les concessions à la bourgeoisie, les gages à l'impérialisme, et le cours économique droitier, imposé notamment par le Parti communiste.

Élargissant la portée des leçons chiliennes, Marco Aurelio rend aujourd'hui hommage à la lucidité du dirigeant communiste italien de l'époque, Enrico Berlinguer, qui aurait compris d'emblée qu'« on ne peut pas gouverner avec une faible majorité ». La tragédie chilienne a en effet aussitôt servi de prétexte à la gauche respectueuse européenne, pour justifier le « compromis historique » italien, l'« union de la gauche » en France, ou le « pacte de la Moncloa » en Espagne. Un quart de siècle plus tard, quel bilan ? En Italie, le compromis historique a démobilisé le mouvement social, accumulé les frustrations, préparé le sacre bouffon de Berlusconi. En sacrifiant l'alternative sociale aux alliances de sommet, les dirigeants de la gauche gestionnaire ont certes évité le risque d'un coup d'État. Ce fut au prix d'un enfoncement dans la crise, d'une capitulation en rase campagne devant la contre-réforme libérale, de la montée en puissance des populismes d'extrême droite et de l'autodestruction méthodique des partis eurocommunistes.

Le retour en forme d'oraison funèbre sur l'expérience chilienne débouche sur un parallèle entre modèle chilien et modèle brésilien. Le second ne semble heureusement pas menacé d'un coup d'État militaire dans un avenir prévisible. L'expérience de la dictature est trop récente. Surtout, ni les possédants brésiliens ni le capital international ne se sentent menacés au point d'envisager un recours aussi extrême. Ils misent plutôt sur l'usure et la décomposition de l'expérience[28].

Si la politique libérale suivie depuis l'entrée en fonction du gouvernement devait continuer dans la même direction, il n'est pas impossible, hélas, que d'ici quelques années le « modèle brésilien » apparaisse rétrospectivement comme un exemple de capitulation sans gloire. Les tribus indiennes du Québec accrochaient sous leurs tentes, ou près des fenêtres, un objet circulaire, comme un tambourin orné de plumes et de lanières, avec, tendue en son centre, une sorte de résille. C'est un attrape-rêves. Ses mailles sont censées repousser les mauvais rêves et retenir les bons. Le Parti des travailleurs est

une sorte d'attrape-rêves qui, au contact du pouvoir, se serait mis à fonctionner à l'envers, retenant les mauvais rêves et rejetant les bons.

Ja nao dirao que estou resignado
E perdi os melhores dias.
Dentro de mim, bem no fundo,
Ha reservas colossais de tempo,

Futuro, pos-futuro, préterito,
Ha domingos, regatas, procissoes,
Ha mitos proletarios, condutos subterraneos,
Janela em febre, masses de agua salgade, meditaçao et [sarcasmo.

Ninguem me fera calar, gritei sempre
Que se abafa un prazer, apontarei os desanimados,
Négociarei em voz baixa com os conspiradores,
Transmitireai recados que nao se usa dar nem receber,
Serei, no circo, o palhaço,
Serei as coisas mais ordinarias et humanas, e tambem as [excepcionais [...]

Tudo depende da hora
E de certa inclinaçao féerica,
Viva en mim qual um inseto[29].

José, e agora ?

Et maintenant ?

1 « Mes amis sont partis pour les îles/ Dans les îles, l'homme se perd/ Certains pourtant en ont réchappé et ont ramené la nouvelle/ Que le monde, le monde immense, grandit chaque jour,/ Entre le feu et l'amour/ Mon cœur aussi peut donc grandir/ Entre l'amour et le feu/ Entre la vie et le feu/ Mon cœur grandit de dix mètres et il explose/ Ô, vie future ! Nous t'inventerons. »

2 Carlos Drummond de Andrade, « José », *Antologia poética*, Rio-São Paulo, Editora Record, 2002 : « Et maintenant, José ?/ La fête est terminée/ La lumière est éteinte/ Le peuple s'est évaporé/ La nuit s'est refroidie/ Et maintenant, José ? »

3 Pendant les derniers jours précédant la chute du mur de Berlin, deux de nos camarades de Démocratie socialiste, la section brésilienne de la IVe Internationale étaient justement en stage à Berlin-Est en tant que militants du PT. De jour en jour, ils ont vu la bureaucrate chargée de leur exposer les mystères de la dialectique se décomposer pour finir par une cascade de larmes.

4 Dans les années cinquante et soixante, la commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine a inspiré une théorie (« désarrolliste ») du développement basée sur l'intervention et un certain protectionnisme. Ce réformisme de type keynésien pour pays dominés a été parfois qualifié de « cépalien ».

5 Dont Tariq Ali, Gilbert Achcar, Michel Lequenne. La position majoritaire a fait l'objet d'une autocritique en bonne et due forme dès l'année suivante.

6 « La nuit s'est refroidie/ Le jour n'est pas venu/ Le tram n'est pas venu/ Le rire n'est pas venu/ N'est pas venue l'utopie/ Et tout est fini/ Et tout s'est enfui/ Et tout est moisi/ Et maintenant, José ? »

7 *Pelego* : littéralement « tapis de selle » (le tapis que l'on glisse entre le dos du cheval et la selle). En somme : carpette. C'est le nom que l'on donnait aux dirigeants syndicaux souvent nommés par le ministère du Travail, qui pouvait, en vertu de la loi du travail, suspendre un dirigeant élu et nommer un « *interventor* ». Le président du syndicat métallurgique officiel de São Paulo, Joaquim (ou Joaquinzao) était dans les années soixante-dix et quatre-vingt l'archétype de ce bureaucrate jaune et mafieux.

8 « Dans cette ville de Rio/ De deux millions d'habitants/ Je suis seul dans ma chambre/ Je suis seul en Amérique/ Deux millions d'habitants !/ Je n'en demandais pas tant…/ J'avais seulement besoin d'un ami… » (Carlos Drummond.)

9 Originaire du Minas Gerais.

10 Marco Aurelio Garcia est aujourd'hui le conseiller spécial du président Lula pour la politique étrangère.

11 Le POC, dont furent membres notamment Raul Pont, Michael Löwy, Paolo Paranagua, Emir Sader, Marco Aurelio Garcia, Celso Castro, Eduardo Merlino, Flavio Koutzii.

12 Parmi eux, Valdemar Rossi, l'ouvrier désigné pour présenter le cahier revendicatif des ouvriers lors de la visite du pape Jean-Paul II, ou Vito Gianotti.

13 Lors du Forum social mondial de 2002, Lucio Costa m'a remis comme une relique un exemplaire ronéoté en brésilien de *Mai 68, répétition générale*, qu'il avait passé des nuits à paginer à l'époque de la clandestinité.

14 J'ai toujours près de mon bureau une lithographie du couple Lampião-Bonita sérigraphiée par des prisonniers.

15 Voir Mario Vargas Llosa, *La Guerre de la fin du monde*, Paris, Gallimard, 1983.

16 Zé Correa est devenu peu après un des dirigeants de Démocratie socialiste et un des principaux animateurs du Forum social mondial à partir de 2001.

17 CLR James, révolutionnaire jamaïcain, membre de l'équipe dirigeante internationale à la fin des années trente, auteur notamment du magnifique *Les Jacobins noirs*, sur Toussaint Louverture et la révolution en Haïti. Mario Pedrosa a produit d'autre part une œuvre importante de critique d'art. Voir *Mario Pedrosa e o Brasil*, collectif, Editora Fundação Person Abramo, São Paulo, 2001.

18 Les camarades brésiliens ont donné en guise d'hommage le nom d'Isaac Axelrud à leur fondation de formation et de recherche.

19 Aujourd'hui animateur de la revue zapatiste *Rebeldia*.

20 Francisco Louça, aujourd'hui brillant économiste et député portugais, Christophe Aguiton, Janette Habel, Éric Toussaint, animateur du comité international pour l'abolition la dette du tiers-monde (CADTM).

21 *Boatos* : rumeurs, racontars.

22 Heloísa était, en 2003, la femme politique la plus populaire du pays, avant la présidente Marysa et la mairesse de São Paulo, Marta Suplicy.

23 Le sociologue Chico de Oliveira, le philosophe Leandro Konder, le journaliste Nelson Coutinho, l'ancien député Milton Temer. Par voie de presse, Heloísa a également reçu un large soutien, du théologien de la libération Leonardo Boff au sénateur Eduardo Suplicy, en passant par l'essayiste Emir Sader. Une pétition internationale de protestation, signée par des personnalités comme Noam Chomsky, Ken Loach, et de nombreux parlementaires et dirigeants syndicaux ou associatifs, a été envoyée à la direction du PT. En vain. La raison cynique l'a emporté.

24 En ce qui concerne la réforme agraire, faute de crédits, 15 000 familles de sans-terre environ ont été établies en 2003 contre les 60 000 annoncées. En novembre 2003, le plan de réforme quadriennal a été rendu public par Miguel Rossetto, en présence de Lula, lors d'une marche des sans-terre à Brasília. Le plan prévoit l'installation de 400 000 familles jusqu'à 2006 inclus, plus la viabilisation des terres de 150 000 familles déjà installées. Sans constituer une révolution des rapports sociaux agraires dans un pays de la dimension du Brésil, cette réforme concernerait environ 2 millions de personnes. Un quadruplement du budget du ministère a également été annoncé. Reste à savoir si, dans un contexte d'austérité budgétaire maintenue, l'engagement sera tenu par le ministère de l'Économie et des Finances.

25 *Le Monde*, 12 septembre 2003.

26 Interview à *Punto Final*, 29 juillet 1973. Dès le printemps 1973, la LCR mettait en garde contre la logique séditieuse de la droite chilienne dans une brochure intitulée : « Chili : le socialisme sans la révolution ? » Une nouvelle brochure, datée du 16 septembre 1973, tirait à chaud les premières leçons du coup d'État.

27 Entretien de Luis Corvalan dans la *Nouvelle Revue internationale*, décembre 1972.

28 Interrogé sur les premiers mois du gouvernement Lula, Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001, ancien directeur de la Banque mondiale et ancien conseiller de Clinton à la Maison Blanche, déclarait (et il sait de quoi il parle !) : « Tout le monde est à la fois content et déçu. Content que les marchés aient repris confiance dans le Brésil. Lula a démontré qu'il pouvait gouverner comme n'importe quel gouvernement de droite. C'est un succès. Cela signifie que les dégâts causés par les marchés financiers seront évités. Mais il y a un risque : vous pensez faire plaisir aux marchés financiers et ils vous donnent juste assez de marge de manœuvre pour vous laisser penser que, peut-être, si vous leur en donniez encore un peu… Et, avant que vous ne connaissiez vraiment la réponse, quatre ou cinq ans se sont écoulés. Vous êtes éjectés du gouvernement, les marchés financiers sont à peine satisfaits - ou alors ils sont toujours un peu grincheux - et vous n'avez pas eu d'espace pour faire ce pour quoi vous avez été élu. » (Entretien publié dans *Libération*, 26 octobre 2003.)

29 « Ils ne pourront plus dire que je suis résigné/ Et que j'ai gaspillé mes meilleurs jours./ En moi, tout au fond,/ Il y a des réserves colossales de temps,/ Futur, post-futur, prétérit/ Il y a des dimanches, des régates, des processions/ Il y a des mythes prolétariens et des conduits souterrains,/ Des fenêtres fébriles, des masses d'eau salée, de méditation et de sarcasme./ Personne ne me fera taire, je continuerai de crier/ Chaque fois que l'on réprime un plaisir, je relèverai ceux qui se découragent/ Je négocierai à voix basse avec les conspirateurs,/ Je transmettrai des messages que l'on n'est pas habitué à envoyer ni à recevoir/ Je serai le clown dans le cirque,/ Je serai les choses les plus ordinaires et humaines, mais aussi les plus exceptionnelles […]/ Tout dépend du moment/ Et d'une certaine inclination féerique/ Qui vit en moi comme un insecte. » (Carlos Drummond.)

16

Les spectres de la maison bleue

« Étrange et horrible curiosité qui pousse les hommes à porter leurs regards dans les tombeaux du passé ! Cela arrive à des périodes extraordinaires, à la fin d'une époque accomplie, ou immédiatement avant une catastrophe. »
Heinrich Heine,

De l'Allemagne.

« Nous marchons dans ce jardin de paradis entourés de fantômes au front troué. »
Natalia Sedova

« Des spectres. Des spectres hantaient sûrement ces lieux. »
Malcolm Lowry,

Au-dessous du volcan.

À partir de 1983, nous avons tenu une réunion annuelle des sections et groupes sympathisants en Amérique latine. Elle avait lieu alternativement, tantôt dans des centres sociaux, au Mexique, tantôt au Brésil, dans des couvents proches de São Paulo ou de Porto Alegre. Des liens politiques et amicaux solides s'y tissaient.

Arrosées de tequila ou de caipirinha, les soirées conviviales ressemblaient aux soirées familiales : chacun(e) y allait de son répertoire. Les Mexicains, l'œil embué, entonnaient des *corridos* pleins d'amours malheureuses et de cœurs déchirés. Une camarade américano-mexicaine chantait un *Summertime* qui valait (presque) celui de Janis Joplin. La palme revenait à Juju Guimarães, un *minero* sensible et cérémonieux. Après s'être fait prier pour la forme, il plantait le décor, évoquant le cabaret de *Casablanca*, l'élégance de Bogart, le mystère d'Ingrid Bergman… Puis il nous entraînait dans un tourbillon de mélancolie partagée.

As time goes by[1]…

Le début de la décennie quatre-vingt fut marqué par la révolution centre-américaine et par la chute des dictatures du cône Sud. Le Salvador et le Guatemala étaient en état de guerre civile. La Bolivie et le Paraguay apparaissaient comme de possibles maillons faibles. Christophe Aguiton s'en fut explorer le Paraguay. Nous nous retrouvions parfois au Mexique. Vêtu d'un large pantalon de fellah égyptien, Christophe profitait de ses jours de loisir pour se lancer à grandes enjambées à l'assaut des pyramides ou du Popocatépetl, sous les regards incrédules des amis mexicains : « *Esta loco*, ce Gaulois ! »

Notre section mexicaine était en plein essor. Elle avait acquis une audience importante, grâce notamment aux campagnes démocratiques de soutien à Rosario Ibarra. Cette petite femme coquette, dont le fils avait été enlevé une vingtaine d'années auparavant par les sbires du régime pri-iste, était la figure de proue du mouvement des mères et compagnes de disparus. Margarito Montes Parra, un jeune ingénieur agronome, malin comme un singe, vif et rigolard, animait des occupations de terres qui gagnaient au PRT des villages entiers.

Mario Payeras, l'un des fondateurs des guérillas guatémaltèques, s'était replié à Mexico au milieu des années quatre-vingt, après l'insurrection avortée de Guatemala City. Auteur d'un petit livre sur l'expérience des débuts de la guérilla rurale, *Los Dias de la Selva*, il en terminait un second sur l'échec du soulèvement urbain, *El Trueno en la Ciudad*. À la veille de l'insurrection sandiniste victorieuse de 1979, les mouvements révolutionnaires salvadoriens et guatémaltèques semblaient plus aguerris et mieux implantés. La rupture du maillon faible nicaraguayen avait été pour eux une fausse bonne surprise. Elle avait mobilisé l'impérialisme sur la région, attiré des conseillers militaires et des

mercenaires de toutes sortes. Alors qu'ils croyaient encore combattre des dictatures délabrées, les révolutionnaires guatémaltèques s'étaient ainsi trouvés confrontés à des stratèges formés à la contre-insurrection. C'était, pour Payeras, une grande leçon de l'échec insurrectionnel salvadorien et guatémaltèque.

Alors que nous attendions de sa part un cours sur les arts et techniques de la guérilla, il nous surprit en recommandant d'abord de revenir à l'étude des fondamentaux, à commencer par la lecture de Liddell Hart[2] et des classiques de la stratégie. Dans la nouvelle situation, la force de l'exemple, le volontarisme guévariste, le savoir accumulé par les Cubains ne suffisaient plus. Témoignages à l'appui, Payeras expliquait le vertige qui pouvait s'emparer d'un mouvement armé dans un pays dévasté par la pauvreté. La rébellion rameutait en peu de temps des adolescents laissés-pour-compte, des combattants déclassés, sans connaissances historiques ni formation politique. Ces opprimés sans attache concevaient volontiers la révolution comme une guerre simplifiée des pauvres contre les riches. Sans une forte colonne vertébrale politique, sans un parti cohérent et éduqué, affirmait Payeras contre les thèses développées naguère par Régis Debray dans *Révolution dans la révolution*, la lutte armée était grosse de dérives et de violences incontrôlables. De la part d'un vétéran expérimenté de la guérilla rurale et urbaine, ce néoclassicisme annonçait clairement un changement de séquence stratégique.

Le Brésil, c'est le pays du sublime kantien : l'étendue aride des sertaos, les pains de sucre luxuriants, les oiseaux bariolés, une terre vierge à peine recouverte d'une pellicule de sédiments historiques. Au Mexique, l'histoire est partout. La terre, les villes en sont saturées. L'histoire des révolutions modernes se superpose à celle des civilisations indigènes anéanties par la colonisation. Dans la capitale, l'avenue de la Réforme croise celle des Insurgés. Près du Zocalo, on s'attend presque à voir Zapata et Villa faire irruption, le chapeau à la main, dressés sur leurs étriers, sous les mosaïques du Sanborns. Sur la fresque du palais présidentiel, entourés d'ouvriers en casquette, de savants en blouse, d'aviateurs héroïques, Marx, Engels, Lénine et Trotski prophétisent un monde meilleur.

Dans les années quatre-vingt, le Parti révolutionnaire des travailleurs, section mexicaine de la IVe Internationale, avait le vent en poupe. Après la crise bancaire de 1982, l'hégémonie du Parti révolutionnaire institutionnel (*sic*) au pouvoir depuis un demi-siècle s'effritait, minée par la corruption. L'État populiste mis en place dans les années trente sous la présidence de Lázaro Cárdenas chancelait sous le choc de la mondialisation libérale. La pression du voisin étasunien s'accentuait. En 1986, le PRT obtint six sièges de députés, dont celui de Rosario Ibarra. Les réunions et les congrès reflétaient la dynamique de confiance d'une organisation portée par le succès. Des paysans vêtus de toile blanche, tout droit sortis du film de Kazan, y venaient en groupes compacts. Ils assistaient silencieux à des débats byzantins sur les variantes du trotskisme international ou sur l'analyse de la rente pétrolière, attendant sans broncher le moment béni de la pause-repas. Les congressistes se régalaient alors du bœuf ou de la vache accompagnés des *moros y cristianos*.

Pendant un congrès, un jeune *peon* énigmatique, assis à mes côtés, me demanda si le drapeau rouge qui ornait la tribune était bien celui des insurgés zapatistes, dont lui parlaient son père et ses aïeux. De vieux paysans du Morelos gardaient, précieusement pliés dans leur chapeau, les titres de propriété délivrés jadis par Zapata en personne. On rencontrait encore dans ces réunions quelques vétérans nonagénaires, édentés et burinés, qui avaient connu adolescents cette révolution légendaire, immortalisée par John Reed et Eisenstein, par Kazan et Sergio Leone.

Pour ces paysans, la partie importante du congrès se passait entre les séances plénières. Ils se réunissaient alors en cercle, par villages ou par États. Comme dans une mêlée bien ordonnée du Stade toulousain, on ne voyait plus que des dos. De ce pack compact montait le murmure étouffé d'un conciliabule. Lorsque les dos se redressaient, la décision était prise. Comment ? Mystère. Pas par vote, en tout cas. Dans leur culture communautaire, le principe démocratique moderne – « un homme, une femme = une voix » – n'avait pas cours. Palabre, synthèse, consensus : démocratie bantoue. La coexistence, dans une même organisation, de pratiques démocratiques modernes fondées sur l'opinion

publique et de cette démocratie organique directe posait bien des problèmes. Les paysans adhéraient au parti par familles ou par groupes. Leurs votes bloqués pesaient lourd dans les débats. Les bulletins intérieurs de débat n'avaient pas non plus grand sens. Bien peu lisaient l'espagnol. La cloche du village les appelait à s'attrouper et l'un d'eux donnait lecture publique du journal ou du document. Dans ces assemblées, la fameuse délimitation entre le parti et la classe préconisée par Lénine dans *Que faire ?* devenait fort incertaine.

Au Mexique, la réalité dépasse souvent la fiction. Le pays lui-même est une légende, grouillant de personnages romanesques hauts en couleur, à la Juan Rulfo, à la José Revueltas, ou à la Carlos Fuentes. Margarito Montes était l'un d'eux. Vers la fin des années quatre-vingt, il s'est taillé une réputation nationale. La presse parlait de lui comme d'un « Zapata du Nord ». Ayant dirigé nombre d'occupations de terres armées, il était parvenu à la conclusion que ces coups de main resteraient un éternel recommencement stérile, à moins de passer à la mise en valeur productive des terres conquises. Il développa une expérience de ce type dans la région fertile de la Cuenca del Papaloapan. En 1988, après l'élection frauduleuse du « *pelon*[3] » Salinas de Gortari, Margarito débarquait à Mexico avec deux ou trois camionnettes Dodge, remplies de gardes du corps armés peu discrets, équipées de *ghetto blasters* débitant à plein volume les succès de Pedro Infante ou de Jorge Negrete.

Bréviligne, le rire à fleur de bouche, Margarito était un personnage en rondeur, passionné de littérature, fier de ses origines yakis[4]. La sensibilité mexicaine est propice aux effusions. Oratrice vibrant d'émotion, Rosario Ibarra savait jouer sur cette corde et donner la chair de poule à une assemblée de durs à cuire. Lorsqu'elle rendait hommage à Margarito, assis à ses côtés à la tribune d'un meeting, en évoquant les combats épiques des paysans, le baroudeur se mettait à renifler et extirpait de sa poche un grand mouchoir à carreaux qu'il inondait de grosses larmes. Il n'était cependant pas un aventurier quelconque. Il avait travaillé pour le compte de l'Internationale, en tant qu'ingénieur agronome, sur les mouvements agraires du continent, et arpenté le Pérou, la Bolivie, l'Équateur, la Colombie, Saint-Domingue. Il y avait acquis une riche expérience.

Sous le mandat de « l'usurpateur » Salinas, les vents ont tourné. L'Association de libre commerce entre les États-Unis, le Canada et le Mexique (l'Alena) poussa à une modernisation de l'agriculture. Le gouvernement a probablement su tolérer et utiliser jusqu'à un certain point les opérations extralégales de Margarito, bousculer des archaïsmes agraires et réduire le poids de certains caciques. Lui-même finit pas considérer la modernisation de l'agriculture comme inévitable. Mieux valait alors négocier ses modalités que de s'accrocher aux mythes de la révolution mexicaine et de s'user dans un combat d'arrière-garde perdu d'avance.

Dans un pays où la corruption est une institution de la vie publique, la sagesse populaire affirme que personne n'a jamais résisté très longtemps à un bombardement de pesos. De brigand social au service des pauvres, Margarito finit par se muer lui aussi en une sorte de seigneur de guerre.

Le Mexique est une terre de spectres et de fantômes. Avec son cortège de squelettes pantelants et les têtes de morts ricanantes qui peuplent les lithographies de Posada[5]. Pendant plus de trente ans, à l'instar des « folles de la place de Mai » en Argentine, Rosario Ibarra n'a cessé de se battre pour la réapparition en vie de son fils « disparu ».

En 1986, le PRT a remporté contre les bureaucrates du PRI une petite municipalité rurale de Morelos. L'installation de la nouvelle équipe fut l'occasion d'une fête. Pour la circonstance, un député du parti fit le déplacement dans un combi officiel de la chambre des députés, accompagné d'Alvaro, un camarade d'origine colombienne responsable de la solidarité avec les révolutions d'Amérique centrale. Pendant les festivités copieusement arrosées, des incidents éclatèrent avec les hommes de main de l'équipe municipale renversée. Comme dans *Les Sept Mercenaires*, les paysans organisèrent l'autodéfense. Fin *borracho*, Alvaro resta seul à l'arrière. Au retour, les camarades ne purent que constater son trépas. Il était mort, étouffé par sa langue ou par ses vomissures.

Pour les villageois, l'affaire était embarrassante. C'était mal inaugurer l'ère municipale nouvelle. Enquête, témoignages, complications : ce serait l'occasion donnée aux autorités honnies de fourrer leur nez dans les affaires. Ils préféraient donc ne pas procéder sur place au constat de décès. Les camarades de la capitale durent repartir avec le cadavre d'Alvaro dans la camionnette parlementaire. Le défunt fut attaché avec une corde… à la place du mort. On imagine ce mort silencieux, dodelinant, bringuebalant, cahotant au gré des secousses et des nids-de-poule. Comme dans un scénario de Buñuel, le convoi s'arrêtait dans des villages pour négocier un cercueil de fortune avec le croque-mort local. Sans constat de décès ni permis d'inhumer, la plupart se récusèrent. Finalement, un négociant compréhensif accepta, moyennant *mordida*[6], de fournir une caisse de bois blanc. Le camarade Alvaro put ainsi terminer décemment sa mortelle randonnée. Encore fallut-il, pour lui donner une sépulture définitive, convaincre les autorités compétentes et obtenir les papiers en bonne et due forme.

Au Mexique, il ne faut s'étonner de rien.

Pays hanté, pays de spectres. Celui de Zapata, qui rôde sur son cheval blanc dans les collines du Morelos. Celui d'Ambrose Bierce, le vieux gringo, volatilisé pendant la révolution dans un nuage de poussière et de mescal. Ceux du Mexique *bronco*[7], de John Reed et d'Eisenstein.

Ceux de la maison bleue.

À l'automne 1986, Sophie eut l'occasion inopinée de me rejoindre à Mexico. C'était un an après le tremblement de terre. Nombre d'immeubles étaient encore de guingois. Des pans de mur écroulés répandaient leurs gravats ; des immeubles éventrés béaient sur certaines avenues.

Nous avons fait, bien sûr, le pèlerinage de Coyoacán.

Un jeune camarade bénévole faisait office de gardien à la maison de Trotski, calle Vienna. Il conduisait de rares visiteurs sur la tombe du Vieux assaillie d'herbes folles. Il les guidait à travers les pièces de la maison au temps arrêté : les impacts de la rafale tirée par les sbires de Siqueiros sur le mur de la chambre, le journal du jour encore ouvert sur le bureau où s'est abattu le piolet de l'assassin, des livres empoussiérés. L'étudiant halluciné vivait là, parmi les ombres. À force de dialoguer avec ces revenants, d'entendre le chuchotement nocturne des gardes, de croiser les ombres de Jo Hansen, de Jan van Heijenoort, de Sheldon Hart (enlevé par les tueurs) ou de Ramon Mercader, il souffrait de cauchemars et d'insomnies.

Par contraste avec ce mausolée de fortune, la maison bleue de l'avenida Londres était toute luxuriance. Une explosion de bleu et de vert. Une sauvagerie domptée par la couleur, comme dans un tableau du Douanier Rousseau.

On comprend que le Vieux, débarquant à Tampico, le 9 janvier 1937, après une longue errance sur le Vieux Continent et un sinistre séjour en Norvège avec les agents de la Guépéou aux trousses, ait pu croire, dans ce jardin des délices, à la possibilité de recommencer, de prendre un nouveau départ dans un nouveau pays, aussi éclatant de couleurs que les longues nuits hivernales d'Oslo avaient été grises et glaciales. Nouveau continent, nouvelle Internationale. Nouvel amour, aussi ! Comme si ce rajeunissement général était porteur de mille promesses. Comme s'il offrait la possibilité de s'arracher la tunique de Nessus des défaites et d'échapper, dans ce grand éblouissement solaire, à leur infernale répétition.

Du groupe d'amis venus accueillir Léon et Natalia au port de Tampico, se détachait une petite silhouette enveloppée d'un *rebozo* aux couleurs vives : Frida Kahlo, comme une déesse aztèque, ornée de bijoux de terre et de métal. Un battement d'ailes des sourcils s'envolant au-dessus d'un regard intense. « Un ruban autour d'une bombe », dirait d'elle André Breton.

Lui, on l'appelait déjà le Vieux. L'organisateur de l'armée rouge, le proscrit d'Alma-Ata et de Prinkipo, le paria d'une planète sans visa n'était pourtant pas si vieux. En 1937, il avait cinquante-huit ans, mais cinquante-huit années alourdies de tous les exodes forcés, de toutes les lassitudes de l'exil, de toutes les blessures physiques et morales, accablées de toute une énergie frustrée d'action, réduite au

commentaire prophétique des tragédies annoncées. Poser le pied sur la terre mexicaine, vibrant encore du martèlement des chevauchées révolutionnaires, c'était changer de monde, à défaut d'avoir pu changer le monde. C'était la possibilité entrevue d'un réarmement des cœurs et des raisons.

On imagine l'arrivée dans la maison de l'hospitalité amicale. Tout ce bleu. Tout ce vert. Toute cette vitalité sensuelle. Les toiles, avec le visage énigmatique de Frida, sculpté dans la douleur dominée. « Le destin a des dents de requin », disait-elle. Elle savait de quoi elle parlait. Elle en avait éprouvé la morsure. Lui aussi, le Vieux, d'une tout autre manière. Mais l'un comme l'autre « avaient toujours du mouvement pour aller plus loin ». Peu importait sa jambe mutilée, disait-elle encore, puisqu'elle avait des ailes pour voler. Rivera parlait d'elle amoureusement, comme d'une « explosion de joie et de couleurs sortie des ténèbres de la douleur ».

Lui, le muraliste, était l'ogre et l'amant, avide de chair, comme habité par le souvenir de ces Indiens cannibales qui préparaient le *potzole* avec la chair des sacrifices humains. Il peignait la cavalcade de l'histoire mexicaine dans des fresques conçues comme un art public et populaire.

La maison bleue de l'avenue Londres apparut donc comme le berceau d'un renouveau et d'une renaissance possibles. Comme le lieu propice d'un printemps politique et amoureux. Comme une éclaircie, une embellie, un air allégé par l'ondée. Les tueurs pourtant n'étaient pas bien loin. Ils n'ont jamais renoncé. Ils rôdaient dans Coyoacán, observaient la maison, échafaudaient leurs plans.

En 1929, Juan Antonio Mella, le jeune fondateur du communisme cubain, avait été abattu à Mexico à la sortie d'un cinéma. On avait accusé les sicaires du dictateur Machado. Mais Mella, qui avait fait le voyage de Moscou pour l'Internationale syndicale rouge, avait sympathisé avec Andreu Nin. La rumeur courut qu'il s'était rapproché de l'Opposition de gauche. En 1929, après l'exclusion de Trotski du Parti et son expulsion d'Union soviétique, la chasse aux sorcières était ouverte.

Mella est mort comme un chien, abattu par les hommes de main du dictateur cubain. Peut-être. Mort dans les bras de sa maîtresse, la photographe italienne Tina Modotti, amie de Frida. Tina est revenue au Mexique en 1940, avec son nouveau compagnon Vidali (l'un des tueurs de la Guépéou pendant la guerre civile espagnole), peu de temps avant le crime de Ramon Mercader. Elle fut soupçonnée de complicité dans l'assassinat de Trotski, d'un rôle trouble du moins. Allez savoir, dans ce monde glauque des reniements, des poignards et des poisons, des agents doubles ou triples. Ce monde de masques, de personnages à double fond, de faux passeports. Le monde de Charles Plisnier et de Victor Serge, d'Ignace Reiss et de Krivitsky[8].

En cet éphémère printemps 1937, comme pour mieux oublier les tentacules qui le guettent, don Léon marivaude dans la maison bleue. Il joue les Pygmalion, prête ses livres à Frida (Jack London, Ibsen, Dos Passos, Malraux, Tolstoï, Serge, Taine – Maurras, aussi !). Il lui recommande la lecture de Freud, mis à l'index dès 1930, en même temps que le surréalisme, par le congrès de Kharkov où Aragon gagna ses galons d'intelligence servile[9]. Dans les livres prêtés, le Vieux glissait comme un collégien des billets doux soigneusement pliés. Sans doute était-il conscient de la cocasserie de cette intrigue juvénile. Pour en conjurer le ridicule, il ironisait publiquement : « Mon vice, c'est d'avoir plus de cinquante-cinq ans. Lénine disait que, passé trente ans, les révolutionnaires sont bons à *fisiller*. » Ah, ce Lénine ! Toujours le mot pour rire ! Lui n'avait pas survécu à ce vice du quinquagénaire. Léon, si. Et il était là, prêt à jouer le rôle du barbon troussant la jeunesse entre deux portes, sous l'œil réprobateur et complice de ses austères gardes du corps. Frida n'avait pas ces scrupules : « L'amour, disait-elle, c'est comme la révolution : ça va, ça vient. On n'aime jamais assez. »

L'espoir illusoire d'avoir dépouillé la vieille peau, d'avoir laissé derrière soi un continent sombrant dans la tragédie, fut de courte durée. Dès le 19 janvier, à peine installés à Coyoacán, Trotski et Natalia furent rattrapés par la tragédie. La radio annonça l'ouverture du deuxième procès de Moscou, celui de Boukharine. Jusqu'au bout, le Vieux voulut croire qu'il pouvait collectionner ses cactus et nourrir ses lapins comme si de rien n'était. Au fond, il se savait condamné. « Nous sommes des babouvistes qui ont encore leur tête sur les épaules, mais pour combien de temps ? » disait alors Victor Serge.

Plus encore que le premier procès de Moscou, le deuxième fut un procès d'automates, un théâtre

d'ombres, où l'accusé continue de jouer son rôle alors qu'il n'existe déjà plus en tant que personne. « Que l'innocence soit forcée de s'avouer coupable, c'est le secret de l'obéissance parfaite, l'indice irrécusable de la terreur totalitaire », dit Trotski. Totalitaire ! Le mot ne lui faisait pas peur. Il comprenait, au contraire, l'attraction mutuelle des deux totalitarismes, qui gravitaient l'un par rapport à l'autre, comme des étoiles non pas identiques mais jumelles. Aussi fut-il l'un des rares à n'être guère surpris par le pacte germano-soviétique de 1939 et par le dépeçage de la Pologne. Ce désastre, qui inspira à Walter Benjamin ses thèses testamentaires sur la logique de l'histoire, était le dénouement logique de l'attirance réciproque entre deux systèmes antagoniques, régis par une même raison cynique.

Face aux procès staliniens, en butte à une campagne de calomnies incessante, ses archives à peine déballées, Trotski s'active dans la maison bleue. Il presse ses amis (George Novack, Max Schachtman, J.P. Cannon, aux États-Unis, Naville et Rosmer en France) de mettre sur pied une commission d'enquête et un tribunal d'honneur. Il ne s'agit pas de se justifier personnellement, mais de faire échec à une falsification historique monstrueuse, à un mensonge monumental. Il n'y a en effet aucune garantie pour que l'histoire rende jamais justice, pour qu'existe un jugement historique dernier. Si l'on ne fait rien, le mensonge peut s'installer en lieu et place de la vérité. Il ne s'agit donc pas de Trotski, de son propre rôle dans l'histoire, mais, dit-il, « de tous nos fantômes, de tous ceux qui ont lutté et qui lutteront pour l'émancipation humaine, car les crimes commis au nom du socialisme compromettent l'avenir ».

Des spectres et des fantômes, encore. Qui seraient condamnés à errer à jamais, à répéter interminablement l'histoire de leurs défaites et de leurs supplices, à subir indéfiniment l'injustice, aussi longtemps que le mensonge l'emporterait.

La plupart des intellectuels sollicités pour participer à la commission d'enquête sur les procès de Moscou se récusèrent. Face au péril fasciste, certains alléguèrent que ce n'était pas le moment de hurler avec les loups. Il fallait choisir son camp, fût-ce celui des isolateurs, de la Kolyma et de Vorkouta ! D'éminents historiens se réfugièrent dans une subtile rhétorique, prétextant l'impossibilité de prouver ce qui n'existe pas. Si l'Opposition de gauche était innocente des crimes dont on l'accusait à Moscou, il serait impossible de fournir la preuve de faits négatifs. À quoi bon, alors, une commission ? Sophismes, lâchetés, dérobades : le déshonneur ordinaire des intellectuels « amis de l'URSS » et des compagnons de route complaisants.

Le mérite de John Dewey, d'avoir accepté la présidence de cette commission, d'avoir fait le voyage de Mexico pour y tenir les auditions (Trotski ne pouvant entrer aux États-Unis), est d'autant plus grand. Le philosophe est alors presque octogénaire. C'est un libéral, au sens noble du terme, qui plus est un théoricien de l'enquête, judiciaire ou historique, et de ses méthodes. Dans cette affaire, sont en jeu, à ses yeux, des principes fondamentaux de vérité et de justice. Il ne conçoit donc pas sa mission comme un service de complaisance. Les règles de la procédure sont strictes : ne croire *a priori* ni M. Staline, ni M. Trotski. Mais comment l'enquête peut-elle être la source des règles auxquelles elle doit elle-même s'astreindre ? En histoire comme en droit, la logique immanente est « une discipline exigeante ». Dans tout jugement, on ne peut éviter que l'incertitude du verdict réponde à celle des faits.

Malgré les difficultés et les scrupules, Dewey a accepté la responsabilité de présider la commission. En refusant, il aurait « manqué à l'œuvre de toute [sa] vie ». À vrai dire, il éprouvait un vif intérêt pour cet homme qui avait présidé les Soviets, négocié à Brest-Litovsk, rédigé les manifestes de l'Internationale communiste. Il était poussé par une curiosité intellectuelle envers ce qu'il avait à dire, maintenant qu'il se retrouvait, déchu, entouré d'une poignée de fidèles, à la tête de partis nains et d'une Internationale minuscule : « Il y a, en lui, ce je ne sais quoi d'inachevé, qu'ajoute l'infortune à la vertu. »

Arrivant à Mexico avec la délégation de la commission, Dewey prit soin de ne pas rencontrer Trotski avant les séances publiques, et il veilla à ne pas se laisser gagner par la sympathie. Les quatorze séances de la commission se tinrent dans la maison bleue, du 10 au 17 avril, à raison de deux par jour. Les lieux, vides aujourd'hui, transformés en musée, où ne restent que les chevalets, les tableaux

inachevés, les plantes orphelines, semblent résonner encore de l'écho des dépositions et des interrogatoires, quand se jouait, dans une unité classique de temps et de lieu, devant une quarantaine de personnes[10], l'une des grandes tragédies du siècle.

Les premières séances furent consacrées aux biographies, notamment aux rapports entre Trotski et Lénine. Les deux suivantes, à ses relations avec les accusés des procès de Moscou. Trois autres, à réfuter les accusations factuelles. Six au prétendu sabotage de l'économie soviétique. La dernière, aux plaidoiries d'Albert Goldman et de Trotski lui-même : « L'humanité n'a pas réussi, jusqu'à présent, à rationaliser son histoire. C'est un fait. Nous n'avons pas réussi non plus à rationaliser nos corps et nos esprits. La psychanalyse tente de nous apprendre à les harmoniser. Sans grand succès, jusqu'à présent. La question n'est pas de savoir si nous pouvons atteindre la perfection absolue de la société. Après chaque grand pas en avant, l'humanité fait un détour, voire un grand pas en arrière. Je le regrette. Mais je n'en suis pas responsable. » Dans sa péroraison, le Vieux envisageait, non sans humour, qu'après la révolution mondiale cette humanité puisse se sentir aussi fatiguée que Dieu au soir du sixième jour, voire qu'une nouvelle religion puisse apparaître. Un grand pas, ajoutait-il, n'en aurait pas moins été franchi.

Sa déposition ne fut pas obsédée par la personnalité de Staline. La vraie question était plutôt de savoir comment « la plus éminente médiocrité du parti » avait pu parvenir au sommet du pouvoir grâce à une machine impersonnelle, dont elle était la créature plutôt que le créateur. Et par quelles circonstances cette médiocrité avait pu jouer un rôle aussi démesuré dans l'histoire.

Pendant des heures, Trotski se soumit aux questions, démontant méthodiquement les montages macabres des procès, argumentant patiemment dans une langue qui n'était pas la sienne. Les jurés furent impressionnés par ce monument de logique. Lui livrait son combat le plus important. Plus important, peut-être, que celui d'Octobre. Plus que l'épopée de l'Armée Rouge. Quand elle avance par le bon côté, l'histoire trouve toujours les hommes et les femmes dont elle a besoin : « Octobre aurait eu lieu sans moi, peut-être sans Lénine. » Quand les vents deviennent contraires, en revanche, les hommes dont on a besoin se font rares. C'est dans la défaite que l'on devient parfois irremplaçable.

Il s'agissait donc, dans ce procès à huis clos de la maison bleue, de démasquer l'imposture avant que le mythe dévore la mémoire. Sinon, la révolution pourrait rester à jamais confondue avec la contre-révolution, les bourreaux avec les victimes, le communisme avec le stalinisme qui est sa négation. Devant une poignée d'hommes et de femmes de bonne volonté, l'histoire du siècle défilait dans les matinées embaumées de la maison bleue. L'enjeu n'était autre que la possibilité de continuer et de recommencer.

Enjeu dérisoire et décisif à la fois.

Dewey se persuada de l'imposture des procès de Moscou. Il n'en resta pas moins convaincu que le régime totalitaire qui les organisait était le fruit naturel et la conséquence logique de la révolution. Trotski voulait bien reconnaître des erreurs, mais il tenait bon sur la rupture de continuité que représentaient la réaction thermidorienne et la contre-révolution bureaucratique, attestées par des millions de morts. L'État et sa bureaucratie de parvenus avaient dévoré le parti d'Octobre. Une époque nouvelle apportait avec elle de nouveaux aventuriers et une nouvelle immoralité politique. Malgré le progrès des connaissances et des techniques, les mœurs n'avaient guère progressé par rapport à la Florence de Lorenzaccio et des Borgia : l'époque restait une gigantesque fabrique à mensonges. Peut-être était-ce le lot des époques de crise et de transition, où une morale se défait avant qu'une autre ait pu prendre racine : « Néron aussi fut un produit de son temps. » Prophète désarmé, l'exilé de Coyoacán se consolait à l'idée que la logique de l'histoire serait plus puissante que le plus puissant secrétaire général.

Engels avait pourtant prévenu, une fois pour toutes : « L'histoire ne fait rien. » Est-elle donc aussi logique qu'on voudrait le croire ? Assez forte pour venir à bout de l'aveu, qui fait douter l'innocent de son innocence, et le pousse à consentir à son propre supplice ?

À la fin des auditions, Dewey confia à Trotski qu'il venait de vivre l'expérience intellectuelle la plus intéressante de sa vie. Bien que fasciné par le tragique du personnage, il lui reprochait « une intelligence brillante enfermée dans des absolus ». Le philosophe demeurait convaincu que le stalinisme était la conséquence du communisme. Trotski insistait au contraire sur l'inédit du phénomène stalinien. Par rapport à l'État totalitaire bureaucratique, la vieille formule absolutiste – « L'État, c'est moi » – apparaîtrait désormais comme une maxime libérale. La formule de Staline était plutôt : « La société, c'est moi[11] ! »

Le dialogue entre Trotski et Dewey sur les rapports entre morale et politique a donné matière, un an plus tard, à la brochure *Leur morale et la nôtre*, souvent citée, mais peu lue et généralement mal comprise. La plupart des commentateurs pressés y voient un manifeste de l'immoralisme politique, guidé par la seule maxime d'une fin justifiant les moyens. Leur lecture relève du contresens absolu. Sur ce point, l'article de Trotski est limpide : « Si la fin ne pouvait justifier les moyens, il faudrait chercher ailleurs les critères de l'action. Au ciel, si ce n'est sur terre ! La théorie de la morale éternelle ne peut se passer de Dieu. Le sens moral absolu n'est qu'un timide pseudonyme de Dieu. Ce sont les jésuites qui ont soutenu qu'un moyen, en lui-même, est indifférent et que sa justification est commandée par la fin poursuivie. Ils se sont montrés par là supérieurs à l'hypocrisie de l'Église. Mais, en se bureaucratisant, ces guerriers de l'Église sont devenus à leur tour de fieffés coquins. »

Selon le moralisme utilitaire de Stuart Mill, la fin du bien commun justifie moralement les moyens. De même, chez les partisans contemporains de la « guerre éthique » ou « humanitaire », la pureté des intentions (la défense des droits de l'homme, l'ingérence humanitaire…) finirait par justifier les moyens les plus douteux, et l'idéal éthique la pire des terreurs armées.

Qu'est-ce qui justifie la fin ? demande au contraire Trotski. Et qui est le juge ? La morale ne descend pas du ciel en planant au-dessus de sociétés déchirées par les luttes et les conflits sociaux. Le moyen ne peut être justifié que par la fin, « mais la fin aussi a besoin de justifications » ! Le vice est niché dès l'origine dans la question. En séparant la fin des moyens, la « moraline » bourgeoise s'est fourrée dans une impasse logique.

Dewey comprenait fort bien l'argumentation de Trotski. Il ne la confondait pas avec un utilitarisme vulgaire, encore moins avec une politique cynique, et il partageait son point de départ : l'interdépendance des fins et des moyens. Tous les moyens n'étaient donc pas légitimes. S'il n'y avait d'autre critère, comme l'affirmait Trotski, que le développement de la conscience et de la culture – de ce qui libère une humanité réellement humaine –, alors tous les moyens n'étaient pas permis, fût-ce à un athée et à un mécréant révolutionnaire. Lorsque, croyant historiciser le jugement moral et écarter tout risque de transcendance abstraite, Trotski faisait de la lutte des classes « la loi des lois », ne transformait-il pourtant pas malgré lui un moyen en fin[12] ? À la différence de la plupart des polémiques superficielles, la controverse était de haute tenue. Elle fut malheureusement interrompue avant que Trotski ait pu lui donner une suite, ainsi qu'il en aurait manifesté l'intention.

Le 14 décembre 1937, la commission Dewey rendit publics, lors d'une conférence de presse à New York, les résultats de ses travaux. Ils furent publiés dans un gros volume de six cents pages, fruit de trois cents jours de travail titanesque. Conclusion : « … 21. Nous concluons que les procès de Moscou sont une falsification. […] 23. Nous déclarons donc Trotski et Sedov non coupable. »

« Deux lignes ! s'écria Trotski en recevant la nouvelle. Mais deux lignes qui pèseront lourd dans la bibliothèque de l'humanité. »

Pendant la semaine où elle accueillit les sessions d'audition de la commission, la maison bleue devint une ruche studieuse. Les dossiers s'empilaient sur les tables. Les sténos recopiaient les minutes des dépositions. Les avocats déambulaient dans le jardin, en échangeant leurs commentaires sur un fond de gazouillement d'oiseaux. Dans cet Éden minuscule transformé en salle d'audience, le mystère de l'événement historique croisa celui de la rencontre amoureuse entre Léon et Frida.

L'idylle fut de courte durée. Le Vieux allait sur la soixantaine. Chez lui, la crise sentimentale se

greffait sur la crise politique. Il était épuisé par l'effort qu'il avait dû fournir pour présenter un dossier solidement documenté. La tension intellectuelle s'accompagna d'un soudain sursaut érotique.

Après les fatigues des auditions et les émois d'une embellie amoureuse, il éprouva le besoin d'y voir clair, de faire le point, de savoir où il en était de sa vie. En juillet 1937, il se retira dans la ferme d'un ami, à San Miguel de Reglas. Lui qui a plutôt laissé une image aristocratique, passant les troupes en revue dans un uniforme impeccable, donnant ses ordres depuis le train blindé, haranguant le soviet de Petrograd, était en proie au désarroi et au désordre affectif.

Presque tous les jours, il écrivit à Natalia, restée à Coyoacán.

Le 12 juillet : « Voilà, j'avais vu en imagination comment tu viendrais me voir avec des sentiments de jeunesse. Nous nous presserions l'un contre l'autre, nous joindrions nos lèvres, nos âmes et nos corps. Mon écriture est déformée par les larmes, Natalotchka, mais y aurait-il quelque chose de plus élevé que ces larmes ? Tout de même, je vais me reprendre en main… » Comme pour conjurer son propre sentiment de culpabilité, c'est lui, tel un adolescent fautif, qui prenait les devants, faisant à Natalia une scène de jalousie rétrospective, l'accusant d'une hypothétique infidélité au temps lointain de la guerre civile, pendant qu'il sillonnait le front.

Le 19 juillet, 13 heures : « Depuis que je suis arrivé ici, ma pauvre bite n'a pas bandé une seule fois. Comme si elle n'existait pas. Elle aussi se repose des efforts de ces jours passés. Mais moi, tout entier, je pense à ton vieux con chéri. Je veux le sucer, y enfoncer ma langue, dans sa profondeur même. Natalotchka chérie, je te pénétrerai encore bien fort, avec ma langue et avec ma bite. Pardonnez-moi, Natalotchka, ces lignes ; c'est, je crois, la première fois de ma vie que je vous écris ainsi. »

Le 19 juillet encore, 20 heures : « Tous les gens sont, au fond, terriblement seuls, écris-tu Natalotchka, ma pauvre, ma vieille amie ! Ma chérie, ma bien-aimée. Mais il n'y a pas, il n'y a pas eu pour toi que de la solitude. Nous vivons encore l'un pour l'autre, non ? Il faut que je travaille. Je couvre de baisers tes yeux, tes mains, tes pieds. Ton vieux Léon. »

Au cours de cette crise, il se résigna à rompre avec Frida. On a souvent l'illusion de pouvoir laisser son passé derrière soi. Il finit toujours par vous rattraper traîtreusement au tournant. Il a toujours une longueur ou deux d'avance, le passé. Il resurgit, espiègle, devant soi. Pour Léon, pour Natalia, ce passé était lourdement chargé. De spectres encore. Non de spectres facétieux et légers, comme les « fantômes à vendre » de René Clair, hantant les ruines d'un manoir écossais. Mais de spectres douloureux. Ceux des proches, d'abord : la fille, Zina, suicidée à Berlin, le gendre Platon Volkov, le fils Serguei disparu dans les camps, le fils et compagnon, Liova Sedov, mort à Paris en 1938 dans des circonstances controversées. Ceux des suicidés du Thermidor soviétique, ensuite : Abraham Joffe, Essenine, Maïakovski – bien d'autres suivront… Ceux des compagnons assassinés, enfin : Rudolf Klement, jeté en morceaux dans la Seine, Erwin Wolf, liquidé en Espagne, Ignace Reiss, assassiné sur une route suisse, Andreu Nin, englouti dans les caves de la Guépéou à Alcalá de Henares. Et maintenant, Christian Rakovski, le dernier lien avec l'ancienne génération. Après lui, il ne restait plus personne…

Seulement une grande et terrible solitude.

Et l'immense fatigue qu'éprouva jadis Moïse au seuil de Canaan.

En arrivant à Tampico, il avait pourtant voulu croire à une nouvelle chance, à un nouveau tirage. À cinquante-huit ans, le mirage d'un nouveau monde l'attendait. C'était une illusion. Un rêve en bleu. Qui virait au cauchemar : « Cette nuit, j'ai rêvé que je courais avec Lénine. C'était sur le pont d'un bateau. Il était couché sur une civière. Il m'interrogeait avec sollicitude sur ma maladie. J'essaie d'avoir ma maladie à l'usure… » La lassitude l'accablait, mais il savait qu'il avait encore besoin de quelques années de travail acharné pour mettre en ordre l'héritage et passer le témoin.

Ce qui l'a attiré vers Frida, outre sa force fragile, c'est peut-être le sentiment partagé de la blessure, celle de l'histoire faisant écho à celle du corps ; c'est d'avoir deviné, à travers sa peinture, une grande interprète de la douleur. C'était encore une illusion. Un dialogue improbable entre deux masques. Une rencontre ratée entre deux cultures, deux histoires, deux fidélités, incapables de se réunir. Le prophète désarmé ne pouvait rien devant la complicité incestueuse et sacrée entre Diego et Frida. Il ne pouvait

rien devant leur androgynie partagée. Il était incapable de démêler les vices et les vertus emmêlés de leur Mexique obscur.

Toujours à l'agonie, mais « rieuse jusqu'aux larmes », Frida boitait comme le diable au pied fourchu. Il savait qu'il ne pourrait pas suivre ce diable-là. Sa vie ne pouvait plus se détacher de l'histoire qu'il avait faite et qui l'avait fait. Natalia faisait partie de cette histoire, pas Frida. Il finit donc par lui demander la restitution de ses lettres. Elle les lui remit. Il les détruisit. Il effaçait ainsi les traces de cette passion éphémère, de cette flambée crépusculaire sans lendemain. En guise de cadeau d'adieu, elle lui laissa un autoportrait dédicacé : « Avec tout mon amour. »

Divorcée en 1939, Frida s'est remariée un an plus tard, toujours avec Diego.

Dans la maison bleue, le portrait de Staline trône désormais sur son chevalet. Revanche ? Conversion ? Au nom de l'antifascisme ? De la fracture entre l'Orient barbare et l'Occident pourrissant ? Réponse à la sommation de choisir son camp ? Ou encore influence inquiétante de Tina Modotti, l'amie perdue et retrouvée ?

Après l'assassinat du Vieux, Frida fut interrogée, suspectée comme Tina après celui de Mella. Elle déclara qu'il était mort « par notre faute à tous ». Elle reconnut aussi qu'elle en avait vite eu assez de lui, de ce morceau d'histoire débarqué à Tampico comme le sauveur blanc des légendes aztèques. Trop discipliné, trop rationnel, trop autoritaire pour ce pays. Pas assez sensuel. Trop européen, sans doute. Elle n'a jamais été trotskiste. Elle fut seulement solidaire des choix et des combats de Diego. Diego, toujours. Mais pourquoi cette célébration de Staline, après un tel parcours ? Parce qu'elle avait vu « Gringolandia », et qu'elle en était revenue ? Parce qu'elle avait vu ce « *pinche* Paris », et cette vieille Europe, aussi pourrissante que sa pauvre jambe, qui n'en finissait pas de fabriquer de nouveaux Hitler et de nouveaux Mussolini ? L'espoir se lèverait donc à l'Est, en Russie, en Chine.

Animée d'un besoin tardif de croire aux miracles, de croire qu'un marxisme thaumaturge pourrait guérir les malades, le monde, et sa jambe, elle peignit après la guerre des sortes d'ex-voto. Après vingt-deux opérations et l'amputation, elle n'était plus qu'un supplice qu'on transporte et qu'on exhibe.

Toute cette souffrance écorchée.

Et tout ce rouge invisible dans la trompeuse quiétude de la maison bleue.

Que de fantômes hantent cette maison magique ! Un an après la venue de la commission Dewey, dix mois après sa rupture avec Frida, Léon s'y préparait à accueillir André Breton en lisant *L'Amour fou*. L'entourage se raréfiait. La solitude s'épaississait. Depuis mai 1937, les nouvelles d'Espagne ne laissaient guère d'espoir. À Moscou, les procès et les aveux continuaient. Et puis Munich confirma cette guerre qui venait. Comme celle de Troie, elle finirait par avoir lieu.

En 1938, prenant la parole à Bellas Artes, Breton, chahuté par de provocateurs staliniens, fut défendu par Rivera. Entre le poète et le révolutionnaire reclus, la rencontre ne fut pas spontanément cordiale. Trotski considérait le roman comme un pain quotidien. Breton n'y voyait que banalités et trivialités où le merveilleux se corrompt. Le premier appréciait chez Céline une prose à ras du réel. Le second n'y voyait que la maculature d'une plume trempée dans la fange. Le premier louait le réalisme de Maupassant et de Zola. Le second concédait à contrecœur et sans conviction que l'on pouvait, en cherchant bien, trouver chez Zola des traces de poésie.

Homme des Lumières perdu au milieu d'un siècle obscur, Trotski se demandait si, contrairement à Freud, les surréalistes ne cherchaient pas à nier le conscient au profit de l'inconscient. Il s'étonnait de leur goût pour le « hasard objectif », les soupçonnant de se ménager par là « une petite fenêtre sur l'au-delà ». Vous avez écrit, reprochait-il à Breton, que ces phénomènes contingents gardent pour vous un caractère inquiétant. Inquiétant, dans l'état actuel de nos connaissances…, se défendait le poète. « Ah, si vous avez précisé ceci, je retire mon objection. »

En juillet 1938, lors d'un séjour à Pátzcuaro, Breton surprit Trotski à flatter le dos d'un chien : « Les chiens, au moins, sont fidèles, dévoués. » Il s'indigna de ces clichés. Entre le poète et le

révolutionnaire, la tentation du merveilleux et du mystère semblait alors changer de camp : comment pouvait-on se laisser aller à prêter à l'animal de la bonté humaine ! À suivre ce pathos, on finirait par dire que le moustique est sciemment cruel et l'écrevisse délibérément rétrograde… Mais si, mais si, s'entêtait le Vieux, un tantinet provocateur : ce chien éprouve pour moi de l'amitié. Il en avait tellement besoin.

La seule présence de Trotski tétanisait Breton. De son propre aveu, elle le privait de ses moyens et lui donnait une curieuse envie de disparaître, de se cacher, comme s'il comparaissait devant l'un de ces hommes – Rimbaud ou Lautréamont – sur lesquels il s'appliquait à modeler sa sensibilité et sa pensée. Trotski restait à ses yeux, avec Freud, le seul vivant de cette espèce. Quand il lui soumit enfin le projet de *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant*, le Vieux s'arrêta sur la phrase affirmant « toute licence en art, sauf contre la révolution prolétarienne » : « Vous faites du zèle, Breton. Supprimez ce bout de phrase : toute licence en art ! Tout court ! Il y a quinze ans encore, j'aurais peut-être écrit comme vous. » Il y a quinze ans, sans doute… À plus forte raison pendant la guerre civile, lorsque, rédigeant dans la tourmente *Terrorisme et Communisme*, il confondait périlleusement l'exception et la règle.

Mais cette dernière année, dans la maison bleue, il avait subi l'épreuve toujours recommencée des désordres amoureux, de l'humaine faiblesse, du pénible travail de deuil. Il avait pu vérifier une fois encore que les sentiments ne marchent décidément pas au rythme des décrets et des ordres du jour ; que les mœurs, les mentalités, les émotions relèvent d'une autre temporalité que l'économie ou la politique. L'économie a besoin de plan, en concluait-il, mais pour la création intellectuelle « la révolution doit établir dès le début un régime anarchiste de liberté individuelle. Oui, anarchiste ! Aucune autorité, aucune contrainte, pas la moindre trace de commandement ! »

Silone, Giono, Péret bien sûr, signèrent le *Manifeste* pour un art indépendant.

Pas Gide, ni Bachelard, ni Martin du Gard.

Le gusta este jardin ? Evite que sus hijos le destruyan.

Si vous aimez ce jardin, veillez à ce que vos enfants ne le détruisent pas.

1938. L'année même où Trotski, Breton, Rivera, Frida, Natalia, Jacqueline, Van Heijenoort conversaient dans le patio de la maison bleue, le consul de Malcolm Lowry errait à Quauhnahuac, dans un autre jardin livré aux herbes folles, sous la masse virile du volcan et de la femme endormie à ses côtés telle une odalisque sensuelle. Les volcans ? « Comme on peut devenir sentimental à leur propos », ironisait Lowry.

D'un jardin, l'autre : de celui d'Éden aux Qlipoth des kabbalistes, monde des écailles, des coquilles, et des démons. À Quauhnahuac, en 1986, nous avons descendu la calle Nicaragua sur les traces d'un consul fantomatique, titubant sous l'effet du mescal. Nous avons fait étape dans les *cantinas*, visité à la maison de Lowry (qu'on nous a dit vouée à une destruction prochaine), levé les yeux sur le volcan, pris à la nuit tombante un verre au Casino de la Selva. Nous avons suivi la route fatale de Tomalin. Nous avons filé vers Oaxaca, où le couple déchiré connut le bonheur et la séparation, au pied des ruines du Monte Alban plombé d'orages menaçants.

Peut-on vivre sans amour ? Et peut-on aimer dans un monde sans dieux[13] ? Dans le roman de Lowry, les trois personnages en quête d'amour se retrouvent pour mieux se perdre. Le consul se consume de culpabilité impuissante pendant qu'« ils sont en train de perdre la bataille de l'Èbre » et qu'agonise l'Espagne républicaine. L'écho de cette bataille perdue résonne comme un reproche. Il accompagne comme un bruit de fond la dernière journée de ses retrouvailles fatales avec Yvonne.

Ils perdent la bataille. Ils ? Nous ?

Le siècle se joue là-bas, dans l'agonie de l'Espagne républicaine.

Fin de journée.

Vieille fin de partie perdue, finir de perdre[14].

Yvonne meurt seule, renversée et piétinée par le cheval du cavalier de l'ejidal, marqué à la croupe du chiffre 7, chiffre fatidique de chance et de malchance. Un jour de déluge mystique à Osasco, dans la banlieue de São Paulo, j'ai croisé un semblable cheval, le même peut-être, affolé par la foudre, hennissant de terreur, se serrant contre un muret, pendant qu'un torrent dévalait la ruelle de terre rouge.

Geoffrey meurt seul, dans une décharge, au milieu des ordures, abattu comme un chien par des fascistes mexicains qui le traitent de « con de bolchevik », de Juif, d'agent des Brigades internationales, d'*escopion*. Ils l'appellent « Trotzky », par dérision, à cause de sa barbe et d'une vague ressemblance. Il agonise là, pendant qu'ils perdent la bataille de l'Èbre. Et sa mort misérable fait écho à l'assassinat annoncé de la calle Vienna.

La calle Vienna, avec sa tombe désolée et ses murs mitraillés, nous y revenions, en septembre 1986, flanqués de notre guide halluciné. Nous passions de l'avenida Londres à la calle Vienna, du jardin paradisiaque à l'enclos carcéral rongé de mauvaises herbes. Quelques semaines auparavant, Jan van Heijenoort, le jeune secrétaire et garde du corps du Vieux pendant les années trente, était venu se faire abattre dans cette ville qu'il avait quittée pour s'éloigner de Léon et de Frida et retourner à sa passion pour la logique mathématique.

Van Heijenoort : un revenant, venu rejoindre, un demi-siècle plus tard, le cercle des spectres de la maison bleue. Jeune amant clandestin de la sulfureuse Frida, il s'était éloigné à temps, en 1939, pour se consacrer à l'étude de Bertrand Russell, de Frege, de Gödel. Dernier survivant des anges gardiens de la maison bleue, il est revenu en 1986, poussé par un « hasard objectif », se faire assassiner par sa quatrième épouse, Ana Maria Zamora. À la veille de Pâques, son beau-père, Adolfo Zamora, jadis avocat de Rivera et de Trotski, l'avait appelé aux États-Unis où il résidait, le priant de venir d'urgence, sans quoi Ana Maria menaçait de se tuer. Van Heijenoort prit la menace au sérieux. Il la savait dépressive, et armée. « Bien sûr, elle veut aussi me tuer », confia-t-il avant de partir à des amis américains. Il fut cependant fidèle à ce dernier rendez-vous. Le lendemain du vendredi saint 1986, l'ancien secrétaire de Trotski fut abattu de trois balles dans son sommeil. Son ancienne compagne se tua d'une quatrième balle tirée dans la bouche[15].

C'est ce que nous appelons gagner la sortie[16].

Le Mexique de Lowry était une sorte de paradis infernal ou d'enfer paradisiaque. Son livre se voulut « une prophétie, un avertissement politique[17] », un écho des vieilles prophéties indiennes. Le XXe siècle mexicain a commencé par une grande insurrection paysanne qui mit à nu la barbarie cachée derrière la dictature positiviste de Porfirio Díaz, tout comme la commune de Canudos a dévoilé la cruauté des croisades modernes, et comme le « populicide » de Vendée a révélé aux yeux de Babeuf la férocité dont serait capable l'ordre nouveau.

De Canudos à la Christiade, le contretemps de l'histoire est scandé de révoltes populaires ambivalentes. Presque un siècle plus tard, le soulèvement néozapatiste du 1er janvier 1994 a lancé un nouveau défi, face à la modernisation brutale du grand marché des Amériques. Après sa longue marche sur Mexico, le sous-commandant Marcos est retourné dans les montagnes du Chiapas, comme Zapata, après s'être assis dans le fauteuil présidentiel, retourna jadis dans les collines du Morelos.

Le détour par les hérésies populaires, brésiliennes ou mexicaines, m'a aidé à comprendre les brisures

et les cassures des temps historiques, à remettre en cause les illusions d'un progrès à sens unique.

1 Francisco Louça a fait de ce refrain le titre d'un livre savant, écrit en collaboration avec Chris Freeman : *As Time Goes by. From the Industrial Revolution to the Information Revolution*, Oxford, Oxford University Press, 2001.

2 Nous avons appris plus tard avec amusement que Liddell Hart, grand théoricien de la défensive dynamique, se trouvait précisément être un lointain cousin de Christophe Aguiton !

3 « *Pelon* » : le chauve.

4 Les Indiens Yakis ont la réputation de ne jamais avoir était défaits dans leurs conflits avec l'État mexicain. Pour arrêter une guerre interminable, Lázaro Cárdenas dut négocier avec leurs chefs une paix des braves.

5 Le graphiste dont s'est notamment inspiré Diego Rivera.

6 *Mordida* : le prix de la corruption dont la pratique est très répandue.

7 *Bronco* : rebelle et indompté comme un cheval sauvage.

8 Voir Charles Plisnier, *Faux Passeports*, *op. cit.* ; Élizabeth Poretski, *Les Nôtres*, Arles, Actes Sud, « Révolution » ; Victor Serge, *Les Années sans pardon*, Paris, Maspero, 1971.

9 Sur le rôle d'Aragon lors de ce congrès de Kharkov, voir notamment André Thirion, *Révolutionnaires sans révolution*, Arles, Actes Sud, « Révolution », 1999, et plus particulièrement le chapitre18 : « Le congrès de Kharkov ou la main de Moscou. » Sur Aragon, voir aussi le pamphlet de Jean Malaquais, l'auteur des *Javanais*, *Le nommé Louis Aragon ou le patriote professionnel*, Paris, Syllepse, réédition, 1998 ; et Dionys Mascolo, *Lettre polonaise sur la misère intellectuelle en France*, Paris, Minuit, 1957.

10 Parmi lesquelles Natalia, Frida, Jan Frankel, Jan Van Heijenoort, Albert Goldman, et pour la commission John Dewey, John Finerty, Otto Rühle, Francisco Zamora.

11 Léon Trotski, *Les Crimes de Staline*, Paris, Grasset, 1937.

12 L'article de Trotski, « Their Morals and Ours », parut en juin 1938 dans la revue *New International*. La réponse de Dewey est parue dans *New International* en août de la même année sous le titre « Means and Ends. Their Interdependence, and Leon Trotski's Essay on Their Morals and Ours ». Si la fin est « déductible du mouvement historique », conclut le philosophe, alors l'interdépendance entre fins et moyens disparaît ou, du moins, « est submergée » : « Le choix de la lutte des classes comme moyen doit être justifié sur la base de l'interdépendance entre fins et moyens, par l'examen de ses conséquences effectives, et non de manière déductive. Des considérations historiques sont certainement pertinentes pour cet examen. Mais le présupposé d'une loi invariante du développement social ne l'est pas. C'est une chose de dire que la lutte des classes est un moyen d'atteindre le but de la libération de l'humanité. C'en est une autre, radicalement différente, de prétendre qu'il existerait une fin absolue de la lutte des classes permettant de déterminer les moyens utilisables. » D'une certaine manière, Dewey se montre donc plus intransigeant que Trotski sur le principe d'immanence.

13 L'amour impossible résonne comme un leitmotiv dans *Au-dessous du volcan*. Voir sur ce point Christine Pagnoulle, *Malcolm Lowry. Voyage au fond de nos abîmes*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1977. Voir aussi le bel article de Lucien Goldmann sur le film de Jean-Luc Godard, *Le Mépris* : « Peut-on encore aimer dans un monde sans dieux ? »

14 Samuel Beckett, *Fin de partie* [1956], Paris, Minuit, 1989.

15 Voir Anita Burdman Feferman, *From Trotski to Gödel, The Life of Jan van Heijenoort*, Natick, A.K. Peters, 1993.

16 Samuel Beckett, *Fin de partie*, *op. cit.*

17 Préface de 1948 à *Au-dessous du volcan*.

17

Vents tourbillonnants

« Le mercantilisme jubile, l'égoïsme est en liesse, et les meilleurs hommes doivent prendre le deuil. C'est la contre-révolution. Il règne maintenant une terreur du juste milieu. »
Heinrich Heine

« C'est en quelque sorte l'avenir du passé qui est en question. »
Paul Valéry

En janvier 1990, se tint à São Paulo la première réunion des sections latino-américaines après les événements d'Allemagne orientale. Déjà, l'espoir de renaissance d'un socialisme démocratique en Europe de l'Est semblait bien compromis. Les effets de la chute du mur de Berlin étaient pour le moins contradictoires. Vu d'Amérique latine, c'était évident. Dans une intervention, j'avançai l'hypothèse selon laquelle la rupture de l'équilibre catastrophique de Yalta pourrait être le prélude au retour des guerres dans cette vieille Europe, qui connut, on l'oublie trop souvent, le plus de morts violentes au mètre carré au cours des deux derniers siècles. Étonnée de cette sombre prophétie, une camarade mexicaine demanda : « *Los Balcanos ?* »

Oui, les Balkans[1]…

En dehors des pérégrinations internationalistes, mon emploi du temps des années quatre-vingt fut partagé entre l'université de Saint-Denis, l'édition mensuelle d'*Inprecor* et la direction de l'Internationale, dont le siège venait d'être rapatrié de Bruxelles, après la levée par le gouvernement Mauroy des interdictions de séjour datant de 1968.

Notre bonsaï de Komintern se contentait d'un local en étages, rue Godefroy-Cavaignac. L'équipe cosmopolite tenait à la fois de l'armée *brancaleone* et des Pieds Nickelés. Aujourd'hui conseiller de Ken Livingstone à la mairie de Londres, John Ross était un Anglais rose et joufflu, échappé d'un roman de Dickens ; mélomane érudit, spécialiste de la sexualité des souris, il déambulait parfois avec un camembert Lanquetot odorant dans sa poche de veston. Tom Gustafson, un colosse suédois enthousiaste, compulsait avidement son dictionnaire bilingue pour suivre les discussions en français. Italien exilé à Paris, Livio Maitan se consolait du calcio en supportant avec ferveur le Paris-Saint-Germain de Dominique Rocheteau. Ernest Mandel et Charles-André Udry rivalisaient de compétences, polémiquant à coups de statistiques puisées dans le *Financial Times* ou dans la *Neue Zuricher Zeitung*. Manuel Aguilar Mora, Mexicain cinéphile, attendait impatiemment la fin des réunions pour courir voir *La Dernière Femme* (au moment de la scène d'automutilation de Depardieu, il se dressa dans les travées en hurlant et en appelant sa mère !). Gerry Foley, un Américano-Irlandais, lisait et parlait une cinquantaine de langues, qu'il apprenait par grappes ; il avait transformé sa pièce en une sorte d'igloo, exclusivement tapissé de dictionnaires. Lorsque Ernest se lançait dans une cascade d'analogies historiques pour noyer le poisson du présent, le « Moro » Miguel Romero menaçait simplement de quitter la salle. Sakaï le Japonais s'exprimait parcimonieusement dans un anglais sommaire, éclatait en rires énigmatiques et piquait de soudaines colères, ponctuées d'idéogrammes sortis des bulles du *Lotus bleu*. Des Néo-Zélandais et des Australiens laconiques élargissaient parfois le cercle[2].

Ce petit monde pittoresque reçut au fil des ans le renfort du Polonais Zbigniew Kowalewski, surpris lors d'un séjour en France par le coup d'État du général Jaruselski de décembre 1981, et du Turc arménien Masis, qui mangeait rarement à sa faim. Zbigniew produisait avec Cyril Smuga un *Inprecor* clandestin en polonais. Masis expédiait en Turquie des libelles subversifs miniaturisés.

En dépit des ridicules et de la tendance mégalomaniaque à embrasser la dialectique de la révolution mondiale, cette mini-Babel fut une excellente école de langues, de méthode, d'écriture et de travail

collectif.

Mettre-à-penser plutôt que maître-penseur, Ernest Mandel fut pour nous un tuteur théorique et un passeur entre deux générations. Nous avons beaucoup appris auprès de lui, sans qu'il devînt jamais une sorte de gourou autoritaire, à la manière de Michel Pablo, de Juan Posadas, de Pierre Lambert ou Tony Cliff. Le terme de mandélisme, forgé par ses adversaires, ne s'est d'ailleurs jamais imposé. Jeune militant trotskiste belge pendant la guerre, formé par Abraham Léon[3], déporté politique à dix-sept ans, Ernest s'efforça, durant les années cinquante, de penser l'inédit de l'époque, au lieu de se contenter de veiller pieusement sur l'héritage. Du *Traité d'économie marxiste* (au début des années soixante) au *Spätkapitalismu*s (publié en 1977) et aux *Long Waves* (paru en anglais en 1980), il s'est efforcé d'élucider les mystères contemporains de l'accumulation d'un capital qui, moribond dans l'entre-deux-guerres, faisait preuve d'un dynamisme retrouvé. Côtoyer Ernest au quotidien était une source de connaissances et une initiation permanente aux fondamentaux du marxisme.

Polyglotte, il écrivait presque indifféremment en allemand, en anglais ou en français. Il parlait aussi un curieux sabir d'espagnol truffé d'italianismes. Mais il disait rêver en flamand, sa langue maternelle. Son rayonnement et son prestige étaient manifestes en Allemagne, en Amérique latine, dans le monde anglo-saxon. L'ombrageux directeur de la *New Left Review*, Perry Anderson, le considérait comme un interlocuteur privilégié[4]. Malgré le succès de ses livres en édition de poche, en France, sa notoriété est restée moindre. Il faisait pourtant preuve d'une culture multidisciplinaire bien supérieure à nombre de médiocrités mandarinales au renom éphémère. Pas assez sophistiqué, trop belge ? Trop étranger au milieu universitaro-médiatique, à sa suffisance autarcique et à sa frivolité, sans doute. Handicap supplémentaire : il était catalogué économiste et doté d'une solide culture germanique, deux caractéristiques peu compatibles avec les légèretés de l'esprit mondain à la française.

Lorsque je travaillai à ses côtés, il m'inspira plus de respect que d'affection. Comme la Françoise de Proust, il semblait souvent plus généreux envers l'humanité lointaine qu'attentif à ses proches les plus intimes. Le dialogue n'était pas facile. Tantôt il administrait à son interlocuteur une leçon en forme de monologue, tantôt il le soumettait à un interrogatoire serré afin de glaner les informations susceptibles de conforter sa propre opinion. La relation était rarement réciproque et égalitaire. Sauf avec Charles-André, qu'il traitait à juste titre en alter ego et en héritier destiné à assurer la succession.

Homme des Lumières, confiant dans les vertus libératrices des forces productives, dans les pouvoirs émancipateurs de la science et dans la logique historique du progrès, il eut cependant l'intelligence de s'ouvrir précocement à l'inquiétude écologique. Avec le roman policier et la collection de timbres, les albums animaliers faisaient partie de ses hobbies. Ernest était un cas exemplaire d'optimisme forcené de la volonté, tempéré par un pessimisme intermittent de la raison : la révolution en permanence l'emportait chez lui haut la main sur la catastrophe en permanence. Et la prophétie socialiste finissait (presque) toujours par terrasser la barbarie.

Il maniait en virtuose une dialectique historique mâtinée de positivisme et d'objectivisme sociologique. Cette dialectique, trop formelle à mon goût, tendait alors à se transformer en trucage rhétorique et en machine à escamoter dans le sens de l'histoire universelle les difficultés politiques de la conjoncture. Confronté à des événements qui s'intégraient mal dans les schémas préconçus (la révolution nicaraguayenne ou la guerre d'Afghanistan), Ernest esquivait la difficulté en invoquant maints antécédents historiques et en prenant maintes précautions théoriques, sans se prononcer sur la question précise. Cette déchirure entre théorie et pratique était sans doute la conséquence d'une vie militante trop longtemps minoritaire et confinée dans les marges. En somme, il avait, toutes proportions gardées, des faiblesses comparables à celles qu'Abraham Joffe reprochait affectueusement à Trotski dans la lettre d'adieu écrite la veille de son suicide, en 1927[5].

Ernest n'était pas pour autant un intellectuel éthéré. Il assumait pleinement, avec abnégation, sa part de servitudes quotidiennes. Il a consacré bien du temps précieux et de l'énergie à des correspondances inutiles avec des interlocuteurs insignifiants, à des polémiques dérisoires, ou à chercher des soutiens financiers ! Derrière sa belgitude bonhomme, il était aussi capable de grandes colères épiques à faire trembler les murs.

Charles-André Udry était incontestablement le plus proche de lui, sans qu'il y eût entre eux une relation de maître à disciple, mais plutôt une sorte d'émulation dans la course au savoir. Cette affinité n'était pas le fruit du hasard. Tous deux étaient des métis culturels, des francophones germanistes, imprégnés de la culture classique du mouvement ouvrier allemand. D'une autre génération, Charles-André était davantage porté à l'action, doué d'un meilleur sens politique et d'une forte créativité pratique. C'est auprès de lui, sans doute, que j'ai le plus appris. Bourru au point de paraître parfois brutal, il refoulait (mal) une sensibilité délicate, une attention aux autres, une générosité solidaire. Affecté d'un perfectionnisme maladif, il est loin d'avoir produit ce dont il serait capable. Malgré une assurance de façade péremptoire, il restait tenaillé par l'angoisse de ne pas faire assez bien, par un dévorant besoin de séduire et de recevoir en retour une approbation rassurante. Nous avons passé ensemble des nuits à peaufiner au mot près des textes aussitôt tombés dans l'oubli. Il m'est arrivé de prendre des notes sur ses exposés et de les mettre en forme, sachant qu'il ne le ferait pas lui-même sous prétexte d'enrichir et d'améliorer indéfiniment son propos. Une exigence aussi excessive finit par virer à un élitisme involontaire, privant les militants d'une nourriture certes imparfaite mais non moins utile.

Peut-être Ernest et Charles-André sont-ils deux personnages surdimensionnés par rapport à leurs pays d'origine. Devenus des *footloose* prédicateurs de la révolution mondiale, ils n'ont pas trouvé de champ d'action à la mesure de leurs capacités. Sous leur impulsion, nous avons ouvert en 1983 un Institut international de recherches et de formation (IIRF), installé à Amsterdam, Wilhelmsparksweg, en lisière du Wondelpark et à deux pas du musée Van Gogh. Des stages internationaux biannuels de trois mois, alternativement en anglais et en espagnol, y étaient organisés. La session anglophone inaugurale eut lieu à l'automne 1983. Les sessions de printemps étaient destinées en priorité aux camarades latino-américains. Ces séjours prolongés réunissaient des groupes disparates. Ils donnaient l'occasion à des militantes et des militants trop absorbés par l'activisme quotidien de prendre de l'altitude, de lire, de réfléchir collectivement, de tisser des amitiés (et parfois des amours) cosmopolites. Le tout sous la houlette de Pierre Rousset et de Sally, sa compagne philippine. Pendant une décennie, ils ont veillé sur ces lieux où soufflaient les esprits subversifs, à la fois directeurs d'études, gérants économes, confidents ou confesseurs à l'occasion.

Des Latinos, des Africains, des Thaïs, des Philippins, des Dominicains découvraient avec étonnement l'apaisante sérénité des canaux, la richesse des musées, la cycliste quiétude des rives de l'Amstel. Ils étaient ainsi confirmés dans l'idée que l'Europe embourgeoisée ne serait plus jamais le continent des révolutions : au mieux, un grand arrière économique et culturel, avec ses instituts et ses organisations non gouvernementales. Les moments de détente se passaient à jogger dans le Wondelpark, à organiser des parties de football intercontinentales (mixtes !), à chiner des bouquins d'occasion chez Van Gennep. Les Brésiliens anglophones, à qui il arriva de participer à la session d'automne, serrés dans des manteaux fatigués, ressemblaient au Caetano Veloso transi, engoncé dans une pelisse, dont le portrait ornait la pochette du disque *London*, enregistré pendant son exil britannique.

Vers 1988, les vents de l'histoire se remirent à tourbillonner. Au Mexique, l'élection contestée de Salinas de Gortari annonçait la recolonisation du pays et l'ouverture d'une crise politique chronique. En septembre, moins de deux mois après les élections de juillet et les mobilisations contre la fraude électorale, nous avons tenu une réunion tout près d'une hacienda enchanteresse tout droit sortie des légendes de la révolution de 1911. Sergio Rodriguez pressentait l'importance du tournant. Au cours de promenades matinales en compagnie du Moro, avant un copieux petit déjeuner de *frijoles* et d'œufs *rancheros*, il pronostiquait que la frustration engendrée par la fraude électorale[6] allait provoquer l'éclosion de foyers de lutte armée. Moins de six ans plus tard, l'insurrection néozapatiste du 1er janvier 1994 confirmerait ces prévisions.

En 1989 pourtant, usés par les dix années de guerre civile imposés par la contra avec le soutien des États-Unis (guerre qui obligea le Nicaragua à consacrer à la défense plus de la moitié de son budget), et minés par la corruption, les sandinistes perdaient les élections. Cette défaite ménageait peut-être mieux l'avenir que le maintien au pouvoir à tout prix par la force des armes. Épuisées et isolées, les guérillas

salvadoriennes furent acculées à négocier une paix bancale sanctionnant une impasse stratégique. Au Brésil, Lula échouait de peu dans sa première tentative présidentielle.

A posteriori, la coïncidence des dates paraît souvent éloquente. Au cours de cette même année 1989, le général cubain Arnaldo Ochoa et Tony de la Guardia étaient fusillés après une caricature de procès. J'ai visité Cuba avec Sophie en 1983, lors du trentième anniversaire de l'assaut à la caserne Moncada. Comme la plupart des visiteurs, nous avons été séduits par le pays, par son histoire, par l'accueil des Cubains, et nous avons senti le souffle encore tiède de la révolution. Si le régime castriste était incontestablement autoritaire et bureaucratique, il conservait une large légitimité populaire, malgré les années de blocus et de pression américaine. Cuba n'était pas une sorte de Roumanie ou de Bulgarie tropicale, ni Fidel, en dépit de ses accès de mégalomanie sénile, un clone de Honecker ou de Ceaucescu. Vingt ans après, l'île jouit encore, dans la gauche latino-américaine, d'un prestige non exempt de critiques. Elle exerce un attrait que n'ont jamais exercé sur l'Europe occidentale les dictatures bureaucratiques d'Europe orientale. Après tout, ce n'est pas la faute du peuple cubain si le mouvement socialiste international a été incapable, depuis plus de quarante ans, de briser son isolement, ou même d'imposer la levée du blocus. Le reste – la pénurie, les queues, la *libreta*[7] alimentaire, le rationnement et les privilèges – en découle. Les méthodes répressives, la censure explicite ou implicite, le caudillisme bureaucratique n'en sont pas moins intolérables.

La lecture des actes du procès Ochoa-La Guardia, publiés à Cuba par les éditions d'État, sont accablants, comme le sont les témoignages d'Ileana de la Guardia (la fille de Tony), de son compagnon Jorge Masetti, ou du commandant Benigno, compagnon du Che en Bolivie[8]. La dégénérescence d'une révolution n'est pas linéaire. Elle passe par des seuils et des paliers. Joseph de Maistre, parlant en connaissance de cause, disait qu'une contre-révolution n'est pas une révolution en sens contraire, mais « le contraire d'une révolution ». Entre l'événement révolutionnaire et sa négation, point de symétrie. Le procès Ochoa fut la confirmation d'une décomposition politique et morale antérieure. Sans renoncer à la solidarité avec Cuba, face aux menaces et au blocus impérialiste, il ne fallait pas retomber pour autant dans l'erreur des « amis de l'URSS », restés silencieux devant les procès de Moscou sous le lâche prétexte de ne pas hurler avec les loups. Venant de militants solidaires, la condamnation de cette ténébreuse affaire bureaucratique était plus fidèle à l'esprit de Guevara et de la révolution qu'un silence complice.

Avec Gilles Perrault et un vieux militant libertaire espagnol, nous nous sommes rendus en délégation à l'ambassade cubaine pour remettre une pétition exigeant la libération de Patricio de la Guardia, le frère jumeau de Tony, emprisonné au seul motif officiel de ne pas avoir dénoncé son frère ! Éconduits à l'interphone par un planton, nous sommes parvenus à nous faufiler dans le sillage d'une visiteuse. Une fois dans la place, l'ambassadeur invisible, informé de notre intrusion, condescendit à nous dépêcher son chauffeur avec ordre de refuser catégoriquement de recevoir le texte que nous prétendions lui remettre. Gilles retrouva pour la circonstance les accents de sa formation d'avocat. Il déposa solennellement notre libelle sur une table, en déclarant qu'il resterait ainsi en territoire cubain.

Comme l'écrivit Deleuze, l'heure était à « la fermeture des possibles ».

À l'automne 1989, le mur de Berlin est tombé dans un grand fracas historique. Champagne et Alka-Seltzer ! Champagne, pour célébrer la mort d'un cadavre dont la décomposition corrompait depuis longtemps l'atmosphère. Alka-Seltzer, parce que les gravats du mur ne nous épargneraient pas. Bien qu'ayant combattu dès la première heure le stalinisme et ses avatars, nous ne sortirions pas indemnes d'une défaite historique du mouvement ouvrier et de ses grandes espérances. Qui peut encore croire que l'Histoire, tel Saint-Louis sous son chêne, finira par rendre justice ?

En janvier 1990, Ernest Mandel prit la parole à la Mutualité dans un meeting de la Ligue sur les événements d'Allemagne. Après la longue parenthèse du stalinisme, dit-il en substance, la révolution se remettait en marche au point où elle s'était arrêtée avec l'assassinat de Rosa Luxemburg. Les comités citoyens de Dresde et de Berlin renouaient avec la tradition des conseils ouvriers de Saxe et de

Bavière… Ces épanchements lyriques laissèrent nombre de militants interloqués. Ils échangeaient des regards incrédules et abasourdis. Scotché à son principe d'espérance, à sa mythologie, refusant d'enterrer le monde d'hier et de reconsidérer l'engagement de toute une vie, le « vieux » semblait descendre en marche d'un train à la destination inconnue. Le discours ne passait plus. Les mots flottaient et crevaient comme des bulles au-dessus d'un auditoire perplexe. Ce meeting pathétique apparaît après coup comme le signe d'une mort annoncée[9].

À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, Trotski pouvait envisager l'avenir de l'Union soviétique sous la forme d'une alternative : soit une relance démocratique de la révolution, soit l'effondrement final sous un bombardement de marchandises. À en croire Vassili Grossman, dans *Vie et Destin*, une attente semblable a existé aux heures extrêmes de la résistance dans Stalingrad assiégée. Mais, constate-t-il amèrement, on ne demande pas des comptes aux vainqueurs. Le compromis de Yalta aidant, le régime a survécu bien plus longtemps que prévu, sans restauration capitaliste ni révolution antibureaucratique, s'entourant d'un glacis d'États subalternes.

L'espoir d'une révolution authentique n'a pas disparu pour autant. Nous en avons guetté les signes les plus ténus : dans les grèves de Vorkouta et dans le soulèvement de Berlin-Est en 1953, dans les conseils ouvriers de Budapest en 1956, dans la Révolution culturelle chinoise et la commune de Shangai, lors des grèves de Gda"nsk et à la création de Solidarno's'c. Mais la durée n'est pas neutre. Quelque chose s'est brisé dans les années soixante-dix. La « force propulsive d'Octobre » était épuisée[10]. La croissance extensive bureaucratique était devenue insoutenable. Après les ambitions conquérantes de l'époque Spoutnik et le grand bond industriel de l'après-guerre, le pays s'était enlisé dans ses contradictions et s'épuisait dans une course absurde aux armements, illustrée par l'épisode de la polémique sur l'installation des Pershing et des SS-20. Ascendante jusqu'alors, la courbe de l'espérance de vie commença à décliner au milieu des années soixante-dix. Pulvérisée par le totalitarisme bureaucratique, la société n'était plus capable de renouveau. En quelques mois, les manifestations d'Allemagne orientale troquèrent le mot d'ordre « Nous sommes le peuple » (dénonçant par contraste l'autre innommable : la bureaucratie despotique) contre celui, autrement ambigu, de « Nous sommes un peuple ». La dynamique sociale se noyait dans la fierté nationale retrouvée. De même, les slogans autogestionnaires de Solidarno's'c en Pologne – « Rendez-nous nos usines ! » – s'effacèrent bientôt dans la vénalité libérale : « Rachetez nos usines ! »

Au fil de la contre-réforme des années quatre-vingt en Occident, l'attraction du fétichisme marchand prit le dessus. Les populations débarrassées du carcan bureaucratique rêvaient d'accéder à un bien-être à la suédoise. Nous pronostiquions, au contraire, une insertion dépendante et subalterne dans le marché mondial. Selon la vieille loi, plus actuelle que jamais, du développement inégal et combiné, ceux qui croyaient accéder au premier monde par la voie royale du marché se retrouveraient quart-mondisés, avec en prime les affres d'une accumulation primitive mafieuse du capital. Ce n'est pas une raison, bien sûr, pour regretter un vieux temps qui n'avait pas grand-chose de bon et un système social qui ne constituait en rien un modèle enviable. Empoisonné ou poignardé par la contre-révolution bureaucratique des années trente, l'idéal révolutionnaire avait connu une lente agonie. Pour qu'il devînt possible de recommencer, il fallait d'abord qu'elle parvînt à son terme.

« Vents d'Est ! » jubilèrent certains, confiants dans le sens de l'histoire et peu attentifs à ses mauvais tours. Vents d'Est ? Vents tourbillonnants, plutôt. Et vents de sable, comme allaient le montrer, dès 1991, la première guerre du Golfe et l'expédition Tempête du désert. Ce n'était que le premier épisode d'une logique de guerre avec pour enjeu un nouveau partage du monde et une redistribution des alliances, dont la rupture des équilibres d'après-guerre ouvrait la possibilité.

Dans un livre paru au printemps 1989 à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, quelques mois avant la chute du mur de Berlin et quelques semaines avant les manifestations de Tianan Men, je faisais dire à ma bicentenaire indigne : « Il faudra tout reprendre et tout revoir. Tout rediscuter et tout redisputer. Tout remettre en jeu, le passé et l'avenir. Alors seulement, nous en aurons fini avec Thermidor[11]. » Dans celui sur Jeanne d'Arc, paru en avril 1991 : « La fin de l'histoire était annoncée, comme jadis la fin des temps. Et voici que le temps s'éternise et que, refusant de rester sur sa fin,

l'histoire se rebiffe. Les vieilles blessures suintent à nouveau. À nouveau, douleurs et convulsions présagent de monstrueux enfantements. […] La guerre nous est revenue. Ou plutôt, elle ne nous avait pas quittés. Elle a toujours été là, aux marches et aux marges. On la disait froide. Elle faisait seulement semblant. Froide au centre, brûlante à la périphérie[12]. »

Fin du « court vingtième siècle ». Et suite.

Les années 1989-1990 marquent aussi un tournant personnel. Empêché par des raisons de santé de voyager, à défaut de pouvoir agir je me suis mis à écrire.

Edwy Plenel dirigeait alors chez Gallimard la collection « Au vif du sujet ». Lors d'un week-end de 1987 à Juvanzé, chez Christine Daure et Christophe Aguiton, il m'a suggéré d'écrire un livre pour le vingtième anniversaire de 1968. Je n'étais guère enthousiaste. Le rituel décennal des retrouvailles soixante-huitardes m'exaspérait. Plus l'événement s'estompe, plus ses acteurs fourbus et repus se penchent avec compassion, l'œil humide, sur leur défunte jeunesse, et plus la confrérie des reniés lève son verre, et plus les repentis ironisent sur leurs naïvetés d'antan. Au fil des ans, les cérémonies commémoratives ressemblent de plus en plus à un carnaval d'âmes mortes.

Écrire n'est ni un sacerdoce ni une raison d'être. Obstiné, Edwy revint amicalement à la charge à l'occasion du bicentenaire. J'avais, cette fois, une raison militante d'accepter. La commémoration mitterrandienne s'annonçait comme un show consensuel, comme une grande réconciliation girondine, comme un recentrage marécageux, avec François Furet en maître de cérémonie thermidorienne. Au lieu d'abandonner l'événement à la morne célébration du souvenir, il était tentant d'en attiser les braises et d'engager une bataille de mémoire.

Écrire est toujours un problème. Pour s'y atteler, il faut, disait Valéry, « se prendre d'une curiosité pour la forme ». Ni sociologue ni historien professionnel, j'avais besoin d'une forme qui permettrait de concilier le sérieux documentaire avec la passion polémique de la remémoration. Au risque d'être accusé d'identification mégalomaniaque, ce fut une prosopopée à la première personne. Parlant au présent, la Révolution charnelle, bicentenaire indigne et indignée, refuse, au contraire de la République, sa jumelle parvenue, de s'installer dans ses meubles, de céder à la routine et aux mirages de la promotion sociale. Refusant sa fin trop souvent annoncée, elle se veut résolument permanente et ininterrompue. Ce choix formel permettait de défataliser le fait accompli, de rétablir le sens des bifurcations, de rendre au récit sa subjectivité stratégique et à la raison historique sa part d'émotion. De « remonter la pente du tout fait », aurait dit Péguy.

Pendant la rédaction de cet essai, Edwy fut présent au-delà de ce qu'impliquait sa fonction de directeur de collection. Dans un rôle de M. Ramirez, une serviette-éponge jetée sur l'épaule, prodiguant du bord du ring ses conseils à un boxeur débutant, il me bombardait de livres, m'inondait de documents, se démenait dans une bonne humeur partagée[13].

Je dois donc aux insistances d'Edwy et de Nicole d'avoir entrepris, en 1988, d'écrire autre chose que des brochures, des articles de bulletin intérieur, des textes de circonstance[14]. Écrire est une servitude plus qu'une vocation. Chantier toujours recommencé, le livre ronge la tête. Il demande des efforts démesurés pour un résultat aussi décevant qu'éphémère. La sagesse voudrait qu'on n'écrive que des livres indispensables. Précepte hautement écologique ! Les forêts s'en porteraient mieux, les bibliothèques aussi.

Les idées, c'est bien connu, viennent en trottinant ou en pédalant. Comme si, passé un certain seuil, la course laissait l'esprit vagabonder. Comme si le doux froissement du vent dans les rayons stimulait l'envie de gambades et de cabrioles.

J'ai pas mal trotté, ces années-là, parfois en compagnie de Christophe Aguiton, au Brésil, au Mexique, dans les stages, et plus ordinairement au Jardin des Plantes. Pendant que je m'employais, sur ses conseils, à régler mes foulées et à économiser mon souffle, il m'entretenait à jet continu de sa vision du monde, des nouvelles technologies de télécommunication, des dernières percées stratégiques du

général Lucien Poirier et de Jean-Paul Charnay, testant au passage sur moi quelques projets mirobolants. De retour du Maroc, où il avait visité son futur beau-père Abraham Serfaty à la prison de Kenitra, il me présenta un plan d'évasion. Pas de problème ! Avec Christophe, il y a rarement des problèmes. Je voyais pourtant mal une équipe du service d'ordre jouer les rats du désert marocain, avec les sbires d'Hassan II aux trousses. Il n'insista pas.

Mais Christophe, synthèse sportive du professeur Cyclopède et de Géo Trouvetout, n'est jamais à court d'imagination[15]. Une idée chasse l'autre. Il suffit de trier. Cette effervescence et cette énergie débordante lui ont fait jouer un rôle important dans la formation des syndicats Sud, dans le lancement des marches européennes de chômeurs entre 1994 et 1997, dans le développement d'Attac, dans l'organisation des contre-sommets et des forums sociaux mondiaux. De Québec à Mumbai, de Tokyo à Porto Alegre, de Bangkok au Caire, tout le mouvement altermondialiste planétaire connaît Aguiton.

J'ai surtout pris un plaisir sans cesse accru aux escapades cyclistes avec Sophie. L'été, à partir du camp de base de Bonnieux, nous aimions partir au point du jour, longer les falaises de Lioux, monter vers Sault par la ferme fortifiée de Javon, nous faufiler au milieu de la lavande et des genêts, dévaler les gorges de la Nesque ou la vallée du Toulourenc, faire étape à l'auberge de Savoillan ou à celle de Brantes, perchée face au versant nord du Ventoux. Nous prenions tantôt par le col de Murs pour plonger sur Carpentras, les dentelles de Montmirail, le col de Propiac, où nous rendions visite à Thérèse et Gilles Perrault, qui y passaient leurs vacances. Ou bien nous mettions cap à l'ouest, suivions le pied du petit Luberon par Oppède et Maubec, puis, passé l'affreux nœud ferroviaire et autoroutier à la sortie de Cavaillon, nous montions doucement vers Eygalières par la route Jean Moulin, avant de filer vers Maussane.

Lors de plus longues randonnées, nous avons aimé sillonner le plateau de Valensole, la Camargue, contourner le pic Saint-Loup, descendre les gorges de l'Hérault. Les petites balades autour de Bonnieux n'avaient pas moins de charme : descendre la combe pour prendre le café et acheter la presse à Lourmarin, rendre visite à Jean-Paul Clébert dans son nid d'aigle d'Oppède-le-Vieux[16], grimper sur la route des Claparèdes, laisser sur la droite les embranchements de Buoux et de Sivergues, puis l'auberge de Regain, où le vieux cinéphile Morénas a jeté l'ancre avec les trésors de son cinéma ambulant, et continuer vers Saignon par un petit chemin (qui sent la noisette). Au bout de la route, blotti au pied du Mourre-Nègre, le charmant village d'Auribeau paraît, à quelque heure qu'on l'atteigne, plongé dans une sieste permanente : le temps lui-même semble s'y reposer. Le jeune Olivier Besancenot y passait ses vacances familiales, aidant à récolter la lavande ; à l'élection présidentielle de 2002, il est arrivé en tête avec un score record de 38 % : une exception politico-culturelle à contre-courant de la poussée lepéniste dans le Vaucluse.

Au printemps ou à l'automne, nous écumions l'Île-de-France : la vallée de Chevreuse et Port-Royal, la forêt de Compiègne où Jeanne d'Arc fut capturée, Giverny avec le nénuphars de Monet envahis de touristes et le village de Chérence, en surplomb des boucles de la Seine. Quand le week-end était propice, nous prenions le train pour la baie de Somme, pour Carantec chez Juliette Inizan et Vincent Jullien, pour Belle-Île, chez Muriel et Pierre Mesguich.

Grâce à l'hospitalité d'Olivier Jullien et d'Annie Sicre à Bois-le-Roi (où Georges Bataille se réfugia pendant la guerre), nous avons eu tout le loisir d'arpenter la forêt de Fontainebleau et les bords de Seine : la rive droite, par Héricy jusqu'à Vulaines et la maison de Mallarmé, et le retour rive gauche, par le ravissant village de Samois, vibrant encore de la guitare de Django Reinhardt. Barbizon, bien sûr, par la route sinueuse des hauteurs de la Sole, avec les fantômes de Millet, de Stevenson, de Trotski, et la villa Les Marguerites, où David Rousset passa ses dernières années. Au-delà de Fontainebleau, nous aimions longer le canal, entre Moret et Moncourt, et les bords du Loing, entre Montigny et Grez, ou la secrète vallée de l'Orvanne jusqu'au moulin de Flagy. En revenant de Nargis ou de Dordives, nous faisions une halte silencieuse au pied du clocher, fantastique et déchiqueté, de Saint-Mathurin de Larchant. La lecture d'André Suarès m'a appris que ce fut, au Moyen Âge, « l'église des fous », une sorte de « léproserie de l'âme[17] » : « Venant de Nemours […], on s'arrête au sommet de la crête. La route roule vers le fond du val, d'où un haut et puissant doigt s'élève : le clocher de Larchant,

cette ruine énorme. » Ce n'est pas une église ordinaire. Elle est dédiée à saint Mathurin, patron des fous : « On menait les fous à Larchant pour la Pentecôte. De Rouen à Dijon, et de Reims à la Loire, on rassemblait les furieux et les mélancoliques. L'immense pèlerinage des fous se réunissait à Montereau et à Moret ; les affluents se formaient alors en un fleuve unique […]. Enfin, l'énorme serpent de la folie, qui rampe et se tord sur les routes, parvient à Larchant. » Cette folie hante encore les pierres branlantes où se perchent des oiseaux étranges.

Au cours de ces balades, entre deux ritournelles propres à donner la cadence, nous échafaudions des projets, additionnions nos révoltes. J'improvisais en roulant la trame de mes philo-polars, abandonnés aussitôt que conçus[18]. Mais les livres écrits dans la décennie doivent beaucoup à ces échappées cyclistes.

Emporté par mon élan graphomaniaque, j'ai publié entre 1989 et 1991 trois « essais de philosophie historique » : celui sur la Révolution française, et ceux sur Walter Benjamin et sur Jeanne d'Arc. La forme est la résolution d'un doute. La *Sentinelle messianique* réclamait une écriture fragmentaire, dessinant une mosaïque étoilée. *Jeanne de guerre lasse* imposait au contraire une forme dialogique, en écho au « dialogue de l'histoire et de l'âme charnelle[19] ». Sans rien perdre de sa consistance historique, de sa densité terrienne et « terreuse », la Pucelle, robuste fille du village qui n'écoutait que ses voix, devenait à son tour une voix et une présence spectrale.

Les trois livres composent une sorte de trilogie sur l'histoire et la mémoire. Les *Thèses* de Walter Benjamin sur le concept d'histoire en sont la clef de voûte. Sans qu'il s'agît alors d'un projet bien défini, cette « critique de la raison historique » fut une sorte de passage nécessaire, avant de revenir à nouveaux frais sur la question de Marx et des mille (et un) marxismes.

1 Dans un livre publié l'année précédente, avant la chute du Mur, j'écrivais, interpellant les prêtres thermidoriens du bicentenaire de la Révolution française : « Vous vivez dans l'illusion précaire du temps arrêté, sous prétexte que ce vieux continent minuscule, coupé en deux depuis un demi-siècle, semble avoir atteint un équilibre définitif. Illusion de la plaine et du plateau ! Vous manquez de recul. Je connais le prix de cette paix apparente, de cette paix de surface. En moins de quarante ans de guerres et de révolution, l'Europe a été le plus labouré, le plus retourné, le plus lacéré des continents. Et j'entends déjà les craquements à ses pourtours et les grondements souterrains en son centre. » (*Moi, la Révolution. Remembrances d'une bicentenaire indigne*, Paris, Gallimard, 1989.)

2 Au fil des ans, Janette Habel, Jacqueline Heinen, Penny Duggan, Claude Jacquin, Gilbert Achcar vinrent renforcer le groupe. Xavier Langlade (le vieux complice nanterrois), Michel Rovère, John Barzman (fils du scénariste hollywoodien victime du maccarthysme), Vincent Kermel furent successivement responsables de l'édition d'*Inprecor*. Pendant toute la décennie, Nicole Geneste assura efficacement la coordination de l'ensemble.

3 Trotskiste belge, auteur du livre de référence sur *La Conception matérialiste de la question juive* (Paris, EDI, 1968), Abraham Léon est mort en déportation.

4 Lorsque, au milieu des années quatre-vingt, Ernest consacra plusieurs semaines à rédiger son essai sur le roman policier, *Meurtres exquis* (Paris, La Brèche, 1996), Perry Anderson lui adressa des courriers indignés de le voir consacrer son temps précieux à Hercule Poirot, alors que le marxisme était assiégé de toutes parts.

5 « Cher Léon Davidovitch, nous sommes unis par dix ans de travail commun et, je le crois aussi, par les liens de l'amitié ; et cela me donne le droit, au moment de la séparation, de vous dire ce qui m'apparaît chez vous comme une faiblesse […]. Il m'a toujours semblé qu'il vous manquait cette inflexibilité, cette intransigeance dont a fait preuve Lénine, cette capacité de rester seul en cas de besoin et de poursuivre dans la même direction […]. Vous avez toujours eu raison en politique depuis 1905, mais vous vous êtes souvent départi de la position juste en faveur d'une unification, d'un compromis dont vous surestimiez la valeur […]. J'ai souvent voulu vous dire ce qui précède, mais je ne m'y suis décidé que dans le moment où je vous dis adieu. » Sans doute, le Trotski léniniste jusqu'à l'excès des années trente cherchait-il à conjurer la présence en lui de ce double.

6 Cuauhtémoc Cárdenas avait été scandaleusement privé d'une probable victoire.

7 *Libreta* : le carnet de rationnement qui donne droit aux produits alimentaires de base.

8 Voir Jorge Masetti, *La Loi des corsaires*, Paris, Stock, 1993.

9 Ernest Mandel est décédé pendant l'été 1996.

10 La formule fut lancée par le dirigeant communiste italien Enrico Berlinguer. Il prenait ainsi acte, à sa façon et pour ses raisons propres, du tournant historique.

11 Daniel Bensaïd, *Moi, la Révolution*, *op. cit.* Deux ans plus tard, en 1991, avant les nouvelles guerres des Balkans, j'écrivais à nouveau, dans *Jeanne de Guerre lasse* (Paris, Gallimard, 1991) : « Il n'y a pas d'habit inusable, pas de cartes définitives. Les coutures finissent toujours par craquer, la terre par secouer ses frontières mal taillées. Un ordre ancien se défait avant qu'un nouveau n'ait eu le temps de prendre forme. Ça ne se passe jamais à l'amiable. La voie d'un nouvel équilibre suppose d'abord de formidables désordres, des guerres et des révolutions, qui définiront les nouvelles hiérarchies de domination et de dépendance. On ne glisse pas en douceur d'une époque à l'autre. »

12 *Jeanne de guerre lasse*, *op. cit.*, p. 167.

13 Ma bicentenaire insoumise interpellait irrévérencieusement François Mitterrand, en tant que maître des cérémonies du bicentenaire. À la remise du manuscrit, la maison Gallimard exigea, sur le conseils juridiques du cabinet de maître Kiejman, une vingtaine de pages de coupes. J'ai conservé cet ordre de censure soft dicté par un zèle courtisan, avec les passages à supprimer soulignés. Il n'était pas question de céder, quitte à renoncer à la publication. Edwy fut intraitable et mit sa démission de directeur de collection dans la balance. En un week-end, il obtint l'accord d'un autre éditeur pour publier le livre avec, en italiques, les coupes exigées par Gallimard. Cette affaire ridicule parvint aux oreilles de Mitterrand. Et le livre parut sans amputation.

14 Dont la coordination de trois manifestes de la Ligue. Celui de 1972, *Ce que veut la Ligue communiste* (Paris, Maspero, 1972) fut rédigé en deux jours et une nuit blanche par une petite équipe (Charles Michalait, Clovis Versa, Michel Rotman, Jean-Marc Rosenfeld et moi). J'ai coordonné avec Paul Alliès celui de 1978, *Oui le socialisme* (Paris, Maspero, 1978), un volumineux ouvrage qui se voulait exhaustif. Celui de 1991, *À gauche du possible* (éd. La Brèche) répondait au changement de période consécutif à la chute du mur de Berlin.

15 En 1984, nous étions chargés d'organiser, en Forêt-Noire, le premier camp européen des organisations de jeunesse de la IVe Internationale. Craignant un raid de militaires français stationnés dans la région, nous avons mis sur pied un dispositif d'alerte et de surveillance, de nuit comme de jour, avec tours de garde et sirène. Sur tout un côté, le camp donnait sur une abrupte pente boisée. Pour économiser les groupes de garde, Christophe eut l'idée de tendre entre les arbres des fils munis de pétards à tirette, dont la détonation donnerait l'alerte en cas d'intrusion. Il fallait des centaines de mètres de fil et des centaines de pétards. Nous avons passé une journée entière à écumer les magasins de farces et attrapes des villages environnants en nous évertuant à faire comprendre dans un allemand sommaire ce que nous cherchions. En vain, bien sûr.

16 L'écrivain Jean-Paul Clébert, notre beau-frère par alliance s'est réfugié dans le Luberon bien avant qu'il devînt à la mode. Dans les années cinquante, effrayé par le succès de son livre *Paris insolite*, il s'y était retiré dans une borie.

17 André Suarès, *Idées et Visions*, *op. cit.*

18 J'ai parsemé *Jeanne de guerre lasse* de quelques-uns de ces synopsis philosophico-policiers.

19 Et au dialogue entre histoire et mémoire sur lequel s'achevait le *Walter Benjamin*.

18

L'énigme du marrane

« Ce peuple spectre. »
Heinrich Heine

Nous sommes des survivants de la deuxième génération. Des rescapés d'un « temps du monstrueux ». La judéité m'est tombée dessus à la naissance. Lorsque, le 29 décembre 1943, la Gestapo est venue arrêter mon père sur dénonciation, les hommes de cuir ont examiné le sexe de ma sœur, âgée de dix ans. Si elle avait eu un zizi circoncis, ils l'auraient emmenée. Ma cousine Reine n'a pas eu cette chance : raflée dans le convoi 87 avec son frère Roger et mes oncles Jules (son père) et René. Aucun n'en est revenu[1]. J'ai grandi avec ces fantômes, l'ombre du judéocide sur les talons.

Parvient-on jamais à s'extraire de la glu des origines ? Mon père n'avait pas l'esprit religieux. Sur le point de mourir, il rappelait avec insistance qu'il ne voulait ni rabbin ni « simagrées ». Il fut enterré un jour de shabbat, sans kaddish et sans autre cérémonie que les poignées de terre jetées sur le cercueil. Il a pourtant tenu à me faire circoncire. En 1946, c'était un signe de fidélité et de survie, un défi à la malédiction millénaire. En colonie de vacances, à la douche collective, ce prépuce fièrement décalotté me donnait l'impression d'attirer les regards comme un lumignon dans la tourmente.

Malgré la proximité du génocide, mes parents n'ont jamais songé à m'épargner la marque d'un nom juif. Dans les années cinquante, avant la déferlante des rapatriés, les Benamou, Benichou, Benkimoun et autres Bensimon ne couraient pas les rues. De sorte que le nom exotique de Ben – le Juif en tant qu'il est le fils – me faisait souvent passer pour arabe. Ironique confusion des origines !

Nous avons donc survécu. Nous ? Ce « nous » d'appartenance incertaine aurait pu se dissoudre avec le temps, dans le grand jeu des métissages et des assimilations. La tragédie l'a ressuscité.

Théologiquement, je ne suis pas casher. Demi-juif, au plus[2]. Mais on n'échappe pas au marquage du nom et de la circoncision. Ma mère elle-même a fini par se découvrir (ou s'inventer) de lointaines origines juives, probablement imaginaires. Le fait est qu'elle a souvent dû partager l'épreuve de l'antisémitisme. À Oran, le seul fait d'épouser un Juif suscitait l'ostracisme dans le cercle colonial autarcique des métropolitains. On lui prédit des enfants anormaux et une hérédité syphilitique. Pendant l'Occupation, elle dut affronter la stigmatisation et la Gestapo. Après l'arrestation de mon père, elle s'est démenée dans les paroisses et les évêchés pour obtenir le certificat de « non-appartenance à la race juive » qui sauva mon père de la déportation.

Mes parents ont toujours assumé la judéité sans honte ni reniement, mais ils n'ont jamais investi l'État d'Israël de la moindre attente. Mon père s'est réjoui, me semble-t-il, de l'expédition franco-britannique à Suez. Je ne me souviens cependant pas l'avoir vu manifester la moindre arabophobie. Ayant grandi à Mascara, au milieu des jeunes Arabes, il entretenait avec ses clients d'origine maghrébine une tacite connivence. Il gardait, par contre, une distance circonspecte envers les solidarités tribales et les codes familiaux que sa sœur cadette, ma tante Julie, appelait pompeusement « les convenances ». Le jeudi, après avoir fait provision de café et d'olives à la coopérative des limonadiers, après avoir acheté les crabes et les bigorneaux de la *kémia* dominicale, nous rendions visite à ma tante Georgette, restée infirme des séquelles de la déportation. Elle régnait sur l'arrière-salle de son bistrot, un épais chignon de jais retenu par un filet : on n'aurait guère été surpris de la voir scruter une boule de cristal. La voyante de la famille (répertoriée à ce titre dans les pages jaunes de l'annuaire), c'était pourtant une autre tante, Mimi, veuve de l'autre oncle déporté, René. Vaguement tenancière de tripot après la guerre, elle s'était établie voyante au moment précis où elle avait commencé à perdre la vue.

Au cœur d'un quartier interlope du centre-ville, où le petit commerce illicite côtoyait le proxénétisme

ordinaire, le bar de Georgette (« Chez Jules », en souvenir de son mari déporté) devint le lieu de rendez-vous des cousins, cousines, tantes, parents proches ou éloignés. Débarquant d'Oran après l'indépendance, ou de Fez où ils s'étaient repliés, ils reconstituaient là l'archipel familial. Avec une pointe de dédain, mon père appelait cet aréopage grégaire « le syndicat ».

Outsider dans sa propre tribu, il n'était juif ni par religion ni par adhésion communautaire, mais par fidélité et par défi. Il parlait peu de son internement à Drancy, rarement de ses frères déportés. Il n'en portait pas moins, ostensiblement, une chaînette ornée de l'étoile de David. Au moindre propos de comptoir fleurant l'antisémitisme, il exhibait son étoile jaune de Drancy, rangée à portée de main dans le tiroir-caisse. Il la déposait sans piper mot sous le nez de l'énergumène, sommé de se rétracter illico sous peine d'atterrir amoché dans le caniveau. N'ayant jamais passé ne fût-ce que le certificat d'études, *L'Équipe* était sa principale lecture quotidienne. Je ne lui ai presque pas vu de livre à la main, à l'exception toutefois des *Eaux mêlées*, de Roger Ikor, ou du *Dernier des Justes*.

C'était un Juif non juif, sans reniement ni panique identitaire. Jean-Claude Milner l'aurait sans doute qualifié de Juif inauthentique, ou de « Juif de négation », par opposition à l'authenticité supposée du « Juif d'affirmation ». Retourné, ce jargon heideggerien de l'authenticité continue de jouer des mauvais tours. En rupture de communauté, mon père n'avait rien du Juif parvenu, attaché aux vanités du monde, toujours prêt, selon Benny Lévy, à basculer dans le camp de la canaille, à l'instar de ces *conversos* devenus inquisiteurs[3].

J'ai dû hériter de cette appartenance négative. Je n'avais aucune idée de Kippour, de Pessah ou de la fête des bougies. Mais la consigne parentale était stricte : ne jamais laisser passer un propos antisémite sans réagir. Mieux valait risquer un mauvais sort que céder sur ce principe.

Cette intransigeance s'élargissait au combat contre tous les racismes et toutes les xénophobies. Adolescent, j'ai été formé par une génération de Juifs d'Europe centrale et orientale, qui avaient connu les persécutions, la guerre, le judéocide. Le communisme représentait pour eux la suite logique du cosmopolitisme des Lumières et l'espoir d'une réponse enfin trouvée à l'obsédante « question juive ». Ils avaient combattu dans les Brigades en Espagne, ou dans les rangs de la MOI et des FTP pendant la Résistance. Ils l'avaient fait en tant que prolétaires (casquettiers, tailleurs, cordonniers), en tant que communistes, bundistes ou oppositionnels de gauche, et non d'abord (ou non seulement) en tant que Juifs.

Les généalogies électives valent mieux que les hérédités subies. Nos pères spirituels s'appelaient Abraham Léon, Hirsch Mendel, Isaac Deutscher, Ignace Reiss, Joseph Berger, Meyer Schapiro, Ernest Mandel, Abimaël Glückstein (Tony Cliff), Jacob Moneta, Léopold Trepper, Henri Curiel. En remontant plus loin dans le temps, ils s'étaient appelés Heinrich Heine, Moises Hess, Karl Marx, Rosa Luxemburg, Lev Davidovitch Bronstein, Abraham Joffe, David Riazanov… Une belle galerie d'ancêtres ! En équilibre instable entre leur milieu originel et leur ruée vers l'universel, ces Juifs mécréants, ces mutants ont voulu croire obstinément à l'émancipation internationaliste. Ils ont été fauchés dans leur élan : « La décadence de l'Europe bourgeoise a contraint le Juif à embrasser l'État-nation : c'est la consommation paradoxale de la tragédie juive[4]. »

Au fil des années quatre-vingt, alors que le concept de totalitarisme gagnait du terrain, on (re)découvrait Antelme, Rousset, Primo Levi. Certains commencèrent alors à s'étonner que la première génération des survivants ait pu relativiser la singularité du génocide, le dissolvant dans la masse des crimes nazis, ramenant ainsi l'inédit à du connu, comme pour se protéger de l'inquiétante énigme d'un événement inouï[5]. Ernest Mandel se vit notamment reprocher d'avoir comparé les camps à d'autres crimes (comme les massacres coloniaux) et tenté d'expliquer la tragédie spécifique par un enchaînement causal révélateur d'un système voué aux rationalisations instrumentales parcellaires. Confronté au nazisme victorieux, Trotski aurait ouvert la voie à ce genre d'interprétation, en constatant sommairement que « la civilisation capitaliste vomit une barbarie non digérée ».

Sans doute était-il difficile, pour ces hommes des Lumières, d'admettre un élément anthropologique

irréductible aux rapports sociaux historiques. Il leur était possible, en revanche, d'associer l'analyse historique de la « déshumanisation » liée à la réification capitaliste, au divorce entre la technique et les émotions, à la routine administrative du travail en miettes, au « contrat d'indifférence mutuelle » caractéristique de la société marchande, à une lecture psychanalytique des névroses contemporaines. Nous serions ainsi mieux préparés à affronter la « répétition du monstrueux », ou de ce que Gunther Anders appelle le « destin de la monstruosité[6] ».

Les Juifs internationalistes rescapés du désastre refusaient, on peut le comprendre, d'être réduits au rôle de victimes. Ils voulurent prendre leur revanche sur ceux qui avaient prétendu les clouer contre leur gré au mur d'une appartenance religieuse ou ethnique, les assujettir au destin et au malheur de la race. Ils entendaient choisir eux-mêmes le terrain et les armes de leur combat pour l'espèce humaine. Après une fin de siècle obscure, leur profession de foi humaniste et leur principe d'universalité peuvent paraître naïfs ou déraisonnablement optimistes. Ils n'en étaient pas moins légitimes.

Servi par le charisme de Paul Newman, le film *Exodus* eut un fort impact sur les adolescents que nous fûmes à la fin des années cinquante. Taraudés par la culpabilité occidentale du génocide, certains jeunes « Français de souche » en sortirent même tentés de faire leur *allya* vers la nouvelle frontière gardée par les kibboutzim en armes. En écho à une littérature manichéenne édifiante d'après-guerre, il était facile en effet de s'identifier aux bons cow-boys intrépides, assiégés par de perfides Indiens-Palestiniens. Le nouvel exode semblait leur permettre de concilier la survie au génocide et l'aventure socialiste. Il suscita des vocations.

Créée en avril 1966, la Jeunesse communiste révolutionnaire, comptait dans ses rangs une part disproportionnée de jeunes militant(e)s d'origine juive. Ce fut la génération des Recanati, des Cyroulnik, des Najman, des Cucharts, des Harrari, des Rzepsky, des Rubinstein, des Landau, des Czalcsinsky, des Milewsky, des Rogozinsky, des Pieckny, des Weisgal, des Zeliksonn, des Maler, des Rotman, des Baruch, des Meyer, des Rosenfeld, des Rosvègue, des Rosenzweig, des Meyer, des Mikhaïlovitch, des Blum, des Roterdam, des Barsony, des Tauber, des Treiner, des Johsua, des Chaouat, des Hassoun, des Slyper, des Dreyfus, des Trat, des Godchau, des Sidi, des Cohen, des Bénichou, des Samary, des Bortein, des Weber, des Krivine…

On attribue à Annie Kriegel la boutade selon laquelle la seule raison pour laquelle les discussions dans la direction de la Ligue n'avaient pas lieu en yiddish, c'est que j'étais séfarade[7]. Le fait est que les Juifs orientaux étaient alors, dans l'extrême gauche, une infime minorité, souvent d'origine égyptienne : les frères Lévy chez les maos, les frères Johsua, le psychanalyste Jacques Hassoun, Gérard Chaouat ou Jacques Stambouli à la Ligue. Certains étaient liés par tradition familiale au communisme égyptien, illustré par la grande figure d'Henri Curiel[8].

Cette forte composante d'origine juive parmi la jeunesse rebelle des années soixante n'était guère mystérieuse sociologiquement. C'étaient, pour la plupart, des fils et des filles de survivants. En d'autres circonstances, il y aurait eu parmi eux bien des candidat(e)s à l'Affiche rouge, des Marcel Rayman ou des Thomas Elek en herbe. C'est probablement l'un des secrets de la motivation intrépide qui animait notre service d'ordre des années soixante-dix. Notre guerre n'était pas finie.

En 1967, un an seulement après la fondation de la JCR, la guerre des Six Jours mit l'internationalisme juvénile de cette classe d'âge à rude épreuve. Il y eut de rares cas d'engagement volontaire pour la défense d'Israël. Ces défections furent exceptionnelles. En pleine crise, nous avons invité Nathan Weinstock à donner une conférence rue de Rennes sur son livre, *Le Sionisme contre Israël*[9], qui venait de paraître. La soirée fut houleuse. Intransigeants contre l'antisémitisme, nous en sommes sortis résolument antisionistes, profondément convaincus que, loin d'être incompatibles, les deux faisaient la paire. C'était, en somme, rester fidèle aux souffrances juives que de refuser de transformer à leur tour les Palestiniens en peuple paria. Encore ne pouvions-nous pas prévoir le siège de Beyrouth, le sort infligé à la population des territoires occupés, la colonisation de la Cisjordanie ni la construction d'un nouveau mur de la honte. L'épreuve de la guerre des Six Jours fut néanmoins constitutive de notre

éducation internationaliste et de notre vision du monde.

Nourris d'un universalisme réfractaire aux nostalgies communautaires, nous entendions choisir notre combat, au lieu de subir la fatalité des origines. La « question juive » nous semblait, sinon résolue, du moins appelée à se dissoudre peu à peu dans la lutte des classes et dans la fraternisation générale. Refoulée dans l'espace privé des attaches familiales, elle n'en revenait pas moins subrepticement faire irruption parmi nous, sous forme de *private jokes* et d'histoires juives, de clins d'œil et de connivences, qui exaspéraient certainement ceux qui se sentaient exclus de ces complicités indéfinissables. En 1969, Pierre Rousset revint très motivé d'un séjour dans les camps palestiniens. Il insistait sur notre responsabilité décisive de contribuer à briser le mythe communautaire du sionisme. Son discours enflammé fut accueilli par des regards amusés et des sourires entendus. Nous étions, bien sûr, convaincus d'avance. Mais une voix caustique demanda ironiquement : « Qu'est-ce qu'il veut briser, celui-là ? » Pierre n'apprécia guère cet humour au second degré. Il s'emporta contre ces liens affinitaires, dont il se sentait rejeté.

À l'époque de l'impérialisme et du colonialisme, l'antisémitisme racial s'insère dans la logique des racismes modernes. Malgré les pogroms, le sionisme est resté minoritaire chez les Juifs d'Europe centrale aussi longtemps que subsistait un espoir de libération sociale. L'épreuve du génocide a fait d'Israël un État refuge. La création d'un « État juif », ethnique et théocratique, fondé sur le droit du sang, n'en fut pas moins considérée, dès sa fondation, comme une impasse mortelle par Isaac Deutscher comme par Martin Buber. Franz Rosenzweig ou Walter Benjamin ont cherché, entre assimilation et sionisme, une troisième voie pour un judaïsme en diaspora ou en « dissimilation ». Freud lui-même s'est montré réservé devant le projet de Herzl, redoutant le « fanatisme irréaliste de [notre] peuple » et rejetant « l'illusion d'une espérance injustifiée[10] ». C'était, il est vrai, avant la grande catastrophe.

Se constituer en État-nation et se territorialiser à contretemps (au moment où les États-nations déclinent sous la poussée de la mondialisation marchande, où se multiplient diasporas et métissages) est un piège gros de nouvelles tragédies annoncées. Isaac Deutscher a vu amèrement dans Auschwitz « le terrible berceau » de la nouvelle nation juive, l'événement (re)fondateur d'une « communauté négative » née de la persécution. Il lui fut douloureux de penser que « l'identité juive et sa continuité » devait son nouveau bail sur la vie à l'extermination : « Nous avons vu le phénix de la Juiverie renaître des cendres de six millions de Juifs, quelle résurrection[11] ! » Maxime Rodinson souligna pour sa part le paradoxe d'un judaïsme conservé par l'antisémitisme et par le sionisme politique moderne qui en est en partie la conséquence. La création de l'État d'Israël cristallisait à nouveau une identité en diaspora, qui tendait à dépérir, faute de base cohérente, culturelle, sociale ou même religieuse : « Je ne crois pas qu'il y ait lieu de s'en réjouir[12]. »

Érigée en mémoire d'État, la mémoire juive devint tristement sélective. Soustraite à l'emprise étatique, la culture de l'exil et de l'errance commença à se pétrifier en histoire officielle et en raison d'État. La reconstruction d'une histoire mythique pour un peuple rescapé de l'histoire tendait à justifier une fermeture communautaire et à renforcer une identité généalogique fondée sur un archaïque droit du sang. À moins que, par un retournement critique, le travail des historiens israéliens sur les origines de l'État d'Israël ne vienne combler un jour le grand trou noir creusé dans la mémoire juive.

Heureusement, il y eut, pour tenir le fil d'un autre récit possible, des Spinoza, des Heine, des Marx, des Freud, des Rosa Luxemburg… et tant d'« autres hérétiques[13] » ! Heureusement, il y eut, contre l'égoïsme de l'élection, si aisément réversible en malédiction, leur élan d'universalité exubérante, trop expansive pour se laisser contenir dans l'espace étroit du sionisme et dans sa fuite en avant mortifère.

Aux yeux de Benny Lévy, l'athéisme juif ne fut qu'un piètre subterfuge pour ennoblir l'ignorance de « l'irrémissibilité de l'être juif ». Il y eut pourtant de glorieux antécédents, à commencer par celui de Bernard Lazare, cet « athée ruisselant de la parole de Dieu ». Internationaliste athée, je ne me suis

jamais senti juif ni par la race, ni par la religion, ni par la langue. Je le suis pourtant resté, dans une certaine mesure et jusqu'à un certain point, par solidarité inconditionnelle, non envers un État périssable, mais envers ceux et celles qui furent persécutés sous ce nom. Par l'histoire, en somme. Aux antipodes de l'immobilité sans histoire, revendiquée aujourd'hui par les nouveaux mystiques, pour qui tout est là depuis le début, de toute éternité. Cette extase des origines vise en fait à conjurer la révolte politique contre la fatalité du monde. Elle se nourrit de la déception envers une histoire qui aurait trahi les promesses qu'on lui avait imprudemment prêtées. « Pas de vision politique du monde ! Pas d'histoire ! Pas de dialectique ! Tout est là depuis le début […]. Le retour, seul, suffit[14]. »

Les nouveaux commandements ne sauraient être plus clairs !

En devenant communistes, beaucoup avaient espéré réparer le tort particulier qui leur était fait en s'intégrant au mouvement d'émancipation universelle, effacer le stigmate imposé par le choix volontaire du combat commun. Il en fut autrement. La formule de Marx, selon laquelle le judaïsme s'est perpétué, non malgré l'histoire, en tant qu'anachronisme, mais par l'histoire et par ses tragédies, s'en est trouvée sinistrement confirmée.

Avec le génocide nazi, cette histoire a pris en effet un tour imprévu, défiant les illusions béates d'un progrès à sens unique. La persistance d'un antisémitisme bureaucratique en Union soviétique ébranlait parallèlement la confiance dans des lendemains internationalistes. Mobilisant contre eux les vieilles rancœurs chauvines, le régime stalinien fit des Juifs (surreprésentés dans l'appareil d'État) les boucs émissaires du ressentiment et des frustrations populaires. On avait voulu croire l'énigme de la question juive résolue, ou sur le point de l'être. Elle n'a pas cessé de rebondir et de s'envenimer.

En définissant ce peuple sans État comme « un peuple-classe », Abraham Léon a bien tenté de donner chair à l'esprit et de résoudre l'équation péguyste de « l'âme charnelle ». Rétabli dans sa réalité historique, ce « peuple-classe » semblait voué à se dissoudre logiquement dans la société sans classes. Léon n'excluait pourtant pas la possibilité inverse, que puisse s'accomplir la prétention du sionisme à fonder un État. Quelles que soient les intentions des pères fondateurs, il ne s'agirait pas alors d'une « renaissance nationale » mythique, mais d'une naissance nationale à contretemps et à contre-courant, portant en elle les germes de nouvelles tragédies. L'accomplissement du dessein sioniste serait ainsi le produit monstrueux d'un moment monstrueux de l'histoire humaine. Un demi-siècle après sa fondation, Israël n'est pas devenu le refuge annoncé, mais l'endroit du monde où les Juifs sont le plus menacés.

Dans la tradition des Lumières, Trotski a espéré, lui aussi, une solution socialiste à la question juive. Pressentant le désastre, il reconnaissait avec tristesse, dans l'entretien accordé en 1937 à un journal américain : « Pendant ma jeunesse, j'inclinais plutôt à penser que les Juifs seraient assimilés dans leurs pays respectifs et que la question juive devrait disparaître de façon quasi automatique. Le développement historique du dernier quart de siècle n'a pas confirmé ce pronostic. » La question ne serait réglée ni par l'assimilation forcée, ni par l'édification d'un gigantesque ghetto national, dont la sinistre farce bureaucratique du Birobidjan avait montré l'inanité. La fondation d'un État juif constituerait au contraire un nouveau coupe-gorge, avec à l'horizon le spectre d'un nouveau Massada. La porte par laquelle pouvait surgir le Messie était plus étroite encore qu'on ne l'imaginait.

Une petite minorité révolutionnaire judéo-arabe de Palestine s'est courageusement opposée à la partition de 1947. Je me souviens de la sagesse désolée du vétéran trotskiste palestinien, Jabra Nicola, nous mettant en garde contre de possibles illusions quant aux vertus du nationalisme arabe : dans la région, insistait-il, les rapports de domination étaient réversibles ; aujourd'hui installée dans le rôle du colon oppresseur, la communauté juive pouvait se retrouver un jour dans la position d'une minorité nationale opprimée au sein du monde arabe. Si difficile, si lointaine, si incertaine fût-elle, la seule solution internationaliste passait donc, à terme, par l'autodétermination de toutes les communautés nationales, et par leur coexistence volontaire au sein d'un État plurinational[15].

Notre hostilité à la définition d'un État par une substance religieuse ou ethnique ne nous conduisait cependant pas à flatter le nationalisme palestinien dont nous étions activement solidaires. À la

différence d'un Alain Geismar (recyclé depuis dans les cabinets ministériels de la gauche plurielle) arborant le keffieh, nous n'avons jamais été tentés de nous déguiser en fedayin pour faire du Quartier latin une « zone libérée ». Pour des raisons tant stratégiques que morales, nous étions convaincus qu'il n'y aurait pas de victoire militaire du mouvement palestinien sans division du bloc sioniste et sans fractures dans la société israélienne elle-même. Cette conviction était renforcée par la valeureuse expérience de nos camarades israéliens du Matzpen. En cette époque de surenchères maoïstes, notre subtile dialectique de l'universel et du particulier nous valut d'être accusés tantôt de tiédeur envers la cause des opprimés, tantôt, et pire encore, d'indulgence envers la colonisation sioniste.

Terrible *double bind* ! Accablante double suspicion ! Pour les uns, l'antisionisme politique, opposé à l'occupation et à la colonisation de la Palestine, était suspect d'antisémitisme racial. Pour les autres, la reconnaissance d'un fait national israélien était suspecte de complaisance coloniale.

En 1982, la guerre du Liban, le siège de Beyrouth et les massacres de Sabra et Chatila marquèrent un tournant dans la région et dans le mouvement de solidarité avec la cause palestinienne[16]. Pour la première fois, eut lieu à Paris une manifestation des Juifs contre la guerre au Liban. Bien que conscient de l'ambiguïté, pour un internationaliste citoyen du monde, à manifester « en tant que juif », je m'y suis tout de même rendu sans prévenir mes camarades. Une protestation permettant de dissocier judaïsme et sionisme, Juifs et État d'Israël, me paraissait efficace : touchant au cœur de la mythologie communautaire, elle était plus gênante pour les autorités sionistes qu'une manifestation gauchiste dix fois plus nombreuse, et plus difficile à disqualifier en invoquant un antisémitisme sournois. Elle montrerait d'autre part aux militants arabes attachés à la cause palestinienne qu'il ne s'agissait pas d'un conflit religieux mais d'un conflit politique, dont les lignes de clivage traversaient les frontières communautaires. Dans cette manifestation, place des Ternes, je retrouvai Marcel-Francis Kahn (un des initiateurs) et Alexandre Minkowski, mais aussi, à ma grande surprise, quelques militants de la Ligue qui avaient spontanément tenu le même raisonnement et furent soulagés de m'y voir.

Le problème s'est posé à nouveau, au fur et à mesure que les gouvernements israéliens successifs s'employaient à confessionnaliser et à ethniciser le conflit du Proche-Orient, pour nier la question palestinienne en tant que question nationale, et pour dépolitiser le droit des Palestiniens à un État souverain. Leur souhait explicite serait de voir la figure même du Palestinien, constituée par un demi-siècle de résistance et reconnue internationalement par les accords d'Oslo, s'effacer à nouveau dans l'indifférenciation du « monde arabe », ou dans le clair-obscur des mouvements islamistes. En France l'appel des représentants communautaires juifs à « s'identifier avec l'État d'Israël », leur prétention à parler au nom de tous les Juifs, transformés à leur corps défendant en complices de Sharon et de ses crimes, nous a poussés, au début de la deuxième Intifada, à une prise de position collective « en tant que juifs[17] ».

Il y a quelques années, je n'aurais pas pu imaginer être acculé un jour à une telle démarche, revendiquant la légitimité d'une origine pour justifier une prise de position politique. Il a fallu, pour cela, une détérioration sensible des rapports de force et un profond recul de la conscience politique. Bien des signataires de ces textes ont éprouvé les mêmes réticences et les mêmes scrupules. Le critère d'efficacité l'a finalement emporté sur les doutes. L'écho de ces initiatives a fini par les justifier. Elles ont permis à des centaines de signataires de sortir de la rumination individuelle, pour exprimer collectivement le refus d'être annexés contre leur gré aux exactions de l'État israélien dans les territoires occupés, le refus que le judéocide serve d'alibi à une politique de colonisation, de conquête et d'apartheid[18].

« Pas en notre nom ! » En prenant ces positions, non « bien que », mais « parce que » juifs, nous voulions briser l'image du consensus communautaire et aider les militants arabes, confrontés à la montée de l'intégrisme, à souligner le caractère politique, et non pas religieux ou racial, du conflit. Un appel symétrique de militants d'origine arabe résidant en France vit ainsi le jour, condamnant fermement « toute dérive raciste ou confessionnelle, au Proche-Orient ou en France[19] ».

Peut-on définir une « identité juive » ? S'agirait-il du simple reflet de soi-même dans le regard de l'autre, de la simple conséquence d'être « tenu pour tel » ou de se considérer tel ? Du résultat d'une lointaine élection mythique ? Spinoza a démasqué depuis longtemps cette imposture, révélant que cette élection « consiste [pour les Juifs] dans la seule félicité temporelle de leur État et dans les avantages matériels ». Je n'ai pas envie, pour ma part, de me sentir ainsi élu, que ce fût pour partager les bénéfices de cette élection ou pour supporter l'écrasante responsabilité selon laquelle les Juifs devraient être meilleurs que le commun des mortels.

Le bannissement qui frappa Uriel da Costa ou Spinoza soulevait déjà l'épineux problème de savoir où passent les frontières de la judéité et qui est habilité à les tracer. Qui décide des appartenances ? Qui en est juge ? Certains ont répondu à cet embarrassant dilemme, en annexant le philosophe blasphémateur : « Il est des nôtres, malgré tout, qu'il le veuille ou non. » Coup double, qui permet de tirer prestige du membre dont on s'ampute ! D'autres, au contraire, préfèrent délimiter strictement le cercle de l'appartenance.

Pour Lévinas, les Juifs sans pratique qui se croient athées « restent juifs tout de même ». On ne saurait fuir sa condition. « Irrémissibilité » de l'être juif ? Implacable destin, scellé par l'origine ? Freud admit ainsi être lié au judaïsme d'un lien difficile à définir, qui n'est « ni la foi, ni l'orgueil national[20] ». Ni communauté nationale, ni communauté religieuse ? Une tribu culturelle alors, difficile à circonscrire, par-delà les différences linguistiques, rituelles, territoriales, de la dispersion ? « Une religion ayant certains caractères d'une ethnie », répondait Maxime Rodinson : formule floue, à l'image de ce « peuple spectre », dont l'errance fut, pour Heine, « le symbole mélancolique de l'humanité ».

Peut-être cette identité paradoxale se retrouve-t-elle dans la figure emblématique du marrane, catholique sans foi, juif par choix mais sans savoir, être fendu et déchiré, attaché à perpétuer un judaïsme adultéré par l'obsession du secret et taraudé par ses doutes refoulés. Après s'être libérés de la persécution, ayant touché à l'universalisme chrétien, les marranes ne reconnaissaient plus leur propre visage. Ils étaient devenus des mutants, des juifs non Juifs, écartelés entre une appartenance communautaire exclusive et l'ouverture à une humanité universelle, entre un formalisme de la fidélité et une infidélité plus fidèle encore. Ce secret les logeait à une drôle d'enseigne. Ils appartenaient sans appartenir, et vivaient douloureusement cette appartenance désappartenue, et cet apprentissage d'une liberté moderne.

Ce qui fascine, dans la figure du marrane imaginaire, c'est sa double identité sans duplicité, son dédoublement sans déchirure, le passage d'un monde et d'une époque à l'autre. Cette ambivalence, réfractaire aux racines et aux enracinements. Cette fêlure intime. Le problème, avec le marranisme, c'est d'en sortir sans se renier, de trouver, dans le passage et le passement, une issue qui ne soit ni retour à un soi identique, ni ralliement à la cause des vainqueurs : une échappée vers le tiers exclu, une endurance à faire vivre un texte sous le texte, et encore un autre sous le sous-texte. Une aptitude à conduire ce jeu de cache-cache qui échappe aux identifications policières et tyranniques. Il y eut sans doute, il y aura probablement encore, bien des communistes marranes.

Il est patient, le marrane pressé, contraint à se désaccorder sans cesse, à penser contre lui-même, à en appeler à son autre, sans jamais pouvoir se reposer dans le confort d'une réconciliation apaisée. Avec lui, l'héritage devient problématique. Un héritage sans mode d'emploi, sur lequel, dit Derrida, on est sommé de prendre une décision, en lui résistant pour mieux l'éprouver. Cette dialectique de l'infidèle fidélité s'oppose à tout fantasme de pureté, à toute clôture communautaire, à toute intégrité et à tout intégrisme. Peut-être le marranisme politique conduit-il ainsi à une issue, entre les paniques identitaires et la diversité sans différence du cosmopolitisme marchand. À un internationalisme réinventé.

Jusqu'aux *Spectres de Marx*, j'avais lu Derrida par intermittence, selon l'inspiration du moment. J'aurais dû être sensible bien plus tôt aux signes de ce que nous pouvions partager sans le savoir, au-delà de l'exil d'une Algérie proche et lointaine. À l'expérience de la discordance et du contretemps, à la logique de la spectralité, à la curiosité envers le marrane « en rupture d'appartenance ». Derrida ne

croit pas une seconde que cette affaire du marrane puisse être classée à bon compte : « Et si, non seulement Spinoza, mais Marx lui-même était un marrane, une sorte d'immigré clandestin ? »

Patient, le marrane est aussi impatient.

Avec lenteur.

Il joue sur la durée.

1 Mon oncle Jules serait mort à Dachau. La trace de mon oncle René, réputé rebelle et bagarreur, se perd dès son arrivée à la prison Saint-Michel de Toulouse, où il aurait été tabassé à mort, par les hommes de l'Obersturmführer Karl-Heinz Müller. Âgé de dix ans lors de la rafle, Marcou, le frère cadet de Reine et de Roger, réussit à échapper à la vigilance des gestapistes. En souvenir de son frère aîné mort en déportation, il baptisa son premier fils Roger. Ce petit cousin rigolard et débrouillard s'est suicidé à l'été 2003. Peut-être avait-il enfoui au plus profond de lui la blessure de s'être substitué à son oncle disparu.

2 De Montaigne à Proust, le cas de ces grands bâtards culturels mériterait une étude spéciale.

3 Benny Lévy, *Être juif*, Lagrasse, Verdier, 2003.

4 Isaac Deutscher, « Qu'est-ce qu'être juif ? », in *Essai sur le problème juif*, Paris, Payot, 1969.

5 Voir Norman Geras, « Les marxistes face à l'Holocauste », in *Le Marxisme d'Ernest Mandel*, Paris, PUF, « Actuel Marx », 1999. Enzo Traverso s'est attelé depuis à une interprétation anthropo-historique de la violence nazie : *La Violence nazie. Une généalogie européenne*, Paris, La Fabrique, 2002.

6 Les monstres sont censés ne pas se reproduire ni se répéter. L'inversion de l'exception et de la règle banalise la monstruosité. Sur ce retournement, voir Richard Matheson, *Je suis une légende*, Paris, Folio, nouvelle éd., 2001.

7 La boutade d'Annie Kriegel fait peu de cas du rôle dans la direction de la Ligue de Gérard Verbizier, de Jean Métais, d'Alain Bobbio, de Pierre Rousset.

8 Sur Henri Curiel, voir la superbe biographie de Gilles Perrault, *Un homme à part*, Paris, Barrault, 1984.

9 Nathan Weinstock, *Le Sionisme contre Israël*, Paris, Maspero, 1967.

10 Lettre du 26 juin 1930.

11 Isaac Deutscher, *Essai sur le problème juif, op. cit.*

12 Maxime Rodinson, préface à *La Conception marxiste de la question juive*, d'Abraham Léon, Paris, EDI, 1968.

13 Voir Yirmiyahu Yovel, *Spinoza et autres hérétiques*, Paris, Seuil, 1991.

14 Benny Lévy, *Être juif*, *op. cit.*, p. 115.

15 Voir Michel Warschawski, *Israël-Palestine, le défi bi-national*, Paris, Textuel, 2001, suivi d'un commentaire critique d'Elias Sanbar.

16 Ce tournant fut souligné par une résolution du Comité exécutif de la IVe Internationale rédigée en collaboration avec le Libanais Gilbert Achcar et l'Israélien Michel Warschawski.

17 Cet appel, publié dans *Le Monde* du 18 octobre 2000, était signé entre autres par Francis Kahn, Rony Brauman, Pierre Vidal-Naquet, Marie-Claire Mendès France, Gisèle Halimi, Daniel Singer, Laurent Schwartz, Stanislas Tomkiewicz, Hubert Krivine, Maurice Rajfus, Michael Löwy, Janette Habel, Michèle Sibony, Pierre Khalfa, Samy et Isaac Johsua, Henri Maler, Richard Wagman, Olivia Zemor, Eyal Sivan. Il a recueilli plusieurs centaines de signatures.

18 Sans concertation, des appels analogues ont surgi en Grande-Bretagne, au Canada, aux États-Unis, en Australie. Parallèlement aussi s'est formée, à l'initiative de Richard Wagman, de Michèle Sibony et d'un petit noyau militant (dont Jean-Claude Meyer à Strasbourg), une courageuse Union des Juifs pour la paix, minoritaire mais très active.

19 Paru dans *Le Monde* du 19 novembre 2000, cet appel était signé notamment par Adonis, Tahar Ben Jelloun, Fahti Ben Slama, Djamel Bouras, Mohammed Harbi, Camille Mansour, Amir Rikabi.

20 Voir David Bakan, *Freud et la tradition mystique juive*, Paris, Payot, 1977.

19

La gymnastique des possibles

« Cherchant à expliquer le présent par le passé, on reconnaît en même temps comment le passé est rendu intelligible par le présent et quelle lumière il emprunte à chaque nouvelle journée ; ce dont nos faiseurs de manuels n'ont eu jusqu'ici aucun soupçon. Ils croyaient que les actes de l'histoire de la révolution étaient déjà clos, et déjà ils avaient prononcé leur jugement définitif sur les hommes et sur les choses. »
Heinrich Heine

« C'est l'effet d'une singulière intelligence que de s'imaginer que la révolution sociale serait une conclusion, une fermeture de l'humanité dans la béatitude des quiétudes mortes. C'est l'effet d'une ambition naïve et mauvaise, idiote et sournoise, que de vouloir clore l'humanité par la révolution sociale. Faire un cloître de l'humanité serait l'effet de la plus redoutable survivance religieuse. Loin que le socialisme soit définitif, il est préliminaire, préalable, nécessaire, indispensable, mais insuffisant. Il est avant le seuil. Il n'est pas la fin de l'humanité. Il n'en est pas même le commencement. »
Charles Péguy,

De la raison

Je ne sais quelles coïncidences m'ont conduit, vers la fin des années soixante-dix, à m'intéresser à la kabbale et à la mystique juive. Ce fut, peut-être, la lecture de la *Critique du langage* de Fritz Mauthner. Une lecture appelant l'autre, j'enchaînai avec Scholem, Benjamin, Landauer, Rosenzweig, Bloch, Lukàcs, Tucholsky. La piste Benjamin remontait à Blanqui et à Péguy, celle de Péguy croisait Georges Sorel et Bernard Lazare. Autant qu'à la contingence des rencontres, cette constellation obéit à une nécessité cachée. Sans doute ma curiosité était-elle le signe d'un trouble théorique, à l'heure où les confiantes certitudes des premiers engagements étaient mises à rude épreuve. Face à l'affaissement des horizons d'attente, nous avions besoin d'un matérialisme aléatoire, allié aux subtilités de la raison messianique.

Ce fut un moment de ressourcement. L'enjeu était de démêler les notions de l'utopie, du messianisme, de l'espérance, pour se débarrasser de cette « espérantite », dont Gunther Anders fait reproche à Ernst Bloch. Il y a bien longtemps, Spinoza avait déjà vu dans l'espoir une joie inconstante, « née de l'image d'une chose future ou passée dont l'issue est tenue pour douteuse ».

Ce fut aussi le temps où beaucoup, en panne de projet, firent retour vers le bercail communautaire. Des amis proches, mariés civilement, éprouvèrent le besoin tardif de passer par la synagogue. Des internationalistes déçus se mirent en quête d'un enracinement. Des rebelles cosmopolites se cherchèrent une généalogie identitaire. Ancien « Gédéon[1] » de la Gauche prolétarienne, Benny Lévy partit méditer dans une yeshiva. De vieux communistes vaincus et déçus avaient déjà effectué cet amer retour. Ancien des Brigades internationales, las d'avoir parcouru les chemins escarpés du désenchantement, Stéphane Barsony s'efforçait, au crépuscule de sa vie, de trouver à l'État d'Israël des circonstances atténuantes minimalistes, auxquelles il avait probablement bien du mal à croire lui-même. Pourquoi, demandait-il avec un délicieux accent hongrois et un humour grinçant, les Juifs seuls seraient-ils tenus de prouver qu'ils valent mieux que les autres ?

En me plongeant dans une littérature juive, j'avais seulement le souci de comprendre une tradition et une culture qui m'étaient, somme toute, étrangères. Je cherchais surtout, dans cette exploration, à confronter le rationalisme des Lumières à d'autres voies de la connaissance. Remontant le temps sur les traces de Gabriel Albiac ou d'Yirmiyahu Yovel, je découvrais ainsi le syncrétisme des Andalousies, les subtilités de la Dispute de Barcelone, l'insoumission d'Uriel da Costa et la fureur tranquille de Spinoza[2].

Au seuil des années quatre-vingt, naviguant dans les eaux épaisses et troubles d'un présent opaque,

englués dans leurs nappes huileuses, nous étions tirés vers le fond par les fantômes du siècle. Ce n'étaient pas des spectres souriants, mais des revenants aigris, chargés de déceptions et de ressentiments. Nous avions voulu refermer la terrible parenthèse de leur grand théâtre de la cruauté. Nous nous réveillions soudain en sursaut, en proie aux mauvais rêves d'une mémoire hantée. Pour échapper à l'épreuve du désastre, l'époque s'évertuait à jeter du lest.

Plus de passé, plus de lendemains. Plus d'attentes, plus de « rêves vers l'avant ».

De prisa, de prisa ! Vivre vite !

Ce n'était peut-être plus minuit dans le siècle, mais une fin d'après-midi vénéneuse, qui s'attardait voluptueusement dans un rougeoiement de mise à mort. Mise à mort de Marx. Mise à mort du communisme. Fin annoncée de l'histoire. Fin de partie.

En ces temps de contre-réformes et de restaurations, comme pour Blanqui après l'écrasement de la Commune, seul le chapitre des bifurcations semblait encore ouvert à l'espérance. À condition que le messie intempestif de Benjamin vienne réveiller Marx d'un long sommeil dogmatique et l'arracher aux cauchemars staliniens.

Le jeu de piste benjaminien découvrait peu à peu un paysage de pensée (Blanqui, Péguy, Sorel, Proust) déconcertant pour un marxiste orthodoxe. Pour le Péguy socialiste et militant, le sens supposé de l'histoire ne pouvait servir à se défausser d'une impérieuse responsabilité, ici et maintenant. Il ne saurait nous soustraire, au nom de lois historiques abstraites, à la citation du présent. On n'échappe pas au redoutable devoir de (se) décider failliblement, humainement, charnellement. Au risque de se perdre. Le socialisme n'est pas une terre promise, un jugement dernier, une fin finale et cloîtrée de l'humanité. Il demeure « avant le seuil », penché sur l'inconnu, dans l'inquiétude du présent et dans la « puissance du dissentiment historique ».

Exhumées par Benjamin de la grande hibernation des bibliothèques, les « bifurcations » stratégiques de Blanqui laissaient entrevoir un autre rapport entre histoire et événement, règle et exception, répétition infernale de la catastrophe et irruption messianique du possible. Contre un matérialisme platement déterministe, sa critique féroce du positivisme s'appuyait sur les atomistes et sur leur « matérialisme souterrain de la rencontre ». Après avoir tenté de moudre la singularité de l'événement dans les puissants engrenages de la machinerie structurale, le dernier Althusser avait redécouvert, lui aussi, ce « miracle du clinamen ». Au risque, d'ailleurs, de céder à la tentation inverse : celle d'un fétichisme de l'événement sans historicité, de la page blanche sur laquelle le président Mao prétendit dessiner à sa guise une humanité absolument nouvelle, de la « table vide » sur laquelle « l'idéalisme de la liberté » peut prendre sa revanche. La politique de la révolution tend alors à se confondre avec la théologie de la révélation.

Ma curiosité envers l'insoumission de Jeanne d'Arc, envers les millénarismes médiévaux dont elle transmet l'écho, envers les « chrétiens sans Église », envers les transgressions de Sabbataï Tsevi et de Jacob Frank, envers les rebelles passionnés de Canudos ou de la Christiade, ont contribué à éveiller une sensibilité particulière à l'impatience des hérésies populaires.

Il s'agissait, parallèlement à la relecture de Marx, de retrouver les catégories permettant d'affronter une crise majeure des temps historiques. Sans les résistances de la première heure à la contre-révolution stalinienne, l'obscurité de l'histoire serait en effet devenue rigoureusement désespérante. Pour échapper à la détresse de son implacable logique, il fallait arracher aux décombres du siècle les matériaux des reconstructions futures. Le concept benjaminien d'histoire renverse ainsi le sens des attentes. Nous n'attendons plus le Messie. C'est nous qui sommes attendus. Investis d'une « faible force

messianique » de délivrance, c'est nous qui répondons à une attente[3]. Une nouvelle temporalité historique prend forme alors, dans le dialogue entre l'histoire et l'âme païenne, dans la tension dialectique entre l'histoire et la remémoration, entre les prétentions judiciaires du tribunal historique de sinistre mémoire et les incertitudes de la mémoire, entre les dérives journalistiques de l'histoire historienne et les tendances romanesques de la mémoire, entre les regards vides de l'histoire monumentale et les yeux de braise de la mémoire amoureuse, entre la manie collectionneuse de l'histoire antiquaire et les remembrances sélectives d'une mémoire oublieuse.

Le simple écoulement d'une durée homogène ne peut tenir lieu de lien causal entre ce qui précède et ce qui suit. L'ordre de succession n'est pas un ordre d'intelligibilité suffisant. Pour avancer, il faut savoir repartir en arrière. Reculer pour mieux sauter. Remettre le passé en jeu. Donner une nouvelle chance aux vaincus d'hier et de toujours. Contre l'histoire toute faite, « faite d'avance », délivrer le « se faisant » du « tout fait ».

Les vaincus ont la mémoire longue. Souvent, ils n'ont même plus que ça. C'est la seule chance qu'il leur reste d'échapper au butin des vainqueurs et de défier la répétition infernale des défaites. Seule leur fidélité aux ancêtres asservis peut encore inverser le sens des signes, sauver la tradition menacée par le conformisme, et le style des embourgeoisements de la mode (qui est, très précisément, un style saisi par le conformisme).

La rationalité instrumentale s'est acharnée à vider le temps de ses grosseurs messianiques, à dissoudre les surprises de l'événement dans les régularités horlogères. Elle a prétendu désenchanter l'espace, réduit à sa froide mesure géométrique. La politique de l'événement s'attaque à cette lourde chaîne du temps abstrait. Comme l'amour, qui se conjugue au présent, la révolution est alors un « pur présent sans mélange », qui se tourne vers le passé pour y déchiffrer les présages du possible. Dans l'insurrection comme dans le coup de foudre, aujourd'hui est « l'instant qui s'envole à la vitesse d'une flèche ». Aussi longtemps qu'elle fend l'air, « l'instant ne pourra se pétrifier ».

Ni la faible force messianique, se bureaucratiser.

La triste fin du XXe siècle restera un temps de noces de cendre et d'événements sans rayonnement. La mort proclamée du communisme ne fut en réalité que la deuxième mort d'un cadavre, depuis longtemps décomposé. Quel est-il, au juste, ce cadavre ? Quel vide laisse-t-il derrière lui ? Et si le parasite bureaucratique ne disparaissait qu'après avoir rongé jusqu'à l'os le corps qu'il a laborieusement détruit ? C'est toute l'ambiguïté et toute l'énigme de cette mort à double détente : aussi loin qu'on se retourne, on ne peut plus évoquer désormais un bon vieux temps sur lequel soupirer.

Nous nous étions crus adossés à la masse rassurante d'une montagne magique, à quelque Sinaï protecteur, sanctifié par la foudre divine. Comme si ce qui fut accompli était irréversible. Comme s'il n'y aurait jamais plus besoin de recommencer. Comme si ce qui était fait, était définitif. C'était sous-estimer la puissance d'effacement et de dévastation dont la réaction stalinienne fut la forme perfectionnée, puissante au point de mettre en péril non seulement l'événement d'Octobre, mais aussi le nom propre de Marx, et de rendre inaudible son tonnerre assourdissant. Sartre considérait, non sans quelque imprudence, le communisme comme « l'horizon indépassable de notre temps ». Il refusait de penser l'époque autrement que comme « l'époque d'une question communiste ». Dans les années quatre-vingt, par une cruelle ruse de la déraison, le capital sembla devenir à son tour l'horizon indépassable de tous les temps. L'histoire menaçait de disparaître – et la politique avec, bien sûr – dans la désolation de l'éternité marchande.

Il était impossible de faire comme si de rien n'était, comme s'il s'agissait d'une éclipse passagère des possibles, comme si tout devait, inéluctablement, fatalement, redevenir comme avant. La débâcle, pourtant, ne pouvait nous surprendre. Nous avions pronostiqué depuis longtemps l'asphyxie mortelle d'une économie de commandement bureaucratique. Nous en avions cependant sous-évalué les conséquences durables. Nous avions voulu croire que les choses reprendraient paisiblement leur cours interrompu, que sonnerait l'heure d'un grand renouveau socialiste, et que l'histoire finirait par rendre

justice aux derniers de ses justes.

Sans doute avions-nous prêté trop peu d'attention à l'avertissement d'Engels, selon lequel « l'histoire ne fait rien ». Peut-être avions-nous aussi sous-estimé ce qu'est une restauration. Bien plus qu'une annulation, qu'un rétablissement, qu'un retour à la case départ. Confronté à une autre restauration, Hegel se consola à l'idée que la réaction ne parviendrait même pas à se hisser « aux cordons des chausses du colosse pour les enduire d'un peu de fange », et encore moins à délacer et ôter ses chaussures ailées. Notre fin de siècle obscure ne croyait plus assez aux illusions du progrès et au sens de l'histoire pour se permettre de tels subterfuges théologiques.

À quel communisme nouveau pouvaient donc préparer ces affaissements et ces effondrements ? Fin de l'histoire, ou fin de ses grandes illusions ? Le simple passement rongeur ou la seule usure du temps ne sauraient anéantir la force prophétique d'un événement tel que d'autres événements résurrecteurs le remettront nécessairement en mémoire des peuples, tant il est vrai que seul un commencement est capable d'écouter d'autres commencements[4]. Tel est sans doute le secret du silence glacé qui suivit l'implosion du socialisme réellement inexistant. Il ne s'agissait pas d'un magnifique lever de soleil, de ceux qui illuminent soudain une matinée pleine de promesses, mais d'une agonie crépusculaire, qui n'annonce aucune « nouvelle manière de commencer ».

Nous étions donc arrivés à l'heure inquiétante où semble se refermer la porte étroite du possible. Où la révolution devient le nom de cet événement inconstant qui a refusé de venir, ou qui s'est – pire encore – présenté sous la forme de son propre démenti. Peut-être aussi ce point extrême du désenchantement était-il l'instant précieux du savoir brisé et de l'étonnement, à partir duquel tout redevient possible ; celui d'un réveil proustien, propice, dans la fraîcheur lucide d'une aube incertaine, à une lecture déniaisée de Marx.

Heureux événement !

Bonne nouvelle messianique !

Non celle du réconfort, après une marche éprouvante, de quelque auberge chaleureuse. Ni celle d'un *happy end* de l'Histoire universelle, mais celle d'un départ joyeux dans la rosée d'un matin ensoleillé ; celle d'une porte à nouveau entrouverte sur d'autres mondes possibles.

L'événement fait une entaille profonde dans les veines obscures du temps. Sans lui, l'avenir ne serait plus qu'un passé étiré, prolongé, éternisé, qui « se traîne interminablement sur la longue route stratégique du temps[5] ».

Depuis que la résignation à l'ordre immuable des choses a pris le pas sur la volonté de le changer, prophètes et messies ont mauvaise presse. Ils sont devenus, dans la célébration prosaïque du fait accompli, synonymes au mieux d'enfantillages illusoires, au pire d'aspirations totalitaires. En dépit des confusions ordinaires, le prophète antique n'est pourtant ni devin, ni sorcier, ni magicien. Il est celui qui pousse les pointes du présent dans les bifurcations inconnues du futur.

De même, les prédictions historiques de Marx ne relèvent pas du pronostic scientifique, mais du projet ou de l'hypothèse, toujours susceptibles d'échouer. À la différence de l'oracle grec, cette prophétie stratégique, comme celles de l'Ancien Testament, est toujours conditionnelle.

Empruntées à Blanqui, à Proust, à Benjamin, les notions d'attente, de réveil, de remémoration, de bifurcation composent une nouvelle représentation de l'histoire. Elles nouent la nécessité des déterminations historiques à la contingence de l'événement, et permettent de saisir au vol l'opportunité d'une conjoncture. Il n'est plus alors question de prophétie mythique ou religieuse, mais, selon la distinction établie par Hermann Broch, d'une « prophétie logique ». D'un art des rapports de force, des médiations et du contretemps.

Politique de part en part, cette prophétie profane n'est décidément pas une utopie. Elle harcèle le présent au nom de la tradition menacée. Elle ne promet pas un avenir garanti en forme de destin. Elle alerte au conditionnel sur la probabilité d'une catastrophe, qu'il est encore temps de conjurer.

Ça finira mal, si…

Mais ça peut (encore) s'arranger…

Le prophète est d'abord un empêcheur de somnoler en paix. Son impatience messianique est un guet, une veille, une garde, l'expérience pleinement actuelle d'un futur annoncé, qui tarde et ne vient pas ; l'exact contraire, donc, de l'ennui devant la morne répétition des travaux et des jours. Car il n'est pas un instant « qui ne porte en lui sa chance révolutionnaire », fût-elle infime, fragile et dérisoire[6].

Les temps messianiques, où un vieil ordre se brise sans que le nouveau ait encore pris forme, sont forcément désaccordés. Ils sont propices aux rumeurs, aux prodiges, aux jaillissements. Propices, aussi, aux charlatans, aux magiciens matinaux, aux marchands de potions et d'illusions. Propices, enfin, aux présences spectrales et aux apparitions messianiques. Sans doute est-ce le secret de Jeanne : une passante, une passeuse, entre deux époques, entre deux sexes, entre deux formes de croyance, entre deux pratiques de la guerre. C'est le secret de sa force spirituelle et de sa faiblesse charnelle, inextricablement mêlées : « Le passé meurt et renaît en chaque génération. En ces temps secoués par les puissants courants de l'irrationnel et de l'inconscient, il est logique que l'esprit humain se sente plus proche de Jeanne d'Arc, mieux à même de la comprendre et de l'apprécier : Jeanne est revenue vers nous, portée par la houle de notre propre tempête[7]. »

C'est aussi le secret de la mélancolie de Saint-Just, de son silence et de son mutisme, lorsqu'il comprit que le nécessaire et le possible ne jointaient plus.

Lorsque les affaires courantes reprennent le dessus, lorsque se reforme le mauvais pli de l'habitude, lorsque la révolution embourgeoisée s'installe dans les meubles de la république, lorsque la flamme de l'événement devient cendre bureaucratique, héros et messies tombent de fatigue, les sentinelles aux yeux rougis par la veille tendent à s'assoupir. Elles éprouvent à leur tour une écrasante lassitude, celle qui saisit le Moïse de Vigny au seuil de Canaan. Celle de Jeanne, toute plate à terre, écrasée par son armure, sous les portes closes de Compiègne. Celle d'Uriel da Costa, posant sur sa tempe l'élégant pistolet en laissant à la communauté des rabbins le fardeau de son suicide blasphématoire. Celle de Saint-Just, muré dans le silence définitif de la nuit thermidorienne. Celle de Guevara défiant, dans une école perdue de Bolivie, le tueur venu l'achever. Elles sont mélancoliques, ces lassitudes solitaires, lorsque se referment les battants du possible.

Avant Orléans, Jeanne savait déjà, et le disait, qu'elle durerait « un an, guère plus ». Aussi était-elle pressée. Elle brûlait de l'impatience dévorante des hérétiques. Car « l'hérésie aussi est une forme d'impatience[8] ».

Moi, la Révolution, *Jeanne de Guerre lasse*, *Walter Benjamin*, *sentinelle messianique* semblaient éloignés de Marx. Il s'agissait – les dates en témoignent – d'un cheminement parallèle, pour mieux revenir à la question du communisme, par le chemin buissonnier des hérésies, par le détour de la rationalité messianique, par le sentier escarpé d'une logique de l'événement.

Au nom des enchaînements factuels, l'histoire historienne, greffière du fait accompli, exonère les thermidoriens de leurs responsabilités. Au lieu de se résigner à l'idée que ce qui est devait fatalement advenir, l'histoire stratégique cherche à déployer le faisceau des possibles enfouis dans toute conjoncture.

« Não serei o cantor de uma mulher, de uma historia,
Não direi os suspiros ao anoitecer, a paisagem vista da janela,
Não distribuirei entorpecentes nem cartas de suicida,
Não fugirei para as ilhas, nem serei raptado por serafins.
O tempo é a minha materia,

O tempo presente os homems presentes,
A vida presente[9]*. »*

1 « Grand dirigeant. » Voir Gilles Châtelet, *Écrire et penser comme des porcs*, *op. cit.*

2 J'ai profité, dans cette exploration dilettante, des recherches éclairées de Michael Löwy, mon vieux complice en hérésies messianiques, et d'Enzo Traverso. Voir notamment Michael Löwy, *Utopie et Rédemption*, Paris, PUF, 1988, et *Avertisseur d'incendie*, Paris, PUF, 2002 ; Enzo Traverso, *Les Marxistes et la question juive*, Paris, Kimé, réédition, 1997, *L'Histoire déchirée*, Paris, Cerf, 1997, *La Pensée dispersée*, Paris, Lignes, 2003.

3 Distinguant la messianicité d'un messianisme pollué de théologie, Derrida souligne que l'attente importe plus alors que l'attendu, au point d'exclure le rendez-vous qui atténuerait l'impromptu de l'événement.

4 Voir Françoise Proust, *Kant, le ton de l'histoire*, Paris, Payot, 1991, p. 290.

5 Franz Rosenzweig, *L'Étoile de la rédemption, op. cit.*

6 Walter Benjamin, *Paris, capitale du XIX*^{e} *siècle*, *op. cit.*, p. 28.

7 José Carlos Mariategui, article publié en 1926 à Lima in *Variedades*. Le révolutionnaire péruvien avait lu Sorel et Péguy lors d'un voyage en Italie. Sa conception de la temporalité historique, aiguisée par le souci de comprendre la dialectique du développement inégal et la non-contemporanéité des cultures, favorisait cette réception des énigmes d'un passé toujours pas révolu.

8 George Steiner, *Épreuves, op. cit.*

9 « Je ne serai pas le chanteur d'une femme, le conteur d'une histoire,/ Je ne dirai pas les soupirs à la nuit tombante ou le paysage vu de ma fenêtre,/ Je ne distribuerai pas de somnifères, ni des lettres de suicide,/ Je ne m'enfuirai pas vers les îles, ni ne me laisserai enlever par des séraphins./ Le temps est ma matière/ Le temps présent et les hommes présents/ La vie présente. » (Carlos Drummond.)

20

Mille (et un) marxismes

« Qu'est-ce qu'une théorie, si ce n'est préserver l'usage du possible. »
Paul Valéry

« Qui sont les marxistes aujourd'hui, qu'est-ce que ça veut dire hériter ? L'héritage n'est pas un bien, une richesse qu'on reçoit et qu'on met en banque, l'héritage c'est une affirmation active, sélective, qui parfois peut être plus réanimée et réaffirmée par des héritiers illégitimes que par des héritiers légitimes ; autrement dit, l'engagement politique aujourd'hui passe par la question de savoir ce qu'on va faire de cet héritage, comment on va le mettre en œuvre. »
Jacques Derrida,

Marx en jeu.

« Ce sera long », annonçait le prophète Jérémie.

Après l'agitation pressée des années quatre-vingt, il était clair que ce serait le cas. Nous entrions dans une période suffocante de stagflation intellectuelle. Le temps était donc venu de s'armer de lente impatience, d'expertiser les fondations, et de (re)lire Marx. Non un Marx de seconde main, filtré par ses lecteurs illustres. Mais un Marx dans le texte, « écrivant noir sur blanc quelque chose de rouge[1] ». De le relire, non pour effectuer un énième retour, mais pour lui rester fidèle en apprenant à lui résister. Non pour opposer l'original authentique à ses contrefaçons, mais pour briser la gangue qui emprisonne la pluralité de ses paroles, et libérer les « mille marxismes » des orthodoxies tyranniques. Il fallait pour cela soumettre l'héritage à l'épreuve d'un monde qui s'émiette à mesure qu'il se mondialise, des nouvelles dominations impériales et des identités ambiguës, des défis écologiques et bioéthiques, de la démocratie participative à l'heure de la révolution communicationnelle.

Une œuvre vit de ses contradictions intimes et des interprétations qu'elles autorisent. Demêlant l'écheveau des paroles de Marx, Maurice Blanchot souligne « le disparate » qui maintient ensemble ces discours, sans que Marx parvienne toujours à s'accommoder de « cette pluralité de langages qui se heurtent en lui[2] ».

Pendant les années quatre-vingt, contre vents et marées, j'ai consacré l'essentiel de mes cours aux lectures de Marx, épluchant avec l'aide d'un groupe d'étudiants valeureux[3] *Le Capital*, les *Grundrisse*, et les *Théories sur la plus-value*. Ouvertes aux étudiants salariés, la plupart des séances avaient lieu le soir. La philosophie classique ayant alors le vent en poupe, l'effectif de cette recherche à rebrousse-poil était assez restreint pour qu'elle prenne la forme d'un séminaire davantage que d'un discours magistral. Une douzaine de nationalités y furent parfois rassemblées : Turcs, Kurdes, Grecs, Chypriotes, Chiliens, Iraniens, Maliens, Congolais, Espagnols, Allemands, Italiens, Étasuniens, Mexicains, Algériens, Tunisiens, Haïtiens. Toute une diaspora philosophante, d'exils et d'exodes. La petite troupe prolongeait parfois la discussion dans une gargote chinoise de l'îlot Chalon, non encore réhabilité.

Si je partais parfois à reculons pour l'université de Saint-Denis, mal remise de sa nostalgie vincennoise, j'en ressortais guilleret. Le partage du savoir est un principe salutaire de réalité et d'humilité. Enseigner, c'est apprendre. Je m'acquittais avec plaisir de ce devoir de service public. Mais l'urgence était ailleurs. Toujours pressé, je n'ai pas pris le temps d'assister aux cours de mes collègues. Comme si tous redoutaient de raviver des blessures politiques mal refermées, nos relations cordiales n'allaient guère au-delà d'une coexistence courtoise[4]. Que de trésors pourtant, dans les propos de Deleuze, de Schérer, de Badiou, de Rancière (sans remonter, plus loin encore, à la figure tutélaire de François Châtelet, colosse bienveillant, auquel le département de philosophie dut pour une bonne part sa survie).

Pour préparer mes cours, je prenais quantité de notes dans de gros cahiers cartonnés. À la fin de la décennie, j'avais accumulé une somme de matériaux bruts, sans intention de publication. Edwy Plenel

me poussa à en parler à Olivier Bétourné, directeur éditorial des éditions Fayard. En ces années 1993-1994, Marx n'avait guère la cote au hit-parade du concept. *Newsweek* avait proclamé sa mort définitive. La bien-pensance académique le considérait comme un chien crevé. Sans grande illusion, je présentai un plan en trois volumes (pas moins !) et trois critiques : 1. Critique de la raison historique ; 2. Critique de la raison sociologique ; 3. Critique de la positivité scientifique. À ma surprise, Olivier Bétourné eut le courage de lire ces manuscrits touffus, et il accepta de publier l'ensemble en un volume, moyennant suppression de plusieurs centaines de milliers de signes[5]. Je sortis de l'entrevue prêt à me mettre au travail, mais perplexe quant à la possibilité d'opérer une aussi radicale amputation.

La solution surgit de manière inattendue. Marc Perelman, éditeur passionné, spécialisé dans les livres d'urbanisme et le sauvetage de classiques hétérodoxes du marxisme, m'avait demandé un recueil d'articles choisis pour ses Éditions de la Passion. Nous sommes convenus que les parties supprimées du *Marx l'intempestif* deviendraient la matière d'un livre à part entière, intitulé *La Discordance des temps*. C'est ainsi que prirent forme ces livres jumeaux. Ils parurent simultanément à l'automne 1995, au moment même où commençaient les grandes grèves sur la Sécurité sociale et le service public, et où se tenait, à l'initiative de Jacques Bidet et de la revue *Actuel Marx*, le premier Congrès Marx international. Ces coïncidences attirèrent l'attention des critiques : « Marx : le retour ? »

Marx ? Lequel, parmi ses spectres revenants ?

Dès la fin du XIXe siècle, la réception de son œuvre fut l'enjeu de stratégies de lecture opposées. Leur affrontement suscita les crises récurrentes du « marxisme » au singulier. Il se cristallisait autour d'un pôle insistant sur le rôle de la subjectivité révolutionnaire, alors que le pôle contraire cédait à un déterminisme historique ou structural. Cette confrontation traduisait bel et bien une tension irrésolue, interne à la théorie même de Marx.

En Allemagne, sa réception fut en effet largement déterminée par l'autorité des héritiers en ligne directe, notamment celle de Kautsky, adepte d'une philosophie darwiniste vulgaire, en vogue au début du XXe siècle. Du concept complexe de développement, il ne retenait que « le développement comme devenir historique objectif dans la nature et dans la société ». Les lectures ultérieures de Marx ont lourdement pâti de ces simplifications, reprises par le « diamat » stalinien et par sa représentation d'une histoire universelle à sens unique.

Aggravée par les difficultés de la traduction et de l'édition, la réception tronquée de Marx tomba en France sous la coupe de l'idéologie positiviste hégémonique dans les institutions académiques et politiques de la Troisième République. De ces noces improbables, naquit un « marxisme introuvable » à la française[6].

Avec son cortège de crises économiques et de défaites politiques – de la révolution allemande interrompue de 1923 au pacte germano-soviétique de 1939, en passant par la victoire du fascisme en Italie, du nazisme en Allemagne, l'écrasement de la deuxième révolution chinoise, la guerre civile espagnole, et la contre-révolution bureaucratique en Union soviétique –, l'onde récessive de l'entre-deux-guerres a profondément marqué les positions au sein du mouvement ouvrier international. Les principaux débats ont alors porté sur la dynamique de l'économie mondiale, sur la confrontation stratégique entre un réformisme étatiste et les « leçons d'Octobre », sur le front unique contre le fascisme et les alliances dans le cadre des fronts populaires, sur la révolution coloniale en Asie et sur la réaction thermidorienne en Union soviétique. Cette période régressive s'est soldée par l'institutionnalisation d'un marxisme d'État en Union soviétique et par la cristallisation d'une orthodoxie réfractaire aux apports de la psychanalyse ou du surréalisme, tous deux condamnés lors du congrès de Kharkov des écrivains[7].

La réaction intellectuelle a alors creusé une fracture irréductible entre « courants chauds » et « courants froids » du marxisme. Les seconds s'accommodèrent d'un discours propagandiste insipide, dont l'immortelle brochure du Petit Père des peuples, *Matérialisme historique et Matérialisme dialectique*, fixait les canons. Les premiers ont inspiré les multiples dissidences qui ont contribué à la

survie d'un marxisme critique : du Lukàcs d'*Histoire et Conscience de classe* au Gramsci des *Cahiers de prison*, en passant par Karl Korsch, Isaac Roubine, Christian Rakovski, Henryk Grossmann, Pierre Naville, et tant d'autres. La scolastique stalinienne s'est propagée d'autant plus aisément qu'elle s'adossait à une puissante raison d'État, qu'elle emboîtait le pas à la vulgate dominante au sein de la IIe Internationale, et qu'une part importante de l'œuvre de Marx était encore inconnue[8].

Lorsque minuit sonna dans le siècle, des rebelles intraitables s'entêtèrent, comme pour conjurer la catastrophe imminente, à parier sur une improbable justice immanente de l'histoire. Les impostures finiraient par être démasquées. Certains crurent pouvoir expliquer les défaites politiques de l'heure par un fâcheux « retard » de la conscience sur des « conditions objectives », mûres au point d'en devenir blettes[9]. Dès 1923, Karl Korsch avait pourtant dénoncé les conséquences perverses d'une lecture scientiste de Marx : le divorce entre une théorie pétrifiée en science positive, d'une part ; une philosophie rejetée dans les ténèbres idéologiques, de l'autre. Cette mutilation instaurait une séparation durable entre une science raidie en dogme autoritaire, et une misérable philosophie apologétique de parti. Le déterminisme navrant d'une science instrumentale du social, accouplé à une philosophie spéculative de l'histoire, était bien le signe d'un adieu à la critique dialectique de Marx. Une nouvelle alliance devenait nécessaire.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'expansion des « Trente Glorieuses » entraîna un nouveau bouleversement des pratiques et des représentations du mouvement social. Elle stimula notamment les recherches sur le « néocapitalisme » et sur son dynamisme déconcertant[10]. En même temps, les perspectives de développement d'un tiers-monde décolonisé inspiraient à la fois des thèses tiers-mondistes radicales (comme celles de Frantz Fanon) et une méfiance envers l'égoïsme nanti d'« aristocraties ouvrières » partageant indirectement des privilèges du pillage colonial. Enfin, l'onde de choc d'Hiroshima, les révélations sur les camps nazis, la reconnaissance des crimes de Staline par le rapport Khrouchtchev en 1956 suscitaient dans la mouvance marxiste un regain d'intérêt pour les questions éthiques. Les polémiques passionnées sur l'existentialisme et l'humanisme en portent témoignage.

La scission de l'entre-deux-guerres entre théorie et pratique était pourtant loin d'être résorbée. Elle favorisait d'une part des tendances scientistes et technocratiques, de l'autre, un radicalisme abstrait et une utopie de l'abondance, exigeant « tout, et tout de suite ». Le réveil social européen des années soixante, illustré par les grèves belges de l'hiver 1961-1962, par les grèves en Italie ou par la grève des mineurs en France, permettait cependant de renouer des liens entre luttes sociales et débats théoriques. Ce dégel trouva une expression éditoriale, grâce au dynamisme de francs-tireurs, comme François Maspero en France ou Feltrinelli en Italie. Longtemps à l'index, une littérature marxiste hétérodoxe refit ainsi surface. On commença à se réapproprier une mémoire longtemps confisquée. Au début des années soixante-dix, Perry Anderson pouvait ainsi annoncer l'épuisement de la tradition philosophique et esthétique d'un « marxisme occidental » qui, pour défendre son autonomie face à une politique séquestrée par les appareils idéologiques orthodoxes, avait trouvé refuge dans des domaines périphériques, moins exposés à la censure bureaucratique[11].

Inaugurant le retournement à la baisse de l'onde longue de l'économie mondiale, la récession de 1973-1974 préluda à l'offensive libérale de Thatcher et Reagan. Le reflux des luttes sociales suscita alors de nouvelles interrogations sur la réalité et sur la vocation émancipatrice du prolétariat. La « question sociale » était refoulée dans les coulisses de la scène universitaire et éditoriale, au profit de la philosophie politique classique. Les paradigmes de la justice et de la communication prenaient le pas sur celui de la production, la culture du consensus sur celle du conflit[12]. Le jargon de la postmodernité avait le vent en poupe. La ligne de front entre capitalisme et socialisme, entre impérialisme et luttes de libération, s'estompait au profit du clivage idéologique entre totalitarisme et droits de l'homme.

Sur la défensive, les études marxistes subirent alors l'influence grandissante de l'individualisme

méthodologique, des théories des jeux, du jargon formaliste de l'équité. La tendance était particulièrement évidente dans le courant du « marxisme analytique », important dans les pays anglo-saxons mais relativement marginal dans les pays de culture latine. La contre-réforme libérale suscitait en revanche un regain d'intérêt pour des questions longtemps laissées en jachère ou dédaignées par le marxisme philosophique à la française. Celle des « rythmes économiques », âprement discutée dans les années trente, par Kondratieff, Schumpeter, Henryk Grossmann, Trotski, avait été délaissée aussi longtemps que la longue expansion de l'après-guerre put donner l'illusion d'un capitalisme aux contradictions maîtrisées par la régulation fordiste, et d'une croissance désormais continue, régulière et illimitée[13]. Elle resurgit avec force au début des années quatre-vingt.

Dans une suite à son petit livre de 1976 sur le « marxisme occidental », Perry Anderson considérait encore, en 1983, la France, l'Allemagne ou l'Italie comme les pays où un marxisme critique avait pu survivre. Malgré l'apport de l'école de Francfort, cette retraite aurait signifié un retour aux préoccupations philosophiques classiques, aux dépens de la critique sociale. Avec les dégâts provoqués par l'irruption médiatique des « nouveaux philosophes », Paris devenait cependant à ses yeux « la capitale de la réaction idéologique en Europe ».

Dès leur apparition, Gilles Deleuze a vu juste. Leur nouveauté réelle était, disait-il, d'avoir « introduit en France le marketing philosophique et littéraire », et, « vivant de cadavres », d'avoir construit leur carrière sur un martyrologe. Ils annonçaient ainsi la nécrophagie triomphante du *Livre noir du communisme* ou les tribulations dostoïevskiennes d'André Glucksmann à Manhattan. Leur « nouveauté » hautement proclamée restait au fond platement conformiste : « Rien de vivant ne passe par eux, mais ils auront accompli leur fonction s'ils tiennent assez la scène pour mortifier quelque chose. » Et Deleuze de conclure : « C'est la négation de toute politique[14]. » C'était voir loin, et clair.

La faillite intellectuelle et morale d'une part importante de l'intelligentsia de gauche, en Italie comme en France, favorisa la migration du centre de gravité théorique vers les pays anglo-saxons, longtemps considérés, non sans condescendance, comme le terreau d'un pragmatisme sans envergure. Alors que les « trois sources du marxisme », exposées dans un illustre article didactique de Lénine, n'avaient cessé, plus d'un demi-siècle durant, de jouer à cache-cache sur le vieux continent, sans jamais parvenir à la synthèse annoncée, le foyer de la critique semblait rejoindre ainsi le cœur de l'accumulation capitaliste mondiale.

Contrairement aux expectatives de Perry Anderson, les coups portés au mouvement ouvrier par l'offensive libérale ont contraint à son tour le « marxisme anglo-saxon » à un repli philosophique et esthétique[15]. Inversement, en France, le marxisme philosophique perdait du terrain au profit de la sociologie ou de l'économie critiques. La nouvelle génération intellectuelle s'est formée dans les années quatre-vingt en écho au lent renouvellement des mouvements sociaux.

Dans le monde anglo-saxon, l'élément de renouveau est plutôt venu de ce qui s'est défini comme un « marxisme politique ». Ce pléonasme désignait un programme de recherche antidéterministe sur la transition du féodalisme au capitalisme, illustré notamment par les travaux de Robert Brenner et d'Ellen Meiksins Wood. Il fut utilisé dans un sens péjoratif par l'historien français Guy Bois, reprochant à Brenner d'accorder un rôle et une autonomie excessifs à la lutte des classes, par rapport aux lois supposées du développement historique. En dépit des apparences, la querelle n'avait rien d'académique. Elle entrait en résonance avec les grandes controverses des années trente sur l'opposition entre « révolution permanente » et « révolution par étapes », développement historique multilinéaire ou unilinéaire, sur la question du « mode de production asiatique » et, plus généralement, sur le conflit entre un marxisme positiviste et un marxisme stratégique.

Soit, à nouveau, entre courants froids et courants chauds.

Une contribution importante du marxisme anglo-saxon au débat sur les marxismes est sa critique de la postmodernité. À la différence de la rhétorique développée par Jean-François Lyotard ou par Jean Baudrillard, les travaux de Fredric Jameson, de David Harvey, d'Alex Callinicos, de Terry Eagleton s'inscrivent explicitement dans le fil d'un marxisme critique. La référence de Jameson au *Late*

Capitalism d'Ernest Mandel témoigne ainsi du souci de lier « la logique culturelle du capitalisme tardif » à une périodisation rigoureuse des modes d'accumulation du capital. Le défi inclus dans cette discussion peut être relevé de diverses manières. Soit en campant défensivement sur une doctrine pseudo-orthodoxe, pour laquelle la postmodernité se réduirait à un pâle reflet de l'air du temps ou à une acclimatation plus ou moins sophistiquée de l'idéologie néolibérale dominante. Soit, au contraire, en accueillant les interpellations dont la controverse est porteuse, sans renoncer pour autant à l'héritage d'un marxisme critique, ni à celui des Lumières, fussent-elles tamisées.

Au fil des métamorphoses sociales et des chambardements politiques du siècle finissant, des « écoles », hier encore influentes, se sont désintégrées. Dans un bilan datant de 1987, Robert Boyer reconnaissait déjà les impasses de l'école dite de la régulation, écartelée entre une tendance gestionnaire et la quête d'un « paradigme écologique » introuvable.

L'école du « marxisme analytique » n'a pas davantage résisté à l'épreuve des années quatre-vingt-dix. Au mieux, le formalisme du « choix rationnel » restait muet devant les premiers signes de remobilisation sociale et de contestation de la mondialisation marchande ; au pire, il apportait de l'eau au moulin d'un secteur moderniste du mouvement syndical et à son apologie d'un partenariat social éclairé. Tiraillé dès l'origine entre une conception dynamique de la lutte des classes et un individualisme méthodologique, difficilement compatibles, ce courant finit par admettre sa propre dispersion : certains de ses animateurs éminents reconnurent franchement leur rupture avec ce qui leur restait d'inspiration marxiste.

Enfin, le courant de l'« opéraïsme » italien, illustré dès les années soixante par les travaux de Mario Tronti ou de Toni Negri, n'a pas survécu non plus aux mutations du travail, aux déconcentrations industrielles et aux défaites subies par les gros bastions industriels (des mineurs britanniques à la sidérurgie française, en passant par la construction automobile en Italie). L'ouvriérisme déçu s'est alors noyé dans ce que Tronti désigna comme un « désespoir théorique », ou dans la quête de nouvelles ressources philosophiques (chez Deleuze et Foucault notamment), conduisant à prendre des distances croissantes envers la critique de l'économie politique.

À considérer le renouveau des recherches marxistes de la décennie écoulée, on est enfin frappé par la stérilité théorique du mouvement communiste officiel. La créativité renaît aux marges, chez les outsiders et les dissidents hétérodoxes[16]. Le programme de recherche de Marx est encore fécond, en effet, à condition de ne pas se contenter d'une production académique et d'entrer en dialogue avec les pratiques renouvelées des mouvements sociaux. C'est là que se manifeste l'actualité de la critique du capital, des sortilèges de la modernité marchande, de la privatisation du monde, de la ruée mortifère vers la conquête de nouveaux espaces d'accumulation. Cette critique est née au XIXe siècle, à l'époque de la mondialisation victorienne, de l'essor du chemin de fer et du télégraphe, de la navigation à vapeur. Toutes proportions gardées, cette grande transformation fut l'équivalent de la révolution contemporaine des télécommunications et des biotechnologies. Alors, comme aujourd'hui, la spéculation connut un développement prodigieux, avec son cortège de scandales et de banqueroutes retentissantes, tandis que prospéraient « l'industrie du massacre » et la colonisation du monde[17].

Face aux défis du nouveau siècle, l'éclosion des « mille marxismes[18] » anéantit le mythe d'une doctrine homogène, qui traverserait l'histoire comme une lame inoxydable. Si tant est que l'on puisse parler de « marxisme » au singulier, il faudrait le considérer plutôt comme un archipel de controverses, de conjectures, de réfutations, d'expériences, dont il raconte l'histoire en élucidant les mystères et les prodiges du capital.

Non doctrinaire, cette théorie critique se nourrit en permanence des luttes et des pratiques sociales dont elle démêle la logique impersonnelle. La question serait alors de savoir s'il existe encore, dans cette pluralité chatoyante des mille marxismes, un dénominateur commun justifiant le nom générique qu'ils revendiquent encore. Une trop généreuse multiplication « des marxismes » pourrait en effet aboutir à leur dissolution pure et simple, dans un bouillon de culture sans vigueur heuristique ni

pertinence pratique.

Une théorie prouve sa vitalité par la fécondité des controverses qu'elle suscite. Elle n'est pas séparable de l'histoire de ses réceptions. Si elle a pour mission de « préserver l'usage du possible », toutes les interprétations ne sont pas permises pour autant, sauf à sombrer dans un éclectisme dogmatique. Une théorie critique du monde social ne saurait se muer en idéologie et en raison d'État. Elle doit se défendre sans cesse des contresens et des impostures commis en son nom, déplacer et vérifier en permanence ses propres contours et ses propres frontières. Que resterait-il alors de commun entre le marxisme d'Enver Hodja et celui de Trotski ? entre celui de Georges Marchais, ou de Robert Hue, et celui de Gramsci ?

Le buissonnement des « mille marxismes » apparaît ainsi comme un moment propice de libération, où la pensée perce sa coquille et brise les carcans doctrinaires pour prendre un nouvel envol. Il atteste la possibilité de recommencer. Au seuil des années quatre-vingt, la grande presse nécrophage annonçait comme une excellente nouvelle la mort de Marx. Mort bizarre, d'autant plus bruyamment proclamée que ce tapage mortuaire était censé conjurer un éventuel retour du spectre. Quel journaliste songerait, sans risquer le ridicule, à annoncer à la une la mort de Platon, de Spinoza ou de Hegel ? Ces éternels survivants ont la postérité tenace. À plus forte raison, Marx l'intempestif. S'il fut pleinement de son temps, il est aussi du nôtre. Car il suit à la trace, comme son ombre, le *social killer* – le capital – dont il est le profileur génial. C'est pourquoi, comme le dit Derrida, il n'y a pas d'avenir sans Marx.

Avec ou contre lui, peut-être.

Mais pas sans lui.

1 Gérard Granel, préface à *La Crise des sciences européennes* d'Edmund Husserl, Paris, Gallimard, « Tel », 1989.

2 Maurice Blanchot, « Les trois paroles de Marx », in *L'Amitié*, Paris, Gallimard, 1971.

3 Dont Stavros Tombazos, Chypriote, helléniste, germaniste, nourri de dialectique, dont j'ai édité l'essai remarquable sur *Les Temps du Capital*, Paris, Cahiers des Saisons, 1996.

4 Pas toujours si courtoise, au demeurant. En 1977, *Les Cahiers de Yenan*, publiés chez Maspero par Alain Badiou et Sylvain Lazarus, accueillirent la publication du *Rhizome* par Deleuze en dénonçant « le fascisme de la pomme de terre » (*sic*). Voir « La situation actuelle sur le front de la philosophie », *Cahiers de Yenan*, n° 4. Badiou a depuis corrigé ces excès, notamment dans un livre d'hommage posthume : *Deleuze*, Paris, Hachette, 1997. Pourtant, le département de philosophie de Paris-VIII avait plus en commun que nous ne l'imaginions, ne fussent qu'une aversion partagée envers les les nouveaux philosophes et la philosophie politique à la sauce Ferry-Renaut.

5 Ma collaboration amicale avec Olivier Bétourné s'est poursuivie avec la publication du *Pari mélancolique* (Paris, Fayard, 1997), de *Qui est le juge ?* (Fayard, 1999), de *Résistances* (Fayard, 2001). Il a toujours été un lecteur attentif et vigilant, et un critique pertinent, ce dont je lui suis reconnaissant.

6 Voir Daniel Lindenberg, *Le Marxisme introuvable*, Paris, Calmann-Lévy, 1975. Le positivisme imprégnant profondément le socialisme français désamorçait la bombe de la critique au profit d'une généalogie de la raison progressiste, conduisant de Condorcet à Guesde et Lafargue, en passant par Saint-Simon, Comte, et Durkheim. Ce socialisme se voulait l'accomplissement organique et nécessaire des promesses de 1789. La critique de la raison historique s'en trouvait rejetée aux marges du mouvement ouvrier naissant, réservée à des outsiders comme Blanqui, Sorel, Péguy ou Gabriel Tarde. Pour se convaincre du contresens dont relève l'interprétation positiviste de Marx, il suffit de rappeler le mépris dont il accablait Auguste Comte, « lamentable, comparé à Hegel », et « cette merde de positivisme » (*sic*). « Comme homme de parti, écrivait encore Marx, je prends une position tout à fait hostile à l'égard du comtisme, et comme homme de science, j'ai de lui une bien piètre opinion. » (*Correspondance*, tomes 8 et 10, lettres du 19 mars et du 12 juin 1871.) La foi en un progrès abstrait, continu et universel, n'a pas grand-chose à voir, en effet, avec les contradictions, les intermittences et les ambivalences du progrès historique tel que le conçoit l'auteur du *Capital*.

7 L'évolution d'un Politzer en France, la mise à l'index de Vygotsky ou des écologistes critiques (Vernadsky, Stachinsky) en Union soviétique, illustrent de façon éloquente cette involution sinistre.

8 Les *Manuscrits de 1857-1858* ne furent édités qu'en 1939 en Russie, et pas avant 1967 en France.

9 Alors que Trotski combinait un sens stratégique aigu de la conjoncture (éblouissant dans ses *Écrits sur l'Allemagne*), le thème du retard prit une importance croissante chez certains de ses héritiers, comme Ernest Mandel. La contradiction devenait alors explosive, entre des conditions objectives, qui ne cessaient de mûrir, et un « facteur subjectif » retardant toujours davantage sur les pendules de l'histoire.

10 Voir, dans les années soixante, les livres d'Ernest Mandel, de Baran et Sweezy, d'André Gunder Frank, d'André Gorz.

11 Perry Anderson, *Le Marxisme occidental*, Paris, Maspero, 1977, et *On the Tracks of Historical Materialism*, Londres, Verso, 1983.

12 Voir György Markus, *Langage et Production*, Paris, Gonthier, 1982.

13 À quelques exceptions près. La plus notable, dans les années soixante et soixante-dix, étant celle d'Ernest Mandel, suivi par la travaux de Dockès et Rosier (*Rythmes économiques*, Paris, La Découverte, 1983), puis par ceux, entre autres, de Giovanni Arrighi, de Robert Brenner aux États-Unis, de Francisco Louça au Portugal (*Cycles and Growth*, Lisbonne, 1994).

14 Supplément de *Critique*, n° 24, mai 1977. Repris dans *Deux régimes de fous, op. cit.*

15 L'historiographie marxiste anglo-saxonne fut notamment illustrée par les travaux historiques de Rudé, Eric Hobsbawm, E. P. Thompson,

Isaac Deutscher, Christopher Hill. Sans doute cette fécondité est-elle due en partie à la faiblesse relative du stalinisme en Angleterre et aux États-Unis. La vitalité d'un marxisme philosophique est illustrée notamment par les œuvres de Perry Anderson, de Fredric Jameson, de Marshall Berman, de Terry Eagleton, de David Harvey. Il existe aussi une importante critique marxiste directement engagée dans le champ militant : Alex Callinicos, Robert Brenner, Ellen Meiksins Wood, John Bellamy Foster, Tony Smith, etc.

16 Voir notamment Jean Robelin, *Marxisme et Socialisation*, Paris, Klincksieck, 1989 ; Michel Vadée, *Marx penseur du possible*, Paris, Klincksieck, 1992 ; Jacques Bidet, *Théorie de la modernité*, Paris, Actuel Marx, 1992 ; Henri Maler, *Convoiter l'impossible*, Paris, Albin Michel, 1995 ; Antoine Artous, *Marx, l'État et la Politique*, Paris, Syllepse, 1999, et *Travail et Émancipation sociale*, Paris, Syllepse, 2002 ; Eustache Kouvélakis, *Philosophie et Révolution de Kant à Marx*, Paris, PUF, « Actuel Marx », 2003 ; Georges Labica, *Démocratie et Révolution*, Paris, Le Temps des cerises, 2003 ; Gérard Duménil et Dominique Lévy, *Crise et Sortie de crise*, Paris, Actuel Marx, 2000 ; François Chesnais, *La Mondialisation financière*, Paris, La Découverte, 1996 ; Michel Husson, *Misère du capital*, Paris, Syros, 1996 ; Jacques Texier, *Révolution et Démocratie chez Marx et Engels*, Paris, Actuel Marx, 1998 ; André Tosel, *Vers un communisme de la finitude*, Paris, Kimé, 1996, et *L'Esprit de scission*, Besançon, Belles Lettres, 1991 ; Jean-Marie Vincent, *Un autre Marx*, Lausanne, Page 2, 2001. Ou encore, Karel Kosik, *La Crise des temps modernes*, Paris, Éditions de la Passion, 2003. Et Istwan Meszares, *Beyond Capital*, Londres, Merlin Press, 1995.

17 Voir Daniel Bensaïd, *Karl Marx. Les hiéroglyphes de la modernité*, Paris, Textuel, « Passion », 2001.

18 Voir la contribution d'André Tosel à Jacques Bidet et Eustache Kouvélakis (dir.), *Dictionnaire Marx contemporain*, Paris, PUF, « Actuel Marx », 2001.

21

Le tonnerre inaudible

« Lorsque *Le Capital* interrompt le cours et déchire le tissu de tout le mouvement historique, c'est comme un coup de tonnerre inaudible, un silence, une marge. »
Gérard Granel,

préface à La Crise des sciences européennes

d'Edmund Husserl.

Pendant plus de dix ans, nous avons prêté l'oreille à ce silence. Et nous n'avons bien sûr jamais fini d'en déchiffrer les échos.

Dans sa correspondance avec Ruge, le jeune Marx se fixait pour but de « railler en critique » au lieu « d'excommunier en saint ». Ce programme de déniaisement a été tenu. La critique (de l'économie politique) n'est pas une doctrine nouvelle, mais une rupture, théorique et pratique, envers les philosophies spéculatives qui se contentaient d'interpréter le monde sans chercher à le transformer. Elle se refuse à figer l'intelligence du réel dans les hypostases d'une science qui prétendrait dire le vrai sur le vrai. Sorte de science négative, elle n'aura jamais le dernier mot. Au mieux conduit-elle la pensée au seuil de la lutte, d'où elle pourra prendre son envol stratégique.

À quoi pense Marx, et comment ? Il pénètre l'esprit du capital pour anéantir de l'intérieur sa logique diabolique. Le cœur de sa critique, c'est *Le Capital*. Inlassable, toujours inachevée, toujours recommencée, elle est sans cesse remise sur le métier[1].

Au commencement était la marchandise. Spinoza commençait par Dieu. Marx, par « cette forme élémentaire de la richesse ». Les commencements sont toujours difficiles. Il faut d'abord déjouer les pièges grossiers de l'origine et de la chronologie. La marchandise apparaît alors comme le point de départ d'une enquête sur les mystères de l'accumulation capitaliste, de la valeur automate qui se valorise, de l'argent qui fait de l'argent, de l'immaculée conception et de la parthénogenèse du capital s'engendrant lui-même.

Il faut commencer par fendre la coque de cette chose ensorcelée, mystique et duplice : la marchandise. Il en surgit, comme d'un chapeau magique, un monde étrange de couples dialectiques : valeur d'usage et valeur d'échange, travail concret et travail abstrait, capital constant et capital variable, capital fixe et capital circulant, etc. Se dévoile ainsi la commune mesure de cet univers d'objets aussi familiers que disparates, à première vue incommensurables : ce « quelque chose de commun, qui se montre dans la valeur d'échange » et qui n'est rien d'autre que « du travail humain matérialisé ».

Si la marchandise exerce une étrange puissance de fascination, c'est qu'elle est hantée par la vie qu'elle retient captive. Contrairement aux apparences, elle n'est pas, en effet, une chose inerte et soumise, bêtement utilitaire, mais « un rapport social déterminé qui revêt la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles ». De la mêlée confuse des marchandises, qui se bousculent sur la place animée du marché, qui se poussent du col en vitrine, qui racolent le chaland d'une œillade prometteuse, émerge celle en laquelle toutes peuvent se reconnaître et se mirer, leur équivalent général, le niveleur impitoyable qui abolit toute distinction et métamorphose une Verdurin en Guermantes : l'argent qui « crie son désir » !

La fantasmagorie marchande est alors à son comble. Le sabbat des fétiches bat son plein.

Pour comprendre par quels stupéfiants prodiges la richesse, non contente de circuler, s'accroît, enfle et prospère, il faut « quitter la sphère bruyante où tout se passe à la surface et aux regards de tous », pour prendre en filature les protagonistes d'un marché de dupes, et celui qui possède le capital et celui qui possède sa seule force de travail. Il faut les suivre dans « le laboratoire secret de la production, au

seuil duquel est affichée l'interdiction d'entrer, sauf pour affaires ». L'homme aux écus ouvre la marche. Celui qui lui vend ses muscles et son savoir-faire suit, la tête basse, résigné, « comme quelqu'un qui a porté sa propre peau au marché et ne peut plus s'attendre qu'à une chose : être tanné ».

Ces catacombes inquiétantes, où s'effectuent l'alchimie de la plus-value et la transsubstantiation du travail en capital, sont la scène d'un crime originel. On y passe bel et bien de vie à trépas, de la peau vivante à la peau morte et tannée. Conduit dans les soutes du marché, le travailleur, dépouillé de toute individualité, n'est plus que « du temps de travail personnifié » ou « une carcasse de temps ». À le suivre dans sa descente au jardin des supplices, nous découvrons un martyrologe détaillé : la « dégénérescence physique », les maladies du travail, les marchandises frelatées, toutes les mutilations physiques et mentales inhérentes à la discipline du travail forcé. Pourtant, l'humanité niée se rebelle. Le rapport d'exploitation et de domination devient l'enjeu d'une lutte qui ne cessera plus.

Après les déterminations du procès de production introduites dans le livre I, le livre II développe celles qui sont spécifiques au procès de circulation. Il ne s'agit plus seulement d'élucider le mystère de la plus-value, mais de découvrir la façon dont elle se réalise. La continuité du procès de production dépend en effet des rythmes respectifs de rotation du capital industriel, du capital commercial et du capital monétaire. Dans la circulation, se dévoile le jeu d'apparitions et de disparitions de ces formes, le jeu de leurs métamorphoses, « jusqu'à ce que la marchandise soit finalement consommée ». À la temporalité linéaire de la production se superpose ainsi la temporalité circulaire de l'échange.

Le livre I perce le secret de la plus-value. Le livre II révèle la façon dont elle se réalise en s'aliénant. Sa transfiguration en profit est au centre du livre III sur le « procès d'ensemble de la production capitaliste », ou procès de reproduction. Ici seulement apparaissent les formes concrètes engendrées par « le mouvement du capital considéré comme un tout ». La critique de l'économie politique s'affirme ainsi à la fois comme une logique et comme une esthétique du concept, allant « droit au malaise interne de tout ce qui existe[2] ».

Dans son architecture d'ensemble, *Le Capital* se présente donc comme une organisation contradictoire des temps sociaux. Marx fait là œuvre pionnière. Pour penser l'économie de temps, à quoi se résout en dernière instance toute l'économie politique, il doit d'abord forger les catégories conceptuelles relatives au facteur temps : cycle, rotation, procès[3]. Il reprend pour cela la détermination aristotélicienne réciproque du temps et du mouvement. La valeur se mesure en temps de travail socialement nécessaire à la reproduction et à l'entretien de la puissance de travail. Déterminé par les conditions techniques et historiques concrètes, ce temps ne saurait être sa propre mesure. La mesure doit elle-même être mesurée. Le temps social et le mouvement du capital se déterminent donc mutuellement. Mesuré-mesurant, le temps devient à la fois étalon et rapport de valeur. Dynamique et insaisissable, cette valeur ne cesse de se modifier avec les conditions sociales de sa production. Prodigieusement mystique, elle se comporte ainsi comme un instrument de mesure qui varierait avec l'objet mesuré.

La « double existence » de la marchandise porte en elle le risque permanent de la scission intime. Le germe des crises est ainsi niché dans l'argent comme forme autonome de la valeur. La séparation temporelle des actes d'achat et de vente, devenus des formes « spatialement et temporellement indifférentes », dissociées l'une de l'autre, installe la discorde entre production et circulation, plus-value extraite et profit réalisé : « Leur identité immédiate cesse. » La consommation devient alors folie, mais « folie comme moment de l'économie déterminant la vie des peuples[4] ».

Cette folie domine plus que jamais la vie des peuples. C'est le secret des « violences structurelles » qui ravagent le meilleur des mondes marchands possibles. Les violences armées ne sont que leur manifestation extrême et spectaculaire.

La crise est la manifestation soudaine de ce malaise. L'unité brisée des « moments promus à l'autonomie les uns par rapport aux autres » ne peut alors être rétablie que par la force et la violence[5]. Comprises dans cette perspective, les crises actuelles ne sont pas simplement économiques. Ce sont des

crises politiques et morales, des crises de civilisation, inscrites dans les contradictions internes à la loi de la valeur. La réduction de toute chose, et du rapport social lui-même, au temps de travail abstrait est de plus en plus misérable et irrationnelle, au fur et à mesure de la socialisation accrue du travail et de l'incorporation d'une part croissante de travail intellectuel dans le procès de travail. La crise se manifeste alors tragiquement par les phénomènes massifs d'exclusion et de chômage, comme par l'incapacité du marché à régler sur la longue durée les rapports de l'espèce humaine à ses conditions naturelles d'existence et de reproduction[6].

C'est, inextricablement, une crise sociale, écologique et éthique.

Elle met à l'ordre du jour le renversement de l'ordre établi, sans garantir pour autant les conditions de possibilité de l'autre monde nécessaire. Destruction et construction ne sont pas immédiatement accordées.

L'actualité de la révolution est pourtant celle de la « révolution en permanence ». C'est la conclusion que tirait Marx des révolutions avortées de 1848. Elles annonçaient ce que l'humanité serait désormais historiquement capable de résoudre, sans certitude d'y parvenir. La seule boussole de ce travail pour l'incertain consiste à prendre le parti de l'opprimé, jusque dans la défaite s'il le faut. Cette éthique de l'action n'admet pas les calculs d'opportunité ou de ponctualité : intempestives par nature, les révolutions ne se plient pas aux schémas hors du temps d'une méta-histoire. Leur événement échappe à l'ordonnancement arbitraire des grands récits de l'Histoire universelle. Elles surgissent à ras du sol, dans les misères du présent.

Car le présent est le pivot temporel de cette porte entrouverte. Il est le temps spécifique d'une action politique, sans caution divine, qui prime désormais l'histoire. C'est un temps prophétique par excellence, qui défie la fatalité des catastrophes annoncées.

Elles sont certaines si, et seulement si… à la condition que…

Mais il est encore possible de les conjurer.

La « nécessité » historique énonce ainsi ce qui devrait être, mais ne sera pas nécessairement. Car cette nécessité est indissociable de sa part de contingence. Dès sa thèse doctorale sur Démocrite et Épicure, Marx s'est approprié la dialectique selon laquelle la possibilité effective détermine la nécessité relative. Elle s'inscrit dans le jeu du nécessaire et du contingent, dans le mouvement qui va de la nécessité formelle à la nécessité réelle en passant par la nécessité relative. Pour Marx, « penseur du possible[7] », la nécessité indique l'horizon d'une lutte dont les dés défient les prédictions divinatoires. La négation de la négation n'est plus alors le dernier mot de l'histoire, ni sa clôture. Elle n'autorise pas à tirer des traites sur l'avenir. Elle n'opère qu'à travers le jeu concret des médiations, des singularités, des conjonctures et des situations[8].

Contrairement à un contresens fréquent, Marx n'est donc pas le dernier grand philosophe de l'histoire. Il est plutôt, avant Nietzsche et Benjamin, un pionnier de la critique de la raison historique. Les figures singulières de l'événement s'inscrivent et s'effacent désormais sur le sable mouvant des possibles. En proie au fétichisme d'une histoire ventriloque, le Roubatchov d'Arthur Kœstler comme le Boukharine de Merleau-Ponty n'avaient pas assez « réfléchi à l'idée d'une histoire dialectique[9] ». Si l'histoire n'a ni fin, ni jugement dernier, qui aura raison en fin de compte ? Qui est le juge ? Le « sens de l'histoire » n'est décidément pas très sûr. De loin en loin, l'événement y ouvre des clairières. La révolution apparaît alors comme le « point sublime » où se résolvent, dans la fulgurance de l'éclair, les antinomies formelles entre le singulier et l'universel, le sujet et l'objet, les faits et les valeurs.

Ce point est de l'ordre de l'interruption messianique, et non du temps mécanique. De Marx à Trotski, la révolution permanente suture donc l'événement et l'historicité, l'instant et la durée, la rupture et la continuité. Merleau-Ponty se demandait s'il ne s'agissait pas là d'une ultime ruse de la raison historique, d'un dernier avatar des philosophies spéculatives, indice d'une sortie manquée de l'histoire religieuse ou sacrée. L'idée génétique d'une « transcroissance », selon laquelle chaque stade du développement

serait en germe dans le précédent, pourrait donner crédit à ce soupçon. Pour se délivrer des séquelles d'une histoire idéale en forme de légende dorée, il faut donc travailler, à la jointure grinçante de l'histoire et de l'événement, « le chapitre des bifurcations[10] ». Il faut, dit la Heauviette de Péguy, saisir le jour qui n'est pas la même chose que la veille, « car il y a toujours un jour, dans la vie, qui n'est pas la même chose que toujours ». C'est bien là le mystère de l'événement, qui ne surgit ni par magie, ni par miracle.

Pas plus qu'il n'est philosophe de l'histoire, Marx n'est sociologue des classes sociales. Sa critique de l'économie politique est aussi une critique de la raison sociologique naissante sous les auspices du positivisme. On chercherait en vain, chez lui, des définitions formelles et des catégories classificatoires. Déconcertés par ce manque, nombre de lecteurs ont cru y déceler une néfaste confusion entre sociologie et économie, ou entre science et philosophie[11]. C'est pourtant bien parce que Marx ne procède pas par définitions statiques, mais par déterminations dynamiques, que la question des classes ne peut faire l'objet d'un chapitre spécifique qu'au troisième livre du *Capital*, celui sur la production d'ensemble.

Pas de sociologie des classes, donc, pas de rangement ni de classement « socio-professionnel », mais une théorie critique des rapports sociaux. Elle se déploie à travers la critique de l'économie politique et les interventions politiques. Le concept de classe devient ainsi stratégique. Concevoir les classes comme de grands sujets mythiques, ce serait retomber dans les illusions fétichistes et « la fiction de la société-personne ». Raillant ceux qui, « avec un mot, font une chose », Marx rejette aussi bien la préexistence abstraite des classes aux individus qui les composent, qu'un individualisme méthodologique qui extrait l'individu du rapport social constitutif de sa singularité. Personne n'est donc moins sociologue et moins statisticien que lui. *Le Capital* dans son ensemble est bel et bien l'exposé non sociologique des rapports de classes et de leur lutte.

Leur première détermination oppose, dans la lutte pour la limitation de la journée de travail, l'entrepreneur capitaliste global au travailleur contraint de vendre son temps de travail. Il reste alors nombre de médiations à parcourir pour aller du simple producteur, organe malgré lui du capital, à la classe conçue comme « classe politique ». Le livre I s'en tient en effet à une saisie abstraite du rapport de classes comme rapport immédiat d'exploitation déterminant le temps de travail socialement nécessaire à la production de valeur.

Le livre II aborde l'unité entre production et circulation. Les classes y apparaissent dans un rapport salarial et monétaire d'achat et de vente de la force de travail. L'instauration de ce rapport présuppose que les conditions d'usage de la force de travail aient été, en tant que propriété d'autrui, séparées de son possesseur. Le procès de circulation se présente ainsi comme une suite d'actes d'achat et de vente. L'antagonisme ne s'y manifeste pas directement, sous la forme d'une lutte sur le temps de travail, mais sous celui de la négociation conflictuelle du prix de la force de travail sur le marché du travail.

Ce n'est qu'au troisième livre du *Capital*, celui de la reproduction d'ensemble, que la lutte des classes peut se déployer logiquement de façon systématique. Alors, et alors seulement, les classes apparaissent concrètement, et non plus comme de simples supports squelettiques abstraits des rapports sociaux, ou comme une somme d'individus remplissant des fonctions analogues ou jouissant de statuts similaires. Car « le taux de profit moyen dépend du degré d'exploitation du travail total par le capital total ». C'est ainsi que les capitalistes constituent, malgré la concurrence qui les oppose, « une sorte de franc-maçonnerie vis-à-vis de l'ensemble de la classe travailleuse ».

« Qu'est-ce donc qui constitue une classe ? » La question ne pouvait être posée qu'au terme d'un patient cheminement de l'abstrait au concret. Contrairement à la sociologie positive, qui s'efforce de traiter les « faits sociaux » comme des choses, Marx les conçoit toujours comme des rapports et des relations. Il ne fixe pas un objet statique d'observation. Il parcourt la logique intrinsèque de ses « multiples déterminations ».

Au-delà des trois livres du *Capital*, les classes pourraient ainsi accueillir de nouvelles

déterminations, avec l'introduction du rôle de l'État, de la famille, du marché mondial ou du système éducatif. Le livre sur l'État, initialement prévu puis abandonné, représenterait ainsi la ligne de fuite d'une théorie introuvable. La mort qui interrompt le manuscrit de Marx et laisse inachevé son chapitre sur les classes ne saurait donc constituer le seul empêchement.

L'affrontement des partis politiques manifeste la réalité de la lutte des classes sous une forme mystifiée, en même temps qu'il la dissimule. Sur les différentes formes d'existence et de propriété sociales, s'élève en effet « toute une superstructure d'illusions, d'impressions, de façons de penser ». Il faut donc apprendre à distinguer la phraséologie et les prétentions des partis, de leurs intérêts véritables ; ce qu'ils s'imaginent être, de ce qu'ils sont réellement. Théorie du soupçon, a-t-on dit. La théorie critique présente, il est vrai, une certaine parenté avec la psychanalyse et la linguistique : la représentation politique n'est pas le reflet adéquat d'une nature sociale, ni la lutte des classes le miroitement de surface d'une essence cachée. Articulée comme un langage, elle opère par déplacements et par condensations, par mots d'esprit et lapsus révélateurs. Elle a aussi ses rêves et ses cauchemars.

Dès lors que les moyens de production apparaissent aux travailleurs comme une puissance étrangère, le capital se dresse devant lui comme un pouvoir social aliéné, autonome, comme « une chose qui s'oppose à la société ». S'accomplit ainsi la forme fétiche pure du capital. Il se dresse comme un grand sujet tyrannique, dont les producteurs sont les membres et les organes fonctionnels. La loi de la valeur, qui s'impose à eux sous l'apparence d'une loi naturelle, suscite alors « une véritable religion de la vie quotidienne ».

Par quel prodige le prolétariat aliéné, subjugué, mutilé physiquement et mentalement, ravagé par la concurrence sur le marché du travail, pourra-t-il, dans ces conditions, s'arracher aux sortilèges de ce monde enchanté ? Question décisive ! C'est précisément parce que les rapports sociaux ne sont pas des choses, mais des rapports de force et des conflits, que les classes n'existent pas statistiquement, hors de la dialectique des luttes et des résistances où se forge leur conscience. C'est aussi pourquoi, contrairement aux élucubrations en vogue, lutter n'est pas jouer.

L'opprimé ne choisit pas de jouer. Il est condamné à lutter sous peine d'être écrasé. Cette obligation vitale, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se retirer de la partie, interdit de transposer le conflit social dans le formalisme de la théorie des jeux. Il s'agit d'un corps à corps impitoyable, sans commencement ni fin, dont les règles varient avec la force des protagonistes. En toute rigueur, la logique du capital et l'individualisme méthodologique sont donc incompatibles, tant il est vrai que travail abstrait et valeur sont d'emblée les formes sociales du travail exploité.

Souvent accusé de pratiquer un déterminisme vulgaire, Marx s'est vu reprocher, inversement, de manquer aux exigences scientifiques de prédictibilité et de réfutabilité. Sans doute est-il habité par une volonté de faire science, inspirée d'un idéal scientifique hégémonique. Fasciné par les résultats prodigieux de la physique, de la chimie organique, de la biologie moléculaire, de la géologie, de la thermodynamique, il y puise les modèles de sa critique de l'économie politique. La forme marchandise devient ainsi « la forme cellulaire » de l'économie, et « les lois naturelles de la production » sont parfois dites s'imposer avec « une nécessité de fer ». Séduit par les succès de « la science anglaise », Marx reste cependant sous le charme des sirènes de « la science allemande », où se mêlent les voix de Leibniz, Goethe, Hegel. En équilibre précaire sur la pointe acérée de la critique, sa pensée tend alors à une sorte de mécanique organique, à cette « science des bords et des remplissements » que, bien plus tard, Husserl appellera encore de ses vœux.

« Science » déconcertante que celle de Marx. Dans une logique dialectique, où l'ordre du concept s'incorpore à l'ordre charnel du combat, elle ne cesse en effet, par un jeu très pascalien de double inclusion, de saisir le sujet dans l'objet, de penser l'objectivité des rapports interindividuels, d'articuler l'universalité structurale aux singularités historiques. Le style littéraire du *Capital* a parfois suscité des sarcasmes : trop écrit pour être rigoureux ! Marx revendiquait pourtant explicitement cette esthétique de la théorie comme dimension nécessaire de la connaissance[12]. Sa créativité métaphorique exprimait le

souci d'une connaissance nouvelle, à la fois analytique et synthétique, scientifique et critique, théorique et pratique.

Il ne s'agit pas pour autant d'opposer au Marx scientiste, imaginé par ses détracteurs pressés, un Marx précurseur des révolutions scientifiques du XXe siècle, de la mécanique quantique aux théories du chaos. Il pense cependant sous la contrainte d'un objet spécifique, vivant, ensorcelé – le capital, dont la logique immanente réclame une autre idée de la causalité que la simple causalité mécanique, d'autres lois que celles de la physique classique, une autre temporalité que celle d'un temps mécanique, homogène et vide. Bref, une autre manière de faire science. Le recours à la « science allemande » en signale à la fois le besoin et le manque.

Qu'est-ce, en effet, qu'une nécessité historique ? Une « libre nécessité », aurait dit Spinoza. Une « nécessité inclinante », aurait répondu Leibniz. Une « loi tendancielle », sans cesse contrariée par ses « contradictions internes », dit Marx. Cette nécessité singulière a la contingence chevillée au corps[13].

Marx ne pouvait évidemment anticiper les bouleversements scientifiques du siècle dernier. Contrairement à ce qu'a pu dire Foucault, son combat sans merci contre « les arguties théologiques » de la marchandise le poussait cependant bien au-delà de l'horizon épistémologique de son siècle[14]. À l'épreuve des grandes controverses contemporaines, sa pensée apparaît comme l'une des moins datées et les moins vieillies. Sa correspondance ouvre la piste d'un type de science inédite, à laquelle il aspire : « L'économie en tant que science *au sens allemand du terme* reste à faire. » Il poursuit ainsi l'idée hégélienne d'une philosophie de la nature et d'une connaissance de la vie, qui s'opposerait à la cohabitation indifférente des savoirs. Face au démembrement disciplinaire du savoir scientifique, il ne renonce pas au mouvement de totalisation sous prétexte d'élucider un à un les domaines dispersés du savoir. Pour Hegel, les sciences positives tirent fierté d'une connaissance fautive, tant par la pauvreté de son but que par la défectuosité de sa matière. De même que l'essence est pour lui la vérité de l'être, la valeur est pour Marx la vérité du capital, son « passé intemporel », toujours présent par-delà ses métamorphoses formelles. Comme l'essence hégélienne se phénoménalise dans l'existence, la valeur se phénoménalise dans le capital. Cet apparaître n'est point un travestissement ou un costume de parade, mais bien l'apparaître de son être.

« Science du troisième type », dirait Spinoza. « Science du contingent », dirait Leibniz. « Science spéculative », dirait Hegel. C'est la quête de cette autre scientificité que Marx poursuit à travers la « science allemande ». Ce rêve d'une science philosophique, qui ne rendrait pas les armes devant le sacre des sciences positives, fait écho au tonnerre encore inaudible de la logique hégélienne, prolongé par le grondement du *Capital*, tout aussi inaudible à ses contemporains. Comment rester sourd, aujourd'hui, à cette « autre pensée du savoir » qui « en bouleverse et en déborde l'idée » ?

Maurice Blanchot l'a mieux compris que la plupart des exégètes de Marx : ni la science ni la pensée ne sortent intactes de cette œuvre. La « troisième parole de Marx », son verbe scientifique, se distingue sans s'en séparer de sa deuxième parole, son verbe politique, bref et direct, qui revendique « la révolution en permanence » comme « exigence toujours présente[15] ».

Quand les lignes stratégiques se brouillent ou s'effacent, il faut revenir à l'essentiel : ce qui rend inacceptable le monde tel qu'il va et interdit de se résigner à la force aveugle des choses. Ce mélange explosif de rationalisation partielle et d'irrationalité globale croissante. La malmesure et le dérèglement d'un monde détraqué. C'est pourquoi le monde reste à changer, plus profondément encore et avec plus d'urgence que nous ne l'imaginions il y a une quarantaine d'années. Le doute porte sur la possibilité d'y parvenir, non sur la nécessité de le tenter.

Le changer ? Après en avoir admis l'urgence, le dessinateur Pierre Wiaz me demandait si je « le » souhaitais encore vraiment. « Le » : quoi ? Certainement pas le meilleur des mondes, ni la cité heureuse, vendue sur plans, comme un pavillon Leroy-Merlin. Ni modèles, ni palais utopiques ! Nous aurons du moins appris à nous méfier des jokers historiques de l'abondance et de la transparence absolue. Il faudra vivre encore longtemps avec des seuils et des limites. Il faudra faire encore avec

l'économie des ressources et l'opacité relative des rapports sociaux. Ce n'est pas une raison pour renoncer au mouvement du négatif qui mine les fondations d'un (dés)ordre tyrannique. Ni pour renoncer au droit des générations futures à inventer leur avenir. Ceux qui renversent le vieux monde et ceux qui bâtissent le nouveau ne sont, après tout, jamais les mêmes. Et ce n'est pas parce que sa vie fut brève que Moïse n'atteignit jamais Canaan, mais parce que c'était une vie humaine.

Changer le monde ? Beaucoup voudraient s'en laisser convaincre. Mais comment ? Placées sous le double impératif catégorique de résister et de continuer, les années quatre-vingt n'avaient plus les moyens de se poser le problème. L'important, c'était de ne pas plier, de ne pas céder, de ne pas se soumettre à la fatalité proclamée de l'ordre marchand. C'est le cri de la révolte zapatiste du 1er janvier 1994, retentissant comme un appel à se ressaisir, à se redresser, à faire front : « Ya, basta ! »

Maintenant, ça suffit !

Changer le monde est plus difficile, sans doute, que Marx et nous-mêmes l'avions cru. C'est pourtant non moins nécessaire qu'hier. De manifestations internationales en forums sociaux, le besoin impatient d'autre chose s'est à nouveau mis à bouger. Un frémissement, fragile et timide encore, comme une convalescence incertaine, insuffisante pour inverser la spirale régressive des reculs et des défaites. Mais proclamer qu'un autre monde est nécessaire, c'est déjà secouer le joug du fait accompli. Qui peut le plus, peut le moins. Pour que cet autre monde devienne possible, une autre gauche est nécessaire. Pas une gauche reniée, pas une gauche honteuse, pas une gauche light ou déshydratée, mais une gauche de combat, à la hauteur des défis de l'époque.

1 Jusqu'à l'édition partielle, en 1976, de *La Genèse du « Capital » chez Karl Marx*, de Roman Rosdolsky, on n'a guère prêté attention en France à l'architecture du *Capital*. Depuis, les recherches, dont celles d'Enrique Dussel sur les brouillons successifs, ont enrichi cette connaissance.

2 Lettre de Marx à Engels, 31 juillet 1865.

3 Voir Henryk Grossmann, *Marx, l'économie classique et le problème de la dynamique*, Paris, Champ libre, 1975 ; et Stavros Tombazos, *Les Temps du capital, op. cit.*

4 Karl Marx, *Manuscrits de 1857-1858*, tome I, Paris, Éditions sociales, 1980, p. 209.

5 Voir Bernard Guibert, *La Violence capitalisée, op. cit.*

6 Voir Daniel Bensaïd, *Un monde à changer*, Paris, Textuel, 2003.

7 Selon la belle formule de Michel Vadée.

8 Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, Paris, Éditions sociales, 1969, p. 12.

9 Maurice Merleau-Ponty, *Les Aventures de la dialectique*, Paris, Gallimard, 1955 ; Arthur Koestler, *Le Zéro et l'Infini*, Paris, Le Livre de Poche, nouvelle éd., 1972.

10 Voir Auguste Blanqui, *L'Éternité par les astres*, Paris, La Tête de feuille, 1972.

11 C'est notamment le cas de Joseph Schumpeter, de Raymond Aron ou de Ralf Dahrendorf.

12 « C'est l'avantage de mes écrits, qu'ils constituent un tout artistique, et je ne puis parvenir à ce résultat qu'avec ma façon de ne jamais les faire imprimer, tant que je ne les ai tout entiers devant moi. » (Karl Marx, lettre à Engels du 31 juillet 1865.)

13 La tendance, souligne Ernst Bloch, n'est pas une « loi empêchée », mais « le mode selon lequel le contenu d'un but qui n'est pas encore se fait valoir » (*Experimentum Mundi*, Lausanne, Payot, 1981, p. 138). Gramsci a fort bien saisi l'importance de cette notion de loi tendancielle : « La découverte du principe de logique formelle de la loi de tendance n'implique-t-elle pas une nouvelle immanence ? » s'interroge-t-il. (*Cahiers de prison*, 10, p. 53.) Avec la notion de loi tendancielle, « la contradiction économique devient politique et se résout politiquement par un renversement de la praxis » (*ibid.*, p. 112). Tous ceux qui ont prétendu déduire de cette loi de la chute tendancielle du taux de profit une prédiction mécanique et une théorie de l'effondrement fatal du capitalisme se sont lourdement mépris sur ce que cette tendance signifie.

14 C'est plutôt Foucault qui, en la circonstance, pécherait par déterminisme en enfermant Marx dans l'horizon de son siècle et en sous-estimant les effets de contretemps.

15 Maurice Blanchot, « Les trois paroles de Marx », in *L'Amitié, op. cit.*

22

Fin et suite

« Sentir

Que es un soplo la vida

Que veinte anos es nada… »
Carlos Gardel

Les années quatre-vingt furent sordides. Les années quatre-vingt-dix ont amorcé le renouveau. Comme si, après avoir touché le fond, on ne pouvait que remonter vers la surface. Il n'est pourtant jamais sûr qu'on ait laissé le pire derrière soi. Pierre Frank disait qu'en 1939 il avait presque accueilli la guerre avec soulagement : après les terribles années trente, les choses semblaient ne plus pouvoir empirer ! On connaît la suite.

Au seuil des années quatre-vingt-dix, des devins imprudents crurent pouvoir proclamer la fin de l'histoire, faire du capitalisme libéral l'horizon indépassable de tous les temps et célébrer l'avènement de l'éternité marchande.

L'histoire n'a pas tardé à se rebiffer.

Et la terre s'est remise à trembler. Le cri zapatiste du 1er janvier 1994, les grèves de l'hiver 1995 en France, la manifestation de Seattle en 1999 sont bien le signe d'une inflexion, si ce n'est d'un retournement. Comme un convalescent qui fait ses premiers pas hésitants, l'air du temps reprend des couleurs.

L'éternité et l'infini sont des concepts réactionnaires. Mieux vaut abandonner la première à Dieu (s'il existe), et le second aux mathématiques.

Car rien ne doit passer pour immuable[1].

Ces années de renaissance furent, pour moi, celles de « l'épreuve capitale de la maladie », cet « essai de la mort[2] ». À la différence de Péguy, touché par la grâce pendant une méchante grippe, je n'ai cherché le réconfort d'aucune transcendance. J'ai suivi les luttes sociales de l'hiver 1995 la plupart du temps à la radio ou à la télévision, grelottant de fièvres froides au fond de mon lit, écoutant en boucle les concertos de Francesco Geminiani et relisant les stoïciens. Je me suis traîné à quelques manifs sur des guibolles flageolantes. L'année suivante, j'ai carrément tutoyé la mort.

Pour le vingtième anniversaire de *Rouge quotidien*, Denis Pingaud et Bertrand Audusse eurent l'idée de réunir, fin juin 1996, dans notre ancienne cantine de l'impasse Guéménée, ceux et celles – journalistes, maquettistes, clavistes, rotativistes, photograveurs – qui avaient participé à l'aventure. Baptisée « Rouges Baisers », l'opération n'allait pas de soi. Vingt ans après, bien de l'eau avait coulé sous les ponts. C'était courir le risque d'une soirée nostalgie, avec soupe à la grimace en entrée et récits d'amertume au dessert. À quelques défections près, la tablée fut pourtant chaleureuse. En dépit des trajectoires idéologiques et professionnelles divergentes, les convives étaient plutôt heureux de se retrouver. Ce soir-là, je touchais le fond, épuisé, émacié, décharné, comme ce pauvre Heine, réduit à « un squelette spiritualiste en lutte contre sa déliquescence absolue[3] ». Plutôt que des retrouvailles, j'avais l'impression d'assister en spectateur déjà absent à une cérémonie des adieux ou au dernier bal chez les Guermantes.

Le lendemain, Sophie et moi sommes partis pour Uzès, où Denis Pingaud nous avait offert l'hospitalité. En grignotant devant les retransmissions de l'Euro de football, et grâce aux prodiges de la médecine, j'ai repris quelques grammes et quelques forces. En septembre, après un séjour au Clos de la

Reine Claude, la cuisine hypercalorique à la graisse d'oie de Lucienne m'avait assez remplumé pour que je puisse accompagner l'agonie de ma mère, sans désespérer ses derniers instants par une image trop effrayante.

Se savoir mortel – nous le savons tous, plus ou moins – est une chose. Une autre d'en faire l'expérience et d'y croire pour de bon. Les proportions et les perspectives temporelles s'en trouvent modifiées. Les spéculations sur le lointain deviennent futiles. Le présent revêt au contraire de nouveaux reliefs. Il atteint à une sorte de plénitude. On cherche à vivre dans l'instant, selon l'inspiration et l'envie.

De la mort elle-même, au demeurant, il n'y a pas grand-chose à dire, si ce n'est qu'avec elle on ne se réconciliera jamais. Sa place est dans le bric-à-brac métaphysique, aux côtés de l'infini et de l'éternité.

À force de fréquenter spectres et revenants, l'épreuve de la maladie m'avait fait passer de leur côté. Faute de pouvoir agir et voyager à ma guise, écrire est devenu l'expression privilégiée de cette condition spectrale. Je me suis retiré des responsabilités politiques quotidiennes, nationales et internationales, assurées sans interruption depuis 1966. J'ai réservé mon énergie à des campagnes ponctuelles : pour le « non de gauche » à Maastricht en 1992 (en compagnie, notamment, de Max Gallo qui n'avait pas encore été touché par la grâce) ; les élections législatives de 1993 ; les pétitions en solidarité avec le mouvement social de 1995 ; la mobilisation contre la loi Debré et pour les sans-papiers, en février 1997 (en complicité avec Léon Schwartzenberg, avec qui nous avons initié un appel des « noms imprononçables ») ; le cent cinquantième anniversaire du *Manifeste du parti communiste* en 1998 ; l'appel « En tant que juifs » (lancé avec Marcel-Francis Kahn, Rony Brauman, Stanislas Tomkiewicz), au début de la seconde Intifada[4].

En 1992, au creux du creux de la vague, nous avons créé une « société discrète », la Société pour la résistance à l'air du temps (Sprat)[5]. Son but, fort modeste, était de débattre, sans souci de visibilité ni de publication, des questions d'actualité : la construction européenne, le retour des religions, la question laïque, les figures de la citoyenneté, les guerres du Golfe et des Balkans, la situation au Proche-Orient, la question du logement, etc. Rassemblant une cinquantaine d'affidés, les réunions mensuelles se sont tenues pendant une dizaine d'années. Elles ont cessé quand la fonction conviviale de la société parut épuisée. D'autres lieux de rencontres et de débats avaient surgi, plus directement engagés dans une pratique militante, comme la fondation Copernic ou le conseil scientifique d'Attac. Il fallait savoir terminer une conspiration amicale.

La maladie libère des vanités quotidiennes, des soucis dérisoires et des calculs d'intérêt. Elle aiguise, en revanche, la sensibilité aux plaisirs éphémères et rend attentif aux nouvelles rencontres, aux amitiés, qui se font et se défont. Si la politique ne me tient plus comme avant, elle ne m'a pas lâché pour autant. Après que le désamour eut éteint sa passion possessive pour Odette de Crécy, Swann constate avec un étonnement désabusé : « Dire que j'ai gâché des années de ma vie, que j'ai voulu mourir, que j'ai eu mon plus grand amour, pour une femme qui ne me plaisait pas, qui n'était pas mon genre. » Je n'ai pas le sentiment d'avoir gâché des années de ma vie. Je n'ai pas voulu mourir pour la politique. Quant à mon « plus grand amour », je l'aime comme aux premiers jours. Il m'arrive, en revanche, de me demander si la politique était vraiment mon genre, et si je ne me suis pas trompé de vocation.

J'ai la passion de l'action et des questions sociales, le goût de la controverse et du débat d'idées. À la différence d'Alain Krivine ou de François Sabado, j'ai peu d'aptitudes pour le calcul des forces, les négociations patientes, le travail nécessaire des alliances. Je n'ai surtout pas le moindre appétit de pouvoir. Diriger m'inspire une sainte répulsion : je préfère faire que faire faire. Cela pourrait passer pour une vertu égalitaire. Ce peut être, aussi bien, le signe d'une incapacité désorganisatrice à déléguer et à faire confiance. Ce fut longtemps, en tout cas, le défaut le mieux partagé par les dirigeants de la Ligue. Formés au combat contre le stalinisme et la bureaucratie, nous y avons acquis une culture égalitaire et une défiance tenace envers les effets de hiérarchie et de commandement.

Ce curieux léninisme libertaire[6] n'est pas sans rapport avec le manque de prosélytisme, humoristiquement souligné par André Fichaut dans ses souvenirs. Ce peut être la conséquence d'une

existence politique trop longtemps minoritaire, qui pousse à suggérer, à inspirer, à agir par procuration, à chuchoter à l'oreille des puissants, à jouer les conseillers du prince. Nous avons, en effet, été en « minorité absolue » plus souvent qu'en majorité relative. On y prend goût. Au point de faire de nécessité vertu : « Je contredirai d'instinct au vote unanime de toute assemblée qui ne se proposera pas elle-même de contredire au vote d'une assemblée plus nombreuse mais, du même instinct, je donnerai ma voix à ceux qui montent, avec tout programme neuf tendant à la plus grande émancipation de l'homme et n'ayant pas encore subi l'épreuve des faits… Considérant le processus historique où il est bien entendu que la vérité ne se montre que pour rire sous cape, jamais saisie, je me prononce du moins pour cette minorité sans cesse renouvelable[7]. »

Ce défi a sa part de noblesse. Comme toute noblesse, elle court le risque de basculer dans l'élitisme, et de céder à une esthétique aristocratique de la dissidence et de la défaite. Elle encourt aussi celui de développer des pathologies minoritaires, dont le sectarisme est la plus répandue. Certains ont cru voir dans cette absence tenace de prosélytisme, qui nous a distingués de la plupart des organisations de la gauche radicale, un effet pervers différé du mythe de l'élection : on est élu ou on ne l'est pas. On peut l'interpréter, plus sérieusement, comme une forme de pudeur et de respect envers le libre choix d'autrui, chacun et chacune étant assez grand pour décider ce qu'il a à faire, sans qu'on le prenne par la main. Mais ce tact ambigu peut fort bien se retourner en condescendance, laissant croire aux autres qu'on n'a pas besoin d'eux. Or, la persuasion aussi est une forme de respect. Présupposant que l'interlocuteur est capable de comprendre ce que l'on croit avoir compris soi-même, elle implique une relation de réciprocité : chercher à convaincre, c'est accepter le risque de se laisser convaincre.

La suspicion envers les logiques de pouvoir est salutaire, sans doute. Mais peut-on imaginer, jusqu'à nouvel ordre, une politique sans autorité, sans pouvoirs, sans organisations, sans partis ? Ce serait une sorte de politique sans politique. Les discours à la mode sur la crise de « la forme parti » sont d'abord une façon d'esquiver la question des contenus et des projets. Peut-être la construction d'une organisation révolutionnaire est-elle aussi nécessaire qu'impossible, comme l'amour absolu chez Marguerite Duras.

Cela n'a jamais empêché personne de tomber amoureux.

Art de la décision, la politique implique la mise en œuvre d'un pouvoir. Faisant valoir l'exception comme norme, il résout une situation critique. Car un droit nouveau n'est jamais généalogiquement déductible, sans ruptures ni discontinuités, d'un droit ancien. Il advient par la médiation de la force[8].

Comment faire pour que cette force ne se réduise pas à une brutalité arbitraire ? Entre deux droits qui s'opposent, il faut trancher. « Choisir son camp », c'est encore décider. Et décider, c'est passer la complexité au fil de l'épée, sacrifier bon nombre de possibles, un peu comme si l'on s'amputait d'une part virtuelle de soi-même. Le réel, après tout, celui qu'on dit « réellement existant », est un grand cimetière de possibles.

Politique mélancolique, mélancolie du politique : en l'absence de commandement divin ou de jugement dernier, confrontée à l'incertitude de son propre résultat, la décision revêt inévitablement la forme du pari. Il devient mélancolique, ce pari, lorsque le nécessaire et le possible divergent. Mais la décision n'est pas pour autant un caprice. Rien n'est fatal, mais tout n'est pas toujours possible. Le calcul stratégique des probabilités fait la différence entre la volonté légitime et le volontarisme arbitraire, entre le pari raisonné, qui est la condition politique de l'homme sans dieu, et l'acte de foi[9].

Point de certitude ultime sur laquelle fonder le jugement.

Nous sommes embarqués, disait le subtil Pascal. On n'échappe pas au dur devoir de décider.

Il faut donc parier.

Max Weber définissait la politique comme la vocation de celui qui, lorsque le monde lui semble trop stupide ou trop mesquin pour que l'on puisse encore espérer le changer, ne s'effondre pas et reste capable de dire « quand même », ou « malgré tout ».

Dans quelle politique, au juste, nous sommes-nous embarqués, il y a une quarantaine d'années ? Défiant avec mépris nos condisciples besogneux, nous proclamions volontiers que « tout est politique ». Tout, c'était beaucoup. C'était trop. Tout ? Dans une certaine mesure, et jusqu'à un certain point. Si l'on veut éviter que la politique, dévorant le reste, devienne despotique et totalitaire, cette exacte mesure et ce juste point sont décisifs. Autre registre, autre régime temporel : on ne légifère pas sur le complexe d'Œdipe, ou sur les orientations sexuelles, comme sur le service public ou la Sécurité sociale.

Frappée d'impuissance et menacée de disparition, la politique, dit-on, est en crise. Hannah Arendt s'inquiétait déjà qu'elle vînt à disparaître complètement du monde. L'étatisation du social, la confusion du droit et de la force sont une forme de cette menace. Le broyage de l'espace public, entre la meule de la contrainte économique et celle d'un moralisme culpabilisant, en est une autre : c'est le péril d'un totalitarisme soft de marché. Avec la privatisation générale du monde, la politique perd en effet son espace de pluralité, sa substance et ses enjeux. La crise de la politique apparaît alors comme crise de la diversité sans différence et crise de la légitimité d'un système incapable de conjuguer hégémonie et coercition.

Pour la sauver des disparitions qui la menacent, la politique est à repenser, comme lieu de délibération et de décision, où se combinent différents espaces et différents rythmes. Ceux de l'économie, de l'information, de l'écologie, du droit, ne s'accordent plus. Il faut donc renoncer au mirage d'un espace et d'un temps politiques homogènes, pour apprendre à concevoir les lieux et les moments de la politique future. Leur articulation détermine la capacité à ouvrir des perspectives spatiales (territoriales et locales) et temporelles (de mémoire et d'attente), sans lesquelles la politique dépolitisée dégénère en gestion d'un présent rétréci, sans passé ni avenir.

Son anémie se manifeste par le dénigrement du projet. Sous prétexte que des programmes imposés d'en haut ont pu mutiler le réel et défigurer l'histoire, une sage prudence recommanderait désormais de s'en tenir à l'administration prosaïque de l'instant immédiat, et de laisser l'avenir en jachère.

Originellement, la crise était à la fois lutte incertaine et jugement décisif. Éprouvant devoir, qu'impose la terrible faculté de juger. En matière d'histoire ou de politique, qui est le juge, et au nom de quoi ? Au nom d'une providence divine versatile, d'un sens douteux de l'Histoire, d'une vérité scientifique relative ? Au nom du peuple français ou du prolétariat mondial ?

Faire le juge, c'est toujours, de quelque manière, faire le dieu. Comment juger sans douter du jugement ? Péguy disait avoir le jugement en telle horreur qu'il préférait condamner que juger. Condamnation sans jugement ? Invoquer les grands et gros mots d'Histoire ou d'Humanité majuscules, c'est encore s'agenouiller devant des fétiches modernes. L'histoire minuscule, qui se fait quotidiennement, dans la contingence de la lutte, n'est pas l'Histoire ventriloque, et l'humanité minuscule, qui se forme dans le tumulte des conflits, n'est pas l'Humanité majestueuse et souveraine.

La politique profane travaille pour l'incertain. Elle oppose le fait à accomplir à la fatalité du fait accompli. Elle tient bon sur l'incertitude de l'action qui s'invente, sans l'assurance d'une origine et d'une fin. Elle ne lâche pas sur la fragilité d'un jugement condamné à produire en permanence ses propres critères.

Si tout s'engendre par la nécessité et par la lutte, l'issue des batailles « se mêle habituellement à notre appréciation des fondements du droit[10] ». Il faut faire avec cette finalité sans fin et cette légalité sans loi, avec les défaillances et les injustices de l'humaine faculté de juger. Le savoir historique n'est – hélas, ou heureusement – jamais catégorique.

C'est bien pourquoi, quels que soient les rituels dont on les pare, les grands procès en hérésie, théologique ou historique, demeurent des « actes politiques ». Pas plus que l'histoire, leur instruction n'a de fin. L'affaire n'est jamais classée. L'appel reste toujours ouvert, disait Blanqui, en proie au vertige de l'éternel recommencement des défaites.

Si le partage entre le vrai et le faux, le bien et le mal, le juste et l'injuste, est la plupart du temps

indécis, mal assuré, il n'est pourtant jamais nul. Réduit parfois à presque rien, ce presque n'est pas rien. Il fait la différence permettant de conjurer le cynisme moderne, pour qui tout se vaut. Si mouvant et si ténu soit-il, ce partage des eaux suffit à faire qu'il y ait, sinon une justice absolue, du moins des moments et des actes de justice, à établir une « démarcation assez précise et ineffaçable », envers l'indifférence sceptique comme envers la certitude dogmatique.

Il y a toujours eu des Justes, qui ne prétendaient faire ni le dieu ni le juge, pour marquer le cap et pour rappeler à l'ordre non d'une vérité tyrannique, mais de la justesse, qui est une justice ajustée. En politique comme en histoire, il n'est pas facile de suivre cette étroite ligne de crête. C'est même si difficile qu'aucune forme du jugement ne saurait à elle seule y suffire : ni le jugement judiciaire, qui est le plus clair, mais aussi le plus pauvre ; ni le jugement historique, qui est le plus riche, mais le plus douteux ; ni le jugement politique, qui serait le plus honnête, mais aussi le plus inquiétant. Car celui qui juge, en politique, ne peut ignorer la réciprocité du jugement. Il sera jugé à son tour. Il faut donc que les différents modes du jugement s'y mettent tous, au risque de se contredire. Les controverses entre le juridique, l'historique et le politique sont même le seul garde-fou concevable contre leurs erreurs judiciaires respectives.

La faculté de juger n'est donc ni froidement judiciaire, ni orgueilleusement historique, ni passionnément politique. Elle opère dans les intervalles et les interstices, dans le mouvement tourbillonnant de ce qu'on appelait naguère les mœurs. Le jugement perd alors son auréole sacrée. Il devient un art profane, « un procès sans sujet ni fin », sans tribunal suprême ni Jugement dernier.

Qui est le juge ?

Qui est coupable ?

Et surtout, qui est innocent ?

Répondre à ces questions est une lourde charge. Ni le procureur, ni l'historien, ni le citoyen ne sauraient sans ployer la porter seuls.

1 « Que rien ne soit dit naturel, afin que rien ne puisse passer pour immuable. » (Bertolt Brecht.)

2 André Suarès, « Puissance de Pascal », in *Valeurs, op. cit.*, p. 15.

3 Heinrich Heine, postface au *Romancero*, Paris, Cerf, 1997, p. 199.

4 Puis l'animation éditoriale de la collection « La Discorde », chez Textuel, et, à partir de 2000, de la revue *ContreTemps*.

5 L'appel initial était signé de Gilles Perrault, François Maspero, Thierry Jonquet, Jean-François Vilar, Didier Daeninckx, Georges Labica, Philippe Pignarre, Edwy Plenel, Alexis Violet, Hervé Delouche, Vincent Jullien, Michael Löwy, Enzo Traverso, Michel Lequenne.

6 La formule est moins étrange qu'il y paraît : *L'État et la Révolution* de Lénine est un écrit d'inspiration clairement libertaire, confirmée par son comportement à la veille de l'insurrection d'Octobre.

7 André Breton, *Prolégomènes à un troisième manifeste surréaliste* [1953], Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1962.

8 Voir Gopal Balakrishnan, *The Enemy : an Intellectual Portrait of Carl Schmitt*, Londres, Verso, 2000.

9 Sur le thème du pari, voir Lucien Goldmann, « Le pari est-il écrit pour le libertin ? », in *Recherches dialectiques*, Paris, Gallimard, 1967.

10 Emmanuel Kant, *Théorie et Pratique*, Paris, Garnier-Flammarion, 1997.

23

Et pourtant

« Il va venir tout à l'heure des équilibristes dans des justaucorps pailletés d'une couleur inconnue, la seule à ce jour qui absorbe à la fois les rayons du soleil et de la lune. Cette couleur s'appellera la liberté et le ciel claquera de toutes ses oriflammes bleues et noires car un vent pour la première fois pleinement propice se sera levé et ceux qui sont là comprendront qu'ils viennent de mettre à la voile et que tous les prétendus voyages précédents n'étaient qu'un leurre. »

André Breton

Nous avons vu disparaître sans regret le siècle des extrêmes, avec son cortège de désastres et de catastrophes. Un film de Margarete von Trotta sur Rosa Luxemburg mettait en scène, le 1er janvier 1900, les patriarches barbus de la social-démocratie, fêtant le nouveau siècle avec une foi inébranlable dans le sens du progrès ce siècle verrait la fin des guerres et de l'exploitation, la grande fraternisation universelle. On sait ce qu'il en fut. Aussi n'avons-nous pas eu le cœur de célébrer le nouveau millénaire avec la même confiance. Guerres et croisades sans limites, inégalités abyssales, déchaînements des fanatismes religieux et nationaux : l'horizon est lourdement plombé.

On entend à nouveau des voix lugubres (les mêmes parfois qui, hier encore, chantaient les béatitudes du progrès) promettre la fin des temps et le châtiment de nos péchés. C'est toujours la même pensée à sens unique, réfractaire à la contradiction, dont on se contente d'inverser la flèche. Il est bien hasardeux, cependant, d'établir entre les siècles un hit-parade des barbaries. C'est plus problématique encore que de savoir si, à l'échelle de l'histoire, Cerdan l'emporterait sur Carlos Monzon ou Ray Sugar Leonard, Joe Louis sur Jack Dempsey ou sur Cassius Clay. Elles n'étaient pas si clémentes, après tout, l'époque des esclaves bâtisseurs de pyramides, celle des grandes famines et des grandes pestes, celle de la grande Inquisition et du commerce de l'ébène, celle des massacres coloniaux et des bûchers, celle des guerres religieuses de Trente ou de Cent Ans !

On peut faire autrement la part des choses. Le terrible siècle des extrêmes fut aussi un siècle de contrastes. Il a vu la chute de plusieurs empires coloniaux et continentaux (l'empire tsariste, l'empire ottoman, le britannique, le français, le belge, le hollandais, le japonais). Il a proclamé l'universalité des droits, reconnu l'égalité de principe entre les races et les sexes, condamné les crimes contre l'humanité. Il y a encore loin des principes à la réalité, mais rares sont ceux qui osent ouvertement les récuser, de sorte qu'ils constituent un point d'appui contre l'état réel des choses.

Une vision mieux équilibrée du passé ne nous autorise pas pour autant à nous laisser de nouveau endormir par les berceuses du progrès, comme si, à l'instar des opérettes Belle Époque, tout devait s'arranger, dans une apothéose finale de paillettes et de chansons.

On prétend souvent qu'il faut vivre avec son temps. Ce temps se meurt. Faudrait-il aussi pourrir et disparaître avec lui ? Ce serait dans l'ordre des choses. Ou bien recommencer, comme la poignée d'empêcheurs d'union-sacrer en rond réunis jadis à Zimmerwald, comme Victor Serge refusant de se rendre à la raison des vainqueurs quand minuit sonnait dans le siècle, comme les zapatistes sans visage défiant la fatalité marchande ?

Le début des années quatre-vingt-dix fut proprement crépusculaire, il est vrai. Mais les signes du renouveau sont apparus plus vite qu'on ne l'imaginait, dessinant peu à peu la forme flottante d'un mouvement à venir, qui n'a pas de nom. Les fils de cette tapisserie se croisent et se nouent sur le métier. Le 1er janvier 1994, les zapatistes lançaient, des montagnes du Chiapas, leur « appel intergalactique » à secouer le joug des fatalités et des résignations. Dès l'année suivante, dans le sillage des grèves pour la défense du service public, des « sans » de toutes sortes (sans-logis, sans-papiers, sans-emploi, sans-terre) revendiquaient en France leur droit à la politique. En 1998, la mise en échec de l'Accord

multilatéral sur l'investissement démontrait la possibilité non seulement de lutter, mais de gagner. En 1999, une coalition composite mettait Seattle en état de siège et bousculait le sommet de l'Organisation mondiale du commerce. En 2001, enfin, se tenait le premier Forum social mondial de Porto Alegre.

C'est beaucoup de chemin parcouru, en moins de huit ans. L'homme est bien cet « être lent, qui n'est possible que grâce à des vitesses fantastiques[1] » ! D'année en année, le mouvement s'élargit et se politise. Porto Alegre 2001 : un rassemblement contre les excès de la dérégulation libérale, pour la taxation des capitaux, pour l'abolition de la dette du tiers-monde, et pour la lutte contre les paradis fiscaux. Porto Alegre 2002 : la globalisation des résistances, sur les thèmes « Le monde n'est pas une marchandise » et « Un autre monde est possible ». Porto Alegre 2003 : le lancement d'une campagne contre la guerre impériale et le nouveau militarisme, préparatoire à la grande première mondiale du 15 février, journée de manifestations planétaires contre la guerre. En moins de quatre ans, Porto Alegre a éclipsé Davos. Alors que les forums internationalistes des multitudes se tiennent sur la place publique et dans la rue, les sommets des maîtres du monde se font à huis clos, sur invitation, et en état de siège : cris et chuchotements !

Il ne faudrait pas rechuter pour autant dans les illusions sur le sens de l'histoire et croire que la globalisation du capital va entraîner automatiquement, mécaniquement, indéfiniment, une globalisation des solidarités. Ceux qui misent unilatéralement sur ce cercle vertueux seront déçus. Le mouvement est double. D'un côté, la globalisation marchande tend à unifier les résistances ; de l'autre, elle organise la concurrence sur le marché du travail, elle divise et oppose les opprimés entre eux, elle généralise la compétition de tous contre tous.

Qui l'emportera ? Question de politique.

Les révoltes contre l'injustice mondialisée se multiplient. Mais la spirale des reculs et des défaites n'est pas brisée. Sans volonté et sans conscience, le nombre et la masse ne suffisent pas. Le peuple argentin a renversé trois gouvernements en quelques mois, mais le pays reste sous la coupe du FMI. Le Parti des travailleurs a remporté les élections au Brésil, mais le nouveau gouvernement s'est soumis aussitôt aux contraintes consenties des marchés. On a manifesté par millions, dans les rues de Rome ou de Paris, contre les privatisations et pour la défense des retraites, mais les privatisations et la démolition sociale continuent. On a manifesté par dizaines de millions dans le monde contre la guerre et l'occupation de l'Irak, mais la guerre a eu lieu, l'Irak est occupé, et les budgets militaires s'envolent.

Une résistance sans victoires et sans perspectives de contre-attaque finit par s'user. Pas de victoire sans stratégie. Pas de stratégie sans rapports de force. Or, le paysage de ce qui fut la gauche est dévasté au point que l'opposition entre la droite du centre et la gauche du centre devient illisible. Le XXe siècle a commencé avec trois grandes révolutions : la révolution russe, la révolution chinoise et la révolution mexicaine. Il s'est achevé dans les décombres des tours de Manhattan, les gravats de Bagdad, les ruines de Naplouse ou de Jénine.

Stratégie, degré zéro ?

Ou déroute des stratèges d'antan ?

Et pourtant, elle tourne, l'histoire. La logique d'un système régi par l'intérêt privé et le calcul égoïste est incompatible avec l'universalité proclamée des droits et avec la reconnaissance d'une égalité substantielle[2]. Chaque contradiction irrésolue aggrave la crise suivante et augmente les dangers.

Le capital a passé le cap du XXe siècle, mais à quel prix ? Deux guerres mondiales, des génocides, des écocides… et après ? Il fuit aujourd'hui devant son ombre, dans une escalade de violences. Par la voix de George Bush, déclarant le monde entier en guerre préventive permanente et illimitée, l'état d'exception devient effectivement la règle. Le droit international est mis en congé. Les institutions de la « gouvernance globale », de l'Organisation des Nations unies à l'Organisation mondiale du commerce, en passant par les sommets de la Terre, sont impuissantes ou paralysées.

Cette crise, qui s'étire et se traîne, n'est pas une crise cyclique ordinaire de stop and go, avec ses

hauts et ses bas, et avec la consolation de se dire que ça ira forcément mieux demain. Pour la première fois depuis plus d'un siècle, les citoyens de ce monde ne sont plus convaincus que leurs enfants vivront mieux qu'ils n'ont vécu eux-mêmes. C'est une crise de civilisation. Un dérèglement généralisé des mesures et des rapports, dont la crise sociale et la crise écologique sont les deux manifestations les plus flagrantes. On en est au point de songer à privatiser le soleil et à breveter l'alphabet et les mathématiques.

La crise de la politique fait partie de cette grande crise. Au fur et à mesure de l'expansion capitaliste et des luttes pour un partage moins injuste des richesses, alors que les économistes parlaient du chômage comme s'il s'agissait de « poches résiduelles de sous-emploi », alors qu'ils pronostiquaient la sortie des pays pauvres de la dépendance et du sous-développement, la participation citoyenne semblait en expansion. Le suffrage tendait à devenir universel. Il est désormais en rétraction. L'exclusion et l'abstention tendent à rétablir un suffrage censitaire de fait, sinon de droit. Émancipé des contraintes étatiques et juridiques, en dépit des odes lyriques à la démocratie, le capital agit comme la première force extra-parlementaire.

Sous prétexte d'extension généralisée des droits de l'homme, les intelligences serviles de Davos et les marchands d'illusion médiatique prétendaient hier encore que les dominations impériales étaient devenues solubles dans l'homogénéité marchande. Et c'est toujours le même développement, toujours aussi inégal, toujours aussi mal combiné, le même système hiérarchique de force et de commandement nécessaire pour discipliner le comportement chaotique des marchés.

La contre-réforme libérale sape méthodiquement les pactes étatiques et les compromis sociaux de l'après-guerre. Elle détruit du même coup les mouvements sociaux et délégitime les interlocuteurs virtuels du dialogue social qu'elle prétend instaurer.

Dans les vingt dernières années, la social-démocratie a collaboré à cette démolition, quand elle ne l'a pas initiée. Elle a ainsi scié la branche sur laquelle elle était assise. Championne d'un réformisme sans réformes, elle a ainsi abandonné le drapeau de la réforme à la droite conservatrice, lui permettant de se présenter comme le parti du mouvement face à l'immobilisme des corporatismes et des conservatismes.

La débâcle du 21 avril 2002 est la conséquence de ces abandons. Le soir de leur victoire électorale du 1er juin 1997, les représentants de la majorité nouvelle étaient apparus sur les écrans de télé comme des gamins à la mine contrite, à qui l'on vient juste de pardonner une lourde faute, et qui s'engagent, la main sur le cœur, à ne pas recommencer : « Nous n'avons pas le droit de décevoir, nous n'avons plus le droit à l'erreur. » Et pourtant ! Trois ans avant, Lionel Jospin en personne avait prévenu : « La réforme a vaincu la révolution, mais les réformistes donnent l'impression de ne plus croire aux réformes[3]. »

Perdue dans le mitan du centre, enlisée dans l'alternance sans alternative, la gauche gouvernante ne sait plus qui elle est, ni où elle pourrait aller. En 1990, Laurent Fabius se demandait déjà : « S'il est assurément démocrate, en quoi le socialisme moderne est-il socialiste[4] ? » Bonne question, et encore merci de se l'être posée. Elle en appelle une seconde : est-il encore possible d'être vraiment démocrate sans être vraiment socialiste ?

Dans l'opposition, la gauche sociale-libérale invoque le mythe d'un nouveau compromis social pour masquer son absence de projet. L'épisode keynésien apparaît cependant, dans l'histoire du capitalisme, comme l'exception, et non comme la règle. La grande peur des classes dominantes et la croissance des Trente Glorieuses, elle-même soutenue par la reconstruction de l'après-guerre et par l'instauration d'un ordre mondial hégémonique, l'ont rendu possible. Mais la séquence de ralentissement, de stagnation et de récession, amorcée dès le milieu des années soixante-dix, a déjà duré plus longtemps que la croissance des Trente Glorieuses.

Dès les années soixante-dix, les signes d'épuisement se multipliaient : chute des dictatures en Europe occidentale, indépendance des colonies portugaises, échec de l'intervention américaine en Indochine, faillite des stratégies de développement en Amérique latine, crises révolutionnaires en Amérique centrale, désintégration du régime du shah en Iran, épuisement de l'expansion bureaucratique en Union

soviétique et en Europe de l'Est. Dès lors, une redistribution des cartes et une nouvelle donne étaient à l'ordre du jour. La contre-offensive du capital se mettait en marche. Chronique d'une guerre (impériale et sociale) annoncée.

Une nouvelle période d'expansion n'est certes pas exclue, tant il est vrai qu'il n'y a pas de situation sans issue et que l'histoire n'est pas écrite d'avance. Mais sur le dos de qui, et à quel prix ? Les précédentes sorties de crise font craindre qu'il soit élevé au point de compromettre l'avenir de l'espèce que nous sommes.

Gamin, la lecture de *La Guerre du feu*, dans la collection illustrée « Rouge et Or », me passionnait. Je suivais le cœur battant les efforts de Noah et de ses frêles compagnons pour protéger l'étincelle et conserver la flamme. Sauver ce qui aurait pu, et pourrait encore, se perdre, passer le relais entre générations, c'est un peu notre guerre du feu[5]. Il est des combats plus glorieux et des victoires plus retentissantes. Mais, si chétive et obscure soit-elle, celle-ci ne serait pas la moindre.

Le paysage politique est aujourd'hui dévasté par les batailles perdues sans même avoir été menées. Les forces nécessaires à la reconstruction existent et le rapport entre le capital et le travail reste asymétrique : le premier ne pourra jamais se passer du second, alors que le second peut fort bien se passer du premier. Ces dix dernières années, une gauche sociale a refait surface, pas encore une gauche politique à sa mesure, qui permette de marcher sur deux jambes.

Pour que l'autre monde nécessaire devienne effectivement possible, une autre gauche aussi est nécessaire. Pas une gauche light, comme le beurre sans matière grasse, le vin sans alcool et le café sans caféine, mais une gauche de combat, à la mesure d'une droite de combat. On ne peut plus se contenter en effet d'une gauche résignée au rôle subalterne d'opposition de la bourgeoisie républicaine ou libérale. Il faudra bien finir par briser ce cercle vicieux de la subordination.

Ce sera le rôle des nouvelles têtes qui affleurent à peine. L'œil de la poésie voit parfois beaucoup plus loin que celui de la politique. Il y a un demi-siècle, André Breton scrutait déjà leur apparition, quelque part dans le monde. Nul, alors, ne pouvait dire avec certitude ce qu'elles allaient inventer. Mais elles ne pouvaient manquer de surgir : « Dans la tourmente actuelle, devant la gravité sans précédent de la crise sociale aussi bien que religieuse et économique, l'erreur serait de les concevoir comme produits d'un système que nous connaissons entièrement. Qu'elles viennent de tel horizon conjecturable, nul doute : encore leur aura-t-il fallu faire leurs plusieurs programmes adjacents de revendication, dont les partis jusqu'ici ont estimé n'avoir que faire – ou l'on retombera vite dans la barbarie. Il faut non seulement que cesse l'exploitation de l'homme par l'homme, mais que cesse l'exploitation de l'homme par le prétendu Dieu, d'absurde et provocante mémoire. Il faut que soit révisé de fond en comble, sans trace d'hypocrisie et d'une manière qui ne peut plus rien avoir de dilatoire, le problème des rapports de l'homme et de la femme. Assez de faiblesses, assez d'enfantillages, assez d'idées d'indignité, assez de torpeurs, assez de badauderie, assez de fleurs sur les tombes, assez d'instruction civique entre deux classes de gymnastique, assez de tolérance, assez de couleuvres[6]. »

1 Henri Michaux, *Les Grandes Épreuves de l'esprit*, Paris, Gallimard, 1966.

2 Istvan Meszaros, *The Alternative to Capital Social Order*, New York, Monthly Review Press, 2001.

3 Lionel Jospin, *L'Invention du possible*, Paris, Flammarion, 1994, p. 179. En 1998, Albin Michel m'a demandé un livre en forme de bilan polémique des premiers mois du gouvernement Jospin. On pouvait déjà y lire : « Après le désastre des années Mitterrand, un nouvel échec en matière d'emploi et de chômage aurait des conséquences imprévisibles sur le paysage politique du pays et sur l'avenir de toute la gauche » (p. 9). Quant à la participation du parti communiste au gouvernement : « La perestroïka à la française peut aussi aboutir à une implosion. En ce cas, Robert Hue n'aura été qu'un bonsaï de Gorbatchev » (p. 266). Pas besoin d'être devin ! (Daniel Bensaïd, *Lionel qu'as-tu fait de notre victoire ?*, Paris, Albin Michel, 1998).

4 Laurent Fabius, *C'est en allant vers la mer…*, Paris, Seuil, 1990, p. 9. Quant aux partis communistes, incapables de régler les comptes de leur passé et de s'expliquer sur le stalinisme, ils ont connu le déclin et la mort lente, engloutis par le monde d'hier, en invoquant une refondation sans fondations et un renouveau sans nouveauté.

5 Nous avons hérité, nous aussi, de ces passeurs insoumis, dont la génération est en train de s'éteindre. En quelques années, les réunions au Père-Lachaise ou au cimetière du Montparnasse se sont multipliées pour un dernier adieu à David Rousset, à Pierre Naville, à Yvan Craipeau, à Marcel Bleibtreu, à Rodolphe Prager, à Daniel Singer, à Stanislas Tomkiewicz. Les derniers des Mohicans ne sont plus très nombreux.

6 André Breton, *Prolégomènes à un troisième manifeste surréaliste, op. cit.*

Chronologie

1962

Février : Manifestation de Charonne

Mars : Accords d'Évian, Algérie indépendante

1963

Mars : Grève des mineurs en France

1964

Octobre : Renversement de Nikita Khrouchtchev par le tandem Brejnev-Kossiguine

1965

Début de la Révolution culturelle en Chine

Juin : Coup d'État de Boumédiène en Algérie

Septembre-Octobre : Massacre des communistes indonésiens

Décembre : François Mitterrand au deuxième tour de l'élection présidentielle face à de Gaulle.

1966

Bombardements américains sur le Nord-Vietnam

Avril : Congrès de l'Union des étudiants communistes et fondation de la Jeunesse communiste révolutionnaire.

1967

Février : Proclamation de la commune populaire de Shanghai

Mars : Élections législatives en France. Les gaullistes n'ont plus que trois sièges de majorité.

Avril : Coup d'État des colonels en Grèce

Juin : Guerre des Six Jours. Israël occupe le Sinaï, la Cisjordanie, Jérusalem et le Golan.

Juillet : Conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS) à La Havane

Septembre : Coup d'arrêt à la Révolution culturelle en Chine

Octobre : Assassinat du Che en Bolivie

1968

Janvier : Alexandre Dubcek succède à Novotny comme premier secrétaire du Parti communiste tchèque, début de l'offensive du Têt au Vietnam, émeutes ouvrières à Caen

Février : Manifestation internationale de solidarité avec le peuple vietnamien à Berlin

Avril : Assassinat de Martin Luther King à Memphis, attentat contre Rudi Dutschke à Berlin

Mai-juin : Grève générale en France, victoire de la droite aux élections législatives du 30 juin, dissolution de la JCR par décret du ministère de l'Intérieur

Août : Les forces du pacte de Varsovie occupent la Tchécoslovaquie

Septembre : Premier numéro de *Rouge* quinzomadaire

Octobre : Massacre des étudiants sur la place Tlatelolco à Mexico (300 morts)

Novembre : Élection de Richard Nixon à la présidence des États-Unis

1969

Janvier : Ouverture de l'université de Vincennes

Avril : Congrès de fondation de la Ligue communiste à Mannheim et 9e Congrès mondial de la IVe Internationale à Rimini ; victoire du non au référendum, démission de de Gaulle, Alain Krivine candidat

Juin : Élection présidentielle, Pompidou élu au deuxième tour, Duclos 21 % des voix, Defferre 5 %, Rocard 3,6 %, Krivine 1 %

Juillet : Neil Armstrong a marché sur la Lune

Août : Woodstock

Septembre : Grèves dans les chemins de fer

1970

Avril : Vote de la loi anti-casseurs

Juin : Dissolution de la Gauche prolétarienne et arrestation d'Alain Geismar

Octobre : Première assemblée générale du Mouvement de libération des femmes

Novembre : Salvador Allende élu président de la République au Chili

Décembre : Émeutes ouvrières dans les ports polonais de la Baltique et procès de Burgos contre les militants basques (6 condamnés à mort)

1971

Mars : Manifestation violente contre un meeting fasciste d'Ordre nouveau au Palais des Sports de Paris

Avril : Parution du manifeste des « 343 salopes » sur l'avortement

Juin : Congrès socialiste d'Épinay, François Mitterrand à la tête du nouveau parti socialiste

1972

Janvier : Institution des « interdictions professionnelles » en Allemagne de l'Ouest

Février : Visite de Nixon à Pékin, assassinat de Pierre Overney devant Renault-Billancourt

Juin : Signature du Programme commun de gouvernement entre le PS, le PC et les radicaux de gauche ; brochure de la Ligue communiste : *Quand ils seront ministres*

Août : Chute de la dictature en Argentine

Novembre : Manifeste *Ce que veut la Ligue communiste* (Paris, Maspero, « Livres rouges »)

1973

Janvier : Signature des accords de Paris sur le Vietnam

Mars : Nette poussée de la gauche aux élections législatives en France

Avril : Constitution du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (Mlac) ; début de la grève des Lip à Besançon

Mai : Manifestation internationale de solidarité avec l'Indochine à Milan

Juin : Manifestation contre un meeting raciste à la Mutualité, dissolution de la Ligue communiste, arrestation d'Alain Krivine et Pierre Rousset

Août : Évacuation par la police de l'usine de Palente (Lip) occupée ; marche nationale sur le Larzac contre l'extension du camp militaire

Septembre : Coup d'État du général Pinochet au Chili

Octobre : Guerre du Kippour

Décembre : Exécution revendiquée par l'ETA du Premier ministre espagnol, l'amiral Carrero Blanco

1974

Avril : Révolution des Œillets au Portugal

Mai : Élection de Giscard d'Estaing à la présidence de la République

Juillet : Chute des colonels en Grèce

Septembre : Manifestation des appelés à Draguignan

Octobre : Grève des postiers

Décembre : Adoption de la loi Veil au Parlement

1975

Avril : Début de la guerre civile au Liban ; chute de Phnom Penh, et chute de Saïgon qui devient Ho Chi Minh-Ville.

Juillet-août : Crise gouvernementale au Portugal et apparition d'embryons de double pouvoir

Novembre : Mort du général Franco en Espagne ; coup de force des commandos d'Amadora au Portugal qui inaugure la phase de normalisation

1976

Mars : Parution de *Rouge quotidien* ; poussée socialiste aux élections cantonales ; premières révélations sur les massacres commis par les Khmers rouges au Cambodge ; coup d'État militaire en Argentine

Juin : Émeutes de Soweto en Afrique du Sud (140 morts) ; grèves et manifestations contre la hausse des prix en Pologne

Septembre : Mort de Mao Zedong

Novembre : Élection du démocrate Jimmy Carter à la présidence des États-Unis

1977

Janvier : Signature par une centaine de personnalités de la Charte 77 en Tchécoslovaquie

Mars : Rencontre des partis « eurocommunistes » ; succès de la gauche aux élections municipales en France

Mai : Réunion engageant les négociations sur l'actualisation du Programme commun de gouvernement

Juillet : Accord entre le parti communiste et la Démocratie chrétienne sur un programme de gouvernement en Italie ; manifestation violente contre le surgénérateur nucléaire de Creys-Maleville en France

Août : Grande manifestation sur le plateau du Larzac

Octobre : Accord en Espagne entre le gouvernement et l'opposition sur un programme économique (pacte de la Moncloa)

1978

Janvier : Émeutes contre le pouvoir du shah dans la ville sainte de Qom en Iran

Mars : Enlèvement d'Aldo Moro en Italie ; échec de la gauche aux élections législatives en France

Avril : Le prince Daoud renversé par un coup d'État militaire en Afghanistan

Septembre : Vendredi noir à Téhéran ; négociations de Camp David entre Carter, Begin et Sadate

Octobre : Élection de Jean-Paul II à la papauté

Novembre : Informations dans les médias sur la tragédie des boat-people

1979

Janvier : Offensive militaire de l'armée vietnamienne au Cambodge ; chute du régime du shah en Iran

Mars : Manifestation violente des sidérurgistes lorrains à Paris

Mai : Victoire des conservateurs aux élections britanniques, Margaret Thatcher Premier ministre

Juin : Première élection du Parlement européen au suffrage universel

Juillet : Victoire de la révolution sandiniste à Managua

Novembre : Prise en otage du personnel de l'ambassade américaine en Iran

Décembre : Intervention soviétique en Afghanistan

1980

Février : Grèves des métallurgistes de la banlieue de São Paulo au Brésil

Mai : Mort du maréchal Tito

Juin : Instauration de l'ordre islamique en Iran

Août : Attentat à la gare de Bologne en Italie (84 morts, 150 blessés) ; signature des accords de Gda"nsk entre les grévistes et le gouvernement polonais

Septembre : Début de la guerre Iran-Irak

Novembre : Procès de la bande des quatre en Chine

Décembre : Élection de Ronald Reagan à la présidence aux États-Unis

1981

Février : Tentative avortée de coup d'État en Espagne

Mai : Victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle

Juin : Succès de la gauche aux élections législatives, entrée de quatre ministres communistes au gouvernement

Septembre : Abolition de la peine de mort

Octobre : Grande manifestation en Allemagne contre la course aux armements ; manifestations pacifistes à Rome et à Londres, puis à Madrid en novembre

Décembre : Proclamation de l'état de guerre en Pologne

1982

Avril : Début de la guerre des Malouines entre l'Argentine et la Grande-Bretagne ; grande manifestation de soutien à l'école privée à Paris

Juin : Opération « Paix en Galilée », l'armée israélienne envahit le Liban ; chute du gouvernement du général Galtieri en Argentine

Juillet : Suppression dans le code pénal du dernier délit pour homosexualité

Septembre : Manifestations à Tel-Aviv après les massacres de Sabra et Chatila

Décembre : Felipe Gonzales forme un gouvernement socialiste en Espagne

1983

Mars : Extension du programme militaire américain de « guerre des étoiles » ; plan de rigueur annoncé en France

Octobre : Deux millions de manifestants en Europe contre les armes nucléaires ; débarquement militaire américain sur l'île de Grenade

Décembre : Marche des beurs contre le racisme

1984

Mars : Début de la grande grève des mineurs en Grande-Bretagne ; grande manifestation en faveur de l'école privée à Versailles

Juin : Élections européennes, forte poussée de l'extrême droite en France

Juillet : Démission du gouvernement Mauroy, le parti communiste refuse de participer au gouvernement Fabius

Novembre : Succès de la grève générale du Transvaal en Afrique du Sud

Décembre : Catastrophe de Bhopal en Inde

1985

Mars : Défaite de la grève des mineurs britanniques

Juin : Concert de SOS Racisme à la Concorde

1986

Février : Chute du régime Duvallier en Haïti ; Cori Aquino élue présidente des Philippines

Mars : Victoire de la droite et succès du Front national aux élections législatives en France, Chirac Premier ministre

Avril : Soutien financier étasunien à la contra au Nicaragua ; catastrophe de Tchernobyl

Octobre : Rapatriement de six régiments soviétiques d'Afghanistan

Décembre : Grandes manifestations étudiantes et lycéennes contre la loi Devaquet ; assassinat de Malik Oussekine

1987

Décembre : Déclenchement de l'Intifada

1988

Mai : Réélection de François Mitterrand

Juillet : Élection frauduleuse de Salinas de Gortari à la présidence mexicaine contre Cuauhtémoc Cárdenas

Octobre : Grève des infirmières

Décembre : Formation des syndicats Sud à la suite des exclusions de la CFDT

1989

Mai : Printemps de Pékin

Août : Procès et exécution d'Alvaro Ochoa et Tony de la Guardia à La Havane

Novembre : Chute du mur de Berlin

1990

Août : Invasion du Koweït par l'Irak

1991

Février : Première guerre du Golfe

Juin : Déclaration d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, début de l'éclatement de la fédération yougoslave

Août : Tentative de coup d'État en Union soviétique, désintégration de l'Union soviétique

Novembre : Déclaration d'indépendance de la Macédoine

1992

Février : Signature du traité de Maastricht

Juin : Sommet de la Terre à Rio

Avril : Proclamation d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine

Mai : Scission de la FEN et création de la FSU

Septembre : Référendum sur le traité de Maastricht

Octobre : Eurogrève des cheminots

1993

Mars : La droite remporte les élections législatives en France

Septembre : Accords d'Oslo-Washington et reconnaissance mutuelle entre Arafat et le gouvernement Rabin-Pérès sous le patronage de Bill Clinton

1994

Janvier : Soulèvement zapatiste au Chiapas, le jour même de l'entrée en vigueur du traité de libre commerce entre les États-Unis, le Canada, et le Mexique ; manifestations monstres en France en défense de la laïcité

Mai : Première marche nationale des chômeurs en France

Avril-mai : Génocide au Rwanda

1995

Mai : Élection de Jacques Chirac à la présidence

Juillet-août : Offensives serbes contre les « zones de sécurité » instaurées par l'ONU, 7 000 morts à Srebrenica

Septembre : Premier Congrès Marx international à Nanterre

Octobre : Manifestation nationale à Paris pour la défense du droit des femmes

Novembre : Accords de Dayton entre Milošsevi'c, Tudjman et Izetbegovi'c sur la partition des Balkans

Novembre-décembre : Grèves contre le plan Juppé sur la Sécurité sociale, pour la défense des retraites et des services publics

1996

Juillet-août : Première rencontre intercontinentale pour l'Humanité et contre le néolibéralisme au Chiapas

Août : Occupation de l'église Saint-Bernard par les sans-papiers

1997

Janvier : Révélations sur le projet d'Accord multilatéral d'investissement (AMI)

Février : Manifestations et pétitions contre la loi Debré sur l'immigration

Mars : Eurogrève des salariés de Renault contre la fermeture du site de Vilvorde

Mai : Dissolution de l'Assemblée nationale

Avril-juin : Marche européenne sur Amsterdam contre le chômage, la précarité, et les exlusions

Juin : Victoire de la gauche aux élections législatives ; ratification du traité d'Amsterdam et du pacte de stabilité lors du sommet européen des chefs d'État de l'Union européenne

Septembre : Crise financière asiatique

Décembre : Accords de Kyoto sur l'environnement

1998

Mai : Manifestation contre le deuxième sommet de l'OMC à Genève

Juillet : Formation d'Attac

Octobre : Suspension des négociations sur l'AMI

1999

Janvier : Réunion à Zurich de « l'autre Davos », parallèlement à la réunion du Forum économique mondial

Février : Échec des négociations de Rambouillet sur le Kosovo

Mars-juin : Bombardements de l'OTAN sur la Serbie ; résolution de l'ONU faisant du Kosovo une « province de Yougoslavie » sous protectorat de l'ONU

Novembre : Manifestations de Seattle contre le sommet de l'Organisation mondiale du commerce

2000

Mars : Début de la Marche mondiale des femmes qui s'achèvera en octobre devant le siège de l'ONU

Juin : Rassemblement à Millau contre les procès intentés à José Bové

Juillet : Échec des négociations de Camp David sur le Moyen-Orient

Septembre : Début de la deuxième Intifada

Octobre : Défaite de Milo˘evi'c aux élections en Serbie

Décembre : Manifestations européennes de Nice contre le sommet intergouvernemental européen et le nouveau traité

2001

Janvier : Premier Forum social mondial à Porto Alegre

Avril : Grandes manifestations à Québec contre le sommet des Amériques

Juillet : Manifestations contre le sommet du G8 à Gênes, assassinat de Carlo Giuliani

Août : Conférence mondiale de Durban contre le racisme, la discrimination, la xénophobie

Septembre : Attentat contre les tours jumelles de Manhattan ; G. W. Bush déclare le monde en état de guerre illimité contre le terrorisme

Octobre : Intervention militaire étasunienne en Afghanistan

Décembre : Crise économique et sociale en Argentine

2002

Février : Deuxième Forum social mondial à Porto Alegre

Novembre : Premier Forum social européen à Florence ; Victoire de Lula à l'élection présidentielle brésilienne

2003

Janvier : Troisième Forum social mondial à Porto Alegre et premier Forum social asiatique à Hyderabad

Février : Manifestations mondiales du 15 février contre la guerre

Mars : Intervention militaire américano-britannique en Irak.

DANS LA MÊME COLLECTION

*Berlin chantiers*Régine Robin, 2001.
*Le Venin*Corinne Boujot, 2001.
*L'Empire des masques*Rolande Bonnain, 2001.
*L'Ogre du jugement*Jean-François Laé, 2001.
*Sur la frontière*Michel Warschawski, 2002.
*Sciences agents doubles*Vincent Jullien, 2002.
*La Découverte du monde*Edwy Plenel, 2002.
*Pieds-noirs mémoires d'exils*Michèle Baussant, 2002.
*Le Crépuscule des lieux*Florence Heymann, 2003.
*La Mémoire saturée*Régine Robin, 2003.
*La Dernière Génération d'octobre*Benjamin Stora, 2003.
*Jouets et compagnie*Gilles Brougère, 2003.
*Franz Kafka rêveur insoumis*Michael Löwy, 2004.
*Hollywood et la difficulté d'aimer*Laurent Jullier, 2004.